



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Établis par le
Receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2006

Volume II

Détails des
charges et des
revenus

Canada^{ca}

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2006

En vente au Canada chez
votre libraire local
ou par la poste auprès de
Éditions et Services de dépôt
TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

Téléphone: 1-613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Copie papier : N° de catalogue P51-1/2006-2F

ISBN 0-660-97174-7

Copie PDF : N° de catalogue P51-1/2006-2F-PDF

ISBN 0-662-71536-5

VOLUME II

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Table des matières

Section

- Introduction
- 1. Tableaux sommaires et Appendices
- 2. Affaires étrangères et Commerce international
- 3. Affaires indiennes et du Nord canadien
- 4. Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
- 5. Agence de promotion économique du Canada atlantique
- 6. Agence du revenu du Canada
- 7. Agriculture et Agroalimentaire
- 8. Anciens Combattants
- 9. Citoyenneté et Immigration
- 10. Conseil du Trésor
- 11. Conseil privé
- 12. Défense nationale
- 13. Diversification de l'économie de l'Ouest canadien
- 14. Environnement
- 15. Finances
- 16. Gouverneur général
- 17. Industrie
- 18. Justice
- 19. Parlement
- 20. Patrimoine canadien
- 21. Pêches et Océans
- 22. Ressources humaines et Développement social
- 23. Ressources naturelles
- 24. Santé
- 25. Sécurité publique et Protection civile
- 26. Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités)
- 27. Travaux publics et Services gouvernementaux
- 28. Index

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

INTRODUCTION AUX *COMPTES PUBLICS DU CANADA*

Nature des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général; et
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes.

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* sont publiés en trois volumes.

Le volume I présente les états financiers vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles;

Le volume II présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement; et

Le volume III présente des informations et analyses supplémentaires.

Le contenu du volume II se résume comme suit :

Tableaux sommaires et Appendices (section 1)

La section 1 comprend des tableaux sommaires qui présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles.

La section 1 comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs, de toutes les autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

Sections ministérielles (sections 2 à 27)

Il y a une section pour chaque portefeuille ministériel. Les programmes du ministère et des organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des résultats stratégiques et des descriptions des activités de programme. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque portefeuille ministériel. Ces états sont :

- *Sommaire du portefeuille ministériel*
Présente par ministère et organismes la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.
- *Activités de programme*
Présente par ministère et organismes le total des autorisations disponibles pour emploi et les autorisations employées au cours de l'exercice pour chaque activité de programme sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert et non budgétaires).
- *Paiements de transfert*
Présente par ministère et organismes la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.
- *Détail des montants disponibles pour être dépensés*
Présente par ministère et organismes la nature des revenus et rentrées lesquels augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.
- *Revenus*
Présente par ministère et organismes la nature des revenus sous chaque catégorie principale de revenus.

Les états dans les sections ministérielles sont conçus pour que les totaux et sous-totaux pertinents puissent être directement retracés à un état qui précède et ensuite aux Tableaux sommaires

de la section 1 (e.g. les données de l'état des *Paie-ments de transfert* peuvent être retracées à l'état des Activités de programme, lesquelles peuvent ensuite être retracées au *Sommaire du portefeuille ministériel*; les données du *Sommaire du portefeuille ministériel* peuvent être retracées aux *Tableaux sommaires* (5, 6 et 7) de la section 1.

Le volume II est conçu de façon à refléter d'aus- si près que possible le format et le contenu de la partie II du Budget principal des dépenses. Cer- tains Tableaux sommaires et Appendices et le *Sommaire du portefeuille ministériel* des sections ministérielles montrent la provenance et l'utilisa- tion des autorisations de dépenses. Les renseignements fournis pour ce qui est de la prove- nance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués ci-dessous :

• Provenance des autorisations

- *Disponibles des exercices antérieurs*
Autorisations de dépenses reportées de l'exercice précédent. Comprennent seule- ment les autorisations pour lesquelles il existe une limite spécifique quant au montant total à être dépensé, ou sur le solde cumulatif en circulation pour les crédits pour lesquels il est permis de dépenser les revenus et les ren- trées. Ces crédits représentent généralement soit des autorisations relatives à des fonds re- nouvelables, au produit de la vente de biens excédentaires de l'État ou à des prêts. Ces montants sont disponibles pour être dépensés sans aucune autre autorisation du Parlement.
- *Budget principal des dépenses et budgets supplémentaires des dépenses*
Comprennent les autorisations de dépenses demandées dans les Budgets des dépenses

ainsi que les montants estimatifs des dépen- ses compris dans les Budgets des dépenses en vertu d'autorisations accordées par diverses autres lois y compris les lois de crédits des exercices antérieurs.

• *Redressements, mandats et virements* Comprennent :

- les virements de ou à d'autres portefeuilles ministériels tels que les crédits 5, 10 et 15 du Conseil du Trésor ou les modifications dans les responsabilités ministérielles;
- les virements à l'intérieur du portefeuille ministériel d'un crédit à un autre (en vertu d'une autorisation parlementaire) ou entre paiements de transfert;
- les modifications aux montants législatifs suite à des redressements aux estimés de dé- penses compris dans les Budgets des dé- penses, suite à l'annulation ou la modification aux lois ou suite à des redres- sements des autorisations d'emprunt des sociétés d'État;
- les montants du suremploi des autorisations des exercices antérieurs versés ou réglés au cours de l'exercice et le produit de la vente de biens excédentaires de l'État;
- les mandats spéciaux du gouverneur géné- ral pour couvrir les paiements requis lorsque le Parlement est dissous pour une élection générale.

• *Total disponible pour emploi*

Autorisations disponibles pour être dépen- sées au cours de l'exercice (après avoir dé- duit les montants estimatifs des revenus et rentrées disponibles pour être dépensés).

• Utilisation des autorisations

- *Employées au cours de l'exercice*
Montants dépensés dans l'exercice en cours (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés).
- *Annulées (écart positif)*
Autorisations de dépenses non employées qui ne peuvent être reportées à un exercice ul- térieur.
- *Dépassées (écart négatif)*
Excédent des dépenses sur les autorisations accordées.
- *Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs*
Autorisations de dépenses non employées qui ne sont pas annulées et qui sont reportées à un exercice ultérieur.
- *Employées au cours de l'exercice précédent*
Montants dépensés dans l'exercice précédent (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés). Pour les crédits ou paiements de transfert qui n'existent plus dans l'exercice en cours, le to- tal des dépenses nettes correspondant de l'exercice précédent est présenté comme un montant seul, en ligne avec l'énoncé «Crédits (éléments) non requis pour l'exercice en cours».

SECTION 1

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Tableaux sommaires et Appendices

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Tableaux sommaires —	
Tableau 1 — État des revenus et charges	1.3
Tableau 2 — Dépenses ministérielles par catégorie	1.4
Tableau 2a — Récapitulation des charges externes par catégorie	1.10
Tableau 2b — Détail des autres paiements de transfert	1.11
Tableau 2c — Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels	1.12
Tableau 3 — Dépenses ministérielles par article courant	1.13
Tableau 3a — Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges	1.21
Tableau 4 — Revenus ministériels	1.22
Tableau 4a — Récapitulation des revenus externes	1.28
Tableau 4b — Ventes de biens et de services	1.30
Tableau 5 — Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel	1.34
Tableau 6 — Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel	1.40
Tableau 7 — Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)	1.43
Appendices —	
Appendice 1 — Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice	1.49
Appendice 2 — Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits	1.65
Appendice 3 — Autorisations disponibles des exercices antérieurs	1.77
Appendice 4 — Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice	1.85
Appendice 5 — Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1.87

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

TABLEAU 1

État des revenus et charges

Le tableau 1 présente les revenus et les charges pour l'exercice financier 2005-2006. De plus, des informations détaillées apparaissent à la section 3 du volume I des *Comptes publics du Canada*.

(en milliers de dollars)

REVENUS	2005-2006	CHARGES	2005-2006
REVENUS FISCAUX—		Paielements de transfert—	
Impôt sur le revenu—		Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	28 992 324
Des particuliers	103 691 232	Autres paliers de gouvernement—	
Des sociétés	31 724 042	Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	27 225 000
Autres revenus d'impôt sur le revenu	4 528 564	Accords fiscaux	12 381 372
	<i>139 943 838</i>	Paielements de remplacement pour programmes permanents	(2 731 180)
Autres taxes et droits—		Autres	3 939 719
Taxe sur les produits et services	33 019 765		<i>40 814 911</i>
Taxes sur l'énergie—		Prestations d'assurance-emploi	14 417 187
Taxe d'accise—Essence	4 007 712	Prestation fiscale canadienne pour enfants	9 199 804
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel	1 068 681	Autres paielements de transfert	24 892 658
	<i>5 076 393</i>		
Droits de douane à l'importation	3 329 810	Total des paielements de transfert	118 316 884
Autres taxes et droits d'accise—		Autres charges de programmes—	
Droits d'accise	4 127 669	Charges des sociétés d'État	7 195 259
Cotisation de sécurité sociale pour passagers aériens	353 006	Affaires étrangères et Commerce international	1 799 671
Diverses taxes et droits d'accise	249 686	Agence du revenu du Canada	3 998 223
	<i>4 730 361</i>	Agriculture et Agroalimentaire	1 599 000
	<i>46 156 329</i>	Conseil du Trésor	1 757 347
TOTAL DES REVENUS FISCAUX	186 100 167	Défense nationale	15 033 863
COTISATIONS D'ASSURANCE-EMPLOI	16 535 034	Environnement	1 514 421
AUTRES REVENUS—		Industrie	2 144 749
Revenus des sociétés d'État—		Justice	1 099 298
Sociétés d'État consolidées et autres entités	1 708 042	Pêches et Océans	1 488 492
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques—		Ressources humaines et Développement social	3 058 866
Quote-part des bénéfices annuels	5 040 965	Santé	2 130 268
Intérêt et autres	448 806	Sécurité publique et Protection civile	6 647 316
	<i>7 197 813</i>	Travaux publics et Services gouvernementaux	2 483 730
Revenus des autres programmes—		Autres portefeuilles ministériels	4 945 858
Revenus de placements	679 715	Total des autres charges de programmes	56 896 361
Ventes de biens et de services	6 349 366	Total des charges de programmes	175 213 245
Revenus divers	3 326 845	Frais de la dette publique	33 771 643
	<i>10 355 926</i>	TOTAL DES CHARGES	208 984 888
Revenus des opérations en devises—			
Compte du fonds des changes	1 482 854	EXCÉDENT ANNUEL	13 218 104
Fonds monétaire international	531 222		
Autres	(24)		
	<i>2 014 052</i>		
TOTAL DES AUTRES REVENUS	19 567 791		
TOTAL DES REVENUS	222 202 992		

TABLEAU 2

Dépenses ministérielles par catégorie

Le tableau 2 présente les dépenses nettes par catégorie pour chaque portefeuille ministériel. La colonne «Total des dépenses ministérielles nettes» présente le total des dépenses nettes rapporté pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les dépenses externes présentées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert ⁽¹⁾					Total des paiements de transfert	Autres dépenses de programmes	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
		Prestations de sécurité de la vieillesse ⁽²⁾	Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	Accords fiscaux	Paiements de remplacement pour programmes permanents	Autres				
2	Affaires étrangères et Commerce international									
	Ministères—									
	Affaires étrangères	...	...	...	...	641 892	641 892	1 142 986	...	1 784 878
	Commerce international	...	...	...	...	27 935	27 935	298 626	...	326 561
	Total des ministères	...	...	...	...	669 827	669 827	1 441 612	...	2 111 439
	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	...	16 187	...	16 187
	Agence canadienne de développement international	...	...	...	...	2 782 448	2 782 448	262 396	...	3 044 844
	Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	...	...	128 173	...	128 173
	Commission mixte internationale	...	...	...	...	...	...	7 150	...	7 150
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	...	...	...	...	...	...	2 003	...	2 003
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	3 452 275	3 452 275	1 857 521	...	5 309 796
3	Affaires indiennes et du Nord canadien									
	Ministère	...	...	...	...	5 135 994	5 135 994	695 117	...	5 831 111
	Commission canadienne des affaires polaires	...	...	...	...	10	10	945	...	955
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	5 136 004	5 136 004	696 062	...	5 832 066
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	...	...	...	...	282 970	282 970	51 265	...	334 235
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique									
	Ministère	...	...	...	...	326 248	326 248	92 492	...	418 740
	Société d'expansion du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	8 645	...	8 645
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	326 248	326 248	101 137	...	427 385

6	Agence du revenu du Canada	...	...	...	...	658 668	658 668	3 048 746	...	3 707 414
7	Agriculture et Agroalimentaire									
	Ministère	...	...	...	...	2 647 946	2 647 946	733 746	...	3 381 692
	Commission canadienne du lait	...	...	...	...	...	...	3 494	...	3 494
	Agence canadienne d'inspection des aliments	...	...	...	...	9 497	9 497	578 631	...	588 128
	Commission canadienne des grains	...	...	...	...	...	...	27 523	...	27 523
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	2 657 443	2 657 443	1 343 394	...	4 000 837
8	Anciens Combattants	...	...	...	...	1 976 599	1 976 599	904 837	...	2 881 436
9	Citoyenneté et Immigration									
	Ministère	...	...	...	...	418 126	418 126	464 326	...	882 452
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	...	...	...	...	...	...	112 733	...	112 733
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	418 126	418 126	577 059	...	995 185
10	Conseil du Trésor									
	Secrétariat	...	...	...	...	391	391	1 577 868	...	1 578 259
	École de la fonction publique du Canada	...	...	...	...	15	15	100 336	...	100 351
	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	...	...	...	...	8 148	8 148	91 162	...	99 310
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	8 554	8 554	1 769 366	...	1 777 920
11	Conseil privé									
	Ministère	...	...	...	...	899	899	161 419	...	162 318
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	...	...	...	...	...	...	5 395	...	5 395
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	...	...	...	...	...	31 298	...	31 298
	Directeur général des élections	...	...	...	...	79 218	79 218	235 169	...	314 387
	Commissariat aux langues officielles	...	...	...	...	...	...	17 802	...	17 802
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	...	2 738	...	2 738
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	80 117	80 117	453 821	...	533 938
12	Défense nationale									
	Ministère	...	...	...	...	197 458	197 458	14 484 885	...	14 682 343
	Comité des griefs des Forces canadiennes	...	...	...	...	...	...	6 188	...	6 188
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	...	...	...	...	...	...	2 703	...	2 703
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	197 458	197 458	14 493 776	...	14 691 234
13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	...	...	...	...	258 222	258 222	48 427	...	306 649

TABLEAU 2

Dépenses ministérielles par catégorie—Suite
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert ⁽¹⁾					Total des paiements de transfert	Autres dépenses de programmes	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
		Prestations de sécurité de la vieillesse ⁽²⁾	Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	Accords fiscaux	Paiements de remplacement pour programmes permanents	Autres				
14	Environnement									
	Ministère	...	...	...	...	214 780	214 780	826 766	...	1 041 546
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	...	...	...	...	1 228	1 228	16 350	...	17 578
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	...	...	...	...	...	...	5 576	...	5 576
	Agence Parcs Canada	...	...	...	...	10 778	10 778	523 922	...	534 700
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	226 786	226 786	1 372 614	...	1 599 400
15	Finances									
	Ministère	...	27 925 000	15 666 872	(2 731 180)	4 233 681	45 094 373	767 716	33 535 120	79 397 209
	Vérificateur général	...	...	...	...	379	379	76 419	...	76 798
	Tribunal canadien du commerce extérieur	...	...	...	...	...	...	10 581	...	10 581
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	...	...	...	...	...	...	6 901	...	6 901
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	...	...	...	...	...	...	32 360	...	32 360
	Bureau du surintendant des institutions financières	...	...	...	...	...	...	(4 761)	...	(4 761)
	Total du portefeuille ministériel	...	27 925 000	15 666 872	(2 731 180)	4 234 060	45 094 752	889 216	33 535 120	79 519 088
16	Gouverneur général	...	...	...	...	353	353	19 847	...	20 200
17	Industrie									
	Ministère	...	...	...	...	1 109 456	1 109 456	507 581	...	1 617 037
	Agence spatiale canadienne	...	...	...	...	49 069	49 069	238 956	...	288 025
	Commission canadienne du tourisme	...	...	...	...	...	...	99 147	...	99 147
	Tribunal de la concurrence	...	...	...	...	...	...	1 737	...	1 737
	Commission du droit d'auteur	...	...	...	...	...	...	2 342	...	2 342
	Conseil national de recherches du Canada	...	...	...	...	138 571	138 571	596 292	...	734 863
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	...	...	...	...	821 210	821 210	38 213	...	859 423
	Conseil de recherches en sciences humaines	...	...	...	...	549 440	549 440	21 883	...	571 323
	Conseil canadien des normes	...	...	...	...	...	...	6 929	...	6 929
	Statistique Canada	...	...	...	...	561	561	557 866	...	558 427
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	2 668 307	2 668 307	2 070 946	...	4 739 253

18	Justice								
	Ministère	...	...	...	358 013	358 013	601 596	...	959 609
	Commission canadienne des droits de la personne	...	...	...	...	...	22 389	...	22 389
	Tribunal canadien des droits de la personne	...	...	...	...	...	3 804	...	3 804
	Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	...	...	...	351 797	...	351 797
	Service administratif des tribunaux judiciaires	...	...	...	...	...	59 650	...	59 650
	Commission du droit du Canada	...	...	...	...	...	3 175	...	3 175
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	...	...	...	154	154	17 368	...	17 522
	Cour suprême du Canada	...	...	...	...	...	27 521	...	27 521
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	358 167	358 167	1 087 300	...	1 445 467
19	Parlement								
	Sénat	...	...	...	478	478	76 049	...	76 527
	Chambre des communes	...	...	...	828	828	374 834	...	375 662
	Bibliothèque du Parlement	...	...	...	...	...	31 266	...	31 266
	Commissariat à l'éthique	...	...	...	...	...	4 540	...	4 540
	Conseiller sénatorial en éthique	...	...	...	...	...	819	...	819
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	1 306	1 306	487 508	...	488 814
20	Patrimoine canadien								
	Ministère	...	...	...	1 015 716	1 015 716	263 387	...	1 279 103
	Conseil des Arts du Canada	...	...	...	...	...	150 378	...	150 378
	Société Radio-Canada	...	...	...	...	...	1 097 741	...	1 097 741
	Musée canadien des civilisations	...	...	...	...	...	61 043	...	61 043
	Musée canadien de la nature	...	...	...	...	...	56 150	...	56 150
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	...	...	...	...	7 898	...	7 898
	Bibliothèque et Archives du Canada	...	...	...	2 988	2 988	110 912	...	113 900
	Société du Centre national des Arts	...	...	...	...	...	32 547	...	32 547
	Commission des champs de bataille nationaux	...	...	...	...	...	8 860	...	8 860
	Office national du film	...	...	...	288	288	64 823	...	65 111
	Musée des beaux-arts du Canada	...	...	...	...	...	46 126	...	46 126
	Musée national des sciences et de la technologie	...	...	...	...	...	26 921	...	26 921
	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	...	...	...	46 483	46 483	112 703	...	159 186
	Commission de la fonction publique	...	...	...	...	...	103 987	...	103 987
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	...	...	...	...	...	9 549	...	9 549
	Tribunal de la dotation de la fonction publique	...	...	...	...	...	1 950	...	1 950
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	...	...	...	11 269	11 269	13 099	...	24 368
	Téléfilm Canada	...	...	...	...	...	124 671	...	124 671
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	1 076 744	1 076 744	2 292 745	...	3 369 489
21	Pêches et Océans	...	...	...	81 325	81 325	1 413 195	...	1 494 520

TABLEAU 2

Dépenses ministérielles par catégorie—Fin
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert ⁽¹⁾					Total des paiements de transfert	Autres dépenses de programmes	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
		Prestations de sécurité de la vieillesse ⁽²⁾	Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	Accords fiscaux	Paiements de remplacement pour programmes permanents	Autres				
22	Ressources humaines et Développement social									
	Ministères—									
	Ressources humaines et développement des compétences	...	...	...	...	1 620 938	1 620 938	589 302	...	2 210 240
	Développement social	28 992 324	...	...	...	499 922	29 492 246	326 710	...	29 818 956
	Total des ministères	28 992 324	...	...	...	2 120 860	31 113 184	916 012	...	32 029 196
	Conseil canadien des relations industrielles	...	...	...	...	...	...	12 287	...	12 287
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...	...	...	2 119 279	...	2 119 279
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	...	...	...	...	...	...	1 086	...	1 086
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	...	...	...	...	4 501	...	4 501
	Total du portefeuille ministériel	28 992 324	...	...	...	2 120 860	31 113 184	3 053 165	...	34 166 349
23	Ressources naturelles									
	Ministère	...	...	...	...	1 023 879	1 023 879	656 123	...	1 680 002
	Énergie atomique du Canada limitée	...	...	...	...	...	...	158 849	...	158 849
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	...	...	...	...	334	334	75 216	...	75 550
	Société de développement du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	56 905	...	56 905
	Office national de l'énergie	...	...	...	...	...	...	39 784	...	39 784
	Administration du pipe-line du Nord	...	...	...	...	...	...	628	...	628
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	1 024 213	1 024 213	987 505	...	2 011 718
24	Santé									
	Ministère	...	...	...	...	1 200 810	1 200 810	1 691 170	...	2 891 980
	Instituts de recherche en santé du Canada	...	...	...	...	758 148	758 148	42 728	...	800 876
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	...	...	...	...	3 257	...	3 257
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	...	...	...	...	5 326	...	5 326
	Agence de santé publique du Canada	...	...	...	...	176 626	176 626	300 540	...	477 166
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	2 135 584	2 135 584	2 043 021	...	4 178 605

25	Sécurité publique et Protection civile								
	Ministère	...	...	...	236 642	236 642	133 081	...	369 723
	Agence des services frontaliers du Canada	...	...	...	...	...	1 168 851	...	1 168 851
	Centre canadien des armes à feu	...	...	...	11 482	11 482	59 054	...	70 536
	Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	348 616	...	348 616
	Service correctionnel	...	...	...	2 293	2 293	1 649 802	...	1 652 095
	Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	...	...	...	42 841	...	42 841
	Bureau de l'enquêteur correctionnel	...	...	...	...	...	3 168	...	3 168
	Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	64 696	64 696	1 980 704	...	2 045 400
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	932	...	932
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	5 830	...	5 830
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	315 113	315 113	5 392 879	...	5 707 992
26	Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités)								
	Ministère	...	...	...	445 439	445 439	1 128 726	...	1 574 165
	Société canadienne des postes	...	...	...	...	...	172 210	...	172 210
	Office des transports du Canada	...	...	...	...	...	27 633	...	27 633
	Commission de la capitale nationale	...	...	...	...	...	93 093	...	93 093
	Bureau de l'infrastructure du Canada	...	...	...	1 487 519	1 487 519	39 817	...	1 527 336
	Tribunal d'appel des transports du Canada	...	...	...	...	...	1 285	...	1 285
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	1 932 958	1 932 958	1 462 764	...	3 395 722
27	Travaux publics et Services gouvernementaux	...	...	...	7 915	7 915	2 520 243	...	2 528 158
	Total des dépenses ministérielles nettes	28 992 324	27 925 000	15 666 872	(2 731 180)	31 636 375	101 489 391	50 438 359	33 535 120
									185 462 870

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Les paiements de transfert pour les prestations d'assurance-emploi et la prestation fiscale canadienne pour enfants sont présentés au tableau 2a.

(2) Comprend le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint.

TABLEAU 2a

Récapitulation des charges externes par catégorie

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 2) avec les charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les revenus affectés aux charges, les redressements courus et autres, les charges des sociétés d'État consolidées et l'élimination des charges internes. La différence entre les charges externes totales et les charges externes nettes constitue les revenus affectés aux charges, les crédits et remboursements fiscaux, et les revenus des sociétés d'État consolidées.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Sociétés d'État consolidées	Charges internes	CHARGES EXTERNES NETTES	Revenus affectés aux charges	Crédits et rembour- sements fiscaux	Revenus des sociétés d'État consolidées	CHARGES EXTERNES TOTALES
Paiements de transfert—										
Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	28 992 324	...	...	...	...	28 992 324	...	...	...	28 992 324
<i>Autres paliers de gouvernement—</i>										
Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	27 925 000	...	(700 000)	...	...	27 225 000	...	...	...	27 225 000
Accords fiscaux	15 666 872	...	(3 285 500)	...	...	12 381 372	...	...	...	12 381 372
Paiements de remplacement pour programmes permanents	(2 731 180)	...	...	...	...	(2 731 180)	...	...	...	(2 731 180)
Autres	3 940 238	...	(518)	...	...	3 939 720	...	...	...	3 939 720
<i>Total des autres paliers de gouvernement</i>	<i>44 800 930</i>	...	<i>(3 986 018)</i>	...	...	<i>40 814 912</i>	...	...	...	<i>40 814 912</i>
Prestations d'assurance-emploi	...	14 417 187	...	...	...	14 417 187	...	...	...	14 417 187
Prestation fiscale canadienne pour enfants	...	...	...	...	...	...	9 199 804	...	...	9 199 804
Autres paiements de transfert ⁽¹⁾	27 696 137	97 188	(2 900 666)	...	...	24 892 659	...	...	...	24 892 659
Total des paiements de transfert	101 489 391	14 514 375	(6 886 684)	...	...	109 117 082	...	9 199 804	...	118 316 886
Autres charges de programmes—										
Charges des sociétés d'État	...	...	...	5 492 009	...	5 492 009	...	...	1 703 250	7 195 259
Affaires étrangères et Commerce international	1 857 521	...	(133 165)	(134 480)	(16 639)	1 573 237	226 434	...	...	1 799 671
Agence du revenu du Canada	3 048 746	...	884 352	...	(10 451)	3 922 647	75 576	...	...	3 998 223
Agriculture et Agroalimentaire	1 343 394	...	132 394	...	(10 436)	1 465 352	133 647	...	...	1 598 999
Conseil du Trésor	1 769 366	...	(1 635)	...	(10 384)	1 757 347	...	...	...	1 757 347
Défense nationale	14 493 776	(91 116)	234 891	...	(52 959)	14 584 592	449 271	...	...	15 033 863
Environnement	1 372 614	6 312	103 015	...	(15 700)	1 466 241	48 180	...	...	1 514 421
Industrie	2 070 946	...	(14 895)	(106 076)	(13 311)	1 936 664	208 085	...	...	2 144 749
Justice	1 087 300	...	15 120	...	(3 233)	1 099 187	111	...	...	1 099 298
Pêches et Océans	1 413 195	215	55 193	...	(23 131)	1 445 472	43 019	...	...	1 488 491
Ressources humaines et Développement social	3 053 165	1 633 871	355 481	(2 119 279)	(185 555)	2 737 683	321 183	...	...	3 058 866
Santé	2 043 021	...	47 069	...	(11 741)	2 078 349	51 919	...	...	2 130 268
Sécurité publique et Protection civile	5 392 879	...	94 033	...	(62 329)	5 424 583	1 222 732	...	...	6 647 315
Travaux publics et Services gouvernementaux	2 520 243	9 226	(180 601)	...	(71 111)	2 277 757	205 973	...	...	2 483 730
Autres portefeuilles ministériels ⁽²⁾	8 972 193	(286 867)	(1 349 652)	(2 793 787)	(103 396)	4 438 491	507 368	...	...	4 945 859
Total des autres charges de programmes	50 438 359	1 271 641	241 600	338 387	(590 376)	51 699 611	3 493 498	...	1 703 250	56 896 359
Total des charges de programmes	151 927 750	15 786 016	(6 645 084)	338 387	(590 376)	160 816 693	3 493 498	9 199 804	1 703 250	175 213 245
Frais de la dette publique	33 535 120	(1 336 198)	1 572 721	...	...	33 771 643	...	...	...	33 771 643
TOTAL DES CHARGES	185 462 870	14 449 818	(5 072 363)	338 387	(590 376)	194 588 336	3 493 498	9 199 804	1 703 250	208 984 888

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Le détail des autres paiements de transfert est présenté au tableau 2b.

(2) Le détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels est présenté au tableau 2c.

TABLERAU 2b

Détail des autres paiements de transfert

Le tableau 2b présente le détail par portefeuille ministériel des autres paiements de transfert rapportés au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements coursus et autres	Sociétés d'État consolidées	Charges internes	CHARGES EXTERNES NETTES	Revenus affectés aux charges	Crédits et rembour- sements fiscaux	Revenus des sociétés d'État consolidées	CHARGES EXTERNES TOTALES
Affaires étrangères et Commerce international	3 452 275	...	(94 952)	...	...	3 357 323	...	...	...	3 357 323
Affaires indiennes et du Nord canadien	5 136 004	...	265 333	...	...	5 401 337	...	...	...	5 401 337
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	282 970	...	(50 118)	...	...	232 852	...	...	...	232 852
Agence de promotion économique du Canada atlantique	326 248	...	(41 925)	...	...	284 323	...	...	...	284 323
Agence du revenu du Canada	658 668	...	...	...	...	658 668	...	...	...	658 668
Agriculture et Agroalimentaire	2 657 443	5 551	(67 886)	...	...	2 595 108	...	...	...	2 595 108
Anciens Combattants	1 976 599	...	(1 956 496)	...	...	20 103	...	...	...	20 103
Citoyenneté et Immigration	418 126	...	(3 139)	...	...	414 987	...	...	...	414 987
Conseil du Trésor	8 554	...	(160)	...	...	8 394	...	...	...	8 394
Conseil privé	80 117	...	...	...	...	80 117	...	...	...	80 117
Défense nationale	197 458	...	(2 643)	...	...	194 815	...	...	...	194 815
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	258 222	...	13 875	...	...	272 097	...	...	...	272 097
Environnement	226 786	...	(150 665)	...	...	76 121	...	...	...	76 121
Finances	934 060	...	5 900	...	...	939 960	...	...	...	939 960
Gouverneur général	353	...	(353)	...	...	...	...	...	...	...
Industrie	2 668 307	...	(464 020)	...	...	2 204 287	...	...	...	2 204 287
Justice	358 167	...	(7 470)	...	...	350 697	...	...	...	350 697
Parlement	1 306	...	(138)	...	...	1 168	...	...	...	1 168
Patrimoine canadien	1 076 744	...	(5 196)	...	...	1 071 548	...	...	...	1 071 548
Pêches et Océans	81 325	...	...	...	...	81 325	...	...	...	81 325
Ressources humaines et Développement social	2 120 860	91 637	(19 233)	...	...	2 193 264	...	...	...	2 193 264
Ressources naturelles	1 024 213	...	(162 409)	...	...	861 804	...	...	...	861 804
Santé	2 085 584	...	(5 276)	...	...	2 080 308	...	...	...	2 080 308
Sécurité publique et Protection civile	306 803	...	(20 156)	...	...	286 647	...	...	...	286 647
Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités)	1 351 030	...	(38 198)	...	...	1 312 832	...	...	...	1 312 832
Travaux publics et Services gouvernementaux	7 915	...	732	...	...	8 647	...	...	...	8 647
Total partiel	27 696 137	97 188	(2 804 593)	...	...	24 988 732	...	...	...	24 988 732
Provision pour évaluation et autres éléments	...	...	(96 073)	...	...	(96 073)	...	...	...	(96 073)
Total des autres paiements de transfert	27 696 137	97 188	(2 900 666)	...	...	24 892 659	...	...	...	24 892 659

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 2c

Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels

Le tableau 2c présente le détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels rapportées au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements coursus et autres	Sociétés d'État consolidées	Charges internes	CHARGES EXTERNES NETTES	Revenus affectés aux charges	Crédits et rembour- sements fiscaux	Revenus des sociétés d'État consolidées	CHARGES EXTERNES TOTALES
Affaires indiennes et du Nord canadien	696 062	493	138 516	(40 900)	(10 125)	784 046	...	...	...	784 046
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	51 265	...	10 110	...	(196)	61 179	...	...	...	61 179
Agence de promotion économique du Canada atlantique	101 137	...	35 110	(8 645)	(822)	126 780	...	...	...	126 780
Anciens Combattants	904 837	...	(18 616)	...	(5 655)	880 566	...	...	...	880 566
Citoyenneté et Immigration	577 059	...	(45 646)	...	(2 022)	529 391	...	...	...	529 391
Conseil privé	453 821	...	12 344	...	(3 464)	462 701	...	...	...	462 701
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	48 427	...	6 224	...	(254)	54 397	...	...	...	54 397
Finances	889 216	...	(561 507)	...	(133)	327 576	81 042	...	...	408 618
Gouverneur général	19 847	...	187	...	(35)	19 999	...	...	...	19 999
Parlement	487 508	...	6 704	...	(1 101)	493 111	2 075	...	...	495 186
Patrimoine canadien	2 292 745	...	36 154	(1 566 258)	(10 664)	751 977	52 091	...	...	804 068
Ressources naturelles	987 505	2 510	18 881	(215 754)	(10 184)	782 958	36 231	...	...	819 189
Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités)	1 462 764	638	199 053	(962 230)	(58 741)	641 484	335 929	...	...	977 413
Total partiel	8 972 193	3 641	(162 486)	(2 793 787)	(103 396)	5 916 165	507 368	...	...	6 423 533
Provision pour évaluation et autres éléments	...	(290 508)	(1 187 166)	...	...	(1 477 674)	...	...	...	(1 477 674)
Total des autres charges de programmes	8 972 193	(286 867)	(1 349 652)	(2 793 787)	(103 396)	4 438 491	507 368	...	...	4 945 859

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant

Le tableau 3 présente les dépenses par article courant pour chaque portefeuille ministériel tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les revenus affectés aux dépenses. La présentation des dépenses par article courant est liée aux biens et services acquis, de même qu'aux paiements de transfert effectués par le gouvernement. La colonne «Total des dépenses brutes» représente le total des dépenses imputées aux articles courants 1 à 12 inclusivement. La colonne «Total des dépenses ministérielles nettes» représente le résultat du total des dépenses brutes duquel est soustrait le total des revenus affectés aux dépenses. La colonne «Total des dépenses ministérielles nettes» présente le total des dépenses rapporté pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume 1.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux ⁽¹⁾	Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾	Acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾	Paiements de transfert ⁽⁴⁾	Frais de la dette publique ⁽⁵⁾	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
															Revenus externes	Revenus internes	Total		
2	Affaires étrangères et Commerce international																		
	Ministères—																		
	Affaires étrangères	711 822	148 226	9 106	174 931	145 692	45 482	56 815	16 718	70 219	641 892	...	8 251	2 029 154	226 001	18 275	244 276	1 784 878	
	Commercial international	117 555	6 841	415	32 615	14 813	107	554	...	1 137	27 935	...	125 281	327 253	433	259	692	326 561	
	Total des ministères	829 377	155 067	9 521	207 546	160 505	45 589	57 369	16 718	71 356	669 827	...	133 532	2 356 407	226 434	18 534	244 968	2 111 439	
	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	16 187	16 187	...	...	...	16 187
	Agence canadienne de développement international	149 245	18 018	480	51 003	2 526	2 931	1 324	...	3 103	2 782 448	...	33 766	3 044 844	...	...	...	3 044 844
	Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	128 173	128 173	...	...	...	128 173
	Commission mixte internationale	4 007	790	104	1 609	365	10	80	...	180	...	...	5	7 150	...	...	...	7 150
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	863	92	12	853	49	12	30	...	70	...	...	22	2 003	...	...	...	2 003
	Total du portefeuille ministériel	983 492	173 967	10 117	261 011	163 445	48 542	58 803	16 718	74 709	3 452 275	...	311 685	5 554 764	226 434	18 534	244 968	5 309 796	
3	Affaires indiennes et du Nord canadien																		
	Ministère	344 397	40 034	4 927	181 946	10 812	8 497	13 036	3 749	23 451	5 135 994	...	64 268	5 831 111	...	...	...	5 831 111
	Commission canadienne des affaires polaires	446	126	52	176	103	3	7	...	32	10	...	...	955	...	...	...	955
	Total du portefeuille ministériel	344 843	40 160	4 979	182 122	10 915	8 500	13 043	3 749	23 483	5 136 004	...	64 268	5 832 066	...	...	...	5 832 066

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ⁽¹⁾ (4)	Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾ (8)	Acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾ (9)	Paiements de transfert ⁽⁴⁾ (10)	Frais de la dette pu- blique ⁽⁵⁾ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes	Total	Total des dépenses ministérielles nettes
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	38 744	2 668	664	6 281	1 140	70	329	9	1 348	282 970	...	12	334 235	...	...	...	334 235
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique																				
	Ministère	63 012	7 821	1 534	15 913	1 589	531	899	...	1 683	326 248	...	(490)	418 740	...	...	...	418 740
	Société d'expansion du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	8 645	8 645	...	...	...	8 645
	Total du portefeuille ministériel	63 012	7 821	1 534	15 913	1 589	531	899	...	1 683	326 248	...	8 155	427 385	...	...	...	427 385
6	Agence du revenu du Canada	2 629 672	169 018	5 027	143 269	6 828	89 937	42 213	...	112 328	658 668	...	3 828	3 860 788	75 576	77 798	153 374	3 707 414			
7	Agriculture et Agro- alimentaire																				
	Ministère	498 859	36 725	5 428	103 872	5 356	18 984	42 052	7 646	33 025	2 647 946	...	15 851	3 415 744	34 052	...	34 052	3 381 692			
	Commission canadienne du lait	5 059	406	119	759	334	63	32	...	83	...	...	(3 361)	3 494	...	...	...	3 494
	Agence canadienne d'inspec- tion des aliments	467 751	34 974	1 744	56 563	2 085	11 865	18 545	233	38 806	9 497	...	4 450	646 513	58 297	88	58 385	588 128			
	Commission canadienne des grains	54 646	3 633	168	2 054	3 729	368	791	...	3 180	...	...	252	68 821	41 298	...	41 298	27 523	
	Total du portefeuille ministériel	1 026 315	75 738	7 459	163 248	11 504	31 280	61 420	7 879	75 094	2 657 443	...	17 192	4 134 572	133 647	88	133 735	4 000 837			
8	Anciens Combattants	267 343	40 688	2 823	313 109	9 595	10 382	221 328	25 465	10 514	1 976 599	...	3 590	2 881 436	...	...	...	2 881 436
9	Citoyenneté et Immigration																				
	Ministère	273 466	21 939	3 239	116 663	2 362	12 990	8 242	...	11 029	418 126	...	14 396	882 452	...	...	...	882 452
	Commission de l'immigra- tion et du statut de réfugié du Canada	84 427	4 402	246	16 915	875	1 702	763	...	3 387	...	...	16	112 733	...	...	...	112 733
	Total du portefeuille ministériel	357 893	26 341	3 485	133 578	3 237	14 692	9 005	...	14 416	418 126	...	14 412	995 185	...	...	...	995 185

10	Conseil du Trésor																	
	Secrétariat	1 684 280	4 515	1 286	39 023	777	1 300	1 249	...	6 112	391	...	(413)	1 738 520	...	160 261	160 261	1 578 259
	École de la fonction publique du Canada	53 556	4 188	1 863	31 161	2 175	975	1 681	...	6 298	15	...	(1 561)	100 351	...	...	...	100 351
	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	60 811	2 672	1 107	20 528	669	1 865	770	...	3 215	8 148	...	(475)	99 310	...	...	...	99 310
	Total du portefeuille ministériel	1 798 647	11 375	4 256	90 712	3 621	4 140	3 700	...	15 625	8 554	...	(2 449)	1 938 181	...	160 261	160 261	1 777 920
11	Conseil privé																	
	Ministère	102 571	8 989	5 853	28 290	3 013	4 132	1 770	...	6 399	899	...	402	162 318	...	...	...	162 318
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	2 410	1 180	38	798	615	93	55	...	206	...	...	...	5 395	...	...	...	5 395
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	24 036	2 201	234	3 077	119	560	369	...	701	...	...	1	31 298	...	...	...	31 298
	Directeur général des élections	126 073	26 702	24 278	30 836	20 516	2 410	1 942	44	2 345	79 218	...	23	314 387	...	...	...	314 387
	Commissariat aux langues officielles	12 933	943	477	2 765	137	123	147	...	237	...	...	40	17 802	...	...	...	17 802
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1 796	261	128	442	15	14	27	...	55	...	...	...	2 738	...	...	...	2 738
	Total du portefeuille ministériel	269 819	40 276	31 008	66 208	24 415	7 332	4 310	44	9 943	80 117	...	466	533 938	...	...	...	533 938
12	Défense nationale																	
	Ministère	7 197 264	591 379	36 508	2 130 504	213 315	1 082 262	957 734	184 177	2 351 971	197 458	...	207 265	15 149 837	449 271	18 223	467 494	14 682 343
	Comité des griefs des Forces canadiennes	4 091	227	45	1 053	582	17	59	...	111	...	...	3	6 188	...	...	...	6 188
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	1 502	116	82	628	171	...	41	...	161	...	...	2	2 703	...	...	...	2 703
	Total du portefeuille ministériel	7 202 857	591 722	36 635	2 132 185	214 068	1 082 279	957 834	184 177	2 352 243	197 458	...	207 270	15 158 728	449 271	18 223	467 494	14 691 234
13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	35 507	3 460	869	6 165	827	107	531	...	704	258 222	...	257	306 649	...	...	...	306 649
14	Environnement																	
	Ministère	543 680	62 984	6 661	121 688	30 796	13 440	31 475	6 360	56 520	214 780	...	24 199	1 112 583	43 861	27 176	71 037	1 041 546
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	12 866	1 971	363	4 873	363	10	173	...	413	1 228	...	(275)	21 985	4 319	88	4 407	17 578

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ⁽¹⁾	Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾	Acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾	Paiements de transfert ⁽⁴⁾	Frais de la dette pu- blique ⁽⁵⁾	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes	Total	Total des dépenses ministérielles nettes	
														Revenus externes	Revenus internes	Total						
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	2 665	524	245	1 918	54	51	26	...	93	...	...	...	5 576	...	...	...	5 576	...	...	...	5 576
	Agence Parcs Canada	299 057	27 210	7 218	78 845	13 493	22 595	32 641	9 035	15 637	10 778	...	18 191	534 700	...	...	...	534 700	...	...	...	534 700
	Total du portefeuille ministériel	858 268	92 689	14 487	207 324	44 706	36 096	64 315	15 395	72 663	226 786	...	42 115	1 674 844	48 180	27 264	75 444	1 599 400				
15	Finances																					
	Ministère	74 424	5 108	920	10 669	480	600	128 784	...	3 142	45 094 373	33 535 120	543 589	79 397 209	...	...	...	79 397 209	...	...	...	79 397 209
	Vérificateur général	61 971	4 196	561	7 110	210	766	591	...	510	379	...	504	76 798	...	...	...	76 798	...	...	...	76 798
	Tribunal canadien du com- merce extérieur	8 785	212	101	897	32	123	184	...	247	...	...	...	10 581	...	...	...	10 581	...	...	...	10 581
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	3 797	232	322	1 810	517	31	37	...	38	...	...	117	6 901	...	...	...	6 901	...	...	...	6 901
	Centre d'analyse des opé- rations et déclarations financières du Canada	20 686	1 844	253	1 713	2 704	2 177	408	...	2 535	...	...	40	32 360	...	...	...	32 360	...	...	...	32 360
	Bureau du surintendant des institutions financières	53 820	5 064	750	9 618	4 945	1 067	1 307	1 110	4 008	...	...	334	82 023	81 042	5 742	86 784	(4 761)				(4 761)
	Total du portefeuille ministériel	223 483	16 656	2 907	31 817	8 888	4 764	131 311	1 110	10 480	45 094 752	33 535 120	544 584	79 605 872	81 042	5 742	86 784	79 519 088				
16	Gouverneur général	13 661	1 696	614	1 808	160	14	1 099	...	938	353	...	(143)	20 200	...	...	...	20 200				20 200
17	Industrie																					
	Ministère	488 482	39 112	7 030	99 879	10 226	14 480	11 717	5 840	25 779	1 109 456	...	1 013	1 813 014	188 573	7 404	195 977	1 617 037	...	...	...	1 617 037
	Agence spatiale canadienne	60 669	8 403	1 427	103 301	700	5 150	4 139	96	51 954	49 069	...	3 117	288 025	...	...	...	288 025	...	...	...	288 025
	Commission canadienne du tourisme	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	99 147	99 147	...	...	...	99 147	...	...	...	99 147
	Tribunal de la concurrence	966	134	29	541	6	1	44	...	16	...	...	...	1 737	...	...	...	1 737	...	...	...	1 737
	Commission du droit d'auteur	1 608	199	62	321	68	18	37	...	29	...	...	...	2 342	...	...	...	2 342	...	...	...	2 342
	Conseil national de recher- ches du Canada	354 749	25 581	4 648	54 912	4 695	19 190	46 457	29 727	79 455	138 571	...	(23 122)	734 863	...	...	...	734 863	...	...	...	734 863
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	24 896	3 315	1 136	5 734	253	666	376	...	1 858	821 210	...	(21)	859 423	...	...	...	859 423	...	...	...	859 423
	Conseil de recherches en sciences humaines	15 384	1 511	564	3 268	112	264	174	...	604	549 440	...	2	571 323	...	...	...	571 323	...	...	...	571 323

Conseil canadien des normes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6 929	6 929	...	...	...	6 929
Statistique Canada	468 309	41 259	5 510	63 306	12 744	11 974	10 345	...	25 898	561	...	16	639 922	19 512	61 983	81 495	558 427
Total du portefeuille ministériel	1 415 063	119 514	20 406	331 262	28 804	51 743	73 289	35 663	185 593	2 668 307	...	87 081	5 016 725	208 085	69 387	277 472	4 739 253
18 Justice																	
Ministère	482 502	22 798	7 331	62 439	3 283	3 064	6 083	2 354	10 901	358 013	...	841	959 609	...	...	...	959 609
Commission canadienne des droits de la personne	17 140	1 018	164	3 061	201	209	201	83	312	...	...	...	22 389	...	...	...	22 389
Tribunal canadien des droits de la personne	2 362	269	15	830	115	51	32	...	130	...	...	...	3 804	...	...	...	3 804
Commissaire à la magistrature fédérale	317 651	24 749	199	3 397	148	166	117	...	267	...	...	5 224	351 918	111	10	121	351 797
Service administratif des tribunaux judiciaires	40 283	3 628	213	9 719	478	1 289	2 048	...	1 965	...	...	27	59 650	...	...	...	59 650
Commission du droit du Canada	1 493	298	142	1 083	114	19	20	...	6	...	...	...	3 175	...	...	...	3 175
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	12 630	621	215	2 866	119	337	173	...	400	154	...	7	17 522	...	...	...	17 522
Cour suprême du Canada	18 923	1 389	195	2 851	205	1 370	1 370	...	938	...	...	280	27 521	...	...	...	27 521
Total du portefeuille ministériel	892 984	54 770	8 474	86 246	4 663	6 505	10 044	2 437	14 919	358 167	...	6 379	1 445 588	111	10	121	1 445 467
19 Parlement																	
Sénat	53 206	11 169	171	6 412	173	1 012	1 221	...	2 683	478	...	2	76 527	...	...	...	76 527
Chambre des communes	275 873	41 246	5 222	17 911	9 761	5 979	7 258	...	12 678	828	...	188	376 944	1 277	5	1 282	375 662
Bibliothèque du Parlement	25 012	531	222	1 872	341	266	2 740	...	1 080	...	...	...	32 064	798	...	798	31 266
Commissariat à l'éthique	2 909	101	21	1 310	32	22	28	...	117	...	...	...	4 540	...	...	...	4 540
Conseiller sénatorial en éthique	612	18	7	47	1	5	4	...	125	...	...	...	819	...	...	...	819
Total du portefeuille ministériel	357 612	53 065	5 643	27 552	10 308	7 284	11 251	...	16 683	1 306	...	190	490 894	2 075	5	2 080	488 814
20 Patrimoine canadien																	
Ministère	174 202	18 102	10 868	42 484	3 312	1 731	5 383	...	11 260	1 015 716	...	961	1 284 019	4 704	212	4 916	1 279 103
Conseil des Arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	150 378	150 378	...	...	...	150 378
Société Radio-Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 097 741	1 097 741	...	...	...	1 097 741
Musée canadien des civilisations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	61 043	61 043	...	...	...	61 043
Musée canadien de la nature	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	56 150	56 150	...	...	...	56 150
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	37 295	1 690	1 933	4 143	278	384	398	...	367	...	...	(7)	46 481	38 583	...	38 583	7 898
Bibliothèque et Archives du Canada	79 376	3 230	1 181	15 961	1 220	5 312	3 934	...	3 690	2 988	...	(2 504)	114 388	422	66	488	113 900
Société du Centre national des Arts	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	32 547	32 547	...	...	...	32 547
Commission des champs de bataille nationaux	3 058	95	123	598	37	437	632	341	138	...	...	3 401	8 860	...	...	...	8 860
Office national du film	39 735	3 902	1 296	15 180	8 791	1 008	225	...	2 570	288	...	997	73 992	8 382	499	8 881	65 111

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ⁽¹⁾ (4)	Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾ (8)	Acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾ (9)	Paiements de transfert ⁽⁴⁾ (10)	Frais de la dette pu- blique ⁽⁵⁾ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes	Total	Total des dépenses ministérielles nettes
	Musée des beaux-arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	46 126	46 126	...	...	...	46 126
	Musée national des sciences et de la technologie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	26 921	26 921	...	...	...	26 921
	Bureau du Canada sur le règle- ment des questions des pen- sionnats autochtones	16 569	3 807	2 089	39 336	715	376	365	...	1 831	46 483	...	47 615	159 186	...	...	...	159 186
	Commission de la fonction publique	77 807	3 659	647	13 786	455	1 723	742	...	4 785	...	...	383	103 987	...	...	...	103 987
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	6 595	604	99	1 257	277	137	210	...	401	...	...	(31)	9 549	...	...	...	9 549
	Tribunal de la dotation de la fonction publique	1 137	101	31	393	23	3	22	...	205	...	...	35	1 950	...	...	...	1 950
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	9 363	945	423	1 955	103	134	92	...	83	11 269	...	1	24 368	...	...	...	24 368
	Téléfilm Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	124 671	124 671	...	...	...	124 671
	Total du portefeuille ministériel	445 137	36 135	18 690	135 093	15 211	11 245	12 003	341	25 330	1 076 744	...	1 646 428	3 422 357	52 091	777	52 868	3 369 489			
21	Pêches et Océans	811 608	70 286	5 377	171 330	27 960	151 077	84 062	36 607	81 245	81 325	...	16 853	1 537 730	43 019	191	43 210	1 494 520			
22	Ressources humaines et Développement social																				
	Ministères—																				
	Ressources humaines et développement des compétences	1 004 932	36 097	9 887	265 570	4 401	1 940	5 354	...	15 135	1 620 938	...	646 580	3 610 834	89 775	1 310 819	1 400 594	2 210 240			
	Développement social	711 727	78 075	6 634	99 082	183 893	31 540	4 209	...	39 782	29 492 246	...	(533 204)	30 113 984	228 370	66 658	295 028	29 818 956			
	Total des ministères	1 716 659	114 172	16 521	364 652	188 294	33 480	9 563	...	54 917	31 113 184	...	113 376	33 724 818	318 145	1 377 477	1 695 622	32 029 196			
	Conseil canadien des relations industrielles	9 116	1 023	15	1 080	175	144	145	...	354	...	...	235	12 287	...	...	...	12 287
	Société canadienne d'hypo- thèques et de logement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2 119 279	2 119 279	...	...	...	2 119 279

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	812	75	14	145	24	3	13	...	...	...	...	...	1 086	...	...	...	1 086
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	6 654	250	224	882	20	128	115	...	57	...	...	1	8 331	3 038	792	3 830	4 501
Total du portefeuille ministériel	1 733 241	115 520	16 774	366 759	188 513	33 755	9 836	...	55 328	31 113 184	...	2 232 891	35 865 801	321 183	1 378 269	1 699 452	34 166 349
23 Ressources naturelles																	
Ministère	406 032	39 039	16 969	125 368	12 132	8 614	20 437	4 492	40 688	1 023 879	...	18 827	1 716 477	36 231	244	36 475	1 680 002
Énergie atomique du Canada limitée	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	158 849	158 849	...	...	...	158 849
Commission canadienne de sûreté nucléaire	51 030	5 093	606	10 255	398	3 021	754	...	4 058	334	...	1	75 550	...	...	...	75 550
Société de développement du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	56 905	56 905	...	...	...	56 905
Office national de l'énergie	30 321	2 340	203	4 450	614	405	448	53	927	...	...	23	39 784	...	...	...	39 784
Administration du pipe-line du Nord	315	60	2	200	43	1	4	...	1	...	...	2	628	...	...	...	628
Total du portefeuille ministériel	487 698	46 532	17 780	140 273	13 187	12 041	21 643	4 545	45 674	1 024 213	...	234 607	2 048 193	36 231	244	36 475	2 011 718
24 Santé																	
Ministère	711 587	170 819	14 754	379 218	15 738	43 047	368 318	1 271	41 560	1 200 810	...	3 742	2 950 864	51 931	6 953	58 884	2 891 980
Instituts de recherche en santé du Canada	27 524	5 333	1 308	5 898	313	55	416	...	1 866	758 148	...	15	800 876	...	...	...	800 876
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	2 789	74	29	151	11	5	51	...	34	...	...	113	3 257	...	...	...	3 257
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	3 810	162	56	864	10	70	147	...	100	...	...	107	5 326	...	...	...	5 326
Agence de santé publique du Canada	155 260	20 664	4 632	57 648	3 824	6 099	29 056	78	19 715	176 626	...	3 627	477 229	(12)	75	63	477 166
Total du portefeuille ministériel	900 970	197 052	20 779	443 779	19 896	49 276	397 988	1 349	63 275	2 135 584	...	7 604	4 237 552	51 919	7 028	58 947	4 178 605
25 Sécurité publique et Protection civile																	
Ministère	70 531	8 888	1 632	38 343	6 170	1 261	1 143	...	5 048	236 642	...	65	369 723	...	...	...	369 723
Agence des services frontaliers du Canada	888 481	47 877	1 289	96 966	3 700	16 717	16 289	17 263	87 001	...	...	8 206	1 183 789	14 938	...	14 938	1 168 851
Centre canadien des armes à feu	24 143	4 897	1 219	19 693	124	1 888	473	...	1 755	11 482	...	4 862	70 536	...	...	...	70 536
Service canadien du renseignement de sécurité	202 848	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	145 768	348 616	...	...	...	348 616
Service correctionnel	1 108 776	40 520	1 120	223 609	7 295	21 228	119 796	81 531	54 774	2 293	...	60 265	1 721 207	21 096	48 016	69 112	1 652 095
Commission nationale des libérations conditionnelles	33 680	2 923	52	4 459	174	143	310	...	1 020	...	...	80	42 841	...	...	...	42 841
Bureau de l'enquêteur correctionnel	2 505	290	3	298	5	4	22	...	40	...	...	1	3 168	...	...	...	3 168
Gendarmerie royale du Canada	2 179 815	178 514	1 747	253 452	72 835	77 519	89 174	39 940	203 411	64 696	...	69 900	3 231 003	1 186 698	(1 095)	1 185 603	2 045 400

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—Fin
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ⁽¹⁾ (4)	Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾ (8)	Acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾ (9)	Paiements de transfert ⁽⁴⁾ (10)	Frais de la dette pu- blique ⁽⁵⁾ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
														Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes		Total
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	686	19	25	169	11	...	16	...	6	...	...	...	932	...	...	...	932
	Commission des plaintes du public contre la Gendar- merie royale du Canada	3 435	273	111	1 555	92	56	107	...	194	...	...	7	5 830	...	...	...	5 830
	Total du portefeuille ministériel	4 514 900	284 201	7 198	638 544	90 406	118 816	227 330	138 734	353 249	315 113	...	289 154	6 977 645	1 222 732	46 921	1 269 653	5 707 992
26	Transports (Transports, Infra- structure et Collectivités)																	
	Ministère	428 030	45 251	5 890	137 401	4 555	21 452	19 715	9 990	51 589	445 439	...	772 321	1 941 633	335 929	31 539	367 468	1 574 165
	Société canadienne des postes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	172 210	172 210	...	...	...	172 210
	Office des transports du Canada	23 676	984	170	1 546	317	345	251	...	319	...	...	25	27 633	...	...	...	27 633
	Commission de la capitale nationale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	93 093	93 093	...	...	...	93 093
	Bureau de l'infrastructure du Canada	16 884	1 828	369	16 691	1 238	964	263	...	1 569	1 487 519	...	11	1 527 336	...	...	...	1 527 336
	Tribunal d'appel des transports du Canada	726	156	5	325	17	1	33	...	20	...	...	2	1 285	...	...	...	1 285
	Total du portefeuille ministériel	469 316	48 219	6 434	155 963	6 127	22 762	20 262	9 990	53 497	1 932 958	...	1 037 662	3 763 190	335 929	31 539	367 468	3 395 722
27	Travaux publics et Services gouvernementaux	1 044 191	251 151	22 655	989 531	724 473	809 216	199 437	302 129	102 073	7 915	...	397 490	4 850 261	205 973	2 116 130	2 322 103	2 528 158
	Total des dépenses ministérielles nettes	29 186 276	2 570 720	277 074	7 241 082	1 634 486	2 612 386	2 637 285	786 341	3 773 037	101 489 391	33 535 120	7 171 581	192 914 779	3 493 498	3 958 411	7 451 909	185 462 870

Notes : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

⁽¹⁾ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 3 du volume III.

⁽²⁾ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 4 du volume III.

⁽³⁾ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 5 du volume III.

⁽⁴⁾ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 6 du volume III.

⁽⁵⁾ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 7 du volume III.

TABEAU 3a

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 3) avec le total des charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les redressements courus et autres, les charges des sociétés d'État consolidées, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes et des revenus internes affectés aux charges.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Sociétés d'État consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	TOTAL DES CHARGES	Moins :		TOTAL DES CHARGES EXTERNES
							Charges internes	Revenus internes affectés aux charges	
Paiements de transfert	101 489 391	14 514 375	(6 886 684)	...	9 199 804	118 316 886	...	...	118 316 886
Sociétés d'État	...	...	...	6 625 272	...	6 625 272	...	...	6 625 272
Personnel	29 186 276	(381 624)	162 613	...	...	28 967 265	...	...	28 967 265
Transports et communications	2 570 720	...	(8 150)	...	...	2 562 570	19 629	118 290	2 424 651
Information	277 074	...	(819)	...	...	276 255	1 878	11 316	263 061
Services professionnels et spéciaux	7 241 082	...	11 187	...	...	7 252 269	153 586	925 564	6 173 119
Location	1 634 486	...	(7 375)	...	...	1 627 111	44 502	268 183	1 314 426
Services de réparation et d'entretien	2 612 386	...	(237 184)	...	...	2 375 202	34 044	205 159	2 135 999
Services publics, fournitures et approvisionnements	2 637 285	...	(11 357)	...	...	2 625 928	6 891	41 527	2 577 510
Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	786 341	...	(786 341)	...	...	...	...	...	...
Acquisition de matériel et d'outillage	3 773 037	...	(3 773 037)	...	...	...	...	...	...
Frais de la dette publique	33 535 120	(1 336 198)	1 572 721	...	...	33 771 643	...	...	33 771 643
Autres subventions et paiements	7 171 581	166 699	1 388 826	(5 153 622)	...	3 573 484	175 289	1 056 363	2 341 832
Charges d'amortissement	...	...	3 353 003	550 736	...	3 903 739	...	...	3 903 739
Perte sur cession d'actif	...	...	150 234	19 251	...	169 485	...	...	169 485
Total brut	192 914 779	12 963 252	(5 072 363)	2 041 637	9 199 804	212 047 109	435 819	2 626 402	208 984 888
Autres éléments :									
Compte d'assurance-emploi	...	1 486 566	...	...	...	1 486 566	154 557	1 332 009	...
Moins :									
Revenus affectés aux charges—									
Revenus externes	3 493 498	...	...	...	...	3 493 498	...	...	3 493 498
Revenus internes	3 958 411	...	...	...	...	3 958 411	...	3 958 411	...
Revenus des sociétés d'État consolidées	...	...	...	1 703 250	...	1 703 250	...	...	1 703 250
Crédits et remboursements fiscaux	...	...	...	...	9 199 804	9 199 804	...	...	9 199 804
	(7 451 909)	1 486 566	...	(1 703 250)	(9 199 804)	(16 868 397)	154 557	(2 626 402)	(14 396 552)
Total net	185 462 870	14 449 818	(5 072 363)	338 387	...	195 178 712	590 376	...	194 588 336

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

7	Agriculture et Agroalimentaire								
	Ministère	...	7 027	30 954	42 206	2 597	3 050	85 834	85 834
	Agence canadienne d'inspection des aliments	...	...	...	56 826	375	462	57 663	57 663
	Commission canadienne des grains	...	...	...	38 746	7	...	38 753	38 753
	Total du portefeuille ministériel	...	7 027	30 954	137 778	2 979	3 512	182 250	182 250
8	Anciens Combattants	...	2	9 520	19 292	89	3 742	32 645	32 645
9	Citoyenneté et Immigration								
	Ministère	...	799	5 716	494 217	8	74	500 814	500 814
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	...	...	396	...	3	...	399	399
	Total du portefeuille ministériel	...	799	6 112	494 217	11	74	501 213	501 213
10	Conseil du Trésor								
	Secrétariat	...	...	2 865	2 537	7	12 399	17 808	17 808
	École de la fonction publique du Canada	...	...	21	31 716	13	30	31 780	31 780
	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	...	...	898	...	...	8	906	906
	Total du portefeuille ministériel	...	...	3 784	34 253	20	12 437	50 494	50 494
11	Conseil privé								
	Ministère	...	...	1 220	...	22	14	1 256	1 256
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	...	...	2	...	...	1 094	1 096	1 096
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	...	29	9	30	43	111	111
	Directeur général des élections	...	...	3	...	...	49	52	52
	Commissariat aux langues officielles	...	...	29	...	...	...	29	29
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	...	...	77	...	...	...	77	77
	Total du portefeuille ministériel	...	...	1 360	9	52	1 200	2 621	2 621
12	Défense nationale								
	Ministère	...	19 330	104 707	445 726	16 950	12 783	599 496	599 496
	Comité des griefs des Forces canadiennes	...	...	15	...	...	...	15	15
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	...	...	6	...	...	...	6	6
	Total du portefeuille ministériel	...	19 330	104 728	445 726	16 950	12 783	599 517	599 517
13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	...	...	2 046	...	3	7 261	9 310	9 310

TABLEAU 4

Revenus ministériels—Suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Autres revenus					Total des autres revenus	Total des revenus ministériels	
		Revenus fiscaux	Revenus de placements ⁽¹⁾	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services ⁽²⁾	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État			Divers ⁽³⁾
14	Environnement								
	Ministère	...	...	3 011	78 351	482	796	82 640	82 640
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	...	...	20	5 343	...	...	5 363	5 363
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	...	...	...	3	...	...	3	3
	Agence Parcs Canada	...	...	...	102 096	...	15	102 111	102 111
	Total du portefeuille ministériel	...	...	3 031	185 793	482	811	190 117	190 117
15	Finances								
	Ministère	...	3 609 438	1 044	40	7	1 353 626	4 964 155	4 964 155
	Vérificateur général	...	...	197	...	3	957	1 157	1 157
	Tribunal canadien du commerce extérieur	...	...	6	...	...	1	7	7
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	...	...	...	7 327	...	...	7 327	7 327
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	...	...	80	...	...	...	80	80
	Bureau du surintendant des institutions financières	...	...	...	80 972	2	...	80 974	80 974
	Total du portefeuille ministériel	...	3 609 438	1 327	88 339	12	1 354 584	5 053 700	5 053 700
16	Gouverneur général	...	...	...	...	1	151	152	152
17	Industrie								
	Ministère	...	18 239	21 752	488 972	231	152 165	681 359	681 359
	Agence spatiale canadienne	...	...	453	4 886	7	7	5 353	5 353
	Commission du droit d'auteur	...	...	...	...	1	...	1	1
	Conseil national de recherches du Canada	...	...	6 397	81 039	676	10 100	98 212	98 212
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	...	...	1 141	...	...	1	1 142	1 142
	Conseil de recherches en sciences humaines	...	...	1 786	...	...	3	1 789	1 789
	Statistique Canada	...	...	4 869	83 317	9	840	89 035	89 035
	Total du portefeuille ministériel	...	18 239	36 398	658 214	925	163 116	876 892	876 892
18	Justice								
	Ministère	...	...	9 379	7 378	7	158 755	175 519	175 519
	Commission canadienne des droits de la personne	...	...	58	...	...	...	58	58

Tribunal canadien des droits de la personne	...	...	7	...	...	...	7	7
Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	1	121	...	10 463	10 585	10 585
Service administratif des tribunaux judiciaires	...	...	68	1 747	10	3 176	5 001	5 001
Commission du droit du Canada	...	...	64	...	...	...	64	64
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	...	...	94	...	...	...	94	94
Cour suprême du Canada	...	...	78	118	20	82	298	298
Total du portefeuille ministériel	...	...	9 749	9 364	37	172 476	191 626	191 626
19 Parlement								
Sénat	...	...	43	...	...	49	92	92
Chambre des communes	...	...	255	1 063	298	...	1 616	1 616
Bibliothèque du Parlement	...	...	...	809	...	...	809	809
Commissariat à l'éthique	...	...	23	...	...	...	23	23
Total du portefeuille ministériel	...	...	321	1 872	298	49	2 540	2 540
20 Patrimoine canadien								
Ministère	...	...	13 873	4 927	24	62 142	80 966	80 966
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	...	46	161 361	...	259	161 666	161 666
Bibliothèque et Archives du Canada	...	...	195	500	176	38	909	909
Commission des champs de bataille nationaux	...	...	...	...	...	1 601	1 601	1 601
Office national du film	...	...	...	8 514	...	...	8 514	8 514
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	...	...	449	...	...	1	450	450
Commission de la fonction publique	...	...	320	...	8	4 806	5 134	5 134
Commission des relations de travail dans la fonction publique	...	...	1	...	...	...	1	1
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	...	...	48	...	...	...	48	48
Total du portefeuille ministériel	...	...	14 932	175 302	208	68 847	259 289	259 289
21 Pêches et Océans	...	125	3 702	93 675	946	11 217	109 665	109 665
22 Ressources humaines et Développement social								
Ministères—								
Ressources humaines et développement des compétences	...	360 656	8 905	3 001	188	139 920	512 670	512 670
Développement social	...	23	3 315	389	273	35 254	39 254	39 254
Total des ministères	...	360 679	12 220	3 390	461	175 174	551 924	551 924
Conseil canadien des relations industrielles	...	...	128	1	...	...	129	129
Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	447 004	...	...	...	9 709	456 713	456 713
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	...	3 803	...	...	3 803	3 803
Total du portefeuille ministériel	...	807 683	12 348	7 194	461	184 884	1 012 570	1 012 570

TABLEAU 4

Revenus ministériels—Fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Autres revenus						Total des autres revenus	Total des revenus ministériels
		Revenus fiscaux	Revenus de placements ⁽¹⁾	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services ⁽²⁾	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Divers ⁽³⁾		
23	Ressources naturelles								
	Ministère	...	94	9 898	591 147	242	4	601 385	601 385
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	...	...	82	51 043	8	26	51 159	51 159
	Office national de l'énergie	...	...	45	38 620	...	...	38 665	38 665
	Administration du pipe-line du Nord	...	...	...	1 195	...	...	1 195	1 195
	Total du portefeuille ministériel	...	94	10 025	682 005	250	30	692 404	692 404
24	Santé								
	Ministère	...	...	17 402	69 426	238	1 487	88 553	88 553
	Instituts de recherche en santé du Canada	...	...	4 131	...	...	1	4 132	4 132
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	9	486	...	...	495	495
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	...	1 414	...	...	1 414	1 414
	Agence de santé publique du Canada	...	...	6 180	163	12	93	6 448	6 448
	Total du portefeuille ministériel	...	...	27 722	71 489	250	1 581	101 042	101 042
25	Sécurité publique et Protection civile								
	Ministère	...	...	8 182	...	...	8	8 190	8 190
	Agence des services frontaliers du Canada	26 754 787	...	4 689	19 563	197	34 871	59 320	26 814 107
	Centre canadien des armes à feu	...	...	1 782	21 244	13	4	23 043	23 043
	Service canadien du renseignement de sécurité	...	22	755	2 301	1 030	24	4 132	4 132
	Service correctionnel	...	...	3 463	75 943	777	733	80 916	80 916
	Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	107	1 060	4	...	1 171	1 171
	Gendarmerie royale du Canada	...	14	4 724	1 298 832	4 564	...	1 308 134	1 308 134
	Total du portefeuille ministériel	26 754 787	36	23 702	1 418 943	6 585	35 640	1 484 906	28 239 693
26	Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités)								
	Ministère	...	77 279	23 019	402 393	963	6 362	510 016	510 016
	Office des transports du Canada	...	...	104	...	132	24	260	260

Bureau de l'infrastructure du Canada	...	15 793	660	...	...	...	16 453	16 453
Tribunal d'appel des transports du Canada	...	...	5	...	...	...	5	5
Total du portefeuille ministériel	...	93 072	23 788	402 393	1 095	6 386	526 734	526 734
27 Travaux publics et Services gouvernementaux	...	...	24 275	2 396 573	711	45 183	2 466 742	2 466 742
Total des revenus ministériels		177 017 364	4 834 316	466 234	8 012 025	34 990	4 955 743	18 303 308
							18 303 308	195 320 672

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

⁽¹⁾ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 10 du volume III. Ils comprennent les revenus de placements de 891 396 \$, les revenus des sociétés d'État de 2 498 490 \$, le compte du fonds des changes de 1 394 535 \$ et le Fonds monétaire international de 49 895 \$. Le montant total comprend 1 444 430 \$ qui se rapporte aux comptes des opérations en devises (1 394 535 \$ pour le compte du fonds des changes et 49 895 \$ pour le Fonds monétaire international), et 2 498 490 \$ pour les sociétés d'État entreprises qui ont été respectivement reclassifiés aux revenus des opérations en devises et aux revenus des sociétés d'État au tableau 4a de ce volume.

⁽²⁾ Le détail des ventes de biens et de services est présenté au tableau 4b de ce volume.

⁽³⁾ Inclut les pièces de monnaie canadienne de 212 942 \$ et le gain net de change de 1 088 319 \$. Le montant de 1 088 319 \$ a été reclassifié aux revenus des opérations en devises au tableau 4a de ce volume.

TABLEAU 4a

Récapitulation des revenus externes

Le tableau 4a concilie le total des revenus ministériels (tableau 4) avec les revenus externes rapportés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les revenus des comptes à fins déterminées consolidés, des débiteurs courus et le redressement du Compte du fonds des changes afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte, les autres revenus courus et reportés, l'élimination des revenus internes, les revenus des sociétés d'État et les crédits et remboursements fiscaux.

(en milliers de dollars)

	Total des revenus ministériels	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Revenus internes ⁽¹⁾	Crédits et remboursements fiscaux	Sociétés d'État	TOTAL DES REVENUS EXTERNES
REVENUS FISCAUX—							
Impôt sur le revenu—							
Des particuliers	94 608 428	...	...	(117 000)	9 199 804	...	103 691 232
Des sociétés	31 724 043	...	...	...	...	...	31 724 043
Autres revenus d'impôt sur le revenu	4 528 564	...	...	...	...	...	4 528 564
	<i>130 861 035</i>	...	...	<i>(117 000)</i>	<i>9 199 804</i>	...	<i>139 943 839</i>
Autres taxes et droits—							
Taxe sur les produits et services	33 019 765	...	...	...	...	...	33 019 765
Taxes sur l'énergie—							
Taxe d'accise—Essence	4 007 712	...	...	...	...	...	4 007 712
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel	1 068 681	...	...	...	...	...	1 068 681
	<i>5 076 393</i>	...	...	...	...	...	<i>5 076 393</i>
Droits de douane à l'importation	3 329 810	...	...	...	...	...	3 329 810
Autres taxes et droits d'accise—							
Droits d'accise	4 127 669	...	...	...	...	...	4 127 669
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	353 006	...	...	...	...	...	353 006
Diverses taxes et droits d'accise	249 686	...	...	...	...	...	249 686
	<i>4 730 361</i>	...	...	...	...	...	<i>4 730 361</i>
	<i>46 156 329</i>	...	...	...	...	...	<i>46 156 329</i>
TOTAL DES REVENUS FISCAUX	177 017 364	...	...	(117 000)	9 199 804	...	186 100 168
COTISATIONS D'ASSURANCE-EMPLOI	...	16 916 658	...	(381 624)	...	...	16 535 034

AUTRES REVENUS—							
Revenus des sociétés d'État—							
Sociétés d'État consolidées	...	...	...	...	...	1 708 042	1 708 042
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques—							
Quote-part des bénéfices annuels	1 735 610	...	...	...	...	3 305 355	5 040 965
Intérêts et autres	762 880	...	(22 531)	...	...	(291 543)	448 806
	2 498 490	...	(22 531)	...	...	4 721 854	7 197 813
Autres revenus de programmes—							
Revenus de placements	891 396	...	(184 822)	(26 859)	...	...	679 715
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	466 234	...	(428 182)	(38 052)	...	...	...
Ventes de biens et de services—							
Droits et privilèges	1 274 851	...	376 948	(5 541)	...	...	1 646 258
Location et utilisation de biens publics	848 049	...	22 001	(336 594)	...	...	533 456
Services de nature réglementaire	1 122 011	...	32 056	(232 025)	...	...	922 042
Services de nature non réglementaire	3 152 703	...	552 609	(1 154 590)	...	...	2 550 722
Ventes de biens et de produits d'information	1 105 019	...	(22 925)	(832 300)	...	...	249 794
Autres frais et droits	509 392	...	(17 907)	(44 391)	...	...	447 094
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	34 990	...	(32 161)	(2 829)	...	...	...
Revenus divers—							
Intérêt et pénalités	2 523 551	...	...	...	...	...	2 523 551
Autres	1 343 873	(182 858)	133 208	(490 929)	...	...	803 294
	13 272 069	(182 858)	430 825	(3 164 110)	...	...	10 355 926
Revenus des opérations en devises—							
Compte du fonds des changes	1 394 535	...	88 319	...	...	...	1 482 854
Fonds monétaire international	49 895	...	481 327	...	...	...	531 222
Autres	1 088 319	...	(1 088 343)	...	...	...	(24)
	2 532 749	...	(518 697)	...	...	...	2 014 052
TOTAL DES AUTRES REVENUS	18 303 308	(182 858)	(110 403)	(3 164 110)	...	4 721 854	19 567 791
TOTAL DES REVENUS	195 320 672	16 733 800	(110 403)	(3 662 734)	9 199 804	4 721 854	222 202 993

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

(1) Le montant total des revenus internes réduit de 3 164 110 \$ le montant total des autres revenus. Ce montant comprend 590 376 \$ qui représente des charges internes, tel que détaillé au tableau 2a de ce volume et 2 573 734 \$ de revenus disponibles pour être dépensés.

TABLEAU 4b

Ventes de biens et de services

Le tableau 4b présente le détail des revenus provenant de la vente de biens et de services pour chaque portefeuille ministériel. Ils comprennent ceux provenant des sources internes et externes.

(en milliers de dollars)

	Droits et privileges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et de produits d'information	Autres frais et droits	Total
2 Affaires étrangères et Commerce international							
Ministères—							
Affaires étrangères	195 436	6 572	68 032	37 440	...	1 803	309 283
Commerce international	...	...	...	692	...	5	697
Total du portefeuille ministériel	195 436	6 572	68 032	38 132	...	1 808	309 980
3 Affaires indiennes et du Nord canadien							
Ministère	92 772	...	...	76	...	...	92 848
Total du portefeuille ministériel	92 772	...	...	76	...	...	92 848
5 Agence de promotion économique du Canada atlantique							
Ministère	...	...	...	...	...	1	1
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	1	1
6 Agence du revenu du Canada	50	126	155 324	123 808	208	7 249	286 765
7 Agriculture et Agroalimentaire							
Ministère	4 982	4 909	25 673	3 034	346	3 262	42 206
Agence canadienne d'inspection des aliments	...	41	56 378	...	...	407	56 826
Commission canadienne des grains	...	...	33 336	5 396	25	(11)	38 746
Total du portefeuille ministériel	4 982	4 950	115 387	8 430	371	3 658	137 778
8 Anciens Combattants	...	...	...	19 292	...	...	19 292

9 Citoyenneté et Immigration							
Ministère	171 939	...	322 068	...	78	132	494 217
Total du portefeuille ministériel	171 939	...	322 068	...	78	132	494 217
10 Conseil du Trésor							
Secrétariat	...	...	...	...	...	2 537	2 537
École de la fonction publique du Canada	...	...	...	31 716	...	...	31 716
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	31 716	...	2 537	34 253
11 Conseil privé							
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	...	...	...	...	9	9
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	9	9
12 Défense nationale							
Ministère	...	114 153	1	237 970	69 387	24 215	445 726
Total du portefeuille ministériel	...	114 153	1	237 970	69 387	24 215	445 726
14 Environnement							
Ministère	...	1 237	5 734	25 028	43 806	2 546	78 351
Agence canadienne d'évaluation environnementale	...	...	...	5 303	2	38	5 343
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	...	...	...	...	3	...	3
Agence Parcs Canada	...	17 220	...	74 306	1 669	8 901	102 096
Total du portefeuille ministériel	...	18 457	5 734	104 637	45 480	11 485	185 793
15 Finances							
Ministère	...	...	...	...	36	4	40
Agence de la consommation en matière financière du Canada	...	...	7 291	...	...	36	7 327
Bureau du surintendant des institutions financières	...	...	71 542	8 620	5	805	80 972
Total du portefeuille ministériel	...	...	78 833	8 620	41	845	88 339
17 Industrie							
Ministère	150 868	...	48 144	11 199	330	278 431	488 972
Agence spatiale canadienne	3 144	...	...	1 742	...	...	4 886
Conseil national de recherches du Canada	5 838	3 060	...	...	8 529	63 612	81 039
Statistique Canada	...	...	...	...	83 317	...	83 317
Total du portefeuille ministériel	159 850	3 060	48 144	12 941	92 176	342 043	658 214

TABLEAU 4b

Ventes de biens et de services—Fin
(en milliers de dollars)

	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et de produits d'information	Autres frais et droits	Total
18 Justice							
Ministère	...	...	7 378	...	...	...	7 378
Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	...	121	...	...	121
Service administratif des tribunaux judiciaires	...	...	1 513	...	234	...	1 747
Cour suprême du Canada	...	1	...	...	17	100	118
Total du portefeuille ministériel	...	1	8 891	121	251	100	9 364
19 Parlement							
Chambre des communes	...	...	...	...	961	102	1 063
Bibliothèque du Parlement	...	...	...	...	809	...	809
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	1 770	102	1 872
20 Patrimoine canadien							
Ministère	...	44	...	4 392	131	360	4 927
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	112 211	...	49 150	...	...	...	161 361
Bibliothèque et Archives du Canada	...	...	...	...	476	24	500
Office national du film	3 357	...	...	...	5 616	(459)	8 514
Total du portefeuille ministériel	115 568	44	49 150	4 392	6 223	(75)	175 302
21 Pêches et Océans	47 055	...	...	44 551	2 069	...	93 675
22 Ressources humaines et Développement social							
Ministères—							
Ressources humaines et développement des compétences	...	...	...	2 997	...	4	3 001
Développement social	...	...	...	388	...	1	389
Total des ministères	...	...	...	3 385	...	5	3 390
Conseil canadien des relations industrielles	...	...	...	...	1	...	1
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	...	...	3 816	(13)	3 803
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	3 385	3 817	(8)	7 194

23 Ressources naturelles							
Ministère	453 375	560	1 082	26 430	8 685	101 015	591 147
Commission canadienne de sûreté nucléaire	...	...	51 043	...	...	...	51 043
Office national de l'énergie	1	...	38 615	...	...	4	38 620
Administration du pipe-line du Nord	30	...	1 165	...	...	...	1 195
Total du portefeuille ministériel	453 406	560	91 905	26 430	8 685	101 019	682 005
24 Santé							
Ministère	21 247	448	21 386	16 946	476	8 923	69 426
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	...	...	...	486	486
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	...	...	...	1 414	1 414
Agence de santé publique du Canada	25	...	...	126	...	12	163
Total du portefeuille ministériel	21 272	448	21 386	17 072	476	10 835	71 489
25 Sécurité publique et Protection civile							
Agence des services frontaliers du Canada	1 887	...	5 387	11 793	355	141	19 563
Centre canadien des armes à feu	...	...	20 104	...	...	1 140	21 244
Service canadien du renseignement de sécurité	...	62	1 785	...	...	454	2 301
Service correctionnel	...	639	...	25 545	49 759	...	75 943
Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	...	714	...	346	1 060
Gendarmerie royale du Canada	...	...	5	1 318 453	...	(19 626)	1 298 832
Total du portefeuille ministériel	1 887	701	27 281	1 356 505	50 114	(17 545)	1 418 943
26 Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités)							
Ministère	10 634	320 779	19 222	48 862	1 258	1 638	402 393
Total du portefeuille ministériel	10 634	320 779	19 222	48 862	1 258	1 638	402 393
27 Travaux publics et Services gouvernementaux	...	378 198	110 653	1 065 763	822 615	19 344	2 396 573
Total des revenus ministériels	1 274 851	848 049	1 122 011	3 152 703	1 105 019	509 392	8 012 025

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 5 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du portefeuille ministériel» dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Ministère ou organisme	Utilisation des autorisations			Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées		
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
13 500	1 798 520	...	79 521	1 891 541	2	Affaires étrangères et Commerce international Ministères—	1 784 878	70 416	...	36 247	1 665 034
...	190 264	...	139 082	329 346			Affaires étrangères	326 561	2 785	...	...	457 630
13 500	1 988 784	...	218 603	2 220 887		Total des ministères	2 111 439	73 201	...	36 247	2 122 664
...	16 399	...	...	16 399		Corporation commerciale canadienne	16 187	212	...	...	16 399
2	2 769 020	...	514 727	3 283 749		Agence canadienne de développement international	3 044 844	238 898	...	7	3 252 122
...	116 086	...	12 087	128 173		Centre de recherches pour le développement international	128 173	...	...	...	119 086
...	7 116	...	82	7 198		Commission mixte internationale	7 150	48	...	...	7 986
...	2 956	...	(22)	2 934		Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	2 003	931	...	...	1 647
13 502	4 900 361	...	745 477	5 659 340		Total du portefeuille ministériel	5 309 796	313 290	...	36 254	5 519 904
31 955	5 825 538	...	158 954	6 016 447	3	Affaires indiennes et du Nord canadien Ministère	5 831 111	155 358	...	29 978	5 601 450
...	967	...	(4)	963			Commission canadienne des affaires polaires	955	8	...	...	977
31 955	5 826 505	...	158 950	6 017 410		Total du portefeuille ministériel	5 832 066	155 366	...	29 978	5 602 427
21	444 090	...	14 134	458 245	4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	334 235	123 985	...	25	333 130
9	437 912	...	9 785	447 706	5	Agence de promotion économique du Canada atlantique Ministère	418 740	28 962	...	4	450 305
...	8 645	8 645			Société d'expansion du Cap-Breton	8 645
9	446 557	...	9 785	456 351		Total du portefeuille ministériel	427 385	28 962	...	4	462 955

165 375	3 028 896	...	617 548	3 811 819	6	Agence du revenu du Canada						
...	172 210	...	(172 210)	...		Ministère	3 707 414	3 683	...	100 722	3 050 977	
						Société canadienne des postes	...	...	...	...	...
165 375	3 201 106	...	445 338	3 811 819		Total du portefeuille ministériel	3 707 414	3 683	...	100 722	3 050 977	
					7	Agriculture et Agroalimentaire						
3 809	2 153 119	...	1 339 009	3 495 937		Ministère	3 381 692	111 553	...	2 692	3 343 433	
...	3 202	...	292	3 494		Commission canadienne du lait	3 494	...	...	...	3 258	
25	489 031	...	133 195	622 251		Agence canadienne d'inspection des aliments	588 128	34 066	...	57	560 400	
13 684	5 894	...	21 845	41 423		Commission canadienne des grains	27 523	...	(25)	13 925	29 547	
17 518	2 651 246	...	1 494 341	4 163 105		Total du portefeuille ministériel	4 000 837	145 619	(25)	16 674	3 936 638	
5	2 853 070	...	49 178	2 902 253	8	Anciens Combattants	2 881 436	20 816	...	1	2 695 364	
					9	Citoyenneté et Immigration						
36	833 923	...	78 210	912 169		Ministère	882 452	29 709	...	8	882 774	
...	111 996	...	5 623	117 619		Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	112 733	4 886	...	...	125 897	
36	945 919	...	83 833	1 029 788		Total du portefeuille ministériel	995 185	34 595	...	8	1 008 671	
					10	Conseil du Trésor						
...	2 579 414	...	(715 894)	1 863 520		Secrétariat	1 578 259	285 254	...	7	1 575 073	
3 775	53 460	...	56 447	113 682		École de la fonction publique du Canada	100 351	3 443	...	9 888	79 448	
...	86 720	...	22 097	108 817		Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	99 310	9 507	...	...	93 983	
3 775	2 719 594	...	(637 350)	2 086 019		Total du portefeuille ministériel	1 777 920	298 204	...	9 895	1 748 504	
					11	Conseil privé						
18	141 288	...	33 270	174 576		Ministère	162 318	12 236	...	22	164 534	
...	6 316	...	(68)	6 248		Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5 395	853	...	...	5 584	
...	27 602	...	3 482	31 084		Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	31 298	...	(214)	...	32 199	
...	83 839	...	232 664	316 503		Directeur général des élections	314 387	2 116	...	...	273 640	
1	18 365	...	140	18 506		Commissariat aux langues officielles	17 802	704	...	...	18 296	
...	5 011	...	(5 011)	...		Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	...	...	...	...	...
...	2 796	...	(29)	2 767		Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	2 738	29	...	...	2 653	
19	285 217	...	264 448	549 684		Total du portefeuille ministériel	533 938	15 938	(214)	22	496 906	
					12	Défense nationale						
4 658	13 425 031	...	1 291 949	14 721 638		Ministère	14 682 343	25 685	...	13 610	13 922 518	
...	6 210	...	379	6 589		Comité des griefs des Forces canadiennes	6 188	401	...	...	6 784	
...	4 176	...	(147)	4 029		Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	2 703	1 326	...	...	2 985	
4 658	13 435 417	...	1 292 181	14 732 256		Total du portefeuille ministériel	14 691 234	27 412	...	13 610	13 932 287	

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel—Suite

(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Ministère ou organisme	Utilisation des autorisations			Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Indiquées dans	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements			Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées			Dépassées
19	392 692	...	5 771	398 482	13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	306 649	91 831	...	2	312 131
236	835 226	...	250 400	1 085 862	14	Environnement	1 041 546	43 995	...	321	926 689
1	17 570	...	1 887	19 458		Ministère	17 578	1 880	...	...	18 273
...	...	...	5 623	5 623		Agence canadienne d'évaluation environnementale	5 576	47	...	...	4 714
30 967	484 508	...	62 051	577 526		Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	534 700	...	...	42 826	518 303
						Agence Parcs Canada					
31 204	1 337 304	...	319 961	1 688 469		Total du portefeuille ministériel	1 599 400	45 922	...	43 147	1 467 979
139 676	69 944 899	...	11 582 254	81 666 829	15	Finances	79 397 209	2 139 443	...	130 177	72 969 307
10	71 801	...	7 832	79 643		Ministère	76 798	2 845	...	...	71 964
...	9 552	...	1 397	10 949		Vérificateur général	10 581	368	...	...	10 068
...	...	...	6 901	6 901		Tribunal canadien du commerce extérieur	6 901	...	...	...	6 867
...	30 682	...	3 300	33 982		Agence de la consommation en matière financière du Canada	32 360	1 622	...	...	31 020
54 353	755	...	2	55 110		Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	(4 761)	1	...	59 870	11 504
						Bureau du surintendant des institutions financières					
194 039	70 057 689	...	11 601 686	81 853 414		Total du portefeuille ministériel	79 519 088	2 144 279	...	190 047	73 100 730
...	19 060	...	1 540	20 600	16	Gouverneur général	20 200	400	...	...	18 358
122 013	1 330 995	...	371 664	1 824 672	17	Industrie	1 617 037	67 604	...	140 031	1 376 585
7	341 614	...	3 423	345 044		Ministère	288 025	57 019	...	...	286 047
...	78 823	...	20 326	99 149		Agence spatiale canadienne	99 147	2	...	...	78 823
...	1 634	...	93	1 727		Commission canadienne du tourisme	1 737	...	(11)	1	1 514
...	2 514	...	1	2 515		Tribunal de la concurrence	2 342	172	...	1	2 268
42 464	641 696	...	101 636	785 796		Commission du droit d'auteur	734 863	10 305	...	40 628	712 638
...	829 232	...	35 317	864 549		Conseil national de recherches du Canada	859 423	5 126	...	...	803 050
...	547 284	...	27 375	574 659		Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	571 323	3 336	...	...	519 410
						Conseil de recherches en sciences humaines					

...	6 924	...	5	6 929	Conseil canadien des normes	6 929	...	...	6 929	
...	510 706	...	48 745	559 451	Statistique Canada	558 427	1 024	...	462 753	
164 484	4 291 422	...	608 585	5 064 491	Total du portefeuille ministériel	4 739 253	144 588	(11)	180 661	4 250 017
18 Justice										
5	924 865	...	55 123	979 993	Ministère	959 609	20 376	...	8	942 955
...	22 380	...	558	22 938	Commission canadienne des droits de la personne	22 389	549	...	...	20 941
...	4 698	...	(12)	4 686	Tribunal canadien des droits de la personne	3 804	882	...	...	4 196
...	351 731	...	394	352 125	Commissaire à la magistrature fédérale	351 797	328	...	...	343 676
...	53 536	...	7 241	60 777	Service administratif des tribunaux judiciaires	59 650	1 118	...	9	55 411
...	3 142	...	247	3 389	Commission du droit du Canada	3 175	214	...	...	3 228
...	10 209	...	7 631	17 840	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	17 522	318	...	...	17 258
1	27 153	...	1 820	28 974	Cour suprême du Canada	27 521	1 433	...	20	26 704
6	1 397 714	...	73 002	1 470 722	Total du portefeuille ministériel	1 445 467	25 218	...	37	1 414 369
19 Parlement										
...	80 605	...	(485)	80 120	Sénat	76 527	3 593	...	...	70 652
...	383 221	...	13 461	396 682	Chambre des communes	375 662	21 020	...	...	366 703
...	32 105	...	308	32 413	Bibliothèque du Parlement	31 266	1 147	...	...	29 537
...	4 675	...	(133)	4 542	Commissariat à l'éthique	4 540	2	...	...	3 875
...	...	...	862	862	Conseiller sénatorial en éthique	819	43	...	...	...
...	500 606	...	14 013	514 619	Total du portefeuille ministériel	488 814	25 805	...	...	470 767
20 Patrimoine canadien										
9	1 118 042	...	173 913	1 291 964	Ministère	1 279 103	12 838	...	23	1 263 812
...	150 173	...	205	150 378	Conseil des Arts du Canada	150 378	...	...	...	154 958
...	982 414	...	119 327	1 101 741	Société Radio-Canada	1 097 741	4 000	...	...	1 036 528
...	58 698	...	2 345	61 043	Musée canadien des civilisations	61 043	...	...	...	98 518
...	55 569	...	581	56 150	Musée canadien de la nature	56 150	...	...	...	61 626
...	5 696	...	3 259	8 955	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	7 898	1 057	...	...	6 416
32	92 894	...	22 652	115 578	Bibliothèque et Archives du Canada	113 900	1 515	...	163	113 210
...	31 224	...	1 323	32 547	Société du Centre national des Arts	32 547	...	...	...	33 460
...	8 711	...	507	9 218	Commission des champs de bataille nationaux	8 860	358	...	...	8 855
...	88 557	...	(88 557)	...	Commission de la capitale nationale	...	...	...	...	...
5 015	62 948	...	6 236	74 199	Office national du film	65 111	3 111	...	5 977	64 910
...	44 469	...	1 657	46 126	Musée des beaux-arts du Canada	46 126	...	...	...	45 393
...	24 446	...	2 475	26 921	Musée national des sciences et de la technologie	26 921	...	...	...	30 641
...	...	...	188 327	188 327	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	159 186	29 141	...	...	66 626
...	88 527	...	19 845	108 372	Commission de la fonction publique	103 987	4 385	...	...	91 867
...	10 570	...	(302)	10 268	Commission des relations de travail dans la fonction publique	9 549	719	...	...	8 957
...	4 113	...	(204)	3 909	Tribunal de la dotation de la fonction publique	1 950	1 959	...	...	...
...	23 403	...	1 355	24 758	Condition féminine—Bureau de la coordinatrice	24 368 ⁽¹⁾	390	...	...	23 034
...	123 874	...	987	124 861	Téléfilm Canada	124 671	190	...	...	128 279
5 056	2 974 328	...	455 931	3 435 315	Total du portefeuille ministériel	3 369 489	59 663	...	6 163	3 237 090

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel—Fin

(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Ministère ou organisme	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses										
682	1 440 052	...	139 000	1 579 734	21	Pêches et Océans	1 494 520	84 572	...	642	1 472 577
					22	Ressources humaines et Développement social					
						Ministères—					
						Ressources humaines et développement des compétences	2 210 240	85 454	...	93	1 876 011
32	2 186 506	...	109 249	2 295 787		Développement social	29 818 956	37 614	...	274	28 559 969
239	29 499 728	...	356 877	29 856 844							
271	31 686 234	...	466 126	32 152 631		Total des ministères	32 029 196	123 068	...	367	30 435 980
...	11 906	...	514	12 420		Conseil canadien des relations industrielles	12 287	133	...	...	12 439
...	2 224 712	...	...	2 224 712		Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 119 279	105 433	...	...	2 073 943
...	1 827	...	(33)	1 794		Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1 086	708	...	...	1 430
...	4 540	...	27	4 567		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	4 501	66	...	...	4 369
271	33 929 219	...	466 634	34 396 124		Total du portefeuille ministériel	34 166 349	229 408	...	367	32 528 161
					23	Ressources naturelles					
11 987	1 085 631	...	710 723	1 808 341		Ministère	1 680 002	114 641	...	13 698	1 312 885
...	98 838	...	60 011	158 849		Énergie atomique du Canada limitée	158 849	...	...	...	162 838
3	66 330	...	12 604	78 937		Commission canadienne de sûreté nucléaire	75 550	3 384	...	3	73 181
...	56 905	...	...	56 905		Société de développement du Cap-Breton	56 905	...	...	...	60 200
...	38 286	...	1 936	40 222		Office national de l'énergie	39 784	438	...	...	38 083
...	1 355	...	(74)	1 281		Administration du pipe-line du Nord	628	653	...	...	496
11 990	1 347 345	...	785 200	2 144 535		Total du portefeuille ministériel	2 011 718	119 116	...	13 701	1 647 683
					24	Santé					
151	2 855 685	...	103 276	2 959 112		Ministère	2 891 980	66 894	...	238	2 816 674
...	776 848	...	36 253	813 101		Instituts de recherche en santé du Canada	800 876	12 225	...	...	747 972
...	3 391	...	82	3 473		Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	3 257	216	...	...	3 521

...	4 373	...	1 251	5 624	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	5 326	298	...	...	4 998
...	423 119	...	73 889	497 008	Agence de santé publique du Canada	477 166	19 842	...	...	586 659
151	4 063 416	...	214 751	4 278 318	Total du portefeuille ministériel	4 178 605	99 475	...	238	4 159 824
25 Sécurité publique et Protection civile										
...	430 818	...	45 591	476 409	Ministère	369 723	106 686	...	...	365 306
43	1 021 744	...	190 778	1 212 565	Agence des services frontaliers du Canada	1 168 851	43 624	...	90	1 061 090
1	82 284	...	1 092	83 377	Centre canadien des armes à feu	70 536	12 828	...	13	92 809
...	292 092	...	62 955	355 047	Service canadien du renseignement de sécurité	348 616	6 431	...	...	278 597
14 251	1 597 238	...	92 905	1 704 394	Service correctionnel	1 652 095	39 876	...	12 423	1 582 562
6	31 767	...	11 980	43 753	Commission nationale des libérations conditionnelles	42 841	911	...	1	41 162
...	121 070	...	(121 070)	...	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	...	...	...	...	...
...	2 919	...	407	3 326	Bureau de l'enquêteur correctionnel	3 168	158	...	...	2 871
2 646	1 863 287	...	240 300	2 106 233	Gendarmerie royale du Canada	2 045 400	58 080	...	2 753	1 960 295
...	879	...	71	950	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	932	18	...	...	873
...	4 685	...	1 779	6 464	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	5 830	634	...	...	4 867
16 947	5 448 783	...	526 788	5 992 518	Total du portefeuille ministériel	5 707 992	269 246	...	15 280	5 390 432
26 Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités)										
1 170	1 492 579	...	165 011	1 658 760	Ministère	1 574 165	83 632	...	963	1 608 192
...	...	...	172 210	172 210	Société canadienne des postes	172 210	...	...	...	197 210
...	24 383	...	4 128	28 511	Office des transports du Canada	27 633	813	...	65	27 176
...	...	...	93 093	93 093	Commission de la capitale nationale	93 093	...	...	...	101 667
...	793 978	...	1 000 739	1 794 717	Bureau de l'infrastructure du Canada	1 527 336	267 381	...	...	250 368
...	1 303	...	49	1 352	Tribunal d'appel des transports du Canada	1 285	67	...	...	1 271
1 170	2 312 243	...	1 435 230	3 748 643	Total du portefeuille ministériel	3 395 722	351 893	...	1 028	2 185 884
27 Travaux publics et Services gouvernementaux										
408 951	2 483 685	...	232 486	3 125 122		2 528 158	181 411	...	415 553	2 396 068
1 071 843	169 704 640	...	20 800 893	191 577 376	Total du gouvernement	185 462 870	5 040 697	(250)	1 074 059	172 839 833

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Ce montant inclue une contribution de 708 332 \$ imputé au crédit 115—Subventions.

TABLEAU 6

Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 6 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du portefeuille ministériel» dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Ministère ou organisme	Utilisation des autorisations			Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Indiquées dans	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements			Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées			Dépassées
					2	Affaires étrangères et Commerce international					
36 445	...	...	...	36 445		Ministères—					
41 974 632	653 000	...	21 728 594	64 356 226		Affaires étrangères	3 559	...	...	32 886	6 713
						Commerce international	269 280	...	...	64 086 946	428 913
42 011 077	653 000	...	21 728 594	64 392 671		Total des ministères	272 839	...	...	64 119 832	435 626
10 000	...	...	...	10 000		Corporation commerciale canadienne	...	...	...	10 000	...
8 386 807	7 109	...	1 959	8 395 875		Agence canadienne de développement international	222 087	21 013	...	8 152 775	235 079
50 407 884	660 109	...	21 730 553	72 798 546		Total du portefeuille ministériel	494 926	21 013	...	72 282 607	670 705
					3	Affaires indiennes et du Nord canadien					
60 337	79 045	...	...	139 382		Ministère	50 662	28 365	...	60 355	51 845
60 337	79 045	...	...	139 382		Total du portefeuille ministériel	50 662	28 365	...	60 355	51 845
					6	Agence du revenu du Canada					
500 000	...	...	(500 000)	...		Société canadienne des postes	...	...	...	...	...
75 000	...	...	(75 000)	...		Monnaie royale canadienne	...	...	...	...	...
575 000	...	...	(575 000)	...		Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...
					7	Agriculture et Agroalimentaire					
268 053	...	...	...	268 053		Commission canadienne du lait	58 749	...	...	209 304	1 717
2 684 211	...	...	1 188 426	3 872 637		Financement agricole Canada	15 000	...	...	3 857 637	25 000
2 952 264	...	...	1 188 426	4 140 690		Total du portefeuille ministériel	73 749	...	...	4 066 941	26 717
604 963	...	...	...	604 963	8	Anciens Combattants	(20)	...	...	604 983	(31)

68 057	...	...	...	68 057	9	Citoyenneté et Immigration						
						Ministère	(1 672)	...	...	69 729	(551)	
68 057	...	...	...	68 057		Total du portefeuille ministériel	(1 672)	...	...	69 729	(551)	
107 991	...	...	...	107 991	12	Défense nationale						
						Ministère	3 684	...	...	104 307	(6 370)	
107 991	...	...	...	107 991		Total du portefeuille ministériel	3 684	...	...	104 307	(6 370)	
94 148	108 923	...	233 919	436 990	15	Finances						
6 000 000	...	...	...	6 000 000		Ministère	436 990	...	...	...	271 927	
						Société d'assurance-dépôts du Canada	...	...	...	6 000 000	...	
6 094 148	108 923	...	233 919	6 436 990		Total du portefeuille ministériel	436 990	...	...	6 000 000	271 927	
1 950	800	...	...	2 750	17	Industrie						
						Ministère	...	800	...	1 950	...	
1 950	800	...	...	2 750		Total du portefeuille ministériel	...	800	...	1 950	...	
...	10	...	...	10	20	Patrimoine canadien						
						Ministère	...	10	...	...	...
...	10	...	...	10		Total du portefeuille ministériel	...	10	...	...	...
30 000	...	...	...	30 000	21	Pêches et Océans						
						Office de commercialisation du poisson d'eau douce	...	...	...	30 000	...	
30 000	...	...	...	30 000		Total du portefeuille ministériel	...	...	...	30 000	...	
...	1 040 800	...	290 500	1 331 300	22	Ressources humaines et Développement social						
						Ministères—						
						Ressources humaines et développement des compétences	1 331 300	...	...	...	1 215 697	
...	(199 622)	...	...	(199 622)		Société canadienne d'hypothèques et de logement	(199 622)	...	...	...	(190 181)	
...	841 178	...	290 500	1 131 678		Total du portefeuille ministériel	1 131 678	...	...	...	1 025 516	
50 000	...	...	...	50 000	23	Ressources naturelles						
						Société de développement du Cap-Breton	...	...	...	50 000	...	
50 000	...	...	...	50 000		Total du portefeuille ministériel	...	...	...	50 000	...	
43	...	...	...	43	25	Sécurité publique et Protection civile						
						Service correctionnel	(2)	...	...	45	...	
43	...	...	...	43		Total du portefeuille ministériel	(2)	...	...	45	...	

TABLEAU 6

Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel—Fin

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
					26	Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités)					
...	...	...	500 000	500 000		Société canadienne des postes	...	...	...	500 000	...
...	...	...	75 000	75 000		Monnaie royale canadienne	...	...	...	75 000	...
...	...	...	575 000	575 000		Total du portefeuille ministériel	...	...	...	575 000	...
54 865	...	...	...	54 865	27	Travaux publics et Services gouvernementaux	3 448	...	...	51 417	877
61 007 502	1 690 065	...	23 443 398	86 140 965		Total du gouvernement	2 193 443	50 188	...	83 897 334	2 040 635

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun prêt, placement ou avance n'a été rapporté.

TABEAU 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)

Le tableau 7 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par portefeuille ministériel et par genre d'autorisations (votées et législatives). Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du portefeuille ministériel» dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le gouvernement soumet ses propositions de dépenses au Parlement au moyen des Budgets des dépenses annuels. Au cours de l'exercice, le gouvernement peut demander des crédits additionnels. La demande initiale est intitulée le «Budget principal des dépenses», et les demandes additionnelles sont intitulées «Budget(s) supplémentaire(s) des dépenses». Dans ces Budgets des dépenses, le gouvernement demande l'autorisation pour cette portion des propositions de dépenses qui n'est pas déjà couverte par d'autres statuts. Les montants totalisant de telles propositions de dépenses sont autorisés dans les lois de crédits et sont, en général, référés comme des autorisations «annuelles» ou «votées». Le solde des dépenses prévues est effectué en vertu de l'autorisation d'autres statuts, lesquels autorisent des déboursés pour des fins spécifiques, et pour des montants et des périodes établis par ces lois. L'emploi prévu ou estimatif de presque toutes ces autorisations «législatives» pour l'exercice en cours est compris dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements seulement; cependant, il n'est pas compris dans des lois de crédits puisqu'il a déjà été autorisé par le Parlement.

Les autorisations votées, sauf pour quelques exceptions, s'annulent à la fin de l'exercice si elles ne sont pas employées. Les autorisations législatives, sauf pour quelques exceptions, sont reportées aux exercices futurs. Ces autorisations reportées aux exercices ultérieurs sont référées comme des autorisations qui «ne s'annulent pas».

Les crédits budgétaires prévoient des autorisations de dépenses pour ces opérations qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement. Les crédits non budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour toutes les opérations qui résultent en l'acquisition ou la disposition de prêts, placements et avances. Les soldes des crédits reportés des exercices antérieurs sont disponibles pour être dépensés, de même que les augmentations courantes à ces autorisations.

Les totaux de ces autorisations sont réduits par le montant de l'emploi de l'exercice en cours, afin de déterminer les soldes qui s'annulent, qui sont dépensés en trop ou qui sont reportés aux exercices futurs, selon le genre d'autorisation. Lorsque les remboursements de prêts sont autorisés pour être dépensés, les déboursés non budgétaires sont inscrits sur une base nette, soit en soustrayant de tels remboursements.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements ⁽¹⁾	Total disponible pour emploi	Section	Portefeuille ministériel	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
					2	Affaires étrangères et Commerce international					
...	4 492 917	...	269 157	4 762 074		Budgétaires—Votées	4 448 786	313 288	...	...	4 829 597
13 502	407 444	...	476 320	897 266		Législatives	861 010	2	...	36 254	690 307
13 502	4 900 361	...	745 477	5 659 340			5 309 796	313 290	...	36 254	5 519 904
36 445	4 600	...	238 500	279 545		Non budgétaires—Votées	225 646	21 013	...	32 886	242 284
50 371 439	655 509	...	21 492 053	72 519 001		Législatives	269 280	...	...	72 249 721	428 421
50 407 884	660 109	...	21 730 553	72 798 546			494 926	21 013	...	72 282 607	670 705

TABLEAU 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)—Suite
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements ⁽¹⁾	Total disponible pour emploi	Section	Portefeuille ministériel	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
					3	Affaires indiennes et du Nord canadien					
...	5 617 799	...	102 115	5 719 914		Budgétaires—Votées	5 564 577	155 337	...	...	5 402 742
31 955	208 706	...	56 835	297 496		Législatives	267 489	29	...	29 978	199 685
31 955	5 826 505	...	158 950	6 017 410			5 832 066	155 366	...	29 978	5 602 427
60 337	79 045	...	...	139 382		Non budgétaires—Votées	50 662	28 365	...	60 355	51 845
					4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
...	439 942	...	12 510	452 452		Budgétaires—Votées	328 467	123 985	...	...	328 098
21	4 148	...	1 624	5 793		Législatives	5 768	...	...	25	5 032
21	444 090	...	14 134	458 245			334 235	123 985	...	25	333 130
					5	Agence de promotion économique du Canada atlantique					
...	437 575	...	9 203	446 778		Budgétaires—Votées	417 816	28 962	...	...	454 491
9	8 982	...	582	9 573		Législatives	9 569	...	...	4	8 464
9	446 557	...	9 785	456 351			427 385	28 962	...	4	462 955
					6	Agence du revenu du Canada					
165 375	2 605 101	...	(22 771)	2 747 705		Budgétaires—Votées	2 643 300	3 683	...	100 722	2 494 359
...	596 005	...	468 109	1 064 114		Législatives	1 064 114	...	...	...	556 618
165 375	3 201 106	...	445 338	3 811 819			3 707 414	3 683	...	100 722	3 050 977
575 000	...	...	(575 000)	...		Non budgétaires—Législatives	...	...	...	...	...
					7	Agriculture et Agroalimentaire					
...	1 389 469	...	245 152	1 634 621		Budgétaires—Votées	1 489 027	145 619	(25)	...	1 317 401
17 518	1 261 777	...	1 249 189	2 528 484		Législatives	2 511 810	...	...	16 674	2 619 237
17 518	2 651 246	...	1 494 341	4 163 105			4 000 837	145 619	(25)	16 674	3 936 638
2 952 264	...	...	1 188 426	4 140 690		Non budgétaires—Législatives	73 749	...	...	4 066 941	26 717

...	2 816 109	...	45 088	2 861 197	8 Anciens Combattants	2 840 381	20 816	...	...	2 659 172
5	36 961	...	4 090	41 056	Budgétaires—Votées	41 055	...	...	1	36 192
					Législatives					
5	2 853 070	...	49 178	2 902 253		2 881 436	20 816	...	1	2 695 364
604 963	...	...	...	604 963	Non budgétaires—Législatives	(20)	...	...	604 983	(31)
...	897 772	...	65 639	963 411	9 Citoyenneté et Immigration	928 852	34 559	...	...	939 787
36	48 147	...	18 194	66 377	Budgétaires—Votées	66 333	36	...	8	68 884
					Législatives					
36	945 919	...	83 833	1 029 788		995 185	34 595	...	8	1 008 671
68 057	...	...	...	68 057	Non budgétaires—Législatives	(1 672)	...	...	69 729	(551)
...	2 687 255	...	(704 790)	1 982 465	10 Conseil du Trésor	1 684 261	298 204	...	...	1 625 322
3 775	32 339	...	67 440	103 554	Budgétaires—Votées	93 659	...	...	9 895	123 182
					Législatives					
3 775	2 719 594	...	(637 350)	2 086 019		1 777 920	298 204	...	9 895	1 748 504
...	198 907	...	33 228	232 135	11 Conseil privé	216 412	15 937	(214)	...	220 771
19	86 310	...	231 220	317 549	Budgétaires—Votées	317 526	1	...	22	276 135
					Législatives					
19	285 217	...	264 448	549 684		533 938	15 938	(214)	22	496 906
...	12 306 627	...	1 247 616	13 554 243	12 Défense nationale	13 526 831	27 412	...	...	12 800 215
4 658	1 128 790	...	44 565	1 178 013	Budgétaires—Votées	1 164 403	...	...	13 610	1 132 072
					Législatives					
4 658	13 435 417	...	1 292 181	14 732 256		14 691 234	27 412	...	13 610	13 932 287
107 991	...	...	...	107 991	Non budgétaires—Votées	3 684	...	...	104 307	(6 370)
...	387 929	...	5 025	392 954	13 Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	301 123	91 831	...	...	307 283
19	4 763	...	746	5 528	Budgétaires—Votées	5 526	...	...	2	4 848
					Législatives					
19	392 692	...	5 771	398 482		306 649	91 831	...	2	312 131
30 967	1 120 527	...	153 802	1 305 296	14 Environnement	1 216 548	45 922	...	42 826	1 161 186
237	216 777	...	166 159	383 173	Budgétaires—Votées	382 852	...	...	321	306 793
					Législatives					
31 204	1 337 304	...	319 961	1 688 469		1 599 400	45 922	...	43 147	1 467 979

TABLEAU 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)—*Suite*
(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Portefeuille ministériel	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements ⁽¹⁾	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
...	2 927 593	...	71 406	2 998 999	15	Finances	854 731	2 144 268	...	...	2 214 617
194 039	67 130 096	...	11 530 280	78 854 415		Budgétaires—Votées	78 664 357	11	...	190 047	70 886 113
						Législatives					
194 039	70 057 689	...	11 601 686	81 853 414			79 519 088	2 144 279	...	190 047	73 100 730
...	...	...	318 270	318 270		Non budgétaires—Votées	318 270	...	...	...	230 134
6 094 148	108 923	...	(84 351)	6 118 720		Législatives	118 720	...	...	6 000 000	41 793
6 094 148	108 923	...	233 919	6 436 990			436 990	...	...	6 000 000	271 927
...	16 702	...	1 378	18 080	16	Gouverneur général	17 680	400	...	...	16 061
...	2 358	...	162	2 520		Budgétaires—Votées	2 520	...	...	...	2 297
						Législatives					
...	19 060	...	1 540	20 600			20 200	400	...	...	18 358
...	3 919 505	...	383 971	4 303 476	17	Industrie	4 168 508	134 979	(11)	...	3 927 727
164 484	371 917	...	224 614	761 015		Budgétaires—Votées	570 745	9 609	...	180 661	322 290
						Législatives					
164 484	4 291 422	...	608 585	5 064 491			4 739 253	144 588	(11)	180 661	4 250 017
1 950	800	...	...	2 750		Non budgétaires—Votées	...	800	...	1 950	...
...	958 989	...	79 786	1 038 775	18	Justice	1 013 557	25 218	...	...	995 010
6	438 725	...	(6 784)	431 947		Budgétaires—Votées	431 910	...	...	37	419 359
						Législatives					
6	1 397 714	...	73 002	1 470 722			1 445 467	25 218	...	37	1 414 369
...	324 368	...	18 827	343 195	19	Parlement	317 390	25 805	...	...	302 235
...	176 238	...	(4 814)	171 424		Budgétaires—Votées	171 424	...	...	...	168 532
						Législatives					
...	500 606	...	14 013	514 619			488 814	25 805	...	...	470 767

...	2 913 137	...	411 084	3 324 221	20	Patrimoine canadien						
5 056	61 191	...	44 847	111 094		Budgétaires—Votées	3 264 580 ⁽²⁾	59 641	...	...	3 173 415	
		...				Législatives	104 909	22	...	6 163	63 675	
5 056	2 974 328	...	455 931	3 435 315			3 369 489	59 663	...	6 163	3 237 090	
...	10	...	...	10		Non budgétaires—Votées	...	10	...	...	...
...	1 324 510	...	131 146	1 455 656	21	Pêches et Océans						
682	115 542	...	7 854	124 078		Budgétaires—Votées	1 371 084	84 572	...	...	1 357 780	
		...				Législatives	123 436	...	...	642	114 797	
682	1 440 052	...	139 000	1 579 734			1 494 520	84 572	...	642	1 472 577	
30 000	...	...	...	30 000		Non budgétaires—Votées	...	...	...	30 000	...	
...	3 870 709	...	96 267	3 966 976	22	Ressources humaines et Développement social						
271	30 058 510	...	370 367	30 429 148		Budgétaires—Votées	3 737 609	229 367	...	...	3 551 699	
		...				Législatives	30 428 740	41	...	367	28 976 462	
271	33 929 219	...	466 634	34 396 124			34 166 349	229 408	...	367	32 528 161	
...	841 178	...	290 500	1 131 678		Non budgétaires—Législatives	1 131 678	...	...	...	1 025 516	
...	1 141 843	...	104 577	1 246 420	23	Ressources naturelles						
11 990	205 502	...	680 623	898 115		Budgétaires—Votées	1 127 304	119 116	...	...	1 088 586	
		...				Législatives	884 414	...	...	13 701	559 097	
11 990	1 347 345	...	785 200	2 144 535			2 011 718	119 116	...	13 701	1 647 683	
50 000	...	...	...	50 000		Non budgétaires—Votées	...	...	...	50 000	...	
...	3 932 455	...	207 959	4 140 414	24	Santé						
151	130 961	...	6 792	137 904		Budgétaires—Votées	4 040 960	99 454	...	...	3 936 842	
		...				Législatives	137 645	21	...	238	222 982	
151	4 063 416	...	214 751	4 278 318			4 178 605	99 475	...	238	4 159 824	
...	4 740 103	...	520 151	5 260 254	25	Sécurité publique et Protection civile						
16 947	708 680	...	6 637	732 264		Budgétaires—Votées	4 991 008	269 246	...	...	4 756 760	
		...				Législatives	716 984	...	...	15 280	633 672	
16 947	5 448 783	...	526 788	5 992 518			5 707 992	269 246	...	15 280	5 390 432	
43	...	...	...	43		Non budgétaires—Votées	(2)	...	...	45	...	
...	2 168 165	...	458 575	2 626 740	26	Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités)						
1 170	144 078	...	976 655	1 121 903		Budgétaires—Votées	2 276 017	350 723	...	...	2 045 435	
		...				Législatives	1 119 705	1 170	...	1 028	140 449	
1 170	2 312 243	...	1 435 230	3 748 643			3 395 722	351 893	...	1 028	2 185 884	
...	...	...	575 000	575 000		Non budgétaires—Législatives	...	...	...	575 000	...	

TABLEAU 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)—Fin
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements ⁽¹⁾	Total disponible pour emploi	Section	Portefeuille ministériel	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
					27	Travaux publics et Services gouvernementaux					
...	2 413 904	...	186 825	2 600 729		Budgétaires—Votées	2 423 219	177 510	...	...	2 310 795
408 951	69 781	...	45 661	524 393		Législatives	104 939	3 901	...	415 553	85 273
408 951	2 483 685	...	232 486	3 125 122			2 528 158	181 411	...	415 553	2 396 068
2 070	...	...	...	2 070		Non budgétaires—Votées	827	...	...	1 243	(319)
52 795	...	...	...	52 795		Législatives	2 621	...	...	50 174	1 196
54 865	...	...	...	54 865			3 448	...	...	51 417	877
						Total du gouvernement					
196 342	66 049 912	...	4 132 926	70 379 180		Budgétaires—Votées	65 210 028	5 025 854	(250)	143 548	64 217 386
875 501	103 654 728	...	16 667 967	121 198 196		Législatives	120 252 842	14 843	...	930 511	108 622 447
1 071 843	169 704 640	...	20 800 893	191 577 376			185 462 870	5 040 697	(250)	1 074 059	172 839 833
288 836	84 455	...	556 770	930 061		Non budgétaires—Votées	599 087	50 188	...	280 786	517 574
60 718 666	1 605 610	...	22 886 628	85 210 904		Législatives	1 594 356	...	...	83 616 548	1 523 061
61 007 502	1 690 065	...	23 443 398	86 140 965			2 193 443	50 188	...	83 897 334	2 040 635
485 178	66 134 367	...	4 689 696	71 309 241		Votées	65 809 115	5 076 042	(250)	424 334	64 734 960
61 594 167	105 260 338	...	39 554 595	206 409 100		Législatives	121 847 198	14 843	...	84 547 059	110 145 508
62 079 345	171 394 705	...	44 244 291	277 718 341		Total du gouvernement	187 656 313	5 090 885	(250)	84 971 393	174 880 468

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun montant n'a été rapporté.

⁽¹⁾ Les redressements et virements comprennent des éléments tels que :

- a) les affectations réservées établies afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi de crédits de l'exercice précédent par suite des Crédoeurs de l'exercice précédent;
- b) les redressements aux éléments apparaissant dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements afin de démontrer les dépenses réelles, de même que les redressements à certaines autorisations reportées des exercices antérieurs pour refléter les autorisations disponibles; et,
- c) les augmentations aux autorisations approuvées dans des lois autres que les lois de crédits.

⁽²⁾ La Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice a imputé une contribution de 708 332 \$ au crédit 115—Subventions.

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice

L'appendice 1 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) accordées dans les lois de crédits de l'exercice, par portefeuille ministériel.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
2		Affaires étrangères et Commerce international ⁽¹⁾		
		Ministères—		
		Affaires étrangères		
	1	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; des services partagés fournis au ministère du Commerce international; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes	990 882 000	
	5	Dépenses en capital	104 992 000	
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique, et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2004 à	642 872 579	
		Commerce international		
	1	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens des affaires; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements et des publications ministérielles	141 405 000	
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes	10 910 000	
		Corporation commerciale canadienne		
	10	Dépenses du programme	16 399 000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
Agence canadienne de développement international				
15		Dépenses de fonctionnement et autorisation : a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition; b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au Règlement sur l'assistance technique, pris par le décret CP 1986-993 du 24 avril 1986, y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne : i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition	204 083 000	
20		Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	2 256 031 000	
L25		Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 193 500 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales		1
L30		Paiement ne devant pas dépasser 2 827 383 \$ US à la Banque africaine de développement, même si l'équivalent de cette somme en dollars canadiens évalué à 4 600 000 \$ le 2 septembre 2004 peut varier à la hausse, et émission et paiements de billets sur demande non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 1 000 000 \$ CAN, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales	4 600 000	
L35		Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le fonds canadien pour l'Afrique</i>		1
Centre de recherches pour le développement international				
40		Versements au Centre de recherches pour le développement international	116 086 000	
Commission mixte internationale				
45		Dépenses du programme—Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	6 507 000	
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne				
15		Dépenses du programme	2 750 000	
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire			4 492 917 579	...
Non budgétaire			4 600 002	...

3	Affaires indiennes et du Nord canadien			
	Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement et			
	a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel; et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;			
	c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	568 828 000		
5	Dépenses en capital et			
	a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes	22 758 000		
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	4 977 915 900		
15	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord	27 600 000		
20	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Dépenses de fonctionnement	4 958 000		
25	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Contributions	14 844 000		
L30	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	36 103 000		
L35	Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	42 942 000		
	Commission canadienne des affaires polaires			
40	Dépenses du programme et contributions	895 000		
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	5 617 798 900	...	
	Non budgétaire	79 045 000	...	
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec			
1	Dépenses de fonctionnement	34 128 000		
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	405 814 000		
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	439 942 000	...	
	Non budgétaire	...	...
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique			
	Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	78 811 000		
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	350 119 000		
	Société d'expansion du Cap-Breton			
10	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>	8 645 000		
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	437 575 000	...	
	Non budgétaire	...	...
6	Agence du revenu du Canada ⁽²⁾⁽³⁾			
1	Dépenses de fonctionnement et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi) et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	2 317 891 000		

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
	5	Contributions	115 000 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 432 891 000	...
		Non budgétaire	...	...
7		Agriculture et Agroalimentaire		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice	557 857 000	
	5	Dépenses en capital	30 631 000	
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	371 227 000	
	15	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 700 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières		1
	20	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par Financement agricole Canada pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol de la biomasse		1
		Commission canadienne du lait		
	25	Dépenses du programme	3 202 000	
		Agence canadienne d'inspection des aliments		
	30	Dépenses de fonctionnement et contributions	406 624 000	
	35	Dépenses en capital	14 494 000	
		Commission canadienne des grains		
	40	Dépenses du programme	5 434 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 389 469 002	...
		Non budgétaire	...	...
8		Anciens Combattants ⁽⁴⁾		
	1	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède	788 291 000	
	5	Dépenses en capital	32 351 000	

10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	1 986 807 000	
15	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)—Dépenses de fonctionnement	8 660 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 816 109 000	...
	Non budgétaire	...	...
<hr/>			
9	Citoyenneté et Immigration		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement	376 517 000	
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	422 653 577	
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
10	Dépenses du programme	98 601 400	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	897 771 977	...
	Non budgétaire	...	...
<hr/>			
10	Conseil du Trésor		
	Secrétariat		
1	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor	140 551 000	
5	Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les primes attribuées en vertu de la <i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i> ; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	750 000 000	
10	Initiatives pangouvernementales—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada	16 050 000	
20	Assurances de la fonction publique—Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1 653 700 000	
	École de la fonction publique du Canada ⁽⁵⁾		
25	Dépenses du programme et contributions	48 670 000	
	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada		
30	Dépenses de fonctionnement	62 084 000	
35	Contributions	16 200 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 687 255 000	...
	Non budgétaire	...	...
<hr/>			
11	Conseil privé ⁽⁶⁾		
	Ministère		
1	Dépenses du programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an; et la subvention inscrite au Budget des dépenses	125 413 000	
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
5	Dépenses du programme	5 893 000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
	10	Dépenses du programme	24 039 000	
		Directeur général des élections		
	15	Dépenses du programme	20 231 000	
		Commissariat aux langues officielles ⁽⁷⁾		
	20	Dépenses du programme	16 279 000	
		Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
	30	Dépenses du programme	2 500 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	194 355 000	...
		Non budgétaire	...	...
12		Défense nationale		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 22 798 216 658 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 10 100 000 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les revenus de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits	9 861 479 000	
	5	Dépenses en capital	2 247 930 000	
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestations de services et fourniture d'installations aux fins de défense	187 818 658	
		Comité des griefs des forces canadiennes		
	15	Dépenses du programme	5 608 000	
		Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
	20	Dépenses du programme	3 791 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	12 306 626 658	...
		Non budgétaire	...	...
13		Diversification de l'économie de l'Ouest canadien		
	1	Dépenses de fonctionnement	39 958 000	
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	347 971 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	387 929 000	...
		Non budgétaire	...	...

14	Environnement		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement et :		
	a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;		
	b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;		
	c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;		
	d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;		
	e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;		
	f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les revenus de l'exercice générés par les activités du Ministère financées à même ce crédit	671 527 000	
5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	31 240 000	
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	55 654 000	
	Agence canadienne d'évaluation environnementale		
15	Dépenses du programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice générés par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale	15 744 000	
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie ⁽⁶⁾		
25	Dépenses du programme	4 552 000	
	Agence Parcs Canada		
20	Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières	344 562 000	
25	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	1 800 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 125 079 000	...
	Non budgétaire	...	...
15	Finances ⁽⁸⁾		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	84 048 000	
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	944 000 000	
10	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux—Paiements au gouvernement de chaque territoire calculés et rajustés, y compris les rajustements aux paiements afférents aux exercices précédents, conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, et le ministre des Finances du territoire concerné; et autorisation de paiements provisoires pour l'exercice en cours au gouvernement de chaque territoire avant la signature d'un tel accord, le montant total payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires versés au gouvernement territorial concerné pour l'exercice en cours	1 800 000 000	
L15	Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 318 270 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement	1	
	Vérificateur général		
20	Dépenses du programme et contributions	62 957 000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		Tribunal canadien du commerce extérieur		
	25	Dépenses du programme	8 170 000	
		Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
	30	Dépenses du programme	27 663 000	
		Bureau du surintendant des institutions financières		
	35	Dépenses du programme	755 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 927 593 000	...
		Non budgétaire	1	...
16		Gouverneur général		
	1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	16 702 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	16 702 000	...
		Non budgétaire	...	...
17		Industrie		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus, perçus au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et ceux qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies	382 308 000	
	5	Dépenses en capital	3 851 000	
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	774 926 000	
	L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	
	L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	
		Agence spatiale canadienne		
	25	Dépenses de fonctionnement	173 408 000	
	30	Dépenses en capital	105 386 000	
	35	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	53 275 000	
		Commission canadienne du tourisme		
	40	Dépenses du programme	78 823 000	
		Tribunal de la concurrence		
	45	Dépenses du programme	1 473 000	
		Commission du droit d'auteur		
	50	Dépenses du programme	2 206 000	

	Conseil national de recherches du Canada		
55	Dépenses de fonctionnement	356 428 000	
60	Dépenses en capital	53 919 000	
65	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	113 760 000	
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
70	Dépenses de fonctionnement	32 761 000	
75	Subventions inscrites au Budget des dépenses	792 740 000	
	Conseil de recherches en sciences humaines		
80	Dépenses de fonctionnement	18 491 000	
85	Subventions inscrites au Budget des dépenses	526 627 000	
	Conseil canadien des normes		
90	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	6 924 000	
	Statistique Canada		
95	Dépenses du programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	442 199 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	3 919 505 000	...
	Non budgétaire	800 000	...
18	Justice		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement	517 577 000	
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	329 228 000	
	Commission canadienne des droits de la personne		
10	Dépenses du programme	20 089 000	
	Tribunal canadien des droits de la personne		
15	Dépenses du programme	4 324 000	
	Commissaire à la magistrature fédérale		
20	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévues dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'année générés par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	7 186 000	
25	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement	1 575 000	
	Service administratif des tribunaux judiciaires		
30	Dépenses du programme	47 175 000	
	Commission du droit du Canada		
35	Dépenses du programme	2 970 000	
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada ⁽⁹⁾		
40	Commissariat à l'information du Canada—Dépenses de fonctionnement	4 813 000	
45	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada—Dépenses de fonctionnement	3 925 000	
	Cour suprême du Canada		
50	Dépenses du programme	20 127 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	958 989 000	...
	Non budgétaire	...	...

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
19		Parlement		
		Sénat		
	1	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et subventions inscrites au Budget des dépenses et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les revenus perçus, inhérents aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice	50 950 550	
		Chambre des communes		
	5	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les revenus de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes	241 595 340	
		Bibliothèque du Parlement		
	10	Dépenses du programme, y compris l'autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	27 733 000	
		Commissariat à l'éthique		
	15	Dépenses du programme	4 089 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	324 367 890	...
		Non budgétaire	...	...
20		Patrimoine canadien ⁽¹⁰⁾		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens	227 800 000	
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	862 626 000	
	L10	Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins prévues à l'article 35 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	10 000	
		Conseil des Arts du Canada		
	15	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi	150 173 250	
		Société Radio-Canada		
	20	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	886 904 000	
	25	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	
	30	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion	91 510 000	
		Musée canadien des civilisations		
	35	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	58 698 000	

	Musée canadien de la nature		
40	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	55 569 000	
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
45	Dépenses du programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours de l'exercice des revenus provenant :		
	a) de la fourniture de services de réglementation aux compagnies de télécommunications en vertu du Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication;		
	b) des droits de radiodiffusion et des autres activités connexes, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor		1
	Bibliothèque et Archives du Canada		
50	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction	81 608 000	
	Société du Centre national des Arts		
55	Paiements à la Société du Centre national des Arts	31 224 000	
	Commission des champs de bataille nationaux		
60	Dépenses du programme	6 867 000	
	Office national du film		
75	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	62 948 000	
	Musée des beaux-arts du Canada		
80	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	36 469 000	
85	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	8 000 000	
	Musée national des sciences et de la technologie		
90	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	24 446 000	
	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽¹¹⁾		
55	Dépenses du programme et contributions	115 095 000	
	Commission de la fonction publique		
95	Dépenses du programme	76 791 000	
	Commission des relations de travail dans la fonction publique		
100	Dépenses du programme	9 269 000	
	Tribunal de la dotation de la fonction publique		
105	Dépenses du programme	3 776 000	
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
110	Dépenses de fonctionnement	11 278 000	
115	Subventions inscrites au Budget des dépenses	10 750 000	
	Téléfilm Canada		
120	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	123 874 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 939 675 251	...
	Non budgétaire	10 000	...

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
21		Pêches et Océans		
	1	Dépenses de fonctionnement et : a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; c) autorisation de dépenser les revenus produits dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne	1 029 432 000	
	5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	175 293 000	
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	119 785 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 324 510 000	...
		Non budgétaire	...	...
22		Ressources humaines et Développement social ⁽¹²⁾		
		Ministères—		
		Ressources humaines et développement des compétences		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi	266 045 000	
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	839 664 000	
		Développement social		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi	244 014 000	
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	280 767 000	
		Conseil canadien des relations industrielles		
	10	Dépenses du programme	10 344 000	
		Société canadienne d'hypothèques et de logement		
	15	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 224 712 000	
		Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs		
	20	Dépenses du programme	1 665 000	

	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
25	Dépenses du programme	3 498 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	3 870 709 000	...
	Non budgétaire	...	...
23	Ressources naturelles		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus reçus pendant l'exercice par suite de la vente de biens et de la prestation de services dans le cadre des activités du Ministère	587 104 000	
5	Dépenses en capital	7 701 000	
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	297 989 000	
	Énergie atomique du Canada limitée		
15	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	98 838 000	
	Commission canadienne de sûreté nucléaire		
20	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	58 713 000	
	Société de développement du Cap-Breton		
25	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	56 905 000	
	Office national de l'énergie		
30	Dépenses du programme	33 341 000	
	Administration du pipe-line du Nord		
35	Dépenses du programme	1 252 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 141 843 000	...
	Non budgétaire	...	...
24	Santé		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux	1 552 618 475	
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 201 793 555	
	Instituts de recherche en santé du Canada		
10	Dépenses de fonctionnement	37 910 000	
15	Subventions inscrites au Budget des dépenses	734 660 000	
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
20	Dépenses du programme	2 897 000	
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
25	Dépenses du programme	3 848 000	
	Agence de santé publique du Canada		
30	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits	234 719 000	
35	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	164 009 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	3 932 455 030	...
	Non budgétaire	...	...

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
25		Sécurité publique et Protection civile ⁽¹¹⁾⁽¹³⁾		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement	85 968 000	
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	335 437 000	
		Agence des services frontaliers du Canada		
	10	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les revenus perçus pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence	863 931 000	
	15	Dépenses en capital	32 297 000	
		Centre canadien des armes à feu		
	20	Dépenses de fonctionnement, excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement	49 564 000	
	25	Dépenses de fonctionnement au titre des activités et des fonctions d'enregistrement	14 550 000	
	30	Contributions	14 000 000	
		Service canadien du renseignement de sécurité		
	35	Dépenses du programme	259 097 000	
		Service correctionnel		
	40	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et		
		a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;		
		b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;		
		c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;		
		d) autorisation au Solliciteur général du Canada, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	1 296 362 000	
	45	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital, y compris les paiements :		
		a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;		
		b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	138 217 000	
		Commission nationale des libérations conditionnelles		
	50	Dépenses du programme	27 506 000	

	Bureau de l'enquêteur correctionnel		
60	Dépenses du programme	2 558 000	
	Gendarmerie royale du Canada		
65	Application de la loi—Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	1 258 951 000	
70	Application de la loi—Dépenses en capital	197 988 000	
75	Application de la loi—Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	43 645 880	
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
80	Dépenses du programme	772 000	
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
85	Dépenses du programme	4 164 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	4 625 007 880	...
	Non budgétaire	...	...
26	Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités) ⁽¹⁴⁾		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement et		
	a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;		
	b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;		
	c) autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	197 377 000	
5	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés	74 790 000	
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	417 299 000	
15	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal	32 188 000	
20	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement :		
	a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve;		
	b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service	24 533 000	
25	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	169 001 000	
30	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	438 400 000	
	Société canadienne des postes ⁽³⁾		
10	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	172 210 000	
	Office des transports du Canada		
35	Dépenses du programme	20 971 000	
	Commission de la capitale nationale ⁽¹⁰⁾		
65	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	66 494 000	
70	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	22 063 000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Fin

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		Bureau de l'infrastructure du Canada ⁽¹⁵⁾		
	1	Dépenses de fonctionnement	23 314 000	
	5	Contributions	769 119 000	
		Tribunal d'appel des transports du Canada		
	40	Dépenses du programme	1 173 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 428 932 000	...
		Non budgétaire	...	...
27		Travaux publics et Services gouvernementaux		
	1	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi), de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux	2 078 348 000	
	5	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	327 924 000	
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	7 632 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 413 904 000	...
		Non budgétaire	...	...
		Total du gouvernement—Budgétaire	66 049 912 167	...
		Non budgétaire	84 455 003	...

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Au cours de l'exercice, Affaires étrangères et Commerce international (AECI) (Affaires étrangères) et AECI (Commerce international) ont été regroupées sous Affaires étrangères et Commerce international.

(2) L'Agence des douanes et du revenu du Canada a été renommée Agence du revenu du Canada.

(3) Au cours de l'exercice, la Société canadienne des postes a été transférée de l'Agence du revenu du Canada à Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités).

(4) En raison de la nouvelle architecture des activités de programme (AAP) les programmes suivants : Programme des anciens combattants et Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel) sont rapportés comme des activités de programme.

(5) L'École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) a été renommée École de la fonction publique du Canada.

(6) Au cours de l'exercice, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie a été transférée du Conseil privé à Environnement.

(7) Le Commissaire aux langues officielles a été renommé Commissariat aux langues officielles.

(8) En raison de l'AAP, les programmes suivants : Programme des politiques économiques, sociales et financières et Programme fédéral de transferts aux provinces sont rapportés comme des activités de programme.

(9) En raison de l'AAP, les programmes suivants : Programme du Commissariat à l'information du Canada et Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada sont rapportés comme des activités de programme.

(10) Au cours de l'exercice, la Commission de la capitale nationale a été transférée de Patrimoine canadien à Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités).

(11) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré de Sécurité publique et Protection civile à Patrimoine canadien.

(12) Au cours de l'exercice, Développement des ressources humaines (Développement social) et Ressources humaines et Développement des compétences ont été regroupés sous Ressources humaines et Développement social.

(13) Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) a été renommé Sécurité publique et Protection civile.

(14) Transports a été renommé Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités).

(15) Le Bureau de l'infrastructure du Canada, auparavant rapporté comme portefeuille ministériel, est maintenant présenté sous Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités).

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾

L'appendice 2 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, par portefeuille ministériel.

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
2	Affaires étrangères et Commerce international ⁽²⁾		
	Ministères—		
	Affaires étrangères		
	Ministre des Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Paielements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	250 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	59 454 000	
	Commerce international ⁽³⁾		
	Ministre des Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18 899 000	
	Versements à Exportation et développement Canada afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur le développement des exportations</i>	18 980 000	
	(L) Versements à Exportation et développement Canada afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur le développement des exportations</i>	653 000 000	
	Agence canadienne de développement international		
	Ministre de la Coopération internationale—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>	287 178 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21 658 000	
	(L) Paiements aux institutions financières internationales—Souscriptions au capital (<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>)	2 509 561	
	Commission mixte internationale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	609 000	
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	206 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	407 443 910	...
	Non budgétaire	655 509 561	...
3	Affaires indiennes et du Nord canadien		
	Ministère		
	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (<i>Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure)</i>)	15 000	
	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (<i>Loi sur les Indiens</i>)	2 000 000	
	Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités (<i>Loi sur les Indiens</i>)	1 400 000	
	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	151 779 000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources (Lois sur le règlement des revendications territoriales globales)	1 472 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	51 898 000	
	Commission canadienne des affaires polaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	208 705 970	...
	Non budgétaire	...	...
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
	Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie—		
	Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 078 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	4 147 970	...
	Non budgétaire	...	...
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique		
	Ministère		
	Ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 912 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	8 981 970	...
	Non budgétaire	...	...
6	Agence du revenu du Canada ⁽⁴⁾		
	Ministre du Revenu national—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Dépenses des revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada</i>	20 535 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	408 400 000	
	Versements d'allocations spéciales pour enfants (<i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i>)	167 000 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	596 004 970	...
	Non budgétaire	...	...
7	Agriculture et Agroalimentaire		
	Ministère		
	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	200 000	
	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Programme canadien de stabilisation du revenu agricole	451 538 000	
	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Assurance-production	404 790 000	

	Paielements de contributions par catégorie pour le repositionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie	108 900 000	
	Paielements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	65 500 000	
	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	4 000 000	
	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Programmes provinciaux	84 827 667	
	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Projet de politiques agricoles	1 080 000	
	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72 498 000	
	Agence canadienne d'inspection des aliments		
	Paielements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	1 500 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66 413 000	
	Commission canadienne des grains		
	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (<i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>)	(127 000)	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	587 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 261 776 637	...
	Non budgétaire	...	...
8	Anciens Combattants ⁽⁵⁾		
	Ministre des Anciens Combattants—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i>	2 000	
	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	10 000	
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (<i>Loi de l'assurance des soldats de retour</i>)	10 000	
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (<i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i>)	175 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	36 694 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	36 960 970	...
	Non budgétaire	...	...
9	Citoyenneté et Immigration		
	Ministère		
	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34 683 000	
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 394 600	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	48 147 570	...
	Non budgétaire	...	...
10	Conseil du Trésor		
	Secrétariat		
	Président du Conseil du Trésor—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19 023 000	
	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	20 000	
	École de la fonction publique du Canada ⁽⁶⁾		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 790 000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 436 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	32 338 970	...
	Non budgétaire	...	...
11	Conseil privé ⁽⁷⁾		
	Ministère		
	Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile	143 472	
	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État—Allocation pour automobile	27 586	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 564 000	
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	423 000	
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 563 000	
	Directeur général des élections		
	Traitement du directeur général des élections	219 000	
	Dépenses d'élections (<i>Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest, Loi constitutionnelle de 1982 et la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>)	59 343 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 046 000	
	Commissariat aux langues officielles ⁽⁸⁾		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 086 000	
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	296 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	85 850 998	...
	Non budgétaire	...	...
12	Défense nationale		
	Ministère		
	Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	9 500 000	
	Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i>	2 100 000	
	Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>)	95 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés—Membres militaires	875 102 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	240 936 000	

	Comité des griefs des Forces canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	602 000	
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	385 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 128 789 970	...
	Non budgétaire	...	...
13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien		
	Ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 693 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	4 762 970	...
	Non budgétaire	...	...
14	Environnement		
	Ministère		
	Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	76 735 000	
	Agence canadienne d'évaluation environnementale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 826 000	
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie ⁽⁷⁾		
	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	20 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	439 000	
	Agence Parcs Canada		
	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	95 000 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	43 146 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	217 235 970	...
	Non budgétaire	...	...
15	Finances ⁽⁹⁾		
	Ministère		
	Ministre des Finances—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Paiements à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>)	239 740 000	
	Paiements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>)	4 800 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 168 000	
	Achat de la monnaie canadienne (<i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i>)	82 200 000	
	Frais d'intérêt et autres coûts (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>)	35 887 000 000	
	Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	32 000 000	
	Péréquation fiscale (Partie I— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	9 510 000 000	
	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	13 000 000 000	
	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	8 225 000 000	
	Transfert visant la réforme du système de santé (Partie V.I— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	3 500 000 000	
	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(611 000 000)	
	Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(2 765 127 000)	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
	(L) Émission de billets sur demande, à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement—Souscriptions au capital <i>(Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement)</i>	9 346 000	
	(L) Paiements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> —Souscriptions au capital	15 577 000	
	(L) Émission d'un prêt à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>)	84 000 000	
	Vérificateur général		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 844 000	
	Tribunal canadien du commerce extérieur		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 382 000	
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 019 000	
	Bureau du surintendant des institutions financières		
	Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>		1
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	67 130 095 971	...
	Non budgétaire	108 923 000	...
16	Gouverneur général		
	Traitement du gouverneur général (<i>Loi sur le gouverneur général</i>)	114 000	
	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	354 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 890 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 358 000	...
	Non budgétaire	...	...
17	Industrie		
	Ministère		
	Ministre de l'Industrie—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional (<i>Loi sur le développement industriel et régional</i>)	10 000 000	
	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	(15 622 000)	
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	8 300 000	
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	109 390 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	57 772 000	
	Agence spatiale canadienne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 545 000	
	Tribunal de la concurrence		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	161 000	

	Commission du droit d'auteur		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	308 000	
	Conseil national de recherches du Canada		
	Dépenses des revenus conformément au paragraphe 5.1e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	71 642 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45 947 000	
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 731 000	
	Conseil de recherches en sciences humaines		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 166 000	
	Statistique Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	68 507 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	371 916 970	...
	Non budgétaire	...	...
18	Justice		
	Ministère		
	Ministre de la Justice—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	77 990 000	
	Commission canadienne des droits de la personne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 291 000	
	Tribunal canadien des droits de la personne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	374 000	
	Commissaire à la magistrature fédérale		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (<i>Loi sur les juges</i>)	342 104 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	866 000	
	Service administratif des tribunaux judiciaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 361 000	
	Commission du droit du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	172 000	
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada ⁽¹⁰⁾		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 471 000	
	Cour suprême du Canada		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (<i>Loi sur les juges</i>)	4 653 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 373 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	438 724 970	...
	Non budgétaire	...	...
19	Parlement		
	Sénat		
	Dignitaires du Sénat et sénateurs—Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	23 567 700	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 087 200	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
	Chambre des communes		
	Députés—Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	106 464 576	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	35 160 774	
	Bibliothèque du Parlement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 372 000	
	Commissariat à l'éthique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	586 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	176 238 250	...
	Non budgétaire	...	...
20	Patrimoine canadien		
	Ministère		
	Traitements des lieutenants-gouverneurs (<i>Loi sur les traitements</i>)	1 030 000	
	Paievements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	637 000	
	Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	182 000	
	Ministre du Patrimoine canadien—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25 697 000	
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 696 000	
	Bibliothèque et Archives du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 286 000	
	Commission des champs de bataille nationaux		
	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 450 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	394 000	
	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽¹¹⁾		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 975 000	
	Commission de la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 736 000	
	Commission des relations de travail dans la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 301 000	
	Tribunal de la dotation de la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	337 000	

	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		1 375 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		67 165 970
	Non budgétaire		...
			...
21	Pêches et Océans		
	Ministre des Pêches et Océans—Traitement et allocation pour automobile		69 970
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		115 472 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		115 541 970
	Non budgétaire		...
			...
22	Ressources humaines et Développement social ⁽¹²⁾		
	Ministères—		
	Ressources humaines et développement des compétences		
	Ministre des Ressources humaines et développement des compétences—Traitement et allocation pour automobile		69 970
	Ministre du Travail—Traitement et allocation pour automobile		69 970
	Paievements liés aux modalités de financement direct accordées en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>		263 800 000
	Paievements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>		100 000
	Paievements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>		11 700 000
	Paievements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>		70 600 000
	Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>		83 000 000
	Subventions aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au profit des bénéficiaires nommés par ces REEE, selon les termes du règlement sur les subventions pour l'épargne-études de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i>		430 000 000
	Prestations de retraite supplémentaires—Pensions pour les agents des rentes sur l'État (<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>)		35 000
	Paievements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux modalités prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie et de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région (<i>Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs</i>)		22 000
	Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique		145 000
	Paievements d'indemnités à des agents de l'État (<i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>) et à des marins marchands (<i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i>)		51 000 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		170 255 000
	(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>		1 040 800 000
	Développement social		
	Ministre du Développement des ressources humaines (Développement social)—Traitement et allocation pour automobile		69 970
	Versements de la sécurité de la vieillesse (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>)		22 209 000 000
	Versements du supplément de revenu garanti (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>)		6 233 000 000
	Versements d'allocations (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>)		451 000 000
	Paievements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>		19 400 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		62 477 000
	Conseil canadien des relations industrielles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		1 562 000
	Société canadienne d'hypothèques et de logement		
	(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>		(199 622 000)
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		162 000

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 042 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	30 058 509 910	...
	Non budgétaire	841 178 000	...
23	Ressources naturelles		
	Ministère		
	Ministre des Ressources naturelles—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	58 663 000	
	Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse (<i>Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières</i>)	500 000	
	Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve</i>)	3 900 000	
	Contribution à l'Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i>)	2 700 000	
	Paievements au compte des revenus extracôtiers de la Nouvelle-Écosse (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i>)	60 000 000	
	Paievements au Fonds terre-neuvien des revenus provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve</i>)	69 360 000	
	Fonds renouvelable de Géomatique Canada (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	(2 356 000)	
	Commission canadienne de sûreté nucléaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 617 000	
	Office national de l'énergie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 945 000	
	Administration du pipe-line du Nord		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	103 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	205 501 970	...
	Non budgétaire	...	...
24	Santé		
	Ministère		
	Ministre de la Santé—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	101 203 000	
	Instituts de recherche en santé du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 278 000	

	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	494 000	
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	525 000	
	Agence de santé publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	24 391 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	130 960 970	...
	Non budgétaire	...	...
25	Sécurité publique et Protection civile ⁽¹¹⁾⁽¹³⁾		
	Ministère		
	Solliciteur général—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 343 000	
	Agence des services frontaliers du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	125 516 000	
	Centre canadien des armes à feu		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 170 000	
	Service canadien du renseignement de sécurité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	32 995 000	
	Service correctionnel		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	162 659 000	
	Commission nationale des libérations conditionnelles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 261 000	
	Bureau de l'enquêteur correctionnel		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	361 000	
	Gendarmerie royale du Canada		
	Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada	288 557 430	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	51 144 570	
	Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>	23 000 000	
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	107 000	
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	521 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	702 704 970	...
	Non budgétaire	...	...
26	Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités) ⁽¹⁴⁾		
	Ministère		
	Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Versement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107 (Transports), <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i>)	3 300 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	64 671 000	
	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i>	17 900 000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Fin

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i>	53 050 000	
	Office des transports du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 412 000	
	Bureau de l'infrastructure du Canada ⁽¹⁵⁾		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 545 000	
	Tribunal d'appel des transports du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	130 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	144 077 970	...
	Non budgétaire	...	...
27	Travaux publics et Services gouvernementaux		
	Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux—Traitement et allocation pour automobile	69 970	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	79 069 000	
	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	(9 000 000)	
	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	(358 000)	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	69 780 970	...
	Non budgétaire	...	...
	Total du gouvernement—Budgétaire	103 654 727 706	...
	Non budgétaire	1 605 610 561	...

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Le détail des autorisations législatives non présentées dans les Budgets des dépenses n'est pas inclus dans cet appendice.

(2) Au cours de l'exercice, Affaires étrangères et Commerce international (AECI) (Affaires étrangères) et AECI (Commerce international) ont été regroupées sous Affaires étrangères et Commerce international.

(3) L'organisme Exportation et développement Canada est maintenant présenté sous le ministère Commerce international.

(4) L'Agence des douanes et du revenu du Canada a été renommée Agence du revenu du Canada.

(5) En raison de la nouvelle architecture des activités de programme (AAP) les programmes suivants : Programme des anciens combattants et Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel) sont rapportés comme des activités de programme.

(6) L'École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) a été renommée École de la fonction publique du Canada.

(7) Au cours de l'exercice, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie a été transférée du Conseil privé à Environnement.

(8) Le Commissaire aux langues officielles a été renommé Commissariat aux langues officielles.

(9) En raison de l'AAP, les programmes suivants : Programme des politiques économiques, sociales et financières, Programme du service de la dette publique et Programme fédéral de transferts aux provinces sont rapportés comme des activités de programme.

(10) En raison de l'AAP, les programmes suivants : Programme du Commissariat à l'information du Canada et Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada sont rapportés comme des activités de programme.

(11) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré de Sécurité publique et Protection civile à Patrimoine canadien.

(12) Au cours de l'exercice, Développement des ressources humaines (Développement social) et Ressources humaines et Développement des compétences ont été regroupés sous Ressources humaines et Développement social.

(13) Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) a été renommé Sécurité publique et Protection civile.

(14) Transports a été renommé Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités).

(15) Le Bureau de l'infrastructure du Canada, précédemment rapporté comme portefeuille ministériel, est maintenant présenté sous Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités).

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs

L'appendice 3 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) disponibles des exercices antérieurs, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
2		Affaires étrangères et Commerce international ⁽¹⁾	
		Ministères—	
		Affaires étrangères	
	(S)	Fonds renouvelable du Bureau des passeports— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 4 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 4 000 000 \$ en aucun temps	12 704 929
	L11	<i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i> Pour porter de 14 500 000 \$ à 22 500 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit L12c de la <i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i> , le crédit L11 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> (Net)	7 458 061
	L12	<i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> Pour porter de 30 000 000 \$ à 50 000 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit 630 (prêts, placements et avances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> , le crédit L12 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> (Net)	28 986 998
		Commerce international ⁽²⁾	
	(L)	<i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , article 11 Paiements représentant la souscription, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tel qu'approuvé par le ministre des Finances, de capital-actions à la Société en vertu de l'article 11. Le capital autorisé de la Société est de 1 500 000 000 \$ (Brut) Autorité selon les conditions prescrites aux articles 12, 13 et 14; L'article 14 prévoit que le total non remboursé des emprunts de la Société fait en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à quinze fois le total obtenu en ajoutant : a) au capital payé de la Société, et b) le montant, le cas échéant, de ses bénéfices non répartis, établi selon ses derniers états de comptes pour un exercice financier qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada (Net)	516 800 000
		Autorité selon les conditions prescrites à l'article 23, les comptes administrés pour le Canada, la responsabilité au titre de prêts et d'engagements tels que limités par l'article 24 ne doit jamais dépasser 13 000 000 000 \$ (Net) (Conformément aux articles 10, 23 et 24 de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , l'autorisation maximale de 13 milliards de dollars consiste en des prêts en vue d'appuyer l'expansion des exportations. Au moment où l'autorisation a été accordée, ces prêts étaient comptabilisés sur une base non budgétaire. Le gouvernement a subséquemment modifié ses politiques comptables pour comptabiliser des prêts conditionnels sur une base budgétaire. Donc, cette autorisation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts, elle est démontrée comme étant non budgétaire pour fins de rapport)	5 302 763 918
		Corporation commerciale canadienne	
	(S)	<i>Loi sur la Corporation commerciale canadienne</i> , article 11 Le ministre des Finances doit, à la requête du Ministre, déposer de temps à autre, au crédit de la Corporation, à la Banque du Canada ou dans une banque à charte désignée par le Ministre, un ou plusieurs montants n'excédant pas, dans l'ensemble, dix millions de dollars, versés à même les deniers non attribués du Trésor (Net)	10 000 000

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
		Agence canadienne de développement international	
(S)	(L)	<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque africaine de développement Autorisation de souscrire pour 73 473 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque africaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	1 199 420 187
(S)	(L)	<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque de développement des Caraïbes Autorisation de souscrire pour 8 124 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	59 272 645
(S)	(L)	<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque asiatique de développement Autorisation de souscrire pour 172 125 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement (Brut)	2 451 547 680
(S)	(L)	<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque interaméricaine de développement Autorisation de souscrire pour 320 490 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	4 676 566 019
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	12 704 929
		Non budgétaire	50 407 883 948
3		Affaires indiennes et du Nord canadien	
		Ministère	
(S)		<i>Loi de crédits n° 4 de 1987-1988</i> (crédit 5c) Paiement du Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte de progrès économique des Indiens. L'autorisation maximale est de 60 000 000 \$ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 2002-2003 au montant de 27 840 319 \$	31 860 037
L20		<i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> Prêts consentis, au cours du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, en vue du progrès économique des Indiens, aux Indiens, à des groupes d'Indiens ou bandes indiennes ou à des particuliers, des associations ou des sociétés dont les activités contribuent ou peuvent contribuer à ce progrès; autorisation de garantir des prêts consentis à ces emprunteurs pour les mêmes motifs en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens, établi par le crédit L53b de la <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 7b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i> , ne doit pas dépasser 48 550 835 \$ (Net)	48 481 335
L40		<i>Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits</i> Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pendant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire pour l'achat ou la construction de maisons au Yukon, aux termes de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> . Le solde non déboursé des prêts autorisés est de 320 000 \$ (Brut)	305 503
L55		<i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> Pour autoriser et ouvrir un compte spécial permanent reconnu comme le Fonds de prêts aux Esquimaux duquel des prêts ou placements peuvent être consentis à ou à l'égard de particuliers ou groupes d'Esquimaux afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> . Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 37b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> , ne doit pas dépasser 6 633 697 \$ (Net)	6 550 860

L81a	<i>Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits</i> Pour autoriser, à l'égard du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon et pour établir un compte spécial connu sous le nom de Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon : a) auquel tous les emprunts et intérêts payables sur les emprunts contractés en vertu de la présente autorisation seront imputés, et b) auquel seront crédités les remboursements du principal des emprunts et de l'intérêt de ces emprunts. Le montant total exigible en vertu de la présente autorisation ne devant à aucun moment dépasser 5 000 000 \$ (Net)	5 000 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	31 860 037
	Non budgétaire	60 337 698
6	Agence du revenu du Canada ⁽³⁾⁽⁴⁾	
1	Dépenses de fonctionnement; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	131 649 281
10	Contributions; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	33 725 943
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	165 375 224
	Non budgétaire	...
7	Agriculture et Agroalimentaire	
	Ministère	
(S)	<i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> , article 28 Subventions pour permettre à chaque office de faire face à ses dépenses initiales d'exploitation et à ses frais de premier établissement. L'autorisation maximale en vertu du paragraphe 28(2) de la loi est de 1 000 000 \$ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1993-1994 au montant de 400 000 \$	600 000
(S)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 2 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 2 000 000 \$ en aucun temps	3 128 051
	Commission canadienne du lait	
(S)	(L) <i>Loi sur la Commission canadienne du lait</i> , article 16 À la demande de la Commission, le ministre des Finances peut, sur le Trésor et selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Commission en vue de l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la Commission mentionnés aux alinéas 9(1)a) et b) afin de faire le commerce de tout produit laitier, des paiements aux fins de stabiliser le prix, des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation, d'aider à encourager la consommation et l'amélioration des produits laitiers et faire tous actes nécessaires ou accessoires aux pouvoirs ou fonctions de la Commission. Le montant total des prêts consentis à quelque moment que ce soit, tel que modifié par le crédit 50a de la <i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 300 000 000 \$ (Net)	268 053 000
	Commission canadienne des grains	
(S)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> Dépenser pour les besoins du fonds, tous les revenus que ce dernier générera; l'ensemble des dépenses faites pour les besoins du fonds ne devra jamais dépasser les revenus générés par le fonds de plus de 12 000 000 \$	13 675 770
	Financement agricole Canada	
(S)	(L) <i>Loi sur le Financement agricole Canada</i> Paragraphe 11(1). Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, verser à la Société, sur le Trésor, des montants ne dépassant pas au total 1 175 000 000 \$, et les montants ainsi versés constituent une partie de son capital (Brut)	6 667 000

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
		Paragraphe 12(3). La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts, par quelque moyen que ce soit, et le ministre des Finances, peut, à la demande de la Société, consentir à celle-ci des prêts sur le Trésor, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil. Le montant total non remboursé du principal des emprunts contractés par la Société et du principal des prêts visés aux paragraphes (1) et (2) respectivement, qui lui ont été consentis, ne doit jamais dépasser douze fois le capital de la Société (Net)	2 677 544 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	17 403 821
		Non budgétaire	2 952 264 000
8		Anciens Combattants ⁽⁵⁾	
	(S)	(L) <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> Il peut être avancé, sur le Trésor, les montants nécessaires pour l'application des parties I, II et III, pour la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Le montant imputable en tout temps, tel que modifié par le crédit L55 de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 605 000 000 \$ (Net)	604 962 286
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
		Non budgétaire	604 962 286
9		Citoyenneté et Immigration	
		Ministère	
	(S)	(L) <i>Loi sur l'immigration</i> , article 119 Le ministre des Finances peut, sur le Trésor, avancer au ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport, ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié par CT814449 et en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> ne pourra à aucun moment dépasser 110 000 000 \$ (Net)	68 057 027
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
		Non budgétaire	68 057 027
12		Défense nationale	
		Ministère	
	L11c	<i>Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits</i> , établi par le crédit L20b Pour autoriser, conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, l'exploitation d'un compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale durant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, dans le but de financer des avances temporaires de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, le montant de la réserve imputable en tout temps telle que modifiée par le crédit L16c, <i>Loi n° 4 de 1984 portant affectation de crédits</i> , le crédit L11c de 1991, et le crédit L11b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2002</i> ne devant pas dépasser 120 000 000 \$ (Net)	93 827 384
	L15	<i>Loi spéciale des subsides, 1963</i> Prêts effectués lors de l'exercice financier en cours et des exercices ultérieurs à l'égard de la construction de projets de logement, conformément aux accords établis avec le ministre de la Défense nationale, pour occupation par des membres des Forces canadiennes; ces prêts sont soumis à des taux d'intérêt et aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil. Le montant total autorisé est 37 000 000 \$ (Net)	14 163 131
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
		Non budgétaire	107 990 515

14	Environnement		
	Agence Parcs Canada		
45	Dépenses du programme; la partie non utilisée des crédits affectés dans le cadre du paragraphe (1) aux dépenses de fonctionnement de l'Agence est annulée à la fin de l'exercice suivant celui au cours duquel ceux-ci ont été votés ou de tout exercice ultérieur précisé par la loi fédérale qui fait l'affectation, en vertu de l'article 19 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>		30 966 321
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		30 966 321
	Non budgétaire		...
15	Finances ⁽⁶⁾		
	Ministère		
(S)	<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(2) Paiements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international. Limite de 225 000 000 DTS		71 094 162
(S)	<i>Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières</i> , article 16 Indemnité aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque relativement aux dépôts non assurés. Sont affectés à l'application de la présente loi 875 000 000 \$ à prélever sur le Trésor au fur et à mesure des besoins		68 571 831
(S)	(L) <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(1) Émission de prêts à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international. La limite a été augmenté de 500 000 000 DTS à 700 000 000 DTS (CP 2000-355) (Brut)		94 148 232
	Société d'assurance-dépôts du Canada		
(S)	(L) <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , paragraphe 10.1 Le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur les deniers non affectés du Trésor, des montants sous forme de prêts selon les modalités que peut fixer le gouverneur en conseil, mais l'ensemble de ces prêts en circulation ne doit à aucun moment excéder 6 000 000 000 \$ (Net)		6 000 000 000
	Bureau du surintendant des institutions financières		
(S)	<i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> , articles 16 et 17 Le Ministre peut prélever des fonds sur le Trésor pour le paiement des dépenses afférentes aux activités du Bureau. L'autorisation maximale dont le montant ne peut dépasser de plus de 40 000 000 \$, le total des cotisations et revenus reçus et autorisés de dépenser lesquelles sont assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor		54 351 204
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		194 017 197
	Non budgétaire		6 094 148 232
17	Industrie		
	Ministère		
(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada— <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> (crédit 2b) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, diminution de l'autorisation de 25 000 000 \$ à 15 000 000 \$ en vertu du crédit 21b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i>		121 771 499
L97b	<i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> Autorisation de consentir des avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger, y compris l'imputation au compte des avances consenties au personnel en service à l'étranger. Le solde du compte ne doit jamais dépasser 1 950 000 \$ (Net)		1 950 000
	Conseil national de recherches du Canada		
(S)	<i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> , alinéa 5(1)e) Montant non dépensé rapporté de l'exercice précédent en vertu de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>		42 453 574
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		164 225 073
	Non budgétaire		1 950 000

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
20		Patrimoine canadien	
		Ministère	
		Office national du film	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 12 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, de financement temporaire des coûts d'exploitation, d'acquisition d'immobilisations et pour permettre l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité, qui prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable ne peut excéder 25 000 000 \$ en aucun temps. Augmentation de l'autorisation en vertu du crédit 121d, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>	5 015 317
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	5 015 317
		Non budgétaire	...
21		Pêches et Océans	
		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	
	L30b	L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été constitué en vertu de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> , 1968-1969, afin de réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce et créer l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce. Aux fins de permettre à l'Office de poursuivre ses opérations en vertu de la présente loi, l'article 16 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les modalités à convenir entre eux : a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et b) à consentir des prêts à l'Office Le crédit L30b, <i>Loi n° 1 de 1974 portant affectation de crédits</i> . L'ensemble des montants non remboursés, à tout moment, qui peuvent être empruntés à toute banque sur le crédit de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce et des montants prêtés par le ministre des Finances en vertu de l'article 16 de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> ne doit pas dépasser 30 000 000 \$ (Net)	30 000 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
		Non budgétaire	30 000 000
23		Ressources naturelles	
		Ministère	
	(S)	<i>Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières</i> , paragraphe 237(1) Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse—Paiements aux fins de la loi Autorisation maximale de 50 000 000 \$ à chacun des exercices 1984-1985 à 1987-1988 inclusivement moins le montant éventuel imputé à une autre affectation afin de faire des paiements à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la partie V de la loi. Toute autorisation annuelle non utilisée doit être dépensée au cours des exercices ultérieurs. Le montant total des paiements pour les quatre exercices ne doit pas excéder 200 000 000 \$	2 435 219
	(S)	<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve</i> , paragraphe 233(1) Fonds de développement Canada/Terre-Neuve—Pour tout paiement prélevé sur le Trésor, le montant total ne doit pas excéder 225 000 000 \$	1 205 077
	(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada— <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 8 000 000 \$ en aucun temps	8 151 145

	Société de développement du Cap-Breton	
L40a	<i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> <i>Loi sur la Société de développement du Cap-Breton</i> , paragraphe 19(3) Le ministre des Finances peut, sur demande de la Société et du ministre, autoriser, à l'occasion, sur le Trésor, des avances d'argent à la Société, selon les modalités dont on peut convenir, à titre de fonds de roulement pour la division des charbonnages. Le montant total des avances non remboursées à un moment quelconque, ne doit pas excéder 50 000 000 \$ (Net)	50 000 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	11 791 441
	Non budgétaire	50 000 000
25	Sécurité publique et Protection civile ⁽⁷⁾	
	Service correctionnel	
(S)	Fonds renouvelable CORCAN— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992</i> (crédit 11c) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 45 000 000 \$ en aucun temps	13 956 013
L14b	<i>Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits</i> Pour étendre la portée du Compte des prêts aux libérés conditionnels, établi par le crédit L103b (Solliciteur général) de la <i>Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits</i> : a) pour autoriser des prêts à des personnes sous surveillance obligatoire; et b) pour porter de 10 000 \$ à 50 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps à même ledit compte, telle que modifiée par le crédit L14b, <i>Loi n° 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits</i> (Net)	43 048
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	13 956 013
	Non budgétaire	43 048
26	Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités) ⁽⁸⁾	
	Société canadienne des postes ⁽⁴⁾	
(S)	(L) <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> , articles 28, 29 et 30 Sur demande de la Société approuvée par le ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Société sur le Trésor. Le principal global des prêts consentis à la Société mais non remboursés ne doit pas dépasser 500 000 000 \$ (Net)	500 000 000
	Monnaie royale canadienne ⁽⁴⁾	
(S)	(L) <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> , paragraphe 20(1) Dans l'exécution de sa mission, la Monnaie peut procéder, auprès du Trésor ou d'autres sources, à des emprunts d'un montant global maximal de 75 000 000 \$ ou d'un montant supérieur fixé par une loi de crédits (Net)	75 000 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
	Non budgétaire	575 000 000
27	Travaux publics et Services gouvernementaux	
	Ministère	
(S)	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> (crédit 2b) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour l'aliénation des biens immobiliers, le montant total ne peut excéder 5 000 000 \$ en aucun temps	7 871 863
(S)	Fonds renouvelable des services optionnels— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 200 000 000 \$ en aucun temps, tel que modifié par le crédit 21d de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>	39 986 028
(S)	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, diminution de l'autorisation de 30 000 000 \$ à 25 100 163 \$ en vertu de la <i>Loi de crédits n° 5 pour 1998-1999</i>	29 197 395

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—Fin

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
(S)		Fonds renouvelable du Bureau de la traduction— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> Engager des dépenses sur le Trésor selon les modalités et conditions approuvées par le Conseil du Trésor, pour la prestation des services de traduction et de services connexes, et autoriser le ministre à dépenser aux fins du Fonds les revenus reçus à ces fins; la somme des dépenses effectuées pour les objectifs du Fonds ne doit en aucun temps dépasser 75 000 000 \$ les revenus reçus en fonction des objectifs du Fonds; radier un montant de 13 606 000 \$ représentant les pertes d'exploitation subies durant la période de transition de trois ans vers l'autosuffisance tel que modifié par le crédit 22b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i>	35 956 054
(S)		Fonds renouvelable des Services immobiliers— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 5 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, le montant total ne peut excéder 450 000 000 \$ en aucun temps	150 000 000
(S)		Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 3 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des besoins de fonctionnement, diminution de l'autorisation de 64 000 000 \$ à 45 000 000 \$, telle que modifiée par le crédit 6b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1999-2000</i>	45 733 355
(S)		Fonds renouvelable de la production de défense— <i>Loi sur la production de défense</i> , article 15 Pour effectuer des paiements sur le Trésor dans le but de financer l'accumulation de stocks de fournitures de défense ou de matériel stratégique et permettre des paiements anticipés au titre de livraison de fournitures, le montant total ne pouvant excéder en aucun temps 100 000 000 \$ moins les prêts et avances du compte de prêts de la production de défense	100 000 000
L15b		<i>Loi de crédits n° 3 pour 1990-1991</i> Élargir les fins du crédit L29g (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1967</i> : a) remplacer les mots «des avances permanentes de voyage, des avances pour dépenses imprévues et des comptes de petite caisse ainsi que telles autres avances comptables» suivant immédiatement «ministères et organismes» par les mots suivants : «des caisses d'avances fixe, des avances à justifier et des avances recouvrables»; et b) accroître de 17 000 000 \$ à 22 000 000 \$ le montant qui peut être dû à n'importe quel moment aux fins du présent crédit (Net)	2 069 848
(S)	(L)	<i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> de 1993, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 \$ (Net)	52 795 118
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	408 744 695
		Non budgétaire	54 864 966
		Total du gouvernement—Budgétaire	1 056 060 068
		Non budgétaire	61 007 501 720

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Au cours de l'exercice, Affaires étrangères et Commerce international (AECI) (Affaires étrangères) et AECI (Commerce international) ont été regroupées sous Affaires étrangères et Commerce international.

(2) L'organisme Exportation et développement Canada est maintenant présenté comme une autorisation législative sous le ministère Commerce international.

(3) L'Agence des douanes et du revenu du Canada a été renommée Agence du revenu du Canada.

(4) Au cours de l'exercice, la Société canadienne des postes et la Monnaie royale canadienne ont été transférées de l'Agence du revenu du Canada à Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités).

(5) En raison de la nouvelle architecture des activités de programme (AAP) le programme suivant : Programme des anciens combattants est rapporté comme une activité de programme.

(6) En raison de l'AAP, le programme suivant : Programme des politiques économiques, sociales et financières est rapporté comme une activité de programme.

(7) Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) a été renommé Sécurité publique et Protection civile.

(8) Transports a été renommé Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités).

APPENDICE 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice

L'appendice 4 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) permanentes lesquelles ont été accordées/abrogées au cours de l'exercice, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires permanentes reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant ⁽¹⁾
			\$
6		Agence du revenu du Canada ⁽²⁾	
	1	Dépenses de fonctionnement et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi) et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> ; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	83 399 323
	5	Dépenses en capital; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	17 323 289
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	100 722 612
		Non budgétaire	...
10		Conseil du Trésor	
		École de la fonction publique du Canada ⁽³⁾	
	(S)	Dépense des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	25 573 560
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	25 573 560
		Non budgétaire	...
14		Environnement	
		Agence Parcs Canada	
	20	Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	42 825 577
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	42 825 577
		Non budgétaire	...
17		Industrie	
		Conseil national de recherches du Canada	
	(S)	Dépenses des revenus en vertu de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	83 385 879
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	83 385 879
		Non budgétaire	...

APPENDICE 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice—Fin

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant ⁽¹⁾
			\$
20		Patrimoine canadien	
		Office national du film	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film	
		Diminution de la valeur nette comptable des immobilisations	(961 568)
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	(961 568)
		Non budgétaire	...
		Total du gouvernement—Budgétaire	251 546 060
		Non budgétaire	...

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Ne comprend pas la plupart des redressements dus aux taux de change.⁽²⁾ L'Agence des douanes et du revenu du Canada a été renommée Agence du revenu du Canada.⁽³⁾ L'École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) a été renommée École de la fonction publique du Canada.

APPENDICE 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État

L'appendice 5 fournit le détail, par portefeuille ministériel, de la provenance et de l'utilisation des autorisations reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

En vertu des articles 13(2) et 14 de la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*, les ministères tels que définis à l'annexe 2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (excluant la Chambre des communes, le Sénat, la Bibliothèque du Parlement, le Commissariat à l'éthique et la Commission mixte internationale) ont le pouvoir d'établir une autorisation de dépenser égale aux produits reçus de la vente de biens excédentaires de l'État. Les produits reçus dans un exercice et qui n'ont pas été dépensés au cours de cet exercice sont reportés à l'exercice ultérieur, pour emploi dans cet exercice seulement. Le montant reporté est toutefois sujet à une limite maximale.

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
2	Affaires étrangères et Commerce international ⁽¹⁾						
	Ministères—						
	Affaires étrangères	795 200	2 082 555	2 877 755	2 212 651	...	665 104
	Agence canadienne de développement international	1 467	7 415	8 882	...	1 467	7 415
	Total du portefeuille ministériel	796 667	2 089 970	2 886 637	2 212 651	1 467	672 519
3	Affaires indiennes et du Nord canadien						
	Ministère	95 213	90 105	185 318	66 971	28 242	90 105
	Total du portefeuille ministériel	95 213	90 105	185 318	66 971	28 242	90 105
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	20 760	25 436	46 196	20 760	...	25 436
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique						
	Ministère	9 083	12 840	21 923	17 677	...	4 246
	Total du portefeuille ministériel	9 083	12 840	21 923	17 677	...	4 246
6	Agence du revenu du Canada ⁽²⁾	...	407 219	407 219	407 219	...	...
7	Agriculture et Agroalimentaire						
	Ministère	81 714	2 596 911	2 678 625	2 518 829	...	159 796
	Agence canadienne d'inspection des aliments	25 000	375 322	400 322	343 204	...	57 118
	Commission canadienne des grains	7 784	7 039	14 823	14 823	...	...
	Total du portefeuille ministériel	114 498	2 979 272	3 093 770	2 876 856	...	216 914
8	Anciens Combattants	5 193	88 690	93 883	93 412	...	471

APPENDICE 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État—*Suite*

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
9	Citoyenneté et Immigration						
	Ministère	35 875	7 810	43 685	...	35 875	7 810
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	...	2 937	2 937	2 937	...	...
	Total du portefeuille ministériel	35 875	10 747	46 622	2 937	35 875	7 810
10	Conseil du Trésor						
	Secrétariat	...	7 059	7 059	...	...	7 059
	École de la fonction publique du Canada ⁽³⁾	...	12 821	12 821	...	...	12 821
	Total du portefeuille ministériel	...	19 880	19 880	...	...	19 880
11	Conseil privé						
	Ministère	17 828	21 648	39 476	17 828	...	21 648
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	30 313	30 313	30 313	...	...
	Directeur général des élections	...	126	126	126	...	...
	Commissariat aux langues officielles ⁽⁴⁾	888	287	1 175	...	888	287
	Total du portefeuille ministériel	18 716	52 374	71 090	48 267	888	21 935
12	Défense nationale						
	Ministère	4 658 042	16 950 421	21 608 463	7 999 074	...	13 609 389
	Total du portefeuille ministériel	4 658 042	16 950 421	21 608 463	7 999 074	...	13 609 389
13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	19 783	3 086	22 869	20 770	...	2 099
14	Environnement						
	Ministère	236 068	482 509	718 577	397 513	...	321 064
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	958	19	977	977	...	...
	Total du portefeuille ministériel	237 026	482 528	719 554	398 490	...	321 064
15	Finances						
	Ministère	9 579	6 179	15 758	...	9 579	6 179
	Vérificateur général	10 359	3 103	13 462	13 462	...	...
	Tribunal canadien du commerce extérieur	486	20	506	506	...	...
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	63	148	211	...	63	148
	Bureau du surintendant des institutions financières	1 334	2 306	3 640	...	1 334	2 306
	Total du portefeuille ministériel	21 821	11 756	33 577	13 968	10 976	8 633

16	Gouverneur général	...	443	443	443	...	...
17	Industrie						
	Ministère	241 600	230 928	472 528	202 163	39 437	230 928
	Agence spatiale canadienne	6 658	7 459	14 117	14 116	...	1
	Tribunal de la concurrence	...	1 117	1 117	...	...	1 117
	Commission du droit d'auteur	10	376	386	...	10	376
	Conseil national de recherches du Canada	10 791	676 090	686 881	667 431	...	19 450
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	...	120	120	...	...	120
	Statistique Canada	...	9 120	9 120	9 120	...	...
	Total du portefeuille ministériel	259 059	925 210	1 184 269	892 830	39 447	251 992
18	Justice						
	Ministère	5 180	7 379	12 559	5 180	...	7 379
	Commission canadienne des droits de la personne	10	14	24	14	...	10
	Tribunal canadien des droits de la personne	...	105	105	105	...	...
	Service administratif des tribunaux judiciaires	...	9 669	9 669	...	...	9 669
	Cour suprême du Canada	240	19 651	19 891	...	240	19 651
	Total du portefeuille ministériel	5 430	36 818	42 248	5 299	240	36 709
20	Patrimoine canadien						
	Ministère	8 627	23 476	32 103	...	8 627	23 476
	Bibliothèque et Archives du Canada	31 741	176 631	208 372	45 307	...	163 065
	Commission de la fonction publique	...	7 505	7 505	7 505	...	...
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	75	67	142	...	75	67
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	63	...	63	...	63	...
	Total du portefeuille ministériel	40 506	207 679	248 185	52 812	8 765	186 608
21	Pêches et Océans	682 429	946 478	1 628 907	986 530	...	642 377
22	Ressources humaines et Développement social ⁽⁵⁾						
	Ministères—						
	Ressources humaines et développement des compétences	31 640	187 628	219 268	126 320	...	92 948
	Développement social	238 960	273 514	512 474	198 587	40 373	273 514
	Total des ministères	270 600	461 142	731 742	324 907	40 373	366 462
	Conseil canadien des relations industrielles	371	187	558	...	371	187
	Total du portefeuille ministériel	270 971	461 329	732 300	324 907	40 744	366 649
23	Ressources naturelles						
	Ministère	195 710	242 116	437 826	274 310	...	163 516
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	2 729	7 276	10 005	6 311	...	3 694
	Office national de l'énergie	...	266	266	...	...	266
	Total du portefeuille ministériel	198 439	249 658	448 097	280 621	...	167 476

APPENDICE 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État—Fin

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
24	Santé						
	Ministère	151 000	237 925	388 925	129 740	21 260	237 925
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	7	7	7	...	...
	Agence de santé publique du Canada	...	12 367	12 367	12 367	...	...
	Total du portefeuille ministériel	151 000	250 299	401 299	142 114	21 260	237 925
25	Sécurité publique et Protection civile ⁽⁶⁾						
	Agence des services frontaliers du Canada	42 735	196 772	239 507	148 910	...	90 597
	Centre canadien des armes à feu	644	13 084	13 728	...	644	13 084
	Service canadien du renseignement de sécurité	419	1 029 549	1 029 968	1 029 609	...	359
	Service correctionnel	295 200	777 025	1 072 225	851 131	...	221 094
	Commission nationale des libérations conditionnelles	5 667	4 487	10 154	9 505	...	649
	Gendarmerie royale du Canada	2 646 324	4 563 664	7 209 988	4 457 132	...	2 752 856
	Total du portefeuille ministériel	2 990 989	6 584 581	9 575 570	6 496 287	644	3 078 639
26	Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités) ⁽⁷⁾						
	Ministère	1 170 362	962 801	2 133 163	...	1 170 362	962 801
	Office des transports du Canada	...	131 614	131 614	66 990	...	64 624
	Total du portefeuille ministériel	1 170 362	1 094 415	2 264 777	66 990	1 170 362	1 027 425
27	Travaux publics et Services gouvernementaux	205 836	710 782	916 618	193 449	12 387	710 782
	Total du gouvernement	12 007 698	34 692 016	46 699 714	23 621 334	1 371 297	21 707 083

(1) Au cours de l'exercice, Affaires étrangères et Commerce international (AECI) (Affaires étrangères) et AECI (Commerce international) ont été regroupées sous Affaires étrangères et Commerce international.

(2) L'Agence des douanes et du revenu du Canada a été renommée Agence du revenu du Canada.

(3) L'École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) a été renommée École de la fonction publique du Canada.

(4) Le Commissaire aux langues officielles a été renommé Commissariat aux langues officielles.

(5) Au cours de l'exercice, Développement des ressources humaines (Développement social) et Ressources humaines et Développement des compétences ont été regroupés sous Ressources humaines et Développement social.

(6) Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) a été renommé Sécurité publique et Protection civile.

(7) Transports a été renommé Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités).

SECTION 2

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Affaires étrangères et Commerce international

Ministères—

**Affaires étrangères
Commerce international**

Corporation commerciale canadienne

**Agence canadienne de développement
international**

**Centre de recherches pour le
développement international**

Commission mixte internationale

**Secrétariat de l'ALÉNA, section
canadienne**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	2.2
Sommaire du portefeuille ministériel	2.6
Activités de programme	2.12
Paievements de transfert	2.15
Détail des montants disponibles pour être dépensés.	2.26
Revenus	2.27

Ministères—**Affaires étrangères****Résultat stratégique**

Les intérêts du Canada sont identifiés, analysés, compris et défendus. En travaillant en partenariat avec les Canadiens, ces intérêts sont promus et défendus dans le monde – tant auprès d’autres États qu’auprès des organisations internationales.

Description des activités de programme*Politique mondiale et sécurité*

Promouvoir le renforcement des institutions multilatérales, des intérêts de la sécurité humaine, des intérêts de la sécurité nationale et internationale, et appuyer à l’étranger la démocratie, les droits de la personne, la primauté du droit et la bonne administration publique.

Relations bilatérales

Gérer et promouvoir les relations diplomatiques bilatérales du Canada au pays et à l’étranger.

Politique stratégique

Coordonner, avec les ministères partenaires, l’élaboration de la politique internationale.

Résultat stratégique

Le réseau international du Canada et ses opérations sont entretenus de façon satisfaisante grâce à la gestion et la prestation de services communs et d’infrastructure dans le cadre des programmes du gouvernement dans les missions du Canada à l’étranger.

Description des activités de programme*Services communs et infrastructure – Soutien de l’administration centrale*

Gérer et fournir des services communs de l’administration centrale dans le cadre des programmes du gouvernement et aux partenaires œuvrant à l’étranger.

Services communs et infrastructure – Missions à l’étranger

Gérer et fournir des services communs offerts par les missions dans le cadre des programmes du gouvernement et aux partenaires à l’étranger.

Résultat stratégique

La prestation d’aide, de conseils et de services consulaires et de passeport aux Canadiens qui voyagent, travaillent ou vivent à l’étranger.

Description des activités de programme*Affaires consulaires*

Gérer et fournir des services consulaires aux Canadiens.

Passeport Canada (fonds renouvelable) organisme de service spécial

Gérer et fournir des services de passeport aux Canadiens (par le biais du Fonds renouvelable de Passeport Canada).

Commerce international**Résultat stratégique**

Une plus grande prospérité pour le Canada et les entreprises canadiennes grâce à un ordre économique international renforcé et plus ouvert.

Description des activités de programme*Politique économique et commerciale*

Analyser, négocier, défendre et représenter les intérêts commerciaux et économiques internationaux du Canada au pays et à l’étranger, en consultation avec les intervenants concernés.

Relations bilatérales

Gérer les intérêts bilatéraux du Canada en matière de commerce, d’investissement et de science et technologie aux niveaux régional et bilatéral.

Résultat stratégique

Compétitivité accrue des entreprises canadiennes fondée sur une plus grande productivité grâce à une augmentation des ventes et des investissements internationaux et au niveau élevé continu des investissements étrangers directs au Canada.

Description des activités de programme*Développement du commerce international*

Gérer et offrir les services d’affaires internationales aux Canadiens.

Promotion de l’investissement étranger direct

Attirer, conserver et accroître l’investissement étranger direct au Canada.

Corporation commerciale canadienne**Résultat stratégique**

Un portefeuille de contrats d’exportation diversifié et croissant.

Description des activités de programme

Accord canado-américain sur le partage de la production de défense

En accord avec les termes de l'Accord canado-américain sur le partage de la production de défense (APPD) de 1956, les exportateurs canadiens ont reçu l'approbation de vendre au ministère de la défense des États-Unis et à la National Aeronautics and Space Administration (NASA). Tous les contrats de défense au-dessus de 100 000 \$ américains doivent transiger par l'intermédiaire de la Corporation commerciale canadienne (CCC). Le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada valide et certifie les prix des fournisseurs ainsi que les modalités de livraison et administre les contrats internes; le ministère de la Défense nationale fournit les services d'inspection et de contrôle de la qualité. L'APPD ne permet pas à la CCC d'être rémunérée pour ces services et les coûts doivent être compensés par des crédits parlementaires.

Aérospatiale et défense

Ce sont des ventes globales qui ne sont pas régies par l'APPD et qui comprennent les industries de l'aérospatiale et de la défense et peuvent inclure les ventes à tous les niveaux de gouvernement, soit fédéral, de l'état ou municipal.

Affaires commerciales internationales

Ce sont des affaires commerciales qui ne sont pas régies par l'APPD et qui consistent à l'approvisionnement et la construction de projets dans une variété d'autres secteurs, pouvant inclure les ventes à tous les niveaux de gouvernement, soit fédéral, de l'état ou municipal.

Agence canadienne de développement international

Résultat stratégique

Développement durable afin de réduire la pauvreté dans les pays les plus pauvres, évalué selon les progrès réalisés à atteindre les objectifs de développement dans les domaines du bien-être économique, du développement social, de la durabilité environnementale et de la gouvernance.

Description des activités de programme

Programmes géographiques

Responsable des programmes de pays à pays, Afrique et Moyen-Orient, Asie, Amériques et Europe centrale et de l'Est, permet au gouvernement du Canada de planifier et d'exécuter des activités de coopération internationale par des liens directs avec des gouvernements et organisations dans les pays en voie de développement.

Partenariat canadien

Le Programme du partenariat canadien est un programme réactif qui est aligné avec le mandat de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et des objectifs stratégiques, par ses partenariats financiers avec des organisations de société civile et du secteur privé au Canada et dans les pays en voie de développement. Le financement pluriannuel est fourni sur une base de mérite aux organismes non gouvernementaux canadiens et internationaux et à des organisations d'envoi de bénévoles. Le financement de projet est également fourni par les mécanismes concurrentiels dans le contexte de concours avec échéanciers ou concours ouverts. De plus, un secrétariat de conférence soutient la participation des représentants des pays en voie de développement aux conférences internationales.

Programmes multilatéraux

Responsable de gérer les programmes globaux de développement du Canada par de substantielles contributions de base essentielles à une participation de niveau élevé dans les institutions multilatérales de développement. Entreprend également une programmation planifiée à travers les organisations multilatérales internationales et locales qui sont responsables pour la gestion du Programme d'aide humanitaire international.

Cohérence des politiques

Dirige la recherche sur les politiques, l'analyse et l'élaboration des politiques afin d'appuyer et d'orienter les plans et les priorités de l'Agence et les objectifs et les engagements généraux du Canada en matière d'aide internationale. Assure la cohérence et l'harmonisation entre les priorités ministérielles et les priorités de programme ainsi qu'assurer la cohérence entre les politiques de l'ACDI et celles des partenaires des autres ministères fédéraux. Ces derniers administrent les politiques dans les autres secteurs que l'aide qui comprennent, sans s'y limiter, le commerce international, l'investissement, le transfert de technologie et l'immigration.

Engagement des Canadiens

Améliore la conscientisation du public, l'éducation et l'engagement des Canadiens à soutenir la participation du Canada dans la coopération et le développement international.

Centre de recherches pour le développement international

Résultat stratégique

Faire en sorte que les pays en développement accroissent leurs capacités de recherche en science et en technologie afin de relever les défis sociaux, économiques et environnementaux auxquels ils font face.

Description des activités de programme

Environnement et gestion des ressources naturelles

Par ses travaux, l'activité de programme Environnement et gestion des ressources naturelles appuie des démarches concrètes visant à accroître la sécurité alimentaire et hydrique, la santé humaine, la qualité des ressources naturelles, la participation citoyenne à la démocratie, la gouvernance et l'équité.

Technologies de l'information et de la communication au service du développement

L'activité de programme Technologies de l'information et de la communication au service du développement vise à accroître la connectivité dans les régions en développement, notamment pour les universités, les instituts de recherche et les organisations de citoyens, et à favoriser la participation des partenaires de ces régions à l'économie de l'information.

Politique sociale et économique

Les travaux en matière de politique sociale et économique ont trait aux politiques publiques qui peuvent faire reculer la pauvreté et accroître l'égalité sociale dans les pays en développement, même là où il y a des conflits.

Initiatives spéciales en matière de programme

Les initiatives spéciales en matière de programme ont trois objectifs distincts bien qu'interreliés : favoriser et appuyer l'établissement de liens avec les institutions et

les organismes canadiens, administrer le Programme de la formation et des bourses, et administrer des projets spéciaux.

Par l'appui qu'elles apportent au milieu du développement au Canada, ces initiatives favorisent les organismes et les activités qui adoptent des démarches motivées par la connaissance pour étayer leur engagement envers une coopération internationale fondée sur le savoir. Le Programme de la formation et des bourses offre des services à tout le Centre, veillant à la diffusion la plus large possible de l'information sur les bourses qu'octroie le Centre de recherches pour le développement international et au bon fonctionnement d'un mécanisme efficace et transparent pour le choix des boursiers et l'administration des sommes qui leur sont destinées. C'est dans le cadre de ces initiatives que des projets spéciaux sont administrés pour le Centre. Ces projets sont exécutés en fonction des besoins avec des fonds du Centre et d'autres sources.

Autres activités de recherche du Centre

Grâce aux fonds mis de côté à cette fin, le Centre peut tirer parti d'occasions imprévues, appuyer des activités additionnelles visant à attirer l'attention des décideurs sur les résultats de la recherche, conserver une certaine souplesse pour s'adapter à un contexte qui évolue sans cesse et raffermir ses partenariats avec d'autres bailleurs de fonds en collaborant avec eux à de petites activités.

Soutien aux partenaires du Sud

Les fonds destinés au Soutien aux partenaires du Sud sont employés à plusieurs fins, soit pour augmenter le financement des projets de recherche en cours, diffuser les travaux appuyés par le Centre de recherches pour le développement international, examiner les possibilités de partenariats et de nouveaux programmes, promouvoir le Centre et sa programmation, mener des activités de veille stratégique et renforcer les capacités des partenaires de recherche du Sud.

Soutien à la recherche pour le développement

Le personnel de soutien technique aide à l'élaboration de nouveaux projets, assure le suivi des projets de recherche en cours et prête une assistance scientifique spécialisée aux bénéficiaires en veillant à les guider sur le plan méthodologique et en favorisant la création et la longévité des réseaux de même que la synthèse des résultats d'un vaste éventail d'activités. S'y ajoutent le personnel des différents services qui appuient directement la prestation de la programmation, notamment en évaluant les programmes et en diffusant les résultats de la recherche, et le groupe de gestion des programmes qui établit l'orientation stratégique du cadre de programmation du Centre de recherches pour le développement international et la soutient.

Commission mixte internationale

Résultat stratégique

Prévention et/ou résolution prompte et efficace des différends possibles sous le régime du Traité des eaux limitrophes et de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs pour éviter et prévenir des répercussions nuisibles aux relations canado-américaines.

Description des activités de programme

Traité des eaux limitrophes

Émettre des ordonnances en réponse à des demandes d'approbation concernant l'utilisation, l'obstruction ou la dérivation des eaux coulant le long de la frontière ou qui la traversent, si les utilisations envisagées doivent influencer sur les niveaux ou les débits naturels de ces eaux de l'autre côté de la frontière; à la demande des gouvernements, des enquêtes peuvent être faites sur des questions particulières (renvois); et selon les dispositions du traité, prendre une décision exécutoire relativement à ces questions.

Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs

Évaluer les progrès vers la restauration et la conservation de l'intégrité chimique, physique et biologique des eaux de l'écosystème du bassin des Grands Lacs.

Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne

Résultat stratégique

Procédures de règlement des différends commerciaux internationaux extrêmement efficaces, impartiales et fondées sur des règles, qui sont destinées aux Canadiennes et aux Canadiens qui exportent vers les pays de l'ALÉNA, ainsi qu'aux exportateurs des pays de l'ALÉNA qui traitent avec le Canada.

Description des activités de programme

Administrer les mécanismes de règlement des différends commerciaux internationaux

Administrer les mécanismes de règlement des différends commerciaux internationaux de manière à garantir l'impartialité de la procédure administrative ainsi que l'équité et la sécurité du processus, tout en assurant des services de qualité.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	990 882 000	...	...	990 882 000	1				
...	...	...	5 367 631	5 367 631					
...	990 882 000	...	5 367 631	996 249 631		984 232 756	12 016 875	...	982 013 911
...	104 992 000	...	...	104 992 000	5				
...	...	...	4 127 453	4 127 453					
...	...	...	4 806 772	4 806 772					
...	104 992 000	...	8 934 225	113 926 225		110 281 588	3 644 637	...	127 649 357
...	642 872 579	...	...	642 872 579	10				
...	...	...	3 696 000	3 696 000					
...	642 872 579	...	3 696 000	646 568 579		591 813 708	54 754 871	...	487 043 246
...	69 970	...	(10 018)	59 952	(S)	59 952	...	...	64 298
...	250 000	...	(171 983)	78 017	(S)	78 017	...	...	155 466
...	59 454 000	...	(539 482)	58 914 518	(S)	58 914 518	...	...	55 985 647
12 704 929	...	...	(1 276 518)	11 428 411	(S)	(24 153 398)	...	35 581 809	2 475 122
...	...	...	5 331 564	5 331 564	(S)	5 331 564	...	...	822 547
...	...	...	70	70	(S)	70	...	...	407
795 200	...	...	2 082 555	2 877 755	(S)	2 212 651	...	665 104	2 226 108
...	...	...	6 106 640	6 106 640	(S)	6 106 640	...	...	6 597 967
...	...	...	50 000 000	50 000 000	(S)	50 000 000	...	...	...
13 500 129	1 798 520 549	...	79 520 684	1 891 541 362		1 784 878 066	70 416 383	36 246 913	1 665 034 076
7 458 061	...	...	...	7 458 061	L11	581 302	...	6 876 759	2 279 853

Ministères—⁽²⁾

Affaires étrangères

Dépenses de fonctionnement

Mandats spéciaux du gouverneur général

Total—Crédit 1

Dépenses en capital

Mandats spéciaux du gouverneur général

Virement du CT, crédit 10⁽¹⁾

Total—Crédit 5

Subventions et contributions

Virement du CT, crédit 5⁽¹⁾

Total—Crédit 10

(S) Ministre des Affaires étrangères—Traitement et allocation pour automobile

(S) Paiements en vertu de la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique*

(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés

(S) Fonds renouvelable de Passeport Canada

(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs

(S) Honoraires—Agence de recouvrement

(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État

(S) Pertes d'opérations de change

(S) Paiement à la Fondation Asie-Pacifique du Canada

L11 Avances de fonds de roulement relativement aux prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger selon le crédit L12c de la *Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits*. Limite 22 500 000 \$ (Net)

28 986 998	...	...	...	28 986 998	L12 Avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger selon le crédit 630 de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> , modifié par le crédit L12 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> . Limite 50 000 000 \$ (Net)	2 978 034	...	26 008 964	4 432 896
36 445 059	...	...	...	36 445 059	Total non budgétaire	3 559 336	...	32 885 723	6 712 749
13 500 129	1 798 520 549	...	79 520 684	1 891 541 362	Total des Affaires étrangères—	1 784 878 066	70 416 383	36 246 913	1 665 034 076
36 445 059	...	...	...	36 445 059	Budgétaire	3 559 336	...	32 885 723	6 712 749
					Non budgétaire				
					Commerce international				
...	141 405 000	...	...	141 405 000	1 Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	16 234 045	16 234 045	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	141 405 000	...	16 234 045	157 639 045	Total—Crédit 1	156 128 860	1 510 185	...	132 966 247
...	10 910 000	...	...	10 910 000	5 Subventions et contributions				
...	...	...	18 300 000	18 300 000	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	10 910 000	...	18 300 000	29 210 000	Total—Crédit 5	27 935 326	1 274 674	...	60 882 263
...	69 970	...	2 297	72 267	(S) Ministre du Commerce international—Traitement et allocation pour automobile	72 267	...	...	64 298
...	18 899 000	...	(1 073 883)	17 825 117	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17 825 117	...	...	14 488 286
...	18 980 000	...	(18 980 000)	...	(S) Une partie de l'autorisation budgétaire autorisée en vertu de l'article 24 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (voir ci-dessous) ⁽³⁾				
...	...	...	(50 699 597)	(50 699 597)	Virement de l'autorisation non budgétaire ⁽³⁾				
...	18 980 000	...	(69 679 597)	(50 699 597)	Total de l'autorisation budgétaire reliée à l'article 24 ⁽³⁾	(50 699 597)	...	...	15 501 005
...	...	...	1 211 898	1 211 898	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	1 211 898	...	...	406 358
...	...	...	174 078 644	174 078 644	(S) Pertes d'opérations de change	174 078 644	...	...	233 302 472
...	...	...	8 188	8 188	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	8 188	...	...	19 355
...	190 263 970	...	139 081 592	329 345 562	Total budgétaire	326 560 703	2 784 859	...	457 630 284
516 800 000	...	...	...	516 800 000	(S) (L) Paiements pour souscription de capital-actions de la Société en vertu de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , article 11. Limite 1 500 000 000 \$ (Brut)	...	...	516 800 000	...
36 155 068 440	...	...	21 779 293 475	57 934 361 915	(L) Emprunt de la Société en vertu des articles 12, 13 et 14 de la Loi, limité par du capital payé et des bénéfices non répartis (Net)	...	...	57 934 361 915	...
5 302 763 918	653 000 000	...	...	5 955 763 918	(S) (L) L'autorisation maximale de 13 000 000 000 \$ en vertu de l'article 24 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> relatif aux prêts effectués conformément à l'article 23 ⁽³⁾				

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	...	...	(50 699 597)	(50 699 597)					
5 302 763 918	653 000 000	...	(50 699 597)	5 905 064 321						
...	190 263 970	...	139 081 592	329 345 562						
41 974 632 358	653 000 000	...	21 728 593 878	64 356 226 236						
13 500 129	1 988 784 519	...	218 602 276	2 220 886 924						
42 011 077 417	653 000 000	...	21 728 593 878	64 392 671 295						
...	16 399 000	...	...	16 399 000	10				
10 000 000	...	...	...	10 000 000	(S)				
...	16 399 000	...	...	16 399 000					
10 000 000	...	...	...	10 000 000					
...	204 083 000	...	...	204 083 000	15				
...	...	...	8 499 463	8 499 463					
...	204 083 000	...	8 499 463	212 582 463						
...	2 256 031 000	...	...	2 256 031 000	20				
...	...	...	195 895 000	195 895 000					
...	2 256 031 000	...	195 895 000	2 451 926 000						
...	69 970	...	1 552	71 522	(S)					
...	287 178 000	...	(15 657 204)	271 520 796	(S)					
...	21 658 000	...	762 603	22 420 603	(S)					

Moins : partie budgétaire de l'autorisation (voir ci-dessus) ⁽³⁾Total de l'autorisation non budgétaire reliée à l'article 24 (Net) ⁽³⁾**Total du Commerce international—**
Budgétaire
Non budgétaire**Total des ministères—**
Budgétaire
Non budgétaire**Corporation commerciale canadienne**

Dépenses du programme

(L) Versements à la Corporation en vertu de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne*, article 11. Limite 10 000 000 \$ (Net)**Total de l'organisme—**
Budgétaire
Non budgétaire**Agence canadienne de développement international**Dépenses de fonctionnement
Mandats spéciaux du gouverneur général

Total—Crédit 15

Subventions et contributions
Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾

Total—Crédit 20

(S) Ministre de la Coopération internationale—Traitement et allocation pour automobile

(S) Paiements (encaissement de billets) aux Fonds d'institutions financières internationales (*Loi d'aide au développement international (institutions financières)*) et lois de crédits des exercices antérieurs)

(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés

1 467	...	...	7 415	8 882	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	1 467	7 415	...
...	...	...	30 209 517	30 209 517	(S)	Perte sur réévaluation à la fin de l'exercice	30 209 517	...	...	71 716 600
...	...	...	9 409	9 409	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	9 409	...	...	36 418
...	...	...	295 000 000	295 000 000	(S)	Versements pour l'aide à l'étranger	295 000 000	...	...	...
1 467	2 769 019 970	...	514 727 755	3 283 749 192		Total budgétaire	3 044 843 722	238 898 055	7 415	3 252 122 264
Fonds d'institutions financières internationales										
...	1	...	193 499 999	193 500 000	L25	Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 193 500 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du Fonds d'institutions financières internationales (Brut)	193 500 000	...	...	232 109 674
Comptes d'investissements d'institutions financières internationales										
...	2 509 561	...	(2 509 561)	...	(S)	(L) Paiements (encaissement de billets) aux institutions financières internationales—Souscriptions au capital (Brut)	...	...	...	...
Banque africaine de développement										
...	4 600 000	...	...	4 600 000	L30	Paiement ne devant pas dépasser 2 827 383 \$ US à la Banque africaine de développement, même si l'équivalent de cette somme en dollars canadiens évalué à 4 600 000 \$ le 2 septembre 2004 peut varier à la hausse et émission et paiements de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 1 000 000 \$ CAN, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales (Brut)	3 492 101	1 107 899	...	3 461 282
...	1	...	...	1	L35	Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le fonds canadien pour l'Afrique</i>				
...	...	...	8 000 000	8 000 000		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	...	...	37 000 000	37 000 000		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	1	...	45 000 000	45 000 001		Total—Crédit L35	25 094 288	19 905 713	...	...
1 199 420 187	...	...	...	1 199 420 187	(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 73 473 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque africaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
...	...	...	(7 377 071)	(7 377 071)		Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
1 199 420 187	...	...	(7 377 071)	1 192 043 116		Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
						Total ⁽⁵⁾	1 192 043 116	...

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Banque de développement des Caraïbes									
					(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 8 124 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :			
59 272 645	59 272 645		Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)			
...	(2 038 478)	(2 038 478)		Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice			
59 272 645	(2 038 478)	57 234 167		Total ⁽⁵⁾	57 234 167
Banque asiatique de développement									
					(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 172 125 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :			
2 451 547 680	2 451 547 680		Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)			
...	(63 781 558)	(63 781 558)		Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice			
2 451 547 680	(63 781 558)	2 387 766 122		Total ⁽⁵⁾	2 387 766 122
Banque interaméricaine de développement									
					(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 320 490 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :			
4 676 566 019	4 676 566 019		Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)			
...	(160 834 281)	(160 834 281)		Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice			
4 676 566 019	(160 834 281)	4 515 731 738		Total ⁽⁵⁾	4 515 731 738

...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	(491 681)
8 386 806 531	7 109 563	...	1 959 050	8 395 875 144	Total non budgétaire	222 086 389	21 013 612	8 152 775 143	235 079 275
					Total de l'organisme—				
1 467	2 769 019 970	...	514 727 755	3 283 749 192	Budgétaire	3 044 843 722	238 898 055	7 415	3 252 122 264
8 386 806 531	7 109 563	...	1 959 050	8 395 875 144	Non budgétaire	222 086 389	21 013 612	8 152 775 143	235 079 275
					Centre de recherches pour le développement international				
...	116 086 000	...	...	116 086 000	40 Versements au Centre de recherches pour le développement international				
...	...	...	8 546 500	8 546 500	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	...	...	3 541 000	3 541 000	Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	116 086 000	...	12 087 500	128 173 500	Total—Crédit 40	128 173 500	...	...	119 085 999
...	116 086 000	...	12 087 500	128 173 500	Total de l'organisme—Budgétaire	128 173 500	...	...	119 085 999
					Commission mixte internationale				
...	6 507 000	...	...	6 507 000	45 Dépenses du programme				
...	...	...	100 909	100 909	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	6 507 000	...	100 909	6 607 909	Total—Crédit 45	6 560 394	47 515	...	7 261 782
...	609 000	...	(19 481)	589 519	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	589 519	...	...	540 584
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	183 525
...	7 116 000	...	81 428	7 197 428	Total de l'organisme—Budgétaire	7 149 913	47 515	...	7 985 891
					Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne				
...	2 750 000	...	...	2 750 000	15 Dépenses du programme				
...	...	...	41 667	41 667	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	2 750 000	...	41 667	2 791 667	Total—Crédit 15	1 861 171	930 496	...	1 496 357
...	206 000	...	(64 208)	141 792	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	141 792	...	...	150 389
...	2 956 000	...	(22 541)	2 933 459	Total de l'organisme—Budgétaire	2 002 963	930 496	...	1 646 746
					Total du portefeuille ministériel—				
13 501 596	4 900 361 489	...	745 476 418	5 659 339 503	Budgétaire	5 309 795 867	313 289 308	36 254 328	5 519 904 260 ⁽²⁾
50 407 883 948	660 109 563	...	21 730 552 928	72 798 546 439	Non budgétaire	494 926 163	21 013 612	72 282 606 664	670 705 502 ⁽²⁾

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

(2) Au cours de l'exercice, Affaires étrangères et Commerce international (AECI) (Affaires étrangères) et AECI (Commerce international) ont été regroupées sous Affaires étrangères et Commerce international et, la Corporation commerciale canadienne, l'Agence canadienne de développement international, le Centre de recherches pour le développement international, la Commission mixte internationale et le Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne sont maintenant présentés sous ce portefeuille ministériel. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés à 5 519 904 260 \$ (budgétaire) et 670 705 502 \$ (non budgétaire).

(3) Conformément aux articles 23 et 24 de la *Loi sur le développement des exportations*, l'autorisation maximale de 13 milliards de dollars consiste en des prêts en vue d'appuyer le développement des exportations. Cette augmentation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts, elle est démontrée comme étant non budgétaire pour fins de rapport.

(4) L'organisme Exportation et développement Canada est maintenant présenté comme une autorisation législative sous le ministère Commerce international. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 15 501 005 \$ (budgétaire) et 428 913 478 \$ (non budgétaire).

(5) Comprend le montant équivalent en dollars canadiens du nombre total d'actions remboursables sur demande de toutes les ententes originales.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministères—⁽¹⁾												
Affaires étrangères												
Politique mondiale et sécurité	127 337 015	127 280 170	5 122 423	4 386 694	614 323 800	559 640 587	...	...	...	...	746 783 238	691 307 451
Relations bilatérales	127 024 612	126 738 238	8 625 107	8 361 977	50 000 000	50 000 000	...	...	...	...	185 649 719	185 100 215
Politique stratégique	18 953 995	14 380 944	842 685	708 596	21 916 000	21 844 342	2 603 000	1 214 160	...	...	39 109 680	35 719 722
Services communs et infrastructure—												
Soutien de l'administration centrale	139 911 469	129 756 335	54 986 449	54 553 768	98 017	98 017	17 775 000	14 797 416	...	...	177 220 935	169 610 704
Services communs et infrastructure—												
Missions à l'étranger—												
Budgétaire	659 190 619	658 077 369	41 160 851	39 423 126	...	...	29 140 000	29 215 000	...	...	671 211 470	668 285 495
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	36 445 059	3 559 336	36 445 059	3 559 336
Affaires consulaires	49 410 488	48 971 707	3 188 711	2 847 427	80 000	80 000	2 770 000	3 120 036	...	...	49 909 199	48 779 098
Passport Canada (fonds renouvelable) organisme de service spécial	186 206 722	165 123 150	6 652 620	6 652 620	...	...	181 431 000	195 929 168	...	...	11 428 342	(24 153 398)
Paiements de transfert non alloués spécifiquement	...	...	...	...	10 228 779	10 228 779	...	...	...	...	10 228 779	10 228 779
Sous-total—												
Budgétaire	1 308 034 920	1 270 327 913	120 578 846	116 934 208	696 646 596	641 891 725	233 719 000	244 275 780	...	...	1 891 541 362	1 784 878 066
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	36 445 059	3 559 336	36 445 059	3 559 336
Revenus affectés aux dépenses	(233 719 000)	(244 275 780)	...	...	...	...	(233 719 000)	(244 275 780)	...	...	...	...
Total des Affaires étrangères—												
Budgétaire	1 074 315 920	1 026 052 133	120 578 846	116 934 208	696 646 596	641 891 725	...	...	...	...	1 891 541 362	1 784 878 066
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	36 445 059	3 559 336	36 445 059	3 559 336
Commerce international⁽²⁾												
Politique économique et commerciale	46 113 092	45 807 108	...	...	20 000 000	19 832 583	...	...	...	...	66 113 092	65 639 691
Relations bilatérales	54 657 608	53 960 663	...	...	...	...	...	...	...	...	54 657 608	53 960 663
Développement du commerce international—												
Budgétaire	195 578 353	194 266 701	...	...	9 210 000	8 102 743	3 050 000	692 000	...	...	201 738 353	201 677 444
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	64 356 226 236	269 280 438	64 356 226 236	269 280 438

Promotion de l'investissement étranger direct	6 836 509	5 282 905	...	...	...	...	...	...	...	...	6 836 509	5 282 905
<hr/>												
Sous-total—												
Budgétaire	303 185 562	299 317 377	...	...	29 210 000	27 935 326	3 050 000	692 000	...	...	329 345 562	326 560 703
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	64 356 226 236	269 280 438	64 356 226 236	269 280 438
Revenus affectés aux dépenses	(3 050 000)	(692 000)	...	...	...	...	(3 050 000)	(692 000)	...	...	...	...
<hr/>												
Total du Commerce international—												
Budgétaire	300 135 562	298 625 377	...	...	29 210 000	27 935 326	...	...	...	...	329 345 562	326 560 703
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	64 356 226 236	269 280 438	64 356 226 236	269 280 438
<hr/>												
Total des ministères—												
Budgétaire	1 374 451 482	1 324 677 510	120 578 846	116 934 208	725 856 596	669 827 051	...	...	...	...	2 220 886 924	2 111 438 769
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	64 392 671 295	272 839 774	64 392 671 295	272 839 774
<hr/>												
Corporation commerciale canadienne—												
Budgétaire	16 399 000	16 187 000	...	...	...	...	...	...	...	...	16 399 000	16 187 000
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	10 000 000	...	10 000 000	...
<hr/>												
Agence canadienne de développement international												
Programmes géographiques—												
Budgétaire	129 134 241	126 430 957	...	...	1 446 546 757	1 272 768 244	...	...	...	...	1 575 680 998	1 399 199 201
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	45 000 001	25 094 288	45 000 001	25 094 288
Partenariat canadien	25 922 511	25 719 054	...	...	250 895 301	247 117 711	...	...	...	...	276 817 812	272 836 765
Programmes multilatéraux—												
Budgétaire	56 642 652	56 642 652	...	...	1 280 886 652	1 223 569 980	...	...	...	...	1 337 529 304	1 280 212 632
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	8 350 875 143	196 992 101	8 350 875 143	196 992 101
Cohérence des politiques	48 552 238	48 552 238	...	...	20 330 092	19 418 899	...	...	...	...	68 882 330	67 971 137
Engagement des Canadiens	5 050 754	5 050 754	...	...	19 787 994	19 573 233	...	...	...	...	24 838 748	24 623 987
<hr/>												
Total de l'organisme—												
Budgétaire	265 302 396	262 395 655	...	...	3 018 446 796	2 782 448 067	...	...	...	...	3 283 749 192	3 044 843 722
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	8 395 875 144	222 086 389	8 395 875 144	222 086 389
<hr/>												
Centre de recherches pour le développement international—												
Budgétaire	128 173 500	128 173 500	...	...	...	...	...	...	...	...	128 173 500	128 173 500
<hr/>												
Commission mixte internationale												
Traité des eaux limitrophes	5 116 261	5 078 748	...	...	...	...	...	...	...	...	5 116 261	5 078 748
Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	2 081 167	2 071 165	...	...	...	...	...	...	...	...	2 081 167	2 071 165
<hr/>												
Total de l'organisme—Budgétaire	7 197 428	7 149 913	...	...	...	...	...	...	...	...	7 197 428	7 149 913

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne												
Administrer les mécanismes de règlement des différends commerciaux internationaux	2 933 459	2 002 963	...	...	...	...	...	...	...	...	2 933 459	2 002 963
Total de l'organisme—Budgétaire	2 933 459	2 002 963	...	...	...	...	...	...	...	...	2 933 459	2 002 963
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	1 794 457 265	1 740 586 541	120 578 846	116 934 208	3 744 303 392	3 452 275 118	...	...	...	...	5 659 339 503	5 309 795 867
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	72 798 546 439	494 926 163	72 798 546 439	494 926 163

(1) Au cours de l'exercice, Affaires étrangères et Commerce international (AECI) (Affaires étrangères) et AECI (Commerce international) ont été regroupées sous Affaires étrangères et Commerce international et, la Corporation commerciale canadienne, l'Agence canadienne de développement international, le Centre de recherches pour le développement international, la Commission mixte internationale et le Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne sont maintenant présentés sous ce portefeuille ministériel.

(2) L'organisme Exportation et développement Canada est maintenant présenté sous le ministère Commerce international.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Ministères—⁽¹⁾				
					Affaires étrangères				
					Subventions				
					Politique mondiale et sécurité				
...	2 340 000	...	(121 000)	2 219 000	Subventions à l'appui des activités liées au déminage et aux débris de guerre explosifs	2 217 197	1 803	...	3 427 603
...	60 000	...	...	60 000	Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	60 000	...	...	60 000
...	4 873 100	...	5	4 873 105	Subvention au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	4 873 104	1	...	4 873 104
...	...	...	2 100 000	2 100 000	Subventions pour le Programme de renforcement des capacités antiterroristes	2 090 825	9 175	...	...
...	...	...	1 500 000	1 500 000	Programme des Nations Unies pour le développement au Soudan	1 500 000	...	...	...
...	7 273 100	...	3 479 005	10 752 105		10 741 126	10 979	...	8 360 707
...	...	...	50 000 000	50 000 000	Relations bilatérales (S) Fondation Asie-Pacifique du Canada	50 000 000	...	...	...
...	4 000	...	(4 000)	...	Politique stratégique	...	...	...	...
...	4 694 000	...	...	4 694 000	Office du baccalauréat international	4 680 365	13 635	...	10 229 771
...	12 700 000	...	(440 000)	12 260 000	Subventions dans le domaine des relations culturelles	12 260 000	...	...	13 950 664
...	...	...	...	...	Subventions dans le domaine des relations avec les universités	...	...	...	20 000 000
...	17 398 000	...	(444 000)	16 954 000	Éléments non requis pour l'exercice en cours	16 940 365	13 635	...	44 180 435
...	20 000	...	...	20 000	Services communs et infrastructure—Soutien de l'administration centrale	20 000	...	...	20 000
...	250 000	...	(171 983)	78 017	Association de la communauté du service extérieur (S) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	78 017	...	...	155 466
...	270 000	...	(171 983)	98 017		98 017	...	...	175 466
...	10 132 779	...	96 000	10 228 779	Paiements de transfert non alloués spécifiquement	10 228 779	...	...	9 865 875
...	35 073 879	...	52 959 022	88 032 901	Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	88 008 287	24 614	...	62 582 483
					Total—Subventions	88 008 287	24 614	...	62 582 483

Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Contributions									
Politique mondiale et sécurité									
...	14 000	...	...	14 000	...	...	...	15 006
...	20 000	...	(20 000)	...	7 275	6 725	...	20 000	
...	30 000	...	...	30 000	...	...	...	30 000
...	36 000	...	1 000	37 000	30 000	...	...	38 865
...	62 000	...	60 000	122 000	36 663	337	...	49 172	
...	67 000	...	...	67 000	116 731	5 269	...	68 867
...	78 000	...	...	78 000	58 333	8 667	...	89 842
...	200 000	...	...	200 000	...	1 014	...	200 000
...	173 000	...	...	173 000	200 000	...	...	227 000
...	445 000	...	...	445 000	172 881	119	...	452 793
...	498 000	...	19 000	517 000	423 353	21 647	...	574 199	
...	478 000	...	...	478 000	516 983	17	...	422 650
...	465 000	...	...	465 000	379 008	98 992	...	473 520
...	457 000	...	...	457 000	411 168	53 832	...	426 077
...	542 000	...	(266 413)	275 587	396 331	60 669	...	760 702	
...	535 000	...	(19 005)	515 995	275 587	...	...	122 701
...	600 000	...	73 500	673 500	149 341	366 654	...	497 102	
...	628 000	...	325 000	953 000	595 122	78 378	...	1 039 320	
...	1 065 000	...	...	1 065 000	952 777	223	...	884 314
...	925 000	...	...	925 000	1 027 862	37 138	...	925 000
...	814 000	...	...	814 000	925 000	...	...	824 450
...	1 239 000	...	1 234 500	2 473 500	578 888	235 112	...	1 153 280	
...	1 400 000	...	(507 408)	892 592	2 464 493	9 007	...	872 100	
...	1 553 000	...	...	1 553 000	892 592	...	...	1 539 817
...	1 500 000	...	500 000	2 000 000	1 375 741	177 259	...	2 000 000	
...	1 700 000	...	(610 440)	1 089 560	2 000 000	...	...	972 119
...	1 981 000	...	(1 532 460)	448 540	1 089 468	92	...	1 676 263	
...	1 773 000	...	...	1 773 000	446 007	2 533	...	1 786 604
...	1 788 000	...	(19 314)	1 768 686	1 762 846	10 154	...	2 512 956	

...	3 058 000	...	(100 000)	2 958 000	Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (1 929 793 euros)	2 493 514	464 486	...	3 365 054
...	5 800 000	...	(1 556 705)	4 243 295	Contributions au Bureau canadien du mécanisme pour un développement propre et de l'application conjointe	4 243 204	91	...	2 439 150
...	4 453 000	...	...	4 453 000	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (3 400 073 \$ US)	3 947 145	505 855	...	4 226 291
...	5 854 700	...	(133 098)	5 721 602	Programme de stages internationaux pour les jeunes	5 721 602	...	...	6 465 234
...	1 003 000	...	118 725	1 121 725	Fonds canadien sur les mines antipersonnelles	1 120 987	738	...	2 730 201
...	6 938 000	...	...	6 938 000	Organisation mondiale du commerce (6 794 000 francs suisses)	6 012 923	925 077	...	6 797 404
...	7 500 000	...	...	7 500 000	Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie	7 500 000	...	...	7 500 000
...	10 242 000	...	100 000	10 342 000	Agence internationale de l'énergie atomique (7 821 100 \$ US)	10 244 738	97 262	...	11 298 738
...	10 742 000	...	(330 000)	10 412 000	Organisation internationale du travail (8 202 290 \$ US)	9 259 994	1 152 006	...	10 632 807
...	13 517 000	...	11 972 700	25 489 700	Organisation de coopération et de développement économiques (8 529 433 euros)	25 489 591	109	...	10 703 550
...	12 698 000	...	...	12 698 000	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (12 679 568 \$ US)	10 224 596	2 473 404	...	11 312 346
...	12 084 000	...	(955 000)	11 129 000	Organisation des états américains (9 227 100 \$ US)	11 002 876	126 124	...	11 951 782
...	13 886 000	...	48 100	13 934 100	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (10 603 148 \$ US)	13 086 582	847 518	...	12 389 820
...	17 236 000	...	...	17 236 000	Organisation mondiale de la santé (13 161 156 \$ US)	14 226 005	3 009 995	...	14 883 072
...	17 638 000	...	...	17 638 000	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (11 130 000 euros)	17 345 104	292 896	...	6 396 176
...	20 348 000	...	...	20 348 000	Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)— Administration civile (12 840 000 euros)	20 175 102	172 898	...	17 047 650
...	17 593 000	...	(15 800 000)	1 793 000	Contributions, dans le cadre du Programme de partenariat mondial au Centre international des sciences et de la technologie, afin d'aider les pays de l'ancienne Union soviétique en ce qui a trait à la destruction, à l'élimination ou à la mise en sûreté des armes de destruction de masse	1 586 451	206 549	...	...
...	32 000 000	...	25 749 998	57 749 998	Contributions en vertu du programme de Partenariat mondial du G8 pour la destruction, l'élimination ou la mise en sûreté des armes et matières de destruction de masse dans la Fé- dération de Russie et les autres pays de l'ancienne Union soviétique dans les domaines d'activité suivants :				
...	36 052 000	...	(5 782 000)	30 270 000	La destruction des armes chimiques	56 749 462	1 000 536	...	370 410
...	20 200 000	...	(16 900 000)	3 300 000	Le démantèlement des sous-marins nucléaires	29 217 997	1 052 003	...	9 457 695
...	2 000 000	...	...	2 000 000	La sécurité radiologique et nucléaire	640 130	2 659 870	...	9 000 000
...	88 833 000	...	(8 629 926)	80 203 074	Le fonds spécial des projets du Partenariat mondial	245 110	1 754 890	...	...
...	192 323 000	...	(3 343 774)	188 979 226	Organisation des Nations Unies (59 731 193 \$ US)	65 106 934	15 096 140	...	71 173 313
...	5 632 000	...	...	5 632 000	Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (146 857 549 \$ US)	168 348 821	20 630 405	...	126 713 199
...	12 738 000	...	(1 191 000)	11 547 000	Secrétariat du Commonwealth (2 380 733 livres sterling)	5 420 987	211 013	...	5 538 231
...	1 802 000	...	...	1 802 000	Agence intergouvernementale de la Francophonie (8 038 397 euros)	11 466 095	80 905	...	12 438 801
...	3 573 000	...	...	3 573 000	Programme du Commonwealth pour la jeunesse (761 560 livres sterling)	1 560 031	241 969	...	1 673 079
...	5 572 000	...	881 000	6 453 000	Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nuclé- aires (2 655 860 \$ US)	3 432 410	140 590	...	3 750 089
...	420 000	...	...	420 000	Cour pénale internationale (3 515 980 euros)	6 408 168	44 832	...	6 329 142
...	447 000	...	...	447 000	Programme de contribution à la catégorie du changement climatique international	418 807	1 193	...	420 000
					Tribunal international du droit de la mer (341 280 \$ US)	426 570	20 430	...	877 680

Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	302 000	...	(100 000)	202 000	Autorité internationale des fonds marins (230 574 \$ US)	183 700	18 300	...	425 147
...	...	...	16 619 931	16 619 931	Programme de consolidation de la paix et de sécurité humaine	16 350 284	269 647	...	9 778 432
...	...	...	114 084	114 084	Contributions pour le Programme de renforcement des capacités antiterroristes	114 084	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4 652 058
...	603 550 700	...	20 995	603 571 695		548 899 461	54 672 234	...	423 391 270
...	993 000	...	(674 000)	319 000	Politique stratégique Appui à la consultation, la recherche et l'information sur la politique étrangère	260 987	58 013	...	644 959
...	3 425 000	...	1 218 000	4 643 000	Contribution pour la Maison des étudiants canadiens	4 642 990	10	...	500 000
...	4 418 000	...	544 000	4 962 000		4 903 977	58 023	...	1 144 959
...	80 000	...	...	80 000	Affaires consulaires Service social international Canada	80 000	...	...	80 000
...	608 048 700	...	564 995	608 613 695	Total—Contributions	553 883 438	54 730 257	...	424 616 229
...	610 823 800	...	3 500 000	614 323 800	Sommaire des Affaires étrangères par activité de programme	559 640 587	54 683 213	...	431 751 977
...	...	...	50 000 000	50 000 000	Politique mondiale et sécurité	50 000 000	...	...	...
...	21 816 000	...	100 000	21 916 000	Relations bilatérales	21 844 342	71 658	...	45 325 394
...	270 000	...	(171 983)	98 017	Services communs et infrastructure—Soutien de l'administration centrale	98 017	...	...	175 466
...	80 000	...	...	80 000	Affaires consulaires	80 000	...	...	80 000
...	10 132 779	...	96 000	10 228 779	Paiements de transfert non alloués spécifiquement	10 228 779	...	...	9 865 875
...	643 122 579	...	53 524 017	696 646 596	Total des Affaires étrangères	641 891 725	54 754 871	...	487 198 712
...	...	...	...	...	Commerce international	...	...	...	...
...	...	...	...	...	Subventions	...	...	...	...
...	...	...	...	...	Politique économique et commerciale	...	...	...	156 000
...	2 000 000	...	1 320 000	3 320 000	Développement du commerce international Subventions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation	3 029 358	290 642	...	...
...	2 000 000	...	1 320 000	3 320 000	Total—Subventions	3 029 358	290 642	...	156 000

Contributions									
Politique économique et commerciale									
...	...	...	20 000 000	20 000 000	Aide aux associations de l'industrie du bois d'œuvre	19 832 583	167 417	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	49 800 743
...	...	...	20 000 000	20 000 000		19 832 583	167 417	...	49 800 743
Développement du commerce international									
...	390 000	...	1 000 000	1 390 000	Programme de science et technologie Horizon le monde	1 364 361	25 639	...	325 122
...	4 020 000	...	480 000	4 500 000	Contributions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation	3 709 024	790 976	...	7 206 812
...	4 410 000	...	1 480 000	5 890 000		5 073 385	816 615	...	7 531 934
Promotion de l'investissement étranger direct									
...	4 500 000	...	(4 500 000)	...	Programme d'appui à l'investissement dans les communautés	...	...	...	3 393 586
...	8 910 000	...	16 980 000	25 890 000	Total—Contributions	24 905 968	984 032	...	60 726 263
Sommaire du Commerce international par activité de programme									
...	...	...	20 000 000	20 000 000	Politique économique et commerciale	19 832 583	167 417	...	49 956 743
...	6 410 000	...	2 800 000	9 210 000	Développement du commerce international	8 102 743	1 107 257	...	7 531 934
...	4 500 000	...	(4 500 000)	...	Promotion de l'investissement étranger direct	...	...	...	3 393 586
...	10 910 000	...	18 300 000	29 210 000	Total du Commerce international	27 935 326	1 274 674	...	60 882 263
...	654 032 579	...	71 824 017	725 856 596	Total des ministères	669 827 051	56 029 545	...	548 080 975
Agence canadienne de développement international									
Subventions									
Programmes géographiques									
...	312 509 000	...	135 595 000	448 104 000	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	384 462 777	63 641 223	...	298 853 241
...	2 450 000	...	3 165 642	5 615 642	Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que des institutions, organisations et organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement	5 615 642	...	...	1 700 000
...	13 650 000	...	...	13 650 000	Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels	12 275 000	1 375 000	...	9 225 000
...	328 609 000	...	138 760 642	467 369 642		402 353 419	65 016 223	...	309 778 241

Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Partenariat canadien				
...	15 800 000	...	(14 099 826)	1 700 174	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	1 000 000	700 174	...	800 000
...	22 000 000	...	...	22 000 000	Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités	21 376 064	623 936	...	27 960 064
...	8 250 000	...	...	8 250 000	Aide au développement pour l'éducation et la formation des particuliers	6 490 835	1 759 165	...	8 046 381
...	46 050 000	...	(14 099 826)	31 950 174		28 866 899	3 083 275	...	36 806 445
					Programmes multilatéraux				
...	220 350 000	...	14 099 826	234 449 826	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	234 449 826	...	...	551 593 565
...	248 977 000	...	42 002 924	290 979 924	Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que des institutions, organisations et organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement	285 952 483	5 027 441	...	367 366 305
...	119 700 000	...	...	119 700 000	Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels	110 258 608	9 441 392	...	220 376 246
...	589 027 000	...	56 102 750	645 129 750		630 660 917	14 468 833	...	1 139 336 116

Cohérence des politiques									
...	5 000 000	...	...	5 000 000	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	4 159 142	840 858	...	2 512 112
...	3 300 000	...	(1 750 000)	1 550 000	Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités	1 479 665	70 335	...	1 610 481
...	8 300 000	...	(1 750 000)	6 550 000		5 638 807	911 193	...	4 122 593
Engagement des Canadiens									
...	...	...	1 750 000	1 750 000	Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités	1 750 000	...	...	350 000
...	971 986 000	...	180 763 566	1 152 749 566	Total—Subventions	1 069 270 042	83 479 524	...	1 490 393 395
Contributions									
Programmes géographiques									
...	927 622 000	...	(14 760 609)	912 861 391	Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs, à tous les ordres de gouvernements des autres pays donateurs et des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement	810 549 037	102 312 354	...	769 831 031
...	64 832 000	...	(1 040 928)	63 791 072	Contributions pour la coopération avec les pays en transition de l'Europe centrale et de l'Est et de l'ancienne Union soviétique	57 341 136	6 449 936	...	73 370 412

Paielements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
...	...	...	910 652	910 652	910 652	...	...	610 437
...	...	...	1 614 000	1 614 000	1 614 000	...	...	...
...	992 454 000	...	(13 276 885)	979 177 115	870 414 825	108 762 290	...	843 811 880	
Partenariat canadien									
...	58 142 000	...	(27 200 000)	30 942 000	30 758 300	183 700	...	36 379 129	
...	162 022 000	...	25 731 127	187 753 127	187 242 512	510 615	...	183 632 880	

...	...	...	250 000	250 000	à tous les ordres de gouvernements des autres pays donateurs et à des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement	250 000	...	...	...
...	220 164 000	...	(1 218 873)	218 945 127		218 250 812	694 315	...	220 012 009
Programmes multilatéraux									
...	100 000	...	13 386 000	13 486 000	Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, et d'organismes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations de programmes, de projets, d'activités et d'appels	12 891 695	594 305	...	13 094 049
...	9 035 000	...	(2 411 894)	6 623 106	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes, des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	1 766 101	4 857 005	...	1 615 752
...	1 200 000	...	...	1 200 000	Contribution à la Banque interaméricaine de développement	945 001	254 999	...	1 138 508
...	46 727 000	...	...	46 727 000	Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, d'entreprises privées et de citoyens canadiens, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement	9 585 470	37 141 530	...	115 717 244
...	...	...	1 200 000	1 200 000	Encouragements à des investisseurs, institutions et organismes canadiens, internationaux et de pays en développement, ainsi qu'à des gouvernements, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération industrielle	1 200 000	...	...	750 000
...	57 062 000	...	12 174 106	69 236 106		26 388 267	42 847 839	...	132 315 553
Cohérence des politiques									
...	1 614 000	...	2 897 692	4 511 692	Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs, à tous les ordres de gouvernements des autres pays donateurs et à des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement	4 511 692	...	...	811 892

Paielements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
...	2 621 000	...	3 207 892	5 828 892	Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités	5 828 892	...	...	4 937 638
...	...	...	2 411 894	2 411 894	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	2 411 894	...	...	1 495 000
...	...	...	1 027 614	1 027 614	Contributions pour la coopération avec les pays en transition de l'Europe centrale et de l'Est et de l'ancienne Union soviétique	1 027 614	...	...	...
...	4 235 000	...	9 545 092	13 780 092		13 780 092	...	...	7 244 530
Engagement des Canadiens										
...	4 178 000	...	...	4 178 000	Contributions à l'appui du programme d'information sur le développement versées aux organisations canadiennes ou internationales de communication, à d'autres ministères fédéraux ou aux administrations provinciales ou municipales, à des radiodiffuseurs et des producteurs et aux gouvernements, institutions, organisations, organismes et personnes d'autres pays donateurs en vue de la production et la diffusion d'information sur le développement et de matériel éducatif et de la réalisation d'activités connexes	3 963 239	214 761	...	4 322 608
...	5 952 000	...	5 650 329	11 602 329	Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités	11 602 329	...	...	7 633 983
...	...	...	13 314	13 314	Contributions pour la coopération avec les pays en transition de l'Europe centrale et de l'Est et de l'ancienne Union soviétique	13 314	...	...	3 000

				Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs, à tous les ordres de gouvernements des autres pays donateurs et à des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement	2 244 351	2 244 351	2 244 351	...	...	...
...	10 130 000	...	7 907 994	18 037 994	17 823 233	214 761	...	11 959 591	...	...
...	1 284 045 000	...	15 131 434	1 299 176 434	Total—Contributions	1 146 657 229	152 519 205	...	1 215 343 563	...
Autres paiements de transfert										
Programmes multilatéraux										
(S) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>										
...	287 178 000	...	(15 657 204)	271 520 796	271 520 796	...	...	265 692 404	...	...
...	...	...	295 000 000	295 000 000	(S) Versement sur la partie de l'excédent budgétaire fédéral selon le projet de loi C-48	295 000 000	...	...	...	...
...	287 178 000	...	279 342 796	566 520 796	Total—Autres paiements de transfert	566 520 796	...	...	265 692 404	...
Sommaire de l'organisme par activité de programme										
...	1 321 063 000	...	125 483 757	1 446 546 757	Programmes géographiques	1 272 768 244	173 778 513	...	1 153 590 121	...
...	266 214 000	...	(15 318 699)	250 895 301	Partenariat canadien	247 117 711	3 777 590	...	256 818 454	...
...	933 267 000	...	347 619 652	1 280 886 652	Programmes multilatéraux	1 223 569 980	57 316 672	...	1 537 344 073	...
...	12 535 000	...	7 795 092	20 330 092	Cohérence des politiques	19 418 899	911 193	...	11 367 123	...
...	10 130 000	...	9 657 994	19 787 994	Engagement des Canadiens	19 573 233	214 761	...	12 309 591	...
...	2 543 209 000	...	475 237 796	3 018 446 796	Total de l'organisme	2 782 448 067	235 998 729	...	2 971 429 362	...
...	3 197 241 579	...	547 061 813	3 744 303 392	Total du portefeuille ministériel	3 452 275 118	292 028 274	...	3 519 510 337⁽¹⁾	...

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Affaires étrangères et Commerce international (AECI) (Affaires étrangères) et AECI (Commerce international) ont été regroupées sous Affaires étrangères et Commerce international et, l'Agence canadienne de développement international est maintenant présentée sous ce portefeuille ministériel. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés à 3 519 510 337 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Ministères—⁽¹⁾				Commerce international			
Affaires étrangères				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Développement du commerce international			
Politique stratégique				Foires commerciales et missions axées sur le commerce, la technologie et l'investissement	3 050 000	692 000	1 147 228
Centres canadiens d'enseignement	1 103 000	...	347 519	Total budgétaire	3 050 000	692 000	1 147 228
Programme d'échanges internationaux visant la jeunesse	1 500 000	1 214 160	1 500 000	Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
	2 603 000	1 214 160	1 847 519	Remboursements de prêts	336 000 000	220 254 786	182 381 737
Services communs et infrastructure—				Total non budgétaire	336 000 000	220 254 786	182 381 737
Soutien de l'administration centrale				Total du Commerce international—			
Services internationaux de télécommunication	2 090 000	735 309	1 418 669	Budgétaire	3 050 000	692 000	1 147 228
Services de formation par l'Institut canadien du service extérieur	5 000 000	4 957 883	4 487 645	Non budgétaire	336 000 000	220 254 786	182 381 737
Services immobiliers à l'étranger	9 300 000	7 719 224	7 242 118	Total du portefeuille ministériel—			
Services partagés de ITCan	1 385 000	1 385 000	...	Budgétaire	236 769 000	244 967 780	182 697 975⁽¹⁾
	17 775 000	14 797 416	13 148 432	Non budgétaire	336 000 000	855 206 397	799 111 280⁽¹⁾
Services communs et infrastructure—							
Missions à l'étranger							
Services partagés de ITCan	29 140 000	29 215 000	...				
Affaires consulaires							
Droits consulaires spécialisés	2 770 000	3 120 036	2 085 779				
Passeport Canada (fonds renouvelable) organisme de service spécial							
Frais de passeports	181 431 000	195 929 168	164 469 017				
Total budgétaire	233 719 000	244 275 780	181 550 747				
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)							
Prêts et avances pour les employés affectés à l'étranger	...	3 956 076	3 324 581				
Avances au financement des missions à l'étranger	...	630 995 535	613 404 962				
Total non budgétaire	...	634 951 611	616 729 543				
Total des Affaires étrangères—							
Budgétaire	233 719 000	244 275 780	181 550 747				
Non budgétaire	...	634 951 611	616 729 543				

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Affaires étrangères et Commerce international (AECI) (Affaires étrangères) et AECI (Commerce international) ont été regroupées sous Affaires étrangères et Commerce international. L'organisme Exportation et développement Canada est maintenant présenté sous le ministère Commerce international. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés à 182 697 975 \$ (budgétaire) et 799 111 280 \$ (non budgétaire).

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ministères—⁽²⁾					
Affaires étrangères			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 082 555	2 289 802
Autres revenus—			Revenus divers—		
Revenus de placements— ⁽¹⁾			Produits de la vente d'éléments d'actifs capitalisés—		
Prêts, placements et avances—			Biens immobiliers	13 523 933	12 380 275
Prêts, placements et avances aux gouvernements nationaux—			Gain de change pour réévaluation en fin d'exercice	4 008 961	3 254 470
Employés affectés à l'étranger	350 817	316 553	Intérêt sur les comptes débiteurs non fiscaux en souffrance	89 923	78 056
Autres	354	2 751	Autres frais et droits	4 032	4 660
Autres comptes—			Revenus de locations	16 752 221	18 234 852
Intérêt sur les comptes de banque des délégations	98 483	105 776	Vente de publications	1 992	3 172
			Services rendus à Passeport Canada	4 447 464	4 447 464
			Divers	146 182	1 365 150
	449 654	425 080		38 974 708	39 768 099
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Total des Affaires étrangères	372 081 247	290 806 306
Autres subventions et contributions	583 695	1 157 589	Commerce international		
Avances comptables	106 671	154 541	Autres revenus—		
Capital	3 164 104	45 087	Revenus de placements—		
Fonctionnement	7 456 175	1 903 343	Prêts, placements et avances—		
Divers	40 650	93 336	Expansion du commerce d'exportation—Intérêt	132 392 930	61 759 208
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	9 939 706	745 701			
	21 291 001	4 099 597	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Ventes de biens et de services—			Autres subventions et contributions	99 207	2 423 777
Droits et privilèges—			Capital	1 545 316	3 362
Ventes de passeports	195 435 469	166 853 331	Divers	37	21 324
Location et utilisation de biens publics—			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 063 636	1 244
Colocation	6 572 406	6 560 758		2 708 196	2 449 707
Services de nature réglementaire—			Ventes de biens et de services—		
Autres permis d'importation/exportation	3 120 037	2 913 387	Services de nature non réglementaire—		
Droits consulaires—Achat de passeports	64 912 044	57 903 603	Revenus tirés d'une activité de crédit net—		
	68 032 081	60 816 990	Services divers	692 000	1 147 228
Services de nature non réglementaire—			Autres frais et droits—		
Revenus tirés d'une activité de crédit net—			Revenus reportés—Frais de bois d'œuvre contingent	5 029	(7 444)
Services divers	37 380 536	5 726 350		697 029	1 139 784
Revenus tirés d'une activité de crédit net—			Revenus divers—		
Services de télécommunications	59 474	661 714	Gain de change pour réévaluation en fin d'exercice	...	1
	37 440 010	6 388 064	Amendes	...	3 700
Autres frais et droits—			Intérêt sur les comptes débiteurs non fiscaux en souffrance	42 696	94 705
Programme d'échanges internationaux visant la jeunesse	1 335 736	1 223 496	Autres frais et droits	1 461	1 100
Revenus divers de Passeport Canada	1 319	2 386 202	Autres permis d'importation/exportation	7 862 919	18 586 483
Dépôt et chèques non touchés	(7 178)	(6 144)	Programme pour l'expansion et la commercialisation des exportations—Contributions	1 580 134	2 439 949
Revenus reportés—Frais de bois d'œuvre contingent	...	116			
Divers	473 486	915			
	1 803 363	3 604 585			
	309 283 329	244 223 728			

Revenus—Fin

	Exercice en cours		Exercice précédent	
	\$	\$	\$	\$
Vente de publications	1 814	1 336		
Divers	12 515 218	2 470 611		
	22 004 242	23 597 885		
Total du Commerce international	157 802 397	88 946 584⁽³⁾		
Total des ministères	529 883 644	379 752 890		
Agence canadienne de développement international				
Autres revenus—				
Revenus de placements ⁽¹⁾				
Prêts, placements et avances—				
Aide au développement international—Prêts aux pays en développement	2 566 404	2 707 453		
Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en développement	151 950	71 052		
	2 718 354	2 778 505		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—				
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	11 764 090	10 919 718		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	2 099 154	1 764 456		
	13 863 244	12 684 174		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État				
	7 415	1 467		
Revenus divers—				
Gain pour réévaluation à la fin de l'exercice	29 588 627	76 838 447		
Divers	1 016 195	292 237		
	30 604 822	77 130 684		
Total de l'organisme	47 193 835	92 594 830		
Commission mixte internationale				
Autres revenus—				
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—				
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	20	106		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	...	26 667		
	20	26 773		
Revenus divers—				
Quote-part des États-Unis aux dépenses du Bureau régional de Windsor	213 172	616 377		
Total de l'organisme	213 192	643 150		
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne				
Autres revenus—				
Revenus divers	...	19 386		
Total de l'organisme	...	19 386		
Sommaire du portefeuille ministériel				
Autres revenus				
Revenus de placements	135 560 938	64 962 793		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	37 862 461	19 260 251		
Ventes de biens et de services	309 980 358	245 363 512		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 089 970	2 291 269		
Revenus divers	91 796 944	141 132 431		
Total du portefeuille ministériel	577 290 671	473 010 256⁽²⁾		

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) Au cours de l'exercice, Affaires étrangères et Commerce international (AECI) (Affaires étrangères) et AECI (Commerce international) ont été regroupées sous Affaires étrangères et Commerce international et, l'Agence canadienne de développement international, la Commission mixte internationale et le Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne sont maintenant présentés sous ce portefeuille ministériel. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés à 473 010 256 \$.

(3) L'organisme Exportation et développement Canada est maintenant présenté sous le ministère Commerce international. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 64 229 804 \$.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Affaires indiennes et du Nord canadien

Ministère

**Commission canadienne des affaires
polaires**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	3.2
Sommaire du portefeuille ministériel	3.5
Activités de programme	3.8
Paievements de transfert	3.10
Déail des montants disponibles pour être dépensés.	3.19
Revenus	3.19

Ministère**Résultat stratégique**

Le gouvernement, en se fondant sur des relations de coopération, favorise une saine gouvernance et la création d'institutions efficaces pour les Premières nations, les Inuits et les résidents du Nord.

Description des activités de programme*La gouvernance*

Exercice d'une saine gouvernance en s'appuyant sur des mesures législatives, des programmes, des politiques et des processus administratifs qui favorisent la mise en place des gouvernements des Premières nations et des collectivités stables, légitimes et efficaces, adaptés à la culture et responsables envers leurs citoyens.

Les institutions

Assistance fournie aux Premières nations pour les aider à payer les coûts liés à la gouvernance locale et à l'autonomie gouvernementale ainsi qu'à l'administration des services financés par le Ministère. Cette aide se veut une base de financement stable pour les institutions au sein desquelles les Premières nations et les Inuits sont bien représentés pour faciliter l'efficacité de la gouvernance communautaire et l'efficacité de la prestation des services.

Les relations de coopération

Développement de relations intergouvernementales et découlant des traités avec les Premières nations et les Inuits qui sont empreintes de collaboration et de productivité, en vue d'optimiser la poursuite et l'atteinte des objectifs communs; réconciliation des intérêts autochtones et autres par la recherche, l'évaluation, la négociation et la mise en œuvre d'ententes de revendication et d'autonomie gouvernementale; quête d'interprétations communes en ce qui concerne la relation

découlant des traités historiques; et élaboration d'arrangements législatifs et administratifs qui tiennent compte de l'évolution des capacités de gouvernance et des relations.

La gouvernance dans le Nord

Soutien du renforcement des gouvernements nordiques par le transfert de responsabilités de type provincial, par des mécanismes intergouvernementaux efficaces de collaboration et de gestion des questions stratégiques, et par la consolidation de la collaboration intergouvernementale de niveau international pour ce qui est des questions circumpolaires.

Résultat stratégique

Les gens – Améliorer le bien-être des personnes et des familles pour les Premières nations, les Inuits et les résidents du Nord.

Description des activités de programme*La gestion des affaires individuelles*

Gérer de façon professionnelle les affaires individuelles des Premières nations pour que les responsabilités du Ministre en matière de fonds en fiducie, d'appartenance et de successions, qui lui sont confiées en vertu de la *Loi sur les Indiens*, soient exercées comme il se doit.

L'éducation

Soutien de la prestation de services d'éducation primaire et secondaire conformes aux normes et aux programmes provinciaux, contribuant, du fait, à faire grimper les niveaux de réussite scolaire et à rehausser l'employabilité des élèves des Premières nations et des Inuits; de services d'éducation spéciale visant à améliorer la qualité de l'éducation et le niveau des services de soutien offerts aux élèves admissibles ayant des besoins spéciaux pour que les niveaux se comparent raisonnablement à ceux des services de soutien offerts par

les provinces; et d'aide financière aux Indiens inscrits pour qu'ils puissent faire des études postsecondaires et pour qu'ils puissent augmenter le niveau de participation, de réussite et d'employabilité.

Le développement social

Soutien de la prestation d'aide au revenu pour combler les besoins fondamentaux que sont la nourriture, les vêtements et le logement, pour assurer la sécurité et le bien-être des personnes et des familles conformément aux normes et aux programmes provinciaux; de Services à l'enfance et à la famille des Premières nations, pour améliorer leur bien-être et leur sécurité; d'aide à la vie autonome pour les services de soutien social de nature non médicale comme les soins à domicile, les soins de relève à court terme, le placement familial et les soins en établissement, en vue d'améliorer le bien-être et la sécurité; du Programme de financement de la lutte contre la violence familiale pour améliorer la sécurité et la sûreté, surtout des femmes et des enfants à risque; du Programme de réinvestissement de la prestation nationale pour enfants, pour soutenir les familles à faible revenu avec des enfants et prévenir ou réduire la pauvreté chez les enfants; et d'autres services sociaux dont les Premières nations peuvent assumer la responsabilité, de même que l'autorité pour les activités de développement social grâce à l'élaboration de politiques, la conception de programmes et la prestation de services pour arriver à bâtir des collectivités de Premières nations qui soient autonomes, stables, viables et en santé.

Des collectivités nordiques en santé

Soutien de l'amélioration de la santé et du bien-être des résidents du Nord grâce à des subventions aux hôpitaux et pour les services de médecins offerts aux résidents indiens et inuits des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut; soutien du transport à prix réduits d'aliments nutritifs périssables et autres produits essentiels vers les collectivités éloignées du Nord; de la recherche sur les sources et les effets des contaminants sur la chaîne

alimentaire de l'Arctique; et de projets pour aider les résidents du Nord à composer avec des problèmes d'ordre plus général, comme les conséquences du changement climatique.

Résultat stratégique

Les terres – Transférer les titres fonciers et favoriser l'utilisation durable des terres et la gestion judicieuse des ressources par les Premières nations, les Inuits et les résidents du Nord.

Description des activités de programme

La certitude quant aux titres fonciers et à l'accès aux terres et aux ressources

Activités : ajouts aux réserves; garantir la clarté du titre pour faciliter les transactions foncières futures au moyen de levés et d'ententes négociées sur les terres; et mettre en œuvre les transferts de terres dans le cadre des revendications particulières et globales.

Une gestion responsable des affaires fédérales

Activités : s'acquitter des responsabilités du gouvernement fédéral à l'égard des Premières nations (p. ex. en vertu de la *Loi sur les Indiens* et de la *Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes* et des règlements afférents); s'acquitter des responsabilités et de la coordination avec d'autres ministères fédéraux qui ont des responsabilités semblables, par exemple Environnement Canada; assainir des sites contaminés sous juridiction fédérale; percevoir et gérer de l'argent des Indiens résultant de l'exploitation des terres et des ressources.

La gestion autonome des terres, des ressources et de l'environnement par les Premières nations

Activités : aider les Premières nations à renforcer leurs capacités professionnelles et institutionnelles en travaillant notamment avec les nouvelles institutions et associations professionnelles des Premières nations;

appuyer l'élaboration d'options et d'ententes sectorielles concernant l'autonomie gouvernementale; travailler avec les Premières nations pour mettre en œuvre ces ententes, par exemple collaborer avec le Conseil consultatif des terres à la mise en œuvre de la *Loi sur la gestion des terres des Premières nations*.

Les terres et les ressources dans le Nord

Soutien du développement durable des ressources naturelles du Nord en mettant l'accent sur une meilleure gestion et intendance de l'environnement, dont l'assainissement des sites contaminés, l'élargissement de la base de connaissances pour pouvoir prendre des décisions solides, et l'amélioration de l'efficacité du contexte réglementaire nordique.

Résultat stratégique

L'économie – Accroître la participation des autochtones et des résidents du Nord à l'économie.

Description des activités de programme

Les débouchés économiques et les possibilités d'emploi pour les Autochtones

Soutien de l'expansion des entreprises existantes et des perspectives d'emploi, et soutien de la création de nouvelles activités de développement économique qui mènent à un plus grand nombre de possibilités d'emploi.

L'accès aux capitaux et aux possibilités de développement économique

Soutien financier du règlement des Revendications globales, particulières et spéciales ou du règlement de revendications qui incluent des paiements législatifs découlant de règlements législatifs contre la Couronne mettant en cause des terres et des ressources; soutien financier des programmes de développement économique pour faciliter l'accès aux ressources, aux capitaux et à l'expertise et pour favoriser l'élaboration

et la mise en œuvre de stratégies de développement économique.

L'infrastructure communautaire

Soutien de la fourniture de fonds pour l'acquisition, la construction, l'exploitation et l'entretien des installations de la collectivité (notamment les routes, les ponts, les systèmes d'eau potable et d'égout ainsi que les bureaux administratifs); des installations éducatives (comme les écoles et les résidences pour enseignants); l'assainissement de sites contaminés dans les réserves; et les logements dans les réserves.

L'économie du Nord

Soutien de la croissance économique durable des économies territoriales grâce à des investissements dans l'innovation et le savoir, et les programmes de développement régional, à la défense d'intérêts et à des activités qui mènent à la participation avantageuse des résidents du Nord au développement des ressources.

Résultat stratégique

Le bureau de l'Interlocuteur fédéral.

Description des activités de programme

Bureau de l'Interlocuteur fédéral

Fournit du soutien national, provincial, régional et urbain aux Métis, aux Indiens non inscrits et aux Canadiens Autochtones vivant en milieu urbain pour les aider à renforcer leurs capacités organisationnelles et leurs mécanismes de responsabilisation envers leurs membres, ainsi que leur capacité de former des partenariats efficaces avec le gouvernement fédéral, les provinces et le secteur privé, afin qu'ils puissent participer efficacement aux projets interministériels et intergouvernementaux dirigés par l'Interlocuteur fédéral.

Commission canadienne des affaires polaires

Résultat stratégique

Accroissement des connaissances sur les régions polaires du Canada.

Description des activités de programme

Facilitation de la recherche et communications

Facilitation de la recherche et communications.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	568 828 000	...	...	568 828 000	1				
...	...	...	42 349 237	42 349 237					
...	...	...	512 000	512 000					
...	568 828 000	...	42 861 237	611 689 237					
...	22 758 000	...	...	22 758 000	5				
...	4 977 915 900	...	...	4 977 915 900	10				
...	...	...	27 372 720	27 372 720					
...	4 977 915 900	...	27 372 720	5 005 288 620					
...	27 600 000	...	...	27 600 000	15				
...	...	...	11 900 000	11 900 000					
...	...	...	1 400 000	1 400 000					
...	27 600 000	...	13 300 000	40 900 000					
...	4 958 000	...	...	4 958 000	20				
...	...	...	98 522	98 522					
...	...	...	2 932 639	2 932 639					
...	4 958 000	...	3 031 161	7 989 161					
...	14 844 000	...	...	14 844 000	25				
...	...	...	1 265 000	1 265 000					
...	...	...	14 285 000	14 285 000					
...	14 844 000	...	15 550 000	30 394 000					
...	69 970	...	1 552	71 522	(S)	71 522	...	...	71 971
...	15 000	...	(15 000)	...	(S)	...	...	...	...
...	2 000 000	...	(2 000 000)	...	(S)	...	...	...	1 521 521
...	1 400 000	...	427 267	1 827 267	(S)	1 827 267	...	...	1 459 967

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	151 779 000	...	8 584 472	160 363 472	(S) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	160 363 472	...	...	144 064 674
...	1 472 000	...	7 269 453	8 741 453	(S) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources	8 741 453	...	...	5 038 150
...	51 898 000	...	(589 615)	51 308 385	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	51 308 385	...	...	43 557 772
...	...	...	360 640	360 640	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés—Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	360 640	...	...	60 186
31 860 037	...	...	...	31 860 037	(S) Paiement sur le Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée 60 000 000 \$)	1 971 632	...	29 888 405	145 990
...	...	...	2 528 806	2 528 806	(S) Montants adjugés par une cour	2 528 806	...	...	2 400 146
...	...	...	4 240 866	4 240 866	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	4 240 866	...	...	1 190 888
95 213	...	...	90 105	185 318	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	66 971	28 242	90 105	108 797
...	...	...	35 940 235	35 940 235	(S) Subventions au gouvernement Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	35 940 235	...	...	...
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	17 489 185
31 955 250	5 825 537 870	...	158 953 899	6 016 447 019	Total budgétaire	5 831 110 577	155 357 932	29 978 510	5 601 450 069
48 481 335	...	...	...	48 481 335	L20 Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 7b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i> . Limite 48 550 835 \$ (Net)	(17 620)	...	48 498 955	(17 620)
...	36 103 000	...	...	36 103 000	L30 Prêts à des revendicateurs autochtones (Brut)	21 953 155	14 149 845	...	23 111 725
...	42 942 000	...	...	42 942 000	L35 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer aux processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique (Brut)	28 726 748	14 215 252	...	28 750 708
305 503	...	...	...	305 503	L40 Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire aux termes de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et de la <i>Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits</i> . Limite 320 000 \$ (Brut)	...	...	305 503	...

6 550 860	...	...	...	6 550 860	L55	Provision à la Caisse de prêts aux Inuits pour les prêts consentis aux Inuits afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> et telle que modifiée par le crédit 37b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> . Limite 6 633 697 \$ (Net)	...	...	6 550 860	...
5 000 000	...	...	...	5 000 000	L81a	Prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon en vertu du Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon. Limite 5 000 000 \$ (<i>Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits</i>) (Net)	...	...	5 000 000	...
60 337 698	79 045 000	...	...	139 382 698	Total non budgétaire		50 662 283	28 365 097	60 355 318	51 844 813
31 955 250	5 825 537 870	...	158 953 899	6 016 447 019	Total du ministère—		5 831 110 577	155 357 932	29 978 510	5 601 450 069
60 337 698	79 045 000	...	...	139 382 698	Budgétaire		50 662 283	28 365 097	60 355 318	51 844 813
					Non budgétaire					
Commission canadienne des affaires polaires										
...	895 000	...	...	895 000	40	Dépenses du programme	887 117	7 883	...	911 935
...	72 000	...	(3 923)	68 077	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	68 077	...	...	65 106
...	967 000	...	(3 923)	963 077	Total de l'organisme—Budgétaire		955 194	7 883	...	977 041
31 955 250	5 826 504 870	...	158 949 976	6 017 410 096	Total du portefeuille ministériel—		5 832 065 771	155 365 815	29 978 510	5 602 427 110
60 337 698	79 045 000	...	...	139 382 698	Budgétaire		50 662 283	28 365 097	60 355 318	51 844 813
					Non budgétaire					

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
La gouvernance	6 898 226	6 244 287	2 949	2 949	69 653 583	69 653 583	...	...	...	...	76 554 758	75 900 819
Les institutions	35 576 174	28 532 844	25 702	25 702	460 417 830	454 162 261	...	...	...	...	496 019 706	482 720 807
Les relations de coopération—												
Budgétaire	79 957 402	62 730 033	65 152	65 152	65 731 376	65 731 376	...	...	...	...	145 753 930	128 526 561
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	139 382 698	50 679 903	139 382 698	50 679 903
La gouvernance dans le Nord	15 595 694	6 200 852	746	746	2 523 176	2 523 176	...	...	...	...	18 119 616	8 724 774
La gestion des affaires individuelles	10 026 294	11 263 111	889	889	8 691 731	8 691 731	...	...	...	...	18 718 914	19 955 731
L'éducation	111 598 599	105 535 857	84 371	84 371	1 513 598 265	1 513 598 265	...	...	...	...	1 625 281 235	1 619 218 493
Le développement social	83 191 912	75 927 352	68 810	68 810	1 276 535 754	1 276 535 754	...	...	...	...	1 359 796 476	1 352 531 916
Des collectivités nordiques en santé	38 708 818	49 073 360	4 585	4 585	48 244 078	48 244 078	...	...	...	...	86 957 481	97 322 023
La certitude quant aux titres fonciers et à l'accès aux terres et aux ressources	15 298 110	16 489 701	11 504 796	2 901 280	72 167 621	7 742 378	...	...	...	...	98 970 527	27 133 359
Une gestion responsable des affaires fédérales	7 980 975	7 283 876	1 151	1 151	15 606 329	15 606 329	...	...	...	...	23 588 455	22 891 356
La gestion autonome des terres, des ressources et de l'environnement par les Premières nations	35 849 722	33 381 416	3 636	3 636	54 491 675	54 491 675	...	...	...	...	90 345 033	87 876 727
Les terres et les ressources dans le Nord	127 306 459	128 148 740	6 776	6 776	36 659 095	36 659 095	...	...	...	...	163 972 330	164 814 611
Les débouchés économiques et les possibilités d'emploi pour les Autochtones	8 144 647	5 675 749	4 286	4 286	62 200 392	62 200 392	...	...	...	...	70 349 325	67 880 427
L'accès aux capitaux et aux possibilités de développement économique—												
Budgétaire	49 331 424	40 505 654	33 720	33 720	485 829 164	461 403 216	...	...	...	...	535 194 308	501 942 590
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(17 620)	...	(17 620)
L'infrastructure communautaire	110 853 494	96 871 363	10 948 767	810 288	1 017 378 244	1 016 590 692	...	...	...	...	1 139 180 505	1 114 272 343
L'économie du Nord	8 016 457	1 876 274	511	511	13 691 281	13 691 281	...	...	...	...	21 708 249	15 568 066
Bureau de l'Interlocuteur fédéral	7 455 625	8 484 427	1 153	1 153	30 394 000	28 468 248	...	...	...	...	37 850 778	36 953 828
Commission des revendications particulières des Indiens	8 085 393	6 876 146	...	...	...	...	...	...	...	...	8 085 393	6 876 146
Total du ministère—												
Budgétaire	759 875 425	691 101 042	22 758 000	4 016 005	5 233 813 594	5 135 993 530	...	...	...	...	6 016 447 019	5 831 110 577
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	139 382 698	50 662 283	139 382 698	50 662 283

**Commission canadienne des
affaires polaires**

Facilitation de la recherche et communications	953 077	945 194	...	...	10 000	10 000	...	...	...	...	963 077	955 194
Total de l'organisme—Budgétaire	953 077	945 194	...	...	10 000	10 000	...	...	...	...	963 077	955 194
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	760 828 502	692 046 236	22 758 000	4 016 005	5 233 823 594	5 136 003 530	...	...	...	...	6 017 410 096	5 832 065 771
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	139 382 698	50 662 283	139 382 698
												50 662 283

Paiements de transfert

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
					Ministère				
					Subventions				
					La gouvernance				
...	5 608 000	...	(20 544)	5 587 456	Subventions à des organismes représentant les indiens inscrits pour appuyer leur administration	5 587 456	...	...	5 587 472
					Les institutions				
...	362 000	...	(943)	361 057	Subvention à la Société Makivik dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	361 057	...	...	349 393
...	202 351 000	...	(64 583 730)	137 767 270	Subvention pour le financement du soutien des bandes	137 767 270	...	...	126 843 591
...	45 019 000	...	367 000	45 386 000	Paiements aux Premières nations du Yukon aux termes des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale	41 734 600	3 651 400	...	30 361 494
...	4 077 000	...	(170)	4 076 830	Subventions à la bande indienne Sechelte en vertu de la <i>Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelte</i>	4 076 830	...	...	3 995 422
...	8 723 000	...	...	8 723 000	Subvention à la bande indienne Miawpukek pour appuyer des programmes désignés	8 723 000	...	...	8 551 300
...	42 838 000	...	11 057 998	53 895 998	Paiements aux organisations autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité	51 291 829	2 604 169	...	39 143 063
...	3 966 000	...	(79 442)	3 886 558	Subvention à la Première nation de Westbank en vue de la mise en œuvre de l'Entente d'autonomie gouvernementale de la Première nation de Westbank	3 886 558	...	...	...
...	307 336 000	...	(53 239 287)	254 096 713		247 841 144	6 255 569	...	209 244 263
					La gestion des affaires individuelles				
...	1 400 000	...	427 267	1 827 267	(S) Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités	1 827 267	...	...	1 459 967
...	300 000	...	...	300 000	Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique tenant lieu d'une rente par habitant	300 000	...	...	300 000
...	1 700 000	...	427 267	2 127 267		2 127 267	...	...	1 759 967
					L'éducation				
...	400 000	...	(395 487)	4 513	Subventions accordées aux Indiens et aux Inuits pour offrir des services d'aide à l'éducation primaire et secondaire	4 513	...	...	4 586
...	3 319 000	...	(2 542 638)	776 362	Subventions accordées aux Indiens et aux Inuits pour favoriser l'essor de leur régime d'éducation postsecondaire	776 362	...	...	1 030 944
...	45 000	...	(1 785)	43 215	Subventions accordées aux Inuits pour favoriser leur essor culturel	43 215	...	...	45 000
...	28 735 000	...	328 977	29 063 977	Subvention pour l'éducation des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse	29 063 977	...	...	27 683 555
...	32 499 000	...	(2 610 933)	29 888 067		29 888 067	...	...	28 764 085

				Le développement social					
...	10 000 000	...	(2 041 817)	7 958 183	Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes démunies qui habitent dans les réserves indiennes	7 958 183	...	...	7 560 811
<hr/>									
				Des collectivités nordiques en santé					
...	43 724 000	...	...	43 724 000	Subventions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Nunavut pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuits	43 724 000	...	...	...
<hr/>									
				La certitude quant aux titres fonciers et à l'accès aux terres et aux ressources					
...	67 494 000	...	...	67 494 000	Subventions à des bandes indiennes pour le règlement de revendications particulières	3 068 757	64 425 243	...	3 068 757
...	1 793 000	...	(1 790 926)	2 074	Subventions aux bandes visées par le règlement de revendications territoriales portant sur des droits fonciers issus des traités des provinces de la Saskatchewan et du Manitoba	2 074	...	...	...
...	1 750 000	...	(992 482)	757 518	Subvention à l'Association des municipalités rurales de la Saskatchewan pour le paiement aux municipalités rurales d'une indemnité ayant trait à la perte de leur assiette fiscale par suite du règlement de revendications relatives à des droits fonciers issus des traités en Saskatchewan	757 518	...	...	238 351
...	1 750 000	...	(859 688)	890 312	Subvention à la province de la Saskatchewan pour le paiement aux districts scolaires d'une indemnité ayant trait à la perte de leur assiette fiscale par suite du règlement de revendications relatives à des droits fonciers issus des traités en Saskatchewan	890 312	...	...	282 146
...	72 787 000	...	(3 643 096)	69 143 904		4 718 661	64 425 243	...	3 589 254
<hr/>									
				Les terres et les ressources dans le Nord					
...	636 000	...	364 000	1 000 000	Subventions aux universités et instituts canadiens pour la formation en matière de recherche scientifique sur le Nord	1 000 000	...	...	1 000 000
...	76 000	...	...	76 000	Subvention à l'Association universitaire canadienne d'études nordiques aux fins de la coordination des activités scientifiques sur le Nord entreprises par les universités canadiennes	76 000	...	...	76 000
...	4 500	...	...	4 500	Subvention sous forme de prix accordé à une personne considérée comme ayant apporté une contribution remarquable au domaine des sciences nordiques	4 500	...	...	4 500
...	716 500	...	364 000	1 080 500		1 080 500	...	...	1 080 500
<hr/>									
				L'accès aux capitaux et aux possibilités de développement économique					
...	211 655 000	...	(152 753 823)	58 901 177	Subventions à des bandes indiennes pour le règlement de revendications particulières	40 000 229	18 900 948	...	171 877 506
...	62 536 000	...	(11 960 015)	50 575 985	Subventions aux bénéficiaires et aux organismes de mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales ou des règlements de revendications territoriales globales	50 575 985	...	...	12 290 565
...	151 779 000	...	8 584 472	160 363 472	(S) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	160 363 472	...	...	144 064 674
...	...	...	35 940 235	35 940 235	(S) Subvention au gouvernement Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador	35 940 235	...	...	...
...	3 000 000	...	...	3 000 000	Versements à la Nation de Piikani pour la mise en œuvre des éléments de développement économique suite à l'Entente de règlement entre la Nation de Piikani, le Canada et l'Alberta	3 000 000	...	...	5 000 000

Paiements de transfert—*Suite*

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements		Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	2 212 000	...	(551 538)	1 660 462	Paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour faciliter la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales	1 660 462	...	...	313 421
...	525 000	...	...	525 000	Subvention aux Chippewas de Kettle Point et de Stony Point conformément à l'entente relative aux paiements anticipés d'une compensation aux personnes âgées	...	525 000	...	1 050 000
...	39 168 000	...	(2 052 785)	37 115 215	Versement à la Première nation de Rainy River en règlement de sa revendication spéciale	37 115 215	...	...	...
...	...	...	5 000 000	5 000 000	Subvention aux Premières nations Deh Cho aux termes de l'accord de règlement extrajudiciaire	...	5 000 000	...	...
...	470 875 000	...	(117 793 454)	353 081 546		328 655 598	24 425 948	...	334 596 166
					L'infrastructure communautaire				
...	68 447 000	...	10 191 483	78 638 483	Subventions aux bénéficiaires et aux organismes de mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales ou des règlements de revendications territoriales globales	77 850 931	787 552	...	74 723 932
...	136 000	...	(128 275)	7 725	Subventions aux étudiants et à leurs chaperons pour promouvoir la sensibilisation à la protection contre les incendies dans les écoles dont les bandes et le gouvernement fédéral assurent le fonctionnement	7 725	...	...	8 392
...	68 583 000	...	10 063 208	78 646 208		77 858 656	787 552	...	74 732 324
					L'économie du Nord				
...	5 000	...	(5 000)	...	Subventions aux particuliers et aux organisations au titre de la promotion du développement, de l'utilisation et de la conservation sécuritaires des ressources naturelles du Nord	...	...	...	...
...	1 013 833 500	...	(168 499 656)	845 333 844	Total—Subventions	749 439 532	95 894 312	...	666 914 842
					Contributions				
					La gouvernance				
...	23 000 000	...	(7 118 207)	15 881 793	Contributions pour appuyer l'établissement de systèmes de gouvernement, d'administration et de responsabilisation solides	15 881 793	...	...	13 528 824
...	19 970 000	...	27 463 537	47 433 537	Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	47 433 537	...	...	40 554 680
...	...	...	750 797	750 797	Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription	750 797	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	175 000
...	42 970 000	...	21 096 127	64 066 127		64 066 127	...	...	54 258 504

					Les institutions				
...	688 000	...	85 158	773 158	Contribution à la Commission des Cris et des Naskapis pour la surveillance de la mise en œuvre de la <i>Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec</i>	773 158	...	...	685 324
...	1 689 000	...	(1 689 000)	...	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	...	...	...	3 445 586
...	10 449 000	...	(4 159 671)	6 289 329	Contributions à la province de Terre-Neuve-et-Labrador pour la prestation de programmes et de services aux Autochtones de Terre-Neuve-et-Labrador	6 289 329	...	...	10 003 996
...	123 807 000	...	74 002 201	197 809 201	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines du soutien aux administrations indiennes	197 809 201	...	...	209 306 008
...	500 000	...	(500 000)	...	Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	...	...	...	...
...	458 000	...	...	458 000	Contributions à la Fondation de l'art inuit pour aider les artistes et les artisans inuits des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut, du Nouveau-Québec et du Labrador à perfectionner leurs capacités professionnelles et à commercialiser leur art	458 000	...	...	458 000
...	...	...	54 450	54 450	Contributions destinées aux collectivités indiennes, inuites et innues, aux bandes et aux groupements de bandes visés par la <i>Loi sur les Indiens</i> pour faciliter leur participation aux négociations sur le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale	54 450	...	...	...
...	...	...	233 479	233 479	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et entretien	233 479	...	...	...
...	...	...	703 500	703 500	Contributions pour appuyer l'établissement de systèmes de gouvernement, d'administration et de responsabilisation solides	703 500	...	...	...
...	137 591 000	...	68 730 117	206 321 117		206 321 117	...	...	223 898 914
					Les relations de coopération				
...	8 229 000	...	779 375	9 008 375	Contributions aux requérants autochtones pour la préparation et la présentation de leurs revendications	9 008 375	...	...	12 087 307
...	3 100 000	...	(239 083)	2 860 917	Contribution fédérale à la Commission des traités de la Colombie-Britannique et au Sommet des Premières nations pour les coûts de fonctionnement	2 860 917	...	...	2 788 983
...	20 750 000	...	(6 666 062)	14 083 938	Financement s'adressant aux entités ou aux organisations des revendicateurs autochtones pour développer la capacité de négocier	14 083 938	...	...	14 015 277
...	8 321 000	...	(3 881 000)	4 440 000	Contributions à la Commission de la Commission des traités de la Colombie-Britannique pour appuyer les Premières nations dans le cadre du processus de négociation de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	4 440 000	...	...	4 440 000
...	12 695 000	...	4 205 926	16 900 926	Contributions destinées aux collectivités indiennes, inuites et innues, aux bandes et aux groupements de bandes visés par la <i>Loi sur les Indiens</i> pour faciliter leur participation aux négociations sur le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale	16 900 926	...	...	15 870 626
...	9 000 000	...	3 335 799	12 335 799	Contributions pour appuyer l'établissement de systèmes de gouvernement, d'administration et de responsabilisation solides	12 335 799	...	...	14 903 995
...	4 800 000	...	(4 800 000)	...	Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	...	...	...	4 789 940
...	300 000	...	800 493	1 100 493	Contributions à des particuliers, des bandes et des associations indiennes pour le financement de causes types	1 100 493	...	...	401 050
...	200 000	...	(200 000)	...	Contributions à des particuliers (y compris des non-Indiens) ou à des groupes de particuliers, des organisations et des bandes au titre de causes types concernant le projet de loi C-31	...	...	...	420 655

Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	3 183 678	3 183 678	Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	3 183 678	...	...	...
...	...	...	65 000	65 000	Contributions aux particuliers, aux organisations et autres ordres de gouvernement au titre de la promotion du développement, de l'utilisation, de la conservation et de la protection sécuritaires des ressources naturelles du Nord	65 000	...	...	...
...	...	...	1 752 250	1 752 250	Contributions à l'intention des commissions des traités provinciales et/ou régionales	1 752 250	...	...	1 175 700
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	534 318
...	67 395 000	...	(1 663 624)	65 731 376		65 731 376	...	...	71 427 851

La gouvernance dans le Nord									
...	179 100	...	2 272 426	2 451 526	Contributions aux particuliers, organisations et autres niveaux de gouvernement pour la consultation, la recherche, l'innovation, le développement des capacités et les activités de base liées à la promotion du développement politique, économique, social et scientifique du Nord	2 451 526	...	...	2 719 245
...	...	...	60 000	60 000	Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	60 000	...	...	...
...	...	...	11 650	11 650	Contributions pour appuyer l'établissement de systèmes de gouvernement, d'administration et de responsabilisation solides	11 650	...	...	...
...	179 100	...	2 344 076	2 523 176		2 523 176	...	...	2 719 245

La gestion des affaires individuelles									
...	200 000	...	1 894 522	2 094 522	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	2 094 522	...	...	2 246 875
...	5 806 000	...	(1 381 058)	4 424 942	Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription	4 424 942	...	...	4 801 821
...	...	...	45 000	45 000	Contributions pour appuyer l'établissement de systèmes de gouvernement, d'administration et de responsabilisation solides	45 000	...	...	...
...	6 006 000	...	558 464	6 564 464		6 564 464	...	...	7 048 696

L'éducation									
...	1 334 789 000	...	53 842 984	1 388 631 984	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines de l'éducation	1 388 631 984	...	...	1 353 299 464
...	97 771 000	...	(4 150 270)	93 620 730	Contribution à la province de Québec, en matière d'éducation crie et inuite, selon les dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	93 620 730	...	...	88 622 318
...	...	...	640 484	640 484	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et entretien	640 484	...	...	...

...	...	...	817 000	817 000	Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	817 000	...	...	...
...	1 432 560 000	...	51 150 198	1 483 710 198		1 483 710 198	...	...	1 441 921 782
Le développement social									
...	1 191 686 000	...	76 891 571	1 268 577 571	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement social	1 268 577 571	...	...	1 212 178 027
Des collectivités nordiques en santé									
...	80 000	...	...	80 000	Contributions au titre des services de consultation fournis aux Inuits dans le Sud	80 000	...	...	80 000
...	7 286 000	...	(2 845 922)	4 440 078	Contributions aux particuliers, aux organisations et autres ordres de gouvernement au titre de la promotion du développement, de l'utilisation, de la conservation et de la protection sécuritaires des ressources naturelles du Nord	4 440 078	...	...	3 304 518
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	42 867 000
...	7 366 000	...	(2 845 922)	4 520 078		4 520 078	...	...	46 251 518
La certitude quant aux titres fonciers et à l'accès aux terres et aux ressources									
...	3 900 000	...	(1 460 973)	2 439 027	Contribution aux Premières nations participant au processus de négociation des traités en Colombie-Britannique, à leurs organismes, à la province de la Colombie-Britannique, et à des tiers relativement à des mesures liées aux traités	2 439 027	...	...	2 065 586
...	4 580 000	...	(4 237 055)	342 945	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	342 945	...	...	1 900 584
...	...	...	179 745	179 745	Contributions aux requérants autochtones pour la préparation et la présentation de leurs revendications	179 745	...	...	...
...	...	...	62 000	62 000	Contributions aux particuliers, aux organisations et autres ordres de gouvernement au titre de la promotion du développement, de l'utilisation, de la conservation et de la protection sécuritaires des ressources naturelles du Nord	62 000	...	...	...
...	8 480 000	...	(5 456 283)	3 023 717		3 023 717	...	...	3 966 170
Une gestion responsable des affaires fédérales									
...	9 000 000	...	(341 780)	8 658 220	Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés	8 658 220	...	...	...
...	5 334 000	...	(3 153 742)	2 180 258	Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	2 180 258	...	...	1 083 606
...	...	...	649 975	649 975	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et entretien	649 975	...	...	...
...	...	...	150 500	150 500	Contributions pour appuyer l'établissement de systèmes de gouvernement, d'administration et de responsabilisation solides	150 500	...	...	...
...	...	...	26 400	26 400	Contributions aux particuliers, aux organisations et autres ordres de gouvernement au titre de la promotion du développement, de l'utilisation, de la conservation et de la protection sécuritaires des ressources naturelles du Nord	26 400	...	...	...
...	...	...	839 208	839 208	Contributions pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur la gestion des terres des Premières nations</i>	839 208	...	...	...
...	...	...	3 101 768	3 101 768	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	3 101 768	...	...	8 273 228
...	14 334 000	...	1 272 329	15 606 329		15 606 329	...	...	9 356 834

Paiements de transfert—*Suite*

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	9 788 000	...	2 321 478	12 109 478	La gestion autonome des terres, des ressources et de l'environnement par les Premières nations				
...	8 943 000	...	22 610 440	31 553 440	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	12 109 478	...	...	12 362 920
...	17 294 000	...	(9 727 947)	7 566 053	Contributions pour l'aide à la gestion des urgences pour les activités dans les réserves	31 553 440	...	...	7 543 037
...	...	...	1 266 804	1 266 804	Contributions pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur la gestion des terres des Premières nations</i>	7 566 053	...	...	7 828 457
...	...	...	244 000	244 000	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines du soutien aux administrations indiennes	1 266 804	...	...	...
...	...	...	1 741 900	1 741 900	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement économique	244 000	...	...	...
...	...	...	10 000	10 000	Contributions destinées à la mise en valeur des ressources	1 741 900	...	...	...
...	...	...	...	...	Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	10 000	...	...	...
...	36 025 000	...	18 466 675	54 491 675		54 491 675	...	...	27 734 414
...	13 536 100	...	19 485 533	33 021 633	Les terres et les ressources dans le Nord				
...	...	...	1 639 562	1 639 562	Contributions aux particuliers, aux organisations et autres ordres de gouvernement au titre de la promotion du développement, de l'utilisation, de la conservation et de la protection sécuri- taires des ressources naturelles du Nord	33 021 633	...	...	37 841 761
...	...	...	917 400	917 400	Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre des règlements de revendications territoriales globales	1 639 562	...	...	...
...	...	...	...	...	Contributions aux particuliers, organisations et autres ordres de gouvernement pour la consultation, la recherche, l'innova- tion, le développement des capacités et les activités de base liées à la promotion du développement politique, éco- nomique, social et scientifique du Nord	917 400	...	...	...
...	13 536 100	...	22 042 495	35 578 595	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10 850 000
...	72 253 000	...	(10 052 608)	62 200 392	Les débouchés économiques et les possibilités d'emploi pour les Autochtones	35 578 595	...	...	48 691 761
...	...	...	...	...	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement économique	62 200 392	...	...	65 499 926

				L'accès aux capitaux et aux possibilités de développement économique				
				Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre des règlements de revendications territoriales globales				
...	39 914 000	...	(1 257 045)	38 656 955	38 656 955	...	...	35 028 110
				Paiements à des groupes de requérants pour l'exécution des activités relatives à l'inscription et à la ratification touchant les ententes sur les revendications avant la ratification d'ententes définitives				
...	250 000	...	(40 510)	209 490	209 490	...	...	199 736
...	7 144 000	...	(7 144 000)	...	...	...	...	985 045
				Contributions destinées à la mise en valeur des ressources				
				Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement économique				
...	63 208 000	...	29 468 173	92 676 173	92 676 173	...	...	61 892 577
				Contributions aux particuliers, organisations et autres ordres de gouvernement pour la consultation, la recherche, l'innovation, le développement des capacités et les activités de base liées à la promotion du développement politique, économique, social et scientifique du Nord				
...	...	...	40 000	40 000	40 000	...	...	...
				Contribution aux Premières nations participant au processus de négociation des traités en Colombie-Britannique, à leurs organismes, à la province de la Colombie-Britannique, et à des tiers relativement à des mesures liées aux traités				
...	...	...	1 150 000	1 150 000	1 150 000	...	...	...
				Contributions aux particuliers, aux organisations et autres ordres de gouvernement au titre de la promotion du développement, de l'utilisation, de la conservation et de la protection sécuritaires des ressources naturelles du Nord				
...	...	...	15 000	15 000	15 000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	300 000
...	110 516 000	...	22 231 618	132 747 618	132 747 618	...	...	98 405 468
				L'infrastructure communautaire				
				Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et entretien				
...	973 908 000	...	(35 251 233)	938 656 767	938 656 767	...	...	930 042 870
				Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions				
...	...	...	75 269	75 269	75 269	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	112 500
...	973 908 000	...	(35 175 964)	938 732 036	938 732 036	...	...	930 155 370
				L'économie du Nord				
				Contributions aux particuliers, organisations et autres ordres de gouvernement pour la consultation, la recherche, l'innovation, le développement des capacités et les activités de base liées à la promotion du développement politique, économique, social et scientifique du Nord				
...	229 200	...	(144 200)	85 000	85 000	...	...	4 022 567
				Contributions aux gouvernements des Territoires dans le cadre de projets de développement et d'infrastructure régionaux				
...	2 227 000	...	11 379 281	13 606 281	13 606 281	...	...	685 000
...	...	...	...	...	...	...	...	1 772 633
...	2 456 200	...	11 235 081	13 691 281	13 691 281	...	...	6 480 200

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	6 354 000	...	8 782 863	15 136 863	Bureau de l'Interlocuteur fédéral	15 136 863	...	...	16 616 256
...	8 490 000	...	6 767 137	15 257 137	Programme de contributions de l'Interlocuteur fédéral	13 331 385	1 925 752	...	54 466
...	14 844 000	...	15 550 000	30 394 000	Stratégie pour les autochtones en milieu urbain	28 468 248	1 925 752	...	16 670 722
...	4 132 105 400	...	256 374 350	4 388 479 750	Total—Contributions	4 386 553 998	1 925 752	...	4 266 665 402
Sommaire du ministère par activité de programme									
...	48 578 000	...	21 075 583	69 653 583	La gouvernance	69 653 583	...	...	59 845 976
...	444 927 000	...	15 490 830	460 417 830	Les institutions	454 162 261	6 255 569	...	433 143 177
...	67 395 000	...	(1 663 624)	65 731 376	Les relations de coopération	65 731 376	...	...	71 427 851
...	179 100	...	2 344 076	2 523 176	La gouvernance dans le Nord	2 523 176	...	...	2 719 245
...	7 706 000	...	985 731	8 691 731	La gestion des affaires individuelles	8 691 731	...	...	8 808 663
...	1 465 059 000	...	48 539 265	1 513 598 265	L'éducation	1 513 598 265	...	...	1 470 685 867
...	1 201 686 000	...	74 849 754	1 276 535 754	Le développement social	1 276 535 754	...	...	1 219 738 838
...	51 090 000	...	(2 845 922)	48 244 078	Des collectivités nordiques en santé	48 244 078	...	...	46 251 518
...	81 267 000	...	(9 099 379)	72 167 621	La certitude quant aux titres fonciers et à l'accès aux terres et aux ressources	7 742 378	64 425 243	...	7 555 424
...	14 334 000	...	1 272 329	15 606 329	Une gestion responsable des affaires fédérales	15 606 329	...	...	9 356 834
...	36 025 000	...	18 466 675	54 491 675	La gestion autonome des terres, des ressources et de l'environnement par les Premières nations	54 491 675	...	...	27 734 414
...	14 252 600	...	22 406 495	36 659 095	Les terres et les ressources dans le Nord	36 659 095	...	...	49 772 261
...	72 253 000	...	(10 052 608)	62 200 392	Les débouchés économiques et les possibilités d'emploi pour les Autochtones	62 200 392	...	...	65 499 926
...	581 391 000	...	(95 561 836)	485 829 164	L'accès aux capitaux et aux possibilités de développement économique	461 403 216	24 425 948	...	433 001 634
...	1 042 491 000	...	(25 112 756)	1 017 378 244	L'infrastructure communautaire	1 016 590 692	787 552	...	1 004 887 694
...	2 461 200	...	11 230 081	13 691 281	L'économie du Nord	13 691 281	...	...	6 480 200
...	14 844 000	...	15 550 000	30 394 000	Bureau de l'Interlocuteur fédéral	28 468 248	1 925 752	...	16 670 722
...	5 145 938 900	...	87 874 694	5 233 813 594	Total du ministère	5 135 993 530	97 820 064	...	4 933 580 244
Commission canadienne des affaires polaires									
Contributions									
Facilitation de la recherche et communications									
Contributions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et des activités qui ont trait aux régions polaires									
...	10 000	...	...	10 000		10 000	...	...	10 000
...	10 000	...	...	10 000	Total de l'organisme	10 000	...	...	10 000
...	5 145 948 900	...	87 874 694	5 233 823 594	Total du portefeuille ministériel	5 136 003 530	97 820 064	...	4 933 590 244

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
L'accès aux capitaux et aux possibilités de développement économique	...	18 201	17 620
Total du portefeuille ministériel— Non budgétaire	...	18 201	17 620

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements— ⁽¹⁾		
Prêts, placements et avances—		
Fonds du développement économique des Indiens	424 347	456 699
Conseil des Premières Nations du Yukon—Anciens	763 668	514 631
Revendicateurs autochtones	5 553 062	3 635 538
Premières nations de la Colombie-Britannique	3 014 949	2 923 113
Caisse de prêts aux Inuits	4 556	4 684
Société d'énergie du Yukon	...	814 108
Autres comptes—		
Fonds d'aide domiciliaire aux Indiens—		
Logement sur réserve—Intérêt sur prêts garantis	1 241 739	1 042 494
Prêt perpétuel de la bande Stoney	11 688	11 688
Esso Ltd—Projet Norman Wells—Bénéfices	131 875 479	114 954 177
	142 889 488	124 357 132
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	23 053 917	33 845 420
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent—		
Fonctionnement et entretien	4 250 290	6 639 593
	27 304 207	40 485 013
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Exploitation minière du Canada—		
Permis	12 197	2 190 784
Redevances	77 887 814	144 454 591
Locations de terres, bâtiments et matériel	230 245	181 355
Redevances pétrolières et gazières	14 509 692	13 024 379
Redevances—Carrières	132 148	134 966
	92 772 096	159 986 075
Services de nature non réglementaire	75 480	84 775
	92 847 576	160 070 850
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	90 105	95 213
Revenus divers—		
Droits fonciers issus de traités en Saskatchewan	6 600 894	6 600 894
Revenus reportés	(19 577)	(300 306)
Divers	30 089 400	6 918 648
	36 670 717	13 219 236
Total du ministère	299 802 093	338 227 444

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	142 889 488	124 357 132
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	27 304 207	40 485 013
Ventes de biens et de services	92 847 576	160 070 850
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	90 105	95 213
Revenus divers	36 670 717	13 219 236
Total du portefeuille ministériel	299 802 093	338 227 444

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	4.2
Sommaire du portefeuille ministériel	4.3
Activités de programme	4.4
Paievements de transfert	4.5
Revenus	4.7

Résultat stratégique

Compétitivité des entreprises.

Description des activités de programme

Développement des entreprises

Faciliter la croissance des affaires des entreprises.

Résultat stratégique

Vitalité des collectivités.

Description des activités de programme

Amélioration de l'environnement économique des régions

Contribuer à créer des conditions socioéconomiques propices au développement des collectivités et régions au Québec.

Amélioration des infrastructures collectives

Développer et renouveler les infrastructures liées à l'eau potable et aux eaux usées, de transport et à vocation économique et culturelle.

Prestation de mesures spéciales d'ajustement

Stabiliser, dynamiser de nouveau et diversifier l'économie de certaines collectivités faisant face à des chocs économiques, et atténuer les effets et impacts de désastres naturels importants.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations					
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	34 128 000	...	...	34 128 000	1	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	8 676 920	8 676 920		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	...	...	3 833 250	3 833 250		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	34 128 000	...	12 510 170	46 638 170		Total—Crédit 1	45 497 544	1 140 626	...	
...	405 814 000	...	...	405 814 000	5	Subventions et contributions	282 969 915	122 844 085	...
...	69 970	...	(9 274)	60 696	(S)	Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie—Traitement et allocation pour automobile	60 696	...	...
...	4 078 000	...	1 608 407	5 686 407	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 686 407	...	...
20 760	...	...	25 436	46 196	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 760	...	25 436
20 760	444 089 970	...	14 134 739	458 245 469		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	334 235 322	123 984 711	25 436	333 130 028

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Développement des entreprises	28 244 089	27 535 772	...	...	116 731 360	110 763 947	...	...	...	...	144 975 449	138 299 719
Amélioration de l'environnement économique des régions	21 140 957	21 205 206	...	...	83 669 640	81 527 601	...	...	...	...	104 810 597	102 732 807
Amélioration des infrastructures collectives	2 115 139	2 019 543	...	...	195 000 000	85 723 688	...	...	...	...	197 115 139	87 743 231
Prestation de mesures spéciales d'ajustement	931 284	504 886	...	...	10 413 000	4 954 679	...	...	...	...	11 344 284	5 459 565
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	52 431 469	51 265 407	...	...	405 814 000	282 969 915	...	...	...	...	458 245 469	334 235 322

Paielements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Subventions									
Amélioration de l'environnement économique des régions									
Subventions au programme Innovation, développement de l'entrepreneurship et exportations destiné aux petites et moyennes entreprises									
...	300 000	...	...	300 000		121 000	179 000	...	66 500
Contributions									
Développement des entreprises									
...	57 709 000	...	7 984 685	65 693 685	Contributions au programme Initiatives régionales stratégiques	60 515 473	5 178 212	...	49 028 627
...	38 655 200	...	9 554 909	48 210 109	Contributions au programme Innovation, développement de l'entrepreneurship et exportations destiné aux petites et moyennes entreprises	47 420 908	789 201	...	56 303 751
...	1 462 800	...	1 141 260	2 604 060	Contributions au Programme canadien d'appui à l'économie de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	2 604 060	...	...	1 285 837
...	...	...	223 506	223 506	Contributions au Programme de développement des collectivités	223 506	...	...	205 565
...	97 827 000	...	18 904 360	116 731 360		110 763 947	5 967 413	...	106 823 780
Amélioration de l'environnement économique des régions									
...	18 500 000	...	5 588 174	24 088 174	Contributions au Programme de développement des collectivités	24 088 174	...	...	30 928 121
...	37 791 000	...	6 857 800	44 648 800	Contributions au programme Initiatives régionales stratégiques	43 349 243	1 299 557	...	37 735 322
...	11 925 800	...	926 884	12 852 684	Contributions au programme Innovation, développement de l'entrepreneurship et exportations destiné aux petites et moyennes entreprises	12 189 202	663 482	...	12 589 358
...	975 200	...	804 782	1 779 982	Contributions au Programme canadien d'appui à l'économie de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	1 779 982	...	...	1 463 065
...	69 192 000	...	14 177 640	83 369 640		81 406 601	1 963 039	...	82 715 866
Amélioration des infrastructures collectives									
...	218 082 000	...	(33 082 000)	185 000 000	Contributions à la province de Québec en vertu du programme Infrastructures Canada	85 723 688	99 276 312	...	85 338 711
...	10 000 000	...	...	10 000 000	Contributions à la province de Québec aux termes de l'entente Travaux d'infrastructure Canada	...	10 000 000	...	37 491
...	228 082 000	...	(33 082 000)	195 000 000		85 723 688	109 276 312	...	85 376 202
Prestation de mesures spéciales d'ajustement									
...	10 413 000	...	(3 894 362)	6 518 638	Contributions au programme Innovation, développement de l'entrepreneurship et exportations destiné aux petites et moyennes entreprises	1 060 317	5 458 321	...	3 931 172
...	...	...	13 350	13 350	Contributions au programme Initiatives régionales stratégiques	13 350	...	...	7 440 312

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	3 881 012	3 881 012	Contributions au Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement	3 881 012	...	...	...
...	10 413 000	...	...	10 413 000		4 954 679	5 458 321	...	11 371 484
...	405 514 000	...	...	405 514 000	Total—Contributions	282 848 915	122 665 085	...	286 287 332
Sommaire du portefeuille ministériel par activité de programme									
...	97 827 000	...	18 904 360	116 731 360	Développement des entreprises	110 763 947	5 967 413	...	106 823 780
...	69 492 000	...	14 177 640	83 669 640	Amélioration de l'environnement économique des régions	81 527 601	2 142 039	...	82 782 366
...	228 082 000	...	(33 082 000)	195 000 000	Amélioration des infrastructures collectives	85 723 688	109 276 312	...	85 376 202
...	10 413 000	...	...	10 413 000	Prestation de mesures spéciales d'ajustement	4 954 679	5 458 321	...	11 371 484
...	405 814 000	...	...	405 814 000	Total du portefeuille ministériel	282 969 915	122 844 085	...	286 353 832

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	42 799 713	85 331 251
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	2 013 008	2 995 963
	44 812 721	88 327 214
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	25 436	20 760
Revenus divers	953 287	908 813
Total du portefeuille ministériel	45 791 444	89 256 787

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 5

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Ministère

Société d'expansion du Cap-Breton

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	5.2
Sommaire du portefeuille ministériel	5.4
Activités de programme	5.5
Paievements de transfert	5.6
Revenus	5.8

Ministère**Résultat stratégique**

Développement des entreprises – Amélioration de la croissance et de la compétitivité des petites et moyennes entreprises de l'Atlantique qui favorise l'augmentation de la productivité, du revenu et de la création d'emplois.

Description des activités de programme*Accès au capital*

Aide pour améliorer le climat des affaires et permettre de démarrer, agrandir ou moderniser les petites et moyennes entreprises.

Accès à l'information

Fournir des services de counselling, de mentorat et d'orientation aux gens de l'Atlantique.

Résultat stratégique

Développement des collectivités – Promotion économique au Canada atlantique par le développement économique des collectivités.

Description des activités de programme*Développement économique des collectivités*

Il s'agit de projets qui aident les collectivités à accroître leur capacité et leur confiance afin d'identifier et de coordonner la mise en application des priorités en matière de développement économique dans leur région. Ces projets sont appuyés par les organismes de développement économique des collectivités qui, à leur tour, fournissent une aide financière et technique aux entreprises

et aux collectivités; font de la planification stratégique; coordonnent le développement économique, et mettent en œuvre une gamme de projets de développement autosuffisants dans le cadre d'initiatives stratégiques de développement économique des collectivités. Toute organisation qui appuie des projets à l'échelle locale, communautaire, sous-communautaire ou municipale peut se qualifier comme organisme de développement économique des collectivités.

Mesures d'intervention spéciale

Appuie les initiatives d'adaptation à court terme conçues pour répondre aux besoins précis en matière d'adaptation économique des collectivités du Canada atlantique.

Programme d'infrastructure

Programme conçu pour renouveler et aménager l'infrastructure dans les municipalités rurales et urbaines du Canada atlantique.

Résultat stratégique

Politiques, défense des intérêts et coordination – Représentation adéquate des intérêts du Canada atlantique dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, programmes et projets économiques nationaux.

Description des activités de programme*Politiques et recherche*

Mener des analyses et des recherches en matière de politiques pour déterminer les secteurs dans lesquels l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) interviendra pour réaliser son mandat de la façon la plus efficace.

Défense des intérêts

Défendre les intérêts du Canada atlantique pour que les nouvelles initiatives du gouvernement répondent davantage aux besoins du Canada atlantique.

Coordination

Faire participer les partenaires économiques à la mise en valeur des priorités économiques stratégiques de la région de l'Atlantique.

Société d'expansion du Cap-Breton**Résultat stratégique**

Développement économique communautaire, Cap-Breton et Mulgrave.

Description des activités de programme*Agent de prestation*

À titre de société d'État, la Société d'expansion du Cap-Breton (SECB) dispose de pouvoirs étendus et d'un mandat flexible qui en font un mode idéal de prestation de services au gouvernement du Canada. La flexibilité caractéristique de la SECB lui permet d'offrir des services et des programmes de façon plus efficace, tout en lui procurant une gamme plus vaste de mécanismes pour atteindre les buts envisagés. La SECB est responsable de la prestation des programmes de l'APECA à l'Île du Cap-Breton. En 1995, la SECB et l'APECA ont conclu un protocole d'entente par lequel la SECB administre les programmes de l'APECA pour l'Île du Cap-Breton et la région de Mulgrave. L'entente a été renégo-ciée avec l'APECA en vue d'un autre mandat de cinq ans à compter du 1^{er} avril 2000. En

novembre 2000, la SECB a signé un protocole d'entente avec le Fonds d'investissement du Cap-Breton (FICB) afin d'offrir un soutien administratif et opérationnel. La SECB affecte du personnel pour soutenir le conseil d'administration et les fonctions du FICB.

Soutien à l'entreprise

L'objectif de la SECB en rapport avec le soutien aux entreprises est la croissance de l'économie en incitant l'investissement du secteur privé dans des projets qui rendent plus concurrentielles les entreprises commerciales et qui augmentent les débouchés commerciaux en vue de produire des emplois durables et à long terme. Les plans et priorités en vertu de cette mesure sont les suivants : accès au capital, ressources humaines, commerce électronique pour l'industrie touristique.

Soutien à la collectivité

L'objectif clé du soutien aux collectivités est de les aider à planifier et à mettre en œuvre des projets de développement communautaire liés directement à des activités économiques autonomes et durables. La SECB mène un certain nombre d'initiatives dans ce domaine, soit : édification de la capacité communautaire, festivals et événements spéciaux, congrès et événements sportifs, soutien pour le Congrès mondial acadien 2004, revitalisation communautaire et partenariat du Cap-Breton métropolitain.

Investissement

L'objectif clé en matière d'investissement est d'attirer de nouveaux investissements d'entreprise à l'Île du Cap-Breton. Certaines des mesures envisagées incluent la production de matériel de promotion lié à la réalisation d'investissements, de même que des missions afin de stimuler l'investissement.

Défense des intérêts

L'objectif clé est de défendre les intérêts, les priorités et les préoccupations propres aux résidents de l'Île du Cap-Breton face aux décisions gouvernementales. Le rôle vise à accroître la représentation de l'Île du Cap-Breton lors de réunions inter- et intra-gouvernementales, et à en faire valoir les intérêts, les priorités et les préoccupations lors du choix de projets, des décisions et des mesures prises par le gouvernement.

Orientation et recherche

L'objectif clé est de fournir des bases solides pour établir des priorités et des programmes conformes à l'orientation de la SECB. Les activités en question comprennent des recherches menées à l'interne, des études réalisées avec des partenaires de l'extérieur et la participation à divers séminaires ayant trait à l'orientation de développement économique. Les recherches ont cours dans plusieurs domaines, dont l'analyse économique, l'analyse de secteur et de problèmes, la planification et la gestion du rendement.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
					Ministère					
...	78 811 000	...	...	78 811 000	1	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	9 069 536	9 069 536		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	...	...	133 000	133 000		Virement du CT, crédit 10 ⁽¹⁾			
...	78 811 000	...	9 202 536	88 013 536		Total—Crédit 1	82 922 862	5 090 674	...	
...	350 119 000	...	...	350 119 000	5	Subventions et contributions	326 247 591	23 871 409	...
...	69 970	...	(9 274)	60 696	(S)	Ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique—Traitement et allocation pour automobile	60 696	...	...
...	8 912 000	...	571 472	9 483 472	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 483 472	...	...
9 083	...	...	12 840	21 923	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	17 677	...	4 246
...	...	...	7 266	7 266	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	7 266	...	...
9 083	437 911 970	...	9 784 840	447 705 893		Total du ministère—Budgétaire	418 739 564	28 962 083	4 246	
						Société d'expansion du Cap-Breton				
...	8 645 000	...	...	8 645 000	10	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton	8 645 000	...	...
...	8 645 000	...	...	8 645 000		Total de l'organisme—Budgétaire	8 645 000	...	...
9 083	446 556 970	...	9 784 840	456 350 893		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	427 384 564	28 962 083	4 246	

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Accès au capital	58 940 833	56 049 744	...	...	215 861 000	203 194 305	...	...	...	...	274 801 833	259 244 049
Accès à l'information	2 869 511	3 098 234	...	...	...	...	...	...	...	...	2 869 511	3 098 234
Développement économique des collectivités	18 068 799	20 239 758	...	...	93 120 000	91 012 270	...	...	...	...	111 188 799	111 252 028
Mesures d'intervention spéciale	4 255 223	517 199	...	...	1 390 000	1 383 933	...	...	...	...	5 645 223	1 901 132
Programme d'infrastructure	1 966 436	1 811 755	...	...	38 168 000	29 092 234	...	...	...	...	40 134 436	30 903 989
Politiques et recherche	4 939 382	4 426 154	...	...	1 380 000	1 365 787	...	...	...	...	6 319 382	5 791 941
Défense des intérêts	3 924 650	3 090 358	...	...	...	...	...	...	...	...	3 924 650	3 090 358
Coordination	2 622 059	3 258 771	...	...	200 000	199 062	...	...	...	...	2 822 059	3 457 833
Total du ministère—Budgétaire	97 586 893	92 491 973	...	...	350 119 000	326 247 591	...	...	...	...	447 705 893	418 739 564
Société d'expansion du Cap-Breton—												
Budgétaire	8 645 000	8 645 000	...	...	...	...	...	...	...	...	8 645 000	8 645 000
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	106 231 893	101 136 973	...	...	350 119 000	326 247 591	...	...	...	...	456 350 893	427 384 564

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Ministère				
					Subventions				
					Accès au capital				
...	1 000 000	...	...	1 000 000	Subventions à des organismes sans but lucratif pour promouvoir la collaboration et le développement économique	605 821	394 179	...	457 510
					Développement économique des collectivités				
...	1 000 000	...	...	1 000 000	Subventions à des organismes sans but lucratif pour promouvoir la collaboration et le développement économique	219 073	780 927	...	296 682
...	2 000 000	...	...	2 000 000	Total—Subventions	824 894	1 175 106	...	754 192
					Contributions				
					Accès au capital				
...	108 660 000	...	24 257 000	132 917 000	Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	127 805 418	5 111 582	...	128 406 848
...	900 000	...	...	900 000	Contributions en vertu du Programme de coopération fédéral-provincial	848 314	51 686	...	9 668 031
...	74 731 000	...	(24 500 000)	50 231 000	Contribution pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique	43 562 055	6 668 945	...	56 023 866
...	25 253 000	...	4 400 000	29 653 000	Contribution pour les secteurs du commerce, de l'investissement, de l'entrepreneuriat et du perfectionnement des compétences en affaires	29 328 551	324 449	...	22 603 045
...	...	...	660 000	660 000	Contribution pour le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités	650 198	9 802	...	...
...	...	...	400 000	400 000	Contributions pour le Programme de développement des entreprises internationales	305 959	94 041	...	...
...	...	...	50 000	50 000	Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique	47 199	2 801	...	...
...	...	...	35 000	35 000	Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	32 207	2 793	...	...
...	...	...	15 000	15 000	Contributions en vertu du Programme des fonds de collectivités innovatrices	8 583	6 417	...	...
...	209 544 000	...	5 317 000	214 861 000		202 588 484	12 272 516	...	216 701 790
					Développement économique des collectivités				
...	22 767 000	...	3 000 000	25 767 000	Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	25 347 109	419 891	...	25 892 772
...	8 800 000	...	2 943 000	11 743 000	Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	11 382 227	360 773	...	9 381 013
...	27 660 000	...	18 800 000	46 460 000	Contribution pour le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités	46 063 382	396 618	...	60 727 049

...	...	...	95 000	95 000	Contributions en vertu du Programme de coopération fédéral-provincial	94 066	934	...	783 969
...	...	...	8 000 000	8 000 000	Contributions en vertu du Programme des fonds de collectivités innovatrices	7 854 399	145 601	...	...
...	...	...	55 000	55 000	Contributions pour l'entrepreneursip et du perfectionnement des compétences en affaires	52 014	2 986	...	...
...	59 227 000	...	32 893 000	92 120 000		90 793 197	1 326 803	...	96 784 803
...	22 000 000	...	(20 945 000)	1 055 000	Mesures d'intervention spéciale Contributions pour la mesure d'adaptation du chantier naval de Saint John	1 051 996	3 004	...	699 862
...	...	...	335 000	335 000	Contribution pour le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités	331 937	3 063	...	16 000 561
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	3 411
...	22 000 000	...	(20 610 000)	1 390 000		1 383 933	6 067	...	16 703 834
...	51 168 000	...	(13 000 000)	38 168 000	Programme d'infrastructure Contributions aux provinces de l'Atlantique en vertu du Programme Infrastructures Canada	29 092 234	9 075 766	...	31 833 940
...	5 580 000	...	(4 890 000)	690 000	Politiques et recherche Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	680 473	9 527	...	188 417
...	600 000	...	75 000	675 000	Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique	674 623	377	...	360 067
...	...	...	15 000	15 000	Contributions pour les secteurs du commerce et de l'investissement	10 691	4 309	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	45 175
...	6 180 000	...	(4 800 000)	1 380 000		1 365 787	14 213	...	593 659
...	...	...	200 000	200 000	Coordination Contributions en vertu du Programme de coopération fédéral-provincial	199 062	938	...	...
...	348 119 000	...	...	348 119 000	Total—Contributions	325 422 697	22 696 303	...	362 618 026
...	210 544 000	...	5 317 000	215 861 000	Sommaire du portefeuille ministérielle par activité de programme Accès au capital	203 194 305	12 666 695	...	217 159 300
...	60 227 000	...	32 893 000	93 120 000	Développement économique des collectivités	91 012 270	2 107 730	...	97 081 485
...	22 000 000	...	(20 610 000)	1 390 000	Mesures d'intervention spéciale	1 383 933	6 067	...	16 703 834
...	51 168 000	...	(13 000 000)	38 168 000	Programme d'infrastructure	29 092 234	9 075 766	...	31 833 940
...	6 180 000	...	(4 800 000)	1 380 000	Politiques et recherche	1 365 787	14 213	...	593 659
...	...	...	200 000	200 000	Coordination	199 062	938	...	...
...	350 119 000	...	...	350 119 000	Total du portefeuille ministériel	326 247 591	23 871 409	...	363 372 218

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements— ⁽¹⁾		
Prêts, placements et avances—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	21 131	40 857
Entente-cadre sur le plan de développement	...	39 811
	21 131	80 668
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 535 708	4 574 117
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits	638	1 161
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	12 840	15 677
Revenus divers—		
Recouvrements de contribution (prêts, avances et comptes débiteurs)	59 508 903	54 924 350
Reconnaissance de revenus sur comptes débiteurs	5 746 708	1 158 869
Frais d'intérêts et charges diverses imputés aux clients	472 123	418 971
Divers	23 836	352 866
	65 751 570	56 855 056
Total du portefeuille ministériel	67 321 887	61 526 679

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 6

COMPTES PUBLICS DU CANADA **2005-2006**

Agence du revenu du Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	6.2
Sommaire du portefeuille ministériel	6.3
Activités de programme	6.5
Paievements de transfert	6.6
Détail des montants disponibles pour être dépensés	6.7
Revenus	6.7

Résultat stratégique

Les contribuables s'acquittent de leurs obligations et l'assiette fiscale du Canada est protégée.

Description des activités de programme*Aide à la clientèle*

Aider les particuliers, les entreprises, les organismes de bienfaisance et les régimes enregistrés à s'acquitter des obligations qu'imposent la législation fiscale en fournissant des renseignements, de l'éducation et des services d'extension et en répondant aux demandes de renseignements.

Cotisations des déclarations et traitement des paiements

Aider et renseigner les clients; traiter les déclarations des clients dans le cadre des programmes fiscaux; inscrire toutes les entreprises du Canada; traiter, évaluer et valider des renseignements; créer des comptes et les tenir à jour; gérer les programmes de l'accise; recevoir des paiements; restructurer le processus opérationnel de l'Agence du revenu du Canada.

Observation en matière de production de déclaration et de versement

Les cas d'inobservation des exigences de production et de versement sont repérés, et des mesures sont prises à leur égard; la dette fiscale demeure dans les limites prévues.

Observation en matière de déclaration

L'observation en matière de déclaration se définit comme étant la déclaration complète et exacte par le contribuable de tous les renseignements nécessaires à l'établissement de l'impôt à payer. Les lois et les règlements fiscaux du Canada doivent être observés pour

que l'assiette fiscale soit protégée et que les Canadiens paient leur part d'impôts et de taxes. Les activités que nous menons pour accroître le niveau d'observation comprennent les suivantes : amener les contribuables à mieux comprendre leurs obligations fiscales grâce à des activités de sensibilisation, au service à la clientèle et à l'éducation; repérer les cas d'inobservation et prendre des mesures à leur égard au moyen d'évaluations des risques, de vérifications et d'enquêtes, établir des partenariats stratégiques avec les intervenants pour donner plus de poids à nos efforts dans le secteur de l'observation. L'observation touche une variété de clients, des particuliers aux sociétés multinationales en passant par les fiducies.

Appels

Fournir un processus de règlement des différends rapide et impartial aux clients qui s'opposent aux décisions de l'Agence.

Résultat stratégique

Les familles et les particuliers admissibles reçoivent en temps opportun les paiements exacts auxquels ils ont droit, de façon à ce que l'intégrité du système canadien de sécurité du revenu soit maintenue.

Description des activités de programme*Programmes de prestations*

Appuyer les familles et les enfants, et aider à réduire la pauvreté chez les enfants, et ce, en versant aux Canadiens des prestations fondées sur le revenu et en leur fournissant d'autres services qui contribuent directement à leur bien-être socioéconomique.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
131 649 281	2 317 891 000	...	...	2 449 540 281	1				
...	...	...	149 438 848	149 438 848					
131 649 281	2 317 891 000	...	149 438 848	2 598 979 129		2 511 897 248	3 682 558	83 399 323	2 366 851 046
33 725 943	115 000 000	...	...	148 725 943	5	131 402 654	...	17 323 289	127 507 790
...	69 970	...	1 612	71 582	(S)	71 582	...	...	67 928
...	20 535 000	...	108 821 637	129 356 637	(S)	129 356 637	...	...	20 189 900
...	408 400 000	...	(2 218 100)	406 181 900	(S)	406 181 900	...	...	375 931 527
...	167 000 000	...	2 611 000	169 611 000	(S)	169 611 000	...	...	159 365 898
...	...	...	357 654 376	357 654 376	(S)	357 654 376	...	...	...
...	...	...	407 219	407 219	(S)	407 219	...	...	123 200
...	...	...	831 441	831 441	(S)	831 441	...	...	935 655
...	...	...	...	...		...	...	...	3 720
165 375 224	3 028 895 970	...	617 548 033	3 811 819 227		3 707 414 057	3 682 558	100 722 612	3 050 976 664
...	172 210 000	...	(172 210 000)	...	10	...	...	...	...
500 000 000	...	...	(500 000 000)	...	(S)	...	...	...	...
...	172 210 000	...	(172 210 000)	...		...	...	...	...
500 000 000	...	...	(500 000 000)	...		...	...	...	...

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Monnaie royale canadienne ⁽²⁾									
						(S)	(L) Prêts à la Monnaie en vertu de la <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> :		
							Paragraphe 20(1) soit le montant global maximal de 75 000 000 \$, le 11 mars 1999 (Net)		
75 000 000	...	...	(75 000 000)	...		...	...	...	...
75 000 000	...	...	(75 000 000)	...	Total de l'organisme—Non budgétaire	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel—									
165 375 224	3 201 105 970	...	445 338 033	3 811 819 227	Budgétaire	3 707 414 057	3 682 558	100 722 612	3 050 976 664 ⁽²⁾
575 000 000	...	...	(575 000 000)	...	Non budgétaire	...	...	...	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ L'Agence des douanes et du revenu du Canada a été renommée Agence du revenu du Canada.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, la Société canadienne des postes (SCP) et la Monnaie royale canadienne ont été transférées à Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités). Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 197 210 000 \$ (SCP).

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Aide à la clientèle	351 690 000	345 405 993	...	...	...	...	13 434 000	13 434 000	...	...	338 256 000	331 971 993
Cotisations des déclarations et traitement des paiements	735 863 000	710 429 650	...	...	148 725 943	131 402 654	30 499 600	30 499 600	...	...	854 089 343	811 332 704
Observation en matière de production de déclaration et de versement	757 241 000	743 038 489	...	...	...	...	91 135 000	91 135 000	...	...	666 106 000	651 903 489
Observation en matière de déclaration	1 157 994 000	1 130 195 736	...	...	...	...	9 349 600	9 349 600	...	...	1 148 644 400	1 120 846 136
Appels	137 562 000	128 938 522	...	...	...	...	7 080 800	7 080 800	...	...	130 481 200	121 857 722
Programmes de prestations	148 851 908	144 111 637	...	...	527 265 376	527 265 376	1 875 000	1 875 000	...	...	674 242 284	669 502 013
Sous-total	3 289 201 908	3 202 120 027	...	...	675 991 319	658 668 030	153 374 000	153 374 000	...	...	3 811 819 227	3 707 414 057
Revenus affectés aux dépenses	(153 374 000)	(153 374 000)	...	...	...	...	(153 374 000)	(153 374 000)	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel—⁽¹⁾												
Budgétaire	3 135 827 908	3 048 746 027	...	...	675 991 319	658 668 030	...	...	...	...	3 811 819 227	3 707 414 057

⁽¹⁾ L'Agence des douanes et du revenu du Canada a été renommée Agence du revenu du Canada.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Subventions									
Programmes de prestations									
...	167 000 000	...	2 611 000	169 611 000	(S) Versements d'allocations spéciales pour enfants	169 611 000	...	...	159 365 898
...	...	...	357 654 376	357 654 376	(S) Prestation liée au coût de l'énergie	357 654 376	...	...	...
...	167 000 000	...	360 265 376	527 265 376		527 265 376	...	...	159 365 898
Contributions									
Cotisations des déclarations et traitement des paiements									
33 725 943	115 000 000	...	...	148 725 943	Contributions à la province de Québec pour les frais de l'administration commune des taxes de vente fédérale et provinciale	131 402 654	...	17 323 289	127 173 170
...	...	...	...	...	Observation en matière de déclaration	...	...	...	334 620
33 725 943	115 000 000	...	...	148 725 943	Total—Contributions	131 402 654	...	17 323 289	127 507 790
Sommaire du portefeuille ministériel par activité de programme									
33 725 943	115 000 000	...	...	148 725 943	Cotisations des déclarations et traitement des paiements	131 402 654	...	17 323 289	127 173 170
...	...	...	...	...	Observation en matière de déclaration	...	...	...	334 620
...	167 000 000	...	360 265 376	527 265 376	Programmes de prestations	527 265 376	...	...	159 365 898
33 725 943	282 000 000	...	360 265 376	675 991 319	Total du portefeuille ministériel ⁽¹⁾	658 668 030	...	17 323 289	286 873 688

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ L'Agence des douanes et du revenu du Canada a été renommée Agence du revenu du Canada.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Aide à la clientèle	13 434 000	13 434 000	12 971 735
Cotisations des déclarations et traitement des paiements	30 499 600	30 499 600	29 394 763
Observation en matière de production de déclaration et de versement	91 135 000	91 135 000	88 069 905
Observation en matière de déclaration	9 349 600	9 349 600	9 021 865
Appels	7 080 800	7 080 800	6 874 694
Programmes de prestations	1 875 000	1 875 000	1 814 038
Total du portefeuille ministériel—⁽¹⁾			
Budgétaire	153 374 000	153 374 000	148 147 000

(1) L'Agence des douanes et du revenu du Canada a été renommée Agence du revenu du Canada.

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Revenus fiscaux—		
Impôt sur le revenu—		
Des particuliers	94 608 427 826	89 934 196 830
Des sociétés	31 724 042 457	29 955 402 284
Des non résidents	4 528 563 513	3 560 166 433
	130 861 033 796	123 449 765 547
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH)	14 388 841 795	12 321 750 005
Moins : décret de remise de la taxe gouvernementale crédit aux particuliers	1 189 064 831	1 128 307 158
	3 401 491 575	3 309 513 432
	9 798 285 389	7 883 929 415
Taxe d'accise—Carburant moteur—Essence	3 954 503 792	3 967 814 248
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel—		
Essence d'aviation et carboréacteur	13 231 389	22 427 386
Combustible diesel	1 055 448 140	1 017 935 623
	1 068 679 529	1 040 363 009
Droits d'accise—		
Spiritueux parvenus à maturité	486 012 919	645 283 432
Spiritueux non parvenus à maturité	(248 297)	(161 907)
Bière	587 542 592	497 509 315
Spiritueux rafraîchissants	30 101 006	10 282 082
Vin	252 102 258	143 355 749
Cigarettes	2 520 889 416	2 724 940 883
Cigares	6 602 730	5 466 326
Tabac manufacturé	164 893 487	242 866 797
Tabac naturel canadien en feuilles	173 249	242 669
Licences	18 900	19 400
	4 048 088 260	4 269 804 746
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	353 006 433	383 201 244
Autres taxes et droits d'accise—		
Taxes à la fabrication—		
Cigarettes	850 229	(9 248 349)
Tabac	929 977	(690 652)
Bijoux	34 610 326	42 109 077
Automobiles	7 218 727	5 945 164
Climatiseurs pour automobiles	138 686 590	137 728 109
Vins	(780 475)	15 812

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Primes d'assurance	19 032 185	11 822 856			
Divers	(21 567 984)	(619 143)			
	178 979 575	187 062 874			
Total des revenus fiscaux	150 262 576 774	141 181 941 083			
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	612 272	468 992			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	4 281 507	5 170 623			
	4 893 779	5 639 615			
Ventes de biens et de services—					
Droits et privilèges	50 000	142 000			
Location et utilisation de biens publics	126 128	165 838			
Services de nature réglementaire—					
Frais de perception d'assurance-emploi et du Régime de pensions du Canada	153 374 000	148 147 000			
Frais d'entente anticipée en matière de prix	1 888 394	1 839 731			
Divers	61 393	413 732			
	155 323 787	150 400 463			
Services de nature non réglementaire—					
Frais administratifs des programmes provinciaux	29 826 824	16 134 152			
Frais de services spéciaux	37 014	...			
Autres ministères du gouvernement—Recouvrements de coûts	93 160 670	...			
Divers	783 379	915 862			
	123 807 887	17 050 014			
Ventes de biens et de produits d'information—					
Vente d'articles non réclamés, sceaux, etc.	207 575	340 811			
Autres frais et droits—					
Frais d'administration pour titres non payés	700	6 517			
Revenus reportés	118 739	(3 392)			
Intérêts sur les autres revenus—Autres	14 723	21 169			
Autres ministères du gouvernement—Recouvrements de coûts—Non disponible pour être dépensés	2 858 800	...			
Régime d'avantages sociaux des employés—Recouvrement de coûts—Non disponible pour être dépensés	4 166 741	...			
Divers	89 543	1 006 174			
	7 249 246	1 030 468			
	286 764 623	169 129 594			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	407 219	123 200			
			Revenus divers—		
			Intérêts et pénalités—		
			Impôt sur le revenu des particuliers	2 026 143 350	1 789 686 496
			Impôt sur le revenu des sociétés	708 747 938	976 933 812
			Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH), droits de douane à l'importation, taxe d'accise et droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	338 502 961	375 038 802
				3 073 394 249	3 141 659 110
			Intérêts payés sur les remboursements—		
			Impôt sur le revenu des particuliers	(81 093 484)	(67 832 211)
			Impôt sur le revenu des sociétés	(441 534 150)	(495 791 715)
			Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH), droits de douane à l'importation et taxe d'accise	(53 459 731)	(37 656 134)
				(576 087 365)	(601 280 060)
			Divers—		
			Amendes imposées par le tribunal	12 248 542	9 040 491
			Saisies (douanes)	4 060 759	(3 262 757)
			Recouvrement d'avantages des employés	30 804 000	29 975 144
			Article 60 de la <i>Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada</i>	129 356 640	7 655 500
			Divers	830 142	352 246
				177 300 083	43 760 624
				2 674 606 967	2 584 139 674
			Total des autres revenus	2 966 672 588	2 759 032 083
			Total du portefeuille ministériel ⁽¹⁾	153 229 249 362	143 940 973 166 ⁽²⁾

(1) L'Agence des douanes et du revenu du Canada a été renommée Agence du revenu du Canada.

(2) Au cours de l'exercice, la Société canadienne des postes a été transférée à Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités). Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 63 400 000 \$.

SECTION 7

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Agriculture et Agroalimentaire

Ministère

Commission canadienne du lait

**Agence canadienne d'inspection des
aliments**

Commission canadienne des grains

Financement agricole Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	7.2
Sommaire du portefeuille ministériel	7.5
Activités de programme	7.9
Paievements de transfert	7.11
Détail des montants disponibles pour être dépensés.	7.15
Revenus	7.15

Ministère**Résultat stratégique**

Santé de l'environnement.

Description des activités de programme*Environnement*

Faire que le secteur respecte l'environnement et réalise des progrès dans les domaines des sols, de l'eau, de l'air et de la biodiversité.

Résultat stratégique

Sécurité du système alimentaire.

Description des activités de programme*Salubrité et qualité des aliments*

Réduire au minimum le risque et l'incidence des toxi-infections alimentaires sur la santé humaine, accroître la confiance des consommateurs et améliorer la capacité du secteur de répondre aux besoins des marchés des produits alimentaires ou de les dépasser.

Gestion des risques de l'entreprise

Améliorer la capacité des producteurs de gérer les risques et accroître la viabilité et la rentabilité du secteur.

Conseil national des produits agricoles

Dispenser des conseils au Ministre sur tous les sujets liés à l'élaboration des opérations des agences sous la *Loi des agences de produits agricoles*, avec l'objectif de maintenir et promouvoir une industrie efficace et compétitive.

Réviser les opérations des agences avec l'objectif d'assurer qu'elles soient livrées de manière cohérente avec leurs raisons d'être.

Travailler avec les agences afin de promouvoir la mise en marché plus efficace des produits agricoles dans le cadre du commerce interprovincial, des exportations et des agences de recherche en matière de promotion, et afin de promouvoir la mise en marché dans le commerce des importations et les contacts avec la recherche et les activités de promotion.

Questions internationales

Accroître les possibilités du secteur agroalimentaire canadien à l'échelle internationale.

Résultat stratégique

Innovations propices à la croissance.

Description des activités de programme*Innovation et renouveau*

Doter le secteur de nouvelles compétences en affaires et en gestion, favoriser la création de bioproduits et de systèmes de production fondés sur le savoir, et élaborer des stratégies pour ouvrir des débouchés et gérer le changement.

Agence canadienne du pari mutuel

Régulariser et superviser le pari mutuel en protégeant la mise publique, sur la base de recouvrement complet des coûts, de la manière la plus efficace et efficiente possible.

Secrétariat rural et Secrétariat aux coopératives

Mener une approche intégrée et pangouvernementale, appelée le Partenariat rural canadien, dans le cadre duquel le gouvernement vise à coordonner ses politiques économique, sociale, environnementale et culturelle de manière à atteindre le renouveau économique et social des collectivités rurales du Canada.

Faciliter les relations entre les coopératives et les ministères et agences fédéraux qui ont des lois et des politiques affectant les coopératives. Le Secrétariat fournit également des conseils à l'ensemble du gouvernement en ce qui a trait aux politiques affectant les coopératives, et coordonne la mise en œuvre de telles politiques, et agit à titre de centre d'expertise sur les coopératives au sein du gouvernement fédéral.

Questions internationales

Accroître les possibilités d'expansion du secteur agroalimentaire canadien à l'échelle internationale.

Commission canadienne du lait**Résultat stratégique**

Accroître la vitalité de l'industrie laitière canadienne au profit de tous les partenaires de l'industrie.

Description des activités de programme

Administre le système de gestion des approvisionnements du lait

- Établit les prix de soutien pour le beurre et la poudre de lait écrémé.
- Calcule et recommande le niveau cible national de production du lait de transformation.
- Agit comme facilitateur au sein de l'industrie laitière.
- Gère les Programmes intérieurs de saisonnalité (offre et demande).

Agence canadienne d'inspection des aliments

Résultat stratégique

Protéger les Canadiens contre les risques évitables pour la santé liés à la salubrité des aliments ou à la transmission de maladies animales à l'homme.

Description des activités de programme

Salubrité des aliments et santé publique

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), ainsi qu'un grand nombre d'organismes fédéraux, provinciaux et municipaux, travaillent à l'amélioration globale de la santé des Canadiens. La principale contribution de l'ACIA à cet effort est d'assurer la salubrité des aliments, la santé des animaux et la diffusion d'information permettant aux consommateurs de faire des choix nutritionnels éclairés.

Résultat stratégique

Assurer un régime de réglementation équitable et efficace au chapitre des aliments, des animaux et des végétaux.

Description des activités de programme

Science et réglementation

Mise en place d'un régime de réglementation des aliments, des animaux et des végétaux équitable et efficace et préservation de l'intégrité des politiques de réglementation et des activités d'inspection et de certification de l'ACIA.

Résultat stratégique

Assurer le maintien des ressources végétales et animales.

Description des activités de programme

Protection des ressources animales et végétales

Lutte contre les espèces envahissantes, réglementation des produits agricoles, y compris ceux issus de la biotechnologie, et protection du cheptel, des cultures et des forêts canadiennes contre les organismes nuisibles réglementés et les maladies.

Résultat stratégique

Sécurité contre les menaces délibérées envers les réserves alimentaires et les ressources agricoles canadiennes.

Description des activités de programme

Sécurité publique

Protection de la sécurité publique et agroalimentaire.

Commission canadienne des grains

Résultat stratégique

Un système d'assurance de la qualité du grain qui répond aux exigences changeantes des marchés céréaliers canadiens et internationaux.

Description des activités de programme

Offrir des services d'inspection et d'évaluation – Crédits parlementaires et Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (CCG)

Offrir des services d'inspection et d'analyses en recourant à un système d'assurance de la qualité du grain qui :

- est conforme au mandat législatif défini dans la *Loi sur les grains du Canada* et aux exigences des mem-

bres de l'industrie céréalière, du producteur au consommateur;

- fournit un soutien scientifique et technique; et
- peut traiter les variétés distinguables et non distinguables visuellement et avoir la capacité de séparer le grain selon des caractéristiques précises.

Résultat stratégique

Un système d'assurance de la quantité des grains qui répond aux besoins changeants de l'industrie céréalière.

Description des activités de programme

Offrir des services de pesée – Crédits parlementaires et Fonds renouvelable de la CCG

Offrir des services de pesée en recourant à un système d'assurance de la quantité du grain qui :

- est conforme au mandat législatif défini dans la *Loi sur les grains du Canada* et aux exigences des membres de l'industrie céréalière, du producteur au consommateur; et
- fournit un soutien technique.

Résultat stratégique

Des activités de recherche et de développement qui rehaussent la valeur marchande des grains canadiens.

Description des activités de programme

Mener des recherches pour mieux comprendre et évaluer la qualité des grains

Effectuer des activités de recherche et de développement sur la qualité du grain qui renforcent la facilité d'écoulement du grain canadien grâce :

- aux activités de recherche qui appuient le système d'assurance de la qualité du grain;
- aux activités de recherche à l'appui des nouveaux défis à relever; et
- à l'adaptation des normes de grain qui répondent à l'évolution des besoins de l'industrie céréalière.

Résultat stratégique

La défense des droits des producteurs de façon à ce que ces derniers soient traités équitablement au sein du réseau de manutention des grains.

Description des activités de programme

Défendre les droits des producteurs – Crédits parlementaires et Fonds renouvelable de la CCG

Défendre les droits des producteurs tels qu'ils sont stipulés dans la *Loi sur les grains du Canada* en :

- administrant un système d'agrément et de garantie;
- assurant le traitement équitable des producteurs par les sociétés céréalières agréées et les négociants en grain agréés et en communiquant aux producteurs des renseignements sur la qualité du grain; et
- la gestion équitable de l'option de livraison du grain par wagon de producteur.

Financement agricole Canada

Résultat stratégique

Le but de la société est de mettre en valeur le secteur rural canadien par la prestation de services et produits financiers et commerciaux, spécialisés et personnalisés, aux exploitations agricoles—notamment aux fermes familiales—et aux petites et moyennes entreprises liées à l'agriculture. Les activités de la société visent principalement les exploitations agricoles, notamment les fermes familiales.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	557 857 000	...	...	557 857 000	1				
...	...	...	95 437 064	95 437 064					
...	...	...	200 000	200 000					
...	557 857 000	...	95 637 064	653 494 064					
...	30 631 000	...	...	30 631 000	5				
...	...	...	563 200	563 200					
...	30 631 000	...	563 200	31 194 200					
...	371 227 000	...	...	371 227 000	10				
...	...	...	3 550 000	3 550 000					
...	...	...	2 900 000	2 900 000					
...	371 227 000	...	6 450 000	377 677 000					
...	1	...	...	1	15				
...	1	...	...	1	20				
600 000	200 000	...	(200 000)	600 000	(S)			600 000	...

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	451 538 000	...	617 132 000	1 068 670 000	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Programme canadien de stabilisation du revenu agricole	1 068 670 000	...	...	804 000 000
...	404 790 000	...	(58 904 530)	345 885 470	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Assurance-production	345 885 470	...	...	400 505 571
...	108 900 000	...	(75 450 644)	33 449 356	(S) Paiements de contributions par catégorie pour le repositionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie	33 449 356	...	...	131 206 129
...	65 500 000	...	(56 311 401)	9 188 599	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	9 188 599	...	...	13 834 819
...	4 000 000	...	(4 526 159)	(526 159)	(S) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	(526 159)	...	...	1 226 355
...	84 827 667	...	70 407 634	155 235 301	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Programmes provinciaux	155 235 301	...	...	108 722 559
...	1 080 000	...	5 598 575	6 678 575	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Projets de politiques agricoles	6 678 575	...	...	2 954 055
...	69 970	...	(1 175)	68 795	(S) Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire—Traitement et allocation pour automobile	68 795	...	...	67 927
...	72 498 000	...	3 731 037	76 229 037	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	76 229 037	...	...	71 378 206
3 128 051	...	...	...	3 128 051	(S) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel	1 195 431	...	1 932 620	(86 047)
...	...	...	131 600	131 600	(S) Fonds spécial de la Canadian Cattlemen's Association	131 600	...	...	...
...	...	...	(19 661 532)	(19 661 532)	(S) Paiements de subventions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	(19 661 532)	...	...	(66 944 101)
...	...	...	(8 119 108)	(8 119 108)	(S) Contributions à la transition aux programmes futurs de gestion des risques	(8 119 108)	...	...	(39 984)
...	...	...	(43 195)	(43 195)	(S) Paiements de subventions législatives par catégories pour le Programme d'aide au revenu agricole	(43 195)	...	...	896 860 000
...	...	...	4 104 773	4 104 773	(S) Dépenses en vertu de la section 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> aux termes des garanties du Programme des avances de crédit printanières	4 104 773	...	...	6 174 427
...	...	...	74 677	74 677	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	74 677	...	...	120 515
81 714	...	...	2 596 911	2 678 625	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 518 829	...	159 796	2 324 036
...	...	...	42 500 000	42 500 000	(S) Contributions à l'appui du Programme de paiements relatifs aux céréales et oléagineux	42 500 000	...	...	...

...	...	...	713 299 260	713 299 260	(S) Subventions à l'appui du Programme de paiements relatifs aux céréales et oléagineux	713 299 260	...	...	...
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	104 114 292
3 809 765	2 153 118 639	...	1 339 008 987	3 495 937 391	Total du ministère—Budgétaire	3 381 691 840	111 553 135	2 692 416	3 343 432 479
Commission canadienne du lait									
...	3 202 000	...	...	3 202 000	25 Dépenses du programme				
...	...	...	292 000	292 000	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	3 202 000	...	292 000	3 494 000	Total—Crédit 25	3 494 000	...	...	3 258 000
...	3 202 000	...	292 000	3 494 000	Total budgétaire	3 494 000	...	...	3 258 000
268 053 000	...	...	...	268 053 000	(S) (L) Prêts en vertu de la <i>Loi sur la Commission canadienne du lait</i> , article 16 tel que modifié par le crédit 50a de la <i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> . Limite 300 000 000 \$ (Net)	58 749 000	...	209 304 000	1 717 000
Total de l'organisme—									
...	3 202 000	...	292 000	3 494 000	Budgétaire	3 494 000	...	...	3 258 000
268 053 000	...	...	...	268 053 000	Non budgétaire	58 749 000	...	209 304 000	1 717 000
Agence canadienne d'inspection des aliments									
...	406 624 000	...	...	406 624 000	30 Dépenses de fonctionnement et contributions				
...	...	...	116 370 884	116 370 884	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	406 624 000	...	116 370 884	522 994 884	Total—Crédit 30	490 120 024	32 874 860	...	409 257 288
...	14 494 000	...	...	14 494 000	35 Dépenses en capital				
...	...	...	4 127 183	4 127 183	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	14 494 000	...	4 127 183	18 621 183	Total—Crédit 35	17 430 620	1 190 563	...	18 202 944
...	1 500 000	...	7 978 367	9 478 367	(S) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	9 478 367	...	...	72 658 650
...	66 413 000	...	4 324 308	70 737 308	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	70 737 308	...	...	59 878 114
25 000	...	...	375 322	400 322	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	343 204	...	57 118	386 710
...	...	...	4 525	4 525	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	4 525	...	...	10 780
...	...	...	13 862	13 862	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	13 862	...	...	5 699
25 000	489 031 000	...	133 194 451	622 250 451	Total de l'organisme—Budgétaire	588 127 910	34 065 423	57 118	560 400 185
Commission canadienne des grains									
...	5 434 000	...	...	5 434 000	40 Dépenses du programme				
...	...	...	711 150	711 150	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	...	...	21 000 000	21 000 000	Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	5 434 000	...	21 711 150	27 145 150	Total—Crédit 40	27 170 148	(24 998)	...	19 669 151
13 675 770	(127 000)	...	127 000	13 675 770	(S) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	(248 734)	...	13 924 504	7 703 331

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Total		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	587 000	...	...	587 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	587 000	...	...	2 175 000
7 784	...	...	7 039	14 823	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 823	...	...	...
13 683 554	5 894 000	...	21 845 189	41 422 743		Total de l'organisme—Budgétaire	27 523 237	(24 998)	13 924 504	29 547 482
Financement agricole Canada										
6 667 000	...	...	15 000 000	21 667 000	(S)	<i>Loi sur Financement agricole Canada</i> (L) Paiements de capital en vertu de la <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> , paragraphe 11(1). Limite 1 175 000 000 \$ (Net)	15 000 000	...	6 667 000	25 000 000
2 677 544 000	...	...	1 173 426 000	3 850 970 000		(L) Prêts à la Société en vertu de la <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> , paragraphe 12(3). Le total ne doit pas dépasser douze fois le capital de la Société (Net)	...	...	3 850 970 000	...
2 684 211 000	...	...	1 188 426 000	3 872 637 000		Total de l'organisme—Non budgétaire	15 000 000	...	3 857 637 000	25 000 000
Total du portefeuille ministériel—										
17 518 319	2 651 245 639	...	1 494 340 627	4 163 104 585		Budgétaire	4 000 836 987	145 593 560	16 674 038	3 936 638 146
2 952 264 000	...	...	1 188 426 000	4 140 690 000		Non budgétaire	73 749 000	...	4 066 941 000	26 717 000

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Environnement	214 505 839	227 132 934	11 298 592	12 121 878	62 750 237	53 058 104	17 750 000	12 891 758	...	...	270 804 668	279 421 158
Salubrité et qualité des aliments	52 577 843	49 501 868	2 307 056	2 210 762	31 228 099	6 066 454	770 000	38 636	...	...	85 342 998	57 740 448
Gestion des risques de l'entreprise	143 249 121	110 361 847	4 325 480	4 145 178	2 483 302 530	2 453 782 530	5 500 000	4 713 506	...	...	2 625 377 131	2 563 576 049
Conseil national des produits agricoles	2 560 326	3 589 014	...	...	600 000	...	...	...	...	...	3 160 326	3 589 014
Innovation et renouveau	246 743 763	223 985 356	9 514 856	9 119 391	118 433 233	102 282 716	7 480 000	2 577 089	...	...	367 211 852	332 810 374
Agence canadienne du pari mutuel	18 420 051	15 026 724	...	...	...	...	15 292 000	13 831 293	...	...	3 128 051	1 195 431
Secrétariat rural et Secrétariat aux coopératives	13 185 834	17 649 347	...	...	8 605 773	8 605 773	...	...	...	...	21 791 607	26 255 120
Questions internationales	91 222 474	89 361 828	3 748 216	3 592 487	24 150 068	24 150 068	...	137	...	...	119 120 758	117 104 246
Sous-total	782 465 251	736 608 918	31 194 200	31 189 696	2 729 069 940	2 647 945 645	46 792 000	34 052 419	...	...	3 495 937 391	3 381 691 840
Revenus affectés aux dépenses	(46 792 000)	(34 052 419)	...	...	...	...	(46 792 000)	(34 052 419)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	735 673 251	702 556 499	31 194 200	31 189 696	2 729 069 940	2 647 945 645	...	...	...	...	3 495 937 391	3 381 691 840
Commission canadienne du lait												
Administre le système de gestion des approvisionnements du lait—												
Budgétaire	3 494 000	3 494 000	...	...	...	...	...	...	...	...	3 494 000	3 494 000
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	268 053 000	58 749 000	268 053 000	58 749 000
Total de l'organisme—												
Budgétaire	3 494 000	3 494 000	...	...	...	...	...	...	...	...	3 494 000	3 494 000
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	268 053 000	58 749 000	268 053 000	58 749 000
Agence canadienne d'inspection des aliments												
Salubrité des aliments et santé publique	378 909 610	368 391 338	1 628 000	7 581 337	...	...	34 489 340	34 489 340	...	...	346 048 270	341 483 335
Science et réglementation	135 810 822	95 080 691	8 666 000	3 029 127	...	...	15 680 184	15 680 184	...	...	128 796 638	82 429 634
Protection des ressources animales et végétales	112 706 850	134 351 524	2 099 700	3 412 833	9 496 851	9 496 851	8 215 260	8 215 260	...	...	116 088 141	139 045 948
Sécurité publique	25 089 919	21 761 670	6 227 483	3 407 323	...	...	...	...	...	...	31 317 402	25 168 993
Sous-total	652 517 201	619 585 223	18 621 183	17 430 620	9 496 851	9 496 851	58 384 784	58 384 784	...	...	622 250 451	588 127 910
Revenus affectés aux dépenses	(58 384 784)	(58 384 784)	...	...	...	...	(58 384 784)	(58 384 784)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	594 132 417	561 200 439	18 621 183	17 430 620	9 496 851	9 496 851	...	...	...	...	622 250 451	588 127 910

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Commission canadienne des grains												
Offrir des services d'inspection et d'évaluation—												
Crédits parlementaires	22 515 504	12 341 576	...	...	...	...	...	...	...	...	22 515 504	12 341 576
Fonds renouvelable de la CCG	32 077 000	29 062 879	...	...	...	...	32 077 000	29 200 988	...	...	...	(138 109)
Offrir des services de pesée—												
Crédits parlementaires	8 510 919	1 203 321	...	...	...	...	...	...	...	...	8 510 919	1 203 321
Fonds renouvelable de la CCG	8 757 000	11 332 478	...	...	...	...	8 757 000	11 436 694	...	...	...	(104 216)
Mener des recherches pour mieux comprendre et évaluer la qualité des grains	8 903 853	10 074 955	...	...	...	...	...	...	...	...	8 903 853	10 074 955
Défendre les droits des producteurs—												
Crédits parlementaires	1 492 467	4 152 119	...	...	...	...	...	...	...	...	1 492 467	4 152 119
Fonds renouvelable de la CCG	1 061 000	653 496	...	...	...	...	1 061 000	659 905	...	...	...	(6 409)
Sous-total	83 317 743	68 820 824	...	...	...	...	41 895 000	41 297 587	...	...	41 422 743	27 523 237
Revenus affectés aux dépenses	(41 895 000)	(41 297 587)	...	...	...	...	(41 895 000)	(41 297 587)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	41 422 743	27 523 237	...	...	...	...	...	...	...	...	41 422 743	27 523 237
Financement agricole Canada—												
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	3 872 637 000	15 000 000	3 872 637 000	15 000 000
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	1 374 722 411	1 294 774 175	49 815 383	48 620 316	2 738 566 791	2 657 442 496	...	...	...	...	4 163 104 585	4 000 836 987
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	4 140 690 000	73 749 000	4 140 690 000	73 749 000

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Subventions									
Environnement									
...	...	...	...	...	...	...	...	...	38 000

Gestion des risques de l'entreprise									
...	...	...	(19 661 532)	(19 661 532)	(19 661 532)	...	...	...	(66 944 101)
...	...	...	(43 195)	(43 195)	(43 195)	...	...	...	896 860 000
...	...	...	713 299 260	713 299 260	713 299 260	...	...	...	...
...	...	...	131 600	131 600	131 600	...	...	...	...
...	...	...	693 726 133	693 726 133	693 726 133	...	...	...	829 915 899

Conseil national des produits agricoles									
600 000	200 000	...	(200 000)	600 000	...	...	600 000	...	...

Innovation et renouveau									
...	999 000	...	(205 722)	793 278	793 278	...	...	...	909 818
...	30 300 000	...	...	30 300 000	30 300 000	...	...	...	27 348 670
...	...	...	2 900 000	2 900 000	2 900 000	...	...	...	...
...	31 299 000	...	2 694 278	33 993 278	33 993 278	...	...	...	28 258 488
600 000	31 499 000	...	696 220 411	728 319 411	727 719 411	...	600 000	858 212 387	

Contributions									
Environnement									
...	98 427 000	...	(40 164 156)	58 262 844	48 570 711	9 692 133	...	...	32 428 032
...	4 497 000	...	(9 607)	4 487 393	4 487 393	...	...	...	5 063 332
...	102 924 000	...	(40 173 763)	62 750 237	53 058 104	9 692 133	...	...	37 491 364

Paiements de transfert—*Suite*

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
					Salubrité et qualité des aliments				
...	35 438 000	...	(4 209 901)	31 228 099	Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agro-alimentaire—Salubrité et qualité des aliments				
...	...	...	...	...	6 066 454	25 161 645	...	4 525 836
...	...	...	...	...	...	...	...	1 370 185 836
...	35 438 000	...	(4 209 901)	31 228 099	6 066 454	25 161 645	...	1 374 711 672	
					Gestion des risques de l'entreprise				
...	451 538 000	...	617 132 000	1 068 670 000	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Programme canadien de stabilisation du revenu agricole				
...	404 790 000	...	(58 904 530)	345 885 470	1 068 670 000	...	...	...
...	108 900 000	...	(75 450 644)	33 449 356	345 885 470	...	...	...
...	65 500 000	...	(56 311 401)	9 188 599	33 449 356	...	...	131 206 129
...	4 000 000	...	(4 526 159)	(526 159)	9 188 599	...	...	13 834 819
...	84 827 667	...	70 407 634	155 235 301	...	...	...	1 226 355
...	1 080 000	...	5 598 575	6 678 575	(526 159)	...	...	...
...	1 700 000	...	(1 036 957)	663 043	155 235 301	...	...	108 722 559
...	23 600 000	...	11 278 619	34 878 619	6 678 575	...	...	...
...	3 000 000	...	(778 911)	2 221 089	663 043	...	...	1 200 000
...	56 932 000	...	(25 776 873)	31 155 127	25 358 619	9 520 000	...	...
...	...	...	(8 119 108)	(8 119 108)	2 221 089	...	...	71 230
...	...	...	...	...	11 155 127	20 000 000	...	10 762 009
...	...	...	...	...	(8 119 108)	...	...	(39 984)

				(S) Contributions pour la gestion des risques agricoles— Gestion des risques de l'entreprise du Programme des avances de crédit printanières	4 104 773	4 104 773	4 104 773	...	...	6 174 427
...	...	...	63 591 712	63 591 712	Programme d'aide aux producteurs de tabac (PAPT)	63 591 712	...	...	...	...
...	...	...	42 500 000	42 500 000	(S) Contributions pour le financement du Programme de paiements aux producteurs de céréales et oléagineux	42 500 000	...	...	...	...
...	1 205 867 667	...	583 708 730	1 789 576 397		1 760 056 397	29 520 000	...	...	273 157 544
Innovation et renouveau										
...	48 450 000	...	(4 844 000)	43 606 000	Contributions en vertu du Programme des routes du grain des Prairies	31 741 000	11 865 000	...	...	35 136 913
...	6 061 000	...	1 059 096	7 120 096	Contributions afin de faciliter le développement rural et l'adapt- ation du secteur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire	7 120 096	...	...	...	1 582 446
...	9 400 000	...	(1 971 348)	7 428 652	Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agro- alimentaire—Science et innovation	3 143 135	4 285 517	...	...	...
...	1 710 000	...	(10 000)	1 700 000	Contribution à la Société de l'usine-pilote de protéines, d'huile et d'amidon (PHA)	1 700 000	...	...	...	1 710 000
...	356 000	...	(1 000)	355 000	Contributions à l'appui des organisations participant à la recherche et au développement agricoles	355 000	...	...	...	...
...	9 458 000	...	(1 402 620)	8 055 380	Programme d'éradication de la sharka du prunier	8 055 380	...	...	...	...
...	4 400 000	...	10 946 234	15 346 234	Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agro- alimentaire—Renouveau	15 346 234	...	...	...	...
...	864 000	...	(35 407)	828 593	Contributions en vertu du Programme Objectif carrière de la Stratégie emploi jeunesse	828 593	...	...	...	544 648
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...	6 332 170
...	80 699 000	...	3 740 955	84 439 955		68 289 438	16 150 517	...	...	45 306 177
Secrétariat rural et Secrétariat aux coopératives										
...	5 876 000	...	2 729 773	8 605 773	Contributions à l'appui du Canada rural et du développement dans le secteur des coopératives	8 605 773	...	...	...	3 759 898
Questions internationales										
...	29 442 000	...	(5 291 932)	24 150 068	Contributions pour venir en aide au secteur agricole et alimen- taire—International	24 150 068	...	...	...	26 658 900
...	317 000	...	(317 000)	...	Contributions à l'appui des organisations participant à la recherche et au développement agricoles	...	...	...	...	...
...	29 759 000	...	(5 608 932)	24 150 068		24 150 068	...	...	...	26 658 900
...	1 460 563 667	...	540 186 862	2 000 750 529	Total—Contributions	1 920 226 234	80 524 295	...	...	1 761 085 555
Sommaire du ministère par activité de programme										
...	102 924 000	...	(40 173 763)	62 750 237	Environnement	53 058 104	9 692 133	...	...	37 529 364
...	35 438 000	...	(4 209 901)	31 228 099	Salubrité et qualité des aliments	6 066 454	25 161 645	...	...	1 374 711 672
...	1 205 867 667	...	1 277 434 863	2 483 302 530	Gestion des risques de l'entreprise	2 453 782 530	29 520 000	...	...	1 103 073 443
600 000	200 000	...	(200 000)	600 000	Conseil national des produits agricoles	...	...	600 000	...	...
...	111 998 000	...	6 435 233	118 433 233	Innovation et renouveau	102 282 716	16 150 517	...	...	73 564 665
...	5 876 000	...	2 729 773	8 605 773	Secrétariat rural et Secrétariat aux coopératives	8 605 773	...	...	...	3 759 898
...	29 759 000	...	(5 608 932)	24 150 068	Questions internationales	24 150 068	...	...	...	26 658 900
600 000	1 492 062 667	...	1 236 407 273	2 729 069 940	Total du ministère	2 647 945 645	80 524 295	600 000	...	2 619 297 942

Paiements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Agence canadienne d'inspection des aliments				
					Contributions				
					Salubrité des aliments et santé publique				
					Contributions à l'appui des initiatives qui contribuent à améliorer, à faire avancer et à promouvoir le système fédéral d'inspection	...	...	...	758 789
	122 000	...	(122 000)	...					
					Protection des ressources animales et végétales				
					Indemnités versées, conformément aux dispositions approuvées par le gouverneur en conseil, aux propriétaires d'animaux morts des suites de la fièvre charbonneuse	17 000	...	...	...
	7 000	...	10 000	17 000	Versement aux provinces conformément aux règlements édictés par le gouverneur en conseil sur l'indemnisation des victimes de la rage, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants payés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts de la rage	1 484	...	...	3 905
	115 000	...	(113 516)	1 484	(S) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	9 478 367	...	...	72 658 650
	1 500 000	...	7 978 367	9 478 367		9 496 851	...	...	72 662 555
	1 622 000	...	7 874 851	9 496 851		9 496 851	...	...	73 421 344
	1 744 000	...	7 752 851	9 496 851	Total de l'organisme	9 496 851	...	...
600 000	1 493 806 667	...	1 244 160 124	2 738 566 791	Total du portefeuille ministériel	2 657 442 496	80 524 295	600 000	2 692 719 286

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Environnement	17 750 000	12 891 758	14 876 580
Salubrité et qualité des aliments	770 000	38 636	...
Gestion des risques de l'entreprise	5 500 000	4 713 506	1 802 984
Innovation et renouveau	7 480 000	2 577 089	...
Agence canadienne du pari mutuel	15 292 000	13 831 293	13 932 843
Questions internationales	...	137	...
Total du ministère—Budgétaire	46 792 000	34 052 419	30 612 407
Commission canadienne du lait			
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensés)			
Commission canadienne du lait			
Remboursement de prêts	268 053 000	128 998 000	137 956 000
Total de l'organisme—Non budgétaire	268 053 000	128 998 000	137 956 000
Agence canadienne d'inspection des aliments			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Salubrité des aliments et santé publique	34 489 340	34 489 340	31 264 796
Science et réglementation	15 680 184	15 680 184	12 591 699
Protection des ressources animales et végétales	8 215 260	8 215 260	10 953 699
Sécurité publique	...	...	189 000
Total de l'organisme—Budgétaire	58 384 784	58 384 784	54 999 194
Commission canadienne des grains			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Offrir des services d'inspection et d'évaluation	32 077 000	29 200 988	24 985 827
Offrir des services de pesée	8 757 000	11 436 694	9 276 781
Défendre les droits des producteurs	1 061 000	659 905	393 564
Total de l'organisme—Budgétaire	41 895 000	41 297 587	34 656 172
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	147 071 784	133 734 790	120 267 773
Non budgétaire	268 053 000	128 998 000	137 956 000

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements— ⁽¹⁾		
Prêts, placements et avances—		
Financement agricole Canada	5 310 160	3 678 515
Commission canadienne du lait	1 707 860	1 309 944
Centres de services agricoles	50	734
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	8 767	189
	7 026 837	4 989 382
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 771 481	22 110 369
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	26 182 649	1 908 433
	30 954 130	24 018 802
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges	4 981 431	4 625 453
Location et utilisation de biens publics	4 909 258	5 336 583
Services de nature réglementaire	25 672 967	25 195 427
Services de nature non réglementaire	3 034 150	431 127
Ventes de biens et de produits d'information	345 916	307 468
Autres frais et droits	3 262 689	2 791 417
	42 206 411	38 687 475
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 596 911	2 377 131
Revenus divers	3 049 533	6 989 426
Total du ministère	85 833 822	77 062 216
Agence canadienne d'inspection des aliments		
Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	40 526	41 563
Services de nature réglementaire	56 377 967	54 778 155
Autres frais et droits	406 870	275 063
	56 825 363	55 094 781
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	375 322	458 463
Revenus divers	462 154	868 580
Total de l'organisme	57 662 839	56 421 824

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Commission canadienne des grains		
Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire	33 335 941	30 146 952
Services de nature non réglementaire	5 395 939	5 767 124
Ventes de biens et de produits d'information	25 197	27 945
Autres frais et droits—		
Évaluation sur gain de change	5 628	278
Revenus reportés	(16 671)	(22 557)
	(11 043)	(22 279)
	38 746 034	35 919 742
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 039	7 784
Total de l'organisme	38 753 073	35 927 526
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	7 026 837	4 989 382
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	30 954 130	24 018 802
Ventes de biens et de services	137 777 808	129 701 998
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 979 272	2 843 378
Revenus divers	3 511 687	7 858 006
Total du portefeuille ministériel	182 249 734	169 411 566

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS DU CANADA **2005-2006**

Anciens Combattants

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	8.2
Sommaire du portefeuille ministériel	8.3
Activités de programme	8.5
Paiements de transfert	8.6
Détail des montants disponibles pour être dépensés.	8.8
Revenus	8.8

Résultat stratégique

Les anciens combattants de guerre du Canada, les anciens combattants et les membres actifs admissibles des Forces canadiennes, les clients de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), les civils admissibles et leurs familles bénéficient d'avantages et de services équitables en temps opportun.

Description des activités de programme*Pensions et allocations d'invalidité et de décès, et soutien financier*

Offrir des pensions d'invalidité ou de décès, du soutien financier sous forme d'allocations aux personnes suivantes : membres des Forces canadiennes et anciens combattants de la marine marchande ayant servi pendant la Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale ou la guerre de Corée; certains civils admissibles aux avantages en raison de leur service en temps de guerre; membres actifs et anciens membres des Forces canadiennes (y compris ceux qui ont servi dans des zones de service spécial) et conjoints survivants et personnes à charge du personnel civil et militaire.

Avantages pour soins de santé

Anciens Combattants Canada offre aux anciens combattants et à d'autres personnes admissibles, des avantages médicaux et d'autres avantages de santé, des avantages et des services dans le cadre du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, et des soins de longue durée dans son seul établissement ministériel, ainsi que dans des établissements communautaires ou contractants.

Prestation des programmes de pensions et de soins de santé

Assurer le versement de salaires et autres ressources de fonctionnement au niveau de l'administration centrale, régionale et du district pour la prestation de divers programmes qui relèvent des deux activités susmentionnées. Les ressources de l'activité Prestation des programmes sont réparties quasi également entre les deux activités.

Résultat stratégique

Les Canadiens se souviennent de ceux et celles qui ont servi le Canada en temps de guerre, de conflit armé et de paix et leur témoignent de la reconnaissance.

Description des activités de programme*Le Canada se souvient*

L'activité de programme Le Canada se souvient vise à perpétuer le souvenir des réalisations et des sacrifices de ceux et de celles qui ont servi le Canada en temps de guerre et de paix; à inciter les collectivités à commémorer ces réalisations et ces sacrifices, et à sensibiliser les collectivités à leur importance dans la vie des Canadiens d'aujourd'hui.

Résultat stratégique

Règlement équitable et efficace des appels relatifs aux pensions d'invalidité et aux allocations d'ancien combattant interjetés par des anciens combattants du temps de guerre, des anciens combattants et des membres actifs admissibles des Forces canadiennes, des clients de la GRC, des civils admissibles et leurs familles.

Description des activités de programme*Tribunal des anciens combattants (révision et appel)*

Donner aux anciens combattants de guerre du Canada, aux anciens combattants et aux membres actifs admissibles des Forces canadiennes, aux clients de la GRC, aux civils admissibles et à leurs familles la possibilité d'obtenir une audience de révision et d'appel pour assurer l'équité dans le processus de décision en matière de pension d'invalidité et d'allocations aux anciens combattants.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	788 291 000	...	...	788 291 000	1	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	43 759 271	43 759 271		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	...	...	115 000	115 000		Virement du CT, crédit 10 ⁽¹⁾			
...	788 291 000	...	43 874 271	832 165 271		Total—Crédit 1	829 291 503	2 873 768	768 761 076
...	32 351 000	...	...	32 351 000	5	Dépenses en capital	24 953 967	7 397 033	18 297 965
...	1 986 807 000	...	...	1 986 807 000	10	Subventions et contributions			
...	...	...	4 000	4 000		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	1 986 807 000	...	4 000	1 986 811 000		Total—Crédit 10	1 976 405 051	10 405 949	1 862 903 747
...	8 660 000	...	...	8 660 000	15	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)—			
...	...	...	1 209 094	1 209 094		Dépenses de fonctionnement			
...	8 660 000	...	1 209 094	9 869 094		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	69 970	...	1 552	71 522	(S)	Ministre des Anciens Combattants—Traitement et allocation pour automobile	71 522	...	69 722
...	2 000	...	(2 000)	...	(S)	Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i>	...	...	...
...	10 000	...	(10 000)	...	(S)	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	...	...	...
...	10 000	...	(10 000)	...	(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (<i>Loi de l'assurance des soldats de retour</i>)	...	...	...
...	175 000	...	19 285	194 285	(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (<i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i>)	194 285	...	172 545
...	36 694 000	...	3 968 096	40 662 096	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40 662 096	...	35 875 435
5 193	...	...	88 690	93 883	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	93 412	...	471 54 122
...	...	...	15 928	15 928	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	15 928	...	6 520
...	...	...	10 854	10 854	(S)	Montants adjugés par une cour	10 854	...	10 077
...	...	...	7 695	7 695	(S)	Pertes d'opérations de change	7 695	...	3 753
5 193	2 853 069 970	...	49 177 465	2 902 252 628		Total budgétaire	2 881 436 042	20 816 115	2 695 364 230

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
604 962 286	...	...	...	604 962 286	(S) (L) Prêts à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en vertu de la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , parties I, II et III telle que modifiée par le crédit L55 de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Limite 605 000 000 \$ (Net)	(20 770)	...	604 983 056	(31 055)
Total du portefeuille ministériel—⁽²⁾										
5 193	2 853 069 970	...	49 177 465	2 902 252 628	Budgétaire	2 881 436 042	20 816 115	471	2 695 364 230	
604 962 286	...	...	...	604 962 286	Non budgétaire	(20 770)	...	604 983 056	(31 055)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

(2) En raison de la nouvelle architecture des activités de programme (AAP), les programmes suivants : Programme des anciens combattants et Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel) sont maintenant rapportés comme des activités de programme.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Pensions et allocations d'invalidité et de décès, et soutien financier—												
Budgetaire	50 017 771	50 681 164	...	...	1 687 656 285	1 680 504 225	...	...	...	...	1 737 674 056	1 731 185 389
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	604 962 286	(20 770)	604 962 286	(20 770)
Avantages pour soins de santé	651 331 005	646 639 641	20 020 000	16 780 967	274 617 000	273 593 773	...	...	...	...	945 968 005	937 014 381
Prestation des programmes de pensions et de soins de santé	131 954 409	132 268 172	...	...	...	...	...	...	...	...	131 954 409	132 268 172
Le Canada se souvient	34 547 571	35 410 604	12 331 000	8 173 000	24 732 000	22 501 338	...	...	...	...	71 610 571	66 084 942
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	15 045 587	14 883 158	...	...	...	...	...	...	...	...	15 045 587	14 883 158
Total du portefeuille ministériel—⁽¹⁾												
Budgétaire	882 896 343	879 882 739	32 351 000	24 953 967	1 987 005 285	1 976 599 336	...	...	...	...	2 902 252 628	2 881 436 042
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	604 962 286	(20 770)	604 962 286	(20 770)

⁽¹⁾ En raison de la nouvelle architecture des activités de programme (AAP), les programmes suivants : Programme des anciens combattants et Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel) sont maintenant rapportés comme des activités de programme.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Subventions									
Pensions et allocations d'invalidité et de décès, et soutien financier									
...	1 415 000	...	300 000	1 715 000	Traitement et indemnités connexes	1 451 236	263 764	...	1 539 289
...	1 657 900 000	...	3 000 000	1 660 900 000	Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, CP 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la <i>Loi sur les pensions</i> ; indemnisation pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la <i>Loi sur les pensions</i> ; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve	1 656 004 065	4 895 935	...	1 583 102 057
...	750 000	...	...	750 000	Paiements effectués en vertu du règlement sur l'indemnisation en cas d'accidents d'aviation	626 891	123 109	...	621 537
...	71 000	...	...	71 000	Paiements de prestations pour bravoure	35 395	35 605	...	42 144
...	21 200 000	...	...	21 200 000	Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	20 558 647	641 353	...	22 776 440
...	1 690 000	...	...	1 690 000	Aide accordée en conformité avec les dispositions du règlement sur le fonds de secours	794 202	895 798	...	624 666
...	209 000	...	220 000	429 000	Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés	410 066	18 934	...	600 036
...	5 000	...	...	5 000	Formation universitaire et professionnelle	...	5 000	...	...
...	700 000	...	...	700 000	Aide aux anciens combattants canadiens—District d'outre-mer	429 438	270 562	...	525 494
...	2 000	...	...	2 000	Remboursement, en vertu du paragraphe 10(3) de la <i>Loi sur la réadaptation des anciens combattants</i>	...	2 000	...	...
...	10 000	...	(10 000)	...	(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	...	...	...	...
...	175 000	...	19 285	194 285	(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	194 285	...	...	172 545
...	2 000	...	(2 000)	...	(S) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i>	...	...	...	...
...	10 000	...	(10 000)	...	(S) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	...	...	...	...
...	1 684 139 000	...	3 517 285	1 687 656 285		1 680 504 225	7 152 060	...	1 610 004 208

				Le Canada se souvient				
				Association canadienne des anciens combattants du				
...	1 000	...	4 000	Royaume-Uni	5 000	...	...	1 000
...	16 319 000	...	(3 045 000)	Fonds du Souvenir	11 497 575	1 776 425	...	10 600 000
...	8 648 000	...	25 000	Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	8 671 911	1 089	...	9 113 872
...	70 000	...	...	Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	7 532	62 468	...	7 018
...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	340 000
...	25 038 000	...	(3 016 000)		20 182 018	1 839 982	...	20 061 890
...	1 709 177 000	...	501 285	1 709 678 285	Total—Subventions	1 700 686 243	8 992 042	... 1 630 066 098
				Contributions				
				Avantages pour soins de santé				
				Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu				
				du Programme pour l'autonomie des anciens combattants,				
				afin de les aider à payer les coûts des services complémen-				
...	277 100 000	...	(2 500 000)	taires de santé non couverts par les programmes de soins	273 593 773	1 006 227	...	230 716 068
				médicaux provinciaux				
...	17 000	...	...	Contributions aux provinces respectives, conformément aux	...	17 000	...	...
				accords relatifs à la cession des hôpitaux du ministère				
...	277 117 000	...	(2 500 000)		273 593 773	1 023 227	...	230 716 068
				Le Canada se souvient				
				Contributions, en vertu du Programme des contributions aux				
				partenaires, aux organisations, institutions et autres ordres				
				de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé				
				et au mieux-être des anciens combattants, et des activités				
				et événements commémoratifs				
...	710 000	...	2 000 000		2 319 320	390 680	...	2 294 126
...	277 827 000	...	(500 000)	277 327 000	Total—Contributions	275 913 093	1 413 907	... 233 010 194
				Sommaire du portefeuille ministériel par activité de				
				programme				
				Pensions et allocations d'invalidité et de décès, et soutien				
				financier				
...	1 684 139 000	...	3 517 285		1 680 504 225	7 152 060	...	1 610 004 208
...	277 117 000	...	(2 500 000)	Avantages pour soins de santé	273 593 773	1 023 227	...	230 716 068
...	25 748 000	...	(1 016 000)	Le Canada se souvient	22 501 338	2 230 662	...	22 356 016
...	1 987 004 000	...	1 285	1 987 005 285	Total du portefeuille ministériel ⁽¹⁾	1 976 599 336	10 405 949	... 1 863 076 292

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ En raison de la nouvelle architecture des activités de programme (AAP), le programme suivant : Programme des anciens combattants est maintenant rapporté comme une activité de programme.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances			
Remboursement de prêts	...	20 770	31 055
Total du portefeuille ministériel—⁽¹⁾			
Non budgétaire	...	20 770	31 055

⁽¹⁾ En raison de la nouvelle architecture des activités de programme (AAP), le programme suivant : Programme des anciens combattants est maintenant rapporté comme une activité de programme.

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Prêts, placements et avances—		
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances—Intérêt	1 903	3 637
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Allocations aux anciens combattants	110 189	401 295
Pensions	5 131 852	3 400 665
Autres subventions et contributions	253 558	287 459
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	4 024 632	4 806 209
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	...	5 853 421
	9 520 231	14 749 049
Ventes de biens et de services—		
Services de nature non réglementaire—		
Régimes provinciaux d'assurance-hospitalisation pour services aux malades hospitalisés	15 049 487	17 029 669
Autres services aux malades hospitalisés	3 881 167	2 901 203
Services médicaux	...	9 856
Repas	361 149	333 843
	19 291 803	20 274 571
Ventes de biens et de produits d'information	328	244
	19 292 131	20 274 815
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	88 690	59 315
Revenus divers—		
Recouvrement de pensions de gouvernements étrangers	3 198 143	3 962 042
Location d'espace dans les hôpitaux	123 770	79 961
Dons à la Couronne	225	210
Divers	419 994	82 139
	3 742 132	4 124 352
Total du portefeuille ministériel⁽¹⁾	32 645 087	39 211 168

⁽¹⁾ En raison de la nouvelle architecture des activités de programme (AAP), le programme suivant : Programme des anciens combattants est maintenant rapporté comme une activité de programme.

SECTION 9

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Citoyenneté et Immigration

Ministère

**Commission de l'immigration et du
statut de réfugié du Canada**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	9.2
Sommaire du portefeuille ministériel	9.4
Activités de programme	9.6
Paievements de transfert	9.7
Détail des montants disponibles pour être dépensés.	9.8
Revenus	9.8

Ministère**Résultat stratégique**

Optimisation de la contribution des migrations au développement social, culturel et économique du Canada.

Description des activités de programme*Programme d'immigration*

Concevoir, élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à faciliter l'entrée des résidents permanents et à maximiser leur contribution économique, sociale et culturelle au Canada, tout en protégeant la santé des Canadiens et en assurant leur sécurité.

Programme des résidents temporaires

Concevoir, élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à faciliter l'entrée des travailleurs temporaires, des étudiants et des visiteurs, et à maximiser leur contribution économique, sociale et culturelle au Canada, tout en protégeant la santé des Canadiens et en assurant leur sécurité.

Résultat stratégique

Réflexion des valeurs canadiennes dans la gestion des migrations internationales, y compris la protection des réfugiés.

Description des activités de programme*Rôle du Canada dans la gestion des migrations internationales et la protection*

Faire valoir la position du Canada dans le contexte des migrations internationales afin d'influencer les objectifs de la communauté internationale en matière de migrations et de protection.

Programme des réfugiés

Poursuivre la tradition humanitaire du Canada en protégeant les réfugiés et les personnes ayant besoin de protection au Canada et à l'étranger.

Résultat stratégique

Intégration des nouveaux arrivants avec succès et promotion de la citoyenneté canadienne.

Description des activités de programme*Programme d'intégration*

Élaborer des politiques et des programmes visant à appuyer l'établissement, le rétablissement, l'adaptation et l'intégration des nouveaux arrivants dans la société canadienne en assurant l'exécution de programmes d'orientation, d'adaptation et de cours de langue à l'intention des nouveaux arrivants.

Programme de citoyenneté

Concevoir, élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à administrer le processus d'octroi de la citoyenneté canadienne et à promouvoir les valeurs, les droits et les obligations liés à la citoyenneté canadienne.

Résultat stratégique

Développement urbain durable et renouvellement dans le secteur riverain de Toronto.

Description des activités de programme*Revitalisation du secteur riverain de Toronto*

Gestion du programme et coordination de la contribution du gouvernement fédéral aux infrastructures municipales, ainsi qu'aux parcs, aires de récréation et espaces verts, visant le renouvellement et la revitalisation du secteur riverain de Toronto.

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada**Résultat stratégique**

Décisions éclairées sur des questions touchant les immigrants et les réfugiés rendues avec efficacité et équité et conformément à la loi.

Description des activités de programme*Protection des réfugiés*

L'activité du programme et/ou tribunal de la protection des réfugiés a pour responsabilité de rendre des décisions concernant les demandes d'asile faites par des personnes au Canada. Les décisions ont trait à la question de savoir si une personne craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques. Des décisions sont également rendues sur la question de savoir si une personne est exposée à un risque de torture, à une menace à sa vie ou au risque de traitements ou peines cruels ou inusités en cas de renvoi.

Appels en matière d'immigration

L'activité du programme et/ou tribunal d'appel en matière d'immigration met à la disposition des citoyens canadiens et des résidents permanents dont des membres de la famille se sont vu refuser la résidence permanente au Canada, ainsi qu'aux personnes qui se sont vu refuser l'admission au Canada ou dont on a ordonné le renvoi, un tribunal quasi judiciaire devant lequel ils peuvent interjeter appel. Cela suppose d'entendre les appels contre le refus de demandes parrainées de résidence permanente, les appels contre des mesures de renvoi prises contre des résidents permanents, les appels interjetés par des personnes protégées, comme des réfugiés au sens de la Convention ou des personnes titulaires d'un visa de résident permanent, et les appels

interjetés par le Ministre contre la décision d'un commissaire de la Section de l'immigration d'autoriser l'admission ou de ne pas ordonner le renvoi.

Enquêtes et contrôles des motifs de détention

L'activité du programme et/ou tribunal lié aux enquêtes et contrôles des motifs de détention a pour responsabilité de tenir :

- les enquêtes concernant les personnes qui tentent d'entrer au Canada ou qui se trouvent déjà au Canada et sont considérées comme interdites de territoire; et
- les contrôles des motifs de détention des personnes mises en détention pour des motifs liés à l'immigration à l'étape de l'interrogatoire ou de l'enquête ou dans le cadre du processus de renvoi.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	376 517 000	...	...	376 517 000	1				
...	...	...	52 038 909	52 038 909					
...	...	...	352 000	352 000					
...	376 517 000	...	52 390 909	428 907 909					
...	422 653 577	...	...	422 653 577	5				
...	...	...	6 751 000	6 751 000					
...	422 653 577	...	6 751 000	429 404 577					
...	69 970	...	(4 870)	65 100	(S)	65 100	...	...	69 979
...	34 683 000	...	6 637 440	41 320 440	(S)	41 320 440	...	...	43 608 136
35 875	...	...	7 810	43 685	(S)	...	35 875	7 810	10 895
...	...	...	12 305 898	12 305 898	(S)	12 305 898	...	...	10 963 598
...	...	...	79 397	79 397	(S)	79 397	...	...	42 434
...	...	...	41 631	41 631	(S)	41 631	...	...	132 713
...	...	...	...	...		...	...	...	913 740
35 875	833 923 547	...	78 209 215	912 168 637		882 451 613	29 709 214	7 810	882 774 029
68 057 027	...	...	...	68 057 027	(S)	(1 671 802)	...	69 728 829	(551 306)
35 875	833 923 547	...	78 209 215	912 168 637		882 451 613	29 709 214	7 810	882 774 029
68 057 027	...	...	...	68 057 027		(1 671 802)	...	69 728 829	(551 306)
					Total du ministère—				
					Budgétaire	882 451 613	29 709 214	7 810	882 774 029
					Non budgétaire	(1 671 802)	...	69 728 829	(551 306)
					Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
...	98 601 400	...	...	98 601 400	10				
...	...	...	6 497 551	6 497 551					
...	98 601 400	...	6 497 551	105 098 951		100 212 609	4 886 342	...	111 841 364

...	13 394 600	...	(877 073)	12 517 527	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 517 527	...	...	14 053 740
...	...	...	2 937	2 937	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 937	...	...	2 241
...	111 996 000	...	5 623 415	117 619 415	Total de l'organisme—Budgétaire	112 733 073	4 886 342	...	125 897 345
35 875	945 919 547	...	83 832 630	1 029 788 052	Total du portefeuille ministériel—	995 184 686	34 595 556	7 810	1 008 671 374
68 057 027	...	...	...	68 057 027	Budgétaire	(1 671 802)	...	69 728 829	(551 306)
					Non budgétaire				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Programme d'immigration	199 618 900	191 094 521	...	...	...	...	...	...	...	...	199 618 900	191 094 521
Programme des résidents temporaires	105 576 924	101 461 661	...	...	...	...	...	...	...	...	105 576 924	101 461 661
Rôle du Canada dans la gestion des migrations internationales et la protection	1 745 862	1 303 394	...	...	1 804 000	1 256 336	...	...	...	...	3 549 862	2 559 730
Programme des réfugiés—												
Budgétaire	81 659 914	80 357 154	...	...	...	...	...	...	...	...	81 659 914	80 357 154
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	68 057 027	(1 671 802)	68 057 027	(1 671 802)
Programme d'intégration	28 965 718	28 155 101	...	...	427 600 577	416 869 341	...	...	...	...	456 566 295	445 024 442
Programme de citoyenneté	64 431 742	61 189 344	...	...	...	...	...	...	...	...	64 431 742	61 189 344
Revitalisation du secteur riverain de Toronto	765 000	764 761	...	...	...	...	...	...	...	...	765 000	764 761
Total du ministère—												
Budgétaire	482 764 060	464 325 936	...	...	429 404 577	418 125 677	...	...	...	...	912 168 637	882 451 613
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	68 057 027	(1 671 802)	68 057 027	(1 671 802)
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada												
Protection des réfugiés	94 234 315	90 655 372	...	...	...	...	...	...	...	...	94 234 315	90 655 372
Appels en matière d'immigration	12 092 625	11 688 581	...	...	...	...	...	...	...	...	12 092 625	11 688 581
Enquêtes et contrôles des motifs de détention	11 292 475	10 389 120	...	...	...	...	...	...	...	...	11 292 475	10 389 120
Total de l'organisme—Budgétaire	117 619 415	112 733 073	...	...	...	...	...	...	...	...	117 619 415	112 733 073
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	600 383 475	577 059 009	...	...	429 404 577	418 125 677	...	...	...	...	1 029 788 052	995 184 686
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	68 057 027	(1 671 802)	68 057 027	(1 671 802)

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Subventions									
Programme d'intégration									
...	181 602 000	...	6 751 000	188 353 000	Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	188 353 000	...	...	160 786 000
Contributions									
Rôle du Canada dans la gestion des migrations internationales et la protection									
...	304 000	...	...	304 000	Élaboration des politiques en matière de migration	243 784	60 216	...	256 575
...	2 000 000	...	(500 000)	1 500 000	Organisation internationale pour les migrations	1 012 552	487 448	...	1 204 557
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	500 000
...	2 304 000	...	(500 000)	1 804 000		1 256 336	547 664	...	1 961 132
Programme d'intégration									
...	2 800 000	...	721 067	3 521 067	Programme d'accueil	3 326 549	194 518	...	3 110 471
...	44 775 406	...	3 620 201	48 395 607	Établissement et adaptation des immigrants	42 899 887	5 495 720	...	38 358 314
...	44 550 000	...	(307 899)	44 242 101	Aide à la réinstallation	39 753 923	4 488 178	...	42 529 960
...	46 254 171	...	2 721 145	48 975 316	Contributions aux provinces	48 975 316	...	...	45 671 564
...	100 368 000	...	(6 254 514)	94 113 486	Cours de langue pour les immigrants au Canada	93 560 666	552 820	...	94 033 368
...	238 747 577	...	500 000	239 247 577		228 516 341	10 731 236	...	223 703 677
...	241 051 577	...	...	241 051 577	Total—Contributions	229 772 677	11 278 900	...	225 664 809
Sommaire du portefeuille ministériel par activité de programme									
...	2 304 000	...	(500 000)	1 804 000	Rôle du Canada dans la gestion des migrations internationales et la protection	1 256 336	547 664	...	1 961 132
...	420 349 577	...	7 251 000	427 600 577	Programme d'intégration	416 869 341	10 731 236	...	384 489 677
...	422 653 577	...	6 751 000	429 404 577	Total du portefeuille ministériel	418 125 677	11 278 900	...	386 450 809

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants			
Remboursements de prêts—Article 119	...	15 245 408	13 757 773
Total du portefeuille ministériel—Non budgétaire	...	15 245 408	13 757 773

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Prêts, placements et avances—		
Intérêt sur les prêts d'aide et de transport	798 697	892 540
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrement de mauvaises créances	155 555	141 234
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 935 622	862 812
Redressements des créanciers de l'exercice précédent	2 624 756	6 007 913
	5 715 933	7 011 959
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Droits de résidence permanente	145 028 163	165 789 872
Droits exigibles pour l'octroi à la citoyenneté	26 911 014	18 417 689
	171 939 177	184 207 561
Services de nature réglementaire—		
Changement au statut de citoyenneté	32 760 354	21 837 254
Document relatif au statut de citoyenneté	5 342 357	4 143 211
Frais d'application de résidence permanente—		
Résidence permanente (avant LIPR)	1 339 381	1 714 788
Personne à charge de moins de 19 ans (avant LIPR)	62 630	88 424
Décret en conseil (avant LIPR)	29	625
Regroupement familial (incluant parrainage)	34 148 132	30 786 833
Travailleurs qualifiés	77 311 147	81 190 795
Investisseurs—Entrepreneurs—Travailleurs autonomes	5 148 395	4 943 563
Autres catégories	17 948 029	27 869 687
Demande de séjour à titre de résident permanent	49 844	72 045
Carte de résident permanent (CRP)	2 531 608	6 329 844
Visa de résident temporaire—		
Entrée unique et prolongation du statut au Canada	54 401 506	49 604 628
Entrée multiple	29 813 827	26 403 045
Maximum par famille	3 559 377	3 380 875
Permis de travail	29 789 603	26 914 502
Permis de travail—Groupe d'artistes	400 227	413 410
Permis d'études	19 779 424	20 596 698
Attestation et remplacement d'un document d'immigration—		
Sauf CRP	574 080	455 494
Permis de séjour temporaire	2 846 241	2 794 671
Rétablissement du statut de résident temporaire	2 074 091	1 886 992
Réadaptation—Criminalité	475 087	386 634
Réadaptation—Grande criminalité	217 634	115 111
Autorisation de retour au Canada en vertu de la L52(1)	503 622	459 138
Données statistiques sur l'immigration	208 371	46 778
Document de voyage	783 074	1 625 289
Remise—Offre d'emploi relative aux entreprises familiales	...	(800)
Remise—Permis de retour pour résident permanent	...	(12 035)
	322 068 070	314 047 499

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ventes de biens et de produits d'information—		
Accès à l'information	78 113	67 930
Autres frais et droits	132 009	187 950
	494 217 369	498 510 940
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 810	35 875
Revenus divers—		
Intérêts sur les comptes clients en souffrance	37 989	18 635
Gains sur dépôt bancaire de monnaie étrangère	4 305	5 287
Loi sur l'immigration—Amendes	30 001	52 714
Divers	1 779	21 223
	74 074	97 859
Total du ministère	500 813 883	506 549 173
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	58 713	25 103
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	336 980	109 623
	395 693	134 726
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 937	2 241
Revenus divers	690	698
Total de l'organisme	399 320	137 665
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	798 697	892 540
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 111 626	7 146 685
Ventes de biens et de services	494 217 369	498 510 940
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	10 747	38 116
Revenus divers	74 764	98 557
Total du portefeuille ministériel	501 213 203	506 686 838

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 10

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Conseil du Trésor

Secrétariat

École de la fonction publique du Canada

**Agence de gestion des ressources humaines
de la fonction publique du Canada**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme.....	10.2
Sommaire du portefeuille ministériel.....	10.3
Activités de programme.....	10.5
Paiements de transfert.....	10.6
Détail des montants disponibles pour être dépensés ..	10.8
Revenus.....	10.8

Secrétariat**Résultat stratégique**

Gérance rigoureuse des ressources publiques en vue d'atteindre des résultats pour les Canadiens.

Description des activités de programme

Rendement en matière de gestion et de dépenses : normes claires en matière de gestion publique et ressources harmonisées aux priorités gouvernementales

Cette activité de programme vise à promouvoir une saine gestion publique en définissant des attentes claires et réalisables en matière de dépenses de l'utilisation des ressources, en favorisant des relations de travail axées sur la collaboration, en suivant le rendement de gestion, en harmonisant les ressources aux priorités gouvernementales et en communiquant les résultats au Parlement.

Fonction de contrôleur et vérification : contrôles financiers garantissant l'établissement de rapports fiables et transparents sur les dépenses publiques

Cette activité de programme vise à mettre en place des vérifications, des contrôles financiers et de gestion, des mécanismes de surveillance et de rapport efficaces. Elle vise en outre à garantir l'optimisation des ressources par l'investissement des fonds publics.

Fonds gérés par l'administration centrale

Cette activité de programme assure la saine gestion et l'administration des fonds centraux concernant :

- les éventualités du gouvernement;
- les initiatives pangouvernementales; et
- les régimes de pensions, d'avantages sociaux et d'assurances de la fonction publique.

École de la fonction publique du Canada**Résultat stratégique**

Les fonctionnaires reçoivent l'apprentissage commun dont ils ont besoin pour servir efficacement le Canada et les Canadiens.

Description des activités de programme

Développer, gérer, diffuser des produits du savoir

Pour livrer son mandat l'École, grâce à ses centres de connaissances et de recherche, élabore, gère et diffuse des produits de pointe qui correspondent à son mandat afin d'être reconnue internationalement comme centre d'expertise dans les domaines de l'administration publique, de la gestion du secteur public et de l'enseignement aux adultes.

Gérer la prestation de services d'apprentissage

Pour remplir son mandat l'École, grâce à ses centres d'apprentissage, gère la prestation d'une vaste gamme de services d'apprentissage fondés sur les résultats pour répondre aux besoins communs en matière d'apprentissage des fonctionnaires et donne des conseils éclairés aux ministères et agences sur l'élaboration de stratégies d'apprentissage et sur la façon de créer des conditions qui favorisent l'épanouissement de la culture de l'apprentissage.

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada**Résultat stratégique**

Une fonction publique moderne et professionnelle.

Description des activités de programme

Modernisation de la gestion des ressources humaines et responsabilisation

Ce programme se compose de trois secteurs d'activités clés :

- 1) la planification et responsabilisation des ressources humaines;
- 2) la mise en œuvre de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique (LMFP)*;
- 3) l'organisation, la classification et politique sur l'emploi.

Fonction publique représentative et accessible

Ce programme se compose de deux secteurs d'activités clés :

- 1) l'équité en emploi et diversité;
- 2) les langues officielles.

Leadership efficace, et avec éthique et un milieu de travail de qualité

Ce programme se compose de deux secteurs d'activités clés :

- 1) le perfectionnement du leadership;
- 2) les valeurs et l'éthique de la fonction publique.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	140 551 000	...	...	140 551 000	1				
...	...	...	11 409 376	11 409 376					
...	...	...	352 000	352 000					
...	140 551 000	...	11 761 376	152 312 376					
...	750 000 000	...	...	750 000 000	5				
...	...	...	(750 000 000)	(750 000 000)					
...	750 000 000	...	(750 000 000)	...					
...	16 050 000	...	...	16 050 000	10				
...	...	...	(16 050 000)	(16 050 000)					
...	16 050 000	...	(16 050 000)	...					
...	1 653 700 000	...	...	1 653 700 000	20	1 381 316 278	272 383 722	...	1 350 001 404
...	69 970	...	1 552	71 522	(S)	71 522	...	...	69 655
...	19 023 000	...	(4 076 826)	14 946 174	(S)	14 946 174	...	...	13 487 167
...	20 000	...	(14 014)	5 986	(S)	5 986	...	...	24 332
...	...	...	269 090	269 090	(S)	269 090	...	...	378 550
...	...	...	42 207 832	42 207 832	(S)	42 207 832	...	...	82 982 047
...	...	...	7 059	7 059	(S)	...	...	7 059	...
...	2 579 413 970	...	(715 893 931)	1 863 520 039		1 578 259 473	285 253 507	7 059	1 575 072 941
Secrétariat									
...	48 670 000	...	...	48 670 000	25				
...	...	...	27 698 901	27 698 901					
...	48 670 000	...	27 698 901	76 368 901		72 926 003	3 442 898	...	60 901 092
...	4 790 000	...	3 161 009	7 951 009	(S)	7 951 009	...	...	7 050 784
École de la fonction publique du Canada ⁽¹⁾									

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements		Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
3 775 208	...	...	...	3 775 208	(S) Dépense des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la Loi sur l'École de la fonction publique du Canada—				
...	...	...	25 573 560	25 573 560	Montant non dépensé au début de l'exercice				
3 775 208	...	...	25 573 560	29 348 768	Montant reçu au cours de l'exercice				
...	...	...	12 821	12 821	Total	19 474 016	...	9 874 752	11 496 027
3 775 208	53 460 000	...	56 446 291	113 681 499	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	12 821	...
					Total de l'organisme—Budgétaire	100 351 028	3 442 898	9 887 573	79 447 903
					Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada				
...	62 084 000	...	...	62 084 000	30 Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	21 800 000	21 800 000	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	62 084 000	...	21 800 000	83 884 000	Total—Crédit 30	82 428 371	1 455 629	...	70 208 187
...	16 200 000	...	...	16 200 000	35 Contributions	8 148 281	8 051 719	...	16 081 569
...	8 436 000	...	297 230	8 733 230	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 733 230	...	...	7 693 317
...	86 720 000	...	22 097 230	108 817 230	Total de l'organisme—Budgétaire	99 309 882	9 507 348	...	93 983 073
3 775 208	2 719 593 970	...	(637 350 410)	2 086 018 768	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 777 920 383	298 203 753	9 894 632	1 748 503 917

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ L'École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) a été renommée École de la fonction publique du Canada.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Secrétariat												
Rendement en matière de gestion et de dépenses : normes claires en matière de gestion publique et ressources harmonisées aux priorités gouvernementales	179 153 464	171 297 413	...	...	250 000	62 500	3 119 000	2 535 158	...	...	176 284 464	168 824 755
Fonction de contrôleur et vérification : contrôles financiers garantissant l'établissement de rapports fiables et transparents sur les dépenses publiques	33 504 589	28 087 453	...	...	25 000	25 000	...	...	...	...	33 529 589	28 112 453
Fonds gérés par l'administration centrale	1 783 585 986	1 538 744 191	...	...	520 000	303 922	130 400 000	157 725 848	...	...	1 653 705 986	1 381 322 265
Sous-total	1 996 244 039	1 738 129 057	...	...	795 000	391 422	133 519 000	160 261 006	...	...	1 863 520 039	1 578 259 473
Revenus affectés aux dépenses	(133 519 000)	(160 261 006)	...	...	...	...	(133 519 000)	(160 261 006)	...	...	...	...
Total du secrétariat—Budgétaire	1 862 725 039	1 577 868 051	...	...	795 000	391 422	...	...	...	...	1 863 520 039	1 578 259 473
École de la fonction publique du Canada ⁽¹⁾												
Développer, gérer, diffuser des produits du savoir	18 516 301	16 548 322	...	...	175 000	15 500	...	...	...	...	18 691 301	16 563 822
Gérer la prestation de services d'apprentissage	94 990 198	83 787 206	...	...	...	...	...	...	...	...	94 990 198	83 787 206
Total de l'organisme—Budgétaire	113 506 499	100 335 528	...	...	175 000	15 500	...	...	...	...	113 681 499	100 351 028
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada												
Modernisation de la gestion des ressources humaines et responsabilisation	37 684 800	37 464 521	...	...	...	...	...	...	...	...	37 684 800	37 464 521
Fonction publique représentative et accessible	12 976 630	12 511 025	...	...	...	...	...	...	...	...	12 976 630	12 511 025
Leadership efficace, et avec éthique et un milieu de travail de qualité	41 955 800	41 186 055	...	...	16 200 000	8 148 281	...	...	...	...	58 155 800	49 334 336
Total de l'organisme—Budgétaire	92 617 230	91 161 601	...	...	16 200 000	8 148 281	...	...	...	...	108 817 230	99 309 882
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 068 848 768	1 769 365 180	...	...	17 170 000	8 555 203	...	...	...	...	2 086 018 768	1 777 920 383

⁽¹⁾ L'École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) a été renommée École de la fonction publique du Canada.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Secrétariat				
					Contributions				
					Rendement en matière de gestion et de dépenses : normes claires en matière de gestion publique et ressources harmonisées aux priorités gouvernementales				
...	...	...	250 000	250 000	Programme d'aide aux initiatives de politique et de recherche	62 500	187 500	...	258 932
					Fonction de contrôleur et vérification : contrôles financiers garantissant l'établissement de rapports fiables et trans- parents sur les dépenses publiques				
...	...	...	25 000	25 000	Programme d'aide aux initiatives de politique et de recherche	25 000	...	...	...
...	...	...	275 000	275 000	Total—Contributions	87 500	187 500	...	258 932
					Autres paiements de transfert				
					Fonds gérés par l'administration centrale				
					Paiements, sous forme d'indemnités pour des accidents du travail, conformément aux régimes de la fonction publique de prestations versées aux survivants des employés décédés dans l'exercice de leurs fonctions				
...	498 000	...	14 014	512 014		294 157	217 857	...	327 459
...	20 000	...	(14 014)	5 986	(S) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	5 986	...	...	24 332
...	2 000	...	...	2 000	Régime spécial d'indemnisation pour les conjoints des attachés des Forces canadiennes	3 779	(1 779)	...	3 618
...	520 000	...	...	520 000	Total—Autres paiements de transfert	303 922	216 078	...	355 409
...	520 000	...	275 000	795 000	Total du secrétariat	391 422	403 578	...	614 341
					École de la fonction publique du Canada ⁽¹⁾				
					Contributions				
					Développer, gérer, diffuser des produits du savoir Contribuer à la recherche ou autres activités liées à la théorie et à la pratique de la gestion dans le secteur public				
...	175 000	...	...	175 000		15 500	159 500	...	164 000
...	175 000	...	...	175 000	Total de l'organisme	15 500	159 500	...	164 000

**Agence de gestion des ressources humaines de la
fonction publique du Canada**

Contributions

Leadership efficace, et avec éthique et un milieu de
travail de qualité

...	16 200 000	...	...	16 200 000	Programme de stages pour les jeunes	8 148 281	8 051 719	...	16 081 569
...	16 200 000	...	...	16 200 000	Total de l'organisme	8 148 281	8 051 719	...	16 081 569
...	16 895 000	...	275 000	17 170 000	Total du portefeuille ministériel	8 555 203	8 614 797	...	16 859 910

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ L'École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) a été renommée École de la fonction publique du Canada.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Secrétariat			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Rendement en matière de gestion et de dépenses : normes claires en matière de gestion publique et ressources harmonisées aux priorités gouvernementales	3 119 000	2 535 158	2 192 335
Fonds gérés par l'administration centrale	130 400 000	157 725 848	174 234 866
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	133 519 000	160 261 006	176 427 201

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Secrétariat		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de traitements, biens et services	156 616	78 895
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 708 523	692 168
	2 865 139	771 063
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits—		
Demandes d'accès à l'information	1 380	967
Divers	2 535 158	2 192 334
	2 536 538	2 193 301
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 059	...
Revenus divers—		
Frais de stationnement	11 168 431	10 511 632
Remboursements d'avantages sociaux des employés	375 130	367 825
Pénalités disciplinaires	33 102	37 041
Divers	822 208	1 375 016
	12 398 871	12 291 514
Total du secrétariat	17 807 607	15 255 878
École de la fonction publique du Canada ⁽¹⁾		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	20 959	...
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire—		
Paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> —Frais de cours et autres revenus relatifs à ces cours	25 573 560	15 271 235
Revenus non disponibles à être dépensés	6 143 000	12 000 000
	31 716 560	27 271 235
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	12 821	...
Revenus divers	29 359	9 861
Total de l'organisme	31 779 699	27 281 096

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	16 907	9 016
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	880 553	...
	897 460	9 016
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits—		
Demandes—Accès à l'information	226	290
Revenus divers	8 549	1 594
Total de l'organisme	906 235	10 900
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 783 558	780 079
Ventes de biens et de services	34 253 324	29 464 826
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	19 880	...
Revenus divers	12 436 779	12 302 969
Total du portefeuille ministériel	50 493 541	42 547 874

(1) L'École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) a été renommée École de la fonction publique du Canada.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 11

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Conseil privé

Ministère

**Secrétariat des conférences intergouverne-
mentales canadiennes**

**Bureau canadien d'enquête sur les accidents
de transport et de la sécurité des transports**

Directeur général des élections

Commissariat aux langues officielles

**Comité de surveillance des activités de ren-
seignement de sécurité**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	11.2
Sommaire du portefeuille ministériel	11.5
Activités de programme	11.8
Paievements de transfert	11.9
Revenus	11.10

Ministère

Résultat stratégique

Le plan d'action du Gouvernement du Canada au chapitre des politiques et des programmes est bien coordonné, et le gouvernement lui-même est structuré de façon à répondre adéquatement aux besoins des Canadiens.

Description des activités de programme

Cabinet du Premier ministre

Offre des avis, de l'information et des services spéciaux d'ordre politique devant servir à soutenir le Premier ministre en sa qualité de chef du gouvernement et président du Cabinet. Ses fonctions sont multiples : liaison avec les ministres, gestion des dossiers, communications, planification, activités liées à la communauté internationale, soutien à certaines responsabilités politiques, notamment les relations avec le caucus du gouvernement. Le Cabinet du Premier ministre assume aussi le coût d'exploitation des résidences officielles du Premier ministre. C'est toutefois la Commission de la capitale nationale qui est chargée de meubler, d'entretenir et de chauffer les résidences officielles du Premier ministre, et d'y effectuer des réparations.

Cabinets des ministres

Les cabinets des ministres offrent des avis, de l'information et des services de soutien d'ordre politique au leader du gouvernement au Sénat, au président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, au leader du gouvernement à la Chambre des communes, au leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes et au leader adjoint du gouvernement au Sénat. Cette activité regroupe le bureau du leader du gouvernement

au Sénat, qui gère le programme législatif au Sénat et inclut les activités du leader adjoint du gouvernement au Sénat; le bureau du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, qui seconde celui-ci dans l'exécution des tâches qui lui ont été confiées par le Premier ministre; le bureau du leader du gouvernement à la Chambre des communes, qui gère le programme législatif du gouvernement et veille à ce que les préoccupations des parlementaires soient prises en compte dans les décisions du gouvernement; ainsi que le bureau du leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, qui soutient la gestion du programme législatif du gouvernement et contribue à ce que les préoccupations des parlementaires soient prises en compte dans les décisions du gouvernement. De temps à autres, les ministres précités se voient confier des responsabilités supplémentaires qui font dès lors partie intégrante des attributions de leur cabinet. Cette activité couvre aussi les salaires et les allocations versées aux ministres d'État. Leurs budgets de fonctionnement sont déclarés par leurs ministères respectifs.

Secrétariats et conseillers

Les secrétariats et conseillers fournissent des services publics visant à soutenir le Premier ministre et le Cabinet au niveau du processus central de prise des décisions. Ils offrent au Premier ministre des services publics d'avis et d'information pouvant l'aider à s'acquitter de ses responsabilités en tant que chef du gouvernement et président du Cabinet. De même, ils secondent les ministres rattachés au portefeuille du Premier ministre. Ils doivent pour cela travailler avec les ministères et organismes fédéraux à offrir des services publics d'information et d'avis qui soient impartiaux et du plus haut calibre. Ils doivent en outre se montrer à l'écoute des priorités des Canadiens, afin de fournir des avis stratégiques qui servent au mieux les

intérêts du pays. Le Bureau du Conseil privé s'efforce, de concert avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, de comprendre les dossiers régionaux. Il doit aussi connaître l'évolution de la situation internationale et ses répercussions possibles pour le Canada. Autre aspect de ses responsabilités, le Bureau du Conseil privé veille à ce que la fonction publique réponde parfaitement aux besoins et aux attentes des Canadiens et de leurs représentants élus au cours des années à venir. Au fur et à mesure que sont redéfinies les responsabilités du gouvernement, les secrétariats et conseillers devront donner au Premier ministre et aux ministres des avis sur les changements prioritaires qui aideront la fonction publique à bien s'adapter. Du fait que le Bureau du Conseil privé est le secrétariat du Cabinet, il doit fournir aide et conseils au Premier ministre, au Cabinet et à ses comités ainsi qu'aux comités consultatifs et spéciaux. Le Conseil du Trésor, un comité statutaire du Cabinet, s'appuie sur un ministère distinct : le Secrétariat du Conseil du Trésor.

Résultat stratégique

Des sujets qui ont un besoin de visibilité, d'enquête ou d'études et qui sont traités à l'extérieur du gouvernement.

Description des activités de programme

Commissions d'enquête, groupes de travail et autres

Les commissions d'enquête, groupes de travail et autres recueillent de l'information et présentent des rapports conformément au mandat qu'ils ont reçu. Ils peuvent également entreprendre leurs propres projets ou études.

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Résultat stratégique

L'organisation et le déroulement sans faille des réunions multilatérales des Premiers ministres, des ministres et des sous-ministres.

Description des activités de programme

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Fournir des services experts et impartiaux de planification et d'organisation de conférences fédérales-provinciales-territoriales et provinciales-territoriales aux niveaux des premiers ministres, des ministres et des sous-ministres.

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Résultat stratégique

Promouvoir la sécurité des transports en réduisant les dangers pour les personnes, les biens et l'environnement.

Description des activités de programme

Enquêtes

Effectuer des enquêtes indépendantes sur des événements liés à des moyens de transport maritime, ferroviaire, aérien ou par pipeline, de compétence fédérale, afin d'identifier les causes et facteurs contributifs, publier des rapports d'enquête, formuler des recommandations afin d'améliorer la sécurité et communiquer des renseignements sur la sécurité aux intervenants.

Directeur général des élections

Résultat stratégique

Un processus électoral qui contribue à l'équité, la transparence et l'accessibilité pour tous les participants conformément au cadre législatif.

Description des activités de programme

Élections

En sa qualité d'organisme indépendant relevant du Parlement, le Bureau du Directeur général des élections du Canada administre le système électoral fédéral selon le cadre législatif suivant.

- *Loi électorale du Canada* – Direction et surveillance générales de la conduite administrative des élections, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions fédérales, la révision des limites des sections de vote de même que l'achat de matériel d'élection à transmettre aux directeurs du scrutin lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux entités politiques, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers d'élection, aux vérificateurs, aux partis politiques et aux candidats dans les cas précisés par la Loi. La gestion des opérations de l'administration centrale et des fonctions statutaires assignées au Directeur général des élections en dehors d'une période électorale. Celles-ci incluent l'examen et l'étude des mécanismes électoraux et des dispositions de la Loi relatives aux dépenses d'élection, la compilation et la préparation de rapports réglementaires et statistiques et de manuels d'instructions à l'intention du personnel électoral et des entités politiques et le paiement des dépenses administratives et statutaires.

- *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* – Assigner par province le nombre de députés à la Chambre des communes et transmettre ces renseignements aux dix commissions de délimitation des circonscriptions électorales. Fournir aux dix commissions des données statistiques, des cartes géographiques et de la documentation. Fournir la compétence financière et taxer tout compte relatif aux salaires ou à d'autres dépenses soumis par les dix commissions.
- *Loi électorale du Canada* adaptée aux fins d'un référendum – Direction et surveillance générales de la conduite administrative d'un référendum, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions fédérales, la révision des limites des sections de vote et l'achat de matériel de référendum à transmettre aux directeurs du scrutin. Lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux comités référendaires, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements statutaires aux officiers référendaires, dans les cas précisés par la Loi.

Commissariat aux langues officielles

Résultat stratégique

Conformité et respect de la *Loi sur les langues officielles* par les institutions fédérales assujetties.

Description des activités de programme

Enquêtes

Porter à l'attention des institutions fédérales et autres organismes assujettis à la Loi, la nécessité de concevoir des solutions durables aux problèmes liés à l'application de la *Loi sur les langues officielles*, en procédant à des enquêtes sur les plaintes et à des vérifications ainsi qu'en maintenant une relation de travail avec ces institutions; encourager le respect volontaire de la Loi.

Politique et communications

Assurer la liaison avec les divers paliers d'organismes gouvernementaux et autres organisations actifs dans le domaine des langues officielles. Informer les parlementaires, le gouvernement et les membres du public des dispositions et de la portée de la Loi et du rôle de la commissaire.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Résultat stratégique

Fournir au Parlement et, par son entremise, à la population canadienne, l'assurance que le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) respecte la loi, les politiques et les instructions du Ministre dans l'exercice de ses fonctions.

Description des activités de programme

Études

Effectuer des études sur les activités du SCRS pour assurer la conformité.

Plaintes

Recevoir les plaintes portées contre le SCRS par des personnes ou des groupes et faire enquête sur ces plaintes.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	125 413 000	...	...	125 413 000	1				
...	...	...	34 100 918	34 100 918					
...	...	...	126 000	126 000					
...	125 413 000	...	34 226 918	159 639 918		147 403 681	12 236 237	...	145 963 528
...	143 472	...	14 241	157 713	(S)	157 713	...	...	143 122
...	69 970	...	(9 616)	60 354	(S)	60 354	...	...	69 722
...	69 970	...	1 352	71 322	(S)	71 322	...	...	69 802
...	27 586	...	(12 840)	14 746	(S)	14 746	...	...	18 921
...	15 564 000	...	(971 961)	14 592 039	(S)	14 592 039	...	...	13 635 959
17 828	...	...	21 648	39 476	(S)	17 828	...	21 648	25 000
...	...	...	...	...		...	...	...	4 607 429
17 828	141 287 998	...	33 269 742	174 575 568		162 317 683	12 236 237	21 648	164 533 483
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes									
...	5 893 000	...	...	5 893 000	5	5 040 398	852 602	...	5 200 255
...	423 000	...	(68 269)	354 731	(S)	354 731	...	...	384 035
...	6 316 000	...	(68 269)	6 247 731		5 395 129	852 602	...	5 584 290
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports									
...	24 039 000	...	...	24 039 000	10				
...	...	...	3 303 277	3 303 277					
...	24 039 000	...	3 303 277	27 342 277		27 556 028	(213 751)	...	28 413 478
...	3 563 000	...	143 667	3 706 667	(S)	3 706 667	...	...	3 599 604
...	...	...	30 313	30 313	(S)	30 313	...	...	34 369

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
...	...	...	5 663	5 663	(S)	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	5 663	...	...	151 691
...	27 602 000	...	3 482 920	31 084 920		Total de l'organisme—Budgétaire	31 298 671	(213 751)	...	32 199 142
Directeur général des élections										
...	20 231 000	...	...	20 231 000	15	Dépenses du programme	18 114 850	2 116 150	...	17 795 078
...	219 000	...	5 303	224 303	(S)	Traitement du directeur général des élections	224 303	...	...	219 501
...	59 343 000	...	231 528 884	290 871 884	(S)	Dépenses d'élections (<i>Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest et la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>)	290 871 884	...	...	250 869 351
...	4 046 000	...	1 125 754	5 171 754	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 171 754	...	...	4 756 114
...	...	...	3 765	3 765	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	3 765	...	...	78
...	...	...	126	126	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	126	...	...	71
...	83 839 000	...	232 663 832	316 502 832		Total de l'organisme—Budgétaire	314 386 682	2 116 150	...	273 640 193
Commissariat aux langues officielles ⁽²⁾										
...	16 279 000	...	...	16 279 000	20	Dépenses du programme	...	...	...	...
...	...	...	250 000	250 000		Mandats spéciaux du gouverneur général	...	...	...	...
...	16 279 000	...	250 000	16 529 000		Total—Crédit 20	15 826 558	702 442	...	16 393 017
...	2 086 000	...	(110 170)	1 975 830	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 975 830	...	...	1 902 884
888	...	...	287	1 175	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	888	287	...
888	18 365 000	...	140 117	18 506 005		Total de l'organisme—Budgétaire	17 802 388	703 330	287	18 295 901
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie ⁽³⁾										
...	4 552 000	...	(4 552 000)	...	25	Dépenses du programme	...	...	...	...
...	20 000	...	(20 000)	...	(S)	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	...	...	...	...
...	439 000	...	(439 000)	...	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	...	...	...	...
...	5 011 000	...	(5 011 000)	...		Total de l'organisme—Budgétaire	...	...	...	...

					Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité					
...	2 500 000	...	...	2 500 000	30	Dépenses du programme	2 470 486	29 514	...	2 398 455
...	296 000	...	(28 602)	267 398	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	267 398	...	...	254 697
...	2 796 000	...	(28 602)	2 767 398		Total de l'organisme—Budgétaire	2 737 884	29 514	...	2 653 152
18 716	285 216 998	...	264 448 740	549 684 454		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	533 938 437	15 724 082	21 935	496 906 161⁽³⁾

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

⁽²⁾ Le Commissaire aux langues officielles a été renommé Commissariat aux langues officielles.

⁽³⁾ Au cours de l'exercice, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie a été transférée à Environnement. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 4 713 791 \$.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère ⁽¹⁾												
Cabinet du Premier ministre	16 004 171	13 800 799	...	...	...	...	...	...	...	...	16 004 171	13 800 799
Cabinets des ministres	15 888 057	14 633 656	...	...	...	...	...	...	...	...	15 888 057	14 633 656
Secrétariats et conseillers	118 963 536	117 080 823	...	...	53 000	...	...	...	...	...	119 016 536	117 080 823
Commissions d'enquête, groupes de travail et autres	22 019 427	15 903 554	...	...	1 647 377	898 851	...	...	...	...	23 666 804	16 802 405
Total du ministère—Budgétaire	172 875 191	161 418 832	...	...	1 700 377	898 851	...	...	...	...	174 575 568	162 317 683
Secrétariat des conférences inter-gouvernementales canadiennes—Budgétaire	6 247 731	5 395 129	...	...	...	...	...	...	...	...	6 247 731	5 395 129
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports												
Enquêtes	31 084 920	31 298 671	...	...	...	...	...	...	...	...	31 084 920	31 298 671
Total de l'organisme—Budgétaire	31 084 920	31 298 671	...	...	...	...	...	...	...	...	31 084 920	31 298 671
Directeur général des élections												
Élections	237 285 160	235 169 010	...	...	79 217 672	79 217 672	...	...	...	...	316 502 832	314 386 682
Total de l'organisme—Budgétaire	237 285 160	235 169 010	...	...	79 217 672	79 217 672	...	...	...	...	316 502 832	314 386 682
Commissariat aux langues officielles ⁽²⁾												
Enquêtes	8 477 921	8 173 579	...	...	...	...	...	...	...	...	8 477 921	8 173 579
Politique et communications	10 028 084	9 628 809	...	...	...	...	...	...	...	...	10 028 084	9 628 809
Total de l'organisme—Budgétaire	18 506 005	17 802 388	...	...	...	...	...	...	...	...	18 506 005	17 802 388
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité—Budgétaire	2 767 398	2 737 884	...	...	...	...	...	...	...	...	2 767 398	2 737 884
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	468 766 405	453 821 914	...	...	80 918 049	80 116 523	...	...	...	...	549 684 454	533 938 437

(1) Les Comptes publics de 2005-2006 pour le Bureau du Conseil privé ont été préparés selon les exigences établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour les rapports concernant les activités de programme. Par conséquent, les frais associés aux Services ministériels, indiqués séparément dans les Comptes publics des exercices précédents, ont maintenant été répartis entre les différentes activités. Si nous n'avions pas procédé de la sorte, les dépenses pour l'exercice 2005-2006 auraient été présentées comme suit : Cabinet du Premier ministre (7 544 008 \$), Cabinets de ministres (7 751 185 \$), Secrétariats et conseillers (67 652 174 \$), Commissions d'enquête (16 802 405 \$), Services ministériels (62 567 911 \$), Total des autorisations employées au cours de l'exercice (162 317 683 \$).

(2) Le Commissaire aux langues officielles a été renommé Commissariat aux langues officielles.

Paiements de transfert

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Ministère				
					Subventions				
					Secrétariats et conseillers				
...	53 000	...	...	53 000	Institut des relations intergouvernementales, Université Queen's	...	53 000	...	53 000
					Contributions				
					Secrétariats et conseillers				
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4 096 467
					Commissions d'enquête, groupes de travail et autres				
					Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar : Fonds pour les parties et intervenants	607 274	266 103	...	326 623
...	...	...	873 377	873 377	Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires : Fonds pour les parties et intervenants	291 577	482 423	...	129 584
...	...	...	774 000	774 000					
...	...	...	1 647 377	1 647 377		898 851	748 526	...	456 207
...	...	...	1 647 377	1 647 377	Total—Contributions	898 851	748 526	...	4 552 674
					Sommaire du ministère par activité de programme				
...	53 000	...	...	53 000	Secrétariats et conseillers	...	53 000	...	4 149 467
...	...	...	1 647 377	1 647 377	Commissions d'enquête, groupes de travail et autres	898 851	748 526	...	456 207
...	53 000	...	1 647 377	1 700 377	Total du ministère	898 851	801 526	...	4 605 674
					Directeur général des élections				
					Autres paiements de transfert				
					Élections				
					(S) Allocation aux partis politiques enregistrés admissibles (nouvelle disposition de financement politique de la <i>Loi électorale du Canada</i>)	24 536 405	...	...	7 225 700
...	24 693 000	...	(156 595)	24 536 405	(S) Remboursement des dépenses d'élections éligibles des élections générales et élections partielles aux partis politiques et candidats éligibles	54 681 267	...	...	58 291 690
...	...	...	54 681 267	54 681 267					
...	24 693 000	...	54 524 672	79 217 672	Total de l'organisme	79 217 672	...	...	65 517 390
...	24 746 000	...	56 172 049	80 918 049	Total du portefeuille ministériel	80 116 523	801 526	...	70 123 064

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ministère			Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
Autres revenus—			Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—	23 194	5 351
Traitements	23 828	34 364	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 354	19 141
Achat de biens et services	117 798	125 521	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent		
Paiements de transfert	...	26 220		29 548	24 492
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 078 535	590 761			
	1 220 161	776 866	Ventes de biens et de services—		
			Autres frais et droits—		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	21 648	17 828	Programme d'accès à l'information—Frais	2 926	1 193
			Article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> —		
Revenus divers—			Remboursement par des provinces pour diverses enquêtes	5 663	151 691
Vente de textes réglementaires en vertu de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>	1 294	941		8 589	152 884
Produits des ventes	6 347	8 027			
Revenus en vertu de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>	2 192	2 200	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	30 313	9 369
Projet de recherche sur les politiques (PRP)—Revenus de conférences	3 500	116 163			
Divers	1 293	583	Revenus divers	42 855	3 012
	14 626	127 914	Total de l'organisme	111 305	189 757
Total du ministère	1 256 435	922 608			
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes			Directeur général des élections		
Autres revenus—			Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	685	3 782	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	3 425	22 949
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 261	...	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	126	71
	1 946	3 782	Revenus divers	48 152	1 924
			Total de l'organisme	51 703	24 944
Revenus divers—			Commissariat aux langues officielles ⁽¹⁾		
Contributions au gouvernement provincial	1 093 500	1 111 400	Autres revenus—		
Divers	348	695	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
	1 093 848	1 112 095	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	28 499	5 537
			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	...	6 805
Total de l'organisme	1 095 794	1 115 877		28 499	12 342
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	287	888
			Total de l'organisme	28 786	13 230

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Achat de biens et services	513	4 110
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	76 172	...
	76 685	4 110
Revenus divers—		
Revenus en vertu de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>	20	40
Total de l'organisme	76 705	4 150
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 360 264	844 541
Ventes de biens et de services	8 589	152 884
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	52 374	28 156
Revenus divers	1 199 501	1 244 985
Total du portefeuille ministériel	2 620 728	2 270 566 ⁽²⁾

(1) Le Commissaire aux langues officielles a été renommé Commissariat aux langues officielles.

(2) Au cours de l'exercice, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie a été transférée à Environnement. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 8 433 \$.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 12

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Défense nationale

Ministère

**Comité des griefs des Forces
canadiennes**

**Commission d'examen des plaintes
concernant la police militaire**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme.....	12.2
Sommaire du portefeuille ministériel.....	12.5
Activités de programme.....	12.7
Paievements de transfert.....	12.8
Détail des montants disponibles pour être dépensés ...	12.10
Revenus.....	12.11

Ministère

Résultat stratégique

Défendre le Canada, ses intérêts et ses valeurs tout en contribuant à la paix et à la sécurité internationale.

Description des activités de programme

Commandement maritime

Le Commandement maritime produit et entretient des forces maritimes polyvalentes, aptes au combat afin de combler les besoins des capacités de défense du Canada. Le Commandement maritime développera, produira et soutiendra des forces maritimes de calibre mondial, tout en continuant à faire preuve de leadership et d'excellence dans la défense du Canada et de ses intérêts.

Commandement de la Force terrestre

Le Commandement de la Force terrestre produit et entretient des forces terrestres polyvalentes, aptes au combat, répondant aux objectifs du Canada en matière de défense. Entraînée et prête pour le combat, la défense du Canada et de l'Amérique du Nord est la mission première de l'armée. L'armée possède la capacité et les compétences nécessaires pour réagir à une grande variété de menaces potentielles pour notre sécurité et est prête à répondre aux conflits mondiaux. L'armée est également préparée à aider les autorités provinciales et territoriales lors de catastrophes naturelles dans les collectivités canadiennes telles que les tremblements de terre, inondations, tempêtes et feux de forêt.

Commandement aérien

Pour répondre aux besoins en capacité de défense du Canada, le Commandement aérien produit et entretient des forces aériennes multidisciplinaires qui sont prêtes au combat. Ceci inclut : avions de combat, patrouille à long rayon d'action, aviation maritime, aviation au sol, transport aérien, recherche et sauvetage, démonstration

aérienne, systèmes d'appui aérospatiaux, et contributions aux forces aériennes d'alerte rapide de l'OTAN.

Opérations

Le Sous-chef d'état-major de la Défense (SCEMD) est le centre névralgique d'intégration de la planification et des opérations militaires. Le SCEMD assume notamment les responsabilités de commandement et de contrôle des opérations non courantes et des opérations de contingence, au nom du Chef d'état-major de la Défense (CEMD); la production et la diffusion efficaces de toutes sortes de renseignements militaires, y compris des images, des données géomatiques et des données recueillies par les services météorologiques et océanographiques; le maintien des capacités opérationnelles d'intervention en cas d'urgence nucléaire, biologique et chimique; la supervision des fonctions interarmées, par exemple les activités réalisées à l'extérieur du Canada, le développement de capacités interarmées, les programmes interarmées et la doctrine commune; et le déploiement des éléments de la force interarmées pour l'exécution d'opérations interarmées et interalliées.

Sécurité des télécommunications

Le Centre de la sécurité des télécommunications fournit des conseils et des services pour aider à assurer la protection des renseignements électroniques et des infrastructures informationnelles du gouvernement du Canada. Le Centre de la sécurité des télécommunications fournit une aide technique et opérationnelle aux agences d'application des lois fédérales et de sécurité et acquiert et fournit des renseignements étrangers d'origine électromagnétique.

Recherche et développement

Recherche et développement pour la défense Canada facilite et augmente la capacité des dirigeants à prendre des décisions éclairées sur la politique de la défense, le développement des forces et les approvisionnements par la prestation de connaissances expertes scientifi-

ques et technologiques. L'Agence contribue à la réussite des opérations militaires par des activités de recherche et développement susceptibles d'améliorer le soutien, les connaissances, la protection et la capacité d'intervention en cas de menaces. Elle améliore l'état de préparation des Forces canadiennes en évaluant les tendances technologiques, les menaces et les perspectives, ainsi qu'en exploitant les technologies émergentes.

Recherche et développement pour la défense Canada facilite la création et le maintien d'une capacité industrielle canadienne en matière de science et technologie militaire qui est concurrentielle à l'échelle internationale en pratiquant la sous-traitance avec l'industrie, en transférant la technologie à l'industrie et en formant des partenariats où les risques et les coûts sont partagés. De plus, l'Agence dirige des projets de science et technologie pour des clients externes afin de développer et de maintenir ses capacités technologiques en matière de défense.

Gestion de l'information

Le rôle du Groupe de gestion de l'information est de fournir le leadership, l'orientation stratégique et les produits et services nécessaires afin de gérer l'information telle une ressource ministérielle essentielle et contribue au succès des activités des Forces canadiennes en garantissant que les commandants et le personnel ont un accès global aux connaissances nécessaires pour atteindre la supériorité dans le domaine de l'information et de faire fonctionner l'organisation de la défense comme une équipe de haut rendement. Le Groupe de gestion de l'information est une organisation de soutien qui fournit une aide dans le cadre des fonctions assignées de la Défense et des modifications initiées par le Ministère. Le Groupe de gestion de l'information s'efforce d'opérer un équilibre entre la fourniture continue de services communs et ministériels de GI/TI, gère et répond aux risques menaçant la fourniture de ces services, et propose des initiatives stratégiques de révision de la gestion de l'information.

Ressources humaines

Assure une gestion des ressources humaines tant militaires que civiles grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans de ressources humaines, de politiques et de programmes de recrutement, de développement et de fidélisation du personnel militaire et civil afin d'aider efficacement les Forces canadiennes dans leurs activités et respecter la mission de défense.

Programmes d'infrastructure et d'environnement

L'activité d'infrastructure et d'environnement est responsable de fournir au ministère de la Défense nationale (MDN) et aux Forces canadiennes (FC) le leadership, les politiques, la planification, les conseils, la supervision, le soutien aux opérations et les services en matière de génie militaire, biens immobiliers, architecture et génie, protection environnementale, sûreté nucléaire et protection contre les incendies. Ceci implique de donner des conseils, d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques pour le soutien, l'exécution, la maintenance et la gestion des biens immobiliers, de l'environnement, de la sûreté nucléaire, de la protection d'incendie et du génie militaire ainsi que fournir la supervision, assurer la conformité aux règles en matière de protection contre les incendies et de sûreté nucléaire. En outre, cette activité est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre d'outils de mesure du rendement fonctionnels et de la préparation de rapports sur l'efficacité en ce qui a trait à la gestion des biens immobiliers, des programmes environnementaux, de la sûreté nucléaire, de la protection contre les incendies et des questions de génie militaire dans l'ensemble du MDN et des FC. Elle doit aussi s'assurer que ces initiatives respectent les exigences du MDN et des FC.

Il incombe également à cette activité d'élaborer des dispositions qui favorisent une réglementation indépendante des activités nucléaires par la Direction générale – Sûreté nucléaire (DGSN) ainsi que d'offrir le soutien administratif à la DGSN. La DGSN est responsable de

vant la Sous-Ministre (SM) et le Chef d'état-major de la défense (CEMD) de la surveillance de la réglementation et des directives sur tous les sujets touchant les activités nucléaires au sein du MDN et des FC.

Soutien et acquisition du matériel

Le groupe des matériels sert de principal fournisseur de services et d'autorité en ce qui a trait à tous les programmes de matériel et d'équipement de défense pour le ministère de la Défense nationale et les Forces canadiennes. Le groupe gère le cycle de vie entier de l'équipement, soit de la conception initiale, à l'acquisition, à l'entretien et au soutien, pour terminer par l'élimination. De plus, le groupe fournit des services de planification logistique pour les opérations militaires, y compris le transport des troupes et de l'équipement, le logement et le ravitaillement.

Comité des griefs des Forces canadiennes

Résultat stratégique

Les conclusions et recommandations du Comité des griefs des Forces canadiennes sont mises en œuvre et amènent des améliorations dans les conditions de travail au sein des Forces canadiennes.

Description des activités de programme

Examiner les griefs des Forces canadiennes référés par le Chef d'état-major de la Défense

Le Comité procède à l'examen objectif et transparent des griefs, en faisant preuve d'impartialité et d'équité à l'endroit de chaque membre des Forces canadiennes, quel que soit son grade ou son poste. Il s'assure que les droits des militaires sont respectés tout au long du processus et que les membres du Comité agissent dans le meilleur intérêt des parties concernées. Les conclusions et les recommandations qu'il formule sont non seulement fondées en droit, mais constituent des précé-

dents qui peuvent contribuer au changement dans les Forces canadiennes. Les tribunaux administratifs comme le Comité offrent une avenue extra-judiciaire pour le règlement rapide de questions complexes et particulières. Grâce à l'indépendance du gouvernement dont ils jouissent, ces tribunaux ont des pouvoirs de prise de décisions que leur confèrent des lois habilitantes du Parlement. De tels pouvoirs permettent à chaque tribunal de déterminer l'existence et la portée des droits et des obligations dans un domaine d'expertise donné, et ces droits et obligations doivent être exercés et remplis dans l'intérêt public et conformément aux conditions particulières qui prévalent dans le secteur d'activité du tribunal. En tant que tribunal administratif chargé d'examiner les griefs, le Comité doit voir à ce que ses recommandations soient conformes à la loi et puissent être mises en œuvre conformément à ses lois habilitantes, les lois pertinentes en matière de droits de la personne et la Charte canadienne des droits et libertés. Les tribunaux canadiens rendent aussi des décisions sur toute une gamme de sujets, et les membres du Comité doivent se tenir au courant de ces questions. Ils doivent aussi connaître les Ordonnances et règlements royaux applicables aux Forces canadiennes (ORFC), les Ordonnances administratives des Forces canadiennes (O AFC) et les politiques du Conseil du Trésor, auxquelles il faut faire référence dans l'analyse des griefs et l'élaboration des conclusions et des recommandations.

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Résultat stratégique

Surveillance civile indépendante des activités de la police militaire visant à favoriser des normes déontologiques les plus élevées ainsi que l'intégrité de leurs enquêtes.

Description des activités de programme

Opérations

Surveille et révisé les plaintes d'inconduite déposées contre les policiers militaires et enquête sur les plaintes d'ingérence dans les investigations de la police militaire.

Services juridiques

Donne des avis juridiques sur toute question pouvant intéresser la Commission, fait l'analyse juridique des rapports, fournit des conseils et représente la Commission dans les enquêtes et les audiences d'intérêt public ainsi que dans les questions entourant la révision législative quinquennale.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	9 861 479 000	...	...	9 861 479 000	1				
...	...	...	1 246 467 970	1 246 467 970					
...	9 861 479 000	...	1 246 467 970	11 107 946 970					
...	2 247 930 000	...	...	2 247 930 000	5	Dépenses en capital	2 237 401 409	10 528 591	...
...	187 818 658	...	...	187 818 658	10	Subventions et contributions			...
...	...	...	793 160	793 160		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾			2 174 733 776
...	187 818 658	...	793 160	188 611 818		Total—Crédit 10	188 309 704	302 114	...
...	69 970	...	1 612	71 582	(S)	Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	71 582	...	93 418
...	9 500 000	...	(2 108 490)	7 391 510	(S)	Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	7 391 510	...	8 091 464
...	2 100 000	...	(436 443)	1 663 557	(S)	Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i>	1 663 557	...	1 842 382
...	95 000	...	(2 158)	92 842	(S)	Versements aux ayants droits de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>)	92 842	...	90 076
...	875 102 000	...	17 851 477	892 953 477	(S)	Pensions et autres bénéfices pour les employés—Membres militaires	892 953 477	...	878 163 609
...	240 936 000	...	12 377 305	253 313 305	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	253 313 305	...	222 280 941
...	...	...	54 491	54 491	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	54 491	...	44 177
4 658 042	...	...	16 950 421	21 608 463	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 999 074	...	13 609 389
4 658 042	13 425 030 628	...	1 291 949 345	14 721 638 015		Total budgétaire	14 682 343 071	25 685 555	13 609 389
93 827 384	...	...	...	93 827 384	L11c	Autorisation d'un compte d'avance du fonds de roulement prescrite par le crédit L20b, <i>Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits</i> . Limite 120 000 000 \$ (Net)	3 731 400	...	90 095 984
14 163 131	...	...	...	14 163 131	L15	Prêts à l'égard de projets de logement. <i>Loi spéciale des subsides, 1963</i> . Limite 37 000 000 \$ (Net)	(47 558)	...	14 210 689
107 990 515	...	...	...	107 990 515		Total non budgétaire	3 683 842	...	104 306 673
4 658 042	13 425 030 628	...	1 291 949 345	14 721 638 015		Total du ministère—	14 682 343 071	25 685 555	13 609 389
107 990 515	...	...	...	107 990 515		Budgétaire	3 683 842	...	104 306 673
						Non budgétaire			(6 369 604)

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
						Comité des griefs des Forces canadiennes			
...	5 608 000	...	...	5 608 000	15	Dépenses du programme			
...	...	...	355 000	355 000		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	5 608 000	...	355 000	5 963 000		Total—Crédit 15	5 562 445	400 555	...
...	602 000	...	24 036	626 036	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	626 036	...	...
...	6 210 000	...	379 036	6 589 036		Total de l'organisme—Budgétaire	6 188 481	400 555	...
						Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire			
...	3 791 000	...	...	3 791 000	20	Dépenses du programme	2 464 921	1 326 079	...
...	385 000	...	(147 322)	237 678	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	237 678	...	...
...	4 176 000	...	(147 322)	4 028 678		Total de l'organisme—Budgétaire	2 702 599	1 326 079	...
						Total du portefeuille ministériel—			
4 658 042	13 435 416 628	...	1 292 181 059	14 732 255 729		Budgétaire	14 691 234 151	27 412 189	13 609 389
107 990 515	...	...	...	107 990 515		Non budgétaire	3 683 842	...	104 306 673
									(6 369 604)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Commandement maritime	681 646 560	751 986 176	89 649 152	69 854 962	34 945	34 945	48 835 837	48 835 837	...	...	722 494 820	773 040 246
Commandement de la Force terrestre	1 176 501 936	1 284 797 186	99 652 920	156 908 397	...	...	86 169 539	86 169 539	...	...	1 189 985 317	1 355 536 044
Commandement aérien	907 384 282	1 042 544 004	93 298 136	114 194 701	3 969 158	3 959 302	130 401 401	130 401 401	...	...	874 250 175	1 030 296 606
Opérations	817 780 746	671 410 764	58 090 560	74 534 682	...	...	35 224 653	35 224 653	...	...	840 646 653	710 720 793
Sécurité des télécommunications	180 982 317	191 131 637	74 265 712	30 183 018	...	...	4 194 045	4 194 045	...	...	251 053 984	217 120 610
Recherche et développement	242 420 549	272 360 064	12 928 968	21 201 960	...	...	7 951 021	7 951 021	...	...	247 398 496	285 611 003
Gestion de l'information	362 515 116	357 293 381	27 808 192	46 987 800	...	...	5 977 251	5 977 251	...	...	384 346 057	398 303 930
Ressources humaines	5 871 498 998	5 976 904 745	37 075 960	38 048 095	...	...	44 298 247	44 298 247	...	...	5 864 276 711	5 970 654 593
Programmes d'infrastructure et d'environnement	289 197 223	204 863 029	92 270 488	81 514 603	211 664	...	81 407 708	81 407 708	...	...	300 271 667	204 969 924
Soutien et acquisition du matériel	2 213 514 496	1 961 686 998	1 662 889 912	1 603 973 191	...	...	23 034 233	23 034 233	...	...	3 853 370 175	3 542 625 956
Paiements de transfert non alloués spécifiquement—												
Budgétaire	...	...	...	...	193 543 960	193 463 366	...	...	...	...	193 543 960	193 463 366
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	107 990 515	3 683 842	107 990 515	3 683 842
Sous-total—												
Budgétaire	12 743 442 223	12 714 977 984	2 247 930 000	2 237 401 409	197 759 727	197 457 613	467 493 935	467 493 935	...	...	14 721 638 015	14 682 343 071
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	107 990 515	3 683 842	107 990 515	3 683 842
Revenus affectés aux dépenses	(467 493 935)	(467 493 935)	...	...	...	...	(467 493 935)	(467 493 935)	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	12 275 948 288	12 247 484 049	2 247 930 000	2 237 401 409	197 759 727	197 457 613	...	...	...	...	14 721 638 015	14 682 343 071
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	107 990 515	3 683 842	107 990 515	3 683 842
Comité des griefs des Forces canadiennes												
Examiner les griefs des Forces canadiennes référés par le Chef d'état-major de la Défense	6 589 036	6 188 481	...	...	...	...	...	...	...	...	6 589 036	6 188 481
Total de l'organisme—Budgétaire	6 589 036	6 188 481	...	...	...	...	...	...	...	...	6 589 036	6 188 481
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire												
Opérations	2 352 714	1 726 914	...	...	...	...	...	...	...	...	2 352 714	1 726 914
Services juridiques	1 675 964	975 685	...	...	...	...	...	...	...	...	1 675 964	975 685
Total de l'organisme—Budgétaire	4 028 678	2 702 599	...	...	...	...	...	...	...	...	4 028 678	2 702 599
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	12 286 566 002	12 256 375 129	2 247 930 000	2 237 401 409	197 759 727	197 457 613	...	...	...	...	14 732 255 729	14 691 234 151
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	107 990 515	3 683 842	107 990 515	3 683 842

Paiements de transfert

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Ministère				
					Subventions				
					Commandement maritime				
...	10 285	...	24 660	34 945	Programme de subventions globales—Caisse de bienfaisance : Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada	34 945	...	...	10 285
					Commandement aérien				
...	12 090	...	...	12 090	Programme de subventions globales—Caisse de bienfaisance : Caisse de bienfaisance de l'Aviation royale du Canada	9 016	3 074	...	8 358
...	1 125 000	...	375 000	1 500 000	Institut pour la surveillance environnementale et la recherche	1 500 000	...	...	1 125 000
...	1 137 090	...	375 000	1 512 090		1 509 016	3 074	...	1 133 358
					Paiements de transfert non alloués spécifiquement				
...	12 500	...	3 500	16 000	Pensions et rentes versées à des civils :				
...	75 000	...	...	75 000	M R P Thompson	15 474	526	...	14 266
					Conférence des associations de la Défense	75 000	...	...	75 000
...	95 000	...	(2 158)	92 842	(S) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique	92 842	...	...	90 076
...	40 000	...	...	40 000	Programme de subventions globales non universitaires :				
...	60 000	...	...	60 000	Institut canadien des affaires internationales	40 000	...	...	40 000
...	80 000	...	...	80 000	Centre d'étude sur les conflits	60 000	...	...	60 000
					Institut canadien d'études stratégiques	...	80 000	...	...
...	250 000	...	130 000	380 000	Programme de subventions globales pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada :				
...	250 000	...	130 000	380 000	Ligue des cadets de l'air du Canada	380 000	...	...	330 000
...	250 000	...	130 000	380 000	Ligue des cadets de l'armée du Canada	380 000	...	...	330 000
					Ligue navale du Canada	380 000	...	...	330 000
...	2 000 000	...	...	2 000 000	Programme de subvention globale du Forum sur la sécurité et la défense	1 999 932	68	...	1 999 284
...	3 112 500	...	391 342	3 503 842		3 423 248	80 594	...	3 268 626
...	4 259 875	...	791 002	5 050 877	Total—Subventions	4 967 209	83 668	...	4 412 269
					Contributions				
...	2 457 068	...	...	2 457 068	Commandement aérien Contribution à l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens	2 450 286	6 782	...	2 380 398

					Programmes d'infrastructure et d'environnement				
...	5 450 000	...	(5 238 336)	211 664	Contributions aux provinces et aux municipalités pour des projets d'aide économique	...	211 664	...	1 209 376
<hr/>									
					Paiements de transfert non alloués spécifiquement				
...	78 000	...	(8 823)	69 177	Brigade d'intensité élevée de la force d'alerte des Nations Unies	69 177	...	...	83 072
...	100 000	...	(12 700)	87 300	Comité d'examen de programme de défense biologique et chimique	87 300	...	...	100 000
...	215 000	...	(215 000)	...	Contribution à l'Organisation internationale de surveillance maritime par satellite	...	...	...	...
...	1 500 000	...	(1 500 000)	...	Fonds des nouvelles initiatives provinciales et territoriales	...	...	...	...
...	2 100 000	...	(436 443)	1 663 557	(S) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i>	1 663 557	...	...	1 842 382
...	2 600 000	...	(91 761)	2 508 239	Centre canadien d'entraînement au maintien de la paix internationale	2 508 239	...	...	3 043 829
...	3 300 000	...	(3 300 000)	...	Programme d'aide à l'entraînement militaire	...	...	...	...
...	9 500 000	...	(2 108 490)	7 391 510	(S) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	7 391 510	...	...	8 091 464
...	54 000	...	(54 000)	...	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : État-major de l'Air—Force de réponse	...	...	...	...
...	190 000	...	(190 000)	...	Commandement allié de l'OTAN, Quartier général du corps d'intervention rapide	...	...	...	...
...	1 600 000	...	(1 445 656)	154 344	Aide mutuelle	154 344	...	...	121 677
...	50 700 000	...	(50 700 000)	...	Infrastructure de l'OTAN—Dépenses en capital	...	...	...	...
...	115 409 715	...	(115 409 715)	...	Budgets militaires et organismes de l'OTAN	...	...	...	...
...	...	...	47 295 946	47 295 946	Programme de l'OTAN : budget militaire	47 295 946	...	...	37 839 032
...	...	...	43 166 460	43 166 460	Programme OTAN d'investissement au service de la sécurité	43 166 460	...	...	44 564 148
...	...	...	68 893 152	68 893 152	Principales activités de l'OTAN : Programme du système aéroporté de détection lointaine de contrôle de l'OTAN	68 893 152	...	...	40 339 019
...	...	...	5 841 050	5 841 050	Autre activités de l'OTAN	5 841 050	...	...	2 954 139
...	...	...	202 006	202 006	Programme de contribution à l'appui du Secrétariat COSPAS-SARSAT	202 006	...	...	224 266
...	...	...	3 462 644	3 462 644	Programme de contribution à l'appui du Fonds de nouvelles initiatives de recherche et de sauvetage	3 462 644	...	...	2 957 981
...	...	...	9 304 733	9 304 733	Programme de contribution visant à promouvoir les objectifs en matière de diplomatie de la défense mis en œuvre dans le cadre du Programme d'aide à l'instruction militaire	9 304 733	...	...	2 182 443
...	187 346 715	...	2 693 403	190 040 118		190 040 118	...	...	144 343 452
...	195 253 783	...	(2 544 933)	192 708 850	Total—Contributions	192 490 404	218 446	...	147 933 226
<hr/>									
					Sommaire du portefeuille ministériel par activité de programme				
...	10 285	...	24 660	34 945	Commandement maritime	34 945	...	...	10 285
...	3 594 158	...	375 000	3 969 158	Commandement aérien	3 959 302	9 856	...	3 513 756
...	5 450 000	...	(5 238 336)	211 664	Programmes d'infrastructure et d'environnement	...	211 664	...	1 209 376
...	190 459 215	...	3 084 745	193 543 960	Paiements de transfert non alloués spécifiquement	193 463 366	80 594	...	147 612 078
...	199 513 658	...	(1 753 931)	197 759 727	Total du portefeuille ministériel	197 457 613	302 114	...	152 345 495

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Ministère				Sécurité des télécommunications			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Recouvrements des membres	203 744	203 744	203 662
Commandement maritime				Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	727 344	727 344	770 762
Recouvrements des membres	7 640 923	7 640 923	6 983 277	Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	2 678 084	2 678 084	3 513 254
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	3 143 562	3 143 562	2 869 094	Autres recouvrements	584 873	584 873	150 604
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	31 840 835	31 840 835	32 182 831		4 194 045	4 194 045	4 638 282
Autres recouvrements	6 210 517	6 210 517	1 496 095	Recherche et développement			
	48 835 837	48 835 837	43 531 297	Recouvrements des membres	171 308	171 308	171 238
Commandement de la Force terrestre				Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	195 776	195 776	201 993
Recouvrements des membres	17 593 991	17 593 991	17 315 325	Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	1 492 111	1 492 111	2 958 634
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	4 796 503	4 796 503	4 976 728	Autres recouvrements	6 091 826	6 091 826	890 751
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	48 131 917	48 131 917	53 701 881		7 951 021	7 951 021	4 222 616
Autres recouvrements	15 647 128	15 647 128	3 582 708	Gestion de l'information			
	86 169 539	86 169 539	79 576 642	Recouvrements des membres	310 178	310 178	310 053
Commandement aérien				Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	354 379	354 379	365 447
Recouvrements des membres	9 303 315	9 303 315	9 274 222	Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	4 451 830	4 451 830	5 362 648
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	2 598 364	2 598 364	2 677 732	Autres recouvrements	860 864	860 864	225 321
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	105 929 967	105 929 967	103 302 156		5 977 251	5 977 251	6 263 469
Autres recouvrements	12 569 755	12 569 755	2 387 431	Ressources humaines			
	130 401 401	130 401 401	117 641 541	Recouvrements des membres	9 968 273	9 968 273	9 886 221
Opérations				Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	3 386 422	3 386 422	3 534 872
Recouvrements des membres	1 016 695	1 016 695	1 016 284	Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	23 770 641	23 770 641	26 885 666
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	1 159 785	1 159 785	1 197 338	Autres recouvrements	7 172 911	7 172 911	1 504 484
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	30 717 263	30 717 263	17 568 252		44 298 247	44 298 247	41 811 243
Autres recouvrements	2 330 910	2 330 910	671 867	Programmes d'infrastructure et d'environnement			
	35 224 653	35 224 653	20 453 741	Recouvrements des membres	79 979 737	79 979 737	82 161 923
				Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	1 099 070	1 099 070	1 165 445
				Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	...	...	1 109 239
				Autres recouvrements	328 901	328 901	66 914
					81 407 708	81 407 708	84 503 521

Détail des montants disponibles pour être dépensés—Fin

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Soutien et acquisition du matériel			
Recouvrements des membres	471 349	471 349	470 145
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	754 604	754 604	782 221
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	20 618 515	20 618 515	8 136 739
Autres recouvrements	1 189 765	1 189 765	335 934
	23 034 233	23 034 233	9 725 039
Total budgétaire	467 493 935	467 493 935	412 367 391
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Avance de fonds de roulement	...	283 963 564	319 890 087
Règlement de prêts à l'habitation des Forces canadiennes	...	47 558	272 496
Total non budgétaire	...	284 011 122	320 162 583
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	467 493 935	467 493 935	412 367 391
Non budgétaire	...	284 011 122	320 162 583

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Autres comptes—		
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger	470 187	450 545
Intérêt gagné sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs	18 859 580	44 523
	19 329 767	495 068
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	104 707 371	38 624 823
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	114 152 807	112 840 308
Services de nature réglementaire	1 440	148 250
Services de nature non-réglementaire	237 970 204	230 692 019
Ventes de biens et de produits d'information	69 386 506	67 597 105
Autres frais et droits—		
Revenus provenant d'amendes	437 702	384 800
Divers	23 776 993	(132 671)
	24 214 695	252 129
	445 725 652	411 529 811
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	16 950 421	20 174 386
Revenus divers—		
Cadeaux à l'État	247	...
Comprend les paiements reçus des Nations Unies en ce qui concerne le maintien de la paix et des administrations provinciales pour l'aide humanitaire fournie	12 782 350	10 407 895
	12 782 597	10 407 895
Total du ministère	599 495 808	481 231 983
Comité des griefs des Forces canadiennes		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	15 157	53 984
Revenus divers	90	15
Total de l'organisme	15 247	53 999

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 767	...
Total de l'organisme	5 767	...
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	19 329 767	495 068
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	104 728 295	38 678 807
Ventes de biens et de services	445 725 652	411 529 811
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	16 950 421	20 174 386
Revenus divers	12 782 687	10 407 910
Total du portefeuille ministériel	599 516 822	481 285 982

SECTION 13

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	13.2
Sommaire du portefeuille ministériel	13.4
Activités de programme.	13.5
Paievements de transfert	13.6
Revenus	13.9

Résultat stratégique

Politiques, défense des intérêts et coordination – Des politiques et des programmes qui favorisent le développement de l'Ouest canadien.

Description des activités de programme*Collaboration et coordination*

Organisation et coordination de réunions, de conférences ou d'autres activités avec d'autres ordres de gouvernement ou d'autres ministères fédéraux, avec l'industrie, les milieux universitaires ou le secteur des entreprises sans but lucratif afin de mieux planifier ou accélérer les mesures qui engendreront un degré accru de développement ou de diversification de l'économie de l'Ouest. Cela entraîne la nécessité d'élaborer des politiques et des programmes en collaboration avec d'autres ordres de gouvernement ou des partenaires, un processus qui est toutefois distinct des activités de défense des intérêts (ci-dessous) lesquelles sont plus vastes et moins axées sur les enjeux spécifiques et les résultats à court terme. Le bureau du sous-ministre adjoint d'Ottawa et le directeur des Politiques jouent un rôle crucial dans la représentation du Ministère à Ottawa ainsi que dans la coordination des activités qui seront menées à l'échelle de l'Ouest.

Recherche et analyse

Préparer et diffuser l'information en vue d'accroître la compréhension des défis, des débouchés et des priorités des Canadiens de l'Ouest et de fournir les renseignements factuels nécessaires pour procéder à l'élaboration de politiques internes et externes ainsi qu'à la conception du programme. Ce processus peut inclure des recherches produites à l'extérieur mais commanditées par Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (DEO) auprès d'organisations comme la Canada West Foundation et le Conference Board du Canada; ou encore des recherches et des analyses in-

ternes composées de survols économiques, d'études environnementales, d'analyses des documents fédéraux ou d'autres ordres de gouvernement (comme les budgets et les discours du trône) ainsi que d'analyses sur les secteurs ou les enjeux à l'appui des politiques, de la planification ou de l'élaboration des programmes du Ministère.

Défense des intérêts

Organiser des réunions et y participer (y compris les réunions liées aux présentations au Conseil du Trésor et au Cabinet), rédiger des lettres ou d'autres formes de communication, mener des activités d'engagement en faveur des intérêts de l'Ouest canadien et des Canadiens de l'Ouest. Cette activité devrait engendrer une meilleure compréhension et une sensibilisation accrue aux enjeux et aux débouchés régionaux susceptibles de donner lieu à des mesures de l'administration fédérale, de ses partenaires ou des intervenants en vue d'instaurer une approche plus équilibrée et adaptée aux besoins régionaux en regard des priorités de l'Ouest canadien ou susceptibles de rehausser la part de l'Ouest canadien dans les activités de programme ou d'approvisionnement du fédéral. Cette activité peut également nécessiter de faire valoir les priorités de l'administration fédérale dans l'Ouest canadien.

Résultat stratégique

Collectivités durables – Des collectivités économiquement viables dans l'Ouest canadien qui offrent une excellente qualité de vie.

Description des activités de programme*Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités*

Projets qui aident les collectivités à évaluer leurs forces et leurs faiblesses, les débouchés et le potentiel de nouvelles activités économiques ainsi que leur capacité de

mettre en œuvre les plans communautaires. Cette activité n'est pas principalement axée sur l'innovation. Le processus entraîne un exercice de consultation et de facilitation auprès de la collectivité. Il inclut également : des projets visant à intégrer les programmes et les services fédéraux ainsi que les initiatives horizontales qui ciblent les collectivités de l'Ouest canadien; projets et processus de développement économique communautaire, Entente de développement du Nord de la Saskatchewan; projets qui soutiennent la viabilité de l'économie locale, rehaussent la disponibilité des installations ou augmentent la participation des membres de la communauté; et des projets qui aident les collectivités à survivre à des mesures d'adaptation draconiennes rendues nécessaires par des changements de circonstances économiques afin de cerner des options et des réactions susceptibles d'engendrer de nouveaux débouchés économiques et d'aider les collectivités à mettre leurs plans à exécution.

Infrastructures

DEO est responsable de la mise en œuvre du programme Infrastructures Canada dans l'Ouest canadien. Le programme a été mis sur pied pour permettre à l'administration fédérale de respecter ses engagements à l'égard de la croissance du Canada et de la qualité de vie de l'ensemble des Canadiens. Le programme, qui fournit des fonds pour l'amélioration des structures physiques, a été créé en 2000 et prendra fin en mars 2006. En partenariat avec les administrations provinciales, territoriales et locales, les Premières Nations ainsi que le secteur privé, le Programme Infrastructures Canada (PIC) aide à renouveler et à construire des infrastructures dans les municipalités urbaines et rurales partout au Canada. Le PIC est une initiative nationale visant à compléter et à rehausser la capacité existante des gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux d'investir dans les infrastructures physiques. DEO prévoit poursuivre sa contribution au renouvellement des infrastructures canadiennes en assurant la

mise en œuvre du nouveau Fonds sur l'infrastructure municipale rurale et des projets clés du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique au nom d'Infrastructures Canada.

Résultat stratégique

Entrepreneuriat et innovation – Un secteur des affaires élargi et concurrentiel, ainsi qu'un réseau de l'innovation renforcé.

Description des activités de programme

Développement des entreprises et entrepreneuriat

DEO aborde les besoins des petites et moyennes entreprises et des entrepreneurs en mettant en œuvre toute une gamme de mécanismes et de partenariats pour la prestation des services. Parmi ceux-ci, mentionnons plus de 100 points de services du Réseau de services aux entreprises de l'Ouest canadien, notamment les Sociétés d'aide au développement des collectivités, les organisations d'aide aux femmes entrepreneurs, les organisations francophones à vocation économique et les Centres de services aux entreprises du Canada. Pour permettre aux petites et moyennes entreprises d'accéder à de nouvelles sources de capital, DEO a travaillé en étroite collaboration avec des institutions financières afin de créer un programme de prêts spécialisés connu sous le nom de Programme de fonds de prêts et d'investissement. Ces programmes de prêts ciblent les secteurs de l'industrie particulièrement importants dans l'Ouest canadien et fournissent un capital de dette souple et patient à des conditions qui conviennent parfaitement à ces petites entreprises. Les programmes sont offerts à des conditions commerciales par des institutions financières comme les banques à charte, les caisses de crédit, les sociétés de fiducie, Financement Agricole Canada

et la Banque de développement du Canada. Chaque institution financière finance ses propres programmes et prend toutes les décisions quant à l'approbation des prêts. Afin de stimuler le commerce et l'investissement, DEO s'est doté d'une stratégie qui touche à quatre secteurs clés : la recherche, les politiques commerciales, la promotion des échanges commerciaux et l'attraction des investissements. Les activités vont de la participation stratégique aux missions d'Équipe Canada, par exemple lorsqu'il a fallu prendre des mesures pour aider les entreprises de l'Ouest qui subissaient le contrecoup du différend sur le bois d'œuvre. DEO a travaillé avec d'autres partenaires fédéraux, les provinces et des organisations locales pour rehausser l'ensemble des mesures de soutien au commerce et à l'investissement dans des organisations comme Équipe Commerce Canada Inc., les Réseaux de commerce régionaux, les équipes de commerce provinciales et les Western Trade Officials. Les fonds de DEO soutiennent des projets qui donnent lieu à une collaboration de l'industrie, à des entreprises conjointes et à des alliances stratégiques qui favorisent le développement de l'entrepreneuriat.

Innovation

DEO concentre son énergie novatrice sur le développement économique et une diversification susceptibles d'engendrer la richesse. L'innovation est le processus qui transforme le savoir en nouveaux avantages sociaux et économiques. L'innovation consiste à appliquer le savoir à la mise au point de nouveaux produits et services ou à de nouvelles façons de concevoir, de produire ou de commercialiser un produit ou un service existant sur les marchés publics et privés. L'approche de DEO en matière d'innovation tient compte du fait que l'innovation se produit surtout au niveau de l'entre-

prise, dans le contexte d'un système très complexe et interdépendant composé d'éléments comme l'infrastructure du savoir, la recherche de base et appliquée ainsi que le développement, des personnes très compétentes, l'accès au financement nécessaire pour l'obtention de brevet, des systèmes de soutien et des mécanismes pour relier tous ces éléments entre eux. Le processus d'innovation n'est pas linéaire ou isolé, car il se produit dans le contexte plus vaste d'un «système d'innovation». Le but de DEO est de renforcer le système d'innovation de l'Ouest en vue de faciliter le développement de grappes et de rehausser le potentiel d'innovation de manière à engendrer valeur et richesse.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
...	39 958 000	...	...	39 958 000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	3 668 759	3 668 759		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	...	...	356 000	356 000		Virement du CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	39 958 000	...	4 024 759	43 982 759		Total—Crédit 1	42 899 989	1 082 770	...	41 066 297
...	347 971 000	...	...	347 971 000	5	Subventions et contributions				
...	...	...	1 000 000	1 000 000		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	347 971 000	...	1 000 000	348 971 000		Total—Crédit 5	258 222 342	90 748 658	...	266 216 940
...	69 970	...	(9 474)	60 496	(S)	Ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—Traitement et allocation pour automobile	60 496	...	...	67 928
...	4 693 000	...	751 976	5 444 976	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 444 976	...	...	4 760 384
19 783	...	...	3 086	22 869	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 770	...	2 099	5 547
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	13 553
19 783	392 691 970	...	5 770 347	398 482 100		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	306 648 573	91 831 428	2 099	312 130 649

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Collaboration et coordination	5 060 606	4 770 057	...	...	34 999	34 999	...	...	...	...	5 095 605	4 805 056
Recherche et analyse	3 605 795	2 385 029	...	...	527 109	527 109	...	...	...	...	4 132 904	2 912 138
Défense des intérêts	2 540 888	3 413 866	...	...	...	...	...	...	...	...	2 540 888	3 413 866
Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités	9 880 968	9 629 561	...	...	46 025 695	45 025 695	...	...	...	...	55 906 663	54 655 256
Infrastructures	4 834 757	5 920 704	...	...	227 280 735	137 532 077	...	...	...	...	232 115 492	143 452 781
Développement des entreprises et entrepreneuriat	16 130 582	15 245 479	...	...	39 772 280	39 772 280	...	...	...	...	55 902 862	55 017 759
Innovation	7 457 504	7 061 535	...	...	35 330 182	35 330 182	...	...	...	...	42 787 686	42 391 717
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	49 511 100	48 426 231	...	...	348 971 000	258 222 342	...	...	...	...	398 482 100	306 648 573

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Subventions									
Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités									
...	1 475 000	...	(1 475 000)	...	Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	...	...	...	...
...	...	...	1 000 000	1 000 000	Subvention à l'Administration portuaire de Prince-Rupert	...	1 000 000	...	...
...	1 475 000	...	(475 000)	1 000 000		...	1 000 000	...	...

Développement des entreprises et entrepreneuriat									
...	1 645 000	...	(1 645 000)	...	Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	...	...	...	...

Innovation									
...	1 880 000	...	(1 880 000)	...	Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	...	...	...	...
...	5 000 000	...	(4 000 000)	1 000 000	Total—Subventions	...	1 000 000	...	...

Contributions									
Collaboration et coordination									
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest									
...	115 000	...	(80 001)	34 999		34 999	...	...	632 000

Recherche et analyse									
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest									
...	578 000	...	(50 891)	527 109		527 109	...	...	1 188 000

Défense des intérêts									
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les acti-									

...	115 000	...	(115 000)	...	vités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	...	...	...	401 000
<hr/>									
					Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités				
					Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest				
...	31 091 000	...	13 934 695	45 025 695		45 025 695	...	...	48 931 574
<hr/>									
					Infrastructures				
					Contributions aux provinces de l'Ouest du Canada en vertu du Programme Infrastructures Canada				
...	236 612 000	...	(9 331 265)	227 280 735		137 532 077	89 748 658	...	130 639 462
<hr/>									
					Développement des entreprises et entrepreneuriat				
					Contributions aux petites et moyennes entreprises de l'Ouest œuvrant dans des industries stratégiques en établissant des fonds d'emprunt et d'investissement spécialisés, selon une formule commerciale, de concert avec des fournisseurs de prêt et de capital de risque des secteurs privé et public				
...	4 590 000	...	(2 343 559)	2 246 441		2 246 441	...	...	1 541 531
					Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest				
...	30 238 000	...	7 287 839	37 525 839		37 525 839	...	...	49 195 355
...	34 828 000	...	4 944 280	39 772 280		39 772 280	...	...	50 736 886
<hr/>									
					Innovation				
					Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest				
...	39 632 000	...	(4 301 818)	35 330 182		35 330 182	...	...	33 688 018
...	342 971 000	...	5 000 000	347 971 000	Total—Contributions	258 222 342	89 748 658	...	266 216 940

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Sommaire du portefeuille ministériel par activité de programme									
...	115 000	...	(80 001)	34 999	Collaboration et coordination	34 999	...	...	632 000
...	578 000	...	(50 891)	527 109	Recherche et analyse	527 109	...	...	1 188 000
...	115 000	...	(115 000)	...	Défense des intérêts	...	...	...	401 000
...	32 566 000	...	13 459 695	46 025 695	Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités	45 025 695	1 000 000	...	48 931 574
...	236 612 000	...	(9 331 265)	227 280 735	Infrastructures	137 532 077	89 748 658	...	130 639 462
...	36 473 000	...	3 299 280	39 772 280	Développement des entreprises et entrepreneuriat	39 772 280	...	...	50 736 886
...	41 512 000	...	(6 181 818)	35 330 182	Innovation	35 330 182	...	...	33 688 018
...	347 971 000	...	1 000 000	348 971 000	Total du portefeuille ministériel	258 222 342	90 748 658	...	266 216 940

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements—Fonctionnement	134 676	890 041
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 911 782	2 663 797
	<u>2 046 458</u>	<u>3 553 838</u>
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	<u>3 086</u>	<u>25 330</u>
Revenus divers—		
Intérêt sur contributions remboursables	1 173 750	690 946
Rééchelonnement—Paievements compensatoires des contributions remboursables	165 249	26 916
Contributions remboursables	5 710 049	17 743 801
Recouvrement de contributions	174 426	646 531
Divers	37 381	18 812
	<u>7 260 855</u>	<u>19 127 006</u>
Total du portefeuille ministériel	<u>9 310 399</u>	<u>22 706 174</u>

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 14

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Environnement

Ministère

**Agence canadienne d'évaluation
environnementale**

**Table ronde nationale sur
l'environnement et l'économie**

Agence Parcs Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	14.2
Sommaire du portefeuille ministériel	14.4
Activités de programme	14.6
Paievements de transfert	14.8
Détail des montants disponibles pour être dépensés	14.13
Revenus	14.15

Ministère**Résultat stratégique**

Protection contre les sources de pollution nationales et mondiales.

Description des activités de programme*Réduction des émissions de gaz à effet de serre*

Le changement climatique est principalement attribuable aux émissions de gaz à effet de serre qui endommagent l'atmosphère. Le Canada doit faire sa part en adoptant une approche durable à court et à long terme visant à réduire ses propres émissions, à mieux comprendre la science du changement climatique à l'échelle nationale et internationale et à minimiser son impact sur les Canadiens. Les initiatives à cet égard touchent à toutes les activités.

Amélioration de la qualité de l'air

Ce résultat stratégique correspond aux efforts visant à éviter la production d'émissions atmosphériques et leurs effets néfastes sur l'environnement et la santé humaine.

Réduction des risques posés par les substances toxiques et autres substances préoccupantes

Il faut comprendre et prévenir ou réduire les risques pour l'environnement et la santé humaine posés par les substances toxiques et les autres substances préoccupantes. Ce résultat stratégique vise à prévenir la pollution, y compris celle provenant des effluents. En général, ces substances ont des effets nocifs directs sur les humains, la flore et la faune. La quantité et la nature d'une substance toxique de même que la façon dont elle est rejetée ont une incidence à plus long terme sur l'environnement et la santé humaine.

Résultat stratégique

Conservation de la biodiversité dans des écosystèmes sains.

Description des activités de programme*La diversité biologique est conservée*

Ce résultat à long terme vise principalement à former des partenariats stratégiques avec les ordres de gouvernement, les collectivités et les autres parties intéressées afin de protéger les espèces en péril, de conserver, protéger et restaurer les habitats, et de conserver les oiseaux migrateurs.

Approvisionnement assuré en eau propre et salubre pour les personnes et les écosystèmes

Fournir du leadership pour l'élaboration et de la mise en œuvre d'un cadre fédéral des eaux qui correspond aux piliers du développement durable, en collaboration avec d'autres ministères; effectuer des activités de surveillance et de recherche sur les écosystèmes aquatiques afin de mieux comprendre comment ils évoluent et pourquoi; développer des outils scientifiques et fournir des mesures qui habilitent les Canadiens à agir; relever les avantages économiques, sociaux et environnementaux associés à l'utilisation efficace des ressources en eau, et élaborer et mettre en œuvre des mesures incitatives pour les secteurs principaux qui exploitent les ressources en eau; protéger et promouvoir les intérêts des Canadiens en matière de ressources aquatiques à l'échelle mondiale et veiller au respect des engagements; veiller à l'excellence de la science et de la technologie d'Environment Canada, et s'assurer qu'elles correspondent aux objectifs du gouvernement et qu'elles appuient les besoins en matière de développement durable.

Les écosystèmes prioritaires sont conservés et restaurés

Contribuer à la santé des écosystèmes en améliorant les recherches scientifiques, en sensibilisant le public, en bâtissant des partenariats et en encourageant les changements de comportement. Il faut aussi mener des études multidisciplinaires visant à évaluer l'état des écosystèmes prioritaires et déterminer les mesures de restauration et de conservation qui s'imposent.

Résultat stratégique

Les Canadiens s'adaptent à leur environnement de manière à préserver leur santé et leur sécurité, à appuyer l'activité économique et à améliorer la qualité de l'environnement.

Description des activités de programme*Réduction des impacts des conditions météorologiques et dangers connexes*

Les activités comprennent ce qui suit : la surveillance de l'état de l'atmosphère (météo, climat, qualité de l'air et rayonnement ultraviolet), de l'hydrosphère (eau) et de la cryosphère (glace et neige); la prestation de renseignements sur l'état actuel et futur de l'environnement physique; la diffusion d'avertissement de temps violent et de risques environnementaux; la recherche scientifique sur les causes des phénomènes météorologiques violents, les mécanismes de transport atmosphérique des substances chimiques et les facteurs météorologiques à travers le monde, et les effets de l'activité humaine sur l'atmosphère et la prestation de conseils sur l'adaptation aux changements des conditions météorologiques et climatiques.

Adaptation aux changements environnementaux

La prestation de conseils sur l'adaptation aux changements météorologiques et climatiques en tirant partie de toutes les activités liées à la réduction des effets du climat et des risques connexes.

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Résultat stratégique

L'évaluation environnementale fait partie intégrante de la prise de décisions en matière de programme et de politique.

Description des activités de programme

Évaluation environnementale efficiente et efficace

Coûts du programme, entre autres les frais de soutien aux programmes pour les activités d'évaluation environnementale. Ils englobent les frais engagés pour assumer des fonctions non directement liées à la prestation de services mais aux activités de prestation de services de soutien, notamment toutes les ressources affectées à la supervision, à la gestion et aux politiques dans un secteur de programmes. Ces coûts peuvent être engagés dans le secteur de programmes à l'Administration centrale ainsi que dans les régions, et être distincts des coûts des services intégrés et administratifs.

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Résultat stratégique

Les conseils de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie sur certains sujets, influent sur l'élaboration de politiques fédérales relatives aux questions environnementales et économiques et sur les décisions des autres secteurs clés.

Description des activités de programme

Donner des conseils relatifs aux questions environne- mentales et économiques

Ce programme recense et fait connaître les informations, les analyses et les recommandations récentes dans le domaine du développement durable en insistant plus particulièrement sur l'environnement et l'économie. Des conseils sont prodigués aux clients issus du gouvernement fédéral ainsi qu'aux décideurs des autres secteurs (autres ordres de gouvernement, industrie, associations et organismes non gouvernementaux).

Agence Parcs Canada

Résultat stratégique

Protéger et mettre en valeur des exemples représentatifs du patrimoine naturel et culturel du Canada et en favoriser chez le public la connaissance, l'appréciation et la jouissance, de manière à en assurer l'intégrité écologique et commémorative pour les générations d'aujourd'hui et de demain.

Description des activités de programme

Créer des lieux patrimoniaux

Programme de planification, de détermination et de négociation, visant à amener les lieux patrimoniaux à un état de fonctionnement et à agrandir les lieux patrimoniaux existants.

Conserver les ressources patrimoniales

Programme visant à assurer le maintien et la protection de l'intégrité écologique et commémorative, ainsi que la gestion des ressources naturelles et culturelles dans les lieux patrimoniaux administrés par Parcs Canada, et à agir sur la conservation des ressources patrimoniales administrées par d'autres.

Favoriser l'appréciation et la compréhension du public

Programme visant à accroître la sensibilisation et la compréhension touchant le patrimoine naturel et culturel du Canada, ainsi qu'à augmenter l'appréciation et le soutien des réseaux de parcs nationaux, d'aires marines nationales de conservation et de lieux historiques nationaux du Canada.

Offrir des expériences de qualité aux visiteurs

Programme visant à fournir l'accès, les activités récréatives, l'accueil, l'orientation, l'information et la sécurité publique dans les lieux patrimoniaux administrés par Parcs Canada.

Gérer les lotissements urbains

Programme visant à fournir tous les services dans les cinq lotissements urbains situés dans les parcs nationaux (p. ex. aqueduc, égout, collecte des ordures, entretien des routes, application des arrêtés municipaux, service d'incendie et services d'urgence, administration des permis d'exploitation d'un commerce, examen des propositions de mise en valeur et planification, détermination et atténuation des incidences environnementales).

Gérer les routes de transit

Programme concernant tous les travaux effectués sur le réseau routier de la Transcanadienne ou sur les routes provinciales numérotées qui traversent les aires patrimoniales protégées (p. ex. prévention des avalanches, entretien) et la gestion des niveaux d'eau dans les canaux historiques.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	671 527 000	...	...	671 527 000	1	Ministère			
...	...	...	76 807 367	76 807 367		Dépenses de fonctionnement			
...	671 527 000	...	76 807 367	748 334 367		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	31 240 000	...	...	31 240 000	5	Total—Crédit 1	710 570 535	37 763 832	...
...	...	...	2 582 100	2 582 100		Dépenses en capital			
...	31 240 000	...	2 582 100	33 822 100		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	55 654 000	...	...	55 654 000	10	Total—Crédit 5	32 061 908	1 760 192	...
...	...	...	13 596 340	13 596 340		Subventions et contributions			
...	55 654 000	...	13 596 340	69 250 340		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	69 970	...	1 552	71 522	(S)	Total—Crédit 10	64 779 832	4 470 508	...	
...	76 735 000	...	6 930 228	83 665 228	(S)	Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile	71 522	...	...
236 068	...	...	482 509	718 577	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83 665 228	...	...
...	...	...	150 000 000	150 000 000	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	397 513	...	321 064
...	...	...	...	...	(S)	Paiement à la Fédération canadienne des municipalités	150 000 000	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	100 000 020
236 068	835 225 970	...	250 400 096	1 085 862 134		Total du ministère—Budgétaire	1 041 546 538	43 994 532	321 064	926 689 281
...	15 744 000	...	...	15 744 000	15	Agence canadienne d'évaluation environnementale			
...	...	...	1 722 946	1 722 946		Dépenses du programme			
...	15 744 000	...	1 722 946	17 466 946		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	1 826 000	...	164 913	1 990 913	(S)	Total—Crédit 15	15 586 562	1 880 384	...	
958	...	...	19	977	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 990 913	...	...
958	17 570 000	...	1 887 878	19 458 836		Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	977	...	...
						Total de l'organisme—Budgétaire	17 578 452	1 880 384	...	18 272 585
...	...	...	4 552 000	4 552 000	25	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie ⁽²⁾			
...	...	...	675 782	675 782		Dépenses du programme			
...	...	...	5 227 782	5 227 782		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	...	...	...	...		Total—Crédit 25	5 180 858	46 924	...

...	...	...	2 894	2 894	(S)	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	2 660	234	...	3 771
...	...	...	392 107	392 107	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	392 107	...	...	342 695
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	40
...	...	...	5 622 783	5 622 783		Total de l'organisme—Budgétaire	5 575 625	47 158	...	4 713 791
Agence Parcs Canada										
30 966 321	344 562 000	...	...	375 528 321	20	Dépenses du programme				
...	...	...	53 866 120	53 866 120		Mandats spéciaux du gouverneur général				
30 966 321	344 562 000	...	53 866 120	429 394 441		Total—Crédit 20	386 568 864	...	42 825 577	388 340 738
...	1 800 000	...	...	1 800 000	25	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	1 800 000	...	...	2 000 000
...	95 000 000	...	5 417 445	100 417 445	(S)	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	100 417 445	...	...	84 765 899
...	43 146 000	...	2 767 539	45 913 539	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45 913 539	...	...	43 180 337
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	16 393
30 966 321	484 508 000	...	62 051 104	577 525 425		Total de l'organisme—Budgétaire	534 699 848	...	42 825 577	518 303 367
31 203 347	1 337 303 970	...	319 961 861	1 688 469 178		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 599 400 463	45 922 074	43 146 641	1 467 979 024⁽²⁾

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

(2) Au cours de l'exercice, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie a été transférée du Conseil privé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 4 713 791 \$.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Réduction des émissions de gaz à effet de serre	68 766 619	61 713 414	201 000	28 467	15 385 678	14 766 801	528 000	55 121	...	...	83 825 297	76 453 561
Amélioration de la qualité de l'air	89 880 397	78 742 007	5 184 000	3 771 776	159 697 123	159 588 186	1 254 000	1 112 872	...	...	253 507 520	240 989 097
Réduction des risques posés par les substances toxiques et autres substances préoccupantes	195 958 167	183 879 128	6 413 000	7 936 386	5 940 046	5 512 876	7 137 000	6 340 345	...	...	201 174 213	190 988 045
La diversité biologique est conservée	103 511 899	105 119 507	1 023 000	1 369 804	23 251 511	21 919 619	1 402 000	946 440	...	...	126 384 410	127 462 490
Approvisionnement assuré en eau propre et salubre pour les personnes et les écosystèmes	74 768 530	71 984 260	2 356 100	2 335 715	1 221 204	424 332	4 737 000	3 194 651	...	...	73 608 834	71 549 656
Les écosystèmes prioritaires sont conservés et restaurés	56 645 694	56 377 391	489 000	871 877	8 697 408	7 973 741	777 000	947 059	...	...	65 055 102	64 275 950
Réduction des impacts des conditions météorologiques et dangers connexes	216 494 472	226 282 976	12 435 000	13 242 691	2 595 811	2 211 408	47 947 000	56 066 415	...	...	183 578 283	185 670 660
Adaptation aux changements environnementaux	106 083 916	81 643 305	5 721 000	2 505 192	2 461 559	2 382 869	15 538 000	2 374 287	...	...	98 728 475	84 157 079
Sous-total	912 109 694	865 741 988	33 822 100	32 061 908	219 250 340	214 779 832	79 320 000	71 037 190	...	...	1 085 862 134	1 041 546 538
Revenus affectés aux dépenses	(79 320 000)	(71 037 190)	...	...	...	...	(79 320 000)	(71 037 190)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	832 789 694	794 704 798	33 822 100	32 061 908	219 250 340	214 779 832	...	...	...	...	1 085 862 134	1 041 546 538
Agence canadienne d'évaluation environnementale												
Évaluation environnementale efficiente et efficace	24 300 507	20 757 360	...	...	2 009 329	1 227 881	6 851 000	4 406 789	...	...	19 458 836	17 578 452
Revenus affectés aux dépenses	(6 851 000)	(4 406 789)	...	...	...	...	(6 851 000)	(4 406 789)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	17 449 507	16 350 571	...	...	2 009 329	1 227 881	...	...	...	...	19 458 836	17 578 452
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie ⁽¹⁾												
Donner des conseils relatifs aux questions environnementales et économiques	5 622 783	5 575 625	...	...	...	...	...	...	...	...	5 622 783	5 575 625
Total de l'organisme—Budgétaire	5 622 783	5 575 625	...	...	...	...	...	...	...	...	5 622 783	5 575 625

Agence Parcs Canada

Créer des lieux patrimoniaux	20 132 375	19 035 976	3 290 480	3 290 480	690 885	690 885	...	...	...	...	24 113 740	23 017 341
Conserver les ressources patrimoniales	189 881 074	176 143 306	499 809	499 809	9 206 254	9 206 254	...	...	...	...	199 587 137	185 849 369
Favoriser l'appréciation et la compréhension du public	79 973 755	69 785 275	11 154	11 154	462 408	462 408	...	...	...	...	80 447 317	70 258 837
Offrir des expériences de qualité aux visiteurs	190 427 057	188 923 743	5 089 376	5 089 376	402 317	402 317	...	...	...	...	195 918 750	194 415 436
Gérer les lotissements urbains	14 266 486	9 759 665	26 931	26 931	15 625	15 625	...	...	...	...	14 309 042	9 802 221
Gérer les routes de transit	63 032 452	51 239 657	116 987	116 987	...	...	...	...	...	...	63 149 439	51 356 644
Total de l'organisme—Budgétaire	557 713 199	514 887 622	9 034 737	9 034 737	10 777 489	10 777 489	...	...	...	...	577 525 425	534 699 848
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 413 575 183	1 331 518 616	42 856 837	41 096 645	232 037 158	226 785 202	...	...	...	...	1 688 469 178	1 599 400 463

(1) Au cours de l'exercice, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie a été transférée du Conseil privé.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
...	...	...	...	...	Réduction des émissions de gaz à effet de serre Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	100 000 000

...	2 000 000	...	(671 948)	1 328 052	Amélioration de la qualité de l'air Subventions pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (S) Subvention accordée à la Fédération canadienne des municipalités	1 269 885	58 167	...	1 230 532
...	...	...	150 000 000	150 000 000		150 000 000	...	...	...
...	2 000 000	...	149 328 052	151 328 052		151 269 885	58 167	...	1 230 532

...	...	...	...	...	Réduction des risques posés par les substances toxiques et autres substances préoccupantes Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	16 923

...	17 600	...	26 400	44 000	Réduction des impacts des conditions météorologiques et dangers connexes Subventions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	44 000	...	...	45 600

...	26 400	...	(26 400)	...	Adaptation aux changements environnementaux Subventions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	...	...	...	33 400
...	2 044 000	...	149 328 052	151 372 052	Total—Subventions	151 313 885	58 167	...	101 326 455

Contributions									
...	3 283 572	...	6 404 440	9 688 012	Réduction des émissions de gaz à effet de serre Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	9 336 201	351 811	...	3 106 344
...	628 485	...	2 461 081	3 089 566	Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada	3 035 125	54 441	...	573 224
...	2 100 100	...	298 000	2 398 100	ÉcoAction 2000—Initiative de financement communautaire	2 189 049	209 051	...	2 306 907
...	5 185 000	...	(5 185 000)	...	Contributions à l'appui de l'initiative Enveloppe des nouvelles possibilités	...	...	...	...
...	...	...	100 000	100 000	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	97 426	2 574	...	47 147
...	...	...	10 000	10 000	Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences	10 000	...	...	...

...	...	...	100 000	100 000	Fonds d'action pour le changement climatique (FACC)	99 000	1 000	...	3 222 268
...	11 197 157	...	4 188 521	15 385 678		14 766 801	618 877	...	9 255 890
Amélioration de la qualité de l'air									
...	875 619	...	1 032 548	1 908 167	Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable	1 893 501	14 666	...	2 378 637
...	4 200 000	...	(579 975)	3 620 025	Contribution du Canada au Budget de la Commission de coopération environnementale	3 620 025	...	...	3 872 400
...	1 469 100	...	(192 152)	1 276 948	ÉcoAction 2000—Initiative de financement communautaire	1 276 948	...	...	1 083 058
...	...	...	721 983	721 983	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	699 912	22 071	...	548 189
...	...	...	160 000	160 000	Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada	145 967	14 033	...	420 428
...	...	...	10 000	10 000	Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences	10 000	...	...	10 000
...	...	...	671 948	671 948	Contribution—Fonds multilatéral du Protocole de Montréal	671 948	...	...	730 693
...	6 544 719	...	1 824 352	8 369 071		8 318 301	50 770	...	9 043 405
Réduction des risques posés par les substances toxiques et autres substances préoccupantes									
...	1 313 429	...	1 750 683	3 064 112	Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable	2 894 661	169 451	...	2 835 034
...	130 934	...	170 000	300 934	Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada	281 001	19 933	...	616 079
...	1 953 000	...	250 000	2 203 000	Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences	1 999 384	203 616	...	2 130 885
...	...	...	2 000	2 000	ÉcoAction 2000—Initiative de financement communautaire	1 200	800	...	16 000
...	...	...	370 000	370 000	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	336 630	33 370	...	1 042 965
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5 616 026
...	3 397 363	...	2 542 683	5 940 046		5 512 876	427 170	...	12 256 989
La diversité biologique est conservée									
...	927 000	...	1 379 296	2 306 296	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	2 266 212	40 084	...	2 812 433
...	7 166 615	...	65 000	7 231 615	Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable	7 230 338	1 277	...	8 495 954
...	772 304	...	400 403	1 172 707	Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada	1 171 660	1 047	...	1 077 728
...	1 116 000	...	(775 107)	340 893	Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences	340 893	...	...	314 785
...	2 200 000	...	...	2 200 000	Contribution à la Fondation Habitat faunique Canada	1 627 927	572 073	...	1 746 667
...	10 000 000	...	...	10 000 000	Contributions pour le Programme d'intendance de l'habitat	9 282 589	717 411	...	10 162 782
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	25 099
...	22 181 919	...	1 069 592	23 251 511		21 919 619	1 331 892	...	24 635 448

Paiements de transfert—*Suite*

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
\$	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses			\$				
					Approvisionnement assuré en eau propre et salubre pour les personnes et les écosystèmes				
...	125 000	...	...	125 000	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	61 225	63 775	...	60 632
...	188 805	...	780 909	969 714	Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable	236 617	733 097	...	161 895
...	...	...	126 490	126 490	Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences	126 490	...	...	161 030
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	559 591
...	313 805	...	907 399	1 221 204		424 332	796 872	...	943 148
					Les écosystèmes prioritaires sont conservés et restaurés				
...	5 494 948	...	1 087 660	6 582 608	Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable	6 011 359	571 249	...	5 556 890
...	1 474 800	...	200 000	1 674 800	ÉcoAction 2000—Initiative de financement communautaire	1 529 982	144 818	...	1 768 662
...	...	...	20 000	20 000	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	20 000	...	...	...
...	...	...	420 000	420 000	Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences	412 400	7 600	...	388 500
...	6 969 748	...	1 727 660	8 697 408		7 973 741	723 667	...	7 714 052
					Réduction des impacts des conditions météorologiques et dangers connexes				
...	275 000	...	(26 400)	248 600	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	98 742	149 858	...	34 828
...	189 712	...	(83 078)	106 634	Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable	31 616	75 018	...	229 105
...	2 042 577	...	...	2 042 577	Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada	1 883 050	159 527	...	2 286 434
...	...	...	154 000	154 000	Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences	154 000	...	...	53 312
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	170 506
...	2 507 289	...	44 522	2 551 811		2 167 408	384 403	...	2 774 185
					Adaptation aux changements environnementaux				
...	450 000	...	1 408 430	1 858 430	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	1 832 030	26 400	...	2 657 865
...	48 000	...	321 556	369 556	Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable	362 485	7 071	...	130 672

...	...	...	133 573	133 573	Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada	96 921	36 652	...	137 767
...	...	...	80 000	80 000	ÉcoAction 2000—Initiative de financement communautaire	75 000	5 000	...	18 750
...	...	...	20 000	20 000	Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences	16 433	3 567	...	123 968
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	185 283
...	498 000	...	1 963 559	2 461 559		2 382 869	78 690	...	3 254 305
...	53 610 000	...	14 268 288	67 878 288	Total—Contributions	63 465 947	4 412 341	...	69 877 422
Sommaire du ministère par activité de programme									
...	11 197 157	...	4 188 521	15 385 678	Réduction des émissions de gaz à effet de serre	14 766 801	618 877	...	109 255 890
...	8 544 719	...	151 152 404	159 697 123	Amélioration de la qualité de l'air	159 588 186	108 937	...	10 273 937
...	3 397 363	...	2 542 683	5 940 046	Réduction des risques posés par les substances toxiques et autres substances préoccupantes	5 512 876	427 170	...	12 273 912
...	22 181 919	...	1 069 592	23 251 511	La diversité biologique est conservée	21 919 619	1 331 892	...	24 635 448
...	313 805	...	907 399	1 221 204	Approvisionnement assuré en eau propre et salubre pour les personnes et les écosystèmes	424 332	796 872	...	943 148
...	6 969 748	...	1 727 660	8 697 408	Les écosystèmes prioritaires sont conservés et restaurés	7 973 741	723 667	...	7 714 052
...	2 524 889	...	70 922	2 595 811	Réduction des impacts des conditions météorologiques et dangers connexes	2 211 408	384 403	...	2 819 785
...	524 400	...	1 937 159	2 461 559	Adaptation aux changements environnementaux	2 382 869	78 690	...	3 287 705
...	55 654 000	...	163 596 340	219 250 340	Total du ministère	214 779 832	4 470 508	...	171 203 877
Agence canadienne d'évaluation environnementale									
Contributions									
Évaluation environnementale efficiente et efficace									
...	173 500	...	72 000	245 500	Contribution à la province de Québec—Convention de la Baie James et du Nord québécois	245 500	...	...	245 500
...	300 000	...	(72 000)	228 000	Contributions à l'appui de la promotion de la recherche-développement en matière d'évaluation environnementale	15 500	212 500	...	235 389
...	1 769 000	...	(233 171)	1 535 829	Contribution à l'appui de la participation du public au processus d'examen d'évaluation environnementale—Fonds d'aide financière aux participants	966 881	568 948	...	450 205
...	2 242 500	...	(233 171)	2 009 329	Total de l'organisme	1 227 881	781 448	...	931 094
Agence Parcs Canada									
Subventions									
Créer des lieux patrimoniaux									
...	22 707	...	(7)	22 700	Subventions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	22 700	...	...	22 700
Contributions									
Créer des lieux patrimoniaux									
...	...	...	668 185	668 185	Contributions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	668 185	...	...	199 021

Paiements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans			Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements						
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Conserver les ressources patrimoniales				
...	910 000	...	98 769	1 008 769	Contributions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	1 008 769	...	...	1 272 056
3 748 370	7 419 000	...	(11 167 370)	...	Contributions à l'appui du Fonds pour favoriser les propriétés patrimoniales commerciales	...	...	...	...
...	...	...	8 197 485	8 197 485	Programme de contributions à une catégorie de bénéficiaires pour l'Initiative des endroits historiques	8 197 485	...	...	2 748 051
3 748 370	8 329 000	...	(2 871 116)	9 206 254		9 206 254	...	...	4 020 107
					Favoriser l'appréciation et la compréhension du public				
...	189 226	...	273 182	462 408	Contributions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	462 408	...	...	305 877
					Offrir des expériences de qualité aux visiteurs				
...	...	...	402 317	402 317	Contributions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	402 317	...	...	137 840
					Gérer les lotissements urbains				
...	...	...	15 625	15 625	Contributions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	15 625	...	...	...
3 748 370	8 518 226	...	(1 511 807)	10 754 789	Total—Contributions	10 754 789	...	...	4 662 845
					Sommaire de l'organisme par activité de programme				
...	22 707	...	668 178	690 885	Créer des lieux patrimoniaux	690 885	...	...	221 721
3 748 370	8 329 000	...	(2 871 116)	9 206 254	Conserver les ressources patrimoniales	9 206 254	...	...	4 020 107
...	189 226	...	273 182	462 408	Favoriser l'appréciation et la compréhension du public	462 408	...	...	305 877
...	...	...	402 317	402 317	Offrir des expériences de qualité aux visiteurs	402 317	...	...	137 840
...	...	...	15 625	15 625	Gérer les lotissements urbains	15 625	...	...	...
3 748 370	8 540 933	...	(1 511 814)	10 777 489	Total de l'organisme	10 777 489	...	...	4 685 545
3 748 370	66 437 433	...	161 851 355	232 037 158	Total du portefeuille ministériel	226 785 202	5 251 956	...	176 820 516

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Ministère							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Revenus externes :			
Réduction des émissions de gaz à effet de serre				Produits			
Revenus provenant d'autres ministères :				Publications	27 885	27 885	22 266
Services				Produits	175 885	3 397	19 480
Recherche et analyse	473 713	53 400	745 813	Immobilier	155 536	155 277	113 839
Revenus externes :				Services			
Produits				Recherche et analyse	988 928	986 140	1 155 312
Immobilier	...	1 416	...	Services de consultation	40 960	56 947	63 321
Services				Services de réglementation	1 999 400	1 974 107	1 908 315
Recherche et analyse	54 287	305	...	Formation	88 708	86 458	20 444
	528 000	55 121	745 813		7 137 000	6 340 345	7 603 237
Amélioration de la qualité de l'air				La diversité biologique est conservée			
Revenus provenant d'autres ministères :				Revenus provenant d'autres ministères :			
Services				Produits			
Recherche et analyse	844 635	850 544	541 589	Produits	4 000	3 194	2 830
Services de consultation	15 000	15 000	4 677	Services			
Revenus externes :				Recherche et analyse	792 867	455 350	800 285
Produits				Services de consultation	32 000	32 000	87 788
Produits	...	284	...	Revenus externes :			
Immobilier	55 665	3 390	4 617	Produits			
Services				Publications	...	53 918	2 396
Recherche et analyse	338 700	243 654	443 935	Produits	50 000	40 880	14 047
Services de consultation	...	...	2 351	Immobilier	132 763	101 811	79 246
	1 254 000	1 112 872	997 169	Services			
Réduction des risques posés par les substances toxiques et autres substances préoccupantes				Services de réglementation	286 470	238 295	262 378
Revenus provenant d'autres ministères :				Recherche et analyse	103 900	20 992	...
Produits				Études et enquêtes sur la faune	...	...	61 054
Extraction de données	4 200	4 200	6 790		1 402 000	946 440	1 310 024
Produits	...	43	...	Approvisionnement assuré en eau propre et salubre pour les personnes et les écosystèmes			
Publications	1 000	1 144	...	Revenus provenant d'autres ministères :			
Immobilier	5 000	5 084	28 120	Produits			
Services				Extraction de données	16 517	16 517	37 180
Recherche et analyse	3 225 140	2 785 963	3 973 532	Produits	1 483	205 000	248 003
Services de consultation	15 987	...	122 645	Immobilier	103 000	102 717	102 717
Formation	7 771	10 021	39 588	Services			
Services de réglementation	400 600	243 679	129 585	Recherche et analyse	1 710 403	1 017 166	1 248 054
				Services de consultation	81 000	81 000	174 490
				Formation	225	...	...

Détail des montants disponibles pour être dépensés—Suite

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Revenus externes :				Services			
Produits				Recherche et analyse	323 263	2 465 000	1 965 156
Extraction de données	22 500	4 088	4 717	Hydrométrie	763 899	30 000	69 106
Publications	...	44 916	...	Télécommunications	495 077	...	95 108
Immobilier	439 872	21 916	8 830	Services de consultation	59 534	1 661 398	231 189
Services				Formation	89 016	705 834	601 829
Recherche et analyse	2 234 611	1 573 717	1 796 911	Évaluation environnementale	24 896	...	8 903
Hydrométrie	126 124	126 124	102 517	Divers	...	...	282 953
Formation	1 265	1 490	...	Revenus externes :			
	4 737 000	3 194 651	3 723 419	Produits			
Les écosystèmes prioritaires sont conservés et restaurés				Extraction de données	2 831 192	2 839 015	3 746 472
Revenus provenant d'autres ministères :				Publications	4 798	6 798	22 810
Produits				Produits	18 446 932	23 611 078	16 947 251
Extraction de données	52 000	52 781	59 402	Immobilier	752 042	543 057	200 189
Immobilier	10 600	10 659	...	Services			
Services				Recherche et analyse	323 263	316 082	191 364
Recherche et analyse	140 329	20 300	171 670	Hydrométrie	7 484 979	7 540 356	4 903 752
Services de consultation	60 000	60 000	248 577	Télécommunications	575 077	575 077	492 765
Formation	...	...	48 889	Services de consultation	59 534	73 296	421 284
Revenus externes :				Formation	89 016	89 016	137 251
Produits				Évaluation environnementale	24 896	24 896	73 532
Extraction de données	15 000	32 500	...	Divers	9 318	26 407	26 352
Immobilier	223 071	215 129	318 687		47 947 000	56 066 415	44 147 508
Services				Adaptation aux changements environnementaux			
Services de consultation	68 213	8 212	...	Revenus provenant d'autres ministères :			
Recherche et analyse	182 056	521 747	422 029	Produits			
Formation	25 731	25 731	31 894	Extraction de données	2 258 180	1 527	256 162
	777 000	947 059	1 301 148	Publications	2 273	1 821	1 871
Réduction des impacts des conditions météorologiques et dangers connexes				Produits	1 585 570	211 401	4 041 908
Revenus provenant d'autres ministères :				Immobilier	16 170	...	12 639
Produits				Services			
Extraction de données	2 831 192	2 250 357	920 073	Recherche et analyse	1 445 815	337 890	1 290 143
Publications	4 798	273	1 600	Hydrométrie	...	...	17 276
Produits	12 609 596	13 264 961	12 758 013	Télécommunications	...	...	63 405
Immobilier	144 682	43 514	50 556	Services de consultation	...	2 725	60 740
				Formation	...	...	150 457
				Évaluation environnementale	...	...	2 226
				Divers	...	...	168 458

Détail des montants disponibles pour être dépensés—Fin

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Revenus externes :			
Produits			
Extraction de données	4 798	300 917	1 286 849
Publications	4 175 350	70 516	141 086
Produits	2 983 123	857 617	4 677 608
Immobilier	...	61 480	49 115
Services			
Recherche et analyse	323 263	21 846	42 857
Hydrométrie	1 911 073	...	1 227 625
Télécommunications	575 077	297 570	562 656
Services de consultation	59 534	176 883	336 556
Formation	89 016	651	36 063
Évaluation environnementale	24 896	24 656	55 440
Divers	83 862	6 787	6 588
	15 538 000	2 374 287	14 487 728
Total du ministère—Budgétaire	79 320 000	71 037 190	74 316 046
Agence canadienne d'évaluation environnementale			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Évaluation environnementale efficace et efficace			
Revenus provenant d'autres ministères :			
Formation, information et publications	90 000	85 768	108 038
Revenus externes :			
Formation, information et publications	60 000	153 331	105 165
Services d'évaluation environnementale	6 701 000	4 167 690	877 883
Total de l'organisme—Budgétaire	6 851 000	4 406 789	1 091 086
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	86 171 000	75 443 979	75 407 132

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de paiements de transfert	144 087	98 090
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	1 098 221	475 413
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 769 011	3 621 314
	3 011 319	4 194 817
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	1 237 599	1 117 538
Services de nature réglementaire—		
Licences—Taxidermiste et aviculteur	19 566	20 765
Permis de chasse d'oiseaux	3 291 545	3 499 500
Amendes diverses	2 422 374	2 204 755
	5 733 485	5 725 020
Services de nature non réglementaire—		
Recouvrements—Relevés hydrométriques	99 800	99 800
Autres recouvrements relatifs à l'eau	957 797	811 824
Divers	23 969 771	26 225 783
	25 027 368	27 137 407
Ventes de biens et de produits d'information	43 806 171	45 701 485
Autres frais et droits	2 546 077	2 537 568
	78 350 700	82 219 018
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	482 509	425 559
Revenus divers	795 926	800 421
Total du ministère	82 640 454	87 639 815
Agence canadienne d'évaluation environnementale		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 259	153
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	12 076	3 679
	19 335	3 832

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ventes de biens et de services—			Sommaire du portefeuille ministériel		
Services de nature non réglementaire	5 303 760	1 088 666	Autres revenus—		
Ventes de biens et de produits d'information	1 542	1 685	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 030 654	4 203 271
Autres frais et droits	37 955	...	Ventes de biens et de services	185 793 434	168 448 020
	5 343 257	1 090 351	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	482 528	426 557
			Revenus divers	810 746	812 481
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	19	958	Total du portefeuille ministériel	190 117 362	173 890 329⁽¹⁾⁽²⁾
Revenus divers	188	681			
Total de l'organisme	5 362 799	1 095 822			

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie ⁽¹⁾

Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	...	4 622
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information—		
Article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> —		
Produits de la vente de publications	2 894	3 771
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	40
Total de l'organisme	2 894	8 433

Agence Parcs Canada

Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	17 220 061	15 944 933
Services de nature non réglementaire	74 306 178	63 135 509
Ventes de biens et de produits d'information	1 669 520	1 299 232
Autres frais et droits	8 900 824	4 755 206
	102 096 583	85 134 880
Revenus divers	14 632	11 379
Total de l'organisme	102 111 215	85 146 259

(1) Au cours de l'exercice, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie a été transférée du Conseil privé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 8 433 \$.

(2) Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

SECTION 15

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Finances

Ministère

Vérificateur général

Société d'assurance-dépôts du Canada

**Tribunal canadien du commerce
extérieur**

**Agence de la consommation en matière
financière du Canada**

**Centre d'analyse des opérations et
déclarations financières du Canada**

**Bureau du surintendant des institutions
financières**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	15.2
Sommaire du portefeuille ministériel	15.5
Activités de programme	15.10
Paievements de transfert	15.12
Détail des montants disponibles pour être dépensés	15.14
Revenus	15.14

Ministère**Résultat stratégique**

Créer un avantage budgétaire, économique, social et mondial pour le Canada en fournissant des politiques appropriées et des conseils judicieux concernant la situation économique, sociale et financière ainsi que le programme d'action global du gouvernement.

Description des activités de programme*Politique de l'impôt*

Élaborer et évaluer les politiques et les lois fédérales liées à la fiscalité dans les domaines de l'impôt sur le revenu des particuliers, de l'impôt des sociétés et des taxes de vente ou d'accise.

Politiques économiques et fiscales

Analyser la situation économique et financière du pays, dispenser des conseils sur les questions budgétaires ainsi qu'un soutien analytique sur un vaste éventail de questions économiques et financières liées aux politiques macroéconomiques du gouvernement.

Politique du secteur financier

Analyser les politiques du secteur financier au Canada et de la réglementation des institutions financières à charte fédérale; gérer le programme d'emprunt fédéral et dispenser un appui stratégique concernant les emprunts des sociétés d'État, les marchés financiers et la politique du taux de change.

Développement économique et finances intégrées

Élaborer des politiques et dispenser des conseils stratégiques concernant les implications financières des politiques et programmes microéconomiques gouvernementaux; les propositions de financement de programmes; l'analyse des politiques sectorielles; et la

restructuration des sociétés d'État et d'autres portefeuilles privés.

Relations fédérales-provinciales et politique sociale

Fournir des stratégies et des conseils sur les relations fédérales-provinciales-territoriales et les questions de politique sociale, de même que sur leurs répercussions économiques et financières.

Finances et commerce internationaux

Gérer la participation du Ministère dans les institutions financières internationales, y compris le Fonds monétaire international, le Groupe de la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Gérer la participation du Ministère à des groupes internationaux tels que le G-7, le G-20 et le Forum de coopération économique Asie-Pacifique et traiter les enjeux liés aux politiques en matière de commerce et d'investissement.

Dettes publiques

Assurer le paiement des intérêts et des frais de service de la dette publique et des coûts d'émission des nouveaux emprunts.

Monnaie canadienne

Payer les coûts de production et de distribution des pièces de monnaie canadienne de circulation.

Paiements de transfert aux provinces et aux territoires

Gérer les paiements de transfert aux provinces et aux territoires prévus dans des lois ou des ententes avec ceux-ci.

Organisations financières internationales

Gérer les obligations du Canada envers les organismes financiers internationaux et les souscriptions à ces organismes.

Vérificateur général**Résultat stratégique**

Par nos travaux de vérification législative, nous contribuons, pour le compte des Canadiens, à ce que le gouvernement soit bien géré et responsable.

Description des activités de programme*Vérification législative*

Effectue des vérifications et études indépendantes qui fournissent information, assurance et avis objectifs au Parlement, au gouvernement et aux Canadiens.

Société d'assurance-dépôts du Canada**Résultat stratégique**

Fournir, au profit des personnes qui possèdent des dépôts avec des institutions membres, de l'assurance sur les dépôts en prévision des pertes de la totalité ou d'une partie des dépôts en raison de l'insolvabilité de l'institution membre.

Tribunal canadien du commerce extérieur**Résultat stratégique**

Règlement équitable, opportun et efficace de dossiers de commerce international et enquêtes menées sur instructions du gouvernement dans divers domaines relevant de la compétence du Tribunal.

Description des activités de programme*Règlement de dossiers commerciaux (rôle quasi judiciaire)*

Le Tribunal fait fonction de tribunal administratif lorsqu'il exerce ses fonctions quasi judiciaires. Il mène des

enquêtes qui sont accessibles au public. Il applique des règles et procédures semblables à celles d'une cour de justice, mais avec plus de souplesse. Le Tribunal est une cour supérieure d'archives et peut citer des témoins à comparaître, entendre la preuve et tenir des audiences publiques. La transparence et l'équité sont des éléments clés du processus d'enquête du Tribunal. Les décisions du Tribunal peuvent, selon le cas, être réexaminées ou portées en appel devant la Cour fédérale du Canada ou la Cour d'appel fédérale ou devant un groupe spécial binational formé en vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Les gouvernements qui sont membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) peuvent contester certaines décisions du Tribunal devant un groupe spécial de règlement des différends en vertu du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends de l'OMC.

Enquêtes et saisines sur des questions économiques de portée générale (rôle consultatif)

La *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* contient des dispositions étendues en vertu desquelles le gouvernement ou le ministre des Finances peut demander au Tribunal de faire enquête sur des questions économiques, commerciales ou tarifaires. Dans le cadre d'une telle enquête, le Tribunal agit à titre consultatif, doté de pouvoirs d'effectuer des recherches, de recevoir des exposés, de tenir des audiences et de faire rapport au gouvernement ou au ministre des Finances, présentant ses recommandations, selon les besoins. Le Tribunal peut également mener des enquêtes de sauvegarde afin de déterminer si les producteurs canadiens subissent un dommage grave en raison de l'augmentation des importations de marchandises et de faire un rapport au gouvernement, présentant ses recommandations, selon les besoins.

Agence de la consommation en matière financière du Canada

Résultat stratégique

Les cinq objectifs de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) sont les suivants :

- surveiller les institutions financières pour s'assurer qu'elles appliquent les dispositions relatives aux consommateurs des lois fédérales qui s'appliquent à elles;
- inciter les institutions financières à se doter de politiques et de procédures pour mettre en œuvre les dispositions visant les consommateurs qui s'appliquent à elles;
- vérifier que les institutions financières respectent les codes de conduite volontaires et tout autre engagement public qu'elles ont pris pour protéger les intérêts des consommateurs;
- promouvoir la sensibilisation aux obligations des institutions financières;
- favoriser la compréhension des services financiers et des questions qui s'y rapportent.

Description des activités de programme

Agence de la consommation en matière financière du Canada

Nous renseignons les consommateurs et encadrons les institutions financières afin de nous assurer qu'elles appliquent les mesures fédérales en matière de protection des consommateurs.

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Résultat stratégique

Renseignement financier permettant de contribuer à la détection et à la dissuasion du recyclage des produits de la criminalité et du financement des terroristes au Canada et à l'étranger.

Description des activités de programme

Collecte, analyse et communication de renseignements financiers

Analyse des renseignements financiers axée sur la technologie et des communications de renseignements largement acceptés et utilisés par les organismes chargés de l'application des lois et les organismes du renseignement. Un programme qui aide les entités déclarantes à se conformer à la loi.

Bureau du surintendant des institutions financières

Résultat stratégique

Exerce des activités de réglementation et de surveillance qui se veulent garantes de l'intégrité du système financier canadien en protégeant les Canadiennes et les Canadiens contre les pertes indues.

Description des activités de programme

Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales

Il s'agit de l'activité de programme la plus importante au sein du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), représentant plus de 85 pour cent de nos coûts. Les coûts de ce programme sont recouverts grâce aux cotisations, aux frais de service et d'utilisation payés par les institutions financières fédérales. Les

coûts sont aussi recouverts par l'entremise d'un protocole d'entente (c.-à-d. méthode des cotes internes); dans nos états financiers, cette troisième source de revenus est désignée « services à frais recouverts ».

Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux

Cette activité de programme intègre l'évaluation du risque et l'intervention ainsi que l'établissement de règles et les agréments en rapport avec les régimes de retraite privés fédéraux assujettis à la *Loi sur les normes de prestation de pension*. Les coûts de ce programme sont recouverts grâce aux droits des régimes de retraite qui sont établis en fonction du nombre de participants de chaque régime de retraite fédéral.

Aide internationale

Cette activité de programme intègre des activités visant à aider d'autres pays qui cherchent à accroître leur capacité de supervision et de réglementation. Les coûts de ce programme sont recouverts au moyen d'un protocole d'entente entre le BSIF et des organisations comme l'Agence canadienne de développement international et le Fonds monétaire international.

Résultat stratégique

Contribuer à rehausser la confiance que le public accorde au Système de revenu de retraite du Canada.

Description des activités de programme

Bureau de l'actuaire en chef

Ce bureau fournit une gamme de services actuariels, en vertu de la législation, au Régime de pensions du Canada (RPC) et à certains ministères fédéraux.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	84 048 000	...	...	84 048 000	1				
...	...	...	7 931 750	7 931 750					
...	...	...	352 000	352 000					
...	84 048 000	...	8 283 750	92 331 750					
...	944 000 000	...	...	944 000 000	5				
...	...	...	51 200 000	51 200 000					
...	944 000 000	...	51 200 000	995 200 000					
...	1 800 000 000	...	...	1 800 000 000	10				
...	69 970	...	1 552	71 522	(S)	71 522	...	...	69 722
...	239 740 000	...	1 000	239 741 000	(S)	239 741 000	...	...	292 420 000
...	4 800 000	...	(4 800 000)	...	(S)				
71 094 162	...	...	...	71 094 162					
...	...	...	(5 202 762)	(5 202 762)					
71 094 162	4 800 000	...	(10 002 762)	65 891 400		4 292 831	...	61 598 569	7 822 874
...	12 168 000	...	277 463	12 445 463	(S)	12 445 463	...	...	13 139 908
...	82 200 000	...	45 611 324	127 811 324	(S)	127 811 324	...	...	63 993 075
...	35 887 000 000	...	(2 351 880 434)	33 535 119 566	(S)	33 535 119 566	...	...	33 869 589 604
...	32 000 000	...	(180 789)	31 819 211	(S)	31 819 211	...	...	31 818 240
...	9 510 000 000	...	1 390 000 000	10 900 000 000	(S)	10 900 000 000	...	...	10 761 818 000
...	13 000 000 000	...	6 000 000 000	19 000 000 000	(S)	19 000 000 000	...	...	13 650 000 000

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$		
...	8 225 000 000	...	...	8 225 000 000	(S)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1—Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	8 225 000 000	...	...	7 900 000 000
...	3 500 000 000	...	(3 500 000 000)	...	(S)	Transfert visant la réforme du système de santé (Partie V.1—Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	...	...	...	1 500 000 000
...	(611 000 000)	...	14 553 070	(596 446 930)	(S)	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	(596 446 930)	...	...	(604 093 932)
...	(2 765 127 000)	...	33 947 000	(2 731 180 000)	(S)	Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI—Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	(2 731 180 000)	...	...	(2 746 317 000)
...	...	...	19 118	19 118	(S)	Paiements conformément à la Loi sur la prise en charge des prestations de la Commission de secours d'Halifax	19 118	...	...	20 781
68 571 831	...	...	...	68 571 831	(S)	Paiements aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque conformément à la Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières	...	...	68 571 831	...
...	...	...	1 271 836	1 271 836	(S)	Paiement d'éléments de passif virés aux revenus	1 271 836	...	...	1 457 292
9 579	...	...	6 179	15 758	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	9 579	6 179	...
...	...	...	325 469	325 469	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	325 469	...	...	200 433
...	...	...	542 320 152	542 320 152	(S)	Perte nette de change	542 320 152	...	...	734 752 037
...	...	...	2 000 000 000	2 000 000 000	(S)	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux	2 000 000 000	...	...	88 115 386
...	...	...	6 500 000	6 500 000	(S)	Paiement unique de péréquation à la Saskatchewan	6 500 000	...	...	120 000 000
...	...	...	847 000 000	847 000 000	(S)	Paiement de péréquation à la Nouvelle-Écosse	847 000 000	...	...	21 000 000
...	...	...	700 000 000	700 000 000	(S)	Apprentissage et garde des jeunes enfants	700 000 000	...	...	...
...	...	...	100 000 000	100 000 000	(S)	Infestation de dendroctone du pin ponderosa	100 000 000	...	...	...
...	...	...	2 000 000 000	2 000 000 000	(S)	Paiements à Terre-Neuve-et-Labrador	2 000 000 000	...	...	...
...	...	...	58 000 000	58 000 000	(S)	Paiement aux Territoires	58 000 000	...	...	...
...	...	...	200 000 000	200 000 000	(S)	Paiements au Québec	200 000 000	...	...	...
...	...	...	120 000 000	120 000 000	(S)	Stratégie pour le Nord	120 000 000	...	...	...
...	...	...	25 000 000	25 000 000	(S)	Aide à l'étranger	25 000 000	...	...	...
...	...	...	900 000 000	900 000 000	(S)	La Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun	900 000 000	...	...	...
...	...	...	1 000 000 000	1 000 000 000	(S)	La Fiducie pour l'infrastructure en matière d'éducation postsecondaire	1 000 000 000	...	...	...
...	...	...	1 400 000 000	1 400 000 000	(S)	Fiducies pour le logement	1 400 000 000 ⁽³⁾	
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5 150 000 000
139 675 572	69 944 898 970	...	11 582 253 928	81 666 828 470		Total budgétaire	79 397 209 571	2 139 442 320	130 176 579	72 969 306 664	

...	...	...	4 500 000	4 500 000	(S) (L) Avances aux termes de l'article 13.1 de la <i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada</i> (Brut)	4 500 000	...	...	6 000 000
Association internationale de développement									
...	1	...	318 269 999	318 270 000	L15 Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 318 270 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> (Brut)	318 270 000	...	...	230 134 000
Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)									
...	9 346 000	...	(188 906)	9 157 094	(S) (L) Émission de billets sur demande à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> —Souscriptions au capital (Brut)	9 157 094	...	...	6 535 160
...	15 577 000	...	(470 637)	15 106 363	(S) (L) Paiements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> —Souscriptions au capital (Brut)	15 106 363	...	...	9 955 771
Fonds monétaire international—Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance									
...	84 000 000	...	(84 000 000)	...	(S) (L) Émission d'un prêt à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(1). Limite 700 000 000 DTS (Brut)				
94 148 232	...	...	...	94 148 232	Autorisation non employée de 51 517 500 DTS au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
...	...	...	(4 192 166)	(4 192 166)	Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
94 148 232	84 000 000	...	(88 192 166)	89 956 066	Total	89 956 066	...	...	19 302 825
94 148 232	108 923 001	...	233 918 290	436 989 523	Total non budgétaire	436 989 523	...	...	271 927 756
Total du ministère—									
139 675 572	69 944 898 970	...	11 582 253 928	81 666 828 470	Budgétaire	79 397 209 571	2 139 442 320	130 176 579	72 969 306 664
94 148 232	108 923 001	...	233 918 290	436 989 523	Non budgétaire	436 989 523	...	...	271 927 756
Vérificateur général									
...	62 957 000	...	...	62 957 000	20 Dépenses du programme				
...	...	...	7 255 600	7 255 600	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	62 957 000	...	7 255 600	70 212 600	Total—Vote 20	67 367 569	2 845 031	...	63 555 652
...	8 844 000	...	572 657	9 416 657	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 416 657	...	...	8 405 401

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$	(S)	\$	\$	\$	\$		
10 359	...	...	3 103	13 462	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	13 462	...	...	3 012
10 359	71 801 000	...	7 831 360	79 642 719		Total de l'organisme—Budgétaire	76 797 688	2 845 031	...	71 964 065	
Société d'assurance-dépôts du Canada											
6 000 000 000	...	...	...	6 000 000 000	(S)	(L) Prêts en vertu de la <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , paragraphe 10.1. Limite 6 000 000 000 \$ (Net)	...	...	6 000 000 000	...
6 000 000 000	...	...	...	6 000 000 000		Total de l'organisme—Non budgétaire	...	...	6 000 000 000	...
Tribunal canadien du commerce extérieur											
...	8 170 000	...	...	8 170 000	25	Dépenses du programme				
...	...	...	473 560	473 560		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	...	...	956 650	956 650		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	8 170 000	...	1 430 210	9 600 210		Total—Crédit 25	9 231 840	368 370	...	8 796 064	
...	1 382 000	...	(33 349)	1 348 651	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 348 651	...	...	1 272 177
486	...	...	20	506	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	506	...	...	...
486	9 552 000	...	1 396 881	10 949 367		Total de l'organisme—Budgétaire	10 580 997	368 370	...	10 068 241	
Agence de la consommation en matière financière du Canada											
...	...	...	6 900 965	6 900 965	(S)	Paiements en vertu de l'article 13 de la <i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada</i>	6 900 965	...	...	6 867 248
63	...	...	148	211	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	63	148	...
63	...	...	6 901 113	6 901 176		Total de l'organisme—Budgétaire	6 900 965	63	148	6 867 248
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada											
...	27 663 000	...	...	27 663 000	30	Dépenses du programme				
...	...	...	3 236 875	3 236 875		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	27 663 000	...	3 236 875	30 899 875		Total—Crédit 30	29 277 665	1 622 210	...	28 040 496	
...	3 019 000	...	63 784	3 082 784	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 082 784	...	...	2 979 131
...	30 682 000	...	3 300 659	33 982 659		Total de l'organisme—Budgétaire	32 360 449	1 622 210	...	31 019 627	

Bureau du surintendant des institutions financières										
...	755 000	...	...	755 000	35	Dépenses du programme	755 000	...	...	724 000
					(S)	Paiements des dépenses afférentes aux activités du Bureau en vertu des articles 16 et 17 de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>				
54 351 204	...	...	...	54 351 204	(S)	Autorisation maximale dont le montant ne peut, sans l'approbation du Conseil du Trésor, dépasser de plus de 40 000 000 \$ le total des cotisations et revenus reçus et autorisés de dépenser par la Loi	(5 516 448)	...	59 867 652	10 779 721
...	1	...	(1)	...	(S)	Dépenses des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	...	...	...	...
1 334	...	...	2 306	3 640	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	1 334	2 306	...
54 352 538	755 001	...	2 305	55 109 844		Total de l'organisme—Budgétaire	(4 761 448)	1 334	59 869 958	11 503 721
Total du portefeuille ministériel—										
194 039 018	70 057 688 971	...	11 601 686 246	81 853 414 235		Budgétaire	79 519 088 222	2 144 279 328	190 046 685	73 100 729 566
6 094 148 232	108 923 001	...	233 918 290	6 436 989 523		Non budgétaire	436 989 523	...	6 000 000 000	271 927 756

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

(2) En raison de la nouvelle architecture des activités de programme (AAP), les programmes suivants : Programme des politiques économiques, sociales et financières, Programme du service de la dette publique et Programme fédéral de transferts aux provinces sont maintenant rapportés comme des activités de programme.

(3) Comprend un paiement de 800 000 000 \$ à la Fiducie pour le logement abordable, de 300 000 000 \$ à la Fiducie pour le logement des Autochtones hors-réserve et de 300 000 000 \$ à la Fiducie pour le logement dans le Nord.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paielements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère ⁽¹⁾												
Politique de l'impôt	33 005 355	30 591 144	...	...	3 130	3 130	194 000	...	...	...	32 814 485	30 594 274
Politiques économiques et fiscales	16 129 296	14 479 613	...	...	1 510	1 510	94 000	...	...	...	16 036 806	14 481 123
Politique du secteur financier	87 062 910	16 491 701	...	...	1 670	1 670	104 000	...	...	...	86 960 580	16 493 371
Développement économique et finances intégrées	8 221 626	7 529 624	...	...	10 790	10 790	48 000	...	...	...	8 184 416	7 540 414
Relations fédérales-provinciales et politique sociale	14 773 968	14 144 380	...	...	1 290	1 290	80 000	...	...	...	14 695 258	14 145 670
Finances et commerce internationaux	16 481 209	14 350 205	...	...	1 610	1 610	100 000	...	...	...	16 382 819	14 351 815
Dette publique	33 535 119 567	33 535 119 567	...	...	...	...	...	...	...	...	33 535 119 567	33 535 119 567
Monnaie canadienne	127 811 324	127 811 324	...	...	...	...	...	...	...	...	127 811 324	127 811 324
Paielements de transfert aux provinces et aux territoires	...	...	...	...	45 960 692 281	44 160 692 281	...	...	...	...	45 960 692 281	44 160 692 281
Organisations financières internationales—												
Budgétaire	542 318 534	542 318 534	...	...	1 325 812 400	933 661 198	...	...	...	...	1 868 130 934	1 475 979 732
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	436 989 523	436 989 523	436 989 523	436 989 523
Sous-total—												
Budgétaire	34 380 923 789	34 302 836 092	...	...	47 286 524 681	45 094 373 479	620 000	...	...	...	81 666 828 470	79 397 209 571
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	436 989 523	436 989 523	436 989 523	436 989 523
Revenus affectés aux dépenses	(620 000)	...	...	...	...	...	(620 000)	...	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	34 380 303 789	34 302 836 092	...	...	47 286 524 681	45 094 373 479	...	...	...	...	81 666 828 470	79 397 209 571
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	436 989 523	436 989 523	436 989 523	436 989 523
Vérificateur général												
Vérification législative	79 262 719	76 418 538	...	...	380 000	379 150	...	...	...	...	79 642 719	76 797 688
Total de l'organisme—Budgétaire	79 262 719	76 418 538	...	...	380 000	379 150	...	...	...	...	79 642 719	76 797 688
Société d'assurance-dépôts du Canada—												
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	6 000 000 000	...	6 000 000 000	...
Tribunal canadien du commerce extérieur												
Règlement de dossiers commerciaux (rôle quasi judiciaire)	9 241 266	8 927 362	...	...	...	...	...	...	...	...	9 241 266	8 927 362

Enquêtes et saisines sur des questions économiques de portée générale (rôle consultatif)	1 708 101	1 653 635	...	...	...	...	...	...	...	...	1 708 101	1 653 635
Total de l'organisme—Budgétaire	10 949 367	10 580 997	...	...	...	...	...	...	...	...	10 949 367	10 580 997
Agence de la consommation en matière financière du Canada—Budgétaire	6 901 176	6 900 965	...	...	...	...	...	...	...	...	6 901 176	6 900 965
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada												
Collecte, analyse et communication de renseignements financiers	33 982 659	32 360 449	...	...	...	...	...	...	...	...	33 982 659	32 360 449
Total de l'organisme—Budgétaire	33 982 659	32 360 449	...	...	...	...	...	...	...	...	33 982 659	32 360 449
Bureau du surintendant des institutions financières												
Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales	121 513 844	65 720 242	6 051 000	5 031 571	...	...	73 210 000	77 509 219	...	...	54 354 844	(6 757 406)
Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux	3 908 000	5 392 537	297 000	...	...	...	4 205 000	3 809 028	...	...	...	1 583 509
Aide internationale	1 514 000	1 757 747	116 000	...	...	...	1 630 000	1 377 790	...	...	...	379 957
Bureau de l'actuaire en chef	4 857 000	4 332 816	85 000	(211 661)	...	...	4 187 000	4 088 663	...	...	755 000	32 492
Sous-total	131 792 844	77 203 342	6 549 000	4 819 910	...	...	83 232 000	86 784 700	...	...	55 109 844	(4 761 448)
Revenus affectés aux dépenses	(83 232 000)	(86 784 700)	...	...	...	...	(83 232 000)	(86 784 700)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	48 560 844	(9 581 358)	6 549 000	4 819 910	...	...	...	...	...	...	55 109 844	(4 761 448)
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	34 559 960 554	34 419 515 683	6 549 000	4 819 910	47 286 904 681	45 094 752 629	...	...	...	...	81 853 414 235	79 519 088 222
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6 436 989 523	436 989 523

(1) En raison de la nouvelle architecture des activités de programme (AAP), les programmes suivants : Programme des politiques économiques, sociales et financières, Programme du service de la dette publique et Programme fédéral de transferts aux provinces sont maintenant rapportés comme des activités de programme.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère ⁽¹⁾									
Subventions									
Organisations financières internationales									
...	889 000 000	...	...	889 000 000	Respecter les engagements que le Canada a pris en vertu des ententes multilatérales de réduction de la dette	595 828 409	293 171 591	...	58 074 139
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	34 400 000
...	889 000 000	...	...	889 000 000	Total—Subventions	595 828 409	293 171 591	...	92 474 139
Contributions									
Politique de l'impôt									
...	...	...	3 130	3 130	L'appui du soutien d'initiatives stratégiques et de recherche	3 130	...	...	...
Politiques économiques et fiscales									
...	...	...	1 510	1 510	L'appui du soutien d'initiatives stratégiques et de recherche	1 510	...	...	...
Politique du secteur financier									
...	...	...	1 670	1 670	L'appui du soutien d'initiatives stratégiques et de recherche	1 670	...	...	...
Développement économique et finances intégrées									
...	...	...	10 790	10 790	L'appui du soutien d'initiatives stratégiques et de recherche	10 790	...	...	15 909
Relations fédérales-provinciales et politique sociale									
...	...	...	1 290	1 290	L'appui du soutien d'initiatives stratégiques et de recherche	1 290	...	...	...
Finances et commerce internationaux									
...	...	...	1 610	1 610	L'appui du soutien d'initiatives stratégiques et de recherche	1 610	...	...	...
Organisations financières internationales									
...	55 000 000	...	51 180 000	106 180 000	Respecter les engagements que le Canada a pris en vertu des ententes multilatérales de réduction du service de la dette	68 798 958	37 381 042	...	60 660 717
...	55 000 000	...	51 200 000	106 200 000	Total—Contributions	68 818 958	37 381 042	...	60 676 626
Autres paiements de transfert									
Paiements de transfert aux provinces et aux territoires									
...	1 800 000 000	...	...	1 800 000 000	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux	...	1 800 000 000	...	1 874 274 615
...	32 000 000	...	(180 789)	31 819 211	(S) Subventions législatives	31 819 211	...	...	31 818 240
...	9 510 000 000	...	1 390 000 000	10 900 000 000	(S) Péréquation fiscale	10 900 000 000	...	...	10 761 818 000
...	13 000 000 000	...	6 000 000 000	19 000 000 000	(S) Transfert canadien en matière de santé	19 000 000 000	...	...	13 650 000 000
...	8 225 000 000	...	...	8 225 000 000	(S) Transfert canadien en matière de programmes sociaux	8 225 000 000	...	...	7 900 000 000
...	3 500 000 000	...	(3 500 000 000)	...	(S) Transfert visant la réforme du système de santé	...	...	...	1 500 000 000
...	(611 000 000)	...	14 553 070	(596 446 930)	(S) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes	(596 446 930)	...	...	(604 093 932)
...	(2 765 127 000)	...	33 947 000	(2 731 180 000)	(S) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents	(2 731 180 000)	...	...	(2 746 317 000)

...	...	...	2 000 000 000	2 000 000 000	(S) Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux	2 000 000 000	...	...	88 115 386
...	...	...	6 500 000	6 500 000	(S) Paiement unique de péréquation à la Saskatchewan	6 500 000	...	...	120 000 000
...	...	...	847 000 000	847 000 000	(S) Paiement de péréquation à la Nouvelle-Écosse	847 000 000	...	...	21 000 000
...	...	...	700 000 000	700 000 000	(S) Apprentissage et garde des jeunes enfants	700 000 000	...	...	...
...	...	...	2 000 000 000	2 000 000 000	(S) Paiements à Terre-Neuve-et-Labrador	2 000 000 000	...	...	...
...	...	...	58 000 000	58 000 000	(S) Paiement aux Territoires	58 000 000	...	...	...
...	...	...	120 000 000	120 000 000	(S) Stratégie pour le Nord	120 000 000	...	...	...
...	...	...	900 000 000	900 000 000	(S) La Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun	900 000 000	...	...	...
...	...	...	1 000 000 000	1 000 000 000	(S) La Fiducie pour l'infrastructure en matière d'éducation postsecondaire	1 000 000 000	...	...	...
...	...	...	1 400 000 000	1 400 000 000	(S) Fiducies pour le logement	1 400 000 000 ⁽²⁾
...	...	...	100 000 000	100 000 000	(S) Infestation de dendroctone du pin ponderosa	100 000 000	...	...	...
...	...	...	200 000 000	200 000 000	(S) Paiements au Québec	200 000 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5 150 000 000
...	32 690 873 000	...	13 269 819 281	45 960 692 281		44 160 692 281	1 800 000 000	...	37 746 615 309
...	239 740 000	...	1 000	239 741 000	Organisations financières internationales				
...	...	...	...	...	(S) Paiements à l'Association internationale de développement	239 741 000	...	...	292 420 000
71 094 162	4 800 000	...	(10 002 762)	65 891 400	(S) Paiements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international	4 292 831	...	61 598 569	7 822 874
...	...	...	25 000 000	25 000 000	(S) Aide étrangère	25 000 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	25 000
71 094 162	244 540 000	...	14 998 238	330 632 400		269 033 831	...	61 598 569	300 267 874
71 094 162	32 935 413 000	...	13 284 817 519	46 291 324 681	Total—Autres paiements de transfert	44 429 726 112	1 800 000 000	61 598 569	38 046 883 183
Sommaire du ministère par activité de programme									
...	...	...	3 130	3 130	Politique de l'impôt	3 130	...	...	...
...	...	...	1 510	1 510	Politiques économiques et fiscales	1 510	...	...	...
...	...	...	1 670	1 670	Politique du secteur financier	1 670	...	...	...
...	...	...	10 790	10 790	Développement économique et finances intégrées	10 790	...	...	15 909
...	...	...	1 290	1 290	Relations fédérales-provinciales et politique sociale	1 290	...	...	...
...	...	...	1 610	1 610	Finances et commerce internationaux	1 610	...	...	...
...	32 690 873 000	...	13 269 819 281	45 960 692 281	Paiements de transfert aux provinces et aux territoires	44 160 692 281	1 800 000 000	...	37 746 615 309
71 094 162	1 188 540 000	...	66 178 238	1 325 812 400	Organisations financières internationales	933 661 198	330 552 633	61 598 569	453 402 730
71 094 162	33 879 413 000	...	13 336 017 519	47 286 524 681	Total du ministère	45 094 373 479	2 130 552 633	61 598 569	38 200 033 948
Vérificateur général									
Contributions									
...	380 000	...	...	380 000	Vérification législative				
...	...	...	...	...	Fondation canadienne pour la vérification intégrée	379 150	850	...	378 827
...	380 000	...	...	380 000	Total de l'organisme	379 150	850	...	378 827
71 094 162	33 879 793 000	...	13 336 017 519	47 286 904 681	Total du portefeuille ministériel	45 094 752 629	2 130 553 483	61 598 569	38 200 412 775

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ En raison de la nouvelle architecture des activités de programme (AAP), les programmes suivants : Programme des politiques économiques, sociales et financières et Programme fédéral de transferts aux provinces sont maintenant rapportés comme des activités de programme.

⁽²⁾ Comprend un paiement de 800 000 000 \$ à la Fiducie pour le logement abordable, de 300 000 000 \$ à la Fiducie pour le logement des Autochtones hors-réserve et de 300 000 000 \$ à la Fiducie pour le logement dans le Nord.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère ⁽¹⁾			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Politique de l'impôt	194 000	...	118 381
Politiques économiques et fiscales	94 000	...	55 597
Politique du secteur financier	104 000	...	55 118
Développement économique et finances intégrées	48 000	...	31 288
Relations fédérales-provinciales et politique sociale	80 000	...	40 608
Finances et commerce internationaux	100 000	...	57 567
Total du ministère—Budgétaire	620 000	...	358 559
Bureau du surintendant des institutions financières			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales	73 210 000	77 509 219	64 866 753
Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux	4 205 000	3 809 028	3 410 652
Aide internationale	1 630 000	1 377 790	1 172 336
Bureau de l'actuaire en chef	4 187 000	4 088 663	2 587 429
Total de l'organisme—Budgétaire	83 232 000	86 784 700	72 037 170
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	83 852 000	86 784 700	72 395 729

(1) En raison de la nouvelle architecture des activités de programme (AAP), le programme suivant : Programme des politiques économiques, sociales et financières est maintenant rapporté comme une activité de programme.

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère ⁽²⁾		
Autres revenus—		
Revenus de placements— ⁽¹⁾		
Encaisse et débiteurs—Caisse—		
Banques à charte	27 120 219	15 826 873
Dépôts à court terme	143 419 735	188 086 804
Solde du compte du receveur général à la Banque du Canada	41 598 065	34 638 628
Comptes d'opérations de change—		
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes—Virement des bénéficiaires	1 394 534 428	1 758 067 814
Fonds monétaire international—Souscriptions—Virement des bénéficiaires	49 895 126	69 540 590
Prêts, placements et avances—		
Banque du Canada—Virement des bénéficiaires	1 735 609 894	1 695 958 518
Corporation de développement des investissements du Canada—Dividendes	199 000 000	164 000 000
Petro-Canada—Dividendes	...	14 817 031
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58 944	58 944
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	172 569	306 676
Royaume-Uni—Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni (1946)—		
Intérêt différé	1 013 073	1 767 278
Fonds monétaire international—Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance	16 874 029	17 392 932
Association récréative de la fonction publique d'Ottawa	466	1 064
Agence de la consommation en matière financière du Canada	111 820	97 103
Autres comptes—		
Travaux publics et Services gouvernementaux—		
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	...	78 708
Fonds renouvelable des services optionnels	29 374	...
	3 609 437 742	3 960 638 963
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrement de rémunérations, biens et services	97 985	62 135
Redressements des créanciers de l'exercice précédent	946 851	718 445
	1 044 836	780 580
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information—		
Vente d'autres publications	35 600	79 618

Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Tribunal canadien du commerce extérieur					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	769
Frais—Accès à l'information	4 562	7 335	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	5 935	...
Divers	...	314 190		5 935	769
	4 562	321 525		20	486
	40 162	401 143	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	794	282
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 179	9 579			
Revenus divers—			Total de l'organisme	6 749	1 537
Pièces de monnaie canadienne	212 942 220	110 568 764	Agence de la consommation en matière financière du Canada		
Gain net de change	1 088 319 247	70 189 840	Autres revenus—		
Vente de propriété immobilière à la Société immobilière du Canada	2 125 952	2 267 539	Ventes de biens et de services—		
Vente de sociétés d'État	...	2 561 657 235	Services de nature réglementaire	7 291 054	7 157 400
Virement des comptes suivants, de montants non réclamés ou impayés depuis dix ans ou plus—Compte d'avance fixe en circulation—			Ventes de biens et de produits d'information	100	20
Chèques non réclamés	31 057 344	32 909 471	Autres frais et droits—		
Soldes non réclamés reçus par la Banque du Canada en ce qui concerne les banques à charte	3 829 208	3 674 619	Intérêts sur débiteurs en souffrance	618	10 903
Virement—Dette échue en circulation	4 964 648	4 616 568	Revenus provenant d'amendes	35 000	80 000
Bénéfices—Intérêt sur hypothèques	8 836 282	7 171 166		35 618	90 903
Divers	1 551 469	134 482		7 326 772	7 248 323
	1 353 626 370	2 793 189 684	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	148	63
Total du ministère	4 964 155 289	6 755 019 949	Total de l'organisme	7 326 920	7 248 386
Vérificateur général					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	23 824	99 655
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	42 548	20 169	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	56 509	6 430
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	153 875	274 838		80 333	106 085
	196 423	295 007	Total de l'organisme	80 333	106 085
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 103	10 359			
Revenus divers	957 089	812 845			
Total de l'organisme	1 156 615	1 118 211			

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Bureau du surintendant des institutions financières		
Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire	71 542 368	70 981 855
Services de nature non réglementaire	8 619 560	7 627 906
Ventes de biens et de produits d'information	4 926	1 072
Autres frais et droits—		
Revenus provenant d'amendes	805 100	364 500
Divers	(12)	...
	805 088	364 500
	80 971 942	78 975 333
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 306	1 334
Revenus divers—		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	...	(7)
Total de l'organisme	80 974 248	78 976 660
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	3 609 437 742	3 960 638 963
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 327 527	1 182 441
Ventes de biens et de services	88 338 876	86 624 799
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	11 756	21 821
Revenus divers	1 354 584 253	2 794 002 804
Total du portefeuille ministériel	5 053 700 154	6 842 470 828

(1) Intérêt sauf indications contraire.

(2) En raison de la nouvelle architecture des activités de programme (AAP), les programmes suivants : Programme des politiques économiques, sociales et financières et Programme du service de la dette publique sont maintenant rapportés comme des activités de programme.

SECTION 16

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Gouverneur général

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	16.2
Sommaire du portefeuille ministériel	16.3
Activités de programme	16.4
Paiements de transfert	16.5
Revenus	16.5

Résultat stratégique

Représenter la couronne au Canada; promouvoir la souveraineté et la reconnaissance de l'excellence canadienne.

Description des activités de programme

Programme du gouverneur général

Le Programme du gouverneur général pourvoit au paiement du traitement du gouverneur général, aux dépenses à l'égard du programme annuel du gouverneur général, y compris les frais de déplacement au Canada ainsi que les frais de représentation à l'étranger, le programme d'accès et les services aux visiteurs à Rideau Hall, de même que les dépenses de fonctionnement du cabinet et des résidences. Ce programme pourvoit aussi aux dépenses relatives aux activités accomplies par les anciens gouverneurs généraux.

Programme des distinctions honorifiques canadiennes

Le Programme des distinctions honorifiques canadiennes pourvoit à l'administration du régime national de distinctions honorifiques, notamment l'Ordre du Canada, l'Ordre du mérite militaire, les décorations canadiennes pour actes de bravoure, les décorations pour services méritoires, la Croix du service méritoire, les médailles du service spécial, les médailles commémoratives et autres; assure le financement de l'administration des médailles académiques et le Prix du gouverneur général pour l'entraide. Pourvoit également à l'administration de l'Autorité héraldique du Canada.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	16 702 000	...	...	16 702 000	1	Dépenses du programme			
...	...	...	1 378 331	1 378 331		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	16 702 000	...	1 378 331	18 080 331		Total—Crédit 1	17 680 125	400 206	...
...	114 000	...	725	114 725	(S)	Traitement du gouverneur général (<i>Loi sur le gouverneur général</i>)	114 725	...	...
...	354 000	...	(1 343)	352 657	(S)	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	352 657	...	...
...	1 890 000	...	161 740	2 051 740	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 051 740	...	...
...	...	...	443	443	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	443	...	...
...	19 060 000	...	1 539 896	20 599 896		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	20 199 690	400 206	...
									18 358 393

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Programme du gouverneur général	15 278 457	15 053 056	...	...	352 657	352 657	...	...	...	...	15 631 114	15 405 713
Programme des distinctions hono- rifiques canadiennes	4 968 782	4 793 977	...	...	...	...	...	...	...	...	4 968 782	4 793 977
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	20 247 239	19 847 033	...	...	352 657	352 657	...	...	...	...	20 599 896	20 199 690

Paielements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
					Subventions				
					Programme du gouverneur général				
					Subventions versées aux conjoints survivants d'anciens gouverneurs généraux afin de couvrir les dépenses engagées pour l'accomplissement de fonctions officielles				
...	11 000	...	(11 000)	...	...	...	...	...
...	354 000	...	(1 343)	352 657	352 657	...	...	288 350	
...	365 000	...	(12 343)	352 657	Total du portefeuille ministériel	352 657	...	...	288 350

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Autres revenus—		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	443	2 819
Revenus divers	151 356	155 849
Total du portefeuille ministériel	151 799	158 668

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 17

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Industrie

Ministère

Agence spatiale canadienne

Commission canadienne du tourisme

Tribunal de la concurrence

Commission du droit d'auteur

Conseil national de recherches du Canada

**Conseil de recherches en sciences naturelles
et en génie**

Conseil de recherches en sciences humaines

Conseil canadien des normes

Statistique Canada

SOMMAIRE

Page

Résultat stratégique et description des activités de programme	17.2
Sommaire du portefeuille ministériel	17.9
Activités de programme	17.14
Paiements de transfert	17.17
Détail des montants disponibles pour être dépensés	17.24
Revenus	17.24

Ministère**Résultat stratégique**

Un marché équitable, efficace et concurrentiel.

Description des activités de programme*Secteur des politiques – Marché*

Élaboration de la politique d'encadrement du marché.

Secteur des opérations – Marché

Mise au point d'instruments et conformité à la politique d'encadrement du marché.

Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications – Marché

Élaboration des règlements, politiques, procédures et normes régissant le spectre, les industries des télécommunications et l'économie numérique au Canada.

Bureau principal de l'information – Marché

Amélioration de l'accès et renforcement de l'intégrité du système de recherche de dénominations sociales et de marques de commerce en offrant aux Canadiens et aux entreprises canadiennes un accès en ligne direct à un outil Internet permettant d'effectuer des recherches.

Bureau de la consommation

Défense des intérêts des consommateurs.

Bureau de la concurrence

Définition et respect de l'encadrement du marché en ce qui concerne la concurrence.

Office de la propriété intellectuelle du Canada – Fonds renouvelable – Organisme de service spécial

Octroi de droits de propriété intellectuelle et diffusion de renseignements sur la propriété intellectuelle afin d'accélérer le développement économique du Canada.

Résultat stratégique

Une économie innovatrice.

Description des activités de programme*Secteur des politiques – Science et technologie et innovation*

Élaboration de la politique économique et scientifique.

Secteur de l'industrie – Science et technologie et innovation

Élaboration de politiques et de programmes qui stimulent la recherche-développement pour accélérer la commercialisation de nouvelles technologies et des secteurs prioritaires.

Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications – Science et technologie et innovation

Soutien à la recherche appliquée et de pointe dans le secteur canadien des technologies de l'information et des communications pour la mise au point de technologies novatrices.

Centre de recherches sur les communications Canada

Être le centre d'excellence pour la recherche et le développement dans les télécommunications et les technologies de l'information de pointe, afin de disposer d'une source de conseils indépendante pour la politique gouvernementale.

Partenariat technologique Canada – Organisme de service spécial

Promotion de la commercialisation au moyen d'investissements stratégiques dans des projets de recherche-développement novateurs.

Résultat stratégique

Industrie concurrentielle et collectivités durables.

Description des activités de programme*Secteur des politiques – Développement économique*

Élaboration de la politique industrielle et commerciale internationale.

Secteur des opérations – Développement économique

Prestation de programmes et transmission de renseignements sur les possibilités d'investissement et les possibilités technologiques à l'intention du secteur des affaires.

Secteur de l'industrie – Développement économique

Élaboration de politiques et de programmes qui appuient la compétitivité internationale et la croissance économique durable des secteurs prioritaires et de nouvelles technologies en encourageant le commerce, l'investissement et une réglementation efficace.

Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications – Développement économique

Promotion du développement économique en veillant à ce que les Canadiens, les collectivités et les entreprises aient accès à une infrastructure des technologies de l'information et de la communication moderne et fiable et acquièrent les compétences nécessaires pour participer pleinement à l'économie numérique. Valorisation de l'entrepreneuriat et de l'acquisition continue du savoir en favorisant la création d'applications et de technologies habilitantes de pointe. Appui au développement d'une industrie des technologies de l'information et de la communication concurrentielle au Canada.

Bureau principal de l'information – Développement économique

Amélioration des services d'information en ligne aux entreprises et aux consommateurs au nom d'Industrie Canada et prestation multimodale de services aux entreprises au nom du gouvernement du Canada.

Agence spatiale canadienne

Résultat stratégique

Connaissance, innovation et économie.

Description des activités de programme

Observation de la terre depuis l'espace

L'objectif de l'activité de programme est de développer et d'opérationnaliser l'utilisation de l'observation spatiale de la terre pour le bénéfice des Canadiens, particulièrement en matière d'environnement, de gestion des ressources et de l'utilisation des sols, ainsi que de sécurité et de politique étrangère.

Exploration et sciences spatiales

L'objectif de l'activité de programme est de mieux comprendre le système solaire et l'univers, de chercher des milieux extraterrestres propices à la vie et de se préparer à établir une présence humaine permanente sur d'autres planètes.

Télécommunications par satellite

L'objectif de l'activité de programme est de fournir à tous les Canadiens les moyens de participer à l'ère de l'information mondiale et d'en retirer pleinement les bénéfices.

Sensibilisation à l'espace et éducation

L'objectif de l'activité de programme est d'approfondir la compréhension et d'encourager l'engagement du public envers des questions reliées à l'espace pour ultimement mener à l'amélioration des connaissances scientifiques des Canadiens.

Résultat stratégique

Souveraineté et sécurité.

Description des activités de programme

Observation de la terre depuis l'espace

L'objectif de l'activité de programme est de développer et d'opérationnaliser l'utilisation de l'observation spatiale de la terre pour le bénéfice des Canadiens, particulièrement en matière d'environnement, de gestion des ressources et de l'utilisation des sols, ainsi que de sécurité et de politique étrangère.

Exploration et sciences spatiales

L'objectif de l'activité de programme est de mieux comprendre le système solaire et l'univers, de chercher des milieux extraterrestres propices à la vie et de se préparer à établir une présence humaine permanente sur d'autres planètes.

Télécommunications par satellite

L'objectif de l'activité de programme est de fournir à tous les Canadiens les moyens de participer à l'ère de l'information mondiale et d'en retirer pleinement les bénéfices.

Résultat stratégique

Environnement et développement durable.

Description des activités de programme

Observation de la terre depuis l'espace

L'objectif de l'activité de programme est de développer et d'opérationnaliser l'utilisation de l'observation spatiale de la terre pour le bénéfice des Canadiens, particulièrement en matière d'environnement, de gestion des ressources et d'utilisation des sols, ainsi que de sécurité et de politique étrangère.

Commission canadienne du tourisme

Résultat stratégique

Maximiser l'apport du secteur touristique à l'économie canadienne en augmentant le nombre d'activités touristiques au Canada et en contribuant à la capacité concurrentielle mondiale de l'industrie canadienne du tourisme.

Description des activités de programme

Information

Le programme d'information est essentiel au succès de la Commission canadienne du tourisme. Sur le plan de la macro-recherche, il a pour tâche de mesurer l'importance et la valeur économique de l'amalgame de branches qui composent le secteur canadien du tourisme. Le programme évalue également le rendement du secteur du tourisme et son impact sur l'économie canadienne au chapitre de la croissance de l'emploi, du flux de touristes, des recettes en devises étrangères, des recettes fiscales et du produit intérieur brut du Canada. Cette information s'est révélée inestimable pour rehausser le statut et la crédibilité de l'industrie. La Commission canadienne du tourisme suit également les événements et tendances partout au monde, détermine s'il s'y trouve des défis à relever ou des possibilités à exploiter, et conseille des intervenants de l'industrie.

Sur le plan de la micro-recherche, le programme aide la Commission canadienne du tourisme à favoriser le développement de produits touristiques innovateurs en cernant les nouveaux débouchés sur le marché – y compris pour les produits-créneaux. Le programme d'information permet également à la Commission canadienne du tourisme d'améliorer les canaux de distribution servant à présenter les produits touristiques aux consommateurs.

Marketing et ventes

Le programme Marketing et ventes cible quatre grands marchés géopolitiques : le Canada, les États-Unis, l'Europe-Amérique latine et l'Asie-Pacifique. Il y a également des activités associées au marché des réunions, congrès et voyages de motivation. Les efforts de ce programme s'articulent selon quatre grands axes : le grand public; les professionnels du voyage; les relations publiques et médias; Internet.

Il revient au programme Marketing et ventes de la Commission canadienne du tourisme d'augmenter l'intérêt envers le Canada et sa notoriété en tant que destination quatre-saisons dans chacun de ces marchés par les moyens suivants : en mettant sur pied des programmes stratégiques concurrentiels; en concluant des partenariats de marketing traditionnels et non traditionnels; en travaillant avec les partenaires de l'industrie à mieux informer les touristes potentiels des possibilités de voyages au Canada; en procurant aux petites entreprises un pouvoir d'achat accru par le truchement d'activités de marketing collectif; en favorisant la coopération entre petites entreprises dans le but d'élaborer des stratégies de marketing concertées.

Développement de produits

Le programme Développement de produits de la Commission canadienne du tourisme influe sur la qualité et la quantité d'expériences touristiques diversifiées et concurrentielles au Canada. Coopérant directement avec les divers intervenants de l'industrie du tourisme, il sert de catalyseur pour favoriser la compétitivité de produits immédiatement commercialisables par les moyens suivants : en obtenant des études de marché sur la demande et le positionnement des produits; en diffusant de l'information pour accroître la compétitivité du produit touristique canadien; en encourageant les petites entreprises à créer de nouveaux produits en forgeant des partenariats; en offrant des occasions ou moyens favorisant l'aboutissement à un produit immédiatement commercialisable.

Tribunal de la concurrence**Résultat stratégique**

Audiences accessibles, équitables, transparentes et efficaces liées au mandat du Tribunal.

Description des activités de programme*Traitement des affaires*

Le Tribunal a pour mandat d'entendre des causes et le Greffe de traiter des demandes en vertu de la *Loi sur la concurrence*, Partie VII.1 (Pratiques commerciales trompeuses) et Partie VIII (Affaires que le Tribunal peut examiner) de la *Loi sur la concurrence*.

Commission du droit d'auteur**Résultat stratégique**

Instaurer un processus décisionnel équitable qui incite à la création et à l'utilisation des œuvres protégées par un droit d'auteur.

Description des activités de programme*Tenir des conférences préparatoires et des audiences*

La Commission reçoit les projets de tarifs de la part des sociétés de gestion au plus tard le 31 mars de l'année avant celle durant laquelle le tarif prendra effet. Lorsqu'il y a oppositions à un tarif, la Commission fixe la date de l'audience et entame le processus y menant. Le degré de complexité, le nombre de participants et les besoins de nouvelles recherches et données sont différents pour chaque processus. En outre, il est parfois nécessaire de tenir une conférence préparatoire afin de gérer le processus ou de trancher des questions préliminaires ou de procédure.

Rendre des décisions

Les retombées des décisions de la Commission sur les tarifs sont d'environ 300 millions de dollars par année. Les enjeux sont élevés tant pour les titulaires de droits que pour les utilisateurs. Les interventions devant la Commission sont donc exhaustives et très étudiées, et requièrent la présence de témoins experts et de spécialistes en litiges, ainsi que des études, des enquêtes et la présentation de preuves économétriques, commerciales et financières poussées. En rendant ses décisions, la Commission doit considérer les technologies sous-jacentes (p. ex. Internet, radiodiffusion numérique, communication par satellite), les facteurs économiques et les intérêts des titulaires de droits et des utilisateurs afin de favoriser, en prenant des décisions justes et équitables, la croissance continue de cette composante de l'industrie canadienne du savoir. Des décisions tarifaires éclairées évitent de graves perturbations dans les secteurs concernés de l'économie nationale et des contestations judiciaires onéreuses et chronophages.

Améliorer l'efficacité du processus de réglementation

La compétence de la Commission porte sur des aspects de fond et de procédure. Certains pouvoirs lui sont attribués dans la Loi, de façon expresse; d'autres lui sont reconnus implicitement par la jurisprudence. Règle générale, la Commission tient des audiences. Le processus de réglementation menant à l'audience et ultimement à la décision est toujours le même. La Commission publie d'abord dans la Gazette du Canada le projet de tarif déposé par une société de gestion. Les utilisateurs visés par le projet peuvent s'opposer au projet dans les 60 jours de sa parution. La société de gestion et les utilisateurs ont l'occasion de présenter leurs arguments. Après avoir entendu l'affaire, et tenu compte de tous les éléments de preuve, la Commission homologue le tarif et fait connaître par écrit les motifs de sa décision.

Consultations auprès des intervenants clés

La Commission évalue constamment des nouvelles façons d'accroître l'efficacité du processus d'audience en réduisant les frais engagés par les participants et en s'assurant que les processus et les tarifs demeurent justes et équitables. Dans la poursuite de cet objectif, les partenaires clés sont les parties ayant un intérêt particulier qui se présentent devant la Commission. Ce sont les diverses sociétés de gestion représentant les titulaires de droits telles la Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, la Société canadienne de gestion des droits voisins, la Société canadienne de perception de la copie privée ainsi que des associations et des organisations qui défendent les utilisateurs d'œuvres protégées par le droit d'auteur telles l'Association canadienne des radiodiffuseurs, les associations hôtelières et de restauration.

Délivrer des licences

L'article 77 de la *Loi de la Commission du droit d'auteur* donne à la Commission le pouvoir de délivrer des licences pour autoriser l'utilisation d'œuvres publiées, de fixations de prestations, d'enregistrements sonores publiés ou de la fixation d'un signal de communication lorsque le titulaire du droit d'auteur est introuvable. La Loi exige des demandeurs de licences qu'ils aient fait des efforts raisonnables pour retracer le titulaire du droit d'auteur. Les licences délivrées par la Commission sont non exclusives et valides seulement au Canada. Depuis sa création en 1989, la Commission a délivré 140 licences.

Conseil national de recherches du Canada

Résultat stratégique

Une économie novatrice axée sur le savoir au Canada grâce à la recherche et au développement, à la commercialisation de la technologie et à l'aide à l'industrie.

Description des activités de programme

Recherche et développement

Recherche et développement comprend les activités de l'organisme en recherche et développement dans des domaines stratégiques de la science et du génie qui conduisent à la mise au point de technologies novatrices grâce à la commercialisation et au transfert de technologie dans des secteurs clés de l'économie.

Soutien technologique et industriel

Soutien technologique et industriel comprend la prestation de services de soutien technologique, d'aide financière et d'aide à la commercialisation aux petites et moyennes entreprises, et la diffusion d'information scientifique, technique et médicale à l'industrie, au gouvernement et aux universités.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Résultat stratégique

Les gens : professionnels hautement qualifiés en sciences et en génie au Canada.

Description des activités de programme

Promouvoir les sciences et le génie

Cette activité de programme suscite l'intérêt du public pour les sciences, les mathématiques et le génie, et vise à renforcer les capacités des jeunes Canadiens dans ces domaines.

Appuyer les étudiants et les boursiers

Cette activité de programme appuie la formation d'un personnel hautement qualifié par l'entremise de programmes de bourses.

Attirer et garder en poste des membres du corps professoral

Cette activité de programme vise à attirer et à garder en poste des membres du corps professoral.

Résultat stratégique

La découverte : recherche concurrentielle de haute qualité en sciences naturelles et en génie au Canada.

Description des activités de programme

Financer la recherche fondamentale

Cette activité de programme permet d'investir dans la découverte grâce à des subventions à l'appui des activités de recherche fondamentale.

Financer la recherche dans des domaines stratégiques

Cette activité de programme vise à financer des projets de recherche dans des domaines qui revêtent une importance nationale et dans des domaines nouveaux susceptibles de revêtir une importance pour le Canada.

Résultat stratégique

L'innovation : utilisation productive des nouvelles connaissances en sciences naturelles et en génie.

Description des activités de programme

Financer des partenariats université-industrie-gouvernement

Cette activité de programme favorise la collaboration entre des chercheurs des universités et d'autres secteurs, dont le gouvernement et l'industrie, afin de générer de nouvelles connaissances et un nouveau savoir-faire, et de transférer ces connaissances et ce savoir-faire à des organismes situés au Canada.

Appuyer la commercialisation

Cette activité de programme appuie l'innovation et fait valoir le transfert des connaissances et de la technologie aux entreprises canadiennes.

Conseil de recherches en sciences humaines**Résultat stratégique**

Les chercheurs : une capacité de recherche de première qualité en sciences humaines.

Description des activités de programme*Bourses et prix*

Le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) offre plusieurs programmes de bourses pour appuyer les études supérieures et la recherche dans le domaine des sciences humaines au niveau de la maîtrise, du doctorat et des études postdoctorales. Ces bourses contribuent à former les chercheurs et les leaders canadiens de demain. En outre, le CRSH offre des bourses spéciales aux chercheurs chevronnés et plusieurs suppléments aux meilleures titulaires de bourses de doctorat et de bourses postdoctorales. Enfin, deux prix commémoratifs servent à reconnaître l'incroyable dévouement et la créativité des meilleurs chercheurs du Canada.

Chaires de recherche du Canada

En 2000, le gouvernement du Canada a alloué 900 millions de dollars dans le but d'établir 2000 professorats de recherche, ou chaires de recherche du Canada, dans les universités du pays. Les titulaires de chaires aident à faire reculer les frontières du savoir dans leur domaine, non seulement grâce à leurs travaux, mais également grâce à la supervision d'étudiants, à leur enseignement et à la coordination des travaux d'autres chercheurs. En aidant les universités canadiennes, ainsi que les instituts et hôpitaux de recherche qui leur sont affiliés à de-

venir des centres de recherche et de formation de renommée internationale, le Programme des chaires de recherche du Canada contribue à accroître la capacité concurrentielle du Canada dans le cadre de l'économie mondiale fondée sur les connaissances, à améliorer la santé des Canadiens et à enrichir leur vie sociale et culturelle. Le Programme des chaires cherche également à : consolider le niveau d'excellence en recherche et à accroître la capacité du Canada à ce chapitre en permettant aux universités de solliciter et de recruter les meilleurs chercheurs; améliorer, grâce à la recherche, la formation d'un personnel hautement qualifié; développer la capacité des universités à générer et à appliquer de nouvelles connaissances; optimiser l'utilisation des ressources de recherche à travers une planification stratégique des établissements et la collaboration entre les établissements et divers secteurs.

Résultat stratégique

La recherche : de nouvelles connaissances fondées sur l'excellence de la recherche en sciences humaines.

Description des activités de programme*Recherche définie par le chercheur (thème et sujet définis par le ou les chercheurs)*

Les subventions de recherche du CRSH permettent de financer les projets et les programmes de recherche menés par des chercheurs, individuellement ou en équipe, pour lesquels le candidat a proposé un sujet de recherche et une méthodologie. Ces projets vont des travaux effectués par des chercheurs individuels ou de petites équipes dans des bibliothèques et des archives, à des projets de recherche concertée et multidisciplinaire entreprise par de grandes équipes composées de chercheurs, de partenaires et d'assistants effectuant des travaux sur le terrain partout au Canada.

Recherche et formation ciblées

Le CRSH élabore et finance des programmes, seul ou en partenariat avec d'autres organisations financières,

dont les organismes gouvernementaux, privés et communautaires, afin d'appuyer la recherche stratégique. Ces programmes permettent de générer de nouvelles connaissances sur des questions d'ordre social, économique et culturel présentant un intérêt particulier pour les Canadiens. L'un des domaines précis qu'appuient les programmes stratégiques est la recherche qui favorise une meilleure compréhension de l'impact de « l'économie du savoir » sur notre vie économique, sociale, politique et culturelle, et qui est susceptible d'améliorer le pouvoir d'influence des Canadiens sur l'avenir, et ce, pour le bien de tous.

Développement de la recherche stratégique

Les subventions de recherche stratégique sont offertes aux professeurs, aux établissements postsecondaires, aux sociétés savantes et aux organismes à but non lucratif afin de les aider à étudier, définir et élaborer de nouvelles perspectives et priorités, et à relever de nouveaux défis en ce qui a trait à la conduite de la recherche, à la diffusion des résultats de recherche et à la formation de nouveaux chercheurs. Les subventions de recherche stratégique aident également à accroître la capacité de recherche par la promotion de nouveaux moyens de collaboration et de partenariat en recherche.

Résultat stratégique

La mobilisation de connaissances : le transfert, la diffusion et l'utilisation des connaissances en sciences humaines.

Description des activités de programme*Interaction et diffusion de la recherche*

Les subventions de diffusion de la recherche du CRSH appuient la communication et la diffusion des résultats de recherche au moyen de mécanismes traditionnels et novateurs à l'intention du milieu universitaire et d'un plus vaste public.

Résultat stratégique

L'environnement institutionnel : un environnement de recherche et de science robuste au Canada.

Description des activités de programme

Coûts indirects de la recherche

Au Canada, les gouvernements fédéral et provinciaux appuient ensemble la recherche universitaire. Les provinces fournissent l'infrastructure matérielle de base et, financées en partie par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, paient les coûts d'exploitation directs et indirects. Le gouvernement fédéral finance les coûts directs de la recherche, principalement par l'intermédiaire des trois organismes subventionnaires nationaux pour l'appui à la recherche : les Instituts de recherche en santé du Canada, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, et le Conseil de recherches en sciences humaines. Le terme « coûts indirects » se rapporte aux frais administratifs centraux et aux frais des ministères engagés par les établissements pour appuyer la recherche, qui ne peuvent pas être attribués à des projets de recherche précis.

Dans son budget de 2003, le gouvernement du Canada a annoncé la création d'un nouveau programme visant à assumer les coûts indirects associés à la réalisation des travaux de recherche universitaires dans les établissements qui reçoivent des subventions de l'un des trois organismes subventionnaires fédéraux. Ce programme de subventions tente de répondre à la hausse des coûts indirects entraînés par la recherche universitaire financée par le gouvernement fédéral. Ce programme a été mis sur pied pour aider les établissements d'enseignement postsecondaire à optimiser leur investissement en recherche en deux façons : obtenir un appui supplémentaire pour couvrir les coûts indirects entraînés par la recherche ou appuyer leur mandat qui consiste à enseigner et à fournir des services communautaires. En assumant une partie des coûts indirects engagés par les établissements d'enseignement postsecondaire et

les hôpitaux et instituts qui leur sont affiliés, le gouvernement fédéral finance des installations de recherche de classe mondiale et répond aux besoins des petites universités canadiennes. Le programme de financement des coûts indirects est administré conjointement par le Conseil de recherches en sciences humaines et le Secrétariat du Programme des chaires de recherche du Canada pour le compte des trois organismes subventionnaires nationaux.

Conseil canadien des normes

Résultat stratégique

Normalisation volontaire efficiente et efficace.

Description des activités de programme

Accréditation

L'évaluation de la conformité est la pratique qui consiste à déterminer si un produit, un service ou un système répond aux exigences d'une norme donnée. Le Conseil canadien des normes accrédite les six catégories suivantes d'organismes d'évaluation de la conformité : les organismes de certification des produits; les laboratoires d'essais et d'étalonnage; les organismes registraires de systèmes de gestion; les organismes d'inspection; les prestataires de cours de formation des vérificateurs; les organismes de certification des personnes.

Le Conseil canadien des normes accrédite les organismes qui élaborent les normes au Canada. Les organismes d'élaboration de normes accrédités soumettent leurs normes pour les faire approuver en tant que Normes nationales du Canada.

Information

Le Conseil canadien des normes informe les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, les organismes industriels et les organismes non gouvernementaux sur les aspects liés aux normes et à

l'évaluation de la conformité des politiques commerciales et réglementaires. Il a notamment pour but d'encourager les gouvernements et les industries à recourir davantage au Système national des normes dans les activités réglementaires et les accords commerciaux.

Par le truchement de son site Web, son Service d'information et de recherche et sa Bibliothèque technique sur place, il met à la disposition des Canadiens une information des plus complète et des plus actuelle sur les normes, la réglementation technique et l'évaluation de la conformité au Canada et dans le monde. Le Conseil canadien des normes sert en outre de Point d'information de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Accord de libre-échange nord-américain.

Représentation

Le Conseil canadien des normes coordonne la participation du Canada aux activités de l'Organisation internationale de normalisation et de la Commission électrique internationale, deux des organismes de normalisation volontaire les plus importants du monde, et à celles des organismes de normalisation régionaux. Il encourage aussi au Canada l'adoption et l'application de normes internationales.

Le Conseil canadien des normes est également membre d'un certain nombre d'organisations régionales et internationales qui élaborent des ententes visant à assurer l'acceptation internationale des résultats d'évaluation de la conformité.

Statistique Canada

Résultat stratégique

Fournir aux Canadiens des statistiques et des produits statistiques, objectifs et impartiaux, des services et analyses sur l'économie et la société canadienne, qui sont pertinents et qui répondent aux questions d'actualité, tout en étant conformes aux exigences juridiques et de haute qualité.

Description des activités de programme

Statistique économique

L'activité de programme de la Statistique économique comprend la sous-activité de programme de la Statistique du commerce et des entreprises ainsi que les Comptes nationaux et études analytiques (voir description ci-dessous). Le programme fournit de l'information et des analyses sur la gamme complète des activités économiques du Canada, tant du point de vue national qu'international, par l'entremise d'un ensemble de statistiques macroéconomiques. Cette activité porte sur les secteurs des entreprises et du commerce de l'économie canadienne. Elle fournit notamment une mesure de la valeur de la production, des structures de coûts, des marchandises produites et consommées, des activités des différentes industries de services (y compris les secteurs financiers, de l'assurance, de l'hébergement entre autres), des flux et des stocks de capital fixe utilisé dans l'économie, du degré d'utilisation de la capacité, des estimations des dépenses annuelles en capital prévues pour les entreprises et les administrations publiques, ainsi qu'une mesure de la fluctuation des prix des marchandises industrielles, des dépenses en capital et de la construction. En outre, elle fournit de l'information sur la mesure de la fluctuation des prix de détail, sur les activités scientifiques et technologiques des administrations fédérales et provinciales, et sur la recherche et le développement au sein des administrations publiques et des autres secteurs de l'économie. La classification des statistiques économiques repose en grande partie sur l'infrastructure du Système des comptes nationaux du Canada. Ce système permet de mesurer la performance actuelle et la structure de l'économie canadienne selon le genre de transaction économique et le secteur. Il fournit des renseignements actuels sur la structure de l'économie canadienne qui servent à étayer la formulation et le rajustement de politiques budgétaires, monétaires et en matière de ressour-

ces humaines, de même que la formulation et le rajustement de politiques économiques, industrielles et internationales. Le Système des comptes nationaux sert également de cadre de comparaison des séries statistiques particulières, afin d'en mesurer la fiabilité, et d'outil d'analyse permettant de cerner des changements quant à l'importance économique de divers secteurs.

Statistique sociale

L'activité de programme de la Statistique sociale comprend la Statistique sociale, des institutions et du travail. Cette activité fournit de l'information sur les caractéristiques économiques et sociales des particuliers, des familles et des ménages au Canada, ainsi que sur les principaux facteurs qui contribuent à leur bien-être. Elle comprend la mesure des revenus et des dépenses des ménages, la mesure de l'emploi, du chômage, ainsi que des coûts et des avantages qui y sont liés, la mesure du revenu du travail et des facteurs qui influent sur la disponibilité de la main-d'œuvre, de même que la santé et les facteurs qui l'influencent. Elle fournit en outre de l'information sur des sujets d'intérêt relativement à la politique sociale. Cette activité fournit aussi de l'information et des analyses portant sur les installations, les organismes et les systèmes que subventionne l'État afin de répondre aux besoins socioéconomiques et physiques des Canadiens ainsi que les résultats suite à ces services de même que sur leurs répercussions sur la société canadienne. Elle englobe les systèmes de justice, de soins de santé et d'éducation, de même que les institutions et les industries culturelles. L'information qu'elle fournit porte sur la nature et l'étendue de leurs services et de leurs activités et sur les caractéristiques des Canadiens et des familles à qui ils dispensent des services. L'organisme tente de plus en plus d'aller au-delà de l'orientation institutionnelle de cette composante et d'illustrer comment les systèmes de soins de santé, d'éducation et de justice influent sur les Canadiens.

Statistique du recensement

L'activité de programme de la Statistique du recensement comprend la Statistique et le recensement. L'objectif de ce programme est de fournir des renseignements statistiques sur la population canadienne ainsi que sur ses caractéristiques et conditions démographiques et leur évolution dans le temps. Cette activité fournit des renseignements statistiques provenant du Recensement quinquennal de la population. Ce dernier fournit des données repères sur la structure de la population canadienne et sur ses conditions démographiques, sociales et économiques. Il fournit les renseignements détaillés dont on a besoin sur les sous-populations et sur les petites régions géographiques, renseignements qui ne peuvent être fournis au moyen d'enquêtes par sondage. Les estimations de la population et de sa structure démographique intercensitaire ainsi que les projections démographiques s'appuient sur des données tirées du recensement. Les chiffres de population et les estimations de la population permettent d'établir les limites des circonscriptions électorales, la distribution des paiements de transfert fédéraux et le transfert et la répartition des fonds entre les administrations régionales et municipales, les conseils scolaires et autres organismes locaux des provinces. De plus, chaque cinq ans, le recensement de l'agriculture fournit des données sur : le nombre et le type des fermes; les exploitants agricoles; les arrangements d'exploitation; la terre et la gestion de la terre; les investissements; les véhicules, matériels et outillages de l'exploitation agricole; et les salariés de l'exploitation. Les données du recensement servent de balise aux autres enquêtes agricoles et servent de base pour le programme entier sur l'agriculture. Cette sous-activité de programme fournit aussi de l'information sur les peuples autochtones.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	382 308 000	...	...	382 308 000	1				
...	...	...	102 468 114	102 468 114					
...	...	...	126 000	126 000					
...	382 308 000	...	102 594 114	484 902 114					
...	3 851 000	...	...	3 851 000	5				
...	...	...	16 013 500	16 013 500					
...	3 851 000	...	16 013 500	19 864 500					
...	774 926 000	...	...	774 926 000	10				
...	...	...	55 000 000	55 000 000					
...	...	...	550 000	550 000					
...	774 926 000	...	55 550 000	830 476 000					
...	69 970	...	12 317	82 287	(S)	82 287	...	...	69 722
...	10 000 000	...	(10 000 000)	...	(S)	...	...	...	...
121 771 499	(15 622 000)	...	15 622 000	121 771 499	(S)	(27 598 202)	9 569 774 ⁽³⁾	139 799 927	(32 184 039)
...	8 300 000	...	(3 051 724)	5 248 276	(S)	5 248 276	...	...	11 130 556
...	109 390 000	...	(36 414 965)	72 975 035	(S)	72 975 035	...	...	77 604 111
...	57 772 000	...	5 555 528	63 327 528	(S)	63 327 528	...	...	60 385 813
...	...	...	230 000	230 000	(S)	230 000	...	...	7 046 713
...	...	...	30 000 000	30 000 000	(S)	30 000 000	...	...	...
...	...	...	165 000 000	165 000 000	(S)	165 000 000	...	...	...
...	...	...	20 000 000	20 000 000	(S)	20 000 000	...	...	...
...	...	...	10 000 000	10 000 000	(S)	10 000 000	...	...	...
241 600	...	...	230 928	472 528	(S)	202 163	39 437	230 928	245 465
...	...	...	323 666	323 666	(S)	323 666	...	...	467 159
...	...	...	(1 095)	(1 095)	(S)	(1 095)	...	...	1 301
122 013 099	1 330 994 970	...	371 664 269	1 824 672 338		1 617 036 958	67 604 525	140 030 855	1 376 584 975

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice		Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$		
...	300 000	...	...	300 000	L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> (Brut)	...	300 000	...	...
...	500 000	...	...	500 000	L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> (Brut)	...	500 000	...	...
1 950 000	...	...	...	1 950 000	L97b Avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger. <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Limite 1 950 000 \$ (Net)	...	...	1 950 000	...
1 950 000	800 000	...	...	2 750 000	Total non budgétaire	...	800 000	1 950 000	...
122 013 099	1 330 994 970	...	371 664 269	1 824 672 338	Total du ministère—	1 617 036 958	67 604 525	140 030 855	1 376 584 975	
1 950 000	800 000	...	...	2 750 000	Budgétaire	...	800 000	1 950 000	...
					Non budgétaire					
					Agence spatiale canadienne					
...	173 408 000	...	...	173 408 000	25 Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	3 679 000	3 679 000	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	173 408 000	...	3 679 000	177 087 000	Total—Crédit 25	174 405 308	2 681 692	...	125 056 755	
...	105 386 000	...	...	105 386 000	30 Dépenses en capital	55 254 053	50 131 947	...	103 755 723
...	53 275 000	...	...	53 275 000	35 Subventions et contributions	49 069 336	4 205 664	...	49 012 280
...	9 545 000	...	(262 869)	9 282 131	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 282 131	...	...	8 196 983
6 658	...	...	7 459	14 117	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 116	...	1	24 892
6 658	341 614 000	...	3 423 590	345 044 248	Total de l'organisme—Budgétaire	288 024 944	57 019 303	1	286 046 633	
					Commission canadienne du tourisme					
...	78 823 000	...	...	78 823 000	40 Dépenses du programme				
...	...	...	20 326 000	20 326 000	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	78 823 000	...	20 326 000	99 149 000	Total—Crédit 40	99 146 750	2 250	...	78 823 000	
...	78 823 000	...	20 326 000	99 149 000	Total de l'organisme—Budgétaire	99 146 750	2 250	...	78 823 000	
					Tribunal de la concurrence					
...	1 473 000	...	...	1 473 000	45 Dépenses du programme				
...	...	...	118 750	118 750	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	1 473 000	...	118 750	1 591 750	Total—Crédit 45	1 602 984	(11 234)	...	1 395 762	

...	161 000	...	(27 394)	133 606	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	133 606	...	...	118 770
...	...	...	1 117	1 117	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	1 117	...
...	1 634 000	...	92 473	1 726 473	Total de l'organisme—Budgétaire	1 736 590	(11 234)	1 117	1 514 532
Commission du droit d'auteur									
...	2 206 000	...	...	2 206 000	50 Dépenses du programme				
...	...	...	61 000	61 000	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	2 206 000	...	61 000	2 267 000	Total—Crédit 50	2 094 640	172 360	...	2 031 168
...	308 000	...	(60 416)	247 584	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	247 584	...	...	237 111
10	...	...	376	386	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	10	376	...
10	2 514 000	...	960	2 514 970	Total de l'organisme—Budgétaire	2 342 224	172 370	376	2 268 279
Conseil national de recherches du Canada									
...	356 428 000	...	...	356 428 000	55 Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	37 877 276	37 877 276	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	356 428 000	...	37 877 276	394 305 276	Total—Crédit 55	388 175 003	6 130 273	...	395 619 286
...	53 919 000	...	...	53 919 000	60 Dépenses en capital				
...	...	...	13 547 988	13 547 988	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	53 919 000	...	13 547 988	67 466 988	Total—Crédit 60	65 551 182	1 915 806	...	67 291 012
...	113 760 000	...	...	113 760 000	65 Subventions et contributions				
...	...	...	27 070 000	27 070 000	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	113 760 000	...	27 070 000	140 830 000	Total—Crédit 65	138 570 966	2 259 034	...	135 633 361
42 453 574	...	...	...	42 453 574	(S) Dépenses des revenus conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> :				
...	71 642 000	...	11 743 879	83 385 879	Montant non dépensé au début de l'exercice				
42 453 574	71 642 000	...	11 743 879	125 839 453	Montant reçu au cours de l'exercice				
					Total	85 230 414	...	40 609 039	59 421 034
...	45 947 000	...	10 658 629	56 605 629	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	56 605 629	...	...	54 451 771
10 791	...	...	676 090	686 881	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	667 431	...	19 450	221 170
...	...	...	62 007	62 007	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	62 007	...	...	...
42 464 365	641 696 000	...	101 635 869	785 796 234	Total de l'organisme—Budgétaire	734 862 632	10 305 113	40 628 489	712 637 634
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie									
...	32 761 000	...	...	32 761 000	70 Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	3 850 000	3 850 000	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	32 761 000	...	3 850 000	36 611 000	Total—Crédit 70	34 414 726	2 196 274	...	33 243 226

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	792 740 000	...	...	792 740 000	75	Subventions			
...	...	...	31 400 000	31 400 000		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	792 740 000	...	31 400 000	824 140 000		Total—Crédit 75	821 210 133	2 929 867	... 766 207 054
...	3 731 000	...	64 317	3 795 317	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 795 317	...	... 3 597 382
...	...	...	120	120	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	120 733
...	...	...	3 033	3 033	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	3 033	...	... 1 182
...	829 232 000	...	35 317 470	864 549 470		Total de l'organisme—Budgétaire	859 423 209	5 126 141	120 803 049 577
Conseil de recherches en sciences humaines									
...	18 491 000	...	...	18 491 000	80	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	1 580 000	1 580 000		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	18 491 000	...	1 580 000	20 071 000		Total—Crédit 80	19 523 476	547 524	... 20 208 901
...	526 627 000	...	...	526 627 000	85	Subventions			
...	...	...	25 601 350	25 601 350		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	526 627 000	...	25 601 350	552 228 350		Total—Crédit 85	549 440 099	2 788 251	... 497 025 842
...	2 166 000	...	192 484	2 358 484	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 358 484	...	... 2 174 763
...	...	...	1 183	1 183	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	1 183	...	... ..
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	... 431
...	547 284 000	...	27 375 017	574 659 017		Total de l'organisme—Budgétaire	571 323 242	3 335 775	... 519 409 937
Conseil canadien des normes									
...	6 924 000	...	...	6 924 000	90	Paiements au Conseil canadien des normes			
...	...	...	5 000	5 000		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	6 924 000	...	5 000	6 929 000		Total—Crédit 90	6 929 000	...	... 6 929 000
...	6 924 000	...	5 000	6 929 000		Total de l'organisme—Budgétaire	6 929 000	...	... 6 929 000
Statistique Canada									
...	442 199 000	...	...	442 199 000	95	Dépenses du programme			
...	...	...	44 696 757	44 696 757		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	442 199 000	...	44 696 757	486 895 757		Total—Crédit 95	485 872 429	1 023 328	... 393 676 270

...	68 507 000	...	4 038 807	72 545 807	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72 545 807	...	...	69 069 952
...	...	...	9 120	9 120	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	9 120	...	...	7 042
...	510 706 000	...	48 744 684	559 450 684	Total de l'organisme—Budgétaire	558 427 356	1 023 328	...	462 753 264
164 484 132	4 291 421 970	...	608 585 332	5 064 491 434	Total du portefeuille ministériel—	4 739 252 905	144 577 571	180 660 958	4 250 016 831
1 950 000	800 000	...	...	2 750 000	Budgétaire	...	800 000	1 950 000	...
					Non budgétaire				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

(2) Le 6 février 2006, le Premier ministre Steven Harper a annoncé que le Bureau du registraire des lobbyistes (BRL) ne sera plus présenté sous Industrie Canada (IC) mais comme entité indépendante sous le portefeuille du Président du Conseil du Trésor. En raison de l'annonce tardive, le BRL continuera à opérer sous le crédit 1, IC. Le montant des dépenses d'opération depuis cette annonce est de 452 501,67 \$.

(3) Suite à une surévaluation des revenus disponibles pour être dépensés de 2003-2004 de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, un ajustement de 9 569 774,43 \$ réduit les autorisations inutilisées.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Secteur des politiques—Marché	7 358 031	6 765 317	163 854	157 745	550 000	316 804	...	...	...	...	8 071 885	7 239 866
Secteur des opérations—Marché	155 428 026	146 859 534	3 215 650	3 136 699	...	...	39 750 000	39 801 474	...	...	118 893 676	110 194 759
Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications—Marché	63 879 765	60 658 154	6 007 170	5 979 677	6 868 000	6 715 028	...	...	...	...	76 754 935	73 352 859
Bureau principal de l'information—Marché	642 788	628 485	8 628	8 306	...	...	...	...	...	...	651 416	636 791
Bureau de la consommation	4 048 356	3 912 022	61 726	59 425	1 690 000	1 677 791	...	...	...	...	5 800 082	5 649 238
Bureau de la concurrence	69 610 695	65 308 560	902 051	869 549	...	...	10 500 000	10 449 990	...	...	60 012 746	55 728 119
Office de la propriété intellectuelle du Canada—Fonds renouvelable—Organisme de service spécial	266 432 499	109 703 319	...	...	...	...	144 661 000	137 301 521	...	...	121 771 499	(27 598 202)
Secteur des politiques—Science et technologie et innovation	12 804 600	11 986 659	208 138	200 378	30 000 000	30 000 000	...	...	...	...	43 012 738	42 187 037
Secteur de l'industrie—Science et technologie et innovation	8 769 446	7 312 744	179 199	172 518	165 000 000	165 000 000	...	...	...	...	173 948 645	172 485 262
Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications—Science et technologie et innovation	764 858	753 725	28 843	27 768	20 000 000	20 000 000	...	...	...	...	20 793 701	20 781 493
Centre de recherches sur les communications Canada	62 736 478	59 542 317	5 402 350	5 365 055	...	...	9 669 000	8 424 771	...	...	58 469 828	56 482 601
Partenariat technologique Canada—Organisme de service spécial	22 923 377	21 790 002	331 684	319 318	467 722 983	451 635 890	...	...	...	...	490 978 044	473 745 210
Secteur des politiques—Développement économique	17 986 953	16 929 918	235 630	226 845	10 000 000	10 000 000	...	...	...	...	28 222 583	27 156 763
Secteur des opérations—Développement économique	68 964 266	65 130 887	1 051 081	1 016 304	318 126 992	311 246 823	...	...	...	...	388 142 339	377 394 014
Secteur de l'industrie—Développement économique—												
Budgétaire	61 197 155	57 892 018	733 459	706 113	24 931 774	24 440 042	...	...	...	...	86 862 388	83 038 173
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...
Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications—Développement économique	32 556 884	30 706 884	521 807	503 010	89 039 562	88 423 462	...	...	...	...	122 118 253	119 633 356

Bureau principal de l'information— Développement économique	19 354 350	18 124 921	813 230	804 698	...	...	...	...	...	...	20 167 580	18 929 619
Sous-total—												
Budgétaire	875 458 527	684 005 466	19 864 500	19 553 408	1 133 929 311	1 109 455 840	204 580 000	195 977 756	...	...	1 824 672 338	1 617 036 958
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...
Revenus affectés aux dépenses	(204 580 000)	(195 977 756)	...	...	...	...	(204 580 000)	(195 977 756)	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	670 878 527	488 027 710	19 864 500	19 553 408	1 133 929 311	1 109 455 840	...	...	...	...	1 824 672 338	1 617 036 958
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...
Agence spatiale canadienne												
Observation de la terre depuis l'espace	74 181 124	72 987 108	62 045 530	23 241 295	17 103 304	17 094 975	...	...	...	...	153 329 958	113 323 378
Exploration et sciences spatiales	99 537 824	98 129 706	36 612 010	31 580 104	6 967 831	6 967 830	...	...	...	...	143 117 665	136 677 640
Télécommunications par satellite	8 084 054	8 010 955	6 695 502	386 364	27 798 954	23 604 953	...	...	...	...	42 578 510	32 002 272
Sensibilisation à l'espace et éducation	4 566 129	4 573 785	47 075	46 291	1 404 911	1 401 578	...	...	...	...	6 018 115	6 021 654
Total de l'organisme—Budgétaire	186 369 131	183 701 554	105 400 117	55 254 054	53 275 000	49 069 336	...	...	...	...	345 044 248	288 024 944
Commission canadienne du tourisme—												
Budgétaire	99 149 000	99 146 750	...	...	...	...	...	...	...	...	99 149 000	99 146 750
Tribunal de la concurrence												
Traitement des affaires	1 726 473	1 736 590	...	...	...	...	...	...	...	...	1 726 473	1 736 590
Total de l'organisme—Budgétaire	1 726 473	1 736 590	...	...	...	...	...	...	...	...	1 726 473	1 736 590
Commission du droit d'auteur												
Tenir des conférences préparatoires et des audiences	902 336	840 358	...	...	...	...	...	...	...	...	902 336	840 358
Rendre des décisions	873 761	813 745	...	...	...	...	...	...	...	...	873 761	813 745
Améliorer l'efficacité du processus de réglementation	315 078	293 436	...	...	...	...	...	...	...	...	315 078	293 436
Consultations auprès des intervenants clés	193 275	179 999	...	...	...	...	...	...	...	...	193 275	179 999
Délivrer des licences	230 520	214 686	...	...	...	...	...	...	...	...	230 520	214 686
Total de l'organisme—Budgétaire	2 514 970	2 342 224	...	...	...	...	...	...	...	...	2 514 970	2 342 224
Conseil national de recherches du Canada												
Recherche et développement	441 999 437	401 413 920	65 184 988	63 350 694	53 227 000	54 326 506	...	...	...	...	560 411 425	519 091 120
Soutien technologique et industriel	135 499 809	129 326 564	2 282 000	2 200 488	87 603 000	84 244 460	...	...	...	...	225 384 809	215 771 512
Total de l'organisme—Budgétaire	577 499 246	530 740 484	67 466 988	65 551 182	140 830 000	138 570 966	...	...	...	...	785 796 234	734 862 632
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie												
Promouvoir les sciences et le génie	221 410	157 560	...	...	3 863 000	3 650 410	...	...	...	...	4 084 410	3 807 970
Appuyer les étudiants et les boursiers	6 821 088	6 021 021	...	...	124 406 000	121 675 222	...	...	...	...	131 227 088	127 696 243
Attirer et garder en poste des membres du corps professoral	2 819 014	2 387 082	...	...	143 309 000	126 263 158	...	...	...	...	146 128 014	128 650 240
Financer la recherche fondamentale	17 480 954	17 357 196	...	...	391 706 000	400 426 633	...	...	...	...	409 186 954	417 783 829

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Financer la recherche dans des domaines stratégiques	3 638 769	3 676 539	...	...	49 936 000	52 282 771	...	...	...	...	53 574 769	55 959 310
Financer des partenariats université-industrie-gouvernement	8 658 380	7 351 672	...	...	97 720 000	103 176 192	...	...	...	...	106 378 380	110 527 864
Appuyer la commercialisation	769 855	1 262 006	...	...	13 200 000	13 735 747	...	...	...	...	13 969 855	14 997 753
Total de l'organisme—Budgétaire	40 409 470	38 213 076	...	...	824 140 000	821 210 133	...	...	...	...	864 549 470	859 423 209
Conseil de recherches en sciences humaines												
Bourses et prix	3 432 551	4 486 623	...	...	85 812 000	84 891 846	...	...	...	...	89 244 551	89 378 469
Chaires de recherche du Canada	4 056 041	3 679 794	...	...	53 205 000	48 574 216	...	...	...	...	57 261 041	52 254 010
Recherche définie par le chercheur (thème et sujet définis par le ou les chercheurs)	6 839 093	8 303 362	...	...	83 630 600	87 247 107	...	...	...	...	90 469 693	95 550 469
Recherche et formation ciblées	3 523 404	3 036 381	...	...	30 420 750	30 996 747	...	...	...	...	33 944 154	34 033 128
Développement de la recherche stratégique	2 856 737	1 900 184	...	...	20 479 000	17 547 410	...	...	...	...	23 335 737	19 447 594
Interaction et diffusion de la recherche	1 143 540	154 517	...	...	19 626 000	21 135 835	...	...	...	...	20 769 540	21 290 352
Coûts indirects de la recherche	579 301	322 282	...	...	259 055 000	259 046 938	...	...	...	...	259 634 301	259 369 220
Total de l'organisme—Budgétaire	22 430 667	21 883 143	...	...	552 228 350	549 440 099	...	...	...	...	574 659 017	571 323 242
Conseil canadien des normes—Budgétaire	6 929 000	6 929 000	...	...	...	...	...	...	...	...	6 929 000	6 929 000
Statistique Canada												
Statistique économique	221 807 342	218 621 224	...	...	...	...	31 125 000	27 938 882	...	...	190 682 342	190 682 342
Statistique sociale	248 591 947	198 604 942	...	...	561 000	560 800	91 978 000	43 014 123	...	...	157 174 947	156 151 619
Statistique du recensement	218 490 395	222 135 508	...	...	...	...	6 897 000	10 542 113	...	...	211 593 395	211 593 395
Sous-total	688 889 684	639 361 674	...	...	561 000	560 800	130 000 000	81 495 118	...	...	559 450 684	558 427 356
Revenus affectés aux dépenses	(130 000 000)	(81 495 118)	...	...	...	...	(130 000 000)	(81 495 118)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	558 889 684	557 866 556	...	...	561 000	560 800	...	...	...	...	559 450 684	558 427 356
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 166 796 168	1 930 587 087	192 731 605	140 358 644	2 704 963 661	2 668 307 174	...	...	...	...	5 064 491 434	4 739 252 905
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
...	...	...	550 000	550 000	Secteur des politiques—Marché				
					Subvention au Secrétariat du commerce intérieur	316 804	233 196	...	...

...	60 000	...	...	60 000	Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications—Marché				
					Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	60 000	...	...	60 000
	6 808 000	...	...	6 808 000	Subvention à l'Union internationale des télécommunications, Genève, Suisse	6 655 028	152 972	...	6 706 501
...	6 868 000	...	...	6 868 000		6 715 028	152 972	...	6 766 501

...	...	...	30 000 000	30 000 000	Secteur des politiques—Science et technologie et innovation				
					(S) L'Académie canadienne pour l'avancement de la science	30 000 000	...	...	...
					Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	11 000 000
...	...	...	30 000 000	30 000 000		30 000 000	...	...	11 000 000

...	...	...	165 000 000	165 000 000	Secteur de l'industrie—Science et technologie et innovation				
					(S) Subvention à Genome Canada	165 000 000	...	...	...
					Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	60 000 000
...	...	...	165 000 000	165 000 000		165 000 000	...	...	60 000 000

...	...	...	20 000 000	20 000 000	Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications—Science et technologie et innovation				
					(S) Subvention au Precarn Inc.	20 000 000	...	...	...

...	...	...	10 000 000	10 000 000	Secteur des politiques—Développement économique				
					(S) Subvention à la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs	10 000 000	...	...	...
...	6 868 000	...	225 550 000	232 418 000	Total—Subventions	232 031 832	386 168	...	77 766 501

Contributions									
...	...	...	...	...	Secteur des politiques—Marché				
					Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	364 890

...	1 690 000	...	...	1 690 000	Bureau de la consommation				
					Contributions à divers organismes œuvrant dans l'intérêt du consommateur	1 677 791	12 209	...	1 661 365

...	17 825 000	...	(12 722 997)	5 102 003	Partenariat technologique Canada—Organisme de service spécial				
					Contributions en vertu du Programme des adhérents pionniers	4 511 676	590 327	...	2 811 282

Paiements de transfert—*Suite*

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	319 728 000	...	(20 373 028)	299 354 972	Contributions en vertu du Programme de partenariat technologique Canada	283 858 206	15 496 766	...	304 035 964
...	...	...	163 266 008	163 266 008	Contributions en vertu du Programme pour les projets industriels stratégiques	163 266 008	...	...	...
...	337 553 000	...	130 169 983	467 722 983		451 635 890	16 087 093	...	306 847 246
Secteur des opérations—Développement économique									
...	6 000 000	...	5 950 000	11 950 000	Contributions dans le cadre du Fonds pour le développement de l'Est de l'Ontario	11 950 000	...	...	5 600 000
...	8 300 000	...	(3 051 724)	5 248 276	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	5 248 276	...	...	11 130 556
...	10 810 000	...	9 448 535	20 258 535	Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	20 258 535	...	...	24 261 512
...	9 650 000	...	34 894 926	44 544 926	Contributions dans le cadre du Fonds spécial pour le développement du Nord de l'Ontario	44 544 926	...	...	37 655 170
...	37 250 000	...	293 220	37 543 220	Contributions en vertu du programme Entreprise autochtone Canada	37 226 220	317 000	...	38 055 187
...	109 390 000	...	(36 414 965)	72 975 035	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	72 975 035	...	...	77 604 111
...	207 257 000	...	(86 830 000)	120 427 000	Contributions en vertu du programme Infrastructures Canada	115 942 179	4 484 821	...	150 242 711
...	...	...	230 000	230 000	(S) Obligations contractées pour des paiements de garanties d'emprunt en vertu de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	230 000	...	...	7 046 713
...	...	...	2 900 000	2 900 000	Contributions dans le cadre du Programme Étudiants bien branchés	2 871 652	28 348	...	2 863 288
...	...	...	2 050 000	2 050 000	Contributions en vertu du Programme d'économie sociale pour l'Ontario	...	2 050 000	...	...
...	388 657 000	...	(70 530 008)	318 126 992		311 246 823	6 880 169	...	354 459 248
Secteur de l'industrie—Développement économique									
...	100 000	...	...	100 000	Contributions en vertu du projet pilote de gestion de la chaîne d'approvisionnement	95 238	4 762	...	82 805
...	1 000 000	...	600 000	1 600 000	Contributions en vertu de l'Initiative des industries de la langue	1 579 669	20 331	...	896 177
...	10 464 000	...	(3 258 000)	7 206 000	Contributions en vertu du Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement	6 739 700	466 300	...	8 466 189
...	10 000 000	...	(10 000 000)	...	(S) Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	...	...	...	...
...	39 311 000	...	(23 285 226)	16 025 774	Contributions en vertu du Mécanisme de financement structuré	16 025 435	339	...	9 454 817
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	66 537 194
...	60 875 000	...	(35 943 226)	24 931 774		24 440 042	491 732	...	85 437 182

...	23 766 000	...	(3 640 000)	20 126 000	Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications—Développement économique				
...	2 350 000	...	(973 438)	1 376 562	Contributions en vertu du Programme de Rescol	20 124 100	1 900	...	19 737 625
...	26 457 000	...	3 180 000	29 637 000	Contributions pour le développement économique des communautés minoritaires de langue officielle	1 340 750	35 812	...	2 475 136
...	51 500 000	...	(13 600 000)	37 900 000	Contributions en vertu du Programme d'accès communautaire	29 441 595	195 405	...	32 848 816
...	...	...	...	...	Contributions en vertu du Programme pilote de services à large bande pour le développement rural et du Nord	37 517 017	382 983	...	20 968 516
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 900 000
...	104 073 000	...	(15 033 438)	89 039 562		88 423 462	616 100	...	78 930 093
...	2 900 000	...	(2 900 000)	...	Bureau principal de l'information—Développement économique				
...	...	...	...	...	Contributions en vertu du Programme Étudiants bien branchés	...	...	...	...
...	895 748 000	...	5 763 311	901 511 311	Total—Contributions	877 424 008	24 087 303	...	827 700 024
Sommaire du ministère par activité de programme									
...	...	...	550 000	550 000	Secteur des politiques—Marché	316 804	233 196	...	364 890
...	6 868 000	...	...	6 868 000	Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications—Marché	6 715 028	152 972	...	6 766 501
...	1 690 000	...	...	1 690 000	Bureau de la consommation	1 677 791	12 209	...	1 661 365
...	...	...	30 000 000	30 000 000	Secteur des politiques—Science et technologie et innovation	30 000 000	...	...	11 000 000
...	...	...	165 000 000	165 000 000	Secteur de l'industrie—Science et technologie et innovation	165 000 000	...	...	60 000 000
...	...	...	20 000 000	20 000 000	Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications—Science et technologie et innovation	20 000 000	...	...	...
...	337 553 000	...	130 169 983	467 722 983	Partenariat technologique Canada—Organisme de service spécial	451 635 890	16 087 093	...	306 847 246
...	...	...	10 000 000	10 000 000	Secteur des politiques—Développement économique	10 000 000	...	...	...
...	388 657 000	...	(70 530 008)	318 126 992	Secteur des opérations—Développement économique	311 246 823	6 880 169	...	354 459 248
...	60 875 000	...	(35 943 226)	24 931 774	Secteur de l'industrie—Développement économique	24 440 042	491 732	...	85 437 182
...	104 073 000	...	(15 033 438)	89 039 562	Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications—Développement économique	88 423 462	616 100	...	78 930 093
...	2 900 000	...	(2 900 000)	...	Bureau principal de l'information—Développement économique	...	...	...	...
...	902 616 000	...	231 313 311	1 133 929 311	Total du ministère	1 109 455 840	24 473 471	...	905 466 525
Agence spatiale canadienne									
Subventions									
Observation de la terre depuis l'espace									
...	46 000	...	(46 000)	...	Programme global de subventions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales	...	...	...	341 767
Exploration et sciences spatiales									
...	41 000	...	(41 000)	...	Programme global de subventions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales	...	...	...	320 375
Télécommunications par satellite									
...	12 000	...	(12 000)	...	Programme global de subventions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales	...	...	...	...

Paielements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
					Sensibilisation à l'espace et éducation				
...	1 525 000	...	(325 397)	1 199 603	Programme global de subventions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales	1 196 270	3 333	...	732 206
...	1 624 000	...	(424 397)	1 199 603	Total—Subventions	1 196 270	3 333	...	1 394 348
Contributions									
					Observation de la terre depuis l'espace				
...	11 230 000	...	5 873 304	17 103 304	Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne	17 094 975	8 329	...	16 868 123
					Exploration et sciences spatiales				
...	12 950 000	...	(9 716 000)	3 234 000	Contributions à la démonstration Cascade/petit satellite-sonde de mesure de l'écoulement du plasma dans le vent polaire (Mission CASSIOPE)	3 234 000	...	...	3 150 000
...	3 058 000	...	675 831	3 733 831	Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne	3 733 830	1	...	955 168
...	16 008 000	...	(9 040 169)	6 967 831		6 967 830	1	...	4 105 168
					Télécommunications par satellite				
...	15 000 000	...	3 694 000	18 694 000	Contributions pour la démonstration Cascade/petit satellite-sonde de mesure de l'écoulement du plasma dans le vent polaire (Mission CASSIOPE)	14 500 000	4 194 000	...	12 168 468
...	9 217 000	...	(112 046)	9 104 954	Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne	9 104 953	1	...	14 300 000
...	24 217 000	...	3 581 954	27 798 954		23 604 953	4 194 001	...	26 468 468
					Sensibilisation à l'espace et éducation				
...	196 000	...	9 308	205 308	Programme global de contributions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales	205 308	...	...	176 173
...	51 651 000	...	424 397	52 075 397	Total—Contributions	47 873 066	4 202 331	...	47 617 932
Sommaire de l'organisme par activité de programme									
...	11 276 000	...	5 827 304	17 103 304	Observation de la terre depuis l'espace	17 094 975	8 329	...	17 209 890
...	16 049 000	...	(9 081 169)	6 967 831	Exploration et sciences spatiales	6 967 830	1	...	4 425 543
...	24 229 000	...	3 569 954	27 798 954	Télécommunications par satellite	23 604 953	4 194 001	...	26 468 468
...	1 721 000	...	(316 089)	1 404 911	Sensibilisation à l'espace et éducation	1 401 578	3 333	...	908 379
...	53 275 000	...	...	53 275 000	Total de l'organisme	49 069 336	4 205 664	...	49 012 280

Conseil national de recherches du Canada

Subventions

Recherche et développement

...	475 000	...	...	475 000	Programme pour accroître la capacité scientifique et technologique du Canada	354 375	120 625	...	304 250
...	717 000	...	(94 000)	623 000	Affiliations internationales	546 801	76 199	...	954 517
...	1 192 000	...	(94 000)	1 098 000		901 176	196 824	...	1 258 767
...	239 000	...	94 000	333 000	Soutien technologique et industriel			...	...
...	1 431 000	...	...	1 431 000	Affiliations internationales	300 392	32 608	...	...
...		...	...		Total—Subventions	1 201 568	229 432	...	1 258 767

Contributions

Recherche et développement

...	1 020 000	...	(124 000)	896 000	Particle Physics and Astronomy Research Council du Royaume-Uni pour la réalisation du télescope James Clerk Maxwell	886 243	9 757	...	938 166
...	5 400 000	...	(44 000)	5 356 000	National Science Foundation des États-Unis pour appuyer la construction et l'exploitation des télescopes Gemini	5 132 912	223 088	...	6 238 877
...	3 268 000	...	168 000	3 436 000	Quote-part canadienne des frais de la Corporation du télescope Canada-France-Hawaï	3 406 175	29 825	...	3 591 565
...	19 277 000	...	23 164 000	42 441 000	Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF	44 000 000	(1 559 000)	...	40 000 000
...	28 965 000	...	23 164 000	52 129 000		53 425 330	(1 296 330)	...	50 768 608
...	9 300 000	...	4 000 000	13 300 000	Soutien technologique et industriel			...	...
...	74 064 000	...	(94 000)	73 970 000	Contributions à des organismes pour fournir à l'industrie canadienne une aide à la recherche et à la technologie	10 646 149	2 653 851	...	18 195 808
...	83 364 000	...	3 906 000	87 270 000	Contributions à des entreprises canadiennes pour développer, adapter et exploiter des innovations technologiques	73 297 919	672 081	...	65 410 178
...	112 329 000	...	27 070 000	139 399 000	Total—Contributions	137 369 398	2 029 602	...	134 374 594

Sommaire de l'organisme par activité de programme

...	30 157 000	...	23 070 000	53 227 000	Recherche et développement	54 326 506	(1 099 506)	...	52 027 375
...	83 603 000	...	4 000 000	87 603 000	Soutien technologique et industriel	84 244 460	3 358 540	...	83 605 986
...	113 760 000	...	27 070 000	140 830 000	Total de l'organisme	138 570 966	2 259 034	...	135 633 361

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Subventions

...	3 863 000	...	...	3 863 000	Promouvoir les sciences et le génie			...	...
...	99 506 000	...	...	99 506 000	Subventions et bourses	3 650 410	212 590	...	2 682 960
...	24 900 000	...	...	24 900 000	Appuyer les étudiants et les boursiers			...	...
...	124 406 000	...	...	124 406 000	Subventions et bourses	96 893 043	2 612 957	...	98 038 421
...		...	...		Bourses d'études supérieures du Canada	24 782 179	117 821	...	15 867 024
...		...	...			121 675 222	2 730 778	...	113 905 445

Paiements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	143 009 000	...	300 000	143 309 000	Attirer et garder en poste des membres du corps professoral Subventions et bourses	126 263 158	17 045 842	...	111 789 980
...	358 306 000	...	28 400 000	386 706 000	Financer la recherche fondamentale Subventions et bourses	395 426 633	(8 720 633)	...	370 535 907
...	5 000 000	...	...	5 000 000	Perimeter Institute	5 000 000	...	...	5 000 000
...	363 306 000	...	28 400 000	391 706 000		400 426 633	(8 720 633)	...	375 535 907
...	49 936 000	...	...	49 936 000	Financer la recherche dans des domaines stratégiques Subventions et bourses	52 282 771	(2 346 771)	...	57 014 927
...	95 020 000	...	2 700 000	97 720 000	Financer des partenariats université-industrie-gouvernement Subventions et bourses	103 176 192	(5 456 192)	...	95 320 812
...	13 200 000	...	...	13 200 000	Appuyer la commercialisation Subventions et bourses	13 735 747	(535 747)	...	9 957 023
...	792 740 000	...	31 400 000	824 140 000	Total de l'organisme	821 210 133	2 929 867	...	766 207 054
Conseil de recherches en sciences humaines									
Subventions									
Bourses et prix									
...	35 388 000	...	...	35 388 000	Subventions et bourses	34 961 802	426 198	...	35 784 073
...	50 424 000	...	...	50 424 000	Bourses d'études supérieures du Canada	49 930 044	493 956	...	31 274 688
...	85 812 000	...	...	85 812 000		84 891 846	920 154	...	67 058 761
...	53 205 000	...	...	53 205 000	Chaires de recherche du Canada Subventions et bourses	48 574 216	4 630 784	...	41 152 429
...	77 511 000	...	6 119 600	83 630 600	Recherche définie par le chercheur (thème et sujet définis par le ou les chercheurs) Subventions et bourses	87 247 107	(3 616 507)	...	79 156 127
...	29 572 000	...	848 750	30 420 750	Recherche et formation ciblées Subventions et bourses	30 996 747	(575 997)	...	29 116 182
...	19 979 000	...	500 000	20 479 000	Développement de la recherche stratégique Subventions et bourses	17 547 410	2 931 590	...	17 108 079
...	16 126 000	...	3 500 000	19 626 000	Interaction et diffusion de la recherche Subventions et bourses	21 135 835	(1 509 835)	...	18 915 938

...	244 422 000	...	14 633 000	259 055 000	Coûts indirects de la recherche Coûts indirects de la recherche	259 046 938	8 062	...	244 518 326
...	526 627 000	...	25 601 350	552 228 350	Total de l'organisme	549 440 099	2 788 251	...	497 025 842
Statistique Canada									
Contributions									
Statistique sociale									
...	...	...	561 000	561 000	Contribution en vertu du Programme d'information sur la santé	560 800	200	...	560 800
...	...	...	561 000	561 000	Total de l'organisme	560 800	200	...	560 800
...	2 389 018 000	...	315 945 661	2 704 963 661	Total du portefeuille ministériel	2 668 307 174	36 656 487	...	2 353 905 862

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Secteur des opérations—Marché	39 750 000	39 801 474	38 350 040
Bureau de la concurrence	10 500 000	10 449 990	10 500 000
Office de la propriété intellectuelle du Canada— Fonds renouvelable—Organisme de service spécial	144 661 000	137 301 521	127 241 687
Centre de recherches sur les communications Canada	9 669 000	8 424 771	7 900 187
Total du ministère—Budgétaire	204 580 000	195 977 756	183 991 914
Statistique Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Statistique économique	31 125 000	27 938 882	20 305 692
Statistique sociale	91 978 000	43 014 123	44 769 817
Statistique du recensement	6 897 000	10 542 113	18 550 556
Total de l'organisme—Budgétaire	130 000 000	81 495 118	83 626 065
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	334 580 000	277 472 874	267 617 979

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements— ⁽¹⁾		
Prêts, placements et avances—		
Banque de développement du Canada—Dividendes	16 786 492	13 630 251
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	14 807	17 668
<i>Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique</i>	1 437 446	1 594 598
	18 238 745	15 242 517
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	341 865	266 018
Contributions remboursables	9 076 903	8 538 239
Divers	2 641 174	5 597 866
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	9 691 786	3 345 422
	21 751 728	17 747 545
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Frais d'enregistrement des marques de commerce, des brevets et des droits d'auteur	124 721 697	115 596 781
Redevances	1 405 282	1 267 186
Pénalités	170 000	17 700
Droits de permis	24 570 389	139 990 478
	150 867 368	256 872 145
Services de nature réglementaire—		
Droits d'inspection	1 547 788	1 892 823
Autres services	46 595 580	45 570 713
	48 143 368	47 463 536
Services de nature non réglementaire	11 199 714	10 303 763
Ventes de biens et de produits d'information—		
Ventes de produits d'information	327 672	319 782
Ventes d'autres biens	2 400	357
	330 072	320 139
Autres frais et droits—		
Frais provenant de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	1 015 733	1 895 069
Frais provenant de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	56 911 500	52 964 512
Frais provenant du projet pilote de location-acquisition	1 324 472	881 107
Frais d'utilisation	1 767 616	2 268 099
Revenus reportés	215 062 513	257 557 070
Divers	2 349 612	154 252
	278 431 446	315 720 109
	488 971 968	630 679 692

Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	230 928	290 490			
Revenus divers—					
Gain sur change de monnaie étrangère	(619)	810			
Amendes— <i>Loi sur la concurrence</i> et produits pour consommateur (diverses lois)	8 063 388	8 547 648			
Prêts	23 270 512	21 887 809			
Paievements de transfert éventuellement recouvrables	110 381 956	79 363 083			
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	2 294 230	1 283 561			
Revenus reportés	632 552	(20)			
Divers	7 523 549	8 054 430			
	152 165 568	119 137 321			
Total du ministère	681 358 937	783 097 565			
Agence spatiale canadienne					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	42 863	325 069			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	410 189	995 558			
	453 052	1 320 627			
Ventes de biens et de services—					
Droits et privilèges—					
Revenus de redevances	3 144 313	3 107 078			
Services de nature non réglementaire	1 741 722	1 051 647			
	4 886 035	4 158 725			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 459	13 392			
Revenus divers	7 146	21 136			
Total de l'organisme	5 353 692	5 513 880			
Tribunal de la concurrence					
Autres revenus—					
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 117	(62)			
Total de l'organisme	1 117	(62)			
Commission du droit d'auteur					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	301	539			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	376	10			
Total de l'organisme	677	549			
Conseil national de recherches du Canada					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Remboursement pour marchandises et services non fournis et divers autres remboursements	752 616	906 603			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	5 644 499	5 494 159			
	6 397 115	6 400 762			
Ventes de biens et de services—					
Droits et privilèges—					
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	5 838 010	4 857 821			
Location et utilisation de biens publics—					
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	3 059 760	2 858 332			
Services de nature non réglementaire—					
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	87	1 528 149			
Ventes de biens et de produits d'information—					
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	8 528 790	11 439 943			
Autres frais et droits—					
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	61 997 307	54 504 095			
Divers	1 614 716	4 766 816			
	63 612 023	59 270 911			
	81 038 670	79 955 156			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	676 090	220 814			
Revenus divers	10 100 000	3 500 000			
Total de l'organisme	98 211 875	90 076 732			

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—			Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Revenus de placements	18 238 745	15 242 517
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 979	178	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	36 398 621	27 715 555
Remboursement de subventions et de bourses d'études	769 255	721 738	Ventes de biens et de services	658 213 923	798 419 788
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	367 847	367 979	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	925 210	532 278
			Revenus divers	163 116 023	123 560 581
Ventes de biens et de services—	1 141 081	1 089 895	Total du portefeuille ministériel	876 892 522	965 470 719
Autres frais et droits	40	100			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	120	592			
Revenus divers	718	2 121			
Total de l'organisme	1 141 959	1 092 708			
Conseil de recherches en sciences humaines					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements—Paiements de transfert	1 648 669	1 036 549			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	137 639	108 023			
	1 786 308	1 144 572			
Ventes de biens et de services—					
Autres frais et droits	45	50			
Revenus divers	2 541	1 366			
Total de l'organisme	1 788 894	1 145 988			
Statistique Canada					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	389 083	11 615			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	4 479 953	...			
	4 869 036	11 615			
Ventes de biens et de services—					
Ventes de biens et de produits d'information	83 317 165	83 626 065			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	9 120	7 042			
Revenus divers	840 050	898 637			
Total de l'organisme	89 035 371	84 543 359			

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 18

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Justice

Ministère

**Commission canadienne des droits de la
personne**

**Tribunal canadien des droits de la
personne**

Commissaire à la magistrature fédérale

**Service administratif des tribunaux
judiciaires**

Commission du droit du Canada

**Commissariats à l'information et à la
protection de la vie privée du Canada**

Cour suprême du Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	18.2
Sommaire du portefeuille ministériel	18.5
Activités de programme	18.8
Paiements de transfert	18.10
Détail des montants disponibles pour être dépensés	18.12
Revenus	18.12

Ministère**Résultat stratégique**

Un système de justice juste, pertinent et accessible qui reflète les valeurs des Canadiens.

Description des activités de programme*Élaborer des politiques et des lois*

La planification et l'élaboration de politiques gouvernementales en matière de justice, qui ont trait aux questions relevant du mandat du ministre de la Justice.

Exécuter des programmes

La conception, l'élaboration et la mise en œuvre de programmes à coûts partagés, de subventions et de contributions.

Gérer et coordonner la fonction liée aux politiques stratégiques et aux priorités

La coordination et la gestion du programme stratégique de fond du Ministère et la gestion des relations clés avec nos partenaires en matière de politiques au sein du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires et organismes non gouvernementaux.

Résultat stratégique

Un gouvernement fédéral appuyé par des services juridiques efficaces et réceptifs.

Description des activités de programme*Fournir des conseils juridiques et des services de contentieux au gouvernement*

La prestation de conseils juridiques aux ministères et aux organismes, ainsi que la supervision, la coordination ou la conduite de poursuites au civil en leur nom.

Fournir des services législatifs au gouvernement

La rédaction de tous les projets de loi et des motions d'amendement émanant du gouvernement; la rédaction et l'examen de la plupart des règlements proposés; la publication officielle des lois adoptées par le Parlement après leur édicition et des tableaux connexes; la mise à jour et la codification des lois et des règlements fédéraux.

Fournir des services de poursuite

La conduite de poursuites contre les auteurs d'actes criminels, notamment le blanchiment d'argent et les infractions liées aux stupéfiants, et de poursuites en matière de réglementation telles que celles liées à l'impôt sur le revenu, aux dispositions de la loi sur la concurrence en matière de télémarketing, aux douanes et à l'immigration. L'élaboration de réponses aux requêtes internationales et de mesures contre le crime transnational, ainsi que la lutte contre le crime organisé et le terrorisme.

Commission canadienne des droits de la personne**Résultat stratégique**

Égalité, respect des droits de la personne et protection contre la discrimination grâce à une meilleure compréhension de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* et à un meilleur respect de ces lois.

Description des activités de programme*Favoriser la compréhension de la Loi canadienne sur les droits de la personne et le respect de cette loi*

Traiter de façon intégrée les plaintes de discrimination individuelles déposées contre des employeurs et des fournisseurs de services sous réglementation fédérale.

Mener des activités de prévention et conclure des accords de collaboration au sein du système fédéral afin de promouvoir en milieu de travail de saines pratiques en matière de droits de la personne. Mener des activités avec les partenaires à l'externe, effectuer des recherches et élaborer des politiques, mener des enquêtes publiques, contribuer au renforcement des institutions nationales des droits de la personne et évaluer les incidences des initiatives gouvernementales sur les droits de la personne.

Mener des vérifications de la conformité à l'équité en matière d'emploi au sein du gouvernement fédéral et dans les milieux de travail sous réglementation fédérale

S'assurer que les employeurs se conforment aux exigences légales qui leur incombent relativement à l'équité en matière d'emploi en se dotant d'un plan d'équité en matière d'emploi. S'assurer que des efforts raisonnables sont déployés et que des progrès raisonnables sont réalisés en vue de la pleine représentation des membres des groupes désignés, conformément à leur disponibilité sur le marché du travail. Mener des activités avec les partenaires à l'externe, effectuer des recherches et élaborer des politiques, répondre aux demandes du public et évaluer les incidences des initiatives gouvernementales sur l'équité en matière d'emploi.

Tribunal canadien des droits de la personne**Résultat stratégique**

Que les Canadiens bénéficient d'un accès équitable aux possibilités qui existent au sein de la société grâce au traitement juste et équitable des causes relatives aux droits de la personne entendues par le Tribunal canadien des droits de la personne.

Description des activités de programme

Audiences publiques sur les causes soumises par la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP) relativement à des plaintes de discrimination en vertu de la Loi canadienne sur les droits de la personne

Instruire les plaintes de discrimination afin de déterminer si les pratiques ayant donné lieu aux plaintes enfreignent la *Loi canadienne sur les droits de la personne*.

Examen des directives données aux employeurs par la CCDP en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi

Se prononcer sur des requêtes déposées par des employeurs en ce qui a trait à l'examen de décisions les concernant prises par la CCDP ou se prononcer sur des requêtes de la CCDP qui visent à obtenir la ratification de directives données aux employeurs.

Commissaire à la magistrature fédérale

Résultat stratégique

Une magistrature fédérale indépendante et efficace.

Description des activités de programme

Paiements en application de la Loi sur les juges

Paiements des traitements, des indemnités et des pensions des juges, nommés par le fédéral, et de leurs survivants, de toutes les cours supérieures et d'appels du Canada.

Conseil canadien de la magistrature

S'occupe de l'administration de tous les comités établis par le Conseil canadien de la magistrature composé de tous les juges en chef et juges en chef adjoints du Canada ainsi que des juges principaux des cours supérieures du Nunavut, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

Magistrature fédérale

Fournit d'autres services à la magistrature fédérale, y compris la formation linguistique et l'édition du Recueil des décisions des cours fédérales. Fournit des services au ministre de la Justice par l'entremise du Secrétariat des nominations à la magistrature.

Service administratif des tribunaux judiciaires

Résultat stratégique

Le public a accès de façon équitable, rapide et adéquate, dans les deux langues officielles, aux processus judiciaires de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour canadienne de l'impôt et de la Cour d'appel de la Cour martiale du Canada.

Description des activités de programme

Services du greffe

Les services du greffe fournissent un soutien administratif aux tribunaux judiciaires afin d'assurer le fonctionnement convenable et efficace du processus judiciaire.

Soutien judiciaire

Ce secteur de services fournit un soutien judiciaire aux juges, notamment par la voie des adjoints judiciaires, des huissiers-audienciers et des autres employés qui soutiennent directement les juges dans l'exercice de leurs fonctions.

Commission du droit du Canada

Résultat stratégique

Un droit canadien qui reflète les besoins et les valeurs des Canadiens et qui est adapté, efficace, accessible à tous et juste.

Descriptions des activités de programme

Recommandations sur la réforme du droit

Le droit peut souvent apparaître désuet quant à ses fondements, ses finalités et ses principes. Certaines de ses institutions de même que certaines procédures et pratiques juridiques sont devenues désuètes ou inefficaces. Les gouvernements ont besoin de conseils indépendants, stratégiques et opportuns en matière de politique juridique afin de reconnaître ces lacunes et de les corriger. La Commission du droit du Canada vise à fournir ces conseils, éclairés par de vastes consultations, une compétence pluridisciplinaire et une pensée créative. Elle offre aux Canadiens une tribune pour exprimer leurs préoccupations sur le droit et la justice. Forte des résultats de ses consultations publiques, la Commission souhaite pouvoir jeter un regard critique sur le droit à partir d'une perspective inédite. Son ambition est de proposer des mesures qui orientent le droit de manière à ce qu'il contribue efficacement au bien-être collectif et individuel des Canadiens.

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Résultat stratégique

La protection du droit à la vie privée des Canadiens.

Description des activités de programme

Évaluation et enquête de conformité des obligations en matière de vie privée

Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada (CPVP) est chargé de faire enquête sur les plaintes et de donner suite aux demandes de renseignements provenant des citoyens et des organisations qui communiquent avec des représentants du Commissariat pour obtenir des conseils et de l'aide sur une variété d'enjeux liés à la protection de la vie privée. Le CPVP

évalue aussi le degré de conformité des organisations aux exigences énoncées dans les deux lois sur la protection des renseignements personnels. Il formule des recommandations sur la Politique d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP), conformément à la politique du Conseil du Trésor. Cette activité est soutenue par une équipe juridique qui donne des conseils juridiques spécialisés et qui fournit un soutien lors des recours en justice.

Questions liées à la protection de la vie privée – Politiques et recherche

Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada joue un rôle d'expert dans les nouveaux enjeux liés à la protection de la vie privée au Canada et à l'étranger en faisant de la recherche sur des tendances, en surveillant des initiatives législatives et réglementaires, en fournissant une analyse des enjeux importants, et en élaborant des positions de principe qui contribuent à promouvoir la protection du droit à la vie privée. Une partie importante du travail réalisé consiste à apporter un soutien à la Commissaire et aux commissaires adjoints dans la formulation des conseils au Parlement sur les initiatives législatives et sur des programmes gouvernementaux qui peuvent avoir une incidence sur la protection de la vie privée.

Éducation en matière de vie privée – Sensibilisation et protection des droits en matière de vie privée

Le CPVP élabore des plans et met en œuvre un nombre d'activités de communication et de sensibilisation du public, notamment des allocutions et des événements spéciaux, des tactiques de relations médiatiques, de la publicité, ainsi que la réalisation et la diffusion de matériel promotionnel et éducatif.

Résultat stratégique

Les droits des individus en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* sont protégés.

Description des activités de programme

Évaluer, enquêter, examiner, faire appliquer la loi et conseiller

La *Loi sur l'accès à l'information* est l'autorité législative pour les activités du Commissaire à l'information et son bureau.

Les objectifs de l'activité sont :

- Veiller à ce que les droits et les obligations des plaignants en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* soient respectés; les plaignants, les responsables des institutions fédérales et les tiers concernés par les plaintes aient l'occasion de soumettre leurs observations au Commissaire à l'information et que les enquêtes soient approfondies et terminées dans des délais raisonnables;
- Persuader les institutions fédérales d'adopter des pratiques en matière d'information conformes à la *Loi sur l'accès à l'information*;
- Porter les questions d'interprétation appropriées de la *Loi sur l'accès à l'information* devant la Cour fédérale.

Cour suprême du Canada

Résultat stratégique

Fournir à la Cour suprême du Canada le cadre le plus favorable possible à la prise de décision.

Description des activités de programme

Favoriser le déroulement du processus d'audition et de décision

Le Bureau du registraire a pour but d'assurer les services nécessaires à la Cour pour rendre ses décisions à titre de tribunal de dernier ressort. Les principales responsabilités du Bureau du registraire sont la prestation aux juges d'un ensemble complet de services de gestion et de soutien administratif et la gestion des affaires dont la Cour est saisie.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	517 577 000	...	...	517 577 000	1				
...	...	...	12 497 643	12 497 643					
...	...	...	12 550 408	12 550 408					
...	...	...	150 000	150 000					
...	517 577 000	...	25 198 051	542 775 051					
...	329 228 000	...	...	329 228 000	5				
...	...	...	36 514 415	36 514 415					
...	329 228 000	...	36 514 415	365 742 415					
...	69 970	...	1 552	71 522	(S)				
...	77 990 000	...	(6 598 607)	71 391 393	(S)				
5 180	...	...	7 379	12 559	(S)				
5 180	924 864 970	...	55 122 790	979 992 940					
Ministère									
...					
...	...	...	12 497 643	12 497 643					
...	...	...	12 550 408	12 550 408					
...	...	...	150 000	150 000					
...	517 577 000	...	25 198 051	542 775 051					
...	329 228 000	...	...	329 228 000					
...	...	...	36 514 415	36 514 415					
...	329 228 000	...	36 514 415	365 742 415					
...	69 970	...	1 552	71 522					
...	77 990 000	...	(6 598 607)	71 391 393					
5 180	...	...	7 379	12 559					
5 180	924 864 970	...	55 122 790	979 992 940					
Total du ministère—Budgétaire									
						959 609 363	20 376 198	7 379	942 955 460
Commission canadienne des droits de la personne									
...	20 089 000	...	...	20 089 000	10				
...	...	...	222 000	222 000					
...	20 089 000	...	222 000	20 311 000					
...	2 291 000	...	335 882	2 626 882	(S)				
10	...	...	14	24	(S)				
10	22 380 000	...	557 896	22 937 906					
Total de l'organisme—Budgétaire									
						22 388 988	548 908	10	20 940 865
Tribunal canadien des droits de la personne									
...	4 324 000	...	...	4 324 000	15				
...	374 000	...	(11 866)	362 134	(S)				
...	...	...	105	105	(S)				
...	4 698 000	...	(11 761)	4 686 239					
Total de l'organisme—Budgétaire									
						3 804 022	882 217	...	4 195 746

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	7 186 000	...	...	7 186 000	20	Commissaire à la magistrature fédérale			
...	...	...	805 548	805 548		Dépenses de fonctionnement			
...	7 186 000	...	805 548	7 991 548		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	7 186 000	...	805 548	7 991 548		7 779 228	212 320	...	8 245 889
...	1 575 000	...	...	1 575 000	25	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	261 750	261 750		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	1 575 000	...	261 750	1 836 750		1 721 307	115 443	...	1 619 484
...	342 104 000	...	(631 005)	341 472 995	(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat			
...	866 000	...	(42 281)	823 719	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
...	351 731 000	...	394 012	352 125 012		351 797 249	327 763	...	343 675 537
...	47 175 000	...	...	47 175 000	30	Service administratif des tribunaux judiciaires			
...	...	...	2 127 963	2 127 963		Dépenses du programme			
...	...	...	5 413 317	5 413 317		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	47 175 000	...	7 541 280	54 716 280		53 598 869	1 117 411	...	49 642 666
...	6 361 000	...	(310 307)	6 050 693	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
...	...	...	9 669	9 669	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État			
...	...	...	...	...		...	...	9 669	26 482
...	...	...	...	...		...	...	...	3 816
...	53 536 000	...	7 240 642	60 776 642		59 649 562	1 117 411	9 669	55 410 696
...	2 970 000	...	...	2 970 000	35	Commission du droit du Canada			
...	...	...	204 516	204 516		Dépenses du programme			
...	2 970 000	...	204 516	3 174 516		2 959 954	214 562	...	3 035 761
...	172 000	...	42 894	214 894	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
...	3 142 000	...	247 410	3 389 410		3 174 848	214 562	...	3 227 922

					Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada ⁽²⁾				
...	4 813 000	...	...	4 813 000	40	Commissariat à l'information du Canada—			
...	...	...	372 476	372 476		Dépenses du programme			
...	4 813 000	...	372 476	5 185 476		Mandats spéciaux du gouverneur général			
<hr/>						Total—Crédit 40	5 142 991	42 485	... 4 886 941
...	3 925 000	...	...	3 925 000	45	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada—			
...	...	...	2 709 567	2 709 567		Dépenses du programme			
...	...	...	4 109 633	4 109 633		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	3 925 000	...	6 819 200	10 744 200		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
<hr/>						Total—Crédit 45	10 468 574	275 626	... 10 512 462
...	1 471 000	...	439 096	1 910 096	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 910 096	...	... 1 858 660
...	10 209 000	...	7 630 772	17 839 772		Total de l'organisme—Budgétaire	17 521 661	318 111	... 17 258 063
<hr/>					Cour suprême du Canada				
...	20 127 000	...	...	20 127 000	50	Dépenses du programme			
...	...	...	1 847 150	1 847 150		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	20 127 000	...	1 847 150	21 974 150		Total—Crédit 50	20 541 857	1 432 293	... 19 884 195
...	4 653 000	...	61 907	4 714 907	(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat	4 714 907	...	... 4 699 600
...	2 373 000	...	(108 211)	2 264 789	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 264 789	...	... 2 098 379
240	...	...	19 651	19 891	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	240	19 651 22 152
240	27 153 000	...	1 820 497	28 973 737		Total de l'organisme—Budgétaire	27 521 553	1 432 533	19 651 26 704 326
5 430	1 397 713 970	...	73 002 258	1 470 721 658		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 445 467 246	25 217 703	36 709 1 414 368 615

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

⁽²⁾ En raison de la nouvelle architecture des activités de programme (AAP), les programmes suivants : Programme du Commissariat à l'information du Canada et Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada sont maintenant rapportés comme des activités de programme.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Élaborer des politiques et des lois	25 213 315	29 290 640	...	...	...	...	...	...	...	...	25 213 315	29 290 640
Exécuter des programmes	11 388 022	11 878 488	...	...	365 742 415	358 012 930	...	...	...	...	377 130 437	369 891 418
Gérer et coordonner la fonction liée aux politiques stratégiques et aux priorités	14 053 404	10 810 525	...	...	...	...	...	...	...	...	14 053 404	10 810 525
Fournir des conseils juridiques et des services de contentieux au gouvernement	449 390 561	414 977 900	...	...	...	...	...	...	...	...	449 390 561	414 977 900
Fournir des services législatifs au gouvernement	22 909 370	21 335 323	...	...	...	...	...	...	...	...	22 909 370	21 335 323
Fournir des services de poursuite	91 295 853	113 303 557	...	...	...	...	...	...	...	...	91 295 853	113 303 557
Total du ministère—Budgétaire	614 250 525	601 596 433	...	...	365 742 415	358 012 930	...	...	...	...	979 992 940	959 609 363
Commission canadienne des droits de la personne												
Favoriser la compréhension de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> et le respect de cette loi	19 955 978	19 486 680	...	...	...	...	...	...	...	...	19 955 978	19 486 680
Mener des vérifications de la conformité à l'équité en matière d'emploi au sein du gouvernement fédéral et dans les milieux de travail sous réglementation fédérale	2 981 928	2 902 308	...	...	...	...	...	...	...	...	2 981 928	2 902 308
Total de l'organisme—Budgétaire	22 937 906	22 388 988	...	...	...	...	...	...	...	...	22 937 906	22 388 988
Tribunal canadien des droits de la personne												
Audiences publiques sur les causes sou-mises par la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP) relativement à des plaintes de discrimination en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	4 686 239	3 804 022	...	...	...	...	...	...	...	...	4 686 239	3 804 022
Total de l'organisme—Budgétaire	4 686 239	3 804 022	...	...	...	...	...	...	...	...	4 686 239	3 804 022

Commissaire à la magistrature fédérale

Paiements en application de la <i>Loi sur les juges</i>	341 472 995	341 472 995	...	...	...	...	...	...	...	...	341 472 995	341 472 995
Conseil canadien de la magistrature	1 934 000	1 819 307	...	...	...	...	...	...	...	...	1 934 000	1 819 307
Magistrature fédérale	8 993 017	8 625 535	...	...	...	...	275 000	120 588	...	...	8 718 017	8 504 947
Sous-total	352 400 012	351 917 837	...	...	...	...	275 000	120 588	...	...	352 125 012	351 797 249
Revenus affectés aux dépenses	(275 000)	(120 588)	...	...	...	...	(275 000)	(120 588)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	352 125 012	351 797 249	...	...	...	...	...	...	...	...	352 125 012	351 797 249

Service administratif des tribunaux judiciaires

Services du greffe	39 010 521	38 428 922	...	...	...	...	...	...	...	...	39 010 521	38 428 922
Soutien judiciaire	21 766 121	21 220 640	...	...	...	...	...	...	...	...	21 766 121	21 220 640
Total de l'organisme—Budgétaire	60 776 642	59 649 562	...	...	...	...	...	...	...	...	60 776 642	59 649 562

Commission du droit du Canada

Recommandations sur la réforme du droit	3 389 410	3 174 848	...	...	...	...	...	...	...	...	3 389 410	3 174 848
Total de l'organisme—Budgétaire	3 389 410	3 174 848	...	...	...	...	...	...	...	...	3 389 410	3 174 848

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada ⁽¹⁾

Évaluation et enquête de conformité des obligations en matière de vie privée	8 096 215	7 906 989	...	...	...	...	...	...	...	...	8 096 215	7 906 989
Questions liées à la protection de la vie privée—Politiques et recherche	1 513 101	1 967 967	...	...	153 767	153 767	...	...	...	...	1 666 868	2 121 734
Éducation en matière de vie privée—Sensibilisation et protection des droits en matière de vie privée	2 143 115	1 601 849	...	...	...	...	...	...	...	...	2 143 115	1 601 849
Évaluer, enquêter, examiner, faire appliquer la loi et conseiller	5 933 574	5 891 089	...	...	...	...	...	...	...	...	5 933 574	5 891 089
Total de l'organisme—Budgétaire	17 686 005	17 367 894	...	...	153 767	153 767	...	...	...	...	17 839 772	17 521 661

Cour suprême du Canada

Favoriser le déroulement du processus d'audition et de décision	28 973 737	27 521 553	...	...	...	...	...	...	...	...	28 973 737	27 521 553
Total de l'organisme—Budgétaire	28 973 737	27 521 553	...	...	...	...	...	...	...	...	28 973 737	27 521 553

Total du portefeuille ministériel—Budgétaire

1 104 825 476	1 087 300 549	365 896 182	358 166 697	1 470 721 658	1 445 467 246
----------------------	----------------------	-----	-----	--------------------	--------------------	-----	-----	-----	-----	-----	----------------------	----------------------

(1) En raison de la nouvelle architecture des activités de programme (AAP), les programmes suivants : Programme du Commissariat à l'information du Canada et Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada sont maintenant rapportés comme des activités de programme.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Subventions									
Exécuter des programmes									
...	1 140	...	...	1 140	...	1 140	...	...	...
...	7 220	...	...	7 220	...	7 220	...	...	7 220
...	8 620	...	...	8 620	8 620	...	...	...	8 620
...	12 274	...	...	12 274	12 274	...	...	...	12 274
...	18 170	...	...	18 170	18 170	...	...	...	18 170
...	26 600	...	...	26 600	26 600	...	...	...	26 600
...	38 600	...	...	38 600	38 600	...	...	...	38 600
...	50 000	...	(13 928)	36 072	23 430	12 642	...	...	10 000
...	100 000	...	...	100 000	100 000	...	...	...	100 000
...	75 000	...	(20 000)	55 000	55 000	...	...	...	100 000
...	268 345	...	...	268 345	268 345	...	...	...	268 345
...	465 031	...	(226 031)	239 000	223 500	15 500	...	...	231 500
...	1 130 000	...	(300 000)	830 000	814 388	15 612	...	...	1 801 582
...	200 000	...	(150 000)	50 000	10 700	39 300	...	...	82 602
...	...	...	...	...	...	...	...	...	307 507
...	2 401 000	...	(709 959)	1 691 041	1 599 627	91 414	...	...	3 013 020
Contributions									
Exécuter des programmes									
...	250 000	...	175 000	425 000	198 494	226 506	...	...	250 000
...	955 000	...	...	955 000	950 999	4 001	...	...	1 165 987
...	2 333 152	...	(126 025)	2 207 127	2 207 127	...	...	...	...
...	753 000	...	...	753 000	197 943	555 057	...	...	724 538
...	500 000	...	...	500 000	380 400	119 600	...	...	300 000
...	1 803 279	...	600 981	2 404 260	2 106 340	297 920	...	...	2 778 728

...	2 698 146	...	575 050	3 273 196	Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	3 248 559	24 637	...	2 899 410
...	4 836 363	...	...	4 836 363	Contributions aux provinces en vertu du Fonds pour le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones	4 836 363	...	...	4 836 363
...	4 856 593	...	...	4 856 593	Contributions aux Territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridiques)	4 856 593	...	...	4 970 593
...	6 963 855	...	(3 015 255)	3 948 600	Contributions à la mise en œuvre des obligations linguistiques de la <i>Loi sur les contraventions</i>	1 688 670	2 259 930	...	3 106 445
...	7 325 000	...	20 000	7 345 000	Contributions versées en vertu du Fonds de la Stratégie sur la justice applicable aux Autochtones	7 345 000	...	...	7 041 464
...	3 455 000	...	300 000	3 755 000	Contributions à l'appui du Fonds pour le renouvellement du système de justice pour les jeunes	3 602 614	152 386	...	7 034 631
...	11 325 250	...	(8 426 150)	2 899 100	Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes— Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	2 885 475	13 625	...	1 944 150
...	12 144 855	...	4 013 928	16 158 783	Contributions à l'appui du Fonds du droit de la famille axé sur l'enfant	16 042 102	116 681	...	15 774 968
...	119 827 507	...	...	119 827 507	Contribution aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique	119 775 396	52 111	...	124 713 507
...	144 750 000	...	40 552 415	185 302 415	Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes	185 302 415	...	...	188 652 100
...	2 050 000	...	1 700 000	3 750 000	Fonds de réserve des Équipes intégrées d'application de la loi dans les marchés	...	3 750 000	...	...
...	...	...	854 430	854 430	Contributions en vertu du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	788 813	65 617	...	1 295 814
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	6 000 000
...	326 827 000	...	37 224 374	364 051 374	Total—Contributions	356 413 303	7 638 071	...	373 488 698
...	329 228 000	...	36 514 415	365 742 415	Total du ministère	358 012 930	7 729 485	...	376 501 718
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada ⁽¹⁾									
Contributions									
Questions liées à la protection de la vie privée—									
Politiques et recherche									
...	...	...	153 767	153 767	Contributions à l'appui d'activités de recherche et de promotion liées à la protection des renseignements personnels	153 767	...	...	367 409
...	...	...	153 767	153 767	Total de l'organisme	153 767	...	...	367 409
...	329 228 000	...	36 668 182	365 896 182	Total du portefeuille ministériel	358 166 697	7 729 485	...	376 869 127

(1) En raison de la nouvelle architecture des activités de programme (AAP), le programme suivant : Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada est maintenant rapporté comme une activité de programme.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Commissaire à la magistrature fédérale			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Magistrature fédérale	275 000	120 588	219 128
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	275 000	120 588	219 128

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Autres ministères	3 268	46 151
Divers	707 646	1 263 040
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	8 668 349	39 499 649
	9 379 263	40 808 840
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire—		
Enregistrement de divorces	818 467	729 772
Services d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales	6 559 542	6 409 977
	7 378 009	7 139 749
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 379	6 049
Revenus divers—		
Amendes—Territoires du Nord-Ouest	...	3 200
Amendes et confiscations	2 870 422	960 983
Location de résidences et services publics	307 776	344 800
Société d'État facturé	307 196	332 439
Brevets et redevances	...	50 689
Services de nature non réglementaire	155 185 661	145 533 417
Divers	83 791	634 554
	158 754 846	147 860 082
Total du ministère	175 519 497	195 814 720
Commission canadienne des droits de la personne		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 916	3 338
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	54 019	29 387
	57 935	32 725
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14	10
Revenus divers	330	130
Total de l'organisme	58 279	32 865

Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Tribunal canadien des droits de la personne					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	6 305	3 700			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	105	50			
Revenus divers	125	16			
Total de l'organisme	6 535	3 766			
Commissaire à la magistrature fédérale					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 076	7 788			
Ventes de biens et de services—					
Services de nature non réglementaire	120 588	219 127			
Revenus divers—					
Retenues au Compte de pension de retraite de la fonction publique—Juges	10 462 844	8 780 811			
Total de l'organisme	10 584 508	9 007 726			
Service administratif des tribunaux judiciaires					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	49 968	47 703			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	18 327	...			
	68 295	47 703			
Ventes de biens et de services—					
Services de nature réglementaire—					
Droits de dépôt	1 499 995	1 521 354			
Dépenses de la Cour	13 013	36 319			
	1 513 008	1 557 673			
Ventes de biens et de produits d'information—					
Ventes de photocopies	233 610	263 770			
Autres frais et droits	77	60			
	1 746 695	1 821 503			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	9 669	1 482			
Revenus divers—					
Amendes de la Cour	8 000	166 000			
Divers	3 168 344	3 321 672			
	3 176 344	3 487 672			
Total de l'organisme	5 001 003	5 358 360			
Commission du droit du Canada					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	9 188	597			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	55 096	5 603			
	64 284	6 200			
Revenus divers	5	10			
Total de l'organisme	64 289	6 210			
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada ⁽¹⁾					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	93 661	9 370			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	84	2 000			
Total de l'organisme	93 745	11 370			
Cour suprême du Canada					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 485	29 068			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	73 616	107 766			
	78 101	136 834			
Ventes de biens et de services—					
Location et utilisation de biens publics	1 500	1 009			
Ventes de biens et de produits d'information—					
Vente de communiqués de la Cour suprême	5 410	6 810			
Ventes de raisons d'arrêt	11 528	11 095			
	16 938	17 905			
Autres frais et droits—					
Photocopies	26 836	30 394			
Frais d'enregistrement	52 676	58 933			
Divers	20 527	22 402			
	100 039	111 729			
	118 477	130 643			

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	19 651	240
Revenus divers—		
Contributions des juges pour des rentes	81 546	71 097
Total de l'organisme	297 775	338 814
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	9 749 004	41 055 160
Ventes de biens et de services	9 363 769	9 311 022
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	36 818	7 831
Revenus divers	172 476 040	160 199 818
Total du portefeuille ministériel	191 625 631	210 573 831

(1) En raison de la nouvelle architecture des activités de programme /(AAP), les programmes suivants : Programme du Commissariat à l'information du Canada et Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada sont maintenant rapportés comme des activités de programme.

SECTION 19

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Parlement

Sénat

Chambre des communes

Bibliothèque du Parlement

Commissariat à l'éthique

Conseiller sénatorial en éthique

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	19.2
Sommaire du portefeuille ministériel	19.5
Activités de programme	19.7
Paievements de transfert	19.8
Détail des montants disponibles pour être dépensés	19.9
Revenus	19.9

Sénat**Résultat stratégique**

Permettre au Sénat d'exercer son rôle constitutionnel et de gérer son propre fonctionnement.

Description des activités de programme*Sénateurs et bureaux des sénateurs*

Assure la prestation aux sénateurs des services prévus par la loi, comme l'autorisent la *Loi sur le Parlement du Canada* et la *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement*. Les dépenses de fonctionnement des bureaux des sénateurs sont payées conformément aux politiques et aux lignes directrices établies.

Les dépenses comprises dans ces deux catégories sont les suivantes : indemnités de session et de fonction des sénateurs et cotisations aux régimes de retraite; allocations de retraite; frais de déplacement et de communication; dépenses de recherche et de bureau des sénateurs, y compris les dépenses de personnel et le coût du matériel et des services nécessaires au fonctionnement de leurs bureaux respectifs; fonds de recherche pour les caucus.

Fonctionnement de la Chambre

Assure la prestation du soutien et des services nécessaires aux sénateurs pour leur travail à la Chambre du Sénat, c'est-à-dire délibérer et approuver des projets de loi, présenter des pétitions, discuter des rapports des comités et participer à des cérémonies. Ces fonctions sont exercées conformément au Règlement du Sénat, à la procédure parlementaire, aux règles de préséance et aux décisions du président.

Les dépenses liées à cette activité de programme sont les suivantes : rémunération additionnelle des hauts fonctionnaires du Sénat; dépenses de personnel et dépenses relatives au fonctionnement des bureaux des

hauts fonctionnaires du Sénat; traitements et autres dépenses de fonctionnement relatives au greffier du Sénat, au sous-greffier, au légiste et au huissier du bâton noir; journaux, compte rendu des débats et publications dans les deux langues officielles; programme des pages du Sénat; échanges parlementaires.

Comités et associations

Fournit un soutien aux sénateurs qui font partie de comités permanents, de comités spéciaux et de comités mixtes. Les comités sont chargés d'étudier à fond les projets de loi et d'approuver des projets de loi modificatifs en se fondant sur les témoignages d'experts et sur les conseils juridiques d'experts en droit. Ils examinent des sujets d'intérêt public, font des recommandations et étudient les propositions de dépenses du gouvernement.

Les sénateurs participent aussi aux activités des associations parlementaires et des groupes d'amitié. Ils représentent le Canada dans des forums internationaux où l'on discute de dossiers importants pour la population canadienne.

Les dépenses liées à cette activité de programme sont les suivantes : comités et associations parlementaires; compte rendu des débats et service de publication; télédiffusion des délibérations des comités.

Soutien administratif

Offre le soutien nécessaire à la prestation efficace, efficiente et économique des programmes décrits sous les trois autres rubriques de fonctions du Sénat. Fourniture des locaux et de l'équipement, des outils, de l'information, du matériel et des services, et des conseils spécialisés sur tous les aspects des activités.

Les dépenses liées à cette activité de programme sont les suivantes : services financiers et gestion du matériel; ressources humaines; services de sécurité; services de communication et d'information; gestion de la tech-

nologie de l'information; aménagement et entretien des locaux; services de poste, de messagerie et d'imprimerie; réparations, métiers et transports.

Chambre des communes**Résultat stratégique**

Soutien administratif et professionnel efficace aux députés exerçant individuellement et collectivement à titre de législateurs et de représentants de 308 circonscriptions, à la Chambre, en comité et en caucus.

Description des activités de programme*Députés et agents supérieurs de la Chambre*

Les députés assument les rôles de législateurs et de représentants élus de leur circonscription. Dans leur circonscription, les députés participent à des événements et à des activités et discutent avec les électeurs de ce qui les préoccupe. À la Chambre, les députés participent aux débats, étudient et votent sur les projets de loi. Les députés siègent au sein des comités permanents et des comités spéciaux ou mixtes, car la Chambre des communes confie à ses comités l'étude approfondie de projets de loi ainsi que l'examen minutieux des programmes et politiques du gouvernement. Les députés font également partie d'associations parlementaires et de groupes d'amitié et se joignent à des délégations qui touchent le travail de ces associations et les échanges. Finalement, en caucus, les députés conçoivent des stratégies, discutent des politiques et examinent d'importants dossiers avec les autres députés de leur parti, et orientent le travail du service de recherche du parti. Certains députés endossent des fonctions d'agent supérieur de la Chambre telles que : président, vice-président, leaders à la Chambre, whips et leurs adjoints respectifs.

Administration de la Chambre

Les employés de la Chambre sont chargés de fournir des services aux députés élus pour une législature et, de plus, sont en permanence au service de la Chambre en tant qu'institution en assumant la continuité d'une législature à l'autre, en préservant les archives parlementaires et en veillant à la stabilité de l'infrastructure sous-tendant le processus démocratique. Des conseils et du soutien sont offerts dans une gamme étendue de services tels que : procédurales, législatifs, législatifs, gestion et technologies de l'information, gestion des immeubles, sécurité, restauration, finances, ressources humaines, santé et sécurité au travail. Le personnel de la Chambre des communes s'efforce de toujours bien représenter l'institution et de soutenir le travail des députés dans leur rôle de législateur et de représentant des 308 circonscriptions, à la Chambre, en comité et en caucus.

Bibliothèque du Parlement

Résultat stratégique

Les parlementaires prennent des décisions éclairées sur des sujets d'intérêt pour les Canadiens.

Description des activités de programme

Information, recherche et analyse

Offrir aux parlementaires des services d'information, de recherche et d'analyse pour les aider à remplir leurs rôles à titre de membre de l'une ou l'autre des Chambres, de comités et d'associations parlementaires ou à titre de représentant d'une région ou d'une circonscription. L'information est également mise à la disposition des clients autorisés.

Résultat stratégique

La mémoire institutionnelle du Parlement est préservée pour les générations futures.

Description des activités de programme

Gestion des ressources d'information

Concevoir, enrichir, maintenir et promouvoir un recueil varié de sources de connaissances, afin d'aider les parlementaires et ceux qui les secondent dans leur travail à obtenir les renseignements dont ils ont besoin.

Résultat stratégique

Les Canadiens ont une meilleure compréhension du Parlement.

Description des activités de programme

Activités auprès du public

Seconder les parlementaires dans leurs efforts pour rendre le Parlement accessible au public. Offrir au public de l'information au sujet du Parlement.

Commissariat à l'éthique

Résultat stratégique

Préserver la confiance du public envers l'intégrité des députés et des titulaires de charge publique ainsi que le respect et la confiance de la société envers la Chambre des communes en tant qu'institution.

Description des activités de programme

Administration de la commission

Les opérations du Commissariat à l'éthique se définissent sous trois activités : les communications, les opérations et le développement des politiques.

Les communications définissent l'orientation stratégique des rapports du Commissariat à l'éthique avec la Chambre des communes, les comités parlementaires, les députés et les titulaires de charge publique ainsi qu'avec les intervenants extérieurs.

Les opérations présentent trois volets : la vérification, la prestation d'avis et de conseils indépendants et les enquêtes. La vérification consiste en des opérations comme la déclaration confidentielle des intérêts privés, la prestation d'avis et de conseils, la déclaration au public de certains éléments d'actif et de passif, les activités, les cadeaux, les marques d'hospitalité et les avantages, l'établissement de fiducies sans droit de regard ou d'accords de gestion sans droit de regard et d'examen annuels. La prestation d'avis et de conseils indépendants intervient lorsqu'un député, un titulaire de charge publique ou le Premier ministre présente une demande d'avis et de conseils concernant l'application du Code régissant les conflits d'intérêts des députés ou les principes, les règles et les obligations éthiques imposés par le Premier ministre aux titulaires de charge publique. Les enquêtes peuvent être menées pour les députés et pour les titulaires de charge publique tels que les ministres, les ministres d'État et les secrétaires parlementaires.

Le développement des politiques a pour objectif d'élaborer des politiques et des pratiques en vue d'offrir aux clients des avis et des conseils judicieux et uniformes concernant l'application du Code régissant les conflits d'intérêts des députés et du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat.

Conseiller sénatorial en éthique

Résultat stratégique

Les sénateurs respectent les obligations découlant du Code régissant les conflits d'intérêts de manière à aider à assurer l'intégrité du Sénat en tant qu'institution.

Description des activités de programme

Administration

Le mandat du conseiller sénatorial en éthique consiste à administrer et à interpréter le code qui établit des normes de conduite pour les sénateurs. Voici les principales fonctions du conseiller en éthique :

- fournir des conseils et des avis confidentiels sur toute question relative aux obligations des sénateurs en vertu du code;
- examiner les déclarations confidentielles annuelles (liste des sources de revenus, éléments d'actif, éléments de passif, contrats avec le gouvernement, intérêts financiers et autres), aviser les sénateurs des conflits d'intérêts possibles et des mesures de conformité, et préparer des résumés publics; et
- enquêter, au besoin, sur la conformité au code.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice		Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
Sénat										
...	50 950 550	...	...	50 950 550	1	Dépenses du programme	47 357 729	3 592 821	...	44 029 672
...	23 567 700	...	(239 489)	23 328 211	(S)	Dignitaires du Sénat et sénateurs—Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	23 328 211	...	...	21 290 685
...	6 087 200	...	(246 236)	5 840 964	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 840 964	...	...	5 331 265
...	80 605 450	...	(485 725)	80 119 725		Total de l'organisme—Budgétaire	76 526 904	3 592 821	...	70 651 622
Chambre des communes										
...	241 595 340	...	...	241 595 340	5	Dépenses du programme				
...	...	...	9 507 000	9 507 000		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	...	...	7 795 201	7 795 201		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	241 595 340	...	17 302 201	258 897 541	(S)	Total—Crédit 5	237 877 857	21 019 684	...	228 795 838
...	106 464 576	...	(109 589)	106 354 987	(S)	Députés—Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	106 354 987	...	...	108 219 665
...	35 160 774	...	(3 731 255)	31 429 519	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	31 429 519	...	...	29 687 460
...	383 220 690	...	13 461 357	396 682 047		Total de l'organisme—Budgétaire	375 662 363	21 019 684	...	366 702 963
Bibliothèque du Parlement										
...	27 733 000	...	...	27 733 000	10	Dépenses du programme				
...	...	...	250 000	250 000		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	...	...	500 000	500 000		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	27 733 000	...	750 000	28 483 000	(S)	Total—Crédit 10	27 336 232	1 146 768	...	25 823 798
...	4 372 000	...	(442 148)	3 929 852	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 929 852	...	...	3 713 770
...	32 105 000	...	307 852	32 412 852		Total de l'organisme—Budgétaire	31 266 084	1 146 768	...	29 537 568

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	4 089 000	...	...	4 089 000	15	Commissariat à l'éthique				
...	586 000	...	(132 952)	453 048	(S)	Dépenses du programme	4 086 825	2 175	...	3 585 453
...	4 675 000	...	(132 952)	4 542 048		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	453 048	...	...	289 722
...		...				Total de l'organisme—Budgétaire	4 539 873	2 175	...	3 875 175
...	...	...	...	...	17	Conseiller sénatorial en éthique ⁽²⁾				
...	...	...	775 000	775 000		Dépenses du programme				
...	...	...	775 000	775 000		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	775 000	775 000		Total—Crédit 17	731 926	43 074	...	...
...	...	...	87 046	87 046	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	87 046	...	...	...
...	...	...	862 046	862 046		Total de l'organisme—Budgétaire	818 972	43 074	...	...
...	500 606 140	...	14 012 578	514 618 718		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	488 814 196	25 804 522	...	470 767 328

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, Conseiller sénatorial en éthique a été créé.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Sénat												
Sénateurs et bureaux des sénateurs	38 588 395	36 666 574	...	...	138 756	138 756	...	...	...	...	38 727 151	36 805 330
Fonctionnement de la Chambre	6 384 215	5 803 794	...	...	...	...	...	...	...	...	6 384 215	5 803 794
Comités et associations	8 700 985	8 618 253	...	...	339 710	339 710	...	...	...	...	9 040 695	8 957 963
Soutien administratif	25 967 664	24 959 817	...	...	...	...	...	...	...	...	25 967 664	24 959 817
Total de l'organisme—Budgétaire	79 641 259	76 048 438	...	...	478 466	478 466	...	...	...	...	80 119 725	76 526 904
Chambre des Communes												
Députés et agents supérieurs de la Chambre	245 762 778	229 190 319	...	...	...	...	71 745	71 745	...	...	245 691 033	229 118 574
Administration de la Chambre	151 334 446	146 925 855	...	...	866 684	828 050	1 210 116	1 210 116	...	...	150 991 014	146 543 789
Sous-total	397 097 224	376 116 174	...	...	866 684	828 050	1 281 861	1 281 861	...	...	396 682 047	375 662 363
Revenus affectés aux dépenses	(1 281 861)	(1 281 861)	...	...	...	...	(1 281 861)	(1 281 861)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	395 815 363	374 834 313	...	...	866 684	828 050	...	...	...	...	396 682 047	375 662 363
Bibliothèque du Parlement												
Information, recherche et analyse	17 847 513	18 845 208	...	...	...	...	...	...	...	...	17 847 513	18 845 208
Gestion des ressources d'information	10 937 588	8 840 318	...	...	...	...	...	...	...	...	10 937 588	8 840 318
Activités auprès du public	4 627 751	4 379 037	...	...	...	...	1 000 000	798 479	...	...	3 627 751	3 580 558
Sous-total	33 412 852	32 064 563	...	...	...	...	1 000 000	798 479	...	...	32 412 852	31 266 084
Revenus affectés aux dépenses	(1 000 000)	(798 479)	...	...	...	...	(1 000 000)	(798 479)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	32 412 852	31 266 084	...	...	...	...	...	...	...	...	32 412 852	31 266 084
Commissariat à l'éthique												
Administration de la commission	4 542 048	4 539 873	...	...	...	...	...	...	...	...	4 542 048	4 539 873
Total de l'organisme—Budgétaire	4 542 048	4 539 873	...	...	...	...	...	...	...	...	4 542 048	4 539 873
Conseiller sénatorial en éthique—⁽¹⁾												
Budgétaire	862 046	818 972	...	...	...	...	...	...	...	...	862 046	818 972
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	513 273 568	487 507 680	...	...	1 345 150	1 306 516	...	...	...	...	514 618 718	488 814 196

(1) Au cours de l'exercice, Conseiller sénatorial en éthique a été créé.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Sénat				
					Subventions				
...	167 000	...	(28 244)	138 756	Sénateurs et bureaux des sénateurs	138 756	...	...	177 970
					(S) Pensions aux sénateurs à la retraite				
					Contributions				
...	289 600	...	50 110	339 710	Comités et associations	339 710	...	...	364 183
					Contributions aux associations parlementaires				
...	456 600	...	21 866	478 466	Total de l'organisme	478 466	...	...	542 153
					Chambre des communes				
					Contributions				
...	858 477	...	8 207	866 684	Administration de la Chambre	828 050	38 634	...	1 602 146
					Contributions aux associations parlementaires et de procédure				
...	858 477	...	8 207	866 684	Total de l'organisme	828 050	38 634	...	1 602 146
...	1 315 077	...	30 073	1 345 150	Total du portefeuille ministériel	1 306 516	38 634	...	2 144 299

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Chambre des communes			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Députés et agents supérieurs de la Chambre			
Produits de la vente de biens	71 745	71 745	...
Administration de la Chambre			
Droits d'affiliation à des associations parlementaires	9 427	9 427	33 350
Frais pour la location de divers locaux pour des fonctions non parlementaires	54 203	54 203	60 211
Produits de la vente de biens	147 092	147 092	100 466
Virements provenant du restaurant parlementaire	961 240	961 240	894 904
Droits d'affiliation au Gymnasium	14 500	14 500	15 800
Produits provenant de papier recyclé	1 112	1 112	15 098
Autres recouvrements	22 542	22 542	8 001
	1 210 116	1 210 116	1 127 830
Total de l'organisme—Budgétaire	1 281 861	1 281 861	1 127 830
Bibliothèque du Parlement			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Activités auprès du public	1 000 000	798 479	782 319
Total de l'organisme—Budgétaire	1 000 000	798 479	782 319
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 281 861	2 080 340	1 910 149

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Sénat		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	12 515	25 701
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	30 815	45 138
	43 330	70 839
Revenus divers—		
Cotisation des sénateurs au Trésor en vertu de l'article 25 de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i>	49 134	(35 359)
Total de l'organisme	92 464	35 480
Chambre des communes		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	165 434	94 596
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	88 971	216 968
	254 405	311 564
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information	961 240	894 903
Autres frais et droits—		
Frais d'utilisation pouvant être dépensés de nouveau	101 784	132 461
	1 063 024	1 027 364
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	298 472	127 795
Total de l'organisme	1 615 901	1 466 723⁽¹⁾
Bibliothèque du Parlement		
Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information	808 782	808 011
Total de l'organisme	808 782	808 011
Commissariat à l'éthique		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	22 777	...
Total de l'organisme	22 777	...

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	320 512	382 403
Ventes de biens et de services	1 871 806	1 835 375
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	298 472	127 795
Revenus divers	49 134	(35 359)
Total du portefeuille ministériel	2 539 924	2 310 214

(1) Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

SECTION 20

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Patrimoine canadien

Ministère

Conseil des Arts du Canada

Société Radio-Canada

Musée canadien des civilisations

Musée canadien de la nature

**Conseil de la radiodiffusion et des
télécommunications canadiennes**

Bibliothèque et Archives du Canada

Société du Centre national des Arts

Commission des champs de bataille nationaux

Office national du film

Musée des beaux-arts du Canada

Musée national des sciences et de la technologie

**Bureau du Canada sur le règlement des questions
des pensionnats autochtones**

Commission de la fonction publique

**Commission des relations de travail dans la fonction
publique**

Tribunal de la dotation de la fonction publique

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

Téléfilm Canada

SOMMAIRE

Page

Résultat stratégique et description des activités de programme	20.2
Sommaire du portefeuille ministériel	20.12
Activités de programme	20.18
Paievements de transfert	20.22
Détail des montants disponibles pour être dépensés	20.31
Revenus	20.31

Ministère

Résultat stratégique

Les Canadiens réalisent des expériences culturelles variées et les partagent entre eux et avec le monde.

Description des activités de programme

Création de contenu canadien et excellence des performances

La culture s'exprime à travers la création : celle d'œuvres et de spectacles. Patrimoine canadien contribue à un milieu propice à cette création où les créateurs reçoivent une juste compensation pour leur travail, un milieu qui reflète la dualité linguistique et la riche diversité de notre pays tout en atteignant des niveaux d'excellence éprouvés. Un tel milieu n'est pas un acquis. L'exiguïté relative et la segmentation du marché culturel canadien, conjuguée avec son ouverture traditionnelle aux produits culturels étrangers, pose notamment des défis importants à notre production créative. Et tandis que les artistes professionnels et les athlètes de haut niveau visent naturellement l'excellence, l'atteinte de cet objectif requiert une structure de soutien suffisante à tous les niveaux du développement de la culture et du sport, au pays comme à l'étranger. Patrimoine canadien favorise le rendement des créateurs et des athlètes en appuyant les structures et les industries culturelles nécessaires à des œuvres de qualité et des performances de haut niveau.

Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel

La vie culturelle dépend de l'existence d'un réseau complexe : institutions, organismes sans but lucratif, sociétés, bénévoles, professionnels, publics. Comme tout écosystème, la vie culturelle s'épanouit dans le milieu qui la nourrit. Elle doit s'adapter et se renouveler. Ce réseau est à la fois résilient – qualité qu'il tire d'un bassin considérable de dévouement, d'expérience et de

talent – et fragile, car certains maillons de la chaîne sont vulnérables aux tendances d'investissement, aux déficiences du marché, à la concurrence étrangère, aux changements technologiques, aux contraintes de la main-d'œuvre, ainsi qu'aux règles et accords commerciaux internationaux. Partie intégrante du réseau, Patrimoine canadien cherche à assurer la viabilité des nombreux organismes, des industries culturelles et des entrepreneurs de ces industries, des artistes de même que des athlètes qui composent ce riche écosystème. Pour ce faire, le ministère les aide à développer leur capacité à attirer les investissements, à mettre sur pied un régime efficace de protection des droits d'auteurs, à s'enraciner dans leur collectivité, à profiter des occasions qui se présentent sur la scène internationale, à maximiser leur capital en ressources humaines, à pratiquer une saine planification des activités et à former des partenariats solides entre organismes. Le ministère contribue à la viabilité en axant ses activités sur les fronts national et international dans le domaine des arts, de la culture et de ses industries, du patrimoine et du sport.

Préservation du patrimoine canadien

Une condition essentielle au partage de nos expériences culturelles est l'assurance offerte aux Canadiens que leurs récits et leur patrimoine seront préservés pour les générations futures. C'est en préservant le patrimoine du Canada et en le faisant connaître qu'on peut faire comprendre le contexte national, y compris la myriade de récits et d'histoires des peuples qui continue de définir le pays. Les ressources patrimoniales représentent également des biens communautaires importants pour rapprocher les résidents et attirer les touristes. Le ministère du Patrimoine canadien joue un rôle de premier plan en ce qui concerne la préservation et la mise en valeur de nos œuvres et pratiques culturelles les plus chères, y compris les œuvres cinématographiques et musicales, les langues et récits autochtones, les artefacts culturels et les archives d'importance nationale.

Accès et participation à la vie culturelle du Canada

Une expérience culturelle exige une forme de participation. Mise à part la participation active au processus créatif même, la participation peut prendre une grande variété de formes : lecture, visite d'expositions, participation à des représentations, apprentissage via Internet, sortie au cinéma ou écoute de la télévision et de la radio, visite de sites historiques, etc. La participation, sous toutes ses formes, constitue un maillon important de la chaîne permettant une production continue d'œuvres canadiennes, une appréciation généralisée de la richesse de la culture canadienne ainsi que des revenus viables pour les organisations culturelles. Patrimoine canadien aide à créer les conditions favorables à l'accès et à la participation à ces échanges culturels. Le ministère s'efforce d'exposer les gens, individuellement et collectivement, à une large palette d'expériences culturelles au Canada, à pallier les difficultés liées notamment à la distance, à la taille de la collectivité, à la langue et à la diversité ethnoculturelle. Les principaux véhicules utilisés pour susciter la participation des Canadiens à la vie culturelle sont les activités artistiques, les médias de masse et les véhicules du patrimoine – qu'ils soient virtuels ou concrets (objets, activités ou sites).

Résultat stratégique

Les Canadiens vivent dans une société ouverte à tous, fondée sur la compréhension interculturelle et la participation des citoyens.

Description des activités de programme

Promotion de la compréhension interculturelle

Profiter des avantages de la diversité canadienne signifie que les Canadiens peuvent comprendre et négocier des points de vue au-delà de leurs différences culturelles. Cela exige un effort de volonté, en particulier dans un pays comme le Canada où la diversité revêt des formes multiples, dont certaines peuvent être

source de division entre citoyens. Il en résulte un modèle de gestion de cette diversité propre au Canada, qui attire l'attention de par le monde. Le ministère du Patrimoine canadien soutient la bonne entente interculturelle en créant des occasions pour les Canadiens de partager leurs expériences et d'en apprendre plus à propos des cultures les uns des autres. Cela est fait notamment par la promotion de la dualité linguistique et de l'apprentissage des deux langues officielles du Canada. Le ministère appuie aussi des initiatives multiculturelles qui sensibilisent à divers aspects culturels au sein des collectivités et qui créent des milieux propices au dialogue entre les divers groupes. En ce qui a trait aux occasions spécifiques que procurent les activités sportives au Canada, le ministère fait la promotion de la diversité comme un moyen de renforcer la bonne entente et les expériences entre les cultures.

Développement des communautés et renforcement des capacités

Les communautés autochtones et de langues officielles jouent un rôle spécifique d'importance au Canada; elles forment la trame du tissu social canadien depuis le début du pays. Ces communautés sont confrontées à des défis particuliers; en raison de leur situation minoritaire, leur contribution culturelle distincte est à risque. Le ministère du Patrimoine canadien soutient le développement des organismes autochtones avec des programmes mettant à profit les forces culturelles des Autochtones, qui aident les communautés et les réseaux autochtones à être florissants. Patrimoine canadien soutient également le développement des collectivités de langue officielle en situation minoritaire en favorisant leur participation à différents secteurs de la société et en s'efforçant d'assurer leur vitalité dans toutes les régions du pays.

Participation à la vie communautaire et à la vie civique

Une société inclusive signifie que tous les Canadiens sentent qu'ils sont partie prenante de leur collectivité respective et de leur pays, que tous savent qu'ils peu-

vent participer et qu'ils sentent que leur contribution compte. Dans un pays aussi vaste et aussi diversifié culturellement que le Canada, il est important que le gouvernement travaille à rendre cette vitalité possible et qu'il fournisse une terre fertile pour que toutes les communautés atteignent leur plein potentiel. Les programmes et les activités du ministère du Patrimoine canadien contribuent à cet objectif en faisant face à certains des principaux obstacles à la participation communautaire et civique. Les initiatives d'apprentissage et de sensibilisation du ministère, entre autres, permettent aux Canadiens d'en apprendre davantage sur leur pays et sur leur citoyenneté, au pays comme à l'étranger, tout en aidant à faire connaître le Canada à l'échelle internationale. Le développement de la participation sportive et du bénévolat dans les collectivités contribue également à cet objectif. Les programmes s'adressant aux jeunes canadiens leur ouvrent des portes, encouragent leur participation et nourrissent chez eux un sentiment d'appartenance au moment de leur vie où ils prennent conscience de leurs responsabilités comme citoyens. En outre, des mesures ciblées aident les communautés ethnoculturelles et ethnoraciales à relever les défis particuliers qui se posent à leur participation, tandis que d'autres mesures visant les communautés autochtones, y compris les jeunes et les femmes autochtones, assurent la participation des Autochtones et mettent à profit leurs cultures.

Conseil des Arts du Canada

Résultat stratégique

Un secteur artistique vif et dynamique au Canada.

Description des activités de programme

Subventions et services (artistes et organismes)

Offre aux artistes et aux organismes artistiques professionnels canadiens une gamme étendue de subventions et de services.

Promotion internationale de la culture et des arts canadiens

Promotion internationale des organisations artistiques et des artistes professionnels canadiens ainsi que des activités de la Commission canadienne pour l'organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Société Radio-Canada

Résultat stratégique

Un service public national de radiodiffusion dont le contenu et le caractère sont principalement canadiens.

Description des activités de programme

Services de télévision

Services de télédiffusion nationaux, régionaux et locaux en français et en anglais.

Services de radio

Services de radiodiffusion nationaux, régionaux et locaux en français et en anglais, ainsi qu'un service de radiodiffusion international, Radio Canada International.

Transmission et distribution de programmation

Distribution des services de diffusion nationaux dans presque toutes les régions du Canada par satellite, ondes courtes et lignes terrestres. Cela comprend le signal qui permet d'acheminer le service aux postes de radio et de télévision individuels par l'intermédiaire des émetteurs de CBC/SRC, les paiements aux stations affiliées privées qui présentent les émissions de CBC/SRC et les installations qui reportent ou devancent la diffusion des émissions en fonction des fuseaux horaires du pays.

Newsworld

CBC Newsworld est un service spécialisé de nouvelles et d'information d'expression anglaise distribué par satellite et par câble. Les coûts différentiels de ses activités sont financés à même ses revenus.

Réseau de l'information

Le Réseau de l'information est un service spécialisé de nouvelles et d'information d'expression française distribué par satellite et par câble. Les coûts différentiels de ses activités sont financés à même ses revenus.

Galaxie

Réseau de musique en continu visant le marché résidentiel ou commercial, Galaxie est disponible par abonnement et distribué par satellite et par câble en mode numérique et offre actuellement à ses abonnés 45 chaînes qui diffusent de la musique de qualité CD, sans interruption, 24 heures sur 24.

Musée canadien des civilisations**Résultat stratégique**

Connaissance, appréciation et respect des réalisations culturelles humaines et du comportement humain, et intérêt pour ceux-ci, à travers des collections d'objets historiques et culturels, des expositions, des programmes et des recherches reflétant un point de vue canadien.

Description des activités de programme*Collection et recherche*

Gérer, développer, conserver et faire de la recherche sur les collections afin d'améliorer l'exécution des programmes et d'accroître les connaissances scientifiques.

Exposition, éducation et communication

Développer, maintenir et faire connaître les expositions, les programmes et les activités pour accroître la connaissance, la compréhension critique de même que le respect et le degré d'appréciation de toutes les réalisations culturelles et du comportement humain.

Locaux

Gérer et maintenir toutes les installations ainsi que les services de sécurité et d'accueil connexes.

Musée canadien de la nature**Résultat stratégique**

L'intérêt et le respect à l'égard de la nature de même que la connaissance et le degré d'appréciation de celle-ci par la collecte d'objets d'histoire naturelle, les programmes d'éducation du public et la recherche offrant une perspective principalement axée sur le Canada.

Description des activités de programme*Programmes d'éducation du public*

Élaboration et maintien des expositions, des programmes, des publications électroniques et imprimées, du site Web nature.ca et des activités visant à faire comprendre et apprécier la nature.

Gestion des collections

Développement, préservation et mise à la disposition du public de collections d'objets d'histoire naturelle, de spécimens et de documents répondant aux besoins croissants des secteurs public et privé à l'égard de la recherche, de l'éducation et de la prise de décisions éclairées concernant la nature.

Recherche

Exploration du passé et préparation des Canadiens à l'avenir grâce à des activités de recherche en systématique et de recherche appliquée, à l'établissement de liens avec les milieux scientifiques du Canada et de l'étranger.

Installations

Apport d'installations sécuritaires et fonctionnelles, répondant à toutes les exigences relatives à la sécurité et aux codes du bâtiment.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes**Résultat stratégique**

Une industrie de la radiodiffusion et des télécommunications qui contribue à la prospérité culturelle, économique et sociale du Canada.

Description des activités de programme*Réglementer et superviser l'industrie de la radiodiffusion canadienne*

Superviser et réglementer tous les aspects du système canadien de radiodiffusion en vue de mettre en œuvre la politique canadienne de radiodiffusion énoncée dans la *Loi sur la radiodiffusion*.

Réglementer et surveiller l'industrie des télécommunications canadienne

Assurer la mise en œuvre des objectifs de télécommunications canadiens énoncés dans la *Loi sur les télécommunications* et veiller à ce que les entreprises canadiennes assurent la prestation de services de télécommunications et facturent des tarifs selon des modalités justes et raisonnables, et qu'elles n'exercent pas de discrimination injuste ou n'accordent pas une préférence déraisonnable à quiconque.

Bibliothèque et Archives du Canada

Résultat stratégique

Le patrimoine documentaire du Canada est protégé et organisé pour les générations actuelles et futures.

Description des activités de programme

Développement de la collection

Les collections à Bibliothèque et Archives du Canada (BAC) constituent un témoignage sans pareil de l'évolution et des réalisations de la société canadienne, ainsi que du riche capital intellectuel et de la créativité de ses habitants. La création d'une ressource documentaire nationale englobant tous les aspects de l'étude du Canada est un élément fondamental de la prestation de services et de programmes d'interprétation qui permettent aux Canadiens d'avoir une meilleure compréhension et connaissance communes du passé, du présent et de l'avenir de la nation. Les collections à BAC incluent tous les supports de l'édition au Canada et des documents d'archives revêtant une importance nationale.

Description de la collection

BAC assure que les collections qu'elle préserve sont décrites afin de permettre aux Canadiens de différentes origines et ayant différents besoins d'information de consulter, utiliser et comprendre le contenu des collections et le contexte dans lequel il a été créé. La description peut revêtir de nombreuses formes en vue d'appuyer un accès convivial et à différents niveaux aux collections. La description inclut les attributs et les éléments physiques des documents, une analyse du sujet, des classifications standards des publications individuelles ainsi qu'une description de haut niveau du contenu et de l'origine des fonds d'archives. Normalement, les descriptions doivent respecter des codes de

pratique acceptés à l'échelle nationale et internationale comme les Règles de catalogue anglo-américaines (RCAA2) ou les Règles pour la description des documents d'archives (RDDA) et se conformer aux supports de communication interfonctionnels à l'échelle internationale tels que MARC21.

Soin de la collection

La protection du patrimoine documentaire du Canada pour les générations futures de Canadiens est essentielle pour le mandat de BAC. Le soin de la collection consiste à élaborer et à mettre en œuvre des politiques, des procédures et des activités afin de s'assurer que la collection est accessible maintenant et à l'avenir.

Résultat stratégique

Le patrimoine documentaire du Canada est connu, accessible et utilisé.

Description des activités du programme

Services

Les services d'information, les services de consultation, la gestion des droits (incluant l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels, les dossiers du personnel et l'affranchissement des droits) et les services de prêts de BAC facilitent l'accès des Canadiens au patrimoine documentaire du Canada et son utilisation. Ces services sont utilisés par le grand public, aussi bien au Canada qu'à l'étranger, à des fins de recherche et d'éducation, par des employés gouvernementaux dans l'exercice de leurs fonctions et par d'autres bibliothèques et services d'archives pour améliorer les services qu'ils offrent à leurs clients. Ces services peuvent être obtenus par de multiples canaux, y compris en personne, par téléphone, par courrier, par courriel et par Internet, selon les préférences et les besoins des clients.

Programmes

BAC élabore et offre des programmes d'interprétation et des activités publiques au moyen de divers médias afin de faire connaître le patrimoine documentaire du Canada aux Canadiens. En faisant la promotion et en faisant connaître la signification et le contexte de la collection de BAC, l'institution permet d'améliorer la compréhension et la connaissance communes qu'ont les Canadiens du passé, du présent et de l'avenir de la nation. Grâce à ces programmes, les Canadiens et ceux et celles qui s'intéressent au Canada acquièrent de nouvelles connaissances, comprennent et connaissent le fait canadien tel qu'il est exprimé dans le riche patrimoine documentaire du Canada.

Musée du portrait du Canada

Le Musée du portrait du Canada fera connaître des personnalités canadiennes contemporaines et historiques de tous les secteurs de la société et sera un important site culturel pour le Canada et pour les touristes dans la région de la capitale nationale. Les fonctions du Musée du portrait du Canada incluent notamment les acquisitions et la recherche, les initiatives stratégiques et les expositions, la description et la conservation des collections, la programmation publique et les communications.

Résultat stratégique

L'information et le savoir sont efficacement gérés dans les institutions fédérales.

Description des activités de programme

Stratégies de gestion de l'information

L'information et le savoir, lorsqu'ils sont gérés de manière efficace, permettent la mise en place d'un gouvernement axé sur les clients et la transformation de la prestation des services et réduisent les coûts et les ris-

ques pour le gouvernement fédéral. La gestion efficace de l'information et du savoir permet de s'assurer qu'une information utile et fiable est disponible, interfonctionnelle et réutilisable au besoin, que les politiques et les décisions sont bien informées et elle permet d'appuyer la transparence et la responsabilisation. BAC est l'un des trois principaux organismes du gouvernement fédéral responsables de la gestion de l'information et de la gestion du savoir (GI/GS) dans les institutions fédérales. Ses pouvoirs lui sont conférés par la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*, la Politique de gestion de l'information gouvernementale, la Politique de communications du gouvernement du Canada et la Politique du gouvernement sur la sécurité. BAC veille à ce que ses programmes et pratiques de GI/GS s'alignent sur les lois et appuient les orientations, les priorités et les résultats stratégiques du gouvernement et des ministères.

Solutions en gestion de l'information

En vertu de la Politique de gestion de l'information gouvernementale, BAC est responsable de la mise au point de solutions opérationnelles comprenant des normes, des directives, des outils, des initiatives, des processus, des systèmes et de la formation pour aider les ministères et organismes du gouvernement fédéral à gérer leurs ressources d'information, tous supports confondus, durant toute la durée de leur cycle de vie et de fournir un soutien professionnel aux collectivités de GI au sein du gouvernement.

Services en gestion de l'information

BAC fournit des services de GI au gouvernement du Canada par l'intermédiaire de centres fédéraux de documents et du Conseil des bibliothèques du gouvernement fédéral.

Société du Centre national des Arts

Résultat stratégique

Arts d'interprétation forts et dynamiques dans la région de la capitale nationale et à travers le Canada.

Description des activités de programme

Programmation

Programmation des arts de la scène dans le domaine de la musique, du théâtre français, du théâtre anglais, de la danse et autres formes de programmation y inclus les services de soutien à la programmation.

Aménagement

Exploitation et administration du Centre national des Arts.

Commission des champs de bataille nationaux

Résultat stratégique

Sites historiques et urbains prestigieux, accessibles, sécuritaires et éducatifs.

Description des activités de programme

Conservation

Par cette activité, la Commission des champs de bataille nationaux vise à assurer la préservation et l'intégrité du parc des Champs-de-Bataille, pour les générations futures. Pour ce faire, elle effectue l'entretien de ses infrastructures, l'aménagement horticole et offre un site sécuritaire pour tous les usagers, visiteurs canadiens et étrangers.

Mise en valeur

Cette activité vise à faire connaître l'histoire du site ainsi que les richesses de celui-ci sous ses aspects culturels, récréatifs et naturels de manière à ce que ce parc joue tant son rôle de parc historique que de parc urbain. Pour ce faire, la Commission des champs de bataille nationaux effectue certains aménagements, assure l'accueil des visiteurs, offre des expositions, des activités et des services publics et communique l'information à tous les usagers et visiteurs, tant canadiens qu'étrangers.

Office national du film

Résultat stratégique

Les Canadiens acquièrent une meilleure compréhension du Canada et du reste du monde grâce à la production et à la distribution d'œuvres audiovisuelles pertinentes, audacieuses et novatrices.

Description des activités de programme

Production d'œuvres audiovisuelles

L'Office national du film (ONF) est un organisme totalement intégré dont toutes les activités ou presque portent sur la production, la distribution, le soutien technique, la recherche et le développement, l'accès aux œuvres, leur rayonnement et la conservation, et dont la démarche suppose la production d'une œuvre depuis l'élaboration du scénario jusqu'à la présentation sur les écrans et au-delà.

L'ONF produit des œuvres audiovisuelles pertinentes sur les plans social et culturel qui abordent les grands sujets de préoccupation des Canadiens. Depuis les années 1940, l'ONF perfectionne et continue de per-

fectionner ses compétences en production cinématographique au Canada. L'expérimentation de la forme, l'innovation technologique et le traitement cinématographique sont essentiels à la réalisation de produits audacieux, ainsi qu'à l'innovation et au soutien technique connexe.

Ces activités de production comprennent la conceptualisation, la recherche, l'élaboration, la production et le marketing social de documentaires, films d'animation, contenu nouveaux médias ou autres nouvelles formes audiovisuelles. En fait, ces activités ne relèvent pas de la simple « production ». Ce sont en réalité des activités de « programmation » de telle sorte que les films sont planifiés, produits et utilisés en tant qu'outils sociaux d'accroissement des connaissances diverses, notamment médiatiques, d'innovation sociale et d'engagement citoyen.

De par ses activités de production, l'ONF joue un rôle important dans la découverte, le perfectionnement et l'encadrement des talents et des créateurs. Il appuie ainsi les cinéastes, ce qui fait de lui un incubateur de nouveaux talents. De plus, il remplit son mandat national et international, lequel consiste à « produire, distribuer et promouvoir des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations » grâce au travail de son Unité de coproduction internationale et à la coordination d'activités culturelles pertinentes.

Distribution d'œuvres audiovisuelles

Le mandat de l'ONF est également de distribuer ses produits aussi largement que possible au Canada et à l'étranger. En mettant ses œuvres sur le marché, l'ONF maximise ses revenus. Sous cette activité sont regroupées les compétences et les capacités de l'ONF en matière de distribution commerciale. L'activité « distribution » s'entend de la commercialisation des catalogues audiovisuels de l'ONF et de sa cinémathèque de plans d'archives bien établie, du développement et de la diversification des marchés sur lesquels il distribue ses

produits au Canada comme à l'étranger, de la création de compilations pour des marchés spécifiques, de l'offre d'un service à la clientèle de qualité, de l'augmentation de son fonds d'œuvres audiovisuelles par des acquisitions ou des ententes de partenariat ainsi que des études de marché. Par ses activités de distribution, l'ONF développe des rapports de coopération stratégique avec les secteurs public et privé au Canada et à l'étranger.

Accessibilité et développement des réseaux

Les activités « d'accès et de rayonnement » rendent accessibles aux Canadiens des ressources médiatiques pertinentes favorisant leur engagement citoyen et leur apprentissage continu. Ainsi, l'ONF accroît la présence et l'utilisation de documents primaires et secondaires tirés de sa vaste collection dans différents circuits d'apprentissage; crée de nouveaux réseaux quand il n'en existe pas; favorise les connaissances médiatiques dans l'ensemble de la population canadienne et l'encourage à utiliser intégralement sa collection. Certaines des activités d'accès et de rayonnement consistent à assurer en permanence l'accès à la collection de l'ONF en gérant la collection – conservation, indexage, catalogage, et enfin, restauration – et à la rendre plus accessible aux générations futures grâce à une utilisation novatrice des nouvelles technologies et de partenariats, notamment les cinémathèques et les centres d'apprentissage en ligne pour les écoles ainsi que les centres de consultation numérique.

Les activités de rayonnement regroupent notamment les activités menées dans les centres de consultation et les cinémas ONF à Montréal et à Toronto, les collections disposées dans les bibliothèques partenaires de toutes les régions du Canada, les projections publiques régulières organisées partout au pays, le programme d'adhésion, les cinémathèques en ligne, les ateliers pour les publics de tous âges, ainsi que les ateliers de maître et un site Web complet renfermant des productions interactives et des possibilités de dialoguer et de

partager des connaissances. Ces activités servent à trouver, établir et maintenir des relations permanentes et profondes dans les collectivités canadiennes et, en second lieu, dans le monde. Elles servent en outre à consolider l'image de marque de l'ONF ainsi qu'à faire connaître et comprendre le Canada et sa place dans le monde aux Canadiens.

Recherche et service conseil

L'ONF a pour mandat de « faire des recherches sur les activités filmiques » et d'en rendre les résultats disponibles ainsi que de « conseiller le gouverneur en conseil en matière d'activités filmiques ». Cette activité s'entend de la recherche liée à la réalisation cinématographique et à l'industrie du film ainsi que de la conduite de projets techniques et développement visant à faire progresser l'art et la science du cinéma. Depuis toujours, l'ONF crée un milieu propice à l'excellence et à l'innovation, un milieu qui favorise l'incubation et le prototypage de nouveaux projets, la collaboration avec l'industrie et l'ouverture de nouvelles voies vers la créativité dans le domaine audiovisuel.

Fonds renouvelable

Le Budget des dépenses représente les besoins en trésorerie de l'ONF pour l'exercice financier et le fonds renouvelable est utilisé pour payer les dépenses de l'Office calculé selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Musée des beaux-arts du Canada

Résultat stratégique

Grâce à des collections d'œuvres d'art anciennes et contemporaines, à des programmes et à de la recherche reflétant un point de vue particulier mais non exclusif sur le Canada, favoriser l'intérêt, les connaissances, l'appréciation et le respect des arts visuels.

Description des activités de programme

Collection

Acquérir, préserver, étudier et documenter des œuvres anciennes et contemporaines afin d'illustrer et de présenter le patrimoine canadien en arts visuels. Cette activité comprend la recherche muséologique, les acquisitions et la préservation.

Rayonnement

Encourager un vaste accès à la collection, aux expositions, aux recherches et au savoir-faire du Musée dans tout le Canada et à l'étranger. Cette activité comprend les expositions présentées dans la région de la capitale nationale, ailleurs au Canada et à l'étranger, les programmes éducatifs, les publications ainsi que les activités de communication et de marketing conçues pour intéresser un public aussi vaste que possible.

Installations

Veiller à ce que les installations soient sécuritaires et adéquates à la préservation et à l'exposition de la collection nationale, et facilement accessibles au public.

Musée national des sciences et de la technologie

Résultat stratégique

Intérêt, connaissance, appréciation et respect à l'égard de la science et la technologie par l'entremise de la collection des objets scientifiques et technologiques, programmes et recherche reflétant un point de vue canadien.

Description des activités de programme

Préservation du patrimoine

Préservation du patrimoine comprend deux éléments principaux, la gestion de la collection qui inclut la res-

toration et la préservation, et la recherche. Les activités de recherche sont celles qui contribuent à établir une base de connaissances sur le patrimoine scientifique et technologique du Canada. La Société a reconnu sept grands domaines dans lesquels elle concentrera ses activités de recherche, soit l'aviation, les communications, la fabrication, les ressources naturelles, les ressources renouvelables y compris l'agriculture, l'instrumentation scientifique et les transports. Puisque la Société est la seule institution au Canada qui collectionne des objets représentatifs des sciences et de la technologie dans leur ensemble, il lui incombe de constituer une collection nationale. Étant donné l'ampleur de son champ d'action, des choix critiques s'imposent quant au contenu de la collection et aux priorités. Les activités liées au développement de la collection aident la Société à prendre des décisions éclairées sur le contenu de la collection tandis que les activités de gestion de la collection comprennent les activités nécessaires pour gérer les objets acquis par la Société.

Partage des connaissances

La Société cherche à inciter les Canadiens à découvrir, à examiner et à interpréter l'évolution passée et récente des sciences et de la technologie ainsi que ses répercussions sur la société et sur eux-mêmes. Elle entend leur inspirer un sens de leur identité, d'appartenance ainsi qu'une fierté de l'histoire et des réalisations scientifiques et technologiques du Canada. Elle encourage également leur participation active et éclairée au développement de notre société technologique. C'est surtout pour que les Canadiens apprennent à mieux se connaître et à mieux connaître leur pays que le patrimoine scientifique et technologique du Canada mérite d'être interprété. De la même façon qu'il oriente la recherche et la gestion de la collection, le thème « la transformation du Canada », guide la Société dans ses activités visant à diffuser ses connaissances. Ces activités servent à mettre en relief l'évolution historique des sciences et de la technologie, à fournir des renseignements sur les objets de la collection, ainsi qu'à exami-

ner les rapports entre les sciences, la technologie et la société canadienne. La Société utilise trois principaux modes de diffusion des connaissances : ses installations publiques, ses sites Web et ses publications.

Installations

Les installations font partie intégrante de l'exploitation des musées. Elles servent non seulement à loger les employés, mais aussi à accueillir les visiteurs et à abriter la collection. Les installations ont une grande incidence sur la fréquentation d'un musée. Une architecture adéquate attire les visiteurs, rehausse l'expérience qu'ils y vivent et fait partie de l'image publique de l'institution comme symbole de son mandat. Les commentaires des visiteurs portent en grande partie sur leur satisfaction ou leur insatisfaction quant à la qualité des installations et des services connexes.

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Résultat stratégique

Réconciliation entre les survivants des pensionnats indiens et le gouvernement du Canada.

Description des activités de programme

Règlement des réclamations

Pour centraliser et concentrer les efforts fédéraux afin de régler les réclamations associées au fonctionnement de l'ancien réseau des pensionnats indiens le plus rapidement possible.

Commission de la fonction publique

Résultat stratégique

Une fonction publique hautement compétente, non partisane et représentative, capable d'offrir des services

dans les deux langues officielles et où les nominations sont fondées sur les valeurs que sont la justice, l'équité et la transparence.

Description des activités de programme

Intégrité des nominations et neutralité politique

L'activité liée à l'intégrité des nominations et à la neutralité politique permet d'élaborer et de maintenir une politique et un cadre réglementaire, et d'en surveiller la mise en œuvre pour la protection de l'intégrité de la dotation dans la fonction publique et pour assurer la neutralité politique. Cette activité comprend l'établissement de politiques et de normes pour la sélection, la délégation et la surveillance des pouvoirs de nomination dans les ministères et l'administration des pouvoirs non délégués comme la nomination des cadres de direction et l'administration des priorités. Cette activité comprend aussi des vérifications, des enquêtes et des demandes de renseignements, ainsi que l'administration du processus d'appel et la présentation de rapports au Parlement sur l'intégrité de la dotation dans la fonction publique.

Services de recrutement et d'évaluation

Les Services de recrutement et d'évaluation élaborent et maintiennent les systèmes de ressourcement qui servent de lien entre les Canadiens et les fonctionnaires à la recherche de possibilités d'emploi dans la fonction publique fédérale et les ministères et organismes responsables de l'embauche, fournissent des services d'évaluation et de counseling, ainsi que des produits à utiliser pour le recrutement, la sélection et le perfectionnement dans toute la fonction publique fédérale, offrent des services, des programmes et des produits de ressourcement aux ministères et aux organismes, aux Canadiens et aux fonctionnaires par le biais d'unités de service à la clientèle situées partout au Canada.

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Résultat stratégique

Des relations de travail harmonieuses au sein de la fonction publique fédérale et des services parlementaires.

Description des activités de programme

Administration du régime de négociation collective et d'arbitrage de griefs dans la fonction publique fédérale et au Parlement, y compris les services de médiation

La Commission des relations de travail dans la fonction publique administre le régime de négociation collective et d'arbitrage de griefs dans la fonction publique fédérale et au Parlement. Les commissaires appliquent la législation en tenant des audiences d'arbitrage de griefs et sur les plaintes dans l'ensemble du Canada. La Commission offre également des services de médiation pour aider les parties à résoudre leurs différends sans avoir recours à une audience formelle, ainsi que des services de conciliation pour les aider à conclure un règlement pendant la négociation collective. La Commission offre aussi les locaux et les services de soutien administratif nécessaires au Conseil national mixte, sans pour autant jouer un rôle direct dans l'administration et les opérations de cet organisme.

Services de médiation à l'égard des négociations collectives, des griefs et des plaintes

La Commission fournit des services de médiation et de conciliation afin d'aider les parties à résoudre leurs différends (griefs, plaintes) sans recourir à une audience officielle. La Commission aide aussi les parties à conclure des ententes collectives, évitant ainsi les risques de perturbations des relations de travail qui pourraient en bout de ligne saper les services gouvernementaux au

public canadien. En outre, grâce à son programme de médiation, la Commission permet aux parties de régler leurs conflits de travail avec l'aide d'un tiers impartial, ce qui rend souvent possible des solutions originales acceptables pour les deux parties, alors que ce n'est pas toujours le cas à l'arbitrage. La médiation a fait baisser le nombre d'affaires renvoyées à l'arbitrage et, chose plus importante encore, a amélioré les relations à long terme entre les parties.

Conseil national mixte

Le Conseil national mixte (CNM) a d'abord été créé en 1944 afin d'accroître l'efficacité de la fonction publique et d'améliorer la situation des fonctionnaires. Aujourd'hui, le CNM est considéré comme la « tribune de choix » pour l'échange d'information, la consultation et l'élaboration conjointe entre l'administration centrale du gouvernement à titre d'employeur et les agents négociateurs. Le travail du CNM vient compléter les négociations collectives entre chacun des syndicats et des employeurs en leur offrant une façon à la fois différente et novatrice de s'attaquer aux questions concernant les relations de travail et les Ressources humaines qui intéressent toute la fonction publique et d'élaborer conjointement les conditions d'emploi dans l'ensemble de la fonction publique. Le CNM est régi par un conseil composé de hauts fonctionnaires du Conseil du Trésor, ainsi que de représentants de trois employeurs distincts (Conseil national de recherches du Canada, Bureau du vérificateur général et Agence canadienne d'inspection des aliments) et de 17 agents négociateurs. Le Secrétariat du CNM appuie les activités du Conseil en offrant les services de soutien administratif, logistique et d'animation nécessaires aux quelque 200 réunions annuelles du CNM, en offrant des conseils sur les questions professionnelles et de procédure à ses membres, en coordonnant les procédures de règlement des différends (griefs et appels), en encourageant les activités de renforcement des relations et en tenant les dossiers du CNM. Le Secrétariat du CNM offre aussi des services de soutien analogues au

Conseil consultatif de la Commission de la fonction publique (CCCFP), un mécanisme de consultation tripartite (Commission de la fonction publique (CFP), ministères fédéraux et agents négociateurs de la fonction publique) créé en décembre 1998 afin de fournir des conseils à la CFP sur des questions relevant de son mandat. Le Secrétariat offre également du soutien au Comité consultatif syndical-patronal sur la *Loi sur la modernisation de la fonction publique*, un forum de dirigeants créé en 2003 pour discuter de la mise en œuvre de la loi.

Tribunal de la dotation de la fonction publique

Résultat stratégique

Statuer sur des plaintes concernant des nominations interne et établir des règlements concernant les procédures relatives aux plaintes.

Description des activités de programme

Tribunal administratif

Le mandat du Tribunal de la dotation de la fonction publique (TDFP) est, en vertu de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* révisée, d'instruire et de statuer sur les plaintes logées à l'encontre de nominations internes, sur les plaintes concernant les révocations de nominations internes faites par l'administrateur général ou la Commission de la fonction publique (CFP) à la suite d'une enquête ministérielle ou d'une enquête menée par la CFP à la demande d'un ministère ou d'un organisme, et sur les plaintes présentées par des employés qui ont été informés qu'ils seront mis en disponibilité. Le TDFP favorisera un règlement à l'amiable des différends en offrant des services de médiation.

Le Tribunal rendra des décisions justes et en temps opportun sur les plaintes relevant de son mandat et donnera à toutes les parties l'occasion de régler leurs

différends à l'amiable par l'utilisation des services de médiation, contribuant ainsi, conformément à son mandat, aux objectifs suivants :

- favoriser un environnement de travail juste où les différends liés à la dotation et aux questions connexes sont réglés à l'amiable; et
- instaurer une jurisprudence, des précédents et une expérience qui contribueront à une compréhension et une interprétation juste et uniforme de la loi et de ses règlements par tous les intervenants.

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

Résultat stratégique

L'égalité entre les sexes et la pleine participation des femmes à la vie économique, sociale, culturelle et politique du Canada.

Description des activités de programme

Promouvoir des politiques gouvernementales équitables

Cette activité du programme met l'accent sur le travail horizontal dans l'ensemble du gouvernement fédéral ainsi qu'avec d'autres ordres de gouvernement afin d'influer sur l'élaboration de politiques, de projets de recherche, de programmes et de services qui tiennent compte de la diversité des perspectives et des réalités des femmes.

Accroître les connaissances et la capacité des organisations quant à l'égalité entre les sexes

Cette activité du programme met l'accent sur l'amélioration de la capacité d'un certain nombre d'intervenantes et d'intervenants afin qu'ils soient mieux informés et davantage capables de traiter de façon coordonnée

les questions relatives à l'égalité entre les sexes qui sont importantes pour la société canadienne.

Téléfilm Canada

Résultat stratégique

Les Canadiens ont accès à des productions audiovisuelles canadiennes populaires et de qualité.

Description des activités de programme

Fonds du long métrage du Canada

Le Fonds du long métrage du Canada (FLMC) est l'élément clé de la Politique canadienne du long métrage du gouvernement fédéral, intitulée *Du scénario à l'écran*. L'objectif de la politique, et du FLMC, est d'atteindre 5 pour cent de la part du marché national d'ici la fin de l'exercice financier 2005-2006. Le Fonds offre une aide à l'écriture de scénarios, au développement de projet, à la production, à la mise en marché et au doublage et sous-titrage de longs métrages canadiens qui présentent un fort potentiel de succès en salles au Canada. Dans le cadre de l'administration du FLMC, Téléfilm voit à assurer le développement, la production et la mise en marché de longs métrages distinctement canadiens, passionnants, qui reflètent la société canadienne et sa diversité culturelle.

L'aide financière fournie par Téléfilm Canada a pour but de contribuer à la croissance globale et au développement professionnel et économique de l'industrie cinématographique canadienne. La participation financière de Téléfilm peut prendre différentes formes : investissement, avance remboursable sous conditions, prêt, cautionnement de prêt, subvention ou enveloppe. La majorité des activités de Téléfilm Canada sont axées sur l'investissement dans des projets individuels choisis en fonction d'un processus de sélection rigoureux. En tant qu'investisseur, Téléfilm Canada partage les

risques et les recettes éventuelles des productions auxquelles elle contribue financièrement.

Le FLMC est l'objet d'un Protocole d'entente entre Téléfilm Canada et le ministère du Patrimoine canadien. En vertu du Protocole d'entente, au moins un tiers des fonds est réservé aux projets de langue française.

Fonds canadien de télévision

Cette activité de programme se rapporte à la portion du Programme de participation au capital (PPC) qui est financée par le biais du crédit parlementaire de Téléfilm Canada et administrée dans le cadre du Fonds canadien de télévision (FCT). Dans l'ensemble, le Fonds appuie un volume élevé d'émissions de télévision distinctement canadiennes reflétant la culture, des histoires et des thèmes propres au Canada. Ces productions s'adressent aux Canadiens et leur parlent d'eux-mêmes, de leur culture, de leurs enjeux, de leurs préoccupations et de leurs histoires. Elles reflètent la vie des Canadiens dans l'ensemble du pays et font connaître les Canadiens et leur société au spectateur.

Le PPC est guidé par d'autres objectifs qui soutiennent le mandat général de Téléfilm Canada à titre d'investisseur culturel dans des films, des émissions de télévision et des produits de nouveaux médias canadiens de grande qualité, afin de favoriser ainsi une diversité de voix qui rejoignent les auditoires canadiens au Canada comme à l'étranger. L'un des objectifs clés de Téléfilm Canada est d'appuyer et d'encourager la diversité culturelle, la dualité linguistique et l'expression régionale au Canada.

Par le biais du PPC, Téléfilm Canada offre une aide au développement et à la production d'émissions de télévision distinctement canadiennes de grande qualité qui plairont aux auditoires canadiens. Le soutien est offert au développement et à la production de projets de langue française provenant de l'extérieur du Québec, de projets en langues autochtones et de dramatiques de

langue anglaise. La participation financière de Téléfilm prend la forme d'une participation au capital ou d'une avance remboursable sous conditions. La majorité des activités de Téléfilm Canada sont axées sur l'investissement dans des projets individuels choisis en fonction d'un processus de sélection rigoureux. En tant qu'investisseur, Téléfilm Canada partage les risques et les recettes éventuelles des productions auxquelles elle contribue financièrement.

Perfectionnement professionnel et autres programmes

Cette activité de programme a pour but de renforcer le soutien de Téléfilm Canada aux activités relatives à la production de longs métrages et d'émissions de télévision, en appuyant financièrement des activités qui améliorent les conditions et l'environnement global dans lesquels s'effectuent la production, la promotion, la vente et la distribution des émissions de télévision et des longs métrages canadiens.

Le soutien sous la forme de subventions est accordé aux festivals canadiens de la télévision et du cinéma et aux cérémonies canadiennes de remise de prix dans le secteur de la télévision et du cinéma afin d'accroître le rayonnement des productions canadiennes auprès des auditoires canadiens. Le soutien sous la forme de subventions est également accordé aux professionnels de l'industrie qui assistent à des foires et des festivals internationaux et aux initiatives en matière de développement professionnel.

Autres activités

Cette activité de programme fait référence à l'ensemble des programmes administrés par Téléfilm Canada en vertu des ententes de contribution et autres ententes avec le ministère du Patrimoine canadien. Ces programmes appuient les objectifs de Téléfilm Canada en matière d'auditoires et de développement du potentiel de l'industrie.

Téléfilm Canada a conclu quatre ententes de contribution avec le ministère. Ces ententes fournissent à Téléfilm Canada environ 100 millions de dollars pour administrer les quatre fonds suivants : le Fonds canadien de télévision, le Programme des entrepreneurs de la musique, le Fonds des nouveaux médias du Canada et le Programme des écoles nationales de formation. De plus, Téléfilm Canada administre les accords de coproductions internationales et recommande l'accréditation de coproductions internationales.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	227 800 000	...	...	227 800 000	1				
...	...	...	17 592 492	17 592 492					
...	227 800 000	...	17 592 492	245 392 492					
...	862 626 000	...	...	862 626 000	5				
...	...	...	129 302 503	129 302 503					
...	...	...	26 605 150	26 605 150					
...	862 626 000	...	155 907 653	1 018 533 653					
...	1 030 000	...	47 944	1 077 944	(S)	1 077 944	...	...	1 054 303
...	637 000	...	(155 185)	481 815	(S)	481 815	...	...	666 576
...	182 000	...	(58 548)	123 452	(S)	123 452	...	...	156 345
...	69 970	...	(1 174)	68 796	(S)	68 796	...	...	67 928
...	25 697 000	...	556 422	26 253 422	(S)	26 253 422	...	...	24 101 463
8 627	...	...	23 476	32 103	(S)	...	8 627	23 476	18 073
8 627	1 118 041 970	...	173 913 080	1 291 963 677		1 279 102 639	12 837 562	23 476	1 263 812 413
...	10 000	...	...	10 000	L10	...	10 000	...	...
8 627	1 118 041 970	...	173 913 080	1 291 963 677		1 279 102 639	12 837 562	23 476	1 263 812 413
...	10 000	...	...	10 000		...	10 000	...	...
					Total du ministère—				
					Budgétaire				
					Non budgétaire				
					Conseil des Arts du Canada				
...	150 173 250	...	...	150 173 250	15				
...	...	...	205 000	205 000					
...	150 173 250	...	205 000	150 378 250		150 378 250	...	...	154 958 290
...	150 173 250	...	205 000	150 378 250		150 378 250	...	...	154 958 290

					Société Radio-Canada					
...	886 904 000	...	...	886 904 000	20	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement			
...	...	...	119 327 000	119 327 000		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	886 904 000	...	119 327 000	1 006 231 000		Total—Crédit 20	1 006 231 000	936 771 000
...	4 000 000	...	...	4 000 000	25	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement			
...	91 510 000	...	...	91 510 000	30	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital			
...	982 414 000	...	119 327 000	1 101 741 000		Total de l'organisme—Budgétaire	1 097 741 000	4 000 000	...	1 036 528 000
					Musée canadien des civilisations					
...	58 698 000	...	...	58 698 000	35	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital			
...	...	...	2 344 802	2 344 802		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	58 698 000	...	2 344 802	61 042 802		Total—Crédit 35	61 042 802	98 517 655
...	58 698 000	...	2 344 802	61 042 802		Total de l'organisme—Budgétaire	61 042 802	98 517 655
					Musée canadien de la nature					
...	55 569 000	...	...	55 569 000	40	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital			
...	...	...	580 844	580 844		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	55 569 000	...	580 844	56 149 844		Total—Crédit 40	56 149 844	61 625 920
...	55 569 000	...	580 844	56 149 844		Total de l'organisme—Budgétaire	56 149 844	61 625 920
					Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes					
...	1	...	...	1	45	Dépenses du programme			
...	...	...	3 341 600	3 341 600		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	1	...	3 341 600	3 341 601		Total—Crédit 45	2 284 280	1 057 321	...	1 304 241
...	5 696 000	...	(82 793)	5 613 207	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
...	5 696 001	...	3 258 807	8 954 808		Total de l'organisme—Budgétaire	7 897 487	1 057 321	...	6 416 018
					Bibliothèque et Archives du Canada					
...	81 608 000	...	...	81 608 000	50	Dépenses du programme			
...	...	...	10 226 522	10 226 522		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	...	...	11 105 898	11 105 898		Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	...	...	194 786	194 786		CT, crédit 10 ⁽¹⁾			
...	81 608 000	...	21 527 206	103 135 206		Total—Crédit 50	101 620 694	1 514 512	...	101 555 102
...	11 286 000	...	948 345	12 234 345	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice			Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	\$	\$	\$	\$	
31 741	...	...	176 631	208 372			45 307	...	163 065	91 710
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	(12 056)
31 741	92 894 000	...	22 652 182	115 577 923		Total de l'organisme—Budgétaire	113 900 346	1 514 512	163 065	113 210 095	
...	31 224 000	...	...	31 224 000	55	Société du Centre national des Arts				
...	...	...	275 100	275 100		Paiements à la Société du Centre national des Arts				
...	...	...	1 048 000	1 048 000		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	31 224 000	...	1 323 100	32 547 100		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾					
...	31 224 000	...	1 323 100	32 547 100		Total—Crédit 55	32 547 100	...	...	33 460 300
						Total de l'organisme—Budgétaire	32 547 100	...	...	33 460 300
...	6 867 000	...	...	6 867 000	60	Commission des champs de bataille nationaux				
...	...	...	310 033	310 033		Dépenses du programme				
...	6 867 000	...	310 033	7 177 033		Mandats spéciaux du gouverneur général					
...	1 450 000	...	150 784	1 600 784	(S)	Total—Crédit 60	6 831 973	345 060	...	6 884 908	
...	394 000	...	46 842	440 842	(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 587 618	13 166	...	1 543 835	
...	8 711 000	...	507 659	9 218 659		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	440 842	...	...	426 196
						Total de l'organisme—Budgétaire	8 860 433	358 226	...	8 854 939	
...	66 494 000	...	(66 494 000)	...	65	Commission de la capitale nationale⁽²⁾					
...	22 063 000	...	(22 063 000)	...	70	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	...	...	...	...
...	88 557 000	...	(88 557 000)	...		Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	...	...	...	...
						Total de l'organisme—Budgétaire	...	...	...	...
...	62 948 000	...	...	62 948 000	75	Office national du film				
...	...	...	5 274 182	5 274 182		Fonds renouvelable de l'Office national du film—				
...	62 948 000	...	5 274 182	68 222 182		Dépenses de fonctionnement					
						Mandats spéciaux du gouverneur général					
						Total—Crédit 75	65 111 238	3 110 944	...	64 909 675	

5 015 317	...	...	...	5 015 317	(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film				
...	...	...	961 568	961 568		Diminution de la valeur nette comptable des immobilisations				
5 015 317	...	...	961 568	5 976 885		Total	...	...	5 976 885	...
5 015 317	62 948 000	...	6 235 750	74 199 067		Total de l'organisme—Budgétaire	65 111 238	3 110 944	5 976 885	64 909 675
Musée des beaux-arts du Canada										
...	36 469 000	...	...	36 469 000	80	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	...	1 657 357	1 657 357		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	36 469 000	...	1 657 357	38 126 357		Total—Crédit 80	38 126 357	...	...	37 392 545
...	8 000 000	...	...	8 000 000	85	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la Collection	8 000 000	...	...	8 000 000
...	44 469 000	...	1 657 357	46 126 357		Total de l'organisme—Budgétaire	46 126 357	...	...	45 392 545
Musée national des sciences et de la technologie										
...	24 446 000	...	...	24 446 000	90	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	...	2 474 643	2 474 643		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	24 446 000	...	2 474 643	26 920 643		Total—Crédit 90	26 920 643	...	...	30 641 175
...	24 446 000	...	2 474 643	26 920 643		Total de l'organisme—Budgétaire	26 920 643	...	...	30 641 175
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones⁽³⁾										
...	...	...	115 095 000	115 095 000	55	Dépenses du programme et contributions				
...	...	...	30 514 780	30 514 780		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	...	...	145 609 780	145 609 780		Total—Crédit 55	116 468 611	29 141 169	...	61 283 142
...	...	...	2 364 326	2 364 326	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 364 326	...	...	5 296 816
...	...	...	40 000 000	40 000 000	(S)	Fondation autochtone de guérison	40 000 000	...	...	...
...	...	...	352 937	352 937	(S)	Montants adjugés par une cour	352 937	...	...	45 841
...	...	...	188 327 043	188 327 043		Total de l'organisme—Budgétaire	159 185 874	29 141 169	...	66 625 799
Commission de la fonction publique										
...	76 791 000	...	...	76 791 000	95	Dépenses du programme				
...	...	...	19 636 453	19 636 453		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	76 791 000	...	19 636 453	96 427 453		Total—Crédit 95	92 042 402	4 385 051	...	80 548 140
...	11 736 000	...	201 000	11 937 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 937 000	...	...	11 318 622
...	...	...	7 505	7 505	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 505	...	...	459
...	88 527 000	...	19 844 958	108 371 958		Total de l'organisme—Budgétaire	103 986 907	4 385 051	...	91 867 221

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice			Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$			\$	\$	\$	\$	
	Commission des relations de travail dans la fonction publique										
...	9 269 000	...	...	9 269 000	100	Dépenses du programme	8 550 271	718 729	...	8 114 368
...	1 301 000	...	(302 025)	998 975	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	998 975	...	...	842 577
75	...	...	67	142	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	75	67	...
75	10 570 000	...	(301 958)	10 268 117		Total de l'organisme—Budgétaire	9 549 246	718 804	67	8 956 945	
	Tribunal de la dotation de la fonction publique										
...	3 776 000	...	...	3 776 000	105	Dépenses du programme	1 816 897	1 959 103	...	...
...	337 000	...	(204 250)	132 750	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	132 750	...	...	...
...	4 113 000	...	(204 250)	3 908 750		Total de l'organisme—Budgétaire	1 949 647	1 959 103	...	...
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice										
...	11 278 000	...	...	11 278 000	110	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	1 022 150	1 022 150		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	11 278 000	...	1 022 150	12 300 150		Total—Crédit 110	11 910 659	389 491	...	10 825 218	
...	10 750 000	...	...	10 750 000	115	Subventions				
...	...	...	227 184	227 184		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	10 750 000	...	227 184	10 977 184		Contributions	10 268 852	708 332	...	10 840 000	
...	...	...	...	...		Total—Crédit 115	708 332	(708 332)	...	...
...	10 750 000	...	227 184	10 977 184			10 977 184	...	...	10 840 000
...	...	...	...	...	116	Contributions				
...	...	...	292 000	292 000		Mandats spéciaux du gouverneur général	291 668	332	...	...
...	...	...	292 000	292 000		Total—Crédit 116	291 668	332	...	...
...	1 375 000	...	(186 315)	1 188 685	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 188 685	...	...	1 369 096
63	...	...	...	63	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	63	...	...
63	23 403 000	...	1 355 019	24 758 082		Total de l'organisme—Budgétaire	24 368 196	389 886	...	23 034 314	

					Téléfilm Canada					
...	123 874 000	...	...	123 874 000	120	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>				
...	...	...	987 000	987 000		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	123 874 000	...	987 000	124 861 000		Total—Crédit 120	124 670 711	190 289	...	128 279 000
...	123 874 000	...	987 000	124 861 000		Total de l'organisme—Budgétaire	124 670 711	190 289	...	128 279 000
Total du portefeuille ministériel—										
5 055 823	2 974 328 221	...	455 931 036	3 435 315 080		Budgétaire	3 369 488 720	59 662 867	6 163 493	3 237 090 304 ⁽²⁾⁽³⁾
...	10 000	...	...	10 000		Non budgétaire	...	10 000	...	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, la Commission de la capitale nationale a été transférée à Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités). Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 101 667 000 \$.

⁽³⁾ Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré de Sécurité publique et Protection civile. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 66 625 799 \$.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Création de contenu canadien et excellence des performances	32 068 354	29 777 700	...	...	300 965 578	300 767 781	...	...	...	...	333 033 932	330 545 481
Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel—												
Budgetaire	61 093 970	64 024 955	...	...	109 175 123	108 661 872	3 300 000	3 426 867	...	...	166 969 093	169 259 960
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	10 000	...	10 000	...
Préservation du patrimoine canadien	23 474 725	32 427 352	...	...	20 475 141	20 385 083	1 105 000	482 534	...	...	42 844 866	52 329 901
Accès et participation à la vie culturelle du Canada	57 255 933	39 333 346	...	...	118 644 143	118 435 932	1 000 000	1 006 646	...	...	174 900 076	156 762 632
Promotion de la compréhension interculturelle	14 342 308	15 678 876	...	...	106 824 590	106 820 586	...	...	...	...	121 166 898	122 499 462
Développement des communautés et renforcement des capacités	20 678 095	19 650 192	...	...	252 792 856	252 750 114	...	...	...	...	273 470 951	272 400 306
Participation à la vie communautaire et à la vie civique	69 316 372	67 409 674	...	...	110 261 489	107 895 223	...	...	...	...	179 577 861	175 304 897
Sous-total—												
Budgetaire	278 229 757	268 302 095	...	...	1 019 138 920	1 015 716 591	5 405 000	4 916 047	...	...	1 291 963 677	1 279 102 639
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	10 000	...	10 000	...
Revenus affectés aux dépenses	(5 405 000)	(4 916 047)	...	...	...	...	(5 405 000)	(4 916 047)	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	272 824 757	263 386 048	...	...	1 019 138 920	1 015 716 591	...	...	...	...	1 291 963 677	1 279 102 639
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	10 000	...	10 000	...
Conseil des Arts du Canada—												
Budgétaire	150 378 250	150 378 250	...	...	...	...	...	...	...	...	150 378 250	150 378 250
Société Radio-Canada—												
Budgétaire	1 101 741 000	1 097 741 000	...	...	...	...	...	...	...	...	1 101 741 000	1 097 741 000
Musée canadien des civilisations—												
Budgétaire	61 042 802	61 042 802	...	...	...	...	...	...	...	...	61 042 802	61 042 802
Musée canadien de la nature—												
Budgétaire	56 149 844	56 149 844	...	...	...	...	...	...	...	...	56 149 844	56 149 844

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Réglementer et superviser l'industrie de la radiodiffusion canadienne	24 702 856	24 142 756	...	...	...	...	20 001 725	20 001 725	...	...	4 701 131	4 141 031
Réglementer et surveiller l'industrie des télécommunications canadienne	22 834 952	22 337 731	...	...	...	...	18 581 275	18 581 275	...	...	4 253 677	3 756 456
Sous-total	47 537 808	46 480 487	...	...	...	...	38 583 000	38 583 000	...	...	8 954 808	7 897 487
Revenus affectés aux dépenses	(38 583 000)	(38 583 000)	...	...	...	...	(38 583 000)	(38 583 000)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	8 954 808	7 897 487	...	...	...	...	...	...	...	...	8 954 808	7 897 487

Bibliothèque et Archives du Canada

Développement de la collection	29 955 211	36 250 250	...	...	11 000	11 000	...	...	...	...	29 966 211	36 261 250
Description de la collection	21 121 849	14 182 950	...	...	25 000	24 997	...	...	...	...	21 146 849	14 207 947
Soin de la collection	18 082 847	18 084 929	...	...	...	...	...	...	...	...	18 082 847	18 084 929
Services	21 700 546	21 652 179	...	...	...	...	550 000	487 251	...	...	21 150 546	21 164 928
Programmes	7 155 378	6 995 590	...	...	2 952 211	2 952 211	...	...	...	...	10 107 589	9 947 801
Musée du portrait du Canada	2 270 359	1 918 125	...	...	...	...	...	...	...	...	2 270 359	1 918 125
Stratégies de gestion de l'information	1 710 210	1 984 196	...	...	...	...	...	...	...	...	1 710 210	1 984 196
Solutions en gestion de l'information	2 770 282	2 691 310	...	...	...	...	...	...	...	...	2 770 282	2 691 310
Services en gestion de l'information	8 373 030	7 639 860	...	...	...	...	...	...	...	...	8 373 030	7 639 860
Sous-total	113 139 712	111 399 389	...	...	2 988 211	2 988 208	550 000	487 251	...	...	115 577 923	113 900 346
Revenus affectés aux dépenses	(550 000)	(487 251)	...	...	...	...	(550 000)	(487 251)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	112 589 712	110 912 138	...	...	2 988 211	2 988 208	...	...	...	...	115 577 923	113 900 346

Société du Centre national des Arts—Budgétaire

Société du Centre national des Arts—Budgétaire	32 547 100	32 547 100	32 547 100	32 547 100
-------------------------------------------------------	-------------------	-------------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-------------------	-------------------

Commission des champs de bataille nationaux

Conservation	5 531 195	5 316 260	...	...	...	...	...	...	...	...	5 531 195	5 316 260
Mise en valeur	3 687 464	3 544 173	...	...	...	...	...	...	...	...	3 687 464	3 544 173
Total de l'organisme—Budgétaire	9 218 659	8 860 433	...	...	...	...	...	...	...	...	9 218 659	8 860 433

Office national du film

Production d'œuvres audiovisuelles	53 651 820	48 176 229	...	...	122 300	120 300	1 006 000	959 464	...	...	52 768 120	47 337 065
Distribution d'œuvres audiovisuelles	8 006 692	8 338 097	...	...	5 050	5 050	7 519 000	7 172 571	...	...	492 742	1 170 576
Accessibilité et développement des réseaux	12 273 903	13 031 936	...	...	122 450	162 112	275 000	533 775	...	...	12 121 353	12 660 273
Recherche et service conseil	2 939 767	4 158 936	...	...	200	200	100 000	215 812	...	...	2 839 967	3 943 324
Fonds renouvelable	5 976 885	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5 976 885	...
Sous-total	82 849 067	73 705 198	...	...	250 000	287 662	8 900 000	8 881 622	...	...	74 199 067	65 111 238
Revenus affectés aux dépenses	(8 900 000)	(8 881 622)	...	...	...	...	(8 900 000)	(8 881 622)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	73 949 067	64 823 576	...	...	250 000	287 662	...	...	...	...	74 199 067	65 111 238

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total		
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Musée des beaux-arts du Canada— Budgétaire	46 126 357	46 126 357	...	...	...	...	...	...	...	...	...	46 126 357	46 126 357
Musée national des sciences et de la technologie— Budgétaire	26 920 643	26 920 643	...	...	...	...	...	...	...	...	...	26 920 643	26 920 643
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽¹⁾													
Règlement des réclamations	145 327 043	112 702 921	...	...	43 000 000	46 482 953	...	...	...	...	...	188 327 043	159 185 874
Total de l'organisme—Budgétaire	145 327 043	112 702 921	...	...	43 000 000	46 482 953	...	...	...	...	...	188 327 043	159 185 874
Commission de la fonction publique													
Intégrité des nominations et neutralité politique	50 023 192	45 211 900	...	...	...	...	...	...	...	...	...	50 023 192	45 211 900
Services de recrutement et d'évaluation	58 348 766	58 775 007	...	...	...	...	...	...	...	...	...	58 348 766	58 775 007
Total de l'organisme—Budgétaire	108 371 958	103 986 907	...	...	...	...	...	...	...	...	...	108 371 958	103 986 907
Commission des relations de travail dans la fonction publique													
Administration du régime de négociation collective et d'arbitrage de griefs dans la fonction publique fédérale et au Parlement, y compris les services de médiation	10 268 117	9 549 246	...	...	...	...	...	...	...	...	...	10 268 117	9 549 246
Total de l'organisme—Budgétaire	10 268 117	9 549 246	...	...	...	...	...	...	...	...	...	10 268 117	9 549 246
Tribunal de la dotation de la fonction publique													
Tribunal administratif	3 908 750	1 949 647	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3 908 750	1 949 647
Total de l'organisme—Budgétaire	3 908 750	1 949 647	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3 908 750	1 949 647

**Condition féminine—Bureau de la
coordonnatrice**

Promouvoir des politiques gouverne- mentales équitables	4 372 383	3 972 128	...	...	3 548 000	...	...	...	...	...	7 920 383	3 972 128
Accroître les connaissances et la capa- cité des organisations quant à l'égalité entre les sexes	9 116 515	9 127 216	...	...	7 721 184	11 268 852	...	...	...	...	16 837 699	20 396 068
Total de l'organisme—Budgétaire	13 488 898	13 099 344	...	...	11 269 184	11 268 852	...	...	...	...	24 758 082	24 368 196
Téléfilm Canada												
Fonds du long métrage du Canada	79 955 000	80 281 441	...	...	...	...	...	...	...	...	79 955 000	80 281 441
Fonds canadien de télévision	39 711 000	39 020 650	...	...	...	...	...	...	...	...	39 711 000	39 020 650
Perfectionnement professionnel et autres programmes	5 195 000	5 368 620	...	...	...	...	...	...	...	...	5 195 000	5 368 620
Total de l'organisme—Budgétaire	124 861 000	124 670 711	...	...	...	...	...	...	...	...	124 861 000	124 670 711
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	2 358 668 765	2 292 744 454	...	...	1 076 646 315	1 076 744 266	...	...	...	...	3 435 315 080	3 369 488 720
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	10 000	...	10 000

(1) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré de Sécurité publique et Protection civile.

Paiements de transfert

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses						
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère								
Subventions								
Création de contenu canadien et excellence des performances								
...	500 000	...	(500 000)	...	...	...	...	...
...	27 000 000	...	(2 085 516)	24 914 484	24 800 000	114 484	...	19 845 324
...	27 500 000	...	(2 585 516)	24 914 484	24 800 000	114 484	...	19 845 324
Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel								
Subventions aux organisations artistiques pour des fins de dotation								
...	15 500 000	...	(83 458)	15 416 542	15 416 541	1	...	7 972 518
...	4 026 436	...	(4 026 436)	...	...	...	...	1 045 000
...	4 700 000	...	(468 110)	4 231 890	4 231 889	1	...	868 364
...	...	...	650 000	650 000	650 000	...	...	1 200 000
...	...	...	1 000 000	1 000 000	1 000 000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	55 000 000
...	24 226 436	...	(2 928 004)	21 298 432	21 298 430	2	...	66 085 882
Accès et participation à la vie culturelle du Canada								
Subventions à des musées à but non lucratif ainsi qu'à des associations muséales nationales et internationales et à des institutions du patrimoine pour améliorer l'accès au patrimoine canadien :								
...	41 400 000	...	4 000 000	45 400 000	45 400 000	...	...	49 192 576
...	9 400 000	...	(7 384 962)	2 015 038	2 000 038	15 000	...	3 644 125
...	1 163 680	...	...	1 163 680	1 163 680	...	...	177 331
...	465 000	...	9 554 800	10 019 800	10 019 800	...	...	1 727 092
...	52 428 680	...	6 169 838	58 598 518	58 583 518	15 000	...	54 741 124

					Promotion de la compréhension interculturelle				
					Subventions à des organismes, à des associations et à des institutions pour promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage des langues officielles dans la société canadienne dans le cadre du programme Mise en valeur des langues officielles				
...	5 599 842	...	(5 246 375)	353 467		353 467	...	...	468 984
<hr/>									
					Développement des communautés et renforcement des capacités				
					Subventions à des centres d'amitié autochtones, à des associations représentant expressément les centres d'amitié autochtones, à des associations autochtones, à des groupes de femmes autochtones, à des groupes autochtones œuvrant à l'échelon local, à des sociétés de communication autochtones				
...	2 143 780	...	(2 143 780)	...		...	...	...	150 899
					Subventions à des organismes, associations et institutions pour favoriser l'épanouissement et le développement à long terme des communautés minoritaires de langue officielle dans le cadre du programme Développement des communautés de langue officielle				
...	42 134 700	...	(37 162 363)	4 972 337		4 972 337	...	...	4 595 787
...	44 278 480	...	(39 306 143)	4 972 337		4 972 337	...	...	4 746 686
<hr/>									
					Participation à la vie communautaire et à la vie civique				
					Subventions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers pour promouvoir le multiculturalisme				
...	7 000 000	...	(6 157 604)	842 396		830 624	11 772	...	1 026 751
					Subventions à des centres d'amitié autochtones, à des associations représentant expressément les centres d'amitié autochtones, à des associations autochtones, à des groupes de femmes autochtones, à des groupes autochtones œuvrant à l'échelon local, à des sociétés de communications autochtones				
...	707 000	...	(450 007)	256 993		256 299	694	...	...
...	100 000	...	(57 500)	42 500		42 500	...	...	54 900
					Subventions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et aux activités du <i>Canada en fête!</i>				
...	1 594 880	...	(705 693)	889 187		885 900	3 287	...	...
					Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnités pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions :				
...	77 590	...	...	77 590	Terre-Neuve-et-Labrador	77 590	...	...	77 590
...	57 071	...	...	57 071	Île-du-Prince-Édouard	57 071	...	...	57 071
...	64 199	...	(2)	64 197	Nouvelle-Écosse	64 197	...	...	64 198
...	62 947	...	(947)	62 000	Nouveau-Brunswick	62 000	...	...	62 000
...	147 372	...	...	147 372	Québec	147 372	...	...	147 372
...	105 627	...	...	105 627	Ontario	105 627	...	...	105 627
...	73 762	...	...	73 762	Manitoba	73 762	...	...	73 762
...	73 758	...	...	73 758	Saskatchewan	73 758	...	...	73 758
...	75 940	...	...	75 940	Alberta	75 940	...	...	75 940
...	97 814	...	...	97 814	Colombie-Britannique	97 814	...	...	97 814
...	637 000	...	(155 185)	481 815	(S) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	481 815	...	...	666 576
...	182 000	...	(58 548)	123 452	(S) Prestations de retraite supplémentaires—Anciens lieutenants-gouverneurs	123 452	...	...	156 345

Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 705 900
...	11 056 960	...	(7 585 486)	3 471 474		3 455 721	15 753	...	4 445 604
...	165 090 398	...	(51 481 686)	113 608 712	Total—Subventions	113 463 473	145 239	...	150 333 604
Contributions									
...	99 550 000	...	...	99 550 000	Création de contenu canadien et excellence des performances	99 550 000	...	...	99 550 000
...	10 574 423	...	4 640 136	15 214 559	Contributions aux Fonds canadien de télévision	15 214 558	1	...	11 754 084
...	27 480 948	...	(780 928)	26 700 020	Contributions au Programme de nouvelles œuvres musicales	26 691 421	8 599	...	37 802 167
...	5 000 000	...	6 000 000	11 000 000	Contributions aux organismes de publication, d'enregistrement sonore et de multimédia afin d'améliorer leur développement et leur distribution :	11 000 000	...	...	14 902 049
...	8 150 000	...	5 850 000	14 000 000	Contributions au Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition	14 000 000	...	...	9 000 000
...	26 915 000	...	64 819 272	91 734 272	Contributions à l'industrie canadienne de l'édition de magazines	91 719 521	14 751	...	83 256 198
...	19 165 000	...	(1 492 567)	17 672 433	Contributions au Programme des nouveaux médias du Canada	17 672 433	...	...	25 331 997
...	...	...	179 810	179 810	Contributions au Programme de soutien au sport	179 810	59 962	...	1 061 669
...	...	...	...	...	Contributions au Programme d'accueil des Jeux	...	...	...	841 492
...	196 835 371	...	79 215 723	276 051 094	Éléments non requis pour l'exercice en cours	275 967 781	83 313	...	283 499 656
Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel									
...	5 854 997	...	(760 860)	5 094 137	Contributions aux organismes des arts et du patrimoine pour des projets de mise en valeur du potentiel	5 067 811	26 326	...	7 354 114
...	500 000	...	(500 000)	...	Aide restreinte versée aux organismes voués aux arts menacés de disparaître	...	...	...	250 000
...	16 172 750	...	1 267 250	17 440 000	Contributions au Programme national de formation dans le secteur des arts	17 440 000	...	...	16 000 000
...	390 000	...	500 000	890 000	Contributions au Programme des arts, de la culture et de la diversité	855 000	35 000	...	870 000
...	1 550 000	...	...	1 550 000	Contributions à l'appui de la Politique cinématographique canadienne	1 550 000	...	...	1 700 000
...	2 550 000	...	...	2 550 000	Contributions à l'appui du Programme national de formation dans le secteur du film et de la vidéo	2 550 000	...	...	2 550 000
...	558 148	...	8 115	566 263	Contributions au Programme d'aide aux associations sectorielles	566 263	...	...	650 998
...	9 400 000	...	(6 289 078)	3 110 922	Contributions au Programme des entrepreneurs de la musique	3 047 466	63 456	...	5 875 117
...	906 561	...	...	906 561	Contributions au Programme d'aide aux créateurs	906 561	...	...	906 561
Contributions pour appuyer les organismes de publication, d'enregistrement sonore et de multimédia afin d'améliorer leur développement et leur distribution :									

...	7 388 000	...	(1 553 256)	5 834 744	Contributions au Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition	5 781 908	52 836	...	...
...	500 000	...	(500 000)	...	Contributions pour la création de fonds de réserve pour pertes sur prêts pour appuyer les industries culturelles	...	...	...	...
...	4 652 000	...	(251 033)	4 400 967	Contributions à l'industrie canadienne de l'édition de magazines	4 352 313	48 654	...	...
...	6 200 000	...	(1 958 207)	4 241 793	Contributions au Programme de culture canadienne en direct	4 241 793	...	...	5 041 825
...	1 500 000	...	(1 491 000)	9 000	Contributions au Fonds du droit d'auteur électronique	9 000	...	...	224 415
...	314 250	...	250 750	565 000	Contributions à des musées à but non lucratif ainsi qu'à des associations muséales nationales et internationales et à des institutions du patrimoine pour améliorer l'accès au patrimoine canadien :				
...	200 000	...	(200 000)	...	Contribution à l'Association des musées canadiens	565 000	...	...	560 000
...	359 345	...	964 756	1 324 101	Contribution en vertu des modalités de l'entente Canada-France dans le domaine des musées	...	...	...	...
...	2 000 000	...	131 170	2 131 170	Contributions au Programme de soutien au sport	1 324 071	30	...	...
...	2 100 000	...	468 109	2 568 109	Contributions pour les routes commerciales : Programme canadien des débouchés commerciaux	2 115 647	15 523	...	2 076 477
...	...	...	33 880 000	33 880 000	Contributions à l'appui de la distribution de la radiodiffusion	2 568 109	...	...	7 425 122
...	...	...	813 924	813 924	Contributions au Programme d'accueil des Jeux	33 880 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Contributions en vertu d'une autorisation spéciale	542 500	271 424	...	225 000
...	63 096 051	...	24 780 640	87 876 691		87 363 442	513 249	...	51 709 629
Préservation du patrimoine canadien									
...	150 000	...	(2 243)	147 757	Contributions à l'appui de la politique cinématographique canadienne	147 757	...	...	...
...	186 455	...	(11 455)	175 000	Contributions au Programme de souvenirs de musique canadienne	175 000	...	...	175 000
...	12 192 947	...	5 859 437	18 052 384	Contributions à des associations autochtones, à des groupes de femmes autochtones, à des groupes autochtones œuvrant à l'échelon local, à des sociétés de communication autochtones, à des centres d'amitié autochtones et à des associations représentant expressément des centres d'amitié autochtones	17 962 326	90 058	...	66 167 141
...	2 100 000	...	...	2 100 000	Contributions à l'appui de la distribution de la radiodiffusion	2 100 000	...	...	...
...	14 629 402	...	5 845 739	20 475 141		20 385 083	90 058	...	66 342 141
Accès et participation à la vie culturelle du Canada									
...	22 642 028	...	(1 958 368)	20 683 660	Contributions au programme Présentation des arts Canada	20 682 060	1 600	...	26 893 781
...	27 672 259	...	(15 152 998)	12 519 261	Contributions à l'appui d'Espaces culturels Canada	12 518 577	684	...	24 379 651
...	2 000 000	...	(364 995)	1 635 005	Contributions aux collectivités culturelles canadiennes	1 610 004	25 001	...	2 490 742
...	1 205 000	...	295 000	1 500 000	Contributions à des organismes culturels à but non lucratif et à des institutions dans le but d'améliorer les infrastructures culturelles et d'appuyer le développement culturel :				
...	3 500 000	...	2 564 893	6 064 893	Contribution à la fiducie des Édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (I-P-É)	1 500 000	...	...	1 500 000
...	1 830 563	...	895 502	2 726 065	Contributions aux organismes de publication, d'enregistrement sonore et de multimédia afin d'améliorer leur développement et leur distribution :				
...	8 200 000	...	(1 133 648)	7 066 352	Contributions au Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition	6 065 488	(595)	...	...
...	2 300 000	...	(1 065 927)	1 234 073	Contributions au Programme d'initiatives collectives	2 725 372	693	...	2 588 453
...	...	...	5 470 320	5 470 320	Contributions au Fonds des partenariats	7 066 351	1	...	6 898 747
...	...	...	...	...	Contributions pour le programme Culture canadienne en direct	1 233 042	1 031	...	...
...	...	...	...	...	Contributions aux musées canadiens pour appuyer leurs activités destinées au public	5 407 840	62 480	...	...

Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	839 180	839 180	Contributions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et aux activités de <i>Canada en fête!</i>	839 180	...	...	...
...	...	...	306 816	306 816	Contributions en vertu d'une autorisation spéciale	204 500	102 316	...	130 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5 671 058
...	69 349 850	...	(9 304 225)	60 045 625		59 852 414	193 211	...	70 552 432
...	94 958 668	...	11 500 452	106 459 120	Promotion de la compréhension interculturelle	106 459 119	1	...	90 483 203
...	...	...	12 003	12 003	Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	8 000	4 003	...	...
...	94 958 668	...	11 512 455	106 471 123	Contributions en vertu d'une autorisation spéciale	106 467 119	4 004	...	90 483 203
...	17 395 760	...	4 222 807	21 618 567	Développement des communautés et renforcement des capacités	21 603 166	15 401	...	...
...	177 707 801	...	48 479 907	226 187 708	Contributions à des associations autochtones, à des groupes de femmes autochtones, à des groupes autochtones œuvrant à l'échelon local, à des sociétés de communication autochtones, à des centres d'amitié autochtones et à des associations représentant expressément des centres d'amitié autochtones	226 165 117	22 591	...	204 715 357
...	...	...	14 244	14 244	Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	9 494	4 750	...	...
...	195 103 561	...	52 716 958	247 820 519	Contributions en vertu d'une autorisation spéciale	247 777 777	42 742	...	204 715 357
...	6 069 864	...	3 859 313	9 929 177	Participation à la vie communautaire et à la vie civique	9 661 498	267 679	...	11 329 461
...	7 634 454	...	601 364	8 235 818	Contributions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers afin de promouvoir le multiculturalisme	8 235 769	49	...	8 034 814
...	2 802 076	...	(1 116)	2 800 960	Contributions à l'appui du programme des Partenariats communautaires	2 800 960	...	...	...
...	8 800 000	...	(8 800 000)	...	Contributions au Programme de contestation judiciaire	...	...	...	...
...	11 723 389	...	6 531 565	18 254 954	Contributions au Programme de soutien au sport	18 254 954	...	...	19 810 646
...	19 776 000	...	(1 296 367)	18 479 633	Contributions à l'appui de l'initiative Échanges Canada	16 687 568	1 792 065	...	19 776 000
...	3 385 000	...	135 857	3 520 857	Contributions à l'appui du programme Katimavik	3 520 857	...	...	...
...	1 860 566	...	22 793 148	24 653 714	Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	24 589 627	64 087	...	...
					Contributions à des associations autochtones, à des groupes de femmes autochtones, à des groupes autochtones œuvrant à l'échelon local, à des sociétés de communication autochtones, à des centres d'amitié autochtones et à des associations représentant expressément des centres d'amitié autochtones				

					Contributions à des musées à but non lucratif ainsi qu'à des associations muséales nationales et internationales et à des institutions du patrimoine pour améliorer l'accès au patrimoine canadien :				
...	2 330 350	...	1 054 650	3 385 000	Contributions aux musées canadiens pour appuyer leurs activités destinées au public	3 385 000	...	...	7 347 121
...	...	...	4 800 000	4 800 000	Contributions à l'appui du Programme information et recherche sur le Canada	4 800 000	...	...	4 300 000
...	...	...	12 326 757	12 326 757	Contributions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et aux activités de <i>Canada en fête!</i>	12 234 563	92 194	...	9 161 248
...	...	...	403 145	403 145	Contributions en vertu d'une autorisation spéciale	268 706	134 439	...	541 920
...	64 381 699	...	42 408 316	106 790 015		104 439 502	2 350 513	...	80 301 210
...	698 354 602	...	207 175 606	905 530 208	Total—Contributions	902 253 118	3 277 090	...	847 603 628
Sommaire du ministère par activité de programme									
...	224 335 371	...	76 630 207	300 965 578	Création de contenu canadien et excellence des performances	300 767 781	197 797	...	303 344 980
...	87 322 487	...	21 852 636	109 175 123	Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel	108 661 872	513 251	...	117 795 511
...	14 629 402	...	5 845 739	20 475 141	Préservation du patrimoine canadien	20 385 083	90 058	...	66 342 141
...	121 778 530	...	(3 134 387)	118 644 143	Accès et participation à la vie culturelle du Canada	118 435 932	208 211	...	125 293 556
...	100 558 510	...	6 266 080	106 824 590	Promotion de la compréhension interculturelle	106 820 586	4 004	...	90 952 187
...	239 382 041	...	13 410 815	252 792 856	Développement des communautés et renforcement des capacités	252 750 114	42 742	...	209 462 043
...	75 438 659	...	34 822 830	110 261 489	Participation à la vie communautaire et à la vie civique	107 895 223	2 366 266	...	84 746 814
...	863 445 000	...	155 693 920	1 019 138 920	Total du ministère	1 015 716 591	3 422 329	...	997 937 232
Bibliothèque et Archives du Canada									
Subventions									
Développement de la collection									
...	...	...	11 000	11 000	Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques	11 000	...	...	...
Description de la collection									
...	...	...	25 000	25 000	Système international de données sur les publications en série	24 997	3	...	...
Services									
...	11 000	...	(11 000)	...	Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques	...	...	...	11 000
...	25 000	...	(25 000)	...	Système international de données sur les publications en série	...	...	...	25 000
...	600 000	...	(600 000)	...	Conseil canadien des archives	...	...	...	600 000
...	636 000	...	(636 000)	...		...	...	...	636 000
Programmes									
...	...	...	600 000	600 000	Conseil canadien des archives	600 000	...	...	...
...	636 000	...	...	636 000	Total—Subventions	635 997	3	...	636 000

Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Contributions										
Services										
...	500 000	...	(500 000)	...	La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets relatifs à la conservation des documents d'archives, à la recherche en conservation et à la formation et l'information en matière de conservation	...	...	...	500 000
...	640 000	...	(640 000)	...	La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services	...	...	...	1 962 492
...	1 140 000	...	(1 140 000)	...		...	...	...	2 462 492

Programmes										
...	...	...	443 678	443 678	La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets relatifs à la conservation des documents d'archives, à la recherche en conservation et à la formation et l'information en matière de conservation	443 678	...	...	...
...	...	...	1 908 533	1 908 533	La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services	1 908 533	...	...	...
...	...	...	2 352 211	2 352 211		2 352 211	...	...	...
...	1 140 000	...	1 212 211	2 352 211	Total—Contributions	2 352 211	...	...	2 462 492

Sommaire de l'organisme par activité de programme										
...	...	...	11 000	11 000	Développement de la collection	11 000	...	...	...
...	...	...	25 000	25 000	Description de la collection	24 997	3	...	...
...	1 776 000	...	(1 776 000)	...	Services	...	...	...	3 098 492
...	...	...	2 952 211	2 952 211	Programmes	2 952 211	...	...	...
...	1 776 000	...	1 212 211	2 988 211	Total de l'organisme	2 988 208	3	...	3 098 492	

Office national du film										
Subventions										
Production d'œuvres audiovisuelles										
...	2 000	...	...	2 000	Subventions pour aider à payer le coût de certains événements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration	...	2 000	...	4 000

					Accessibilité et développement des réseaux				
					Subventions pour aider à payer le coût de certains événements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration				
...	8 000	...	...	8 000		10 000	(2 000)	...	6 000
...	10 000	...	...	10 000	Total—Subventions	10 000	...	...	10 000
Contributions									
Production d'œuvres audiovisuelles									
Contributions pour aider des organismes sans but lucratif offrant des programmes de formation cinématographique et participer à la promotion de la cinématographie canadienne									
...	150 000	...	(29 700)	120 300		120 300	...	...	117 190
Distribution d'œuvres audiovisuelles									
Contributions pour aider des organismes sans but lucratif offrant des programmes de formation cinématographique et participer à la promotion de la cinématographie canadienne									
...	...	...	5 050	5 050		5 050	...	...	...
Accessibilité et développement des réseaux									
Contributions pour aider des organismes sans but lucratif offrant des programmes de formation cinématographique et participer à la promotion de la cinématographie canadienne									
...	90 000	...	24 450	114 450		152 112	(37 662)	...	167 833
Recherche et service conseil									
Contributions pour aider des organismes sans but lucratif offrant des programmes de formation cinématographique et participer à la promotion de la cinématographie canadienne									
...	...	...	200	200		200	...	...	...
...	240 000	...	...	240 000	Total—Contributions	277 662	(37 662)	...	285 023
Sommaire de l'organisme par activité de programme									
...	152 000	...	(29 700)	122 300	Production d'œuvres audiovisuelles	120 300	2 000	...	121 190
...	...	...	5 050	5 050	Distribution d'œuvres audiovisuelles	5 050	...	...	...
...	98 000	...	24 450	122 450	Accessibilité et développement des réseaux	162 112	(39 662)	...	173 833
...	...	...	200	200	Recherche et service conseil	200	...	...	...
...	250 000	...	...	250 000	Total de l'organisme	287 662	(37 662)	...	295 023
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽¹⁾									
Contributions									
Règlement des réclamations									
Contributions au titre de règlement des différends en groupe, des consultations et de l'élaboration des politiques, et de commémoration									
...	...	...	43 000 000	43 000 000		46 482 953	(3 482 953)	...	4 418 191
...	...	...	43 000 000	43 000 000	Total de l'organisme	46 482 953	(3 482 953)	...	4 418 191

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice									
Subventions									
Promouvoir des politiques gouvernementales équitables									
Programme de promotion de la femme—Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne									
...	3 548 000	...	...	3 548 000		...	3 548 000	...	10 840 000

Accroître les connaissances et la capacité des organisations quant à l'égalité entre les sexes									
Programme de promotion de la femme—Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne									
...	7 202 000	...	227 184	7 429 184		10 268 852	(2 839 668)	...	...
...	...	...	...	...		708 332	(708 332)	...	...
...	7 202 000	...	227 184	7 429 184		10 977 184	(3 548 000)	...	...
...	10 750 000	...	227 184	10 977 184	Total—Subventions	10 977 184	...	...	10 840 000

Contributions									
Accroître les connaissances et la capacité des organisations quant à l'égalité entre les sexes									
Contributions à l'Association des femmes autochtones du Canada pour l'Initiative Sœurs d'esprit									
...	...	...	292 000	292 000		291 668	332	...	...

Sommaire de l'organisme par activité de programme									
...	3 548 000	...	...	3 548 000		...	3 548 000	...	10 840 000
...	7 202 000	...	519 184	7 721 184		11 268 852	(3 547 668)	...	...
...	10 750 000	...	519 184	11 269 184	Total de l'organisme	11 268 852	332	...	10 840 000
...	876 221 000	...	200 425 315	1 076 646 315	Total du portefeuille ministériel	1 076 744 266	(97 951)	...	1 016 588 938⁽¹⁾

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré de Sécurité publique et Protection civile. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 4 418 191 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel	3 300 000	3 426 867	2 865 922
Préservation du patrimoine canadien	1 105 000	482 534	515 976
Accès et participation à la vie culturelle du Canada	1 000 000	1 006 646	865 400
Total du ministère—Budgétaire	5 405 000	4 916 047	4 247 298
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Réglementer et superviser l'industrie de la radiodiffusion canadienne	20 001 725	20 001 725	19 790 000
Réglementer et surveiller l'industrie des télécommunications canadienne	18 581 275	18 581 275	17 842 000
Total de l'organisme—Budgétaire	38 583 000	38 583 000	37 632 000
Bibliothèque et Archives du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Soin de la collection	...	...	357 011
Services	550 000	487 251	106 101
Total de l'organisme—Budgétaire	550 000	487 251	463 112
Office national du film			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Production d'œuvres audiovisuelles	1 006 000	959 464	1 677 868
Distribution d'œuvres audiovisuelles	7 519 000	7 172 571	6 385 297
Accessibilité et développement des réseaux	275 000	533 775	373 904
Recherche et service conseil	100 000	215 812	12 281
Total de l'organisme—Budgétaire	8 900 000	8 881 622	8 449 350
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	53 438 000	52 867 920	50 791 760

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 949 133	4 301 538
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	7 924 732	3 984 720
	13 873 865	8 286 258
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	43 465	19 050
Services de nature non réglementaire	4 391 799	3 705 604
Ventes de biens et de produits d'information	131 059	159 982
Autres frais et droits	359 823	326 563
	4 926 146	4 211 199
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	23 476	20 029
Revenus divers—		
Produits des loteries fédérales/provinciales	61 995 980	60 458 291
Divers	146 195	60 687
	62 142 175	60 518 978
Total du ministère	80 965 662	73 036 464
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 111	28 668
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	41 963	...
	45 074	28 668
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges	112 211 147	106 967 943
Services de nature réglementaire—		
Frais de licences en radiodiffusion	25 076 622	25 796 650
Frais de télécommunications	24 073 651	22 650 397
	49 150 273	48 447 047
	161 361 420	155 414 990
Revenus divers	259 057	213 394
Total de l'organisme	161 665 551	155 657 052

Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Bibliothèque et Archives du Canada			Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽¹⁾		
Autres revenus—			Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	78 627	91 848	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	449 364	248 556
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	116 228	152 080	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	...	250 801
	194 855	243 928		449 364	499 357
Ventes de biens et de services—			Revenus divers	589	1 000 206
Ventes de biens et de produits d'information	475 482	362 750			
Autres frais et droits—			Total de l'organisme	449 953	1 499 563
Reçus des services de photoduplication	24 369	29 750			
	499 851	392 500	Commission de la fonction publique		
			Autres revenus—		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	176 631	93 781	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Revenus divers	37 991	24 397	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	30 139	59 294
Total de l'organisme	909 328	754 606	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	289 362	420 576
				319 501	479 870
Commission des champs de bataille nationaux			Ventes de biens et de services—		
Autres revenus—			Services de nature non réglementaire		
Revenus divers—			Revenus de formation et développement	...	4 786 265
Article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 600 784	1 543 836	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 505	459
Total de l'organisme	1 600 784	1 543 836	Revenus divers—		
			Services d'évaluation, d'analyse et d'orientation professionnelle	4 794 694	...
Office national du film			Divers	12 161	43 115
Autres revenus—				4 806 855	43 115
Ventes de biens et de services—			Total de l'organisme	5 133 861	5 309 709
Droits et privilèges	3 357 209	2 901 158	Commission des relations de travail dans la fonction publique		
Ventes de biens et de produits d'information	5 615 988	5 386 248	Autres revenus—		
Autres frais et droits—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 123	14 481
Gains sur les réévaluations de change en fin d'exercice	(91 574)	(111 762)	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	67	75
Revenus reportés	(367 553)	...	Revenus divers—		
	(459 127)	(111 762)	Accès à l'information	15	15
Total de l'organisme	8 514 070	8 175 644	Total de l'organisme	1 205	14 571

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Dépenses de services	48 190	5 693
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	63
Total de l'organisme	48 190	5 756
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	14 931 972	9 558 255
Ventes de biens et de services	175 301 487	172 980 598
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	207 679	114 407
Revenus divers	68 847 466	63 343 941
Total du portefeuille ministériel	259 288 604	245 997 201⁽¹⁾

(1) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré de Sécurité publique et Protection civile. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 1 499 563 \$.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 21

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Pêches et Océans

Ministère

**Office de commercialisation du poisson
d'eau douce**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	21.2
Sommaire du portefeuille ministériel	21.3
Activités de programme	21.4
Paievements de transfert.	21.5
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	21.9
Revenus.	21.9

Ministère**Résultat stratégique**

Prestation de services à la population canadienne afin de veiller au développement durable et à l'utilisation sécuritaire des eaux canadiennes grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques et de programmes appuyant les intérêts scientifiques, écologiques, sociaux et économiques du Canada à l'égard des océans et des eaux douces. La prestation de résultats et de services dans le cadre de ces politiques et programmes horizontaux nécessite une collaboration avec les intervenants, les différents ordres de gouvernement ainsi que les organisations internationales concernées.

Description des activités de programme*Garde côtière canadienne*

Prestation de services maritimes contribuant à la mise en valeur et au maintien de la sécurité et du commerce maritimes, à la protection du milieu marin et des eaux douces, à la gestion des ressources halieutiques et océaniques, à la sécurité ainsi qu'à d'autres priorités maritimes du gouvernement, et ce, grâce à l'expertise maritime, à la flotte maritime civile, à la vaste infrastructure côtière ainsi qu'à la collaboration avec les différents intervenants.

Ports pour petits bateaux

Exploitation et entretien d'un réseau national de ports essentiels à l'industrie canadienne de la pêche commerciale.

Science (voies navigables sûres et accessibles)

Prestation de recherche scientifique, de surveillance, d'avis, de produits et de services, ainsi que de gestion des données. Ces activités visent à veiller à ce que les voies navigables canadiennes soient sécuritaires et accessibles. Elles sont réalisées grâce à un réseau d'installations de recherche, en collaboration avec d'autres ministères, le secteur privé, le milieu universitaire ainsi que des organisations internationales.

Gestion des pêches

Conservation des ressources halieutiques du Canada pour veiller à l'utilisation durable de ces dernières grâce à une étroite collaboration avec les utilisateurs et les intervenants.

Aquaculture

Mise en place des conditions nécessaires à l'établissement d'une industrie aquacole dynamique et novatrice, responsable sur les plans environnemental et social, économiquement durable et concurrentielle sur le marché mondial.

Science (pêche et aquaculture durables)

Prestation de recherche scientifique, de surveillance, d'avis, de produits et de services, ainsi que gestion des données à l'appui d'activités de pêches et d'aquaculture durables. Ces activités sont réalisées grâce à un réseau d'installations de recherche, et ce, en collaboration avec d'autres ministères du gouvernement, le secteur privé, le milieu universitaire ainsi que des organisations internationales.

Gestion des océans

Conservation et utilisation durable des océans du Canada, en collaboration avec d'autres intervenants, grâce à la mise en œuvre de plans de gestion intégrée des océans, plans qui prennent en compte les zones de protection marines et des objectifs précis en matière de qualité du milieu marin.

Gestion de l'habitat

Protection et conservation de l'habitat marin et en eaux douces du poisson en collaboration avec d'autres intervenants, et ce, grâce à la réalisation équilibrée d'activités réglementaires et non réglementaires, y compris l'examen de propositions de développement, la tenue d'évaluations environnementales ainsi que la surveillance de la conformité et de l'efficacité.

Science (écosystèmes aquatiques sains et productifs)

Prestation de recherche scientifique, de surveillance, d'avis, de produits et de services, ainsi que de gestion des données pour des écosystèmes aquatiques sains et productifs. Ces activités sont réalisées grâce à un réseau d'installations de recherche, et ce, en collaboration avec d'autres ministères du gouvernement, le secteur privé, le milieu universitaire ainsi que des organisations internationales.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce**Résultat stratégique**

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	1 029 432 000	...	...	1 029 432 000	1				
...	...	...	130 548 784	130 548 784					
...	...	...	497 000	497 000					
...	1 029 432 000	...	131 045 784	1 160 477 784					
...	175 293 000	...	...	175 293 000	5				
...	119 785 000	...	...	119 785 000	10				
...	...	...	100 000	100 000					
...	119 785 000	...	100 000	119 885 000					
...	69 970	...	1 552	71 522	(S)				
...	115 472 000	...	6 883 641	122 355 641	(S)				
682 429	...	...	946 478	1 628 907	(S)				
...	...	...	20 379	20 379	(S)				
...	...	...	2 016	2 016	(S)				
682 429	1 440 051 970	...	138 999 850	1 579 734 249		1 494 520 029	84 571 843	642 377	1 472 577 024
Ministère									
1 Dépenses de fonctionnement									
Mandats spéciaux du gouverneur général									
Virement du CT, crédit 10 ⁽¹⁾									
Total—Crédit 1						1 121 822 756	38 655 028	...	1 078 380 229
5 Dépenses en capital									
10 Subventions et contributions									
Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾									
Total—Crédit 10						81 324 684	38 560 316	...	95 010 692
(S) Ministre des Pêches et Océans—Traitement et allocation pour automobile									
(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés									
(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État									
(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs									
(S) Honoraires—Agence de recouvrement									
Total du ministère—Budgétaire						1 494 520 029	84 571 843	642 377	1 472 577 024
Office de commercialisation du poisson d'eau douce									
L30b Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> .									
Le total de tous montants empruntés par l'Office en vertu de l'autorisation de l'article 16 est limité à 30 000 000 \$ (Net)									
30 000 000	...	...	...	30 000 000		...	...	30 000 000	...
30 000 000	...	...	...	30 000 000		...	...	30 000 000	...
Total de l'organisme—Non budgétaire						...	...	30 000 000	...
Total du portefeuille ministériel—									
Budgétaire						1 494 520 029	84 571 843	642 377	1 472 577 024
Non budgétaire						...	...	30 000 000	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Garde côtière canadienne	578 881 003	547 470 482	120 544 000	101 558 516	5 451 364	5 447 955	50 058 000	43 209 939	...	...	654 818 367	611 267 014
Ports pour petits bateaux	75 814 979	81 833 498	30 691 000	36 026 042	500 000	470 000	...	...	...	...	107 005 979	118 329 540
Science (voies navigables sûres et accessibles)	53 081 771	44 778 844	1 714 000	3 229 927	252 879	77 879	...	...	...	...	55 048 650	48 086 650
Gestion des pêches	273 462 902	279 417 220	9 362 000	11 632 825	110 739 746	73 774 618	...	...	...	...	393 564 648	364 824 663
Aquaculture	9 158 968	4 896 224	306 000	183 821	20 000	20 000	...	...	...	...	9 484 968	5 100 045
Science (pêche et aquaculture durables)	187 078 024	176 297 538	7 719 000	7 890 162	736 336	379 548	...	...	...	...	195 533 360	184 567 248
Gestion des océans	23 172 854	20 272 989	758 000	873 149	570 136	570 136	...	...	...	...	24 500 990	21 716 274
Gestion de l'habitat	71 700 606	66 130 320	2 216 000	2 624 161	1 164 544	484 553	...	...	...	...	75 081 150	69 239 034
Science (écosystèmes aquatiques sains et productifs)	62 263 142	67 371 668	1 983 000	3 917 898	449 995	99 995	...	...	...	...	64 696 137	71 389 561
Sous-total	1 334 614 249	1 288 468 783	175 293 000	167 936 501	119 885 000	81 324 684	50 058 000	43 209 939	...	...	1 579 734 249	1 494 520 029
Revenus affectés aux dépenses	(50 058 000)	(43 209 939)	...	...	...	...	(50 058 000)	(43 209 939)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	1 284 556 249	1 245 258 844	175 293 000	167 936 501	119 885 000	81 324 684	...	...	...	...	1 579 734 249	1 494 520 029
Office de commercialisation du poisson d'eau douce—												
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	30 000 000	...	30 000 000	...
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	1 284 556 249	1 245 258 844	175 293 000	167 936 501	119 885 000	81 324 684	...	...	...	...	1 579 734 249	1 494 520 029
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	30 000 000	...	30 000 000	...

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
Ports pour petits bateaux									
...	500 000	...	(60 000)	440 000	Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux	410 000	30 000	...	495 000
Science (voies navigables sûres et accessibles)									
...	46 000	...	31 879	77 879	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	77 879	...	...	76 135
Gestion des pêches									
...	5 000	...	171 838	176 838	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	77 000	99 838	...	25 000
...	...	...	162	162	Redistribution des facilitateurs de programme—Subvention à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	162	...	...	...
...	5 000	...	172 000	177 000		77 162	99 838	...	25 000
Science (pêche et aquaculture durables)									
...	148 000	...	(141 212)	6 788	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	500	6 288	...	289 965
...	...	...	1 683	1 683	Redistribution des facilitateurs de programme—Subvention à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	1 683	...	...	...
...	148 000	...	(139 529)	8 471		2 183	6 288	...	289 965
Science (écosystèmes aquatiques sains et productifs)									
...	15 000	...	24 995	39 995	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	39 995	...	...	...
Gestion des océans									
...	...	...	10 000	10 000	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	10 000	...	...	...

Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	655	655	Redistribution des facilitateurs de programme—Subvention à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	655	...	...	...
...	...	...	10 655	10 655		10 655	...	...	...
...	714 000	...	40 000	754 000	Total—Subventions	617 874	136 126	...	886 100
Contributions									
Garde côtière canadienne									
...	4 500 000	...	400 999	4 900 999	Ententes de contributions avec la Garde côtière auxiliaire canadienne pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage, et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation	4 897 590	3 409	...	4 898 656
...	75 000	...	75 000	150 000	Contribution à l'Université maritime mondiale afin d'établir une chaire pour la protection de l'environnement maritime canadien	150 000	...	...	75 000
...	...	...	400 365	400 365	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	400 365	...	...	100 000
...	4 575 000	...	876 364	5 451 364		5 447 955	3 409	...	5 073 656
Ports pour petits bateaux									
...	...	...	60 000	60 000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	60 000	...	...	188 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	132 709
...	...	...	60 000	60 000		60 000	...	...	320 709
Science (voies navigables sûres et accessibles)									
...	175 000	...	...	175 000	Contributions à l'Initiative d'emploi pour les jeunes	...	175 000	...	155 225
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	74 943
...	175 000	...	...	175 000		...	175 000	...	230 168
Gestion des pêches									
...	962 000	...	...	962 000	Contribution à la Fondation du saumon du Pacifique	435 291	526 709	...	474 651
...	202 100	...	...	202 100	Contribution au sous-comité du saumon de la Commission de gestion du poisson et de la faune du Yukon, en vue de mettre en œuvre les responsabilités qui se rapportent aux règlements des revendications territoriales globales	202 100	...	...	153 061

...	32 830 000	...	(150 000)	32 680 000	Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones	31 466 647	1 213 353	...	35 854 867
...	12 800 000	...	(1 091 377)	11 708 623	Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques	11 708 623	...	...	1 382 471
...	1 850 000	...	(1 850 000)	...	Contributions en vertu du Programme de gestion autochtone de l'habitat dans les régions intérieures	...	...	...	...
...	62 601 000	...	150 000	62 751 000	Contributions en vertu du Programme d'accès aux pêches	27 973 656	34 777 344	...	47 452 125
...	1 535 000	...	...	1 535 000	Contributions en vertu des initiatives pour mentorat en mer et pour la gestion de l'exploitation des pêches	1 187 116	347 884	...	...
...	599 600	...	...	599 600	Contributions en vertu de la convention définitive des Inuvialuits pour la protection de l'exploitation de la faune aux titres des propriétés sur les terres, de la gestion des ressources et du développement économique et social	599 600	...	...	589 500
...	25 300	...	92 230	117 530	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	117 530	...	...	103 612
...	...	...	6 893	6 893	Redistribution des facilitateurs de programme—Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	6 893	...	...	199 150
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	482 176
...	113 405 000	...	(2 842 254)	110 562 746		73 697 456	36 865 290	...	86 691 613
Aquaculture									
...	...	...	20 000	20 000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	20 000	...	...	...
Science (pêche et aquaculture durables)									
...	115 500	...	(59 500)	56 000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	56 000	...	...	152 455
...	350 500	...	...	350 500	Contributions à l'Initiative d'emploi pour les jeunes	...	350 500	...	315 768
...	...	...	250 000	250 000	Contribution à l'appui du Programme de recherche universitaire	250 000	...	...	...
...	...	...	71 365	71 365	Redistribution des facilitateurs de programme—Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	71 365	...	...	...
...	466 000	...	261 865	727 865		377 365	350 500	...	468 223
Gestion des océans									
...	100 000	...	431 698	531 698	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	531 698	...	...	388 736
...	...	...	27 783	27 783	Redistribution des facilitateurs de programme—Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	27 783	...	...	...
...	100 000	...	459 481	559 481		559 481	...	...	388 736

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	1 067 545	1 067 545	Gestion de l'habitat				
...	...	...	96 999	96 999	Contributions en vertu du Programme de gestion autochtone de l'habitat dans les régions intérieures	387 554	679 991	...	294 150
...	...	...	1 164 544	1 164 544	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	96 999	...	...	197 000
...	...	...	...	...	-----	484 553	679 991	...	491 150
...	350 000	...	...	350 000	Science (écosystèmes aquatiques sains et productifs)				
...	...	...	60 000	60 000	Contributions à l'Initiative d'emploi pour les jeunes	...	350 000	...	310 450
...	350 000	...	60 000	410 000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	60 000	...	...	149 887
...	119 071 000	...	60 000	119 131 000	-----	60 000	350 000	...	460 337
...	...	...	60 000	119 131 000	Total—Contributions	80 706 810	38 424 190	...	94 124 592
...	4 575 000	...	876 364	5 451 364	Sommaire du portefeuille ministériel par activité de programme				
...	500 000	...	...	500 000	Garde côtière canadienne	5 447 955	3 409	...	5 073 656
...	221 000	...	31 879	252 879	Ports pour petits bateaux	470 000	30 000	...	815 709
...	113 410 000	...	(2 670 254)	110 739 746	Science (voies navigables sûres et accessibles)	77 879	175 000	...	306 303
...	...	...	20 000	20 000	Gestion des pêches	73 774 618	36 965 128	...	86 716 613
...	614 000	...	122 336	736 336	Aquaculture	20 000	...	...	...
...	100 000	...	470 136	570 136	Science (pêche et aquaculture durables)	379 548	356 788	...	758 188
...	...	...	1 164 544	1 164 544	Gestion des océans	570 136	...	...	388 736
...	365 000	...	84 995	449 995	Gestion de l'habitat	484 553	679 991	...	491 150
...	...	...	...	...	Science (écosystèmes aquatiques sains et productifs)	99 995	350 000	...	460 337
...	119 785 000	...	100 000	119 885 000	-----	81 324 684	38 560 316	...	95 010 692
...	...	...	100 000	119 885 000	Total du portefeuille ministériel	81 324 684	38 560 316	...	95 010 692

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Garde côtière canadienne			
Droits des services maritimes	27 817 700	32 080 187	28 369 376
Droits pour les services de dragage d'entretien basé sur la jauge	4 600 000	4 342 641	4 612 651
Radiotéléphonie de la Garde côtière	75 000	23 185	35 385
Dédutions des employés pour la location de logements	39 300	...	27 192
Droits des services de déglacement	13 824 000	5 818 397	4 783 064
Collège de la Garde côtière canadienne	3 700 000	531 551	1 820 178
Divers	2 000	413 978	720 469
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	50 058 000	43 209 939	40 368 315

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements— ⁽¹⁾		
Prêts consentis aux pêcheurs d'aiglefin	106 821	106 821
Autres revenus de placements	17 756	...
	124 577	106 821
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 383 620	1 952 603
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	2 317 948	1 447 654
	3 701 568	3 400 257
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Frais	2 070	1 040
Licences	44 748 928	46 831 597
Baux huîtres	212 098	205 757
Boette	230	...
Enregistrements des vaisseaux et des pêcheurs	481 153	526 850
Ports pour petites embarcations—		
Postes, amarrage et baux	1 588 721	1 551 632
Licences	17 006	17 184
Autres revenus d'amarrage	5 296	5 709
	47 055 502	49 139 769
Services de nature non réglementaire—		
Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines	326 799	359 609
Divers	976 925	1 074 571
Revenus pouvant être dépensés—		
Revenus tirés d'une activité de crédit net—Facture—		
Collège de la Garde côtière canadienne	1 101 202	2 614 720
Logements pour les employés	7 248	35 017
Services de déglacement	5 493 554	4 800 843
Droits des services maritimes	31 888 431	29 109 761
Droits pour les services de dragage d'entretien basé sur la jauge	4 258 396	4 539 288
Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines	34 544	16 660
Règlement sur les petits bâtiments	...	(1 175)
Télécommunications	188 858	183 795
Divers	275 473	703 820
	44 551 430	43 436 909
Ventes de biens et de produits d'information—		
Produits des ventes de publications	2 062 817	2 184 148
Divers	6 107	12 179
	2 068 924	2 196 327
	93 675 856	94 773 005

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	946 478	1 077 135
Revenus divers—		
Saisies et confiscations	417 028	204 122
Gain de change pour réévaluation en fin d'exercice	43 126	...
Amendes	1 745 175	1 326 919
Divers	9 011 624	3 881 370
	11 216 953	5 412 411
Total du portefeuille ministériel	109 665 432	104 769 629

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 22

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Ressources humaines et Développement social

Ministères—

**Ressources humaines et développement des
compétences**

Développement social

Conseil canadien des relations industrielles

**Société canadienne d'hypothèques et de
logement**

**Tribunal canadien des relations
professionnelles artistes-producteurs**

**Centre canadien d'hygiène et de sécurité au
travail**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme.....	22.2
Sommaire du portefeuille ministériel.....	22.7
Activités de programme.....	22.11
Paiements de transfert.....	22.14
Détail des montants disponibles pour être dépensés....	22.20
Revenus.....	22.21

Ministères—**Ressources humaines et développement des compétences****Résultat stratégique**

Soutien du revenu et transitions dans le marché du travail efficaces et efficaces.

Description des activités de programme*Assurance-emploi*

L'Assurance-emploi offre une aide financière temporaire aux chômeurs canadiens, y compris aux pêcheurs indépendants, pendant qu'ils cherchent un emploi, ainsi qu'aux Canadiens qui doivent s'absenter temporairement du travail parce qu'ils sont malades, attendent un enfant ou accouchent, ou encore parce qu'ils doivent prendre soin d'un nouveau-né ou d'un enfant adopté, ou pour fournir des soins ou offrir un soutien à un membre de leur famille souffrant d'une maladie grave qui risque de causer le décès. L'Assurance-emploi offre également des prestations aux participants à un programme de partage des tâches.

Programmes d'emploi

Les Programmes d'emploi offrent des programmes et des services pour aider les Canadiens, notamment les adultes sans emploi et des groupes cibles tels les jeunes et les Autochtones, à développer leurs compétences professionnelles et pour les encourager à devenir autonomes, à investir dans leur propre intérêt et à s'adapter davantage aux changements sur le marché du travail.

Résultat stratégique

Compétitivité accrue des milieux de travail canadiens grâce à des mesures favorisant l'investissement dans les compétences, de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences.

Description des activités de programme*Lieu de travail*

Lieu de travail appuie la collaboration entre les partenaires de l'industrie et les intervenants afin de dégager, de traiter et de promouvoir les enjeux liés au développement et la reconnaissance de compétences en milieu de travail, qui reflètent la réalité des milieux de travail canadiens dans un marché du travail en constante évolution. Lieu de travail élabore et diffuse également des connaissances et des renseignements aux plans local, régional et national qui sont essentiels pour appuyer et contribuer à un marché du travail efficace.

Résultat stratégique

Grâce à l'accès à l'apprentissage, les Canadiens peuvent participer pleinement à la vie économique fondée sur le savoir et à la société.

Description des activités de programme*Apprentissage*

Afin d'aider les Canadiens à acquérir l'éducation et les compétences nécessaires pour pouvoir participer davantage à la vie économique fondée sur le savoir et à la société, la direction de l'apprentissage vise à favoriser l'établissement d'une culture de l'apprentissage continu et un accès accru aux occasions d'apprentissage. À cette fin, elle :

- facilite l'accès aux études postsecondaires et à d'autres possibilités de formation pour les adultes;
- renforce la capacité des principaux intervenants d'exécuter des programmes et de fournir des services liés à l'apprentissage; et
- sensibilise le public à l'importance de l'apprentissage continu et aux enjeux connexes.

Les programmes suivants sont exécutés en collaboration avec les provinces, les territoires, les établissements d'enseignement, les organismes communautaires et d'autres intervenants clés : le Programme canadien de prêts aux étudiants, les Subventions canadiennes pour études, la Subvention canadienne pour l'épargne-études, les Bons d'études canadiens, le Secrétariat national à l'alphabétisation, le Programme des initiatives d'apprentissage, l'Initiative mobilité académique internationale et le Bureau des technologies d'apprentissage.

Résultat stratégique

Milieux de travail sécuritaires, sains, équitables, stables et productifs où règne la coopération.

Description des activités de programme*Travail*

Le programme du travail a un mandat de compétence fédérale qui est de nature législative et qui vise les secteurs d'activité relevant de la compétence du Parlement pour les questions du travail. Le Programme a aussi un mandat national, qui n'est pas fondé sur la législation, car il est responsable d'assurer le leadership dans la coordination entre les administrations fédérale et provinciales en matière de travail, de dégager les enjeux relatifs au milieu de travail qui touchent tous les travailleurs et toutes les administrations ainsi que de la tenue d'un fonds de renseignements national dans le domaine du travail. Le Programme du travail a aussi un mandat international puisqu'il s'occupe des affaires internationales du travail pour le Canada, un domaine dont l'importance croît rapidement à l'ère de la mondialisation, et des négociations commerciales. En vertu de son mandat d'administration fédérale des lois du travail, le programme s'occupe de la structure de réglementation régissant les relations de travail dans les secteurs relevant de la compétence fédérale. La compétence fédérale comprend des industries d'une importance vitale à l'infrastructure économique canadienne, notamment les transports, les communications et les banques.

Résultat stratégique

Capacité accrue des collectivités de contribuer à la réduction de l'itinérance.

Description des activités de programme

Sans-abri

L'Initiative nationale pour les sans-abri aide les collectivités grâce à des partenariats à mettre en œuvre des mesures qui soutiennent les personnes et les familles sans-abri à devenir autonomes, à s'engager activement dans la société et à contribuer à l'économie.

Résultat stratégique

Prestation de services continue, intégrée et à mode multiple, assurant la satisfaction de la clientèle.

Description des activités de programme

Soutien à la prestation des services et au versement des prestations

Le réseau régional de prestation de services en personne offre le service direct aux clients au nom de Ressources humaines et Développement social. Cette activité comprend également le soutien en matière de politiques et de communication.

Développement social

Résultat stratégique

Un Canada où la qualité de vie des aînés et leur inclusion sont améliorées et où la pauvreté est réduite au moyen de pensions, de prestations et de mesures de soutien gouvernementales durables.

Description des activités de programme

Soutien du revenu

Assurer un revenu de base aux personnes âgées admissibles, ainsi qu'aux survivants et aux enfants de cotisants décédés au moyen de pensions, de prestations et de mesures de soutien gouvernementales durables; élaborer des politiques et des programmes; entreprendre des recherches fondées sur des données probantes et diffuser des connaissances pour faire progresser ce résultat stratégique.

Résultat stratégique

Un Canada où la participation sociale et économique des personnes handicapées est rehaussée.

Description des activités de programme

Inclusion et participation

Promouvoir la participation des personnes handicapées au travail et à l'apprentissage dans leur collectivité en assurant la sécurité du revenu, en ciblant des politiques et des programmes en matière d'invalidité ainsi que le développement de connaissances et en réunissant des partenaires clés, des intervenants et d'autres ordres de gouvernement pour atteindre des objectifs communs en matière de programmes et de politiques.

Résultat stratégique

Un Canada où des collectivités dynamiques et inclusives répondent aux besoins de la population en matière de développement social.

Description des activités de programme

Collectivités dynamiques

Renforcer la capacité des organismes bénévoles et sans but lucratif du Canada qui aident les personnes dans leur collectivité (personnes âgées et handicapées, enfants et

leur famille et autres groupes vulnérables ou exclus) à participer aux activités sociales, à mener une vie active et à contribuer à leur collectivité, au moyen de subventions, de contributions et de financement du Ministère et leur offrir un soutien à cet égard.

Résultat stratégique

Un Canada où les capacités des particuliers, des enfants, des familles et des collectivités sont renforcées afin de promouvoir l'inclusion sociale, la participation et le bien-être.

Description des activités de programme

Investissements dans les enfants et les familles

Exercer un leadership et assurer un soutien du revenu pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants ainsi que pour les familles à faible revenu en travaillant de concert avec les provinces, les territoires, les autres ministères fédéraux et les experts communautaires par la négociation et l'établissement d'ententes FPT, la mise en commun d'information relative aux meilleures pratiques, à la recherche, au développement et à l'évaluation des connaissances.

Résultat stratégique

Un Canada où la prestation des services est axée sur les besoins des citoyens.

Description des activités de programme

Innovation en matière de services

Exécuter un service continu axé sur les besoins des citoyens qui soit intégré, facile d'accès et d'utilisation, adapté aux circonstances de chacun, efficace et durable. Améliorer l'intégrité des programmes en recherchant la confiance du public et en veillant à ce que le bon client reçoive le bon service ou la bonne prestation au bon moment et pour la bonne raison.

Gestion à l'échelle de l'organisation

Le financement pour la Gestion à l'échelle de l'organisation se trouve sous la rubrique Innovation en matière de services. La Gestion à l'échelle de l'organisation ne fera pas l'objet d'une rubrique distincte dans le prochain Budget principal des dépenses.

Conseil canadien des relations industrielles**Résultat stratégique**

Un climat de relations de travail harmonieux dans les secteurs d'activité relevant de la compétence fédérale par le règlement approprié et efficace de questions ou de différends liés aux relations de travail.

Description des activités de programme

Application et interprétation de la Partie I (Relations de travail) et de certaines dispositions de la Partie II (Santé et sécurité au travail) du Code canadien du travail

Exercer des pouvoirs légaux au chapitre des droits de négociation et de leur structuration; faire des enquêtes et régler, par voie de médiation et d'arbitrage, les plaintes alléguant qu'il y a eu violation des dispositions du Code canadien du travail; interpréter les dispositions portant sur les changements technologiques qui influent sur les conditions de travail et la sécurité des employés et ordonner les mesures de redressement qui s'imposent; exercer le pouvoir de rendre des ordonnances de ne pas faire de grèves ou de lock-out illégaux; réviser, lorsqu'il en est saisi, les décisions qui portent sur la sécurité; régler les modalités d'une première convention collective; donner des conseils et faire des recommandations en ce qui concerne les pouvoirs légaux du Conseil; pourvoir des services administratifs nécessaires à ces activités.

Communication/information

Assurer la bonne marche de toutes les activités relatives à la préparation de l'information et à sa diffusion à l'interne et auprès du grand public de même que des activités liées aux consultations réalisées avec les partenaires du Conseil canadien des relations industrielles.

Société canadienne d'hypothèques et de logement**Résultat stratégique**

Une diversité de logements abordables pour les Canadiens et Canadiennes.

Description des activités de programme*Programmes d'aide au logement*

Dans le cadre des ententes de longue durée, l'aide financière est accordée à des personnes ou groupes pour gérer des logements, dans les réserves et hors réserves, qui sont abordables, de taille et de qualité convenables pour les ménages canadiens à revenu faible et modeste.

Cette activité de programme vise aussi les sommes versées aux provinces et territoires en application des accords de transfert en matière de logement social. Les provinces et les territoires qui signent une nouvelle entente de logement social avec le gouvernement du Canada doivent respecter les principes nationaux et le cadre de responsabilités garantissant que les subventions fédérales servent au logement des ménages à faible revenu.

Cette activité de programme englobe aussi les sommes versées en vertu de l'Initiative en matière de logement abordable. Le but de cette initiative est d'accroître l'offre de logements abordables pour les ménages à revenu faible et modeste. Les provinces et territoires administrent les programmes financés dans le cadre de cette initiative.

Recherche et diffusion de l'information visant à favoriser l'accès à une diversité de logements abordables

Il y a des segments de la population canadienne qui ont des besoins particuliers de logement, notamment, les Autochtones, les sans-abri, les personnes à faible revenu, les nouveaux arrivants, les personnes handicapées, les personnes seules et les aînés. Le travail relevant de ce thème se concentrera sur l'étude plus approfondie des questions liées à des segments donnés de la population qui ont des besoins particuliers de logement et sur l'exploration des options, des solutions et des stratégies visant à améliorer les conditions de vie et l'accès à des logements abordables. Elle portera aussi sur les questions et les solutions relatives au parc de logement social actuel, ainsi que sur les choix de logement s'offrant à tous les Canadiens et Canadiennes.

Résultat stratégique

Des conditions de logement et de vie de qualité pour les Canadiens et Canadiennes.

Description des activités de programme*Programmes de réparation et d'amélioration des habitations*

Le programme d'aide à la remise en état des logements de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) contribue à faire en sorte que le logement occupé par des propriétaires, des locataires et des personnes handicapées à faible revenu soit conforme aux normes fondamentales de salubrité, de sécurité et de mobilité. Il facilite aussi la conversion de bâtiments non résidentiels à des fins résidentielles. Les programmes de réparation et d'amélioration des habitations englobent aussi le Programme de réparation d'urgence, qui offre de l'aide financière aux ménages canadiens à faible revenu dans les régions rurales pour leur permettre d'effectuer des réparations d'urgence à leur maison, et le programme Logements adaptés : aînés autonomes, qui offre de l'aide financière aux aînés à faible revenu pour leur permettre

d'apporter des adaptations mineures à leur logement. Le Programme d'amélioration des maisons d'hébergement offre de l'aide financière pour permettre de remettre en état, de réparer, d'améliorer ou de construire des maisons d'hébergement à l'intention des victimes de violence familiale.

Développement du potentiel des Autochtones

Ce programme facilite l'acquisition de connaissances, compétences, formation et ressources qui permettront aux Autochtones de progresser vers l'atteinte de l'autonomie dans le domaine de l'habitation et de prendre davantage de responsabilités dans le fonctionnement de leur collectivité. On fournit une aide aux Autochtones, aux organismes de logement et à des fournisseurs individuels de logements afin qu'ils acquièrent les compétences et les connaissances leur permettant de concevoir, construire, inspecter et gérer des logements dans les réserves et hors réserves.

Recherche et diffusion d'information visant l'amélioration des conditions de logement et de vie

De nombreux facteurs contribuent au développement des collectivités, y compris la forme physique de l'environnement, l'activité économique et l'interaction sociale des citoyens qui les composent. La recherche sur ce thème se concentre sur le rôle du logement comme élément contribuant au bien-être communautaire, sur la détermination de démarches et de solutions novatrices menant à des collectivités plus durables et saines et sur les moyens d'aider à faire la démonstration de ces démarches dans les collectivités de toutes les régions du Canada.

La qualité du parc de logement se reflète dans sa durabilité, dans l'offre de logements sûrs et salubres et dans la satisfaction des occupants. Ce thème vise à trouver des solutions de nature énergétique et environnementale aux problèmes de durabilité des bâtiments résidentiels. Des recherches sont entreprises pour réduire la consom-

tion d'eau en milieu résidentiel, garantir la qualité de cette ressource et amoindrir les répercussions des désastres. Les problèmes techniques propres aux logements des régions éloignées et nordiques font aussi l'objet d'études.

Résultat stratégique

Un marché du logement concurrentiel et un secteur de l'habitation solide.

Description des activités de programme

Recherches et analyses sur les marchés de l'habitation au Canada

La SCHL recueille, analyse et diffuse des données sur les marchés de l'habitation afin de favoriser la prise de décisions éclairées dans le domaine du logement par des clients du secteur de l'habitation, le public et la SCHL. Ceci comprend la diffusion des données sur les marchés du logement, des analyses et prévisions par voie de publications, de séminaires, de tables rondes et les services de données sur commande. Pour répondre aux besoins des clients, la SCHL réalise plusieurs enquêtes, dont les mises en chantier et achèvements, les logements écoulés sur le marché, les logements locatifs, les approbations hypothécaires, et les intentions des consommateurs d'acheter ou de rénover un logement.

Activités internationales

En soutenant le secteur de l'habitation, on en favorise davantage la prospérité, ce qui permet aux entreprises canadiennes de saisir des débouchés à l'étranger et de diversifier leurs marchés d'exportation. La SCHL s'efforcera d'accroître les exportations dans le domaine de l'habitation en aidant les entreprises à prendre de l'expansion sur des marchés prometteurs, mettra en contact des clients clés canadiens avec des acheteurs étrangers potentiels qui ont été présélectionnés, aidera à faire connaître et reconnaître les méthodes canadiennes en

matière d'habitation, appuiera les délégations étrangères qui veulent obtenir de l'information sur le système de logement canadien, et fournira de l'aide aux économies émergentes en matière d'évaluation et d'amélioration du cadre de vie.

Recherche et diffusion d'information visant à favoriser la concurrence et la prospérité du secteur de l'habitation

Lorsque le secteur de l'habitation fonctionne bien, le marché peut être le principal moyen pour répondre aux besoins de logement de la société. La recherche portant sur ce thème vise à communiquer au secteur de l'habitation, aux gouvernements et aux intervenants du logement social des tendances et des analyses opportunes et pertinentes concernant les ménages, le logement et les conditions du marché, ainsi que les indicateurs de contrôle connexes. Cette information est nécessaire à une prise de décision éclairée et proactive en cette période d'évolution de la situation pour les ménages et les marchés du logement. Le travail englobera l'exploration des répercussions des tendances socioéconomiques et démographiques sur les consommateurs et les marchés de l'habitation, l'évaluation de leur effet sur l'abordabilité, la qualité des logements et les choix de logements, la détermination et l'obtention de données provenant d'un éventail de sources et l'élaboration d'indicateurs et de mesures choisis avec soin pour l'interprétation des données acquises.

Planification d'urgence

La SCHL met en place des plans de reprise des activités et les soumet à des essais afin de s'assurer qu'elle peut reprendre, efficacement et rapidement, ses activités normales après une interruption ayant des répercussions sur ses activités et sur ses engagements envers les parties prenantes, en mettant l'accent en premier lieu sur les fonctions commerciales indispensables à la mission.

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Résultat stratégique

Relations professionnelles constructives entre les artistes et les producteurs qui relèvent de la compétence du Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs.

Description des activités de programme

Traitement des dossiers

Traitement des demandes d'accréditation et d'annulation de l'accréditation, de réexamen, de décision ou de déclaration, d'autorisation de poursuivre ainsi que des plaintes de pratiques déloyales.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Résultat stratégique

Les Canadiens bénéficieront d'une information impartiale sur la santé et la sécurité au travail et de services visant la prévention des maladies et des accidents professionnels.

Description des activités de programme

Élaboration de l'information sur la santé et la sécurité au travail, prestations de services et collaboration tripartite

Ce programme a pour objet de dispenser des renseignements gratuits sur la santé et la sécurité au travail afin d'aider les Canadiens dans leurs efforts d'améliorer la santé et la sécurité dans leur milieu de travail. Les particuliers reçoivent de l'information au moyen d'un service

gratuit et impartial dispensé par téléphone, courriel, télécopieur, courrier ou en personne. Ils ont aussi accès à une vaste gamme de ressources électroniques et de documents imprimés pour appuyer leurs besoins en information sur la santé et la sécurité. Il se peut que certains de ces produits et services soient offerts sur une base de recouvrement des coûts et qu'ils soient appuyés par les contributions financières des divers intervenants.

Élaboration de l'information sur la santé et la sécurité au travail

En préparant des outils d'information sur la santé et la sécurité, le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail (CCHST) recueille, traite, analyse, évalue, crée et publie des documents d'information qui font autorité en matière de santé et de sécurité au travail pour le bénéfice de tous les travailleurs canadiens. Cette information est utilisée pour les activités de sensibilisation et de formation, la recherche, l'élaboration de politiques et de meilleures pratiques, l'amélioration des programmes de santé et de sécurité, l'observation des règlements et l'usage personnel. Divers niveaux de service sont disponibles, allant de produits et services gratuits, à des produits et services en vente. Lorsque le produit ou service du CCHST est dispensé à des clients externes distincts et qu'il comporte des avantages auxquels le contribuable moyen n'a pas accès, des frais d'utilisation seront imposés.

Consultation-collaboration intergouvernementale et patronale-syndicale

Le CCHST encourage et facilite la consultation et la collaboration entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi que la participation des syndicats, des gestionnaires et d'autres intervenants dans l'établissement et le maintien de nor-

mes élevées et d'initiatives sur la santé et la sécurité au travail dans le contexte canadien. Le partage des ressources mène à l'élaboration coordonnée de programmes, de produits et de services uniques qui sont bénéfiques pour tous. Les projets réalisés en collaboration sont généralement appuyés par des contributions financières et non financières aux programmes par les intervenants et ont pour effet de faire progresser les initiatives de santé et de sécurité.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	266 045 000	...	...	266 045 000	1				
...	...	...	48 655 000	48 655 000					
...	266 045 000	...	48 655 000	314 700 000					
...	839 664 000	...	...	839 664 000	5				
...	...	...	5 000 000	5 000 000					
...	...	...	312 901	312 901					
...	839 664 000	...	5 312 901	844 976 901					
...	69 970	...	(7 659)	62 311	(S)	62 311	...	...	54 728
...	69 970	...	1 492	71 462	(S)	71 462	...	...	69 722
...	263 800 000	...	10 015 640	273 815 640	(S)	273 815 640	...	...	261 800 080
...	100 000	...	4 624	104 624	(S)	104 624	...	...	207 854
...	11 700 000	...	(39 376 323)	(27 676 323)	(S)	(27 676 323)	...	...	(24 107 626)
...	70 600 000	...	(518 716)	70 081 284	(S)	70 081 284	...	...	86 008 421
...	83 000 000	...	46 715 088	129 715 088	(S)	129 715 088	...	...	64 446 518
...	430 000 000	...	(334 420 514)	95 579 486	(S)	95 579 486	...	...	425 971 304
...	35 000	...	(22 093)	12 907	(S)	12 907	...	...	14 154

Ministères—⁽²⁾

Ressources humaines et développement des compétences

Dépenses de fonctionnement

Mandats spéciaux du gouverneur général

Total—Crédit 1

Subventions et contributions

Mandats spéciaux du gouverneur général

Virement du CT, crédit 5⁽¹⁾

Total—Crédit 5

(S) Ministre des Ressources humaines et développement des compétences—Traitement et allocation pour automobile

(S) Ministre du Travail—Traitement et allocation pour automobile

(S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*

(S) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*

(S) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*

(S) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*

(S) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*

(S) Subventions aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au profit des bénéficiaires nommés par ces REEE, selon les termes du règlement sur les subventions canadiennes pour l'épargne-études de la *Loi sur le ministère des ressources humaines*

(S) Prestations de retraite supplémentaires—Pensions pour les agents des rentes sur l'État

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice		Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	22 000	...	(22 000)	...	(S) Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux modalités prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie et de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région	...	...	...	819
...	145 000	...	(145 000)	...	(S) Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	...	...	...	115 297
...	51 000 000	...	5 929 101	56 929 101	(S) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (<i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>) et à des marins marchands (<i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i>)	56 929 101	...	...	45 138 279
...	170 255 000	...	(2 197 511)	168 057 489	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	168 057 489	...	...	118 410 416
31 640	...	...	187 628	219 268	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	126 320	...	92 948	18 404
...	...	...	366 901 278	366 901 278	(S) Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	366 901 278	...	...	...
...	...	...	2 235 675	2 235 675	(S) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	2 235 675	...	...	...
...	...	...	827	827	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	827	...	...	186 275
31 640	2 186 505 940	...	109 249 438	2 295 787 018	Total budgétaire	2 210 239 669	85 454 401	92 948	1 876 010 475	
...	1 040 800 000	...	290 500 043	1 331 300 043	(S) (L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (Brut)	1 331 300 043	...	...	1 215 696 907
31 640	2 186 505 940	...	109 249 438	2 295 787 018	Total des Ressources humaines et développement des compétences—	2 210 239 669	85 454 401	92 948	1 876 010 475	
...	1 040 800 000	...	290 500 043	1 331 300 043	Budgétaire	2 210 239 669	85 454 401	92 948	1 876 010 475	
					Non budgétaire	1 331 300 043	...	...	1 215 696 907

...	244 014 000	...	...	244 014 000	1	Développement social					
...	...	...	28 999 162	28 999 162		Dépenses de fonctionnement					
...	...	...	360 000	360 000		Mandats spéciaux du gouverneur général					
...	244 014 000	...	29 359 162	273 373 162		Virement du CT, crédit 10 ⁽¹⁾					
...	244 014 000	...	29 359 162	273 373 162		Total—Crédit 1	239 298 434	34 074 728	...	293 320 606	
...	280 767 000	...	...	280 767 000	5	Subventions et contributions					
...	...	...	2 300 000	2 300 000		Mandats spéciaux du gouverneur général					
...	...	...	9 900 000	9 900 000		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾					
...	280 767 000	...	12 200 000	292 967 000		Total—Crédit 5	289 467 643	3 499 357	...	270 036 941	
...	69 970	...	(9 334)	60 636	(S)	Ministre du Développement des ressources humaines— Traitement et allocation pour automobile	60 636	...	...	71 971	
...	22 209 000 000	...	(165 276 421)	22 043 723 579	(S)	Versements de la sécurité de la vieillesse (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>)	22 043 723 579 ⁽³⁾	21 364 042 287 ⁽³⁾	
...	6 233 000 000	...	243 538 686	6 476 538 686	(S)	Versements du supplément de revenu garanti (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>)	6 476 538 686 ⁽³⁾	6 038 155 037 ⁽³⁾	
...	451 000 000	...	21 061 796	472 061 796	(S)	Versements d'allocations (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>)	472 061 796 ⁽³⁾	468 783 309 ⁽³⁾	
...	19 400 000	...	(5 822 557)	13 577 443	(S)	Paiements aux agences privées de recouvrement aux termes de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	13 577 443	...	...	14 777 165	
...	62 477 000	...	11 095 943	73 572 943	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	73 572 943	...	...	110 680 456	
238 960	...	...	273 514	512 474	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	198 587	40 373	273 514	100 148	
...	...	...	1 190	1 190	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	1 190	...	...	1 504	
...	...	...	210 454 875	210 454 875	(S)	Prestation liée au coût de l'énergie	210 454 875	...	...	...
238 960	29 499 727 970	...	356 876 854	29 856 843 784		Total du Développement social—Budgétaire	29 818 955 812	37 614 458	273 514	28 559 969 424	
270 600	31 686 233 910	...	466 126 292	32 152 630 802		Total des ministères— Budgétaire	32 029 195 481	123 068 859	366 462	30 435 979 899	
...	1 040 800 000	...	290 500 043	1 331 300 043		Non budgétaire	1 331 300 043	...	...	1 215 696 907	
...	10 344 000	...	...	10 344 000	10	Conseil canadien des relations industrielles					
...	...	...	690 000	690 000		Dépenses du programme					
...	10 344 000	...	690 000	11 034 000		Mandats spéciaux du gouverneur général					
...	1 562 000	...	(176 266)	1 385 734	(S)	Total—Crédit 10	10 901 210	132 790	...	11 098 931	
371	...	...	187	558	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 385 734	...	...	1 340 322	
371	11 906 000	...	513 921	12 420 292		Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	371	187	...	
						Total de l'organisme—Budgétaire	12 286 944	133 161	187	12 439 253	

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice			Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$		
							Société canadienne d'hypothèques et de logement				
...	2 224 712 000	...	...	2 224 712 000	15		Dépenses de fonctionnement	2 119 279 149	105 432 851	...	2 073 942 293
...	(199 622 000)	...	...	(199 622 000)	(S)		(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (Brut)	(199 621 500)	(500)	...	(190 181 234)
...	2 224 712 000	...	...	2 224 712 000			Total de l'organisme—	2 119 279 149	105 432 851	...	2 073 942 293
...	(199 622 000)	...	...	(199 622 000)			Budgétaire	(199 621 500)	(500)	...	(190 181 234)
							Non budgétaire				
							Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
...	1 665 000	...	...	1 665 000	20		Dépenses du programme	957 264	707 736	...	1 255 259
...	162 000	...	(33 120)	128 880	(S)		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	128 880	...	...	175 000
...	1 827 000	...	(33 120)	1 793 880			Total de l'organisme—Budgétaire	1 086 144	707 736	...	1 430 259
							Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
...	3 498 000	...	...	3 498 000	25		Dépenses du programme				
...	...	...	50 029	50 029			Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	3 498 000	...	50 029	3 548 029			Total—Crédit 25	3 482 785	65 244	...	4 369 207
...	1 042 000	...	(23 386)	1 018 614	(S)		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 018 614	...	...	...
...	4 540 000	...	26 643	4 566 643			Total de l'organisme—Budgétaire	4 501 399	65 244	...	4 369 207
							Total du portefeuille ministériel—				
270 971	33 929 218 910	...	466 633 736	34 396 123 617			Budgétaire	34 166 349 117	229 407 851	366 649	32 528 160 911⁽²⁾
...	841 178 000	...	290 500 043	1 131 678 043			Non budgétaire	1 131 678 543	(500)	...	1 025 515 673⁽²⁾

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, Développement des ressources humaines (Développement social) et Ressources humaines et Développement des compétences ont été regroupés sous Ressources humaines et Développement social et, le Conseil canadien des relations industrielles, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs et le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail sont maintenant présentés sous ce portefeuille ministériel. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés à 32 528 160 911 \$ (budgétaire) et 1 025 515 673 \$ (non-budgétaire).

⁽³⁾ Les répartitions des prestations versées en vertu de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministères—⁽¹⁾												
Ressources humaines et développement des compétences												
Assurance-emploi	844 033 488	838 119 044	...	...	...	...	754 147 026	749 097 000	...	...	89 886 462	89 022 044
Programmes d'emploi	417 133 769	409 728 086	...	...	521 231 261	519 181 021	328 701 482	322 700 925	...	...	609 663 548	606 208 182
Lieu de travail	96 877 846	86 882 204	...	...	37 558 000	33 770 893	69 065 365	60 015 000	...	...	65 370 481	60 638 097
Apprentissage—												
Budgétaire	135 802 246	127 371 398	...	...	883 347 436	882 374 978	7 435 584	1 436 000	...	...	1 011 714 098	1 008 310 376
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	1 331 300 043	1 331 300 043	1 331 300 043	1 331 300 043
Travail	218 934 461	218 386 443	...	...	3 856 840	3 450 304	77 221 094	77 221 094	...	...	145 570 207	144 615 653
Sans-abri	34 161 754	31 738 420	...	...	177 463 165	140 254 988	...	...	...	...	211 624 919	171 993 408
Soutien à la prestation des services et au versement des prestations	293 248 940	277 670 395	...	...	69 631 475	41 905 514	200 923 112	190 124 000	...	...	161 957 303	129 451 909
Sous-total—												
Budgétaire	2 040 192 504	1 989 895 990	...	...	1 693 088 177	1 620 937 698	1 437 493 663	1 400 594 019	...	...	2 295 787 018	2 210 239 669
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	1 331 300 043	1 331 300 043	1 331 300 043	1 331 300 043
Revenus affectés aux dépenses	(1 437 493 663)	(1 400 594 019)	...	...	...	...	(1 437 493 663)	(1 400 594 019)	...	...	...	...
Total des Ressources humaines et développement des compétences—												
Budgétaire	602 698 841	589 301 971	...	...	1 693 088 177	1 620 937 698	...	...	...	...	2 295 787 018	2 210 239 669
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	1 331 300 043	1 331 300 043	1 331 300 043	1 331 300 043
Développement social												
Soutien du revenu	376 577 411	354 265 174	...	...	29 202 778 936	29 202 778 936	128 637 738	126 180 000	...	...	29 450 718 609	29 430 864 110
Inclusion et participation	125 594 239	114 451 452	...	...	245 154 000	243 386 390	75 490 174	68 490 000	...	...	295 258 065	289 347 842
Collectivités dynamiques	27 698 195	21 383 035	...	...	47 813 000	46 081 253	...	...	...	...	75 511 195	67 464 288
Investissements dans les enfants et les familles	4 646 491	2 356 685	...	...	...	...	...	...	...	...	4 646 491	2 356 685
Innovation en matière de services	138 775 612	129 280 887	...	...	...	...	108 066 188	100 358 000	...	...	30 709 424	28 922 887
Sous-total	673 291 948	621 737 233	...	...	29 495 745 936	29 492 246 579	312 194 100	295 028 000	...	...	29 856 843 784	29 818 955 812
Revenus affectés aux dépenses	(312 194 100)	(295 028 000)	...	...	...	...	(312 194 100)	(295 028 000)	...	...	...	...
Total du Développement social—												
Budgétaire	361 097 848	326 709 233	...	...	29 495 745 936	29 492 246 579	...	...	...	...	29 856 843 784	29 818 955 812
Total des ministères—												
Budgétaire	963 796 689	916 011 204	...	...	31 188 834 113	31 113 184 277	...	...	...	...	32 152 630 802	32 029 195 481
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	1 331 300 043	1 331 300 043	1 331 300 043	1 331 300 043

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Conseil canadien des relations industrielles												
Application et interprétation de la Partie I (Relations de travail) et de certaines dispositions de la Partie II (Santé et sécurité au travail) du Code canadien du travail	12 420 292	12 286 944	...	...	...	...	...	...	...	...	12 420 292	12 286 944
Total de l'organisme—Budgétaire	12 420 292	12 286 944	...	...	...	...	...	...	...	...	12 420 292	12 286 944
Société canadienne d'hypothèques et de logement												
Programme d'aide au logement—												
Budgétaire	1 970 283 000	1 920 667 746	...	...	...	...	...	...	...	...	1 970 283 000	1 920 667 746
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	(199 622 000)	(199 621 500)	(199 622 000)	(199 621 500)
Recherche et diffusion de l'information visant à favoriser l'accès à une diversité de logements abordables	5 341 000	7 249 807	...	...	...	...	...	...	...	...	5 341 000	7 249 807
Programmes de réparation et d'amélioration des habitations	187 288 000	134 406 262	...	...	...	...	...	...	...	...	187 288 000	134 406 262
Développement du potentiel des Autochtones	7 700 000	7 398 090	...	...	...	...	...	...	...	...	7 700 000	7 398 090
Recherche et diffusion d'information visant l'amélioration des conditions de logement et de vie	16 204 000	20 488 166	...	...	...	...	...	...	...	...	16 204 000	20 488 166
Recherches et analyses sur les marchés de l'habitation au Canada	18 006 000	5 894 037	...	...	...	...	...	...	...	...	18 006 000	5 894 037
Activités internationales	9 708 000	10 373 982	...	...	...	...	...	...	...	...	9 708 000	10 373 982
Recherche et diffusion d'information visant à favoriser la concurrence et la prospérité du secteur de l'habitation	9 828 000	12 407 664	...	...	...	...	...	...	...	...	9 828 000	12 407 664
Planification d'urgence	354 000	393 395	...	...	...	...	...	...	...	...	354 000	393 395
Total de l'organisme—												
Budgétaire	2 224 712 000	2 119 279 149	...	...	...	...	...	...	...	...	2 224 712 000	2 119 279 149
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	(199 622 000)	(199 621 500)	(199 622 000)	(199 621 500)

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Traitement des dossiers	1 793 880	1 086 144	...	...	...	...	...	...	...	...	1 793 880	1 086 144
Total de l'organisme—Budgétaire	1 793 880	1 086 144	...	...	...	...	...	...	...	...	1 793 880	1 086 144

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Élaboration de l'information sur la santé et la sécurité au travail, prestations de services et collaboration tripartite	8 866 643	8 331 877	...	...	...	...	4 300 000	3 830 478	...	...	4 566 643	4 501 399
Revenus affectés aux dépenses	(4 300 000)	(3 830 478)	...	...	...	...	(4 300 000)	(3 830 478)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	4 566 643	4 501 399	...	...	...	...	...	...	...	...	4 566 643	4 501 399

Total du portefeuille ministériel—

Budgétaire	3 207 289 504	3 053 164 840	...	...	31 188 834 113	31 113 184 277	...	...	...	...	34 396 123 617	34 166 349 117
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 131 678 043	1 131 678 543	1 131 678 543

(1) Au cours de l'exercice, Développement des ressources humaines (Développement social) et Ressources humaines et Développement des compétences ont été regroupés sous Ressources humaines et Développement social et, le Conseil canadien des relations industrielles, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs et le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail sont maintenant présentés sous ce portefeuille ministériel.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministères—⁽¹⁾									
Ressources humaines et développement des compétences									
Subventions									
Assurance-emploi									
...	145 000	...	(145 000)	...	(S) Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	...	...	...	115 297

Programmes d'emploi									
...	200 000	...	...	200 000	Subventions aux particuliers, aux organisations et aux sociétés en vue d'aider les particuliers à améliorer leur aptitude au travail et de promouvoir les possibilités d'emploi en favorisant la création d'entreprises à l'échelle locale	4 500	195 500	...	90 850
...	300 000	...	...	300 000	Subventions désignées à l'Organisation de coopération et de développement économiques	290 429	9 571	...	191 124
...	500 000	...	...	500 000		294 929	205 071	...	281 974

Apprentissage									
...	28 400 000	...	(4 628 616)	23 771 384	Subventions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions d'enseignement postsecondaire ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabétisation	22 798 926	972 458	...	26 425 021
...	430 000 000	...	(334 420 514)	95 579 486	(S) Subventions aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au profit des bénéficiaires nommés par ces REEE, selon les termes du règlement sur les subventions canadiennes pour l'épargne-études de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i>	95 579 486	...	...	425 971 304
...	22 000	...	(22 000)	...	(S) Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux modalités prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie et de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région	...	...	...	819
...	83 000 000	...	46 715 088	129 715 088	(S) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	129 715 088	...	...	64 446 518
...	...	...	366 901 278	366 901 278	(S) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	366 901 278	...	...	...

...	...	...	2 235 675	2 235 675	(S) Paiements de Bons d'étude canadiens aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation post-secondaire des enfants de familles à faible revenu	2 235 675	...	...	...
...	541 422 000	...	76 780 911	618 202 911		617 230 453	972 458	...	516 843 662
Travail									
...	19 000	...	...	19 000	Prévention des incendies du Canada	19 000	...	...	19 000
...	15 000	...	...	15 000	Appui aux activités qui contribuent aux objectifs du Programme de sécurité et de santé au travail	15 000	...	...	15 000
...	12 000	...	...	12 000	Appui aux organismes responsables de l'élaboration des normes	9 720	2 280	...	12 000
...	7 000	...	...	7 000	Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies	7 000	...	...	7 000
...	1 000 000	...	...	1 000 000	Subventions à des institutions internationales dans le domaine du travail pour s'occuper des répercussions de la mondialisation sur le travail	1 000 000	...	...	852 250
...	900 000	...	...	900 000	Subventions à des organisations nationales et internationales pour l'aide technique et la coopération internationale dans le domaine du travail	900 000	...	...	653 910
...	5 000	...	(1 160)	3 840	(S) Paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands	3 840	...	...	3 065
...	1 958 000	...	(1 160)	1 956 840		1 954 560	2 280	...	1 562 225
Sans-abri									
...	1 712 000	...	312 901	2 024 901	Subventions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	927 424	1 097 477	...	600 099
...	545 737 000	...	76 947 652	622 684 652	Total—Subventions	620 407 366	2 277 286	...	519 403 257
Contributions									
Programmes d'emploi									
...	503 582 000	...	5 149 261	508 731 261	Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	507 001 290	1 729 971	...	470 194 272
...	...	...	12 000 000	12 000 000	Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de langue officielle	11 884 802	115 198	...	7 003 387
...	503 582 000	...	17 149 261	520 731 261		518 886 092	1 845 169	...	477 197 659

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Lieu de travail	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	40 332 000	...	(2 774 000)	37 558 000	Contributions aux conseils sectoriels, aux conseils intersectoriels, consortiums nationaux, gouvernements provinciaux/territoriaux, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, établissements de santé publics, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps et associations spéciales afin de soutenir le développement et l'amélioration des processus et outils d'évaluation et de reconnaissance des titres de compétence étrangers	33 770 893	3 787 107	...	1 400 904
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	15 396 900
...	40 332 000	...	(2 774 000)	37 558 000		33 770 893	3 787 107	...	16 797 804
Apprentissage									
...	3 900 000	...	1 500 210	5 400 210	Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	5 400 210	...	...	5 706 633
...	1 226 000	...	4 842 406	6 068 406	Contributions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions postsecondaires ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabétisation	6 068 406	...	...	3 720 923
...	100 000	...	4 624	104 624	(S) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	104 624	...	...	207 854
...	11 700 000	...	(39 376 323)	(27 676 323)	(S) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(27 676 323)	...	...	(24 107 626)
...	70 600 000	...	(518 716)	70 081 284	(S) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	70 081 284	...	...	86 008 421
...	187 800 000	...	23 366 324	211 166 324	(S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	211 166 324	...	...	206 117 162
...	275 326 000	...	(10 181 475)	265 144 525		265 144 525	...	...	277 653 367

					Travail				
					Contributions à des organisations canadiennes d'employeurs, de travailleurs ou d'organismes à but non lucratif, pour le dialogue social et les activités de coopération du Canada liées aux initiatives internationales du Canada dans le domaine du travail	205 732	94 268	...	...
...	300 000	...	...	300 000					
...	1 600 000	...	...	1 600 000	Programme de partenariat syndical-patronal	1 290 012	309 988	...	701 005
...	1 900 000	...	...	1 900 000		1 495 744	404 256	...	701 005
					Sans-abri				
					Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	139 327 564	36 110 700	...	95 813 736
...	139 359 000	...	36 079 264	175 438 264				...	
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	15 588 910
...	139 359 000	...	36 079 264	175 438 264		139 327 564	36 110 700	...	111 402 646
					Soutien à la prestation des services et au versement des prestations				
...	116 800 000	...	(56 800 000)	60 000 000	Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto	32 274 039	27 725 961	...	...
					Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	1 789 475	...	...	1 967 906
...	...	...	1 789 475	1 789 475					
					Contributions à des entreprises à but lucratif pour des activités non-commerciales et à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande/tribaux et d'autres organisations autochtones pour des activités à l'appui du Forum urbain mondial de 2006 et à des organismes de recherches et des instituts de recherche pour mener de la recherche qui aidera à comprendre et à résoudre les enjeux liés au Forum urbain mondial	7 842 000	...	...	...
...	...	...	7 842 000	7 842 000					
...	116 800 000	...	(47 168 525)	69 631 475		41 905 514	27 725 961	...	1 967 906
...	1 077 299 000	...	(6 895 475)	1 070 403 525	Total—Contributions	1 000 530 332	69 873 193	...	885 720 387

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Sommaire des Ressources humaines et développement des compétences par activité de programme									
...	145 000	...	(145 000)	...	Assurance-emploi	...	...	...	115 297
...	504 082 000	...	17 149 261	521 231 261	Programmes d'emploi	519 181 021	2 050 240	...	477 479 633
...	40 332 000	...	(2 774 000)	37 558 000	Lieu de travail	33 770 893	3 787 107	...	16 797 804
...	816 748 000	...	66 599 436	883 347 436	Apprentissage	882 374 978	972 458	...	794 497 029
...	3 858 000	...	(1 160)	3 856 840	Travail	3 450 304	406 536	...	2 263 230
...	141 071 000	...	36 392 165	177 463 165	Sans-abri	140 254 988	37 208 177	...	112 002 745
...	116 800 000	...	(47 168 525)	69 631 475	Soutien à la prestation des services et au versement des prestations	41 905 514	27 725 961	...	1 967 906
...	1 623 036 000	...	70 052 177	1 693 088 177	Total des Ressources humaines et développement des compétences	1 620 937 698	72 150 479	...	1 405 123 644
Développement social									
Subventions									
...	451 000 000	...	21 061 796	472 061 796	Soutien du revenu				
...	6 233 000 000	...	243 538 686	6 476 538 686	(S) Versements d'allocations	472 061 796 ⁽²⁾	468 783 309 ⁽²⁾
...	22 209 000 000	...	(165 276 421)	22 043 723 579	(S) Versements du supplément de revenu garanti	6 476 538 686 ⁽²⁾	6 038 155 037 ⁽²⁾
...	...	...	210 454 875	210 454 875	(S) Versements de la sécurité de la vieillesse	22 043 723 579 ⁽²⁾	21 364 042 287 ⁽²⁾
...	28 893 000 000	...	309 778 936	29 202 778 936	(S) Prestations liées au coût de l'énergie	210 454 875	...	...	...
...	...	...	...	...	Collectivités dynamiques	29 202 778 936	...	...	27 870 980 633
...	14 276 000	...	(4 094 334)	10 181 666	Subventions aux organisations sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social	9 892 622	289 044	...	9 652 909
...	7 800 000	...	3 001 682	10 801 682	Programme Nouveaux Horizons pour les aînés	10 788 182	13 500	...	4 997 915
...	...	...	6 000 000	6 000 000	Subvention à l'Institut national canadien pour les aveugles	6 000 000	...	...	...
...	22 076 000	...	4 907 348	26 983 348		26 680 804	302 544	...	14 650 824
...	28 915 076 000	...	314 686 284	29 229 762 284	Total—Subventions	29 229 459 740	302 544	...	27 885 631 457
Contributions									
Inclusion et participation									
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou en affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification									

...	26 751 000	...	(1 430 000)	25 321 000	et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne	23 553 500	1 767 500	...	24 059 279
<hr/>									
					Collectivités dynamiques				
					Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou en affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne				
...	9 940 000	...	10 889 652	20 829 652		19 400 449	1 429 203	...	19 575 228
...	36 691 000	...	9 459 652	46 150 652	Total—Contributions	42 953 949	3 196 703	...	43 634 507
<hr/>									
					Autres paiements de transfert				
					Inclusion et participation				
					Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Cadre multilatéral d'ententes relatives aux personnes handicapées				
...	222 000 000	...	(2 167 000)	219 833 000		219 832 890	110	...	211 751 610
...	222 000 000	...	(2 167 000)	219 833 000	Total—Autres paiements de transfert	219 832 890	110	...	211 751 610
<hr/>									
					Sommaire du Développement social par activité de programme				
...	28 893 000 000	...	309 778 936	29 202 778 936	Soutien du revenu	29 202 778 936	...	...	27 870 980 633
...	248 751 000	...	(3 597 000)	245 154 000	Inclusion et participation	243 386 390	1 767 610	...	235 810 889
...	32 016 000	...	15 797 000	47 813 000	Collectivités dynamiques	46 081 253	1 731 747	...	34 226 052
...	29 173 767 000	...	321 978 936	29 495 745 936	Total du Développement social	29 492 246 579	3 499 357	...	28 141 017 574
...	30 796 803 000	...	392 031 113	31 188 834 113	Total du portefeuille ministériel	31 113 184 277	75 649 836	...	29 546 141 218⁽¹⁾

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Développement des ressources humaines (Développement social) et Ressources humaines et Développement des compétences ont été regroupés sous Ressources humaines et Développement social. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés à 29 546 141 218 \$.

⁽²⁾ Les répartitions des prestations versées en vertu de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Ministères—⁽¹⁾				Développement social			
Ressources humaines et développement des compétences				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Soutien du revenu			
Assurance-emploi				Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	128 637 738	126 180 000	171 572 000
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	754 147 026	749 097 000	484 093 000	Inclusion et participation			
Programmes d'emploi				Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	75 490 174	68 490 000	45 849 000
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	328 701 482	322 700 925	138 475 000	Investissements dans les enfants et les familles			
Lieu de travail				Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	...	...	998 000
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	69 065 365	60 015 000	49 689 000	Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	...	...	31 000
Apprentissage					...	...	1 029 000
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	7 435 584	1 436 000	13 972 000	Innovation en matière de services			
Travail				Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	71 683 000	66 658 000	559 642 000
Sommes à recouvrer des organismes de l'État et des autres ministères pour le paiement des indemnités aux accidenté(e)s du travail	77 221 094	77 221 094	74 797 814	Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	36 383 188	33 700 000	2 700 000
Soutien à la prestation des services et au versement des prestations					108 066 188	100 358 000	562 342 000
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	185 626 562	177 130 000	98 998 000	Total budgétaire	312 194 100	295 028 000	780 792 000
Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	15 296 550	12 994 000	5 336 000	Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
	200 923 112	190 124 000	104 334 000	Remboursement en espèce d'autres avances	...	22 260	15 246
Total budgétaire	1 437 493 663	1 400 594 019	865 360 814	Total du Développement social—			
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)				Budgétaire	312 194 100	295 028 000	780 792 000
Remboursement de prêts en espèce	...	673 307 416	533 535 116	Non-budgétaire	...	22 260	15 246
Remboursement en espèce d'autres avances	...	11 335	19 644	Total des ministères—			
Total non budgétaire	...	673 318 751	533 554 760	Budgétaire	1 749 687 763	1 695 622 019	1 646 152 814
Total des Ressources humaines et développement des compétences—				Non-budgétaire	...	673 341 011	533 570 006
Budgétaire	1 437 493 663	1 400 594 019	865 360 814				
Non budgétaire	...	673 318 751	533 554 760				

Détail des montants disponibles pour être dépensés—Fin

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Élaboration de l'information sur la santé et la sécurité au travail, prestations de services et collaboration tripartite	4 300 000	3 830 478	3 781 355
Total de l'organisme—Budgétaire	4 300 000	3 830 478	3 781 355
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	1 753 987 763	1 699 452 497	1 649 934 169⁽¹⁾
Non-budgétaire	...	673 341 011	533 570 006⁽¹⁾

(1) Au cours de l'exercice, Développement des ressources humaines (Développement social) et Ressources humaines et Développement des compétences ont été regroupés sous Ressources humaines et Développement social et, le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail est maintenant présenté sous ce portefeuille ministériel. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés à 1 649 934 169 \$ (budgétaire) et 533 570 006 \$ (non-budgétaire).

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministères—⁽¹⁾		
Ressources humaines et développement des compétences		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Encaisse et débiteurs—		
Intérêt des dépôts bancaires	77 065	565 746
Autres comptes—		
Intérêt sur prêts fédéraux aux étudiants	360 579 480	275 151 625
	360 656 545	275 717 371
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 651 560	1 653 243
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	6 253 857	7 533 162
	8 905 417	9 186 405
Ventes de biens et de services—		
Services de nature non réglementaire	2 996 510	2 078 215
Autres frais et droits	4 004	...
	3 000 514	2 078 215
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État—		
Produits de la vente d'immobilisations	182 906	50 031
Gain sur disposition d'actifs non immobilisés	4 722	13
	187 628	50 044
Revenus divers—		
Bâtiments appartenant à l'État	90 395	78 910
Recouvrement des coûts relativement aux avantages sociaux—		
Assurance-emploi	132 882 630	83 801 116
Régime de pensions du Canada	1 864 000	1 465 700
Intérêts sur comptes débiteurs	89 309	137 386
Amendes en vertu de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	545 236	865 959
Amendes et pénalités en vertu du <i>Code canadien du travail</i> (loi)	80 000	201 500
Revenus divers des retenues salariales—		
Frais de stationnement	63	...
Compte de rentes—Surplus actuariel	3 513 840	261 044
Fonds d'assurance de la fonction publique—Surplus actuariel	83 454	...
Frais légaux	619 849	489 046
Petits soldes des comptes créiteurs	33 480	34 449
Divers	117 433	14 913
	139 919 689	87 350 023
Total des Ressources humaines et développement des compétences	512 669 793	374 382 058

Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Développement social			Conseil canadien des relations industrielles		
Autres revenus—			Autres revenus—		
Revenus de placements—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Encaisse et débiteurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 358	2 285
Intérêt des dépôts bancaires	23 037	13 377	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	126 877	401
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—				128 235	2 686
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	860 587	1 108 341	Ventes de biens et de services—		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 454 081	1 820 918	Ventes de biens et de produits d'information	879	884
	3 314 668	2 929 259	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	187	371
Ventes de biens et de services—			Total de l'organisme	129 301	3 941
Services de nature non réglementaire	388 696	137 301	Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Autres frais et droits—			Autres revenus—		
Accès à l'information	864	4 744	Revenus de placements—		
	389 560	142 045	Prêts, placements et avances—		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État—			Société canadienne d'hypothèques et de logement—Intérêt	447 003 742	463 995 742
Produits de la vente d'immobilisations	165 454	67 729	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	108 060	106 074	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	...	2 244 969
	273 514	173 803	Revenus divers—		
Revenus divers—			Bénéfices nets en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	3 139 652	15 230 373
Bâtiments appartenant à l'État	4 671	9 365	Autres recouvrements de tiers	4 579 336	6 495 551
Recouvrement des coûts relativement aux avantages sociaux—			Revenus reportés	2 217 647	2 517 427
Assurance-emploi	8 005 000	52 298 000	Divers	(227 482)	...
Régime de pensions du Canada	27 117 200	43 109 218		9 709 153	24 243 351
Intérêts sur comptes débiteurs	16 809	6 523	Total de l'organisme	456 712 895	490 484 062
Amendes en vertu du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi)	...	2 800	Tribunal canadien des relations professionnelles		
Revenus divers des retenues salariales—			artistes-producteurs		
Frais de stationnement	27 611	25 864	Autres revenus—		
Frais légaux	62 348	61 320	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	7
Petits soldes des comptes créditeurs	1	486	Revenus divers	960	...
Gain provenant des opérations de change	337	211	Total de l'organisme	960	7
Dons à la Couronne	125	500	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Divers	19 650	24 164	Autres revenus		
	35 253 752	95 538 451	Ventes de biens et de services—		
Total du Développement social	39 254 531	98 796 935	Ventes de biens et de produits d'information	3 815 794	3 762 613
Total des ministères	551 924 324	473 178 993	Autres frais et droits—		
			Revenus reportés	(12 788)	(12 753)
			Total de l'organisme	3 803 006	3 749 860

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	807 683 324	739 726 490
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	12 348 320	14 363 326
Ventes de biens et de services	7 193 959	5 971 004
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	461 329	224 218
Revenus divers	184 883 554	207 131 825
Total du portefeuille ministériel	1 012 570 486	967 416 863⁽¹⁾

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Développement des ressources humaines (Développement social) et Ressources humaines et Développement des compétences ont été regroupés sous Ressources humaines et Développement social et, le Conseil canadien des relations industrielles, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs et le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail sont maintenant présentés sous ce portefeuille ministériel. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés à 967 416 863 \$.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 23

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Ressources naturelles

Ministère

Énergie atomique du Canada limitée

**Commission canadienne de sûreté
nucléaire**

Société de développement du Cap-Breton

Office national de l'énergie

Administration du pipe-line du Nord

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	23.2
Sommaire du portefeuille ministériel	23.5
Activités de programme	23.8
Paiements de transfert	23.9
Détail des montants disponibles pour être dépensés ...	23.14
Revenus	23.14

Ministère

Résultat stratégique

Les Canadiens tirent des avantages sociaux et économiques durables de l'évaluation, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources énergétiques, forestières et minérales, et possèdent les connaissances nécessaires pour atténuer les effets environnementaux et réagir efficacement aux dangers naturels et anthropiques.

Description des activités de programme

Sciences de la Terre

Le programme d'activité de Sciences de la Terre constitue une composante essentielle de la science et de la technologie dont les Canadiens ont besoin pour prendre des décisions éclairées en matière d'économie, de société et d'environnement. Géomatique Canada, organisme national de cartographie au Canada, produit de l'information géographique sur le territoire continental et marin; il élabore des cartes topographiques et aéronautiques, exécute des levés officiels sur les terres du Canada, établit les canevas géodésiques nécessaires au géopositionnement de précision et assure l'archivage et l'application des données d'observation de la Terre. La Commission géologique du Canada, organisme national géoscientifique, collabore avec les provinces et territoires en vue de fournir l'information géologique qui garantit des conditions favorables dans la course aux investissements pour l'exploration minérale et pétrolière, précise les ressources en eau souterraine, élabore la cartographie géologique du fond marin, aide à réduire le risque posé par les catastrophes naturelles comme les tremblements de terre, les orages magnétiques, les glissements de terrain et les substances toxiques d'origine naturelle. Sciences de la Terre gère également les programmes horizontaux dans le cadre du Programme sur les impacts et l'adaptation liés aux changements climatiques, de même que GéoConnexions, respecte l'engagement du Canada de surveiller les explosions nucléaires en vertu du Traité international d'interdiction complète des essais nucléaires,

intervient en cas d'urgence nucléaire et fournit un soutien logistique aux sciences de l'Arctique par le truchement de l'Étude du plateau continental polaire.

Sciences de la Terre – Fonds renouvelable de Géomatique Canada

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada a été établi en vertu de la *Loi de crédit n° 3* pour 1993-1994. Le Fonds permet à Géomatique Canada de transférer les coûts des biens et services des contribuables en général aux utilisateurs particuliers qui en bénéficient directement. Ce mécanisme de production de revenus donne à Géomatique Canada la possibilité de recouvrer intégralement les coûts de ses clients canadiens et la latitude d'exiger les prix du marché de ses clients internationaux. Il donne l'occasion de fournir un volume croissant de produits et de services répondant aux besoins des clients canadiens tout en appuyant l'industrie canadienne de la géomatique au moyen des connaissances et de l'expertise nécessaires pour soutenir la concurrence sur les marchés internationaux.

Énergie

Le programme d'activité de l'Énergie fait la promotion du développement durable et de l'utilisation responsable des ressources énergétiques du Canada afin de répondre aux besoins actuels et futurs des Canadiens. Ses activités portent sur la science et la technologie, les politiques, les programmes, les connaissances et les activités internationales dans les domaines de l'efficacité énergétique (secteurs résidentiel, commercial, industriel et du transport), des sources d'énergie renouvelable et de remplacement et de la production de combustibles fossiles classiques et non conventionnels afin de faire progresser le développement durable. Par son travail, le programme d'activité contribue à relever le défi du changement climatique, favorise de meilleures décisions au sujet de l'environnement et de meilleurs choix par les consommateurs, collabore avec les principaux secteurs d'activités en vue d'établir des objectifs de réduction des émissions des gaz à effet de serre, facilite le commerce d'énergie en Amérique du

Nord et à l'étranger, contribue à l'innovation technique, à la création d'emplois et à la croissance économique, facilite la protection de l'environnement, la sûreté et la sécurité accrues du public, et aide à garantir des approvisionnements en énergie fiables et sûrs, à des prix compétitifs, pour les Canadiens.

Forêt

Par l'entremise du programme d'activité Forêt, Ressources naturelles fait la promotion du développement durable des forêts canadiennes pour garantir le mieux-être social, environnemental et économique des Canadiens d'aujourd'hui et de demain. En tant qu'agence nationale de coordination des politiques sur les forêts et de recherche en science et technologie au Canada, le Service canadien des forêts joue un rôle central dans la concertation sur d'importantes questions touchant les forêts, le façonnement des politiques nationales et internationales en matière de foresterie, l'amélioration de la compétitivité du secteur de la foresterie du Canada, la production, l'accumulation et la diffusion d'informations sur les forêts et l'élaboration et le transfert de connaissances et de technologies.

Minéraux et métaux

Le Secteur des minéraux et des métaux (SMM) est l'entité gouvernementale responsable de promouvoir le développement durable et l'utilisation responsable des ressources minérales et métalliques du Canada. Le secteur est un chef de file dans la création et la diffusion de connaissances sur les industries des minéraux et des métaux au Canada. Il interagit avec un vaste éventail d'intervenants, notamment des partenaires industriels et universitaires, des groupes environnementaux, des Autochtones, des gouvernements provinciaux et territoriaux, d'autres ministères et organismes fédéraux et des organisations internationales. Il collabore également avec des clients gouvernementaux, institutionnels et industriels (de l'exploitation minière jusqu'à la fabrication) pour leur fournir des services de recherche permettant la mise au point de technologies novatrices

ayant des avantages économiques, environnementaux et sociaux pour les Canadiens.

Énergie atomique du Canada limitée

Résultat stratégique

Être le principal fournisseur mondial de produits et de services nucléaires. Protéger la santé et la sécurité du public, de notre personnel et de l'environnement. Réduire au minimum les obligations liées aux déchets nucléaires pour les générations futures.

Description des activités de programme

Recherche et développement

Le programme de Recherche et développement de la plate-forme nucléaire d'Énergie atomique du Canada limitée (EACL) préserve et met en valeur la sûreté, l'obtention de permis et le dimensionnement liés au réacteur CANDU. En outre, le programme appuie la politique gouvernementale en matière de technologie nucléaire, élabore la technologie précommerciale du réacteur CANDU et conserve la capacité et l'expérience nécessaires pour traiter des nouveaux enjeux.

Installations et Activités nucléaires

Cette activité du programme appuie les opérations d'EACL et exige des installations importantes telles que des réacteurs, des circuits expérimentaux, des cellules chaudes et des installations de gestion des déchets.

Déclassement et Gestion des déchets

Le but à long terme du programme de déclassement d'EACL est de traiter des obligations historiques, y compris celles encourues avant la création d'EACL en 1952. Les activités comprennent la stabilisation des installations fermées, le démantèlement, la décontamination ainsi que le stockage et l'évacuation des déchets

résiduaire. Le programme est conçu pour permettre l'atteinte des objectifs de santé, de sûreté et de protection de l'environnement conformes aux règlements de la Commission canadienne de sûreté nucléaire.

Affaires commerciales

En collaboration avec sa clientèle, EACL offre des produits et des services à valeur ajoutée en temps opportun et de façon efficace. EACL travaille avec les compagnies d'électricité en vue de contribuer à la prestation de services liés aux réacteurs et au soutien technique, à la construction de nouvelles centrales et à la remise en état des centrales existantes. Ces activités comprennent la conception, l'ingénierie, la fabrication de matériel spécial et la gestion de projet.

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Résultat stratégique

Installations et processus nucléaires sûrs et sécuritaires qui ne sont utilisés qu'à des fins pacifiques et confiance du public dans l'efficacité du régime de réglementation nucléaire.

Description des activités de programme

Réglementation nucléaire

La Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) entreprend des activités qui appuient son rôle d'organisme de réglementation indépendant, qui consiste à s'assurer que le Canada a des installations nucléaires sûres et sécuritaires et des processus destinés uniquement à des fins pacifiques. Elle utilise les pouvoirs et les outils qui lui sont disponibles pour atteindre les objectifs suivants :

a) Un faible taux d'incidents, d'accidents et de précurseurs liés à l'utilisation des substances nucléaires et des processus;

b) Des faibles niveaux d'exposition, pour les humains et l'environnement, à des substances dangereuses provenant des installations nucléaires et des processus;

c) Une détermination et un engagement total envers la communauté en vue de soutenir une solide culture de sûreté et de sécurité dans l'utilisation des installations nucléaires et des processus;

d) Des transferts de biens et de technologie nucléaires au Canada et à l'étranger destinés uniquement à des fins pacifiques.

Le CCSN doit également entreprendre des activités que les Canadiens connaissent et pour lesquelles ils font confiance à la CCSN en tant qu'organisme de réglementation indépendant et fort. Les Canadiens n'accepteront l'utilisation d'installations nucléaires et de processus au Canada que s'ils sont convaincus que ni leur environnement, ni eux ne courent de risques indus.

Société de développement du Cap-Breton

Résultat stratégique

La Société de développement du Cap-Breton a pour mandat de mener les activités nécessaires à sa dissolution, notamment de s'acquitter de toutes les obligations restantes tout en protégeant les intérêts du propriétaire.

Description des activités de programme

Obligations en matière de ressources humaines

Les programmes inclus sous Obligations en matière de ressources humaines sont des postes non discrétionnaires que la Société est obligée d'offrir à ses anciens employés. Ils constituent des obligations continues totalisant plus de 350 millions de dollars selon leur valeur actuelle, et un grand nombre d'entre elles continueront d'exister pendant plus de 20 ans. Elles résultent d'avantages postérieurs à l'emploi et de diver-

ses stratégies en matière de ressources humaines (cessation des opérations).

Biens immobiliers

Cette obligation est divisée en sous-activités qui portent sur les obligations et les responsabilités de la Société relativement aux biens immobiliers. Des programmes visant à gérer ces obligations et à y satisfaire sont en place maintenant, et des options sont en cours d'examen afin de déterminer la meilleure façon de s'acquitter des obligations continues.

Office national de l'énergie

Résultat stratégique

Sécurité, sûreté, protection de l'environnement et avantages économiques par la réglementation des pipelines, des lignes de transport d'électricité, ainsi que la mise en valeur du commerce des ressources énergétiques du ressort de l'Office national de l'énergie.

Description des activités de programme

Réglementation et conseils en matière d'énergie

Les compagnies réglementées par l'Office accroissent la richesse des Canadiens grâce au transport du pétrole, du gaz naturel et des liquides de gaz naturel, ainsi qu'à l'exportation d'hydrocarbures et d'électricité. En sa qualité d'organisme de réglementation, l'Office a pour rôle d'aider à créer un cadre qui favorise ces activités économiques, dans la mesure où elles sont conformes à l'intérêt public.

Administration du pipe-line du Nord

Résultat stratégique

Faciliter la planification et la construction efficaces et accélérées de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska tout en garantissant la protection de l'environnement et des retombées sociales et économiques pour les Canadiens.

Description des activités de programme

Surveiller la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska

La réglementation de la planification et de la construction de la portion canadienne du gazoduc de la route de l'Alaska.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	587 104 000	...	...	587 104 000	1				
...	...	...	29 751 500	29 751 500					
...	...	...	252 000	252 000					
...	587 104 000	...	30 003 500	617 107 500		591 583 122	25 524 378	...	562 414 622
...	7 701 000	...	...	7 701 000	5	5 698 484	2 002 516	...	8 402 939
...	297 989 000	...	...	297 989 000	10	210 874 882	87 114 118	...	194 844 827
...	69 970	...	(1 235)	68 735	(S)	68 735	...	...	69 722
...	58 663 000	...	2 758 893	61 421 893	(S)	61 421 893	...	...	58 760 331
2 435 219	500 000	...	(500 000)	2 435 219	(S)	...	...	2 435 219	699 379
...	3 900 000	...	(1 518 500)	2 381 500	(S)	2 381 500	...	...	2 264 833
...	2 700 000	...	(1 293 232)	1 406 768	(S)	1 406 768	...	...	996 045
...	60 000 000	...	157 755 661	217 755 661	(S)	217 755 661	...	...	80 377 897
...	69 360 000	...	358 351 167	427 711 167	(S)	427 711 167	...	...	175 013 592
8 151 145	(2 356 000)	...	2 356 000	8 151 145	(S)	(2 927 359)	...	11 078 504	(1 529 921)
1 205 077	...	...	...	1 205 077	(S)	1 184 818	...	20 259	1 022 608
...	...	...	150 000 000	150 000 000	(S)	150 000 000	...	...	...
...	...	...	12 564 461	12 564 461	(S)	12 564 461	...	...	...
195 710	...	...	242 116	437 826	(S)	274 310	...	163 516	197 687
...	...	...	3 875	3 875	(S)	3 875	...	...	8 521
...	...	...	...	...		...	...	...	229 342 100
11 987 151	1 085 630 970	...	710 722 706	1 808 340 827		1 680 002 317	114 641 012	13 697 498	1 312 885 182

...	...	...	266	266	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	266	7 128
...	38 286 000	...	1 935 792	40 221 792		Total de l'organisme—Budgétaire	39 784 030	437 496	266	38 083 271
Administration du pipe-line du Nord										
...	1 252 000	...	...	1 252 000	35	Dépenses du programme	598 418	653 582	...	462 217
...	103 000	...	(73 975)	29 025	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29 025	...	...	33 922
...	1 355 000	...	(73 975)	1 281 025		Total de l'organisme—Budgétaire	627 443	653 582	...	496 139
Total du portefeuille ministériel—										
11 989 880	1 347 344 970	...	785 200 135	2 144 534 985		Budgétaire	2 011 717 488	119 116 039	13 701 458	1 647 682 978
50 000 000	...	...	...	50 000 000		Non budgétaire	...	...	50 000 000	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Sciences de la Terre	221 385 044	221 217 228	2 492 000	1 847 875	7 808 375	6 549 386	2 023 687	2 023 687	...	...	229 661 732	227 590 802
Sciences de la Terre—Fonds renouvelable de Géomatique Canada	25 852 241	14 801 825	...	...	...	...	17 701 096	17 701 096	...	...	8 151 145	(2 899 271)
Énergie	278 652 328	253 118 705	2 564 000	1 985 672	1 060 731 008	975 403 885	7 649 071	7 649 071	...	...	1 334 298 265	1 222 859 191
Forêt	118 622 878	118 619 594	1 577 000	1 072 990	43 679 324	40 696 516	1 725 911	1 725 911	...	...	162 153 291	158 663 189
Minéraux et métaux	79 153 406	79 142 147	1 068 000	791 947	1 230 146	1 229 470	7 375 158	7 375 158	...	...	74 076 394	73 788 406
Sous-total	723 665 897	686 899 499	7 701 000	5 698 484	1 113 448 853	1 023 879 257	36 474 923	36 474 923	...	...	1 808 340 827	1 680 002 317
Revenus affectés aux dépenses	(36 474 923)	(36 474 923)	...	...	...	...	(36 474 923)	(36 474 923)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	687 190 974	650 424 576	7 701 000	5 698 484	1 113 448 853	1 023 879 257	...	...	...	...	1 808 340 827	1 680 002 317
Énergie atomique du Canada limitée—												
Budgétaire	158 849 000	158 849 000	...	...	...	...	...	...	...	...	158 849 000	158 849 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire												
Réglementation nucléaire	78 603 339	75 215 736	...	...	334 002	333 962	...	...	...	...	78 937 341	75 549 698
Total de l'organisme—Budgétaire	78 603 339	75 215 736	...	...	334 002	333 962	...	...	...	...	78 937 341	75 549 698
Société de développement du Cap-Breton—												
Budgétaire	56 905 000	56 905 000	...	...	...	...	...	...	...	...	56 905 000	56 905 000
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	50 000 000	...	50 000 000	...
Office national de l'énergie												
Réglementation et conseils en matière d'énergie	40 221 792	39 784 030	...	...	...	...	...	...	...	...	40 221 792	39 784 030
Total de l'organisme—Budgétaire	40 221 792	39 784 030	...	...	...	...	...	...	...	...	40 221 792	39 784 030
Administration du pipe-line du Nord												
Surveiller la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska	1 281 025	627 443	...	...	...	...	...	...	...	...	1 281 025	627 443
Total de l'organisme—Budgétaire	1 281 025	627 443	...	...	...	...	...	...	...	...	1 281 025	627 443
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	1 023 051 130	981 805 785	7 701 000	5 698 484	1 113 782 855	1 024 213 219	...	...	...	...	2 144 534 985	2 011 717 488
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	50 000 000	...	50 000 000	...

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
Sciences de la Terre									
					Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère				
...	263 500	...	(139 000)	124 500		124 500	...	...	68 375

Énergie									
					Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère				
...	232 400	...	(12 046)	220 354		220 354	...	...	169 337
					Subventions à l'appui du Programme de protection d'évaluation des propriétés et du Programme de protection contre la perte de revenus découlant de taxes municipales associés au nettoyage des déchets de faible radioactivité dans la région de Port Hope				
...	200 000	...	(175 000)	25 000		22 000	3 000	...	12 500
					Subventions à l'appui de l'Initiative d'encouragement éconergétique ÉnerGuide pour les maisons				
...	13 200 000	...	(1 291 716)	11 908 284		11 907 611	673	...	10 864 279
					(S) Subventions à l'appui des mesures d'aide liées au coût de l'énergie				
...	...	...	12 564 461	12 564 461		12 564 461	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	100 000 000
...	13 632 400	...	11 085 699	24 718 099		24 714 426	3 673	...	111 046 116

Forêt									
					Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère				
...	87 600	...	(42 400)	45 200		45 200	...	...	35 350
					Subventions à des professeurs d'universités canadiennes pour la recherche liée à la viabilité et à la compétitivité du secteur forestier				
...	700 000	...	(202 996)	497 004		496 517	487	...	464 600
...	787 600	...	(245 396)	542 204		541 717	487	...	499 950

Minéraux et métaux									
					Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère				
...	66 500	...	(11 000)	55 500		55 500	...	...	32 375
...	14 750 000	...	10 690 303	25 440 303	Total—Subventions	25 436 143	4 160	...	111 646 816

Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Contributions									
Sciences de la Terre									
...	322 000	...	758 926	1 080 926	1 070 747	10 179	...	975 902	
...	2 353 000	...	(2 353 000)	...	...	...	...	2 160 234
...	5 686 000	...	133 214	5 819 214	4 571 981	1 247 233	...	1 523 703	
...	195 300	...	...	195 300	193 725	1 575	...	198 975
...	...	...	127 435	127 435	127 433	2	...	3 303 732
...	...	...	461 000	461 000	461 000	...	...	180 000
...	...	...	...	...	...	...	...	10 000
...	8 556 300	...	(872 425)	7 683 875	6 424 886	1 258 989	...	8 352 546	
Énergie									
...	440 000	...	272 212	712 212	711 516	696	...	670 264	
1 205 077	...	...	...	1 205 077	1 184 818	...	20 259	1 022 608
...	78 563 000	...	4 523 018	83 086 018	77 270 867	5 815 151	...	41 581 223	
...	1 000 000	...	(120 000)	880 000	880 000	...	...	1 000 000
...	21 390 000	...	...	21 390 000	...	21 390 000	...	12 285
2 435 219	500 000	...	(500 000)	2 435 219	...	...	2 435 219	699 379
...	60 000 000	...	157 755 661	217 755 661	217 755 661	...	...	80 377 897
...	69 360 000	...	358 351 167	427 711 167	427 711 167	...	...	175 013 592
...	789 000	...	(332 346)	456 654	448 925	7 729	...	396 401	
...	7 500 000	...	(1 000 000)	6 500 000	6 500 000	...	...	7 500 000
...	2 329 000	...	(15 000)	2 314 000	1 837 913	476 087	...	1 814 382	

...	5 854 000	...	(958 500)	4 895 500	Contributions à l'appui des distributeurs d'électricité dans le but de promouvoir la vente d'électricité à partir de nouvelles sources d'énergie renouvelables	792 850	4 102 650	...	86 610
...	400 000	...	(265 000)	135 000	Contribution à la ville de Calgary à l'appui de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables	131 185	3 815	...	386 250
...	16 893 000	...	(3 626 480)	13 266 520	Programme de contribution pour l'encouragement à la production d'énergie éolienne	10 565 403	2 701 117	...	5 463 066
...	25 308 000	...	654 914	25 962 914	Contributions à l'appui de l'Initiative de technologie et d'innovation	13 462 913	12 500 001	...	3 041 647
...	69 700 000	...	(4 159 691)	65 540 309	Contributions à l'appui du Programme d'expansion de l'éthanol	30 540 309	35 000 000	...	31 159 694
...	1 000 000	...	6 037 510	7 037 510	Contributions à l'appui du changement climatique : l'Enveloppe des nouvelles possibilités	6 169 508	868 002	...	...
...	800 000	...	(60 000)	740 000	Contributions pour permettre la tenue de consultation auprès des Autochtones à propos de la gestion à long terme des déchets de combustible nucléaire au Canada	738 896	1 104	...	1 130 000
...	3 900 000	...	(1 518 500)	2 381 500	(S) Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	2 381 500	...	...	2 264 833
...	2 700 000	...	(1 293 232)	1 406 768	(S) Contribution à l'Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	1 406 768	...	...	996 045
...	200 900	...	(20)	200 880	Stratégie emploi jeunesse	199 260	1 620	...	204 660
...	...	...	150 000 000	150 000 000	(S) Fédération canadienne des municipalités	150 000 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	160 815 682
3 640 296	368 626 900	...	663 745 713	1 036 012 909		950 689 459	82 867 972	2 455 478	515 636 518
<hr/>									
Forêt									
...	705 000	...	1 895 822	2 600 822	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	2 597 577	3 245	...	2 336 096
...	6 000 000	...	616 000	6 616 000	Programme des forêts modèles	6 615 736	264	...	6 711 348
...	6 391 000	...	(365 575)	6 025 425	Contributions à l'appui de Forêt 2020/Verdir le Canada	5 995 538	29 887	...	4 638 064
...	2 050 000	...	(701 261)	1 348 739	Contributions à l'appui des obligations internationales relatives à l'établissement des rapports sur le secteur de la foresterie	365 738	983 001	...	105 000
...	3 053 000	...	204 700	3 257 700	Contribution à Forintek Canada Corporation	3 257 700	...	...	3 053 200
...	3 875 000	...	(191 100)	3 683 900	Contribution au Programme forestier des Premières nations	3 655 562	28 338	...	3 483 514
...	900 000	...	(200 000)	700 000	Contribution à la Fondation nationale communautaire de l'arbre	700 000	...	...	904 650
...	11 050 000	...	(572 672)	10 477 328	Aide au secteur canadien du bois d'œuvre	9 756 830	720 498	...	18 955 738
...	5 715 000	...	...	5 715 000	Contribution à l'appui des mesures visant à atténuer l'incidence de l'infestation de dendroctone du pin ponderosa (DPP)	4 499 265	1 215 735	...	3 528 407
...	1 675 000	...	270 000	1 945 000	Institut canadien de recherches en génie forestier	1 945 000	...	...	1 889 000
...	78 100	...	20	78 120	Stratégie emploi jeunesse	77 490	630	...	79 590
...	...	...	300 000	300 000	Centre forestier de Saskatchewan	300 000	...	...	365 000
...	...	...	9 618	9 618	Contribution à l'appui du Plan d'action 2000 sur le changement climatique	9 618	...	...	758 938
...	...	...	167 000	167 000	Contributions à l'appui de l'Initiative de technologie et d'innovation	167 000	...	...	...
...	...	...	90 000	90 000	Contributions à l'appui des espèces exotiques envahissantes	89 278	722	...	...
...	...	...	122 468	122 468	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie	122 467	1	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	835 344
...	41 492 100	...	1 645 020	43 137 120		40 154 799	2 982 321	...	47 643 889
<hr/>									
Minéraux et métaux									
...	815 000	...	(720 416)	94 584	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	94 583	1	...	379 217

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	125 000	...	125 000	250 000	Contribution à l'Institut de l'amiante pour favoriser la mise en application internationale de l'utilisation sécuritaire et responsable de l'amiante chrysotile	250 000	...	...	...
...	83 700	...	...	83 700	Stratégie emploi jeunesse	83 025	675	...	85 275
...	...	...	746 362	746 362	Contribution à l'appui du Plan d'action 2000 sur le changement climatique	746 362	...	...	809 520
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7 500
...	1 023 700	...	150 946	1 174 646		1 173 970	676	...	1 281 512
3 640 296	419 699 000	...	664 669 254	1 088 008 550	Total—Contributions	998 443 114	87 109 958	2 455 478	572 914 465
Sommaire du ministère par activité de programme									
...	8 819 800	...	(1 011 425)	7 808 375	Sciences de la Terre	6 549 386	1 258 989	...	8 420 921
3 640 296	382 259 300	...	674 831 412	1 060 731 008	Énergie	975 403 885	82 871 645	2 455 478	626 682 634
...	42 279 700	...	1 399 624	43 679 324	Forêt	40 696 516	2 982 808	...	48 143 839
...	1 090 200	...	139 946	1 230 146	Minéraux et métaux	1 229 470	676	...	1 313 887
3 640 296	434 449 000	...	675 359 557	1 113 448 853	Total du ministère	1 023 879 257	87 114 118	2 455 478	684 561 281
Commission canadienne de sûreté nucléaire									
Subventions									
Réglementation nucléaire									
Des subventions seront versées pour appuyer le financement de différents forums (conseils consultatifs, conférences, etc) qui contribuent aux objectifs globaux du Programme de subventions par catégorie									
...	75 000	...	(75 000)	...		...	...	...	...
...	...	...	4 000	4 000	Commission internationale des unités et des mesures de radiation (CIUMR)	4 000	...	...	...
...	...	...	10 000	10 000	Commission internationale de protection radiologique (CIPR)	10 000	...	...	...
...	...	...	10 000	10 000	Association canadienne de radioprotection (ACRP)	10 000	...	...	...
...	...	...	2 000	2 000	Ingénieurs sans frontières	2 000	...	...	...
...	...	...	5 000	5 000	Deep River Science Academy	5 000	...	...	...
...	...	...	4 000	4 000	Ontario Power Generation (OPG)—Atelier AMIGO II	4 000	...	...	...
...	...	...	2 000	2 000	Conseil canadien des normes	2 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	12 000
...	75 000	...	(38 000)	37 000	Total—Subventions	37 000	...	...	12 000

Contributions									
Réglementation nucléaire									
...	125 000	...	(124 960)	40	Des contributions versées pour encourager la recherche, le développement, la gestion et la promotion des activités qui contribueront à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien de la Commission canadienne de sûreté nucléaire et pour appuyer l'élaboration des normes de sûreté nucléaire	...	40	...	...
...	...	...	16 987	16 987	Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour le projet international d'échange sur les défaillances de causes communes (IEDCC)	16 987	...	...	17 929
...	...	...	5 953	5 953	Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour le projet d'échange de données sur les défaillances de canalisation	5 953	...	...	9 417
...	...	...	15 000	15 000	Contribution à l'Université de l'Illinois, à Urbana-Champaign, à l'appui du Système d'information sur l'exposition professionnelle	15 000	...	...	18 750
...	...	...	30 000	30 000	Contribution à l'Université McMaster pour le projet Réseau d'excellence universitaire en génie nucléaire	30 000	...	...	30 000
...	...	...	22 600	22 600	Contribution au CSA pour le Programme de normes nucléaires	22 600	...	...	80 000
...	...	...	38 269	38 269	Contribution au Swedish Nuclear Power Institute pour Decovalex III	38 269	...	...	50 861
...	...	...	2 700	2 700	Contribution à la Municipalité de Durham pour mettre à jour le rapport sur la radiation et la santé	2 700	...	...	8 000
...	...	...	31 451	31 451	CANDU Owner's Group (COG)—Participation au projet conjoint—MERIT	31 451	...	...	...
...	...	...	134 002	134 002	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie atomique	134 002	...	...	...
...	125 000	...	172 002	297 002	Total—Contributions	296 962	40	...	214 957
...	200 000	...	134 002	334 002	Total de l'organisme	333 962	40	...	226 957
3 640 296	434 649 000	...	675 493 559	1 113 782 855	Total du portefeuille ministériel	1 024 213 219	87 114 158	2 455 478	684 788 238

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Sciences de la Terre			
Vente de biens et de services	2 023 687	2 023 687	2 549 477
Revenus divers	...	...	194 530
	2 023 687	2 023 687	2 744 007
Sciences de la Terre—Fond renouvelable de Géomatique Canada	17 701 096	17 701 096	16 480 230
Énergie			
Vente de biens et de services	7 649 071	7 649 071	7 807 313
Revenus divers	...	...	3 228
	7 649 071	7 649 071	7 810 541
Forêt			
Vente de biens et de services	1 725 911	1 725 911	804 458
Revenus divers	...	...	1 313 841
	1 725 911	1 725 911	2 118 299
Minéraux et métaux			
Vente de biens et de services	7 375 158	7 375 158	7 060 684
Revenus divers	...	...	54 357
	7 375 158	7 375 158	7 115 041
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	36 474 923	36 474 923	36 268 118

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Comptes consolidés—		
Énergie atomique du Canada limitée—Intérêt	94 298	84 595
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses—Achat de biens et de services	1 216 442	1 819 391
Recouvrements de dépenses—Achat en capital	25 639	94 384
Recouvrements de paiements de transfert—Subventions et assistance en capital	477 580	1 366 130
Recouvrements d'autres paiements de transfert	1 160 722	662 351
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent—		
Redressements se rapportant aux biens et services	7 017 323	3 559 388
	9 897 706	7 501 644
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Redevances sur les licences, permis et droits d'auteur	452 410 560	120 797 654
Licences et permis	964 812	2 288 381
	453 375 372	123 086 035
Location et utilisation de biens publics	560 022	750 207
Services de nature réglementaire	1 081 952	924 749
Services de nature non réglementaire	26 430 112	23 987 244
Ventes de biens et de produits d'information—		
Graphiques, cartes et plans	8 684 830	9 628 810
Autres frais et droits	101 014 781	88 809 868
	591 147 069	247 186 913
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	242 116	275 826
Revenus divers—		
Intérêt sur arriérés de débiteurs	3 209	1 620
Total du ministère	601 384 398	255 050 598
Commission canadienne de sûreté nucléaire		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	19 996	24 013
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	62 656	42 043
	82 652	66 056

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ventes de biens et de services—			Sommaire du portefeuille ministériel		
Services de nature réglementaire—			Autres revenus—		
Recouvrement de frais	52 617 627	47 284 860	Revenus de placements	94 298	84 595
Revenus reportés des services de nature réglementaire	(1 574 923)	...	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	10 025 388	7 588 501
	51 042 704	47 284 860	Ventes de biens et de services	682 004 691	337 597 923
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 276	3 759	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	249 658	279 955
Revenus divers—			Revenus divers	29 563	8 004
Revenus provenant d'amendes	...	3 000	Total du portefeuille ministériel	692 403 598	345 558 978
Accès à l'information	1 176	1 090			
Divers	25 178	2 294			
	26 354	6 384			
Total de l'organisme	51 158 986	47 361 059			
Office national de l'énergie					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	44 030	17 530			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 000	3 271			
	45 030	20 801			
Ventes de biens et de services—					
Droits et privilèges	675	875			
Services de nature réglementaire	38 615 609	42 757 383			
Autres frais et droits	3 741	13 379			
	38 620 025	42 771 637			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	266	370			
Total de l'organisme	38 665 321	42 792 808			
Administration du pipe-line du Nord					
Autres revenus—					
Ventes de biens et de services—					
Droits et privilèges	30 400	30 400			
Services de nature réglementaire	1 164 493	324 108			
Autres frais et droits	...	5			
Total de l'organisme	1 194 893	354 513			

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 24

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Santé

Ministère

Instituts de recherche en santé du Canada

**Conseil de contrôle des renseignements
relatifs aux matières dangereuses**

**Conseil d'examen du prix des
médicaments brevetés**

Agence de santé publique du Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	24.2
Sommaire du portefeuille ministériel	24.6
Activités de programme	24.8
Paiements de transfert	24.10
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	24.16
Revenus	24.16

Ministère**Résultat stratégique**

Amélioration des connaissances afin de répondre aux priorités en matière de santé et de soins de santé.

Description des activités de programme

Politique, planification et information en matière de santé

L'activité de programme de la Politique, planification et information en matière de santé fournit des conseils et du soutien au Ministre, aux cadres supérieurs du Ministère et aux directions générales des programmes dans le domaine de l'élaboration de la politique, des affaires intergouvernementales et internationales, de la planification stratégique, de la prestation et de l'examen de programme et de l'application de la *Loi canadienne sur la santé*. Elle contribue aussi aux résultats de santé améliorés pour les Canadiens en encourageant une utilisation plus grande et plus efficace de l'information et des technologies des communications, en améliorant l'accès à une information fiable en matière de santé, en effectuant de la recherche en politique et en analyse en vue d'appuyer une prise de décision fondée sur des données probantes, en travaillant avec les communautés minoritaires de langue officielle et autres en vue d'améliorer l'accès aux services de santé dans la langue officielle de leur choix, et en tenant compte des attentes des Canadiens en matière de vie privée relativement à l'information sur la santé.

Résultat stratégique

Accès à des produits de santé et à des aliments efficaces et sûrs et à des renseignements en vue de choix de santé sains.

Description des activités de programme

Produits de santé et aliments

Santé Canada est responsable d'une large gamme d'activités de protection et de promotion de la santé qui ont des répercussions sur la vie quotidienne des Canadiens. À titre d'organisme fédéral chargé de la réglementation des produits de santé et des aliments, la Direction générale des produits de santé et des aliments (DGPSA) évalue et surveille l'innocuité, la qualité et l'efficacité de milliers de médicaments (d'usage humain et vétérinaire), les vaccins, le sang et les produits sanguins, les produits biologiques et les thérapies génétiques, les instruments médicaux, les produits de santé naturels et la salubrité des aliments que nous consommons. La Direction générale fournit également des renseignements utiles sur les risques et les avantages liés aux produits de santé et aux aliments, de façon à permettre aux Canadiens de prendre des décisions éclairées concernant leur santé et leur bien-être.

Nos responsabilités en matière de réglementation couvre la totalité du cycle de vie des produits de santé et des aliments, depuis les essais cliniques jusqu'à la surveillance de la conformité et à l'application de la loi. Nous devons également faire face aux défis que représentent les progrès rapides de la technologie et les percées scientifiques, qui ont suscité l'arrivée d'un nombre sans précédent de produits biologiques, de thérapies génétiques, de vaccins, d'aliments génétiquement modifiés et d'autres aliments nouveaux. Nous relevons ces défis en misant sur une démarche scientifique rigoureuse et une gestion efficace des risques afin d'asseoir nos décisions sur des données probantes. Ces disciplines font partie intégrante de nos opérations quotidiennes et, jumelées à nos activités de promotion de la santé, elles permettent aux Canadiens d'avoir accès, en temps opportun, à des produits de santé et à des aliments salubres, efficaces et de qualité.

Résultat stratégique

Réduction des risques pour la santé et l'environnement de substances et de produits réglementés, et milieux de vie et de travail plus sains.

Description des activités de programme

Santé environnementale et sécurité des consommateurs

Le mandat de Santé Canada, aux fins de cette activité de programme, consiste à se pencher sur de nombreux éléments de la vie quotidienne qui ont des effets sur la santé des Canadiens. Ces éléments comprennent la qualité de l'eau potable, la qualité de l'air, l'exposition aux rayonnements, la consommation et l'abus de substances (y compris d'alcool), la sécurité des produits de consommation, le tabac et la fumée secondaire, la santé en milieu de travail et les produits chimiques présents dans le milieu de travail et dans l'environnement. Nous participons aussi à d'autres activités liées à la santé et à la sécurité, y compris les initiatives de sécurité publique et d'antiterrorisme du gouvernement, d'inspection de la nourriture et de l'eau potable offertes aux voyageurs, et de la planification d'urgence en santé pour les dignitaires étrangers en visite. Notre mandat national élargi découle de plusieurs lois, dont la *Loi sur les aliments et drogues*, la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, la *Loi sur les produits dangereux*, la *Loi sur les dispositifs émettant des radiations*, la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* et la *Loi sur le tabac*. Nos résultats sont obtenus au moyen de partenariats et d'une présence active dans chaque région du pays.

Règlement sur les produits antiparasitaires

Santé Canada réglemente l'importation, la vente et l'utilisation des pesticides en vertu de la *Loi sur les produits antiparasitaires (LPA)* et ses règlements du

gouvernement fédéral pour éviter des risques inacceptables pour les humains et l'environnement. La portée de notre travail s'étend à plus de 5 000 pesticides homologués, y compris les herbicides, les insecticides, les fongicides, les agents antimicrobiens, les produits chimiques pour les piscines, les agents microbiens, les agents de conservation des matériaux et du bois, les répulsifs pour animaux, les insectifuges et les dispositifs de lutte contre les rongeurs et les insectes.

Dans le cadre des activités de ce programme, les responsabilités réglementaires continues représentent la plus grande part du travail et elles contribuent à atteindre nos résultats stratégiques. En utilisant des méthodes et des protocoles reconnus à l'échelle internationale, nous procédons à des évaluations de la santé, de l'environnement et de la valeur fondées sur la science. Les pesticides obtiennent une homologation seulement si les risques pour la santé humaine et l'environnement sont jugés acceptables et si le produit est efficace. Nous établissons des limites maximales de résidus de pesticide pour les denrées alimentaires en vertu de la *Loi sur les aliments et drogues*. Les pesticides plus anciens sont réévalués afin de déterminer si leur utilisation continue d'être acceptable selon des méthodes scientifiques courantes. Par ailleurs, nous facilitons, encourageons et veillons du mieux possible à ce que la *LPA* et les conditions d'homologation soient respectées. Nous élaborons également des pratiques et des produits de lutte antiparasitaire durable de concert avec les intervenants et en faisons la promotion.

Résultat stratégique

De meilleurs résultats en matière de santé et réduction des inégalités de santé des Premières nations, des Inuits et des autres Canadiens.

Description des activités de programme

Santé des Premières nations et des Inuits

L'activité de programme sur la Santé des Premières nations et des Inuits a entre autres pour objectifs d'améliorer les résultats dans le domaine de la santé, d'assurer la disponibilité des services de santé et l'accès à des services de qualité, ainsi que de favoriser un meilleur contrôle du système de santé par les Premières nations et les Inuits. Avec le concours des Premières nations et des Inuits, la Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits offre, par l'entremise de ses bureaux régionaux, des programmes de santé publique et de santé communautaire dans les réserves, y compris des services d'hygiène du milieu, de prévention des maladies transmissibles et non transmissibles, et de santé primaire dans les postes de soins infirmiers et les centres de santé communautaire de collectivités éloignées ou isolées, afin de compléter et d'appuyer les services offerts par les autorités sanitaires régionales, provinciales et territoriales.

L'activité de programme sur la Santé des Premières nations et des Inuits appuie également les programmes de promotion de la santé destinés aux Autochtones, peu importe leur lieu de résidence (p. ex. l'Initiative sur le diabète chez les Autochtones), ainsi que les services de consultation, de toxicomanie et de bien-être mental. Dans le cadre des Services de santé non assurés, tout Indien inscrit ou Inuit reconnu au Canada, peu importe son lieu de résidence, peut obtenir le remboursement des frais encourus pour des médicaments, des soins dentaires, des soins de la vue, des fournitures médicales et de l'équipement médical, des services d'intervention à court terme en santé mentale en cas de crise et du transport pour raison médicale.

Instituts de recherche en santé du Canada

Résultat stratégique

Recherche exceptionnelle – Soutenir la meilleure recherche en santé pour créer des connaissances en santé qui tiennent compte des possibilités et des priorités.

Description des activités de programme

Financer la recherche en santé

Planifier, lancer et gérer des concours et des programmes de subventions visant à favoriser et à permettre la réalisation de recherche en santé exceptionnelle, notamment des programmes de collaboration définis par des chercheurs et des instituts.

Résultat stratégique

Chercheurs exceptionnels dans des milieux innovateurs – Un solide milieu de recherche en santé capable d'entreprendre des recherches exceptionnelles.

Description des activités de programme

Financer les chercheurs en santé et les stagiaires

Planifier, lancer et gérer des concours et des programmes de bourses salariales visant à permettre aux chercheurs en santé de consacrer plus de temps à leurs recherches, ainsi que des concours de bourses salariales visant à perfectionner les futurs chercheurs en santé.

Financer les ressources en recherche, les collaborations et les autres subventions pour renforcer le milieu de la recherche en santé

Planifier, lancer et gérer des concours et des programmes de subventions visant à appuyer des activités rendant possible la recherche, comme le réseautage,

l'acquisition de nouveaux appareils, des bases de données ou des ressources spécialisées. Favoriser la participation des intervenants des secteurs public et privé grâce à des programmes et des concours qui favorisent la collaboration.

Développer et appuyer un milieu de recherche en santé énergétique grâce à des alliances nationales et internationales et à l'établissement de priorités

Planifier, lancer et gérer des subventions d'appui aux instituts permettant de réaliser les activités des instituts, comme l'élaboration de priorités stratégiques pour la recherche en santé et la création d'alliances, ainsi que des concours et des programmes de subventions pour des programmes nationaux et internationaux en partenariat.

Informar la recherche, les pratiques cliniques et les politiques publiques sur les questions éthiques, juridiques et sociales liées à la santé et à la recherche en santé

Entreprendre des consultations pour permettre un dialogue plus général entre les secteurs, les disciplines et les milieux qui déboucheront sur un plus grand engagement du public, de meilleures connaissances et une compréhension des questions éthiques, juridiques et sociales dans le contexte de la santé et de la recherche en santé. En outre, planifier, lancer et gérer des concours et des programmes de subventions visant à créer de nouvelles connaissances et à octroyer des subventions qui permettent d'obtenir des données efficaces sur les questions éthiques, juridiques et sociales dans le contexte de la santé et de la recherche en santé.

Résultat stratégique

Mettre en pratique les résultats de la recherche en santé – Adoption des résultats de recherche dans les pratiques, les programmes et les politiques favorisant la productivité dans le système de santé et stimulation du développement économique au moyen de découvertes et d'innovations.

Description des activités de programme

Appuyer les activités sur l'application, l'échange et l'utilisation des connaissances et des stratégies pour renforcer le système de santé

Mettre en œuvre des stratégies permettant la diffusion, l'échange, la synthèse et l'application efficaces des résultats issus de la recherche en santé qui déboucheront sur l'amélioration du système de santé canadien. En outre, planifier, lancer et gérer des concours et des programmes de subventions visant à créer de nouvelles connaissances, à renforcer la capacité et les réseaux du Canada et, en collaboration avec nos partenaires, à effectuer des recherches efficaces et à appliquer les connaissances issues de la recherche en santé.

Appuyer les efforts nationaux pour capturer la valeur économique pour le Canada de l'avancement de la recherche produite à des institutions canadiennes

Mettre en œuvre des stratégies permettant le développement et la commercialisation efficaces de la recherche en santé qui déboucheront sur une meilleure qualité de vie pour la population canadienne grâce à l'amélioration du système de santé, des produits et de l'économie du Canada. En outre, planifier, lancer et gérer des concours et des programmes de subventions visant à créer et à transférer les nouvelles connaissances, à renforcer la capacité et les réseaux du Canada et à entreprendre la commercialisation efficace de la recherche en santé.

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Résultat stratégique

Déroptions touchant les secrets commerciaux contenus dans le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail afin de protéger des renseignements commerciaux confidentiels.

Description des activités de programme

Processus de demandes de dérogation

Sous cette activité, le Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses enregistre les demandes de dérogation reçues d'un fournisseur ou d'un fabricant qui désire protéger des renseignements exclusifs, rend des décisions concernant la validité des demandes de dérogation, évalue et émet des décisions quant à la conformité des fiches signalétiques ou des étiquettes relatives à ces demandes et administre un processus d'appel propre à ces décisions.

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Résultat stratégique

Les prix demandés par les fabricants de médicaments brevetés ne sont pas excessifs.

Description des activités de programme

Examen du prix des médicaments brevetés

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB) passe en revue les prix départ-usine, à savoir les prix auxquels les titulaires de brevet vendent leurs médicaments pour usage humain ou vétérinaire qui sont distribués au Canada sous ordonnance ou en vente libre aux grossistes, aux hôpitaux et aux pharmacies pour que ces prix ne soient pas excessifs. Le CEPMB rend compte de ses activités au Parlement annuellement par l'intermédiaire du ministre de la Santé qui présente un compte rendu de ses principales activités, une analyse des prix des médicaments brevetés et des tendances des prix de tous les produits pharmaceutiques. Il fait également rapport des dépenses de recherche-développement des fabricants de produits pharmaceutiques brevetés.

Agence de santé publique du Canada

Résultat stratégique

Une population en meilleure santé grâce à la promotion de la santé et à la prévention des maladies et des blessures.

Description des activités de programme

Santé de la population et santé publique

En collaboration avec des partenaires, l'Agence dirige les interventions fédérales et mobilise les efforts pancanadiens visant à promouvoir et à protéger la santé publique nationale et internationale. Les mesures sont les suivantes : prévoir les menaces pour la santé publique, s'y préparer, intervenir et s'en relever; surveiller les maladies, les blessures, les autres risques de même que leurs déterminants et l'état général de la santé publique au Canada et dans le monde pour appuyer des projets de prévention et de promotion de la santé, faire des recherches et des rapports à leur sujet; établir et maintenir un réseau de santé publique regroupant les intervenants. L'Agence utilise les meilleures connaissances et les meilleures données probantes disponibles pour : informer, conseiller et mobiliser les groupes d'intérêts canadiens et internationaux en santé publique quant aux buts, aux politiques, aux stratégies d'intervention, aux instruments, aux pratiques et aux capacités communautaires; fournir des renseignements, des conseils et un leadership en santé publique aux Canadiens et aux intervenants.

					Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
...	2 897 000	...	...	2 897 000	20	Dépenses du programme				
...	...	...	177 879	177 879		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	2 897 000	...	177 879	3 074 879		Total—Crédit 20	2 858 516	216 363	...	3 101 219
...	494 000	...	(95 920)	398 080	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	398 080	...	...	419 156
...	3 391 000	...	81 959	3 472 959		Total de l'organisme—Budgétaire	3 256 596	216 363	...	3 520 375
					Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
...	3 848 000	...	...	3 848 000	25	Dépenses du programme				
...	...	...	1 233 000	1 233 000		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	3 848 000	...	1 233 000	5 081 000		Total—Crédit 25	4 783 128	297 872	...	4 447 812
...	525 000	...	18 337	543 337	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	543 337	...	...	548 855
...	...	...	7	7	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7	...	...	1 287
...	4 373 000	...	1 251 344	5 624 344		Total de l'organisme—Budgétaire	5 326 472	297 872	...	4 997 954
					Agence de santé publique du Canada					
...	234 719 000	...	...	234 719 000	30	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	59 164 660	59 164 660		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	234 719 000	...	59 164 660	293 883 660		Total—Crédit 30	277 484 711	16 398 949	...	245 015 056
...	164 009 000	...	...	164 009 000	35	Subventions et contributions				
...	...	...	645 000	645 000		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	...	...	15 415 000	15 415 000		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	164 009 000	...	16 060 000	180 069 000		Total—Crédit 35	176 625 680	3 443 320	...	221 772 141
...	24 391 000	...	(1 347 361)	23 043 639	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	23 043 639	...	...	19 861 740
...	...	...	12 367	12 367	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	12 367	...	...	8 689
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	100 001 320
...	423 119 000	...	73 889 666	497 008 666		Total de l'organisme—Budgétaire	477 166 397	19 842 269	...	586 658 946
151 000	4 063 416 000	...	214 751 307	4 278 318 307		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	4 178 604 487	99 475 895	237 925	4 159 823 659

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Politique, planification et information en matière de santé	86 049 565	84 153 466	...	...	330 513 601	290 897 156	...	...	...	...	416 563 166	375 050 622
Produits de santé et aliments	290 776 701	283 566 629	1 428 944	1 428 944	9 670 816	9 649 321	41 206 136	37 719 227	...	...	260 670 325	256 925 667
Santé environnementale et sécurité des consommateurs	253 895 688	245 466 502	970 750	970 750	44 358 950	43 458 575	15 224 864	11 954 506	...	...	284 000 524	277 941 321
Règlement sur les produits antiparasitaires	62 835 694	60 431 201	...	...	...	...	6 975 000	5 855 812	...	...	55 860 694	54 575 389
Santé des Premières nations et des Inuits	1 082 839 420	1 072 551 603	1 483 306	1 483 306	863 144 290	856 805 441	5 450 000	3 353 835	...	...	1 942 017 016	1 927 486 515
Sous-total	1 776 397 068	1 746 169 401	3 883 000	3 883 000	1 247 687 657	1 200 810 493	68 856 000	58 883 380	...	...	2 959 111 725	2 891 979 514
Revenus affectés aux dépenses	(68 856 000)	(58 883 380)	...	...	...	...	(68 856 000)	(58 883 380)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	1 707 541 068	1 687 286 021	3 883 000	3 883 000	1 247 687 657	1 200 810 493	...	...	...	...	2 959 111 725	2 891 979 514
Instituts de recherche en santé du Canada												
Financer la recherche en santé	21 900 305	22 645 706	...	...	420 742 000	443 803 883	...	...	...	...	442 642 305	466 449 589
Financer les chercheurs en santé et les stagiaires	8 276 986	11 536 492	...	...	191 819 000	166 694 381	...	...	...	...	200 095 986	178 230 873
Financer les ressources en recherche, les collaborations et les autres subventions pour renforcer le milieu de la recherche en santé	2 603 329	3 418 220	...	...	65 472 000	66 610 823	...	...	...	...	68 075 329	70 029 043
Développer et appuyer un milieu de recherche en santé énergétique grâce à des alliances nationales et internationales et à l'établissement de priorités	4 233 998	1 281 832	...	...	23 828 000	22 090 780	...	...	...	...	28 061 998	23 372 612
Informar la recherche, les pratiques cliniques et les politiques publiques sur les questions éthiques, juridiques et sociales liées à la santé et à la recherche en santé	2 515 666	427 278	...	...	3 799 000	1 399 998	...	...	...	...	6 314 666	1 827 276
Appuyer les activités sur l'application, l'échange et l'utilisation des connaissances et des stratégies pour renforcer le système de santé	2 944 331	2 136 387	...	...	37 728 000	33 318 754	...	...	...	...	40 672 331	35 455 141

Appuyer les efforts nationaux pour capturer la valeur économique pour le Canada de l'avancement de la recherche produite à des institutions canadiennes	1 645 998	1 281 832	...	...	25 592 000	24 229 142	...	...	...	...	27 237 998	25 510 974
Total de l'organisme—Budgétaire	44 120 613	42 727 747	...	...	768 980 000	758 147 761	...	...	...	...	813 100 613	800 875 508
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses												
Processus de demandes de dérogation	3 472 959	3 256 596	...	...	...	...	...	...	...	...	3 472 959	3 256 596
Total de l'organisme—Budgétaire	3 472 959	3 256 596	...	...	...	...	...	...	...	...	3 472 959	3 256 596
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés												
Examen du prix des médicaments brevetés	5 624 344	5 326 472	...	...	...	...	...	...	...	...	5 624 344	5 326 472
Total de l'organisme—Budgétaire	5 624 344	5 326 472	...	...	...	...	...	...	...	...	5 624 344	5 326 472
Agence de santé publique du Canada												
Santé de la population et santé publique	316 989 666	300 603 217	...	...	180 069 000	176 625 680	50 000	62 500	...	...	497 008 666	477 166 397
Revenus affectés aux dépenses	(50 000)	(62 500)	...	...	...	...	(50 000)	(62 500)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	316 939 666	300 540 717	...	...	180 069 000	176 625 680	...	...	...	...	497 008 666	477 166 397
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 077 698 650	2 039 137 553	3 883 000	3 883 000	2 196 736 657	2 135 583 934	...	...	...	...	4 278 318 307	4 178 604 487

Paiements de transfert

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère										
Subventions										
Politique, planification et information en matière de santé										
...	1 360 000	...	765 850	2 125 850	Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé	1 925 850	200 000	...	1 609 857	
...	96 033	...	(64 033)	32 000	Programme de subventions en partenariat avec les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux dans le cadre des politiques et des stratégies en matière de soins de santé	32 000	...	...	16 360 829
...	6 666 666	...	...	6 666 666	Subvention pour le Supplément de santé des Territoires du Nord-Ouest à l'Accord de 2003 des premiers ministres	6 666 666	...	...	6 666 666
...	6 666 666	...	...	6 666 666	Subvention pour le Supplément de santé du Nunavut à l'Accord de 2003 des premiers ministres	6 666 666	...	...	6 666 666
...	6 666 668	...	...	6 666 668	Subvention pour le Supplément de santé du Yukon à l'Accord de 2003 des premiers ministres	6 666 666	2	...	6 666 666
...	8 000 000	...	(900 000)	7 100 000	Subvention à l'Institut canadien sur la sécurité des patients	7 100 000	...	...	8 000 000
...	10 000 000	...	...	10 000 000	Subvention au Conseil de la santé du Canada	3 141 087	6 858 913	...	4 724 038
...	16 903 967	...	(9 544 325)	7 359 642	Subvention à l'Office canadien de coordination de l'évaluation des technologies de la santé	7 359 642	...	...	...
...	...	...	15 000 000	15 000 000	Subvention à l'Institut canadien d'information sur la santé	15 000 000	...	...	...
...	56 360 000	...	5 257 492	61 617 492		54 558 577	7 058 915	...	50 694 722	

Produits de santé et aliments										
...	5 000 000	...	...	5 000 000	Subvention à la Société canadienne du sang : recherche et développement sur la sûreté du sang et l'efficacité de l'approvisionnement en sang	5 000 000	...	...	5 000 000
...	400 000	...	...	400 000	Subvention de recherche sur les produits de santé naturels	400 000	...	...	273 250
...	500 000	...	(369 184)	130 816	Programme de bourses postdoctorales de Santé Canada	130 816	...	...	234 454
...	5 900 000	...	(369 184)	5 530 816		5 530 816	...	...	5 507 704

Santé environnementale et sécurité des consommateurs										
...	100 000	...	...	100 000	Organisation mondiale de la santé	...	100 000	...	100 000
...	5 000	...	...	5 000	Commission internationale de protection contre les radiations	...	5 000	...	5 000
...	500 000	...	100 000	600 000	Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé	600 000	...	...	500 000
...	2 000 000	...	(1 400 000)	600 000	Subventions au Programme de recherche sur l'usage de la marijuana à des fins médicales	464 996	135 004	...	856 598	
...	500 000	...	(369 184)	130 816	Programme de bourses postdoctorales de Santé Canada	130 816	...	...	...
...	3 105 000	...	(1 669 184)	1 435 816		1 195 812	240 004	...	1 461 598	

...	...	...	10 200 000	10 200 000	Santé des Premières nations et des Inuits	10 200 000	...	...	...
...	...	...	3 200 000	3 200 000	Fonds de transport pour raison médicale du Nunavut	3 200 000	...	...	...
...	...	...	1 600 000	1 600 000	Fonds de transport pour raison médicale des Territoires du Nord-Ouest	1 600 000	...	...	...
...	...	...	6 333 333	6 333 333	Fonds de transport pour raison médicale du Yukon	6 333 333	...	...	...
...	...	...	4 333 333	4 333 333	Gouvernement du Yukon pour le Fonds d'accès aux soins de santé dans les territoires et le secrétariat opérationnel	4 333 333	...	...	...
...	...	...	4 333 334	4 333 334	Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour le Fonds d'accès aux soins de santé dans les territoires	4 333 334	...	...	...
...	...	...	30 000 000	30 000 000	Gouvernement du Nunavut pour le Fonds d'accès aux soins de santé dans les territoires	30 000 000	...	...	...
...	65 365 000	...	33 219 124	98 584 124	Total—Subventions	91 285 205	7 298 919	...	57 664 024
Contributions									
...	2 850 000	...	38 120	2 888 120	Politique, planification et information en matière de santé	2 862 109	26 011	...	2 667 463
...	248 902 000	...	(32 910 086)	215 991 914	Programme de contributions pour la santé des femmes	184 799 936	31 191 978	...	210 819 580
...	21 011 000	...	3 554 136	24 565 136	Contributions au Fonds pour l'adaptation des soins de santé primaires	23 232 377	1 332 759	...	9 437 630
...	2 230 000	...	...	2 230 000	Programme de contributions dans le cadre des politiques et des stratégies en matière de soins de santé	2 230 000	...	...	2 230 000
...	3 750 000	...	(1 477 895)	2 272 105	Contribution à l'Institut canadien d'information en matière de santé	2 272 105	...	...	2 944 885
...	18 000 000	...	2 969 732	20 969 732	Programme de recherche sur les politiques en matière de santé	20 962 950	6 782	...	14 800 000
...	...	...	(20 898)	(20 898)	Programme de contributions pour améliorer l'accès aux services de santé offerts aux communautés de langue officielle en situation minoritaire	(20 898)	...	...	(79 027)
...	...	...	...	...	(S) Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé	...	...	...	7 510 926
...	296 743 000	...	(27 846 891)	268 896 109	Éléments non requis pour l'exercice en cours	236 338 579	32 557 530	...	250 331 457
Produits de santé et aliments									
...	3 600 000	...	...	3 600 000	Contribution destinée à renforcer le système de don et de transplantation de tissus et d'organes au Canada	3 600 000	...	...	...
...	400 000	...	140 000	540 000	Contribution à la recherche sur les produits de santé naturels	518 505	21 495	...	399 929
...	4 000 000	...	140 000	4 140 000		4 118 505	21 495	...	399 929
Santé environnementale et sécurité des consommateurs									
...	14 000 000	...	(665 871)	13 334 129	Paiements aux provinces et aux territoires pour aider à assurer aux Canadiens l'accès à des programmes et services efficaces de réadaptation en matière d'alcoolisme et de toxicomanie	13 308 758	25 371	...	14 166 515
...	19 177 000	...	(3 518 230)	15 658 770	Contributions à l'appui de la Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme	15 658 770	...	...	16 433 242
...	10 794 000	...	(813 765)	9 980 235	Fonds des initiatives communautaires de la stratégie antidrogue	9 345 235	635 000	...	2 695 958
...	2 950 000	...	1 000 000	3 950 000	Contributions à l'appui du Centre canadien de lutte contre les toxicomanies	3 950 000	...	...	2 407 590
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	135 000
...	46 921 000	...	(3 997 866)	42 923 134		42 262 763	660 371	...	35 838 305

Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Santé des Premières nations et des Inuits				
...	334 054 000	...	8 664 964	342 718 964	Contributions pour les services intégrés de soins de santé communautaire aux collectivités indiennes et inuites	340 365 683	2 353 281	...	324 985 875
...	209 606 555	...	(5 991 505)	203 615 050	Paiement à des bandes indiennes, à des associations ou aux groupes indiens pour le contrôle et la prestation des services de santé	202 302 256	1 312 794	...	205 239 519
...	12 360 000	...	(3 882 499)	8 477 501	Contributions au soutien des projets pilotes en vue d'évaluer les options pour le transfert du Programme des services de santé non assurés aux Premières nations et aux Inuits	8 477 501	...	...	8 149 167
...	108 927 000	...	21 856 278	130 783 278	Contributions à des bandes indiennes, à des associations ou à des groupes indiens et inuits ou aux administrations locales et territoriales pour la prestation de services de santé non assurés	129 427 793	1 355 485	...	129 948 573
...	5 050 000	...	(50 000)	5 000 000	Paiements versés à l'Institut sur la santé autochtone/Centre pour l'avancement de la santé des peuples autochtones	5 000 000	...	...	195 600
...	31 434 000	...	814 600	32 248 600	Contributions aux projets de promotion et de prévention liés à la santé des Premières nations et des Inuits et pour des projets de développement favorisant la prise en charge des services de santé par les Premières nations et les Inuits	32 248 600	...	...	29 022 973
...	2 992 000	...	754 970	3 746 970	Contributions à des universités, à des collèges et à d'autres organismes afin d'accroître la participation d'étudiants indiens et inuits à des programmes d'études débouchant sur des carrières professionnelles dans le domaine de la santé	3 746 970	...	...	2 911 176
...	583 000	...	...	583 000	Contributions au gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador pour le coût de la prestation des soins de santé aux collectivités indiennes et inuites	332 855	250 145	...	582 939
...	979 000	...	7 281 618	8 260 618	Contributions à des associations ou à des groupes indiens et inuits pour les consultations au sujet de la santé des Indiens et des Inuits	8 260 618	...	...	5 441 304
...	27 056 000	...	14 346 353	41 402 353	Contributions au nom des Indiens et des Inuits, ou à leur égard, pour le coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de soins de santé et d'autres établissements ainsi que pour l'acquisition de matériel de soins de santé et de matériel connexe	41 402 353	...	...	49 023 732
...	32 766 000	...	14 886 930	47 652 930	Contribution au Programme d'aide préscolaire des Autochtones dans les réserves	47 652 930	...	...	37 555 749
...	20 457 000	...	(20 340 333)	116 667	Contributions pour dépenses en capital au titre des établissements de santé non administrés par le ministère pour les besoins des Premières nations et des Inuits	...	116 667	...	...
...	2 500 000	...	...	2 500 000	Programme de contribution pour le soutien en santé mentale offert aux anciens résidents des pensionnats indiens	1 549 523	950 477	...	933 620
...	...	...	3 602 759	3 602 759	Contribution pour la gouvernance en santé et le soutien à l'infrastructure des Premières nations et des Inuits	3 602 759	...	...	...

...	...	...	2 435 600	2 435 600	Contributions aux programmes communautaires des Premières nations et des Inuits	2 435 600	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	37 400 000
...	788 764 555	...	44 379 735	833 144 290		826 805 441	6 338 849	...	831 390 227
...	1 136 428 555	...	12 674 978	1 149 103 533	Total—Contributions	1 109 525 288	39 578 245	...	1 117 959 918
Sommaire du ministère par activité de programme									
...	353 103 000	...	(22 589 399)	330 513 601	Politique, planification et information en matière de santé	290 897 156	39 616 445	...	301 026 179
...	9 900 000	...	(229 184)	9 670 816	Produits de santé et aliments	9 649 321	21 495	...	5 907 633
...	50 026 000	...	(5 667 050)	44 358 950	Santé environnementale et sécurité des consommateurs	43 458 575	900 375	...	37 299 903
...	788 764 555	...	74 379 735	863 144 290	Santé des Premières nations et des Inuits	856 805 441	6 338 849	...	831 390 227
...	1 201 793 555	...	45 894 102	1 247 687 657	Total du ministère	1 200 810 493	46 877 164	...	1 175 623 942
Instituts de recherche en santé du Canada									
Subventions									
Financer la recherche en santé									
...	399 421 000	...	21 321 000	420 742 000	Subventions aux projets de recherche et au soutien personnel	443 803 883	(23 061 883)	...	413 837 472
Financer les chercheurs en santé et les stagiaires									
...	179 280 000	...	4 159 000	183 439 000	Subventions aux projets de recherche et au soutien personnel	158 545 869	24 893 131	...	145 869 818
...	8 380 000	...	...	8 380 000	Bourses d'études supérieures du Canada	8 148 512	231 488	...	5 098 532
...	187 660 000	...	4 159 000	191 819 000		166 694 381	25 124 619	...	150 968 350
Financer les ressources en recherche, les collaborations et les autres subventions pour renforcer le milieu de la recherche en santé									
...	62 536 000	...	2 936 000	65 472 000	Subventions aux projets de recherche et au soutien personnel	66 610 823	(1 138 823)	...	65 488 336
Développer et appuyer un milieu de recherche en santé énergique grâce à des alliances nationales et internationales et à l'établissement de priorités									
...	10 477 000	...	351 000	10 828 000	Subventions aux projets de recherche et au soutien personnel	9 090 781	1 737 219	...	10 344 070
...	13 000 000	...	...	13 000 000	Subventions aux instituts	12 999 999	1	...	13 000 000
...	23 477 000	...	351 000	23 828 000		22 090 780	1 737 220	...	23 344 070
Informar la recherche, les pratiques cliniques et les politiques publiques sur les questions éthiques, juridiques et sociales liées à la santé et à la recherche en santé									
...	3 682 000	...	117 000	3 799 000	Subventions aux projets de recherche et au soutien personnel	1 399 998	2 399 002	...	2 314 718
Appuyer les activités sur l'application, l'échange et l'utilisation des connaissances et des stratégies pour renforcer le système de santé									
...	34 143 000	...	3 585 000	37 728 000	Subventions aux projets de recherche et au soutien personnel	33 318 754	4 409 246	...	29 599 952

Paiements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	23 741 000	...	1 851 000	25 592 000	Appuyer les efforts nationaux pour capturer la valeur économique pour le Canada de l'avancement de la recherche produite à des institutions canadiennes Subventions aux projets de recherche et au soutien personnel	24 229 142	1 362 858	...	19 136 472
...	734 660 000	...	34 320 000	768 980 000	Total de l'organisme	758 147 761	10 832 239	...	704 689 370
Agence de santé publique du Canada									
Subventions									
Santé de la population et santé publique									
...	21 071 000	...	(10 620 159)	10 450 841	Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche	7 572 090	2 878 751	...	6 899 079
...	3 000 000	...	...	3 000 000	Subvention à l'Institut national du cancer du Canada pour l'Initiative canadienne pour la recherche sur le cancer du sein	3 000 000	...	...	3 000 000
...	8 010 000	...	(7 941 238)	68 762	Subventions à l'Initiative fédérale sur le VIH/sida	68 762	...	...	297 628
...	...	...	10 000 000	10 000 000	Subvention à la Fondation Terry Fox de recherche sur le cancer en reconnaissance du 25 ^e anniversaire du Marathon de l'espoir Terry Fox	10 000 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	100 000 000
...	32 081 000	...	(8 561 397)	23 519 603	Total—Subventions	20 640 852	2 878 751	...	110 196 707
Contributions									
Santé de la population et santé publique									
...	1 902 000	...	...	1 902 000	Contributions à la Société canadienne du sang ou à d'autres organismes de transfusion ou de transplantation désignés, à l'appui d'activités de surveillance des effets indésirables	1 705 547	196 453	...	1 731 100
...	9 775 000	...	13 606 914	23 381 914	Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche	23 381 914	...	...	27 109 657
...	82 088 000	...	554 199	82 642 199	Contributions à des organismes communautaires à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement de jeunes enfants vulnérables au Canada	82 642 199	...	...	84 295 086
...	9 029 000	...	10 894 284	19 923 284	Contribution à l'Initiative fédérale sur le VIH/sida	19 923 284	...	...	19 509 530

...	29 134 000	...	(434 000)	28 700 000	Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	28 331 884	368 116	...	28 636 061
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	194 000
...	131 928 000	...	24 621 397	156 549 397	Total—Contributions	155 984 828	564 569	...	161 475 434
Autres paiements de transfert									
...	...	...	...	...	Santé de la population et santé publique	...	...	...	50 100 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	50 100 000
...	164 009 000	...	16 060 000	180 069 000	Total de l'organisme	176 625 680	3 443 320	...	321 772 141
...	2 100 462 555	...	96 274 102	2 196 736 657	Total du portefeuille ministériel	2 135 583 934	61 152 723	...	2 202 085 453

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Produits de santé et aliments	41 206 136	37 719 227	35 072 849
Santé environnementale et sécurité des consommateurs	15 224 864	11 954 506	10 623 899
Règlement sur les produits antiparasitaires	6 975 000	5 855 812	6 074 897
Santé des Premières nations et des Inuits	5 450 000	3 353 835	3 996 498
Total du ministère—Budgétaire	68 856 000	58 883 380	55 768 143
Agence de santé publique du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Santé de la population et santé publique	50 000	62 500	39 667
Total de l'organisme—Budgétaire	50 000	62 500	39 667
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	68 906 000	58 945 880	55 807 810

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements des achats de biens et de services	2 530 613	4 727 509
Recouvrements des dépenses en capital	3 842	13 623
Recouvrements des paiements de transfert	7 697 950	6 303 910
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	7 169 308	21 300 252
	17 401 713	32 345 294
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Règlement sur le prix à payer pour vendre des médicaments	3 943 516	3 922 043
Revenus provenant de la vente de médicaments	5 924 670	4 345 793
Matériel médical	3 935 242	6 500 901
Réglementation de la lutte antiparasitaire—Entretien	4 495 537	4 124 229
Redevances	14 496	42 500
Divers	2 932 954	2 890 517
	21 246 415	21 825 983
Location et utilisation de biens publics	447 669	484 855
Services de nature réglementaire—		
Revenus provenant de la vente de médicaments	16 556 965	15 767 992
Réglementation de la lutte antiparasitaire	2 052 584	2 021 472
Divers	2 776 394	1 372 078
	21 385 943	19 161 542
Services de nature non réglementaire—		
Services d'hospitalisation	2 934 548	2 768 021
Autres services de santé	1 316 656	1 662 743
Service de dosimétrie	4 882 969	4 015 996
Programme d'aide aux employés	4 501 091	4 741 694
Revenus d'inspection	779 739	217 743
Revenus provenant de la vente de médicaments	720 421	1 287 780
Divers	1 810 374	2 079 365
	16 945 798	16 773 342
Ventes de biens et de produits d'information	476 445	190 280
Autres frais et droits—		
Revenus provenant d'amendes	2 758 941	2 570 002
Intérêts sur débiteurs en souffrance	324 475	246 067
Autres frais et droits	229 589	449 976
Divers	5 610 533	3 778 837
	8 923 538	7 044 882
	69 425 808	65 480 884

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	237 925	220 428			
Revenus divers	1 487 602	60 319			
Total du ministère	88 553 048	98 106 925			
Instituts de recherche en santé du Canada					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de bourses d'exercices antérieurs	3 776 889	3 376 755			
Recouvrements de services à des tiers d'exercices antérieurs	77 823	69 320			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	276 284	496 205			
	4 130 996	3 942 280			
Revenus divers	1 088	10 871			
Total de l'organisme	4 132 084	3 953 151			
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 627	23 965			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	4 267	151 364			
	8 894	175 329			
Ventes de biens et de services—					
Autres frais et droits	486 260	408 120			
Total de l'organisme	495 154	583 449			
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	1 660			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	149	7 115			
	149	8 775			
Ventes de biens et de services—					
Autres frais et droits	1 413 408	3 026 082			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7	1 287			
Total de l'organisme	1 413 564	3 036 144			
Agence de santé publique du Canada					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements des achats de biens et de services	888 428	6 850 144			
Recouvrements des paiements de transfert	1 140 129	1 506 819			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	4 151 243	4 862 254			
	6 179 800	13 219 217			
Ventes de biens et de services—					
Droits et privilèges—					
Redevances	25 375	...			
Services de nature non réglementaire—					
Trousses de premiers soins	62 287	39 667			
Autres services de nature non réglementaire	63 456	24 880			
	125 743	64 547			
Autres frais et droits—					
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	11 890	...			
	163 008	64 547			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	12 367	907			
Revenus divers—					
Surplus de revenus par crédit net	12 500	...			
Divers	80 239	43			
	92 739	43			
Total de l'organisme	6 447 914	13 284 714			
Sommaire du portefeuille ministériel					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	27 721 552	49 690 895			
Ventes de biens et de services	71 488 484	68 979 633			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	250 299	222 622			
Revenus divers	1 581 429	71 233			
Total du portefeuille ministériel	101 041 764	118 964 383⁽¹⁾			

(1) Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 25

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Sécurité publique et Protection civile

Ministère

Agence des services frontaliers du Canada

Centre canadien des armes à feu

Service canadien du renseignement de sécurité

Service correctionnel

Commission nationale des libérations conditionnelles

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Gendarmerie royale du Canada

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	25.2
Sommaire du portefeuille ministériel	25.7
Activités de programme	25.11
Paiements de transfert	25.14
Détail des montants disponibles pour être dépensés	25.19
Revenus	25.19

Ministère**Résultat stratégique**

Améliorer la sécurité publique et la protection civile de la population canadienne dans le contexte d'une société ouverte.

Description des activités de programme*Gestion des mesures d'urgence et sécurité nationale*

Les fonctions au sein de ce secteur comprennent, la planification des mesures d'urgence, l'avertissement et l'intervention, dont le Centre des opérations du gouvernement et le Centre canadien d'intervention en cas d'incident cybernétique, une politique en matière de gestion des urgences; une politique de sécurité nationale, la préparation et le rétablissement des activités et l'inspecteur général du Service canadien du renseignement de sécurité.

Police et application de la loi

Les fonctions au sein de ce secteur comprennent des politiques en matière de police, l'application de la loi et des stratégies frontalières et la formulation d'une vision globale de même que l'élaboration d'un plan stratégique pour assurer l'intégration de l'information pour la sécurité publique et l'interopérabilité entre les ministères et les organismes au Canada.

Sécurité de la population et partenariats

Les fonctions au sein de ce secteur comprennent la Stratégie nationale pour la prévention du crime, la Politique sur la police des Premières nations de même que les politiques liées aux services correctionnels et au régime de mise en liberté sous condition.

Agence des services frontaliers du Canada**Résultat stratégique**

La société canadienne est sûre et sécuritaire et son économie est prospère. La sécurité nationale sera maintenue grâce à notre réaction et interception rapides et à notre interdiction des menaces immédiates majeures. Le Canada reçoit des avantages économiques et sociaux en raison de la libre circulation des personnes et des biens grâce à une frontière sûre et ouverte. La société canadienne est protégée par l'observation volontaire des lois frontalières.

Description des activités de programme*Admissibilité*

Le programme d'Admissibilité d'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) assure la circulation légitime des personnes et des marchandises, favorise l'observation des lois frontalières et assure l'égalité des chances pour le commerce et les voyages légitimes. Les activités du programme incluent l'harmonisation des règles et des normes avec nos partenaires mondiaux, la prestation de services d'extension et à la clientèle pour informer les voyageurs et les commerçants de leurs droits et obligations en vertu des lois frontalières, les inspections et l'administration des lois et des règlements d'autres ministères du gouvernement; les évaluations de la classification tarifaire, l'administration du programme d'encouragement commercial, le refus de l'entrée des importations prohibées, la perception des droits et des taxes, la prise de mesures anti-dumping et compensatoires, et l'exécution des fonctions de recours.

Exécution de la loi

Le programme d'Exécution de la loi est axé sur la préservation de l'intégrité des frontières du Canada et la

protection de la santé et de la sécurité des Canadiens en cas de mouvement de personnes ou de marchandises non admissibles. Les activités du programme comprennent la collecte, l'analyse et la distribution efficaces et opportunes des renseignements concernant les menaces à la sécurité nationale, la sélection, le ciblage, l'interdiction et l'empêchement des personnes et des marchandises non admissibles, l'enquête et les recommandations concernant les poursuites des personnes jugées avoir commis des infractions contre les lois frontalières, et les détentions et le retrait des personnes n'ayant pas de droit légal de rester au Canada. Les activités incluent également la fourniture aux employés d'ASFC de la technologie de pointe pour identifier et interdire les personnes et les marchandises à risque élevé.

Innovation et technologie

Le programme d'Innovation et technologie est axé sur l'exploitation de la capacité en matière de sciences et de technologie de l'ASFC pour améliorer l'exécution des principaux programmes en temps opportun et réduire le fardeau de l'observation. Les activités du programme comprennent la conception, la mise en œuvre et le maintien des solutions de la technologie et des sciences en matière de frontière intelligente pour améliorer la capacité de l'ASFC à fournir des services intégrés, novateurs, de qualité et efficaces, incluant les options de libre-service, et faciliter aux systèmes de l'ASFC la collaboration et l'échange de renseignements avec les partenaires du programme.

Centre canadien des armes à feu**Résultat stratégique**

Les risques à la sécurité publique que présentent les armes à feu au Canada et dans les communautés internationales sont minimisés.

Description des activités de programme

Maximiser les avantages de la Loi sur les armes à feu en matière de sécurité publique

- Délivrance de permis : délivrance de permis aux particuliers leur permettant de posséder et d'acquérir des armes à feu; vérification continue de l'admissibilité; analyse et conseils pour appuyer les activités du Centre canadien des armes à feu (CCAF), des contrôleurs des armes à feu et des organismes fédéraux; liaison avec les services nationaux de police (SNP) de la GRC; délivrance de permis aux entreprises; soutien aux contrôleurs des armes à feu et au Bureau central de traitement; service à la clientèle et intervention partout au pays et prestation de cours et de documents sur la sécurité.
- Enregistrement : traitement de toutes les demandes d'enregistrement et de cessions d'armes à feu, notamment l'enregistrement au moment de l'importation; liaison avec les agences de services publics et les SNP de la GRC; soutien aux agences de services publics et aux organismes d'exécution de la loi; service à la clientèle et interventions partout au pays.
- Soutien au système de justice : tenue du Registre canadien des armes à feu en direct (RCAFED) pour favoriser le maintien de l'ordre et la prévention du crime; production d'affidavits contenant des renseignements sur la délivrance de permis et l'enregistrement afin de faciliter les procédures judiciaires et rédaction de lois et de règlements.
- Initiatives internationales : direction d'initiatives bilatérales (p. ex. Canada-États-Unis) et internationales (p. ex. Organisation des Nations Unies, Organisation des États américains) et d'examen liés au trafic illicite des armes à feu ou participation à ceux-ci.

- Sensibilisation auprès du grand public : production et diffusion de documents visant à encourager la conformité aux programmes; consultation auprès des intervenants; projets de démonstration au moyen de contributions visant à évaluer les nouvelles approches possibles à l'égard de l'exécution du programme, notamment avec les communautés et les organismes autochtones et d'autres groupes bénévoles ou professionnels.
- Contrôle aux frontières : contrôle des armes à feu importées au Canada et exportées du pays, dans le cadre d'ententes de partenariat avec l'Agence des services frontaliers du Canada, le ministère du Commerce international et d'autres.

Service canadien du renseignement de sécurité

Résultat stratégique

Fournir des renseignements de sécurité au gouvernement du Canada.

Description des activités de programme

Service canadien du renseignement de sécurité

Recueille, analyse et conserve des informations et des renseignements sur les activités susceptibles de menacer la sécurité du Canada, fait rapport et donne des conseils au gouvernement du Canada au sujet de ces menaces et fournit des évaluations de la sécurité.

Service correctionnel

Résultat stratégique

Prise en charge et garde.

Description des activités de programme

Sécurité

Fournir une gestion efficace des opérations correctionnelles afin de veiller à la sécurité et à la sûreté du personnel, des délinquants et du public.

Services de soins de santé

Fournir des soins de santé essentiels, y compris l'accès aux soins médicaux, dentaires et de services de santé mentale aux délinquants, qui contribueront à la réadaptation des délinquants et à leur réinsertion sociale.

Services institutionnels

Fournir de la nourriture, des vêtements, un milieu de travail et de vie sain et des services de cantine aux délinquants qui contribueront à une gestion sûre, sécuritaire et humaine.

Services de logement

Faire en sorte d'assurer un logement convenable en fournissant des services techniques, d'ingénierie et d'entretien liés à la gestion d'établissements y compris la planification, la conception et la mise en œuvre efficace de projets de construction.

Résultat stratégique

Réinsertion et gestion des cas.

Description des activités de programme

Gestion des cas

Faire en sorte d'assurer l'évaluation, la classification, le counseling et la surveillance des délinquants, autant en établissement que dans la collectivité.

Développement et prestation des programmes

Élaborer et mettre en œuvre des interventions correctionnelles structurées qui ciblent les besoins propres

aux délinquants afin de veiller à leur réinsertion sociale avec succès.

Rémunération des détenus

Faire en sorte que les détenus touchent une rémunération approuvée selon leur participation dans le cadre de leur plan correctionnel et d'accumuler des économies en vue de leur libération dans la collectivité.

CORCAN (OSS)

CORCAN, un organisme de service spécial qui fonctionne en recouvrement de coûts, donne aux délinquants des possibilités d'emploi et d'aide à acquérir des compétences relatives à l'employabilité afin de les soutenir dans leur recherche d'emploi après leur libération dans la collectivité.

Commission nationale des libérations conditionnelles

Résultat stratégique

Des décisions relatives à la mise en liberté sous condition qui contribuent à la protection du public par la réinsertion en toute sécurité des délinquants dans la collectivité.

Description des activités de programme

Décisions – Mise en liberté sous condition

Consiste à examiner des cas et à rendre des décisions judicieuses, à fournir le soutien nécessaire à la prise de décision, à donner de la formation adéquate afin d'assurer la compétence dans tous les aspects du processus décisionnel et à élaborer des politiques pour guider les décisions et les opérations.

Résultat stratégique

Transparence et imputabilité du processus de mise en liberté sous condition, lequel assure une participation active et un engagement des victimes de crime et du public avant et après la prise de décisions pour une mise en liberté sous condition.

Description des activités de programme

Transparence et imputabilité du processus de décisions de mise en liberté sous condition

Consiste à communiquer des renseignements aux victimes et à fournir de l'aide aux observateurs présents aux audiences de la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) ainsi qu'aux personnes désireuses de consulter le registre des décisions de la CNLC, à établir des stratégies d'information à l'intention du public et à enquêter sur les incidents graves survenant dans la collectivité.

Résultat stratégique

Des décisions de pardon et des recommandations de clémence qui contribuent à la protection du public et appuient le processus de réhabilitation.

Description des activités de programme

Décisions de pardons – Recommandations de clémence

Consiste à examiner les demandes de réhabilitation et à décider judicieusement s'il convient d'octroyer ou de refuser la réhabilitation, à fournir le soutien nécessaire aux prises de décision touchant la réhabilitation, à élaborer une politique en matière de clémence et de réhabilitation, à percevoir les recettes liées aux réhabilitations et à formuler des recommandations concernant la clémence.

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Résultat stratégique

Les problèmes des délinquants au sein du système correctionnel fédéral sont identifiés et résolus au moment opportun et de façon raisonnable.

Description des activités de programme

Surveillance des opérations correctionnelles

Le rôle du Bureau de l'enquêteur correctionnel est d'enquêter sur les plaintes individuelles des délinquants concernant les recommandations, décisions, actes ou omissions du Service correctionnel du Canada (SCC). Il a également l'obligation d'examiner et de formuler des recommandations concernant les politiques et pratiques du SCC donnant lieu aux plaintes individuelles, afin de relever les carences systémiques et d'y remédier. La section 19 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* exige l'examen des enquêtes du SCC en cas de décès ou de blessure grave d'un délinquant. Le Bureau surveille également les incidents d'usage de la force, conformément aux recommandations de la Commission Arbour.

Gendarmerie royale du Canada

Résultat stratégique

Services de police fédérale de qualité.

Description des activités de programme

Opérations fédérales et internationales

Les services de police fédérale offrent des services de protection, d'enquête, d'application de la loi et de po-

lice au gouvernement fédéral, à ses ministères et organismes et aux Canadiens.

Services de police de protection

Les services de police de protection dirigent la planification, la mise en œuvre, la gestion et le suivi du Programme national de protection de la sécurité de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), incluant la protection des dignitaires, la sécurité lors d'événements majeurs et d'initiatives spéciales, dont les sommets dirigés par le premier ministre à caractère international.

Résultat stratégique

Services de police contractuels de qualité.

Description des activités de programme

Services de police communautaires, contractuels et autochtones

Ces services contribuent à assurer la sécurité des foyers et des communautés en offrant des services de police à diverses communautés dans huit provinces (exception faite du Québec et de l'Ontario) et dans trois territoires, par le truchement d'ententes de partage des coûts entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux et les administrations municipales et autochtones.

Résultat stratégique

Services de soutien de qualité aux services de police.

Description des activités de programme

Opérations relatives aux renseignements criminels

Un programme national de gestion des informations et des renseignements pour dépister et prévenir les actes criminels de groupes organisés, de nature grave ou qui

menacent la sécurité nationale au Canada ou à l'étranger et qui ont une incidence sur le Canada.

Opérations relatives à la police technique

Établissement de politiques et prestation de conseils et de services de gestion afin de prévoir, de rechercher, de créer et d'assurer la disponibilité d'outils techniques et de connaissances spécialisées grâce auxquels les membres sur le terrain et les partenaires peuvent mieux exécuter leur devoir, soit prévenir et enquêter sur les actes criminels et appliquer la loi, assurer la protection contre le terrorisme et exercer leurs fonctions dans un milieu sûr et sécuritaire.

Services de soutien aux services de police

Les services de soutien appuient la GRC dans son rôle en tant que corps de police.

Services de police nationaux

Ces services contribuent à la sécurité des foyers et des communautés, pour les canadiens, par l'acquisition, l'analyse, la répartition et l'entreposage d'applications scientifiques et technologiques qui sont mises à la disposition de toutes les agences canadiennes accréditées d'application de la loi.

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Résultat stratégique

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada (CEE-GRC) assure l'examen impartial et indépendant des griefs ainsi que des appels relatifs à des mesures disciplinaires ou à des décisions de renvoi ou de rétrogradation dont font l'objet des membres de la GRC.

Description des activités de programme

Examen des cas dans les délais impartis et formulation de conclusions et de recommandations judicieuses

Le président peut prendre des décisions dans des cas qui sont renvoyés devant le Comité externe d'après les renseignements aux dossiers ou à la suite d'une audience. Dans l'exécution de son travail d'examen, le Comité externe tente d'assurer un équilibre entre des intérêts tout aussi complexes que variés, tout en veillant à ce que les principes du droit administratif et du travail et les recours prévus par la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* soient respectés. Dans chaque cas, il doit tenir compte de l'intérêt public et s'assurer que les membres de la GRC sont traités de façon juste et équitable.

Résultat stratégique

Le CEE-GRC cherche à influencer positivement la façon dont les questions relatives aux relations de travail sont gérées au sein de la GRC.

Description des activités de programme

Diffusion de renseignements sur des principes juridiques pertinents

Le CEE-GRC veille à ce que ses conclusions et ses recommandations applicables à chaque cas soient expliquées clairement aux parties en cause et au commissaire de la GRC. Les résumés de ces conclusions et ses recommandations, ainsi que les articles d'intérêt et les renseignements sur des questions connexes, sont largement distribués au moyen d'une publication trimestrielle (Communiqué), de même que sur le site Web du CEE-GRC, dans son rapport annuel et dans d'autres documents respectant l'obligation gouvernementale de rendre des comptes.

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Résultat stratégique

Assurer le maintien de collectivités sûres par la promotion des valeurs canadiennes telles que les droits de la personne et les droits civils, le multiculturalisme et le respect de la diversité, l'égalité et l'équité, ainsi que le respect de la primauté du droit.

Description des activités de programme

Surveillance civile de la conduite des membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions

La Commission des plaintes du public contre la GRC est un organisme fédéral autonome créé en 1988 et qui a pour rôle d'examiner les plaintes du public concernant la conduite des membres de la GRC de façon équitable et objective.

Le travail que la Commission accomplit doit être pertinent, à bien des niveaux. Les plaintes reçues, les enquêtes menées et les rapports rédigés doivent tous être de qualité exceptionnelle. Le travail pourra ainsi supporter un examen critique des plus rigoureux et être compris par les plaignants et les membres visés de la GRC, tout en suscitant un débat fructueux sur les problèmes abordés.

Grâce à cette pertinence soutenue, la Commission est en mesure d'apporter une contribution remarquable à la responsabilité d'élaboration des politiques de Sécurité publique et Protection civile.

La Commission s'intéresse de près aux cas qui portent sur la conduite de la police en ce qui concerne le traitement des personnes en garde à vue, les décès en cellule,

le recours à la force, le traitement des personnes souffrant de troubles psychiques, les relations avec les collectivités autochtones et les poursuites policières à grande vitesse. Les questions découlant de la *Loi anti-terroriste* et de la *Loi sur le crime organisé* adoptées récemment, qui ont conféré de nouveaux pouvoirs extraordinaires à la police, revêtent également de l'importance pour la Commission.

À ce jour, le Commissaire de la GRC a souscrit à plus de 94 pour cent des conclusions défavorables et des recommandations de la Commission. Les recommandations de la Commission influencent peu à peu la conduite de la GRC et la politique nationale sur les pratiques policières.

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$	(S)	\$	\$	\$	\$	
644	...	...	13 084	13 728	(S)	...	644	13 084	...	
644	82 284 000	...	1 092 394	83 377 038		Total de l'organisme—Budgétaire	70 535 525	12 828 429	13 084	92 808 702
Service canadien du renseignement de sécurité										
...	259 097 000	...	...	259 097 000	35	Dépenses du programme				
...	...	...	63 387 650	63 387 650		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	259 097 000	...	63 387 650	322 484 650		Total—Crédit 35	316 053 780	6 430 870	...	277 870 883
...	32 995 000	...	(1 462 174)	31 532 826	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	31 532 826	...	...	...
419	...	...	1 029 549	1 029 968	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 029 609	...	359	726 227
419	292 092 000	...	62 955 025	355 047 444		Total de l'organisme—Budgétaire	348 616 215	6 430 870	359	278 597 110
Service correctionnel										
...	1 296 362 000	...	...	1 296 362 000	40	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	92 278 603	92 278 603		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	...	...	150 000	150 000		Virement du CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	1 296 362 000	...	92 428 603	1 388 790 603		Total—Crédit 40	1 370 289 063	18 501 540	...	1 326 278 353
...	138 217 000	...	...	138 217 000	45	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital	116 842 738	21 374 262	...	105 587 174
...	...	...	...	...	(S)	Pensions et autres avantages sociaux des employés	...	...	...	...
...	162 659 000	...	(389 169)	162 269 831	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	162 269 831	...	...	153 910 643
13 956 013	...	...	...	13 956 013	(S)	Fonds renouvelable CORCAN	1 754 455	...	12 201 558	(4 052 043)
295 200	...	...	777 025	1 072 225	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	851 131	...	221 094	599 429
...	...	...	47 201	47 201	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	47 201	...	...	238 667
...	...	...	40 986	40 986	(S)	Pertes d'opérations de change	40 986	...	...	...
14 251 213	1 597 238 000	...	92 904 646	1 704 393 859		Total budgétaire	1 652 095 405	39 875 802	12 422 652	1 582 562 223

43 048	...	...	...	43 048	L14b Prêts à des personnes sous surveillance obligatoire et aux libérés conditionnels en vertu du Compte des prêts aux libérés conditionnels, <i>Loi n° 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits</i> . Limite 50 000 \$ (Net)	(2 255)	...	45 303	(442)
14 251 213	1 597 238 000	...	92 904 646	1 704 393 859	Total de l'organisme—	1 652 095 405	39 875 802	12 422 652	1 582 562 223
43 048	...	...	...	43 048	Budgétaire	(2 255)	...	45 303	(442)
					Non budgétaire				
					Commission nationale des libérations conditionnelles				
...	27 506 000	...	...	27 506 000	50 Dépenses du programme				
...	...	...	7 674 000	7 674 000	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	...	...	3 365 367	3 365 367	Virement du CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	27 506 000	...	11 039 367	38 545 367	Total—Crédit 50	37 633 948	911 419	...	36 644 811
...	4 261 000	...	935 264	5 196 264	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 196 264	...	...	4 481 737
...	...	...	1 000	1 000	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	1 000	...	...	3 573
5 667	...	...	4 487	10 154	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	9 505	...	649	32 063
5 667	31 767 000	...	11 980 118	43 752 785	Total de l'organisme—Budgétaire	42 840 717	911 419	649	41 162 184
					Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽³⁾				
...	115 095 000	...	(115 095 000)	...	55 Dépenses du programme et contributions	...	...	...	...
...	5 975 000	...	(5 975 000)	...	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	...	...	...	...
...	121 070 000	...	(121 070 000)	...	Total de l'organisme—Budgétaire	...	...	...	...
					Bureau de l'enquêteur correctionnel				
...	2 558 000	...	...	2 558 000	60 Dépenses du programme				
...	...	...	354 900	354 900	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	2 558 000	...	354 900	2 912 900	Total—Crédit 60	2 754 307	158 593	...	2 450 435
...	361 000	...	52 451	413 451	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	413 451	...	...	420 594
...	2 919 000	...	407 351	3 326 351	Total de l'organisme—Budgétaire	3 167 758	158 593	...	2 871 029
					Gendarmerie royale du Canada				
...	1 258 951 000	...	...	1 258 951 000	65 Application de la loi—Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	236 482 089	236 482 089	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	1 258 951 000	...	236 482 089	1 495 433 089	Total—Crédit 65	1 441 119 361	54 313 728	...	1 371 850 740
...	197 988 000	...	...	197 988 000	70 Application de la loi—Dépenses en capital				
...	...	...	5 559 373	5 559 373	Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	197 988 000	...	5 559 373	203 547 373	Total—Crédit 70	201 220 561	2 326 812	...	204 930 267
...	43 645 880	...	...	43 645 880	75 Application de la loi—Subventions et contributions	42 206 532	1 439 348	...	40 935 187
...	288 557 430	...	(11 038 390)	277 519 040	(S) Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada	277 519 040	...	...	264 401 602

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$		
...	51 144 570	...	5 243 474	56 388 044	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	56 388 044	...	...	49 477 873
...	23 000 000	...	(510 528)	22 489 472	(S)	Pensions en vertu de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>	22 489 472	...	...	23 620 217
2 646 324	...	...	4 563 664	7 209 988	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 457 132	...	2 752 856	5 062 676
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	16 424
2 646 324	1 863 286 880	...	240 299 682	2 106 232 886		Total de l'organisme—Budgétaire	2 045 400 142	58 079 888	2 752 856	1 960 294 986	
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada											
...	772 000	...	...	772 000	80	Dépenses du programme				
...	...	...	55 450	55 450		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	772 000	...	55 450	827 450		Total—Crédit 80	809 488	17 962	...	748 496	
...	107 000	...	15 546	122 546	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122 546	...	...	124 661
...	879 000	...	70 996	949 996		Total de l'organisme—Budgétaire	932 034	17 962	...	873 157	
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada											
...	4 164 000	...	...	4 164 000	85	Dépenses du programme				
...	...	...	284 969	284 969		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	...	...	1 166 432	1 166 432		Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	251 822	251 822		CT, crédit 10 ⁽¹⁾				
...	4 164 000	...	1 703 223	5 867 223		Total—Crédit 85	5 233 427	633 796	...	4 261 694	
...	521 000	...	75 698	596 698	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	596 698	...	...	604 876
...	4 685 000	...	1 778 921	6 463 921		Total de l'organisme—Budgétaire	5 830 125	633 796	...	4 866 570	
Total du portefeuille ministériel—											
16 947 002	5 448 782 850	...	526 788 180	5 992 518 032		Budgétaire	5 707 991 686	269 246 149	15 280 197	5 390 431 858⁽³⁾	
43 048	...	...	...	43 048		Non budgétaire	(2 255)	...	45 303	(442)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

⁽²⁾ Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) a été renommé Sécurité publique et Protection civile.

⁽³⁾ Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré à Patrimoine Canadien. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 66 625 799 \$.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère ⁽¹⁾												
Gestion des mesures d'urgence et sécurité nationale	56 212 674	50 353 297	...	...	209 368 595	134 519 176	...	...	...	...	265 581 269	184 872 473
Police et application de la loi	44 052 292	42 558 123	...	...	2 076 000	2 043 111	...	...	...	...	46 128 292	44 601 234
Sécurité de la population et partenariats	40 707 311	40 169 382	...	...	123 992 405	100 080 098	...	...	...	...	164 699 716	140 249 480
Total du ministère—Budgétaire	140 972 277	133 080 802	...	...	335 437 000	236 642 385	...	...	...	...	476 409 277	369 723 187
Agence des services frontaliers du Canada												
Admissibilité	684 940 005	669 547 334	26 914 000	12 801 360	...	...	14 938 055	14 938 055	...	...	696 915 950	667 410 639
Exécution de la loi	309 395 525	296 244 838	4 403 000	4 353 687	...	...	...	...	...	...	313 798 525	300 598 525
Innovation et technologie	200 870 000	199 879 953	980 000	961 461	...	...	...	...	...	...	201 850 000	200 841 414
Sous-total	1 195 205 530	1 165 672 125	32 297 000	18 116 508	...	...	14 938 055	14 938 055	...	...	1 212 564 475	1 168 850 578
Revenus affectés aux dépenses	(14 938 055)	(14 938 055)	...	...	...	...	(14 938 055)	(14 938 055)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	1 180 267 475	1 150 734 070	32 297 000	18 116 508	...	...	...	...	...	...	1 212 564 475	1 168 850 578
Centre canadien des armes à feu												
Maximiser les avantages de la <i>Loi sur les armes à feu</i> en matière de sécurité publique	69 377 038	59 053 219	...	...	14 000 000	11 482 306	...	...	...	...	83 377 038	70 535 525
Total de l'organisme—Budgétaire	69 377 038	59 053 219	...	...	14 000 000	11 482 306	...	...	...	...	83 377 038	70 535 525
Service canadien du renseignement de sécurité—												
Budgétaire	355 047 444	348 616 215	...	...	...	...	...	...	...	...	355 047 444	348 616 215
Service correctionnel												
Sécurité	605 997 017	603 808 776	194 389	192 596	116 860	89 251	...	...	...	...	606 308 266	604 090 623
Services de soins de santé	148 924 054	147 363 048	50 490	49 132	192 000	209 699	...	...	...	...	149 166 544	147 621 879
Services institutionnels—												
Budgétaire	98 050 857	100 829 650	596 372	590 845	...	...	...	...	...	...	98 647 229	101 420 495
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	43 048	(2 255)	43 048	(2 255)
Services de logement	242 118 886	236 861 317	119 498 387	106 246 479	1 151 103	1 153 403	...	...	...	...	362 768 376	344 261 199
Gestion des cas	255 451 864	251 157 828	18 584 400	10 470 724	5 000	3 739	...	...	...	...	274 041 264	261 632 291

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Développement et prestation des programmes	175 566 321	169 266 385	...	...	868 037	836 455	...	...	...	...	176 434 358	170 102 840
Rémunération des détenus CORCAN (OSS)	23 071 809	21 211 623	...	...	...	...	...	...	...	...	23 071 809	21 211 623
	84 352 013	68 554 616	4 000 000	2 311 503	...	...	74 396 000	69 111 664	...	...	13 956 013	1 754 455
Sous-total—												
Budgétaire	1 633 532 821	1 599 053 243	142 924 038	119 861 279	2 333 000	2 292 547	74 396 000	69 111 664	...	...	1 704 393 859	1 652 095 405
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	43 048	(2 255)	43 048	(2 255)
Revenus affectés aux dépenses	(74 396 000)	(69 111 664)	...	...	...	...	(74 396 000)	(69 111 664)	...	...	...	...
Total de l'organisme—												
Budgétaire	1 559 136 821	1 529 941 579	142 924 038	119 861 279	2 333 000	2 292 547	...	...	...	...	1 704 393 859	1 652 095 405
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	43 048	(2 255)	43 048	(2 255)
Commission nationale des libérations conditionnelles												
Décisions—Mise en liberté sous condition	33 663 393	32 703 889	...	...	...	...	...	...	...	...	33 663 393	32 703 889
Transparence et imputabilité du processus de décisions de mise en liberté sous condition	7 429 223	5 818 143	...	...	...	...	...	...	...	...	7 429 223	5 818 143
Décisions de pardons—Recommandations de clémence	2 660 169	4 318 685	...	...	...	...	...	...	...	...	2 660 169	4 318 685
Total de l'organisme—Budgétaire	43 752 785	42 840 717	...	...	...	...	...	...	...	...	43 752 785	42 840 717
Bureau de l'enquêteur correctionnel												
Surveillance des opérations correctionnelles	3 326 351	3 167 758	...	...	...	...	...	...	...	...	3 326 351	3 167 758
Total de l'organisme—Budgétaire	3 326 351	3 167 758	...	...	...	...	...	...	...	...	3 326 351	3 167 758
Gendarmerie royale du Canada												
Opérations fédérales et internationales	577 222 984	545 821 306	35 413 073	33 841 747	...	...	7 282 583	6 801 092	...	...	605 353 474	572 861 961
Services de police de protection	100 591 073	119 107 648	5 153 683	6 613 581	...	...	1 618 352	1 511 354	...	...	104 126 404	124 209 875
Services de police communautaires, contractuels et autochtones	1 918 330 824	1 855 640 898	136 926 884	136 113 485	...	...	1 168 416 631	1 167 136 000	...	...	886 841 077	824 618 383
Opérations relatives aux renseignements criminels	63 850 565	69 253 812	3 284 342	2 369 445	...	...	809 176	755 677	...	...	66 325 731	70 867 580
Opérations relatives à la police technique	166 870 955	158 887 519	10 347 195	9 863 438	...	...	2 832 116	1 889 192	...	...	174 386 034	166 861 765

Services de soutien aux services de police	48 026 618	64 073 655	2 556 342	3 211 852	...	...	809 176	755 677	...	...	49 773 784	66 529 830
Services de police nationaux	148 948 116	152 301 752	9 865 854	9 207 012	386 080	372 899	5 522 940	6 754 020	...	...	153 677 110	155 127 643
Paiements de transfert non alloués spécifiquement	...	...	...	...	65 749 272	64 323 105	...	...	...	...	65 749 272	64 323 105
Sous-total	3 023 841 135	2 965 086 590	203 547 373	201 220 560	66 135 352	64 696 004	1 187 290 974	1 185 603 012	...	...	2 106 232 886	2 045 400 142
Revenus affectés aux dépenses	(1 187 290 974)	(1 185 603 012)	...	...	...	...	(1 187 290 974)	(1 185 603 012)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	1 836 550 161	1 779 483 578	203 547 373	201 220 560	66 135 352	64 696 004	...	...	...	...	2 106 232 886	2 045 400 142
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada—Budgétaire	949 996	932 034	...	...	...	...	...	...	...	...	949 996	932 034
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada—Budgétaire	6 463 921	5 830 125	...	...	...	...	...	...	...	...	6 463 921	5 830 125
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	5 195 844 269	5 053 680 097	378 768 411	339 198 347	417 905 352	315 113 242	...	...	...	...	5 992 518 032	5 707 991 686
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	43 048	(2 255)	43 048	(2 255)

(1) Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) a été renommé Sécurité publique et Protection civile.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère ⁽¹⁾									
Subventions									
Gestion des mesures d'urgence et sécurité nationale									
...	500 000	...	...	500 000	Programme conjoint de recherche sur les interdépendances relatives aux infrastructures	500 000	...	...	500 000
...	54 000	...	100 000	154 000	Programme de bourses de recherches de la Sécurité publique et Protection civile	144 375	9 625	...	54 000
...	554 000	...	100 000	654 000		644 375	9 625	...	554 000

Sécurité de la population et partenariats									
...	509 795	...	...	509 795	Société John Howard	509 795	...	...	509 795
...	451 807	...	...	451 807	Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry	451 807	...	...	451 807
...	834 542	...	...	834 542	Autres organismes nationaux de bénévolat actifs dans le secteur de la justice pénale	834 542	...	...	834 542
...	19 460 000	...	(100 000)	19 360 000	Subventions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	18 825 231	534 769	...	35 344 076
...	21 256 144	...	(100 000)	21 156 144		20 621 375	534 769	...	37 140 220
...	21 810 144	...	...	21 810 144	Total—Subventions	21 265 750	544 394	...	37 694 220

Contributions									
Gestion des mesures d'urgence et sécurité nationale									
...	876 856	...	(674 261)	202 595	Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du Solliciteur général	184 977	17 618	...	167 000
...	8 512 000	...	...	8 512 000	Contributions versées aux provinces et aux municipalités en exécution de la <i>Loi sur la protection civile</i>	8 341 947	170 053	...	...
...	200 000 000	...	...	200 000 000	Contributions versées aux provinces à titre d'aide financière en cas de catastrophes naturelles	125 347 877	74 652 123	...	107 781 935
...	209 388 856	...	(674 261)	208 714 595		133 874 801	74 839 794	...	107 948 935

Police et application de la loi									
...	975 000	...	1 101 000	2 076 000	Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du Ministre	2 043 111	32 889	...	1 239 211

Sécurité de la population et partenariats									
...	92 223 000	...	(1 838 671)	90 384 329	Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme de services de police des Premières nations	67 006 791	23 377 538	...	63 833 093
...	11 040 000	...	490 175	11 530 175	Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	11 530 175	...	...	10 275 310
...	...	...	921 757	921 757	Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du Ministre	921 757	...	...	...
...	103 263 000	...	(426 739)	102 836 261		79 458 723	23 377 538	...	74 108 403
...	313 626 856	...	...	313 626 856	Total—Contributions	215 376 635	98 250 221	...	183 296 549
Sommaire du ministère par activité de programme									
...	209 942 856	...	(574 261)	209 368 595	Gestion des mesures d'urgence et sécurité nationale	134 519 176	74 849 419	...	108 502 935
...	975 000	...	1 101 000	2 076 000	Police et application de la loi	2 043 111	32 889	...	1 239 211
...	124 519 144	...	(526 739)	123 992 405	Sécurité de la population et partenariats	100 080 098	23 912 307	...	111 248 623
...	335 437 000	...	...	335 437 000	Total du ministère	236 642 385	98 794 615	...	220 990 769
Centre canadien des armes à feu									
Contributions									
Maximiser les avantages de la <i>Loi sur les armes à feu</i> en matière de sécurité publique									
...	14 000 000	...	...	14 000 000	Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif)	11 482 306	2 517 694	...	12 562 127
...	14 000 000	...	...	14 000 000	Total de l'organisme	11 482 306	2 517 694	...	12 562 127
Service correctionnel									
Subventions									
Sécurité									
...	100 000	...	...	100 000	Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents	72 391	27 609	...	48 933
Services de soins de santé									
...	60 000	...	...	60 000	Subvention au Collège de médecine de l'Université de la Saskatchewan pour l'obtention d'une place en psychiatrie	59 764	236	...	...
...	122 000	...	...	122 000	Subvention au département de psychologie de l'Université de la Saskatchewan pour une chaire de psychologie judiciaire	119 935	2 065	...	118 264
...	182 000	...	...	182 000		179 699	2 301	...	118 264

Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	200 000	...	(200 000)	...	Développement et prestation des programmes Subvention aux collectivités autochtones pour des services et des programmes correctionnels pour Autochtones	...	...	...	...
...	482 000	...	(200 000)	282 000	Total—Subventions	252 090	29 910	...	167 197
Contributions									
Sécurité									
...	...	...	16 860	16 860	Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la parti- cipation du public relativement aux services correc- tionnels et à d'autres services complémentaires	16 860	...	...	...
Services de soins de santé									
...	...	...	10 000	10 000	Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la parti- cipation du public relativement aux services correc- tionnels et à d'autres services complémentaires	30 000	(20 000)	...	1 131 330
Services de logement									
...	1 135 000	...	(58 897)	1 076 103	Paiements aux collectivités autochtones pour l'exécution de programmes et la prestation de services correctionnels pour Autochtones	1 078 403	(2 300)	...	1 502 130
...	...	...	75 000	75 000	Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la parti- cipation du public relativement aux services correc- tionnels et à d'autres services complémentaires	75 000	...	...	60 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	200 000
...	1 135 000	...	16 103	1 151 103		1 153 403	(2 300)	...	1 762 130
Gestion des cas									
...	...	...	5 000	5 000	Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la parti- cipation du public relativement aux services correc- tionnels et à d'autres services complémentaires	3 739	1 261	...	7 000

...	...	...	5 000	5 000	Développement et prestation des programmes				
					Paiements aux collectivités autochtones pour l'exécution de programmes et la prestation de services correctionnels	5 000	...	...	...
					Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires				
...	716 000	...	147 037	863 037		831 455	31 582	...	...
...	716 000	...	152 037	868 037		836 455	31 582	...	...
...	1 851 000	...	200 000	2 051 000	Total—Contributions	2 040 457	10 543	...	2 900 460
Sommaire de l'organisme par activité de programme									
...	100 000	...	16 860	116 860	Sécurité	89 251	27 609	...	48 933
...	182 000	...	10 000	192 000	Services de soins de santé	209 699	(17 699)	...	1 249 594
...	1 135 000	...	16 103	1 151 103	Services de logement	1 153 403	(2 300)	...	1 762 130
...	...	...	5 000	5 000	Gestion des cas	3 739	1 261	...	7 000
...	916 000	...	(47 963)	868 037	Développement et prestation des programmes	836 455	31 582	...	...
...	2 333 000	...	...	2 333 000	Total de l'organisme	2 292 547	40 453	...	3 067 657
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones⁽²⁾									
Contributions									
Règlement des réclamations									
Contributions au titre de règlement des différends en groupe, des consultations et de l'élaboration des politiques, et de commémoration									
...	3 000 000	...	(3 000 000)	...		...	...	...	...
...	3 000 000	...	(3 000 000)	...	Total de l'organisme	...	...	...	...
Gendarmerie royale du Canada									
Subventions									
Paiements de transfert non alloués spécifiquement									
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions									
...	41 621 000	...	...	41 621 000		40 251 664	1 369 336	...	39 086 915
Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions									
...	1 535 000	...	...	1 535 000		1 512 374	22 626	...	1 436 401
Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions									
...	100 000	...	...	100 000		65 795	34 205	...	65 112
...	1 900	...	...	1 900	Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada	1 900	...	...	1 900
...	1 900	...	...	1 900	Association internationale des chefs de police	1 900	...	...	1 900
(S) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>									
...	23 000 000	...	(510 528)	22 489 472		22 489 472	...	...	23 620 217
...	66 259 800	...	(510 528)	65 749 272	Total—Subventions	64 323 105	1 426 167	...	64 212 445

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Contributions									
Services de police nationaux									
Contributions aux élèves qui ne sont pas membres de la Gendarmerie royale du Canada et qui suivent des cours au Collège canadien de police									
...	386 080	...	...	386 080		372 899	13 181	...	342 959
...	386 080	...	...	386 080	Total—Contributions	372 899	13 181	...	342 959
Sommaire de l'organisme par activité de programme									
...	386 080	...	...	386 080	Services nationaux de police	372 899	13 181	...	342 959
...	66 259 800	...	(510 528)	65 749 272	Paiements de transfert non alloués spécifiquement	64 323 105	1 426 167	...	64 212 445
...	66 645 880	...	(510 528)	66 135 352	Total de l'organisme	64 696 004	1 439 348	...	64 555 404
...	421 415 880	...	(3 510 528)	417 905 352	Total du portefeuille ministériel	315 113 242	102 792 110	...	301 175 957⁽²⁾

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) a été renommé Sécurité publique et Protection civile.⁽²⁾ Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré à Patrimoine Canadien. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 4 418 191 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Agence des services frontaliers du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Admissibilité	14 938 055	14 938 055	15 464 372
Total de l'agence—Budgétaire	14 938 055	14 938 055	15 464 372
Service correctionnel			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
CORCAN (OSS)	74 396 000	69 111 664	77 650 689
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Compte des prêts aux libérés conditionnels	...	5 614	6 731
Total de l'organisme—			
Budgétaire	74 396 000	69 111 664	77 650 689
Non budgétaire	...	5 614	6 731
Gendarmerie royale du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Opérations fédérales et internationales	7 282 583	6 801 092	7 036 539
Services de police de protection	1 618 352	1 511 354	1 563 675
Services de police communautaires, contractuels et autochtones	1 168 416 631	1 167 136 000	1 068 319 200
Opérations relatives aux renseignements criminels	809 176	755 677	781 838
Opérations relatives à la police technique	2 832 116	1 889 192	2 736 432
Services de soutien aux services de police	809 176	755 677	781 838
Services de police nationaux	5 522 940	6 754 020	5 766 605
Total de l'organisme—Budgétaire	1 187 290 974	1 185 603 012	1 086 986 127
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	1 276 625 029	1 269 652 731	1 180 101 188
Non budgétaire	...	5 614	6 731

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère ⁽²⁾		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 295 444	159 726
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	5 885 990	6 094 375
	8 181 434	6 254 101
Revenus divers	8 242	9 956
Total du ministère	8 189 676	6 264 057
Agence des services frontaliers du Canada		
Revenus fiscaux—		
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH)	23 252 808 513	21 909 245 022
Moins : décret de remise de la taxe gouvernementale	31 329 296	34 987 945
	23 221 479 217	21 874 257 077
Taxe d'accise—Carburant moteur—Essence	53 225 566	46 142 832
Droits de douane à l'importation	3 329 810 371	3 091 208 505
Droits d'accise—		
Spiritueux parvenus à maturité	99 457	63 443
Spiritueux non parvenus à maturité	6 405	...
Bière	2 416	2 158
Cigarettes	41 723 247	32 972 670
Cigares	36 608 922	24 638 647
Tabac manufacturé	...	7 950 713
Tabac naturel canadien en feuilles	1 145 618	254
	79 586 065	65 627 885
Autres taxes et droits d'accise—		
Taxes à la fabrication—		
Bijoux	40 775 893	47 790 825
Automobiles	172 656	168 441
Climatiseurs pour automobiles	24 839 615	16 463 410
Vins	2 289 181	2 495 373
Cotisation d'assurance-emploi	...	9
Divers	2 608 524	(18 947 046)
	70 685 869	47 971 012
Total des revenus fiscaux	26 754 787 088	25 125 207 311

Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	13 084	644
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	325 256	529 573	Revenus divers	3 553	2 080
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	4 363 730	931 086	Total de l'organisme	23 042 906	11 293 685
	4 688 986	1 460 659			
Ventes de biens et de services—			Service canadien du renseignement de sécurité		
Droits et privilèges	1 887 477	1 927 717	Autres revenus—		
Location et utilisation de biens publics	9	5 297	Revenus de placements—		
Services de nature réglementaire	5 386 989	5 378 024	Intérêt sur les dépôts bancaires	22 295	...
Services de nature non réglementaire	11 792 468	11 572 921	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Ventes de biens et de produits d'information	354 986	30 242	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	56 240	342 856
Autres frais et droits	141 925	140 214	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	698 688	598 046
	19 563 854	19 054 415		754 928	940 902
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	196 772	167 360	Ventes de biens et de services—		
Revenus divers—			Location et utilisation de biens publics	62 190	64 350
Intérêts et pénalités	16 163 129	290 830	Services de nature réglementaire	1 785 015	1 241 640
Divers—			Autres frais et droits	453 469	435 692
Amendes imposées pas le tribunal	1 716 928	1 485 690		2 300 674	1 741 682
Saisies	8 779 574	9 999 440	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 029 549	724 035
Gains provenant de la réévaluation des devises	...	356 975	Revenus divers	24 314	49 277
Divers	8 211 249	50 590 912	Total de l'organisme	4 131 760	3 455 896
	18 707 751	62 433 017			
	34 870 880	62 723 847	Service correctionnel		
Total des autres revenus	59 320 492	83 406 281	Autres revenus—		
Total de l'organisme	26 814 107 580	25 208 613 592	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	954 836	841 615
Centre canadien des armes à feu			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 507 960	2 282 137
Autres revenus—				3 462 796	3 123 752
Intérêt sur les dépôts bancaires			Ventes de biens et de services—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 113	15 342	Location et utilisation de biens publics—		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 781 202	37 351	Locations	65 343	60 389
	1 782 315	52 693	Chambre et pension—Détenus	573 376	561 988
Ventes de biens et de services—				638 719	622 377
Services de nature réglementaire	20 103 880	11 238 268	Services de nature non réglementaire—		
Autres frais et droits	1 140 074	...	Vente de repas	37 541	41 514
	21 243 954	11 238 268	Services psychiatriques—Contrat	923 369	990 178

Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Entretien des détenus—Contrat (accords fédéraux-provinciaux)	1 981 796	2 081 382	Gendarmerie royale du Canada		
Service de blanchisserie	570	720	Autres revenus—		
Frais d'accès à l'information	3 597	3 268	Revenus de placements— ⁽¹⁾		
Vente CORCAN—			Autres comptes—		
Frais de formation	22 597 928	18 225 347	Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger—		
	25 544 801	21 342 409	Intérêt	13 851	13 396
Ventes de biens et de produits d'information—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Vente de produits manufacturés	2 898 808	7 359 772	Remboursement des dépenses de fonctionnement de biens ou services	3 310 772	2 974 509
Vente CORCAN—			Récupération des pertes monétaires de l'exercice précédent	11 459	17 637
Vente de produits manufacturés	46 860 628	53 484 883	Remboursement pour réparation à des véhicules automobiles	464 295	396 504
	49 759 436	60 844 655	Divers	19 175	144 764
Autres frais et droits	165	5 844 324	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	918 703	349 967
	75 943 121	88 653 765		4 724 404	3 883 381
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	777 025	672 800	Ventes de biens et de services—		
Revenus divers—			Services de nature réglementaire—		
Gain de change pour réévaluation en fin d'exercice	1 489	...	Accès à l'information	5 234	3 756
Amendes et confiscations	145 948	130 801	Services de nature non réglementaire—		
Commissions sur la perception de la taxe de vente provinciale	873	1 282	Services de police aux gouvernements locaux	455 760 459	22 617 550
Commandes téléphoniques	165 653	165 157	Services de police aux gouvernements provinciaux et territoriaux	842 161 099	807 265 231
Réclamations de l'État	161 125	30 315	Recouvrements des coûts autres que ceux des biens immobiliers des sociétés d'État	...	314 369 908
Divers	258 042	230 587	Autres frais	2 581 004	2 206 195
	733 130	558 142	Autres revenus provenant de droits et redevances	351 112	562 917
Total de l'organisme	80 916 072	93 008 459	Frais de licence	1 241	2 576
Commission nationale des libérations conditionnelles			Stationnement payé	61 057	63 045
Autres revenus—			Location de bâtiments résidentiels	6 188 320	6 301 336
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Location de bâtiments non résidentiels	61 352	15 195
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	10 687	19 584	Vente de vêtements et d'équipements légers aux membres	294 297	280 262
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	96 560	12 038	Ventes de produits d'information	57 693	62 577
	107 247	31 622	Ventes d'autres biens	2 873 475	2 625 185
Ventes de biens et de services—			Divers	8 062 169	9 442 603
Services de nature non réglementaire	713 765	538 662		1 318 453 278	1 165 814 580
Ventes de biens et de produits d'information	336	271	Autres frais et droits—		
Revenus reportés	345 641	...	Services de police aux gouvernements provinciaux et territoriaux	...	72
	1 059 742	538 933	Revenus reportés	(25 185 307)	1 616 172
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 487	32 033	Divers	5 558 967	(891 761)
Total de l'organisme	1 171 476	602 588		(19 626 340)	724 483
				1 298 832 172	1 166 542 819
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 563 664	6 061 601
			Total de l'organisme	1 308 134 091	1 176 501 197

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Sommaire du portefeuille ministériel		
Revenus fiscaux	26 754 787 088	25 125 207 311

Autres revenus—		
Revenus de placements	36 146	13 396
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	23 702 110	15 747 110
Ventes de biens et de services	1 418 943 517	1 287 769 882
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 584 581	7 658 473
Revenus divers	35 640 119	63 343 302

Total des autres revenus	1 484 906 473	1 374 532 163

Total du portefeuille ministériel	28 239 693 561	26 499 739 474⁽³⁾

(1) Intérêt sauf indications contraire.

(2) Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) a été renommé Sécurité publique et Protection civile.

(3) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré à Patrimoine Canadien. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 1 499 563 \$.

SECTION 26

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités)

Ministère

Société canadienne des postes

Office des transports du Canada

Commission de la capitale nationale

Bureau de l'infrastructure du Canada

Monnaie royale du Canada

**Tribunal d'appel des transports du
Canada**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	26.2
Sommaire du portefeuille ministériel	26.5
Activités de programme	26.8
Paievements de transfert.	26.10
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	26.14
Revenus.	26.14

Ministère**Résultat stratégique**

Un système de transports efficace, intégré et accessible.

Description des activités de programme

Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre du marché

Cette activité de programme comprend l'élaboration de politiques, de lois, de programmes et d'un soutien à l'infrastructure des transports pour que la concurrence et les forces du marché guident le développement du réseau national des transports et qu'un marché sain et vigoureux encourage les concurrents actuels et les nouveaux venus à innover et à fournir de nouveaux services pour répondre aux besoins en transports des Canadiens. Les activités d'orientation qui y contribuent comprennent la surveillance et l'analyse du réseau de transport canadien, la production de rapports annuels sur la santé de ce dernier, des études économiques et l'élaboration de nouvelles politiques. De plus, dans le cadre de cette activité de programme, Transports Canada administre des programmes de subventions aux aéroports, aux ports, aux routes et aux ponts et remplit les fonctions de locateur et de surveillant des ports, des aéroports et des sites du réseau de navigation aérienne. Sous le volet infrastructure de cette activité de programme, Transports Canada négocie la cession de ports, d'aéroports et de terrains de la voie maritime à des intervenants locaux et exploite des ports et des aéroports jusqu'au moment de leur cession, ainsi que des ports et des aéroports fédéraux éloignés.

Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

La société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. (PJCCI) est une filiale de La Société des ponts fédéraux Limitée, une société d'État qui ne reçoit pas de crédits parlementaires. La direction des Programmes de sur-

face et cessions a la responsabilité de verser des contributions à la PJCCI qui a pour mandat d'exploiter et d'entretenir le pont Jacques-Cartier, le pont Champlain, la section fédérale du pont Honoré-Mercier, une partie de l'autoroute Bonaventure, le tunnel de Melocheville et l'estacade du pont Champlain, en exécutant des travaux d'entretien réguliers et majeurs, suivant les besoins, tout en offrant à leur usagers, un passage sécuritaire et efficace sur ces infrastructures.

Marine Atlantique S.C.C.

L'objectif de Marine Atlantique S.C.C. est l'exploitation des services sûrs, fiables et efficaces de transport maritime et des services connexes dans la région atlantique du Canada pour contribuer à la réalisation des objectifs gouvernementaux. Marine Atlantique S.C.C. obtient une aide financière à partir des coûts budgétés moins les revenus des usagers pour certains services de traversier pour lesquels le Canada a accepté la responsabilité, notamment les services prévus par l'Acte d'Union et la Confédération.

La société d'État assure les services suivants :

- a) respecter les engagements constitutionnels (services entre North Sydney et Port-aux-Basques);
- b) assurer d'autres services que ceux prévus par la Constitution (entre North Sydney et Argentinia).

VIA Rail Canada Inc.

L'objectif de VIA Rail Canada Inc. est de gérer et d'assurer les services ferroviaires pour le transport des voyageurs au Canada de façon à en améliorer la sûreté, l'efficacité, l'efficacé et la rentabilité. VIA Rail est responsable de la gestion et de l'assurance de la plupart des services ferroviaires pour le transport des voyageurs au Canada en vertu du contrat de services ferroviaires voyageurs conclu avec le ministre des Transports. VIA Rail doit assurer les services prescrits par le Ministre dans des ententes fondées sur les coûts

budgétés moins les revenus. VIA Rail à son tour gère, assure et fait la mise en marché de services, entretient son équipement et passe des marchés avec le CN et le CP pour obtenir le droit de faire circuler des trains de voyageurs sur leurs réseaux respectifs et leur faire assurer l'exploitation de ces trains ainsi que la prestation d'autres services de soutien. VIA Rail reçoit également des fonds pour l'acquisition et la rénovation d'installations et de matériel et d'autres immobilisations.

Résultat stratégique

Un système de transports sûr et sécuritaire.

Description des activités de programme

Politiques, réglementation, surveillance et sensibilisation en appui à un système de transports sûr et sécuritaire

Les politiques, l'élaboration de règlements, la surveillance, l'application des règlements ainsi que les activités de communication venant appuyer un réseau de transport sûr et sécuritaire relèvent des activités du programme de Sécurité et sûreté. Le programme élabore les normes, lois et règlements nationaux, exerce des activités de surveillance, de mise à l'essai, d'inspection, d'application des règlements, de sensibilisation et de perfectionnement pour promouvoir la sécurité et la sûreté dans tous les modes de transport. Il conçoit également des plans de préparation aux situations d'urgence et fournit des services relatifs aux aéronefs au gouvernement ainsi qu'à d'autres organismes liés aux transports.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Ce programme comprend des paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien, dont la mission est de fournir un contrôle efficace des personnes – ainsi que des biens en leur possession ou sous

leur contrôle, ou des effets personnels ou des bagages qu'elles confient à une compagnie aérienne en vue de leur transport – qui ont accès, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée.

Résultat stratégique

Un système de transports respectueux de l'environnement.

Description des activités de programme

Politiques et programmes en appui au développement durable

Élaborer et mettre en œuvre des programmes et des politiques afin de protéger l'environnement naturel et d'obtenir un réseau de transport plus durable au Canada.

Société canadienne des postes

Résultat stratégique

Prestation de services postaux parlementaires, de services aux aveugles, et paiements décroissants pendant la période de transition pour la mise en œuvre du régime de pension de la Société canadienne des postes.

Description des activités de programme

Paiements concernant les programmes publics

Paiements concernant des services que la Société assure en franchise en vue d'appuyer les programmes publics du gouvernement : le courrier parlementaire franc de port et les documents à l'usage des aveugles.

Paiement, pendant la période de transition, pour la mise en œuvre du régime de pension de la Société canadienne des postes

Paiement visant à soutenir pendant la période de transition, la mise en œuvre du régime de retraite de la Société canadienne des postes.

Office des transports du Canada

Résultat stratégique

Un cadre de réglementation économique juste et ouvert qui aide à la mise en place d'un réseau de transport national rentable et accessible.

Description des activités de programme

Réglementation économique du système de transport fédéral

Réglementation économique du transport aérien, ferroviaire et maritime par l'administration de lois, règlements, codes de pratiques volontaires, programmes d'éducation et de visibilité et par le règlement de différends. En tant que tribunal quasi judiciaire indépendant faisant rapport au Parlement du Canada par l'intermédiaire du ministre des Transports, l'Office des transports du Canada rend ses décisions de façon indépendante sur divers sujets qui touchent le domaine des transports au Canada.

Commission de la capitale nationale

Résultat stratégique

Maximiser l'apport des terrains fédéraux et la programmation publique en développant la capitale comme source de fierté d'importance nationale.

Description des activités de programme

Animation et promotion de la capitale

Susciter la fierté et promouvoir l'unité en organisant divers programmes dans la capitale. Des événements ayant beaucoup d'impact (dont la Fête du Canada et le Bal de Neige), des programmes d'interprétation et des commémorations en sont les principaux produits. De plus, cette activité contribue à sensibiliser la population canadienne par l'entremise de campagnes nationales de marketing et de communication en présentant la capitale comme un lieu où les gens découvrent le patrimoine canadien, sa culture et ses réalisations.

Planification, design et utilisation des sols

Encadre la planification et l'aménagement des terrains fédéraux pour s'assurer qu'ils conviennent au rôle et à l'importance de la capitale, en considérant leur environnement naturel et leurs attributs patrimoniaux. Les produits comprennent des plans de vision à long terme préparés en consultation avec les autres autorités responsables de la planification et devant guider l'utilisation et l'aménagement des terrains de la capitale ainsi qu'à identifier la masse de terrains d'intérêt national qui est détenue en fiducie à l'intention des générations futures. La Commission de la capitale nationale (CCN) doit se pencher sur l'utilisation des sols, le design et les transactions liés aux terrains de la Couronne situés dans la capitale pour ensuite les approuver. La CCN dispose de programmes de gestion des collections archéologiques et d'examen des désignations des édifices patrimoniaux dans la capitale. La CCN est également responsable de la participation fédérale avec les partenaires provinciaux et municipaux lorsqu'il s'agit de traiter les enjeux de transport interprovincial et urbain dans la région de la capitale du Canada (RCC).

Gestion de l'immobilier

La CCN possède au-delà de 470 kilomètres carrés de terrain, soit 10 pour cent de la superficie de la RCC, ainsi que des centaines de routes, de sentiers, d'édifices et de ponts. Elle est aussi responsable de l'entretien, la gestion et la remise en état de six résidences officielles situées dans la RCC, de même que du parc de la Gatineau, de la ceinture de verdure et d'autres parcs et espaces verts. Elle gère et protège ces biens durables dans le cadre d'un programme de gestion de cycle de vie visant à améliorer le riche patrimoine culturel et l'environnement naturel de la capitale du Canada. Elle optimise également leur contribution aux programmes de l'entreprise, tout en s'assurant que les actifs de la CCN demeurent accessibles au public. La CCN gère aussi plus de 700 baux et l'entretien des terrains de la plupart des organismes fédéraux dans la RCC. Parmi d'autres activités, mentionnons l'acquisition de propriétés d'intérêt national, l'aliénation des propriétés excédentaires et les projets d'aménagement du territoire dans le but de mettre en valeur la capitale à l'intention des générations à venir.

Bureau de l'infrastructure du Canada**Résultat stratégique**

Répondre aux besoins prioritaires des Canadiens pour ce qui est de l'infrastructure qui contribue à la qualité de vie, à un environnement sain, à la croissance économique, au développement durable et urbain, à l'innovation et au commerce international.

Description des activités de programme*Programmes d'infrastructure*

Offrir des conseils stratégiques, des services de recherche, d'analyse et de communications, et des systè-

mes d'information afin d'appuyer, à l'échelle nationale, les investissements dans les infrastructures et les projets de recherche liés à l'infrastructure, et ce, en gérant et en administrant des programmes de financement de base.

Gestion du portefeuille des sociétés d'État

Centre de coordination appuyant le Ministre dans ses responsabilités relatives à quatre sociétés d'État précises s'inscrivant dans le portefeuille d'Infrastructure.

Monnaie royale canadienne**Résultat stratégique**

Les résultats stratégiques de la Monnaie royale canadienne (MRC) sont les suivants :

- élever la MRC au rang de marque de classe mondiale reconnue pour la qualité, l'innovation et le dépassement des attentes des clients;
- s'assurer que les pièces de circulation canadiennes et les services sont rentables, accessibles, pertinents et qu'il incitent les Canadiens à célébrer leur histoire, leur culture et leurs valeurs;
- s'assurer que les pièces de circulation étrangères, les produits d'investissement et les services d'affinage, les pièces de collection et les autres produits et services connexes sont les meilleurs dans leurs marchés respectifs;
- générer un profit et maintenir la viabilité à long terme de l'entreprise grâce à un engagement continu à satisfaire les besoins des clients, à susciter la croissance et à être rentable;
- créer un milieu de travail où les employés font valoir les valeurs de l'entreprise et célèbrent leur succès; et

- s'assurer que la santé, la sécurité et l'environnement sont des critères prépondérants dans la création d'un milieu de travail idéal.

Tribunal d'appel des transports du Canada**Résultat stratégique**

Fournir au milieu des transports au Canada un processus indépendant permettant la révision des décisions d'application des règlements ou de délivrance des permis prises par le ministre des Transports.

Description des activités de programme*Audience en révision et en appel*

Assure le fonctionnement d'un tribunal indépendant chargé de répondre aux demandes provenant du milieu des transports concernant la révision des décisions relatives à l'application des règlements ou à la délivrance des permis par le ministre des Transports aux termes de la *Loi sur l'aéronautique* et tenir des audiences pour les appels. À la suite d'une audience, le Tribunal peut, selon le cas, confirmer la décision du Ministre, y substituer sa propre décision, ou encore renvoyer l'affaire au Ministre pour réexamen.

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$	(S)		\$	\$	\$	\$
...	...	...	199 771	199 771	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	199 771	...	...	18 895
1 170 362	1 492 578 970	...	165 010 377	1 658 759 709		Total du ministère—Budgétaire	1 574 164 774	83 632 134	962 801	1 608 192 226
...	...	...	172 210 000	172 210 000	10	Société canadienne des postes ⁽³⁾ Paievements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	172 210 000	...	...	197 210 000
...	...	...	500 000 000	500 000 000	(S)	(L) Prêts à la Société en vertu de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> , articles 28, 29 et 30. Limite globale 500 000 000 \$ (Net)	...	...	500 000 000	...
...	...	...	172 210 000	172 210 000		Total de l'organisme— Budgétaire	172 210 000	...	...	197 210 000
...	...	...	500 000 000	500 000 000		Non budgétaire	...	...	500 000 000	...
...	20 971 000	...	...	20 971 000	35	Office des transports du Canada Dépenses du programme				
...	...	...	3 765 760	3 765 760		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	20 971 000	...	3 765 760	24 736 760		Total—Crédit 35	23 924 162	812 598	...	23 742 536
...	3 412 000	...	230 255	3 642 255	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 642 255	...	...	3 430 389
...	...	...	131 614	131 614	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	66 990	...	64 624	2 736
...	24 383 000	...	4 127 629	28 510 629		Total de l'organisme—Budgétaire	27 633 407	812 598	64 624	27 175 661
...	...	...	66 494 000	66 494 000	65	Commission de la capitale nationale ⁽⁴⁾ Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement				
...	...	...	1 679 000	1 679 000		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	...	...	2 022 000	2 022 000		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	70 195 000	70 195 000		Total—Crédit 65	70 195 000	...	...	68 404 000
...	...	...	22 063 000	22 063 000	70	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital				
...	...	...	117 000	117 000		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	...	...	718 000	718 000		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	22 898 000	22 898 000		Total—Crédit 70	22 898 000	...	...	33 263 000
...	...	...	93 093 000	93 093 000		Total de l'organisme—Budgétaire	93 093 000	...	...	101 667 000

				Bureau de l'infrastructure du Canada ⁽⁵⁾						
...	23 314 000	...	...	23 314 000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	20 597 260	20 597 260		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	23 314 000	...	20 597 260	43 911 260		Total—Crédit 1	37 271 572	6 639 688	...	28 866 876
...	769 119 000	...	...	769 119 000	5	Contributions				
...	...	...	16 325 000	16 325 000		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	769 119 000	...	16 325 000	785 444 000		Total—Crédit 5	524 702 925	260 741 075	...	199 405 275
...	1 545 000	...	1 000 584	2 545 584	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 545 584	...	...	1 996 127
...	...	...	581 928 000	581 928 000	(S)	Fonds de la taxe sur l'essence	581 928 000	...	...	...
...	...	...	380 887 986	380 887 986	(S)	Fonds du transport en commun	380 887 986	...	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	20 100 000
...	793 978 000	...	1 000 738 830	1 794 716 830		Total de l'organisme—Budgétaire	1 527 336 067	267 380 763	...	250 368 278
				Monnaie royale canadienne ⁽³⁾						
				(S)	(L) Prêts à la Monnaie en vertu de la <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> : Paragraphe 20(1) soit le montant global maximal de 75 000 000 \$, le 11 mars 1999 (Net)					
...	...	...	75 000 000	75 000 000			...	...	75 000 000	...
...	...	...	75 000 000	75 000 000		Total de l'organisme—Non budgétaire	...	...	75 000 000	...
				Tribunal d'appel des transports du Canada						
...	1 173 000	...	...	1 173 000	40	Dépenses du programme				
...	...	...	63 200	63 200		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	1 173 000	...	63 200	1 236 200		Total—Crédit 40	1 168 439	67 761	...	1 162 725
...	130 000	...	(13 611)	116 389	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	116 389	...	...	108 515
...	1 303 000	...	49 589	1 352 589		Total de l'organisme—Budgétaire	1 284 828	67 761	...	1 271 240
				Total du portefeuille ministériel—						
1 170 362	2 312 242 970	...	1 435 229 425	3 748 642 757		Budgétaire	3 395 722 076	351 893 256	1 027 425	2 185 884 405 ⁽³⁾⁽⁴⁾⁽⁵⁾
...	...	...	575 000 000	575 000 000		Non budgétaire	...	...	575 000 000	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

⁽²⁾ Transports a été renommé Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités).

⁽³⁾ Au cours de l'exercice, la Société canadienne des postes (SCP) et la Monnaie royale canadienne ont été transférées de l'Agence du revenu du Canada. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 197 210 000 \$(SCP).

⁽⁴⁾ Au cours de l'exercice, la Commission de la capitale nationale a été transférée de Patrimoine canadien. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 101 667 000 \$.

⁽⁵⁾ Le Bureau de l'infrastructure du Canada, auparavant rapporté comme portefeuille ministériel, est maintenant présenté sous Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités). Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 250 368 278 \$.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère ⁽¹⁾												
Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre du marché	209 258 677	218 815 093	35 035 000	24 807 169	422 590 363	403 878 743	314 261 204	313 674 513	...	...	352 622 836	333 826 492
Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	32 188 000	31 288 000	...	...	...	...	...	...	...	...	32 188 000	31 288 000
Marine Atlantique S.C.C.	70 233 000	70 233 000	...	...	...	...	...	...	...	...	70 233 000	70 233 000
VIA Rail Canada Inc.	169 001 000	169 001 000	...	...	...	...	...	...	...	...	169 001 000	169 001 000
Politiques, réglementation, surveillance et sensibilisation en appui à un système de transports sûr et sécuritaire	489 454 785	469 210 626	38 503 000	36 945 849	48 372 700	33 495 307	53 171 823	53 745 712	...	...	523 158 662	485 906 070
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	438 400 000	428 766 000	...	...	...	...	...	...	...	...	438 400 000	428 766 000
Politiques et programmes en appui au développement durable	57 693 000	42 310 735	1 252 000	4 816 066	14 245 861	8 064 863	34 650	47 452	...	...	73 156 211	55 144 212
Sous-total	1 466 228 462	1 429 624 454	74 790 000	66 569 084	485 208 924	445 438 913	367 467 677	367 467 677	...	...	1 658 759 709	1 574 164 774
Revenus affectés aux dépenses	(367 467 677)	(367 467 677)	...	...	...	...	(367 467 677)	(367 467 677)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	1 098 760 785	1 062 156 777	74 790 000	66 569 084	485 208 924	445 438 913	...	...	...	...	1 658 759 709	1 574 164 774
Société canadienne des postes— ⁽²⁾												
Budgétaire	172 210 000	172 210 000	...	...	...	...	...	...	...	...	172 210 000	172 210 000
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	500 000 000	...	500 000 000	...
Office des transports du Canada												
Réglementation économique du système de transport fédéral	28 510 629	27 633 407	...	...	...	...	...	...	...	...	28 510 629	27 633 407
Total de l'organisme—Budgétaire	28 510 629	27 633 407	...	...	...	...	...	...	...	...	28 510 629	27 633 407
Commission de la capitale nationale— ⁽³⁾												
Budgétaire	93 093 000	93 093 000	...	...	...	...	...	...	...	...	93 093 000	93 093 000
Bureau de l'infrastructure du Canada ⁽⁴⁾												
Programmes d'infrastructure	40 284 741	35 891 460	...	...	1 748 259 986	1 487 518 911	...	...	...	...	1 788 544 727	1 523 410 371
Gestion du portefeuille des sociétés d'État	6 172 103	3 925 696	...	...	...	...	...	...	...	...	6 172 103	3 925 696
Total de l'organisme—Budgétaire	46 456 844	39 817 156	...	...	1 748 259 986	1 487 518 911	...	...	...	...	1 794 716 830	1 527 336 067

Monnaie royale canadienne—⁽²⁾													
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	75 000 000	...	75 000 000	...
Tribunal d'appel des transports du Canada													
Audience en révision et en appel	1 352 589	1 284 828	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 352 589	1 284 828
Total de l'organisme—Budgétaire	1 352 589	1 284 828	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 352 589	1 284 828
Total du portefeuille ministériel—													
Budgétaire	1 440 383 847	1 396 195 168	74 790 000	66 569 084	2 233 468 910	1 932 957 824	...	...	...	...	...	3 748 642 757	3 395 722 076
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	575 000 000	...	575 000 000	...

(1) Transports a été renommé Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités).

(2) Au cours de l'exercice, la Société canadienne des postes et la Monnaie royale canadienne ont été transférées de l'Agence du revenu du Canada.

(3) Au cours de l'exercice, la Commission de la capitale nationale a été transférée de Patrimoine canadien.

(4) Le Bureau de l'infrastructure du Canada, auparavant rapporté comme portefeuille ministériel, est maintenant présenté sous Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités).

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Ministère ⁽¹⁾				
					Subventions				
					Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre du marché				
					Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	24 889 689	62 049	...	24 343 159
...	24 951 738	...	...	24 951 738					
					Politiques, réglementation, surveillance et sensibilisation en appui à un système de transports sûr et sécuritaire				
					Subvention pour la fermeture de passages à niveau	200 000	...	...	100 000
...	300 000	...	(100 000)	200 000					
...	25 251 738	...	(100 000)	25 151 738	Total—Subventions	25 089 689	62 049	...	24 443 159
					Contributions				
					Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre du marché				
					Association du transport du Canada	122 944	88 056	...	142 485
					Contribution à la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour des services de maintien de l'ordre à l'égard du pont de la Confédération	239 000	...	...	234 000
...	188 000	...	23 000	211 000					
...	230 000	...	9 000	239 000					
...	600 000	...	...	600 000					
					Contribution aux Chemins de fer nationaux du Canada pour le Programme de remise en état du pont de Québec	600 000	...	...	600 000
					Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	777 471	111 029	...	839 007
...	937 000	...	(48 500)	888 500					
					Terre-Neuve-et-Labrador—Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Nain, Davis Inlet, Hopedale, Postville, Makkovik, Rigolet, Cartwright, Black Tickle, Charlottetown, Port Hope Simpson, Mary's Harbour, Fox Harbour et Williams Harbour)	558 081	519	...	889 426
...	1 000 000	...	(441 400)	558 600					
					Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres aéroports :				
					Programme initial	2 235 741	23 159	...	2 379 100
...	1 958 900	...	300 000	2 258 900					
					Contribution à l'administration aéroportuaire régionale de Thompson au titre des coûts de remise en état de—				
					La piste 02/23 de l'aéroport de Thompson	863 573	466 610	...	67 336
...	2 223 856	...	(893 673)	1 330 183					
					Contributions des aéroports transférés non RNA—				
...	...	...	1 170 000	1 170 000					
					Paiements forfaitaires	1 169 998	2	...	1 745 002

...	2 632 000	...	11 713 000	14 345 000	Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme : Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais	14 344 439	561	...	6 490 210
...	8 036 000	...	1 320 000	9 356 000	Contributions à la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	9 354 777	1 223	...	9 244 359
...	10 397 025	...	(9 000 000)	1 397 025	Programme stratégique d'infrastructure routière :				
...	12 760 388	...	...	12 760 388	Points de passage frontaliers—Planification et intégration	947 087	449 938	...	...
...	158 463 097	...	(19 083 788)	139 379 309	Points de passage frontaliers	12 131 866	628 522	...	14 406 640
...	9 400 000	...	...	9 400 000	Composante routière	138 606 245	773 064	...	182 728 141
...	1 630 000	...	856 000	2 486 000	Systèmes de transport intelligents	4 148 903	5 251 097	...	1 779 161
...	16 967 296	...	(4 556 000)	12 411 296	Contribution à l'Administration aéroportuaire du Grand Toronto pour la liaison aéro-ferroviaire	2 485 679	321	...	9 051 646
...	31 225 000	...	35 000 000	66 225 000	Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagons-trémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien	12 006 504	404 792	...	12 309 376
...	38 000 000	...	...	38 000 000	Fonds de cession des ports	58 664 572	7 560 428	...	17 839 772
...	1 900 000	...	(1 870 000)	30 000	Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	35 399 862	2 600 138	...	24 386 092
...	1 170 000	...	(1 170 000)	...	Contribution financière spéciale à la Régie intermunicipale de l'aéroport régional de Mont-Joli qui servira à la construction d'un abri polyvalent ainsi qu'à la réalisation de divers projets d'immobilisations	30 000	...	...	...
...	302 000	...	...	302 000	Contribution à l'appui de la cession des aéroports ne faisant pas partie du Réseau national des aéroports	...	...	...	...
...	5 700 000	...	19 800 000	25 500 000	Contribution liée à la réfection de la piste 17-35, de la voie de circulation du tablier A, du drainage connexe, du balisage lumineux de la piste et du système d'approche à l'aéroport de Kapuskasing	302 000	...	...	...
...	3 300 000	...	(507 305)	2 792 695	Programme de contributions aux fonds d'exploitation, d'immobilisations et de lancement nécessaires pour les services ferroviaires voyageurs dans les régions et les localités éloignées	25 291 888	208 112	...	15 138 002
...	53 050 000	...	(259 771)	52 790 229	(S) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont	2 792 695	...	...	3 018 337
...	...	...	7 500	7 500	(S) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland	52 790 229	...	...	51 779 182
...	...	...	3 118 000	3 118 000	Le Programme canadien des prix en transport	7 500	...	...	...
...	...	...	12 000	12 000	Paiement à Ridley Terminals Incorporated—Fonctionnement	3 036 000	82 000	...	9 214 937
...	...	...	70 000	70 000	Contributions au groupe de recherche sur les transports du Canada	12 000	...	...	12 000
...	...	...	...	...	Contributions liées aux services ferroviaires voyageurs autres que ceux de VIA :				
...	...	...	...	...	Contributions pour le développement d'habiletés de transport	70 000	...	...	150 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5 745 598
...	362 070 562	...	35 568 063	397 638 625		378 989 054	18 649 571	...	370 189 809
...	200 000	...	50 000	250 000	Politiques, réglementation, surveillance et sensibilisation en appui à un système de transports sûr et sécuritaire				
...	...	...	...	...	Contributions à l'Association des chemins de fer du Canada dans le cadre du Programme Opération Gareautrain	250 000	...	...	250 000

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	384 700	...	(304 000)	80 700	Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	...	80 700	...	...
...	7 195 000	...	3 850 000	11 045 000	Paiements à l'appui des améliorations apportées aux croisements, approuvées aux termes de la <i>Loi sur la sécurité ferroviaire</i>	11 045 000	...	...	7 340 000
...	48 000 000	...	(15 800 000)	32 200 000	Programme de contribution pour la sûreté maritime	17 403 367	14 796 633	...	8 250 000
...	4 443 000	...	(50 000)	4 393 000	Code canadien de sécurité	4 392 940	60	...	4 265 010
...	...	...	144 000	144 000	Contribution à la société de la Croix-Rouge canadienne	144 000	...	...	192 000
...	...	...	60 000	60 000	L'Association des transports du Canada pour une base de données sur la documentation internationale de la recherche sur les transports	60 000	...	...	...
...	60 222 700	...	(12 050 000)	48 172 700		33 295 307	14 877 393	...	20 297 010
...	620 000	...	...	620 000	Politiques et programmes en appui au développement durable				
...	19 901 790	...	(9 579 929)	10 321 861	Sur la route du transport durable	497 632	122 368	...	658 251
...	3 482 210	...	(1 490 210)	1 992 000	Plan d'action 2000 sur le changement climatique :				
...	2 100 000	...	(788 000)	1 312 000	Programme de démonstration en transport urbain	6 985 926	3 335 935	...	3 320 030
...	26 104 000	...	(11 858 139)	14 245 861	Initiatives liées au transport des marchandises	299 753	1 692 247	...	890 956
...	448 397 262	...	11 659 924	460 057 186	Changement climatique : train de mesures pour la réduction des émissions—Initiatives liées au transport non routier des marchandises	281 552	1 030 448	...	525 923
...	448 397 262	...	11 659 924	460 057 186	Total—Contributions	420 349 224	39 707 962	...	395 881 979
Sommaire du ministère par activité de programme									
...	387 022 300	...	35 568 063	422 590 363	Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre du marché	403 878 743	18 711 620	...	394 532 968
...	60 522 700	...	(12 150 000)	48 372 700	Politiques, réglementation, surveillance et sensibilisation en appui à un système de transports sûr et sécuritaire	33 495 307	14 877 393	...	20 397 010
...	26 104 000	...	(11 858 139)	14 245 861	Politiques et programmes en appui au développement durable	8 064 863	6 180 998	...	5 395 160
...	473 649 000	...	11 559 924	485 208 924	Total du ministère	445 438 913	39 770 011	...	420 325 138
Bureau de l'infrastructure du Canada ⁽²⁾									
Contributions									
Programmes d'infrastructure									
...	515 841 000	...	(7 479 937)	508 361 063	Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	417 530 360	90 830 703	...	156 454 188
...	119 278 000	...	...	119 278 000	Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière	72 300 666	46 977 334	...	38 759 661

...	134 000 000	...	...	134 000 000	Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	11 066 962	122 933 038	...	418 016
...	...	...	755 059	755 059	Contributions dans le cadre du Programme de recherches, connaissances et rayonnement	755 059	...	...	53 500
...	...	...	2 724 878	2 724 878	Contribution à la Fédération canadienne des municipalités pour l'élaboration du Guide national pour des infrastructures municipales durables	2 724 878	...	...	3 719 910
...	...	...	16 325 000	16 325 000	Contribution à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	16 325 000	...	...	...
...	...	...	4 000 000	4 000 000	Contribution à Queens Quay West Land Corporation	4 000 000	...	...	...
...	769 119 000	...	16 325 000	785 444 000	Total—Contributions	524 702 925	260 741 075	...	199 405 275
Autres paiements de transfert									
...	...	...	581 928 000	581 928 000	Programmes d'infrastructure	...	...	...	...
...	...	...	380 887 986	380 887 986	(S) Contributions sous le Fonds de la taxe sur l'essence	581 928 000	...	...	...
...	...	...	962 815 986	962 815 986	(S) Contributions sous le Fonds du transport en commun	380 887 986	...	...	...
...	...	...	962 815 986	962 815 986	Total—Autres paiements de transfert	962 815 986	...	...	...
...	769 119 000	...	979 140 986	1 748 259 986	Total de l'organisme	1 487 518 911	260 741 075	...	199 405 275
...	1 242 768 000	...	990 700 910	2 233 468 910	Total du portefeuille ministériel	1 932 957 824	300 511 086	...	619 730 413⁽²⁾

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Transports a été renommé Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités).

⁽²⁾ Le Bureau de l'infrastructure du Canada, auparavant rapporté comme portefeuille ministériel, est maintenant présenté sous Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités). Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 199 405 275 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère ⁽¹⁾			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre du marché			
Revenus des prévisions des services de l'air	160 000	235 228	252 768
<i>Loi maritime du Canada</i> —Revenus portuaires	10 127 677	11 327 921	12 882 259
Revenus reliés à l'exploitation des aéroports	9 985 000	10 496 769	11 341 249
Paievements de location reliés aux biens meubles des autorités des aéroports	291 092 000	288 696 763	241 861 680
Recherche et développement	1 884 000	2 553 622	3 566 302
Divers	1 012 527	364 210	634 644
	314 261 204	313 674 513	270 538 902
Politiques, réglementation, surveillance et sensibilisation en appui à un système de transports sûr et sécuritaire			
Règlements de l'aviation canadiens	8 817 000	8 415 004	7 860 780
Entretien d'aéronefs et services de pilotage	30 060 000	30 143 860	30 710 246
Droits réglementaires de sécurité maritime	8 394 000	8 436 776	8 258 782
Inspections et certification	4 527 000	4 609 868	3 490 987
Recherche et développement	...	...	448 045
Divers	1 373 823	2 140 204	2 206 058
	53 171 823	53 745 712	52 974 898
Politiques et programmes en appui au développement durable	34 650	47 452	82 188
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	367 467 677	367 467 677	323 595 988

⁽¹⁾ Transports a été renommé Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités).

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère ⁽²⁾		
Autres revenus—		
Revenus de placements— ⁽¹⁾		
Prêts, placements et avances—		
Société canadienne des postes—Dividendes ⁽³⁾	58 700 000	63 400 000
Monnaie royale canadienne—Dividendes ⁽³⁾	1 000 000	...
Ponts Jacques-Cartier et Champlain	5 850 000	205 292
Andrew Ferri—Voie maritime	31 580	...
Administration portuaire de Saint John	214 517	264 195
Administration portuaire de Prince Rupert	113 315	99 670
Administration portuaire de St. John's	90 365	83 053
Administration portuaire de Halifax	1 058 748	1 040 961
Administration portuaire de Trois-Rivières	142 181	107 246
Administration portuaire de Vancouver	3 989 402	3 980 907
Administration portuaire de Port Alberni	59 791	61 229
Administration portuaire de Toronto	193 048	200 483
Administration portuaire de Sept-Îles	188 699	166 233
Administration portuaire de Québec	450 180	422 299
Administration portuaire de Montréal	3 579 628	3 513 610
Administration portuaire de Thunder Bay	59 528	71 672
Administration portuaire de Windsor	28 689	26 158
Administration portuaire de Hamilton	491 880	439 866
Administration portuaire de Nanaimo	138 254	130 956
Administration portuaire de North Fraser	52 680	53 121
Administration portuaire de Fraser River	683 262	429 869
Administration portuaire de Belledune	127 511	125 843
Administration portuaire de Saguenay	36 257	49 257
	77 279 515	74 871 920
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Ponts Jacques-Cartier et Champlain	223 940	...
Paievements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA)	14 053 293	...
Programme stratégique d'infrastructure routière—Portes frontalières Québec	...	507 149
Fonds de cession des ports—Coal Harbour	...	446 774
Entente Canada-NB pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers du Nouveau-Brunswick	...	144 145
Programme stratégique d'infrastructure routière—Province du Nouveau-Brunswick	...	13 623
Divers	1 947 883	738 818
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	6 793 573	4 862 270
	23 018 689	6 712 779

Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ventes de biens et de services—			Autres frais et droits—		
Droits et privilèges—			Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	2 413	(1 370 518)
Permis de transport d'explosif	37 146	130 025	Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	134 090	(12 042)
Revenus de redevances	60 543	51 763	Revenus pour les règlements des dommages aux wagons-trémies du CN	725 006	611 824
Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent	10 535 982	8 485 633	Revenus pour les règlements des dommages aux wagons-trémies du CP	118 007	27 710
	10 633 671	8 667 421	Revenus pour les frais de surestaries reliés aux wagons-trémies du CN	232 061	435 904
Location et utilisation de biens publics—			Revenu de chemin de fer national du Canada pour les frais de demurage reliés aux wagons trémies	406 025	...
Location à bail de wagons-trémies—CN	5 480 342	7 892 171	Revenus d'intérêts des aéroports cédés	20 458	...
Location à bail de wagons-trémies—CP	10 739 898	8 418 719		1 638 060	(307 122)
Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	994 209	1 199 166		402 393 080	386 354 695
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	8 074 803	8 523 905	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	962 801	1 170 362
Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	295 489 584	279 368 615	Revenus divers—		
	320 778 836	305 402 576	Amendes	892 683	1 329 335
Services de nature réglementaire—			Produits de cession des ventes de biens immobiliers	5 059 435	1 242 899
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères—Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères	19 222 592	17 134 962	Mérite de cour—CN	...	65 000
Services de nature non réglementaire—			Divers	410 012	392 700
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères—Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères	16 355 421	20 061 681		6 362 130	3 029 934
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	138 043	177 793	Total du ministère	510 016 215	472 139 690
Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	32 368 320	34 583 631	Office des transports du Canada		
	48 861 784	54 823 105	Autres revenus—		
Ventes de biens et de produits d'information—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères—Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères	297 124	144 304	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	78 827	5 230
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	961 013	489 449	Redressements des créateurs de l'exercice précédent	25 855	22 953
	1 258 137	633 753		104 682	28 183
			Ventes de biens et de services—		
			Droits et privilèges	10	42
			Ventes de biens et de produits d'information—		
			Produits des ventes des ordres et décisions	27	944
			Autres frais et droits—		
			Frais pour services rendus à des compagnies	50	449
				87	1 435

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	131 614	2 736
Revenus divers	24 029	50 768
Total de l'organisme	260 412	83 122
Bureau de l'infrastructure du Canada ⁽⁴⁾		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Prêts, placements et avances—		
Société immobilière du Canada limitée—Dividendes	11 000 000	5 000 000
Autres sociétés d'État—Queens Quay West Land Corporation	4 792 429	...
	15 792 429	5 000 000
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de traitements, biens et services	3 275	334
Autres paiements provenant des sociétés d'État consolidées	...	826 287
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent—		
Traitements et salaires	...	180 055
Dépenses de fonctionnement	656 956	131 611
	660 231	1 138 287
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits	100	90
Total de l'organisme	16 452 760	6 138 377
Tribunal d'appel des transports du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 589	40 145
Total de l'organisme	4 589	40 145

Sommaire du portefeuille ministériel

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Autres revenus—		
Revenus de placements	93 071 944	79 871 920
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	23 788 191	7 919 394
Ventes de biens et de services	402 393 267	386 356 220
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 094 415	1 173 098
Revenus divers	6 386 159	3 080 702
Total du portefeuille ministériel	526 733 976	478 401 334 ⁽³⁾⁽⁴⁾⁽⁵⁾

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) Transports a été renommé Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités).

(3) Au cours de l'exercice, la Société canadienne des postes (SCP) et la Monnaie royale canadienne ont été transférées de l'Agence du revenu du Canada. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 63 400 000 \$ (SCP).

(4) Le Bureau de l'infrastructure du Canada, auparavant rapporté comme portefeuille ministériel, est maintenant présenté sous Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités). Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 6 138 377 \$.

(5) Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

SECTION 27

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2005-2006

Travaux publics et Services gouvernementaux

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	27.2
Sommaire du portefeuille ministériel	27.5
Activités de programme	27.7
Paievements de transfert	27.9
Détail des montants disponibles pour être dépensés	27.10
Revenus	27.10

Résultat stratégique

Services de qualité : les ministères et organismes bénéficient de toute une gamme de services pangouvernementaux centralisés très efficaces.

Description des activités de programme*Services d'approvisionnement*

Faire l'acquisition de biens et de services pour le compte du gouvernement fédéral. Gérer le processus d'approvisionnement en aidant les clients dans la définition des besoins, dans le lancement des appels d'offres et l'évaluation des propositions, ainsi que dans la négociation et l'administration des contrats. Gérer tous les aspects des grands projets (plus de 100 millions de dollars) se rapportant aux achats. Les bureaux régionaux exercent les activités d'acquisition de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) dans l'ensemble du Canada. En outre, TPSGC a des bureaux aux États-Unis et en Europe, essentiellement pour répondre aux besoins des militaires.

Fonds renouvelable des services optionnels

Fonds permettant d'offrir des services spécialisés aux ministères clients, par exemple des services d'inspection maritime et des services techniques, la gestion des biens saisis, l'administration des voyages, les normes adoptées par consensus et les services d'évaluation de la conformité. Ce secteur fournit aux ministères clients des services d'aliénation. Achat de vaccins et de médicaments pour le compte des provinces et des territoires.

Fonds renouvelable de la production de défense

Fonds inutilisé à l'heure actuelle. On le maintient pour assurer les services d'acquisition de fournitures militaires en cas d'urgence.

Locaux et avoirs fédéraux

Gestion efficace des investissements immobiliers placés sous la garde de TPSGC dans le cadre de la réalisation des programmes du gouvernement.

Fonds renouvelable des Services immobiliers

Prestation de services immobiliers optionnels moyennant des honoraires à l'intention des autres ministères gardiens, ainsi que des autres ministères et organismes qui demandent des services en sus de ceux qui sont déjà fournis dans le cadre du Programme de la gamme des services de gestion des locaux et des avoirs fédéraux.

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers

Réalisation, selon le principe du recouvrement des coûts, des opérations d'aliénation courantes pour les biens immobiliers dont on n'a plus besoin, afin de produire des recettes pour l'État.

Services de Gestion de l'information (GI)/Technologie de l'information (TI)

Les services de GI-TI permettent de fournir, au gouvernement du Canada, des solutions de gestion et de technologie de l'information. Ils permettent également d'aménager les infrastructures, d'assurer la conception et d'exercer un leadership pour les grands projets de services réalisés dans l'ensemble du gouvernement.

Fonds renouvelable des Services de télécommunications

Il s'agit des services de gestion de réseaux et d'infrastructures, des services de télécommunication de la voix, des services de transmission par satellite et des services gérés. Il s'agit de la seule activité gérée à l'heure actuelle grâce à un fonds renouvelable entièrement compensatoire et financé par les clients.

Services d'intégration des affaires

La Direction générale de l'intégration des services (DGIS) de TPSGC assure et gère, dans l'ensemble, les relations entre TPSGC et sa clientèle d'autres organismes gouvernementaux pour les aider à servir les citoyens canadiens plus efficacement. En plus de gérer les régions, la DGIS joue un rôle essentiel dans la communication, en favorisant la compréhension de part et d'autre et en améliorant la coordination entre TPSGC et sa clientèle d'organismes. Elle exerce un leadership et constitue un guichet unique permettant aux clients d'avoir accès à TPSGC, en gérant les relations avec la clientèle, en assurant la communication entre les directions générales, en intégrant les services offerts par TPSGC pour répondre aux besoins complexes des clients dans l'ensemble du pays, en s'occupant de la promotion commerciale et en apportant des solutions aux problèmes, en plus de veiller à la satisfaction de la clientèle. En outre, elle gère le programme des services partagés en ce qui a trait à la modernisation des voyages et aux autres services et surveille les responsabilités régionales pour les organismes clients.

Traduction et interprétation pour le Parlement, interprétation des conférences et terminologie

Traduction et interprétation pour le Parlement, interprétation des conférences et terminologie.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

Prestation de services de traduction, de services technolinguistiques et d'autres services linguistiques à l'intention de la magistrature et des ministères et organismes fédéraux selon le principe du recouvrement des coûts. Sur demande, prestation de services de traduction, de services technolinguistiques et d'autres services linguistiques à l'intention des autres gouvernements au Canada et des organismes internationaux selon le principe du recouvrement des coûts.

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada

Fournir, à titre optionnel et moyennant des honoraires, des services d'experts-conseils et de vérification aux ministères et organismes fédéraux et, sur demande, aux administrations provinciales, territoriales, municipales et autochtones au Canada, de même qu'aux gouvernements étrangers et aux organismes internationaux.

Services d'information du gouvernement

Gestion de la plate-forme de communication du gouvernement du Canada, en donnant accès à l'information sur les programmes et les services gouvernementaux grâce à différentes voies de communication (la ligne téléphonique sans frais 1 800 O-Canada, le site Web Canada.gc.ca et la Gazette du Canada), en faisant la promotion des programmes et des services gouvernementaux (dans le cadre du marketing et de la publicité des Services gouvernementaux et du Programme des expositions) et en coordonnant les activités de communication du gouvernement du Canada (dans les secteurs de la publicité, de la recherche sur l'opinion publique et du droit d'auteur de l'État).

Services du receveur général

Gérer les opérations pour le Système ministériel de gestion financière. Fournir aux ministères des services optionnels de numérisation de documents. Fournir les services optionnels d'impression des effets de paiement, par exemple des relevés d'information sur les impôts et les relevés de rémunération. Les services optionnels sont offerts selon le principe du recouvrement des coûts.

Rémunération de la fonction publique

Administration des processus relatifs à la paye, aux pensions et à l'assurance maladie et invalidité pour les employés et les pensionnés de la fonction publique. Prestation de services de pension pour le ministère de la Défense nationale.

Résultat stratégique

Intendance saine : les Canadiens bénéficient de l'application d'une intendance saine et d'une surveillance adéquate dans la prestation de services pangouvernementaux centralisés.

Description des activités de programme

Intendance des opérations d'approvisionnement

Politique des approvisionnements, assurance de la qualité des contrats, perfectionnement professionnel, examen du rendement des fournisseurs et autres activités de gestion et d'administration pour permettre de réaliser les programmes.

Intendance des biens immobiliers

Leadership stratégique et gestion prospective des ressources et des biens immobiliers pour permettre au gouvernement de réaliser ses programmes.

Intendance de la Gestion de l'information (GI)/Technologie de l'information (TI)

Intendance de la GI-TI porte sur les normes, l'architecture, l'ingénierie, la sécurité, les relations avec les clients, la gestion des programmes des directions générales, la stratégie et la régie dans le domaine de la GI-TI.

Intégration des affaires – Gestion du rendement

Établir les attentes des clients et surveiller dans l'ensemble le rendement des services de TPSGC. Il s'agit notamment de s'assurer que l'on mesure efficacement la satisfaction de la clientèle et que la Direction générale de l'intégration des services (DGIS) participe aux initiatives d'amélioration des services, en faisant valoir le point de vue des clients dans la conception des améliorations. En outre, la DGIS coordonne les stratégies avec les régions pour l'intégration des services.

Intendance de la traduction

Gestion des programmes, stratégie, gouvernance et activités de surveillance et de soutien. Il s'agit également d'exercer les activités nécessaires pour :

- assurer la permanence des services linguistiques offerts au Parlement, à la magistrature et au gouvernement fédéral;
- promouvoir le développement et la croissance de l'industrie langagière au Canada;
- veiller à l'élaboration et à la diffusion des normes de traduction, de terminologie et technolinguistiques au Canada; et
- jouer le rôle de spécialiste fonctionnel dans les domaines de la traduction, de la terminologie, de l'interprétation, de la linguistique et de la technolinguistique pour les autres ministères et organismes.

Intendance de l'information du gouvernement

Les activités d'intendance de l'information du gouvernement consistent à gérer stratégiquement, à coordonner et à surveiller l'information de l'ensemble du gouvernement dans les secteurs de la publicité, de la recherche sur l'opinion publique, des expositions, de l'accès public à l'information électronique, de l'édition, de l'administration du droit d'auteur de l'État et de la surveillance des médias électroniques. Ces activités sont précisées dans la politique de communication du gouvernement du Canada et dans les procédures connexes.

Intendance du receveur général

Assurer un soutien de qualité supérieure pour le Trésor et les Comptes du Canada (perception des recettes, opérations de gestion de la trésorerie, services de paiement, Comptes publics, État mensuel des opérations financières et comptes centraux).

Intendance de la paye de la fonction publique

Administration des processus de paye du gouvernement. Développement et maintenance de systèmes informatiques et d'une infrastructure nationale de bureaux de service. Formation et conseils offerts aux conseillers en rémunération dans les ministères. Liaison avec les conseillers en rémunération, le Secrétariat du Conseil du Trésor et les compagnies d'assurances à propos du régime d'assurance de soins dentaires.

Intendance des pensions de la fonction publique

Administration des processus de gestion des pensions du gouvernement. Développement et maintenance de systèmes informatiques. Conseils et formation offerts. Prestation de services dans le domaine des assurances, dont la liaison avec les pensionnés, avec les compagnies d'assurances et, parfois, avec les employés. Élaboration de directives administratives sur les assurances et de cours de formation à l'intention de l'ensemble des conseillers en rémunération.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	2 078 348 000	...	...	2 078 348 000	1	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	181 751 553	181 751 553		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	...	...	2 620 253	2 620 253		Virement du CT, crédit 10 ⁽¹⁾			
...	2 078 348 000	...	184 371 806	2 262 719 806		Total—Crédit 1	2 129 196 951	133 522 855	... 2 018 244 448
...	327 924 000	...	...	327 924 000	5	Dépenses en capital	284 948 953	42 975 047	... 291 959 182
...	7 632 000	...	...	7 632 000	10	Subventions et contributions			
...	...	...	2 453 000	2 453 000		Mandats spéciaux du gouverneur général			
...	7 632 000	...	2 453 000	10 085 000		Total—Crédit 10	9 073 000	1 012 000	... 591 000
...	69 970	...	1 492	71 462	(S)	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux—Traitement et allocation pour automobile	71 462	...	... 71 971
...	79 069 000	...	34 704 044	113 773 044	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	113 773 044	...	... 109 390 860
7 871 863	(9 000 000)	...	9 000 000	7 871 863	(S)	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(3 046 489)	3 888 313 ⁽²⁾	7 030 039 (7 434 717)
39 986 028	...	...	...	39 986 028	(S)	Fonds renouvelable des services optionnels	(1 367 797)	...	41 353 825 (4 659 339)
29 197 395	(358 000)	...	358 000	29 197 395	(S)	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	(358 014)	...	29 555 409 (3 425 193)
35 956 054	...	...	...	35 956 054	(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	(9 247 610)	...	45 203 664 (6 589 513)
150 000 000	...	...	...	150 000 000	(S)	Fonds renouvelable des Services immobiliers	...	...	150 000 000 ...
45 733 355	...	...	...	45 733 355	(S)	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique	4 034 292	...	41 699 063 (3 889 084)
100 000 000	...	...	...	100 000 000	(S)	Fonds renouvelable de la production de défense	...	...	100 000 000 ...
...	...	...	2 032 176	2 032 176	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	2 032 176	...	... 778 125
205 836	...	...	710 782	916 618	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	193 449	12 387	710 782 198 398
...	...	...	12 450	12 450	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	12 450	...	... 21 308
...	...	...	464 843 287	464 843 287	(S)	Paiement en remplacement d'impôts fonciers versées aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	464 843 287	...	... 453 101 807
...	...	...	(466 001 166)	(466 001 166)	(S)	Recouvrements des ministères responsables	(466 001 166)	...	... (452 291 878)
...	...	...	405	405	(S)	Pertes d'opérations de change	405	...	... 571
408 950 531	2 483 684 970	...	232 486 276	3 125 121 777		Total budgétaire	2 528 158 393	181 410 602	415 552 782 2 396 067 946

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice		Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$		
2 069 848	...	...	...	2 069 848	L15b	Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables. Limite 22 000 000 \$ (Net)	827 253	...	1 242 595	(318 758)
52 795 118	...	...	...	52 795 118	(S)	(L) Loi sur l'administration des biens saisis de 1993, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 \$ (Net)	2 620 993	...	50 174 125	1 195 595
54 864 966	...	...	...	54 864 966		Total non budgétaire	3 448 246	...	51 416 720	876 837
408 950 531	2 483 684 970	...	232 486 276	3 125 121 777		Total du portefeuille ministériel—	2 528 158 393	181 410 602	415 552 782	2 396 067 946
54 864 966	...	...	...	54 864 966		Budgétaire	3 448 246	...	51 416 720	876 837
						Non budgétaire				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

(2) Le 19 janvier 1995, la décision du Conseil du Trésor a été rendue, étant entendu que l'excédent de 5 000 000 \$ accumulé à la fin de l'exercice sera versé au Trésor.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Services d'approvisionnement	248 271 923	235 402 608	...	...	...	...	59 977 000	55 210 123	...	...	188 294 923	180 192 485
Fonds renouvelable des services optionnels	150 389 028	92 676 756	...	...	...	...	110 403 000	94 044 553	...	...	39 986 028	(1 367 797)
Fonds renouvelable de la production de défense	100 000 000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	100 000 000	...
Locaux et avoirs fédéraux	1 890 668 164	1 790 678 302	327 924 000	284 948 953	7 927 121	7 915 121	452 723 791	436 284 815	...	...	1 773 795 494	1 647 257 561
Fonds renouvelable des Services immobiliers	934 764 000	912 274 880	...	...	...	...	784 764 000	912 274 398	...	...	150 000 000	482
Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	20 871 863	3 684 355	...	...	...	...	13 000 000	6 730 844	...	...	7 871 863	(3 046 489)
Services de Gestion de l'information(GI)/ Technologie de l'information (TI)	514 845 728	501 085 771	...	...	...	...	218 290 901	219 048 163	...	...	296 554 827	282 037 608
Fonds renouvelable des Services de télécommunications	183 628 464	135 539 786	...	...	...	...	137 894 000	131 505 494	...	...	45 734 464	4 034 292
Services d'intégration des affaires	35 411 472	31 342 019	...	...	...	...	15 888 001	15 401 265	...	...	19 523 471	15 940 754
Traduction et interprétation pour le Parlement, interprétation des conférences et terminologie	51 303 000	51 411 000	...	...	...	...	...	...	...	...	51 303 000	51 411 000
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	247 447 197	195 646 070	...	...	...	...	211 490 000	204 892 551	...	...	35 957 197	(9 246 481)
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	151 917 400	103 244 458	...	...	...	...	122 720 000	103 602 472	...	...	29 197 400	(358 014)
Services d'information du gouvernement	69 329 990	64 252 727	...	...	1 000 000	...	14 047 000	14 761 739	...	...	56 282 990	49 490 988
Services du receveur général	11 658 046	11 903 165	...	...	...	...	3 732 000	4 820 912	...	...	7 926 046	7 082 253
Rémunération de la fonction publique	4 395 196	4 444 128	...	...	...	...	2 833 001	2 877 162	...	...	1 562 195	1 566 966
Intendance des opérations d'approvisionnement	63 742 982	59 758 489	...	...	...	...	5 672 689	7 371 419	...	...	58 070 293	52 387 070
Intendance des bien immobiliers	67 055 225	58 773 323	...	...	...	...	1 773 000	1 694 387	...	...	65 282 225	57 078 936
Intendance de la Gestion de l'information (GI)/Technologie de l'information (TI)	16 550 463	14 542 997	...	...	...	...	3 594 999	3 175 914	...	...	12 955 464	11 367 083
Intégration des affaires—Gestion du rendement	43 739 318	44 255 378	...	...	...	...	37 641 000	38 157 060	...	...	6 098 318	6 098 318
Intendance de la traduction	2 449 000	2 449 000	...	...	...	...	...	...	...	...	2 449 000	2 449 000
Intendance de l'information du gouvernement	7 886 655	10 235 494	...	...	...	...	1 464 000	228 091	...	...	6 422 655	10 007 403
Intendance du receveur général	133 601 204	130 523 151	...	...	...	...	16 447 200	14 202 544	...	...	117 154 004	116 320 607
Intendance de la paye de la fonction publique	38 214 781	35 154 881	...	...	...	...	7 296 000	6 890 973	...	...	30 918 781	28 263 908

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Intendance des pensions de la fonction publique	76 620 039	68 118 436	...	...	...	...	54 838 900	48 927 976	...	...	21 781 139	19 190 460
Étendre la portée du crédit L29g de Finances	...	...	...	...	...	...	...	...	2 069 848	827 253	2 069 848	827 253
Administration des biens saisis	...	...	...	...	...	...	...	...	52 795 118	2 620 993	52 795 118	2 620 993

Sous-total—												
Budgétaire	5 064 761 138	4 557 397 174	327 924 000	284 948 953	8 927 121	7 915 121	2 276 490 482	2 322 102 855	...	...	3 125 121 777	2 528 158 393
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	54 864 966	3 448 246	54 864 966	3 448 246
Revenus affectés aux dépenses	(2 276 490 482)	(2 322 102 855)	...	...	...	...	(2 276 490 482)	(2 322 102 855)	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	2 788 270 656	2 235 294 319	327 924 000	284 948 953	8 927 121	7 915 121	...	...	...	...	3 125 121 777	2 528 158 393
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	54 864 966	3 448 246	54 864 966	3 448 246

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Subventions									
Locaux et avoirs fédéraux									
...	449 500 470	...	15 342 817	464 843 287	(S) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	464 843 287	...	...	453 101 807
...	(449 500 470)	...	(16 500 696)	(466 001 166)	(S) Recouvrement auprès des ministères ayant la garde des biens immobiliers	(466 001 166)	...	...	(452 291 878)
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	79 002
...	...	...	(1 157 879)	(1 157 879)		(1 157 879)	...	...	888 931
Services d'information du gouvernement									
...	1 000 000	...	...	1 000 000	Subventions à l'appui des activités et des projets visant une meilleure compréhension et valorisation de l'identité canadienne et une prise de conscience sociale	...	1 000 000	...	...
...	1 000 000	...	(1 157 879)	(157 879)	Total—Subventions	(1 157 879)	1 000 000	...	888 931
Contributions									
Locaux et avoirs fédéraux									
...	12 000	...	...	12 000	Association canadienne de normalisation	...	12 000	...	11 998
...	5 170 000	...	(1 170 000)	4 000 000	Contributions à Argentia Management Authority	4 000 000	...	...	500 000
...	...	...	5 073 000	5 073 000	Dessaisissement du parc portuaire de Trois-Rivières	5 073 000	...	...	...
...	5 182 000	...	3 903 000	9 085 000		9 073 000	12 000	...	511 998
Services d'information du gouvernement									
...	1 450 000	...	(1 450 000)	...	Contributions à l'appui des activités et des projets visant une meilleure compréhension et valorisation de l'identité canadienne et une prise de conscience sociale	...	...	...	...
...	6 632 000	...	2 453 000	9 085 000	Total—Contributions	9 073 000	12 000	...	511 998
Sommaire du portefeuille ministériel par activité de programme									
...	5 182 000	...	2 745 121	7 927 121	Locaux et avoirs fédéraux	7 915 121	12 000	...	1 400 929
...	2 450 000	...	(1 450 000)	1 000 000	Services d'information du gouvernement	...	1 000 000	...	...
...	7 632 000	...	1 295 121	8 927 121	Total du portefeuille ministériel	7 915 121	1 012 000	...	1 400 929

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services d'approvisionnement	59 977 000	55 210 123	63 973 170
Fonds renouvelable des services optionnels	110 403 000	94 044 553	76 210 255
Locaux et avoirs fédéraux	452 723 791	436 284 815	456 393 169
Fonds renouvelable des Services immobiliers	784 764 000	912 274 398	786 547 093
Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	13 000 000	6 730 844	9 301 924
Services de Gestion de l'information (GI)/ Technologie de l'information (TI)	218 290 901	219 048 163	187 713 507
Fonds renouvelable des Services de télécommunications	137 894 000	131 505 494	129 709 831
Services d'intégration des affaires	15 888 001	15 401 265	10 927 308
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	211 490 000	204 892 551	199 790 095
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	122 720 000	103 602 472	124 612 434
Services d'information du gouvernement	14 047 000	14 761 739	9 545 568
Services du receveur général	3 732 000	4 820 912	5 427 830
Rémunération de la fonction publique	2 833 001	2 877 162	2 803 620
Intendance des opérations d'approvisionnement	5 672 689	7 371 419	12 233 598
Intendance des biens immobiliers	1 773 000	1 694 387	3 530 734
Intendance de la Gestion de l'information (GI)/ Technologie de l'information (TI)	3 594 999	3 175 914	6 228 573
Intégration des affaires—Gestion du rendement	37 641 000	38 157 060	...
Intendance de l'information du gouvernement	1 464 000	228 091	54 334
Intendance du receveur général	16 447 200	14 202 544	16 553 329
Intendance de la paye de la fonction publique	7 296 000	6 890 973	8 994 389
Intendance des pensions de la fonction publique	54 838 900	48 927 976	47 916 762
Total budgétaire	2 276 490 482	2 322 102 855	2 158 467 523
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Recouvrement—Caisse d'avance fixe	2 069 848	...	...
Recouvrement—Biens saisis	...	35 470 186	31 270 317
Total non budgétaire	2 069 848	35 470 186	31 270 317
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	2 276 490 482	2 322 102 855	2 158 467 523
Non budgétaire	2 069 848	35 470 186	31 270 317

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	18 963 501	11 474 081
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	5 311 664	6 594 703
	24 275 165	18 068 784
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	378 198 132	399 442 999
Services de nature réglementaire—		
Bénéfices de bassins de radoub	5 128 839	3 753 640
Divers	105 524 207	101 622 063
	110 653 046	105 375 703
Services de nature non réglementaire—		
Location, licences et permis	1 065 763 094	1 645 077 479
Ventes de biens et de produits d'information—		
Ventes de biens et de produits d'information	12 850 022	9 040 651
Publications	6 625 149	4 042 114
Divers	803 140 140	...
	822 615 311	13 082 765
Autres frais et droits	19 343 677	10 618 288
	2 396 573 260	2 173 597 234
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	710 782	205 836
Revenus divers—		
Dons à l'État	155 334	123 575
Gain sur change de monnaie étrangère	...	41 073
Immeuble saisie	...	16 470 228
Divers	45 027 213	42 483 267
	45 182 547	59 118 143
Total du portefeuille ministériel	2 466 741 754	2 250 989 997⁽¹⁾

(1) Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

SECTION 28

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Index

A

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE, *voir volume III, section 5*

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES, *voir volume III, section 4*

ACTIFS NON FINANCIERS, *voir volume I, section 10*

Activités de programme—*Voir section ministérielle appropriée*

Administration du pipe-line du Nord, 23

Affaires étrangères, 2

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL, 2

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN, 3

Agence canadienne d'évaluation environnementale, 14

Agence canadienne d'inspection des aliments, 7

Agence canadienne de développement international, 2

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC, 4

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada, 10

Agence de la consommation en matière financière du Canada, 15

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE, 5

Agence de santé publique du Canada, 24

Agence des services frontaliers du Canada, 25

AGENCE DU REVENU DU CANADA, 6

Agence Parcs Canada, 14

Agence spatiale canadienne, 17

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE, 7

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS, *voir volume I, section 1*

ANCIENS COMBATTANTS, 8

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, 1.49

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, 1.65

A—Fin

Autorisations disponibles des exercices antérieurs, 1.77

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, 1.85

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État, 1.87

AUTRES INFORMATIONS DIVERSES, *voir volume III, section 11*

AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT, *voir volume III, section 10*

B

Bibliothèque du Parlement, 19

Bibliothèque et Archives du Canada, 20

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, 11

Bureau de l'enquêteur correctionnel, 25

Bureau de l'infrastructure du Canada, 26

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones, 20

Bureau du surintendant des institutions financières, 15

C

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, 22

Centre canadien des armes à feu, 25

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, 15

Centre de recherches pour le développement international, 2

Chambre des communes, 19

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION, 9

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, 11

Comité des griefs des Forces canadiennes, 12

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, 25

Commerce international, 2

Commissaire à la magistrature fédérale, 18

C—Suite

Commissariat à l'éthique, 19

Commissariat aux langues officielles, 11

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada, 18

Commission canadienne de sûreté nucléaire, 23

Commission canadienne des affaires polaires, 3

Commission canadienne des droits de la personne, 18

Commission canadienne des grains, 7

Commission canadienne du lait, 7

Commission canadienne du tourisme, 17

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire, 12

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, 9

Commission de la capitale nationale, 26

Commission de la fonction publique, 20

Commission des champs de bataille nationaux, 20

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada, 25

Commission des relations de travail dans la fonction publique, 20

Commission du droit d'auteur, 17

Commission du droit du Canada, 18

Commission mixte internationale, 2

Commission nationale des libérations conditionnelles, 25

COMPTES CONSOLIDÉS, *voir volume I, section 4*

COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, *voir volume I, section 8*

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice, 20

Conseil canadien des normes, 17

Conseil canadien des relations industrielles, 22

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés, 24

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses, 24

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, 20

C—Fin

Conseil de recherches en sciences humaines, 17
 Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, 17
 Conseil des Arts du Canada, 20
 CONSEIL DU TRÉSOR, 10
 Conseil national de recherches du Canada, 17
 CONSEIL PRIVÉ, 11
 Conseiller sénatorial en éthique, 19
 Corporation commerciale canadienne, 2
 Cour suprême du Canada, 18
 CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER, *voir volume I, section 5*

D

DÉFENSE NATIONALE, 12
 Dépenses ministérielles par article courant, 1.13
 Dépenses ministérielles par catégorie, 1.4
 Description des activités de programme, Résultat stratégique et—*Voir section ministérielle appropriée*
 Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels, 1.12
 Détail des autres paiements de transfert, 1.11
 Détail des montants disponibles pour être dépensés—*Voir section ministérielle appropriée*
 DETTE PORTANT INTÉRÊT, *voir volume I, section 6*
 Développement social, 22
 Directeur général des élections, 11
 DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN, 13

E

École de la fonction publique du Canada, 10
 ENCAISSE ET DÉBITEURS, *voir volume I, section 7*
 Énergie atomique du Canada limitée, 23

E—Fin

ENVIRONNEMENT, 14
 État des revenus et charges, 1.3
 ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES, *voir volume III, section 1*
 ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET RAPPORT ET OBSERVATIONS DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE, *voir volume I, section 2*

F

Financement agricole Canada, 7
 FINANCES, 15
 FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE, *voir volume III, section 7*

G

Gendarmerie royale du Canada, 25
 GOUVERNEUR GÉNÉRAL, 16

I

INDUSTRIE, 17
 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES, *voir volume III, section 2*
 Instituts de recherche en santé du Canada, 24

J

JUSTICE, 18

M

Monnaie royale canadienne, 26
 Musée canadien de la nature, 20
 Musée canadien des civilisations, 20
 Musée des beaux-arts du Canada, 20
 Musée national des sciences et de la technologie, 20

O

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET PASSIF ÉVENTUEL, *voir volume I, section 11*
 Office de commercialisation du poisson d'eau douce, 21
 Office des transports du Canada, 26
 Office national de l'énergie, 23
 Office national du film, 20

P

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR, *voir volume III, section 8*
 Paiements de transfert—*Voir section ministérielle appropriée*
 PAIEMENTS DE TRANSFERT, *voir volume III, section 6*
 PARLEMENT, 19
 PATRIMOINE CANADIEN, 20
 PÊCHES ET OCÉANS, 21
 PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES, *voir volume I, section 9*
 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS, *voir volume III, section 9*
 Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel, 1.34
 Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel, 1.40
 Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives), 1.43

R

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges, 1.21
 Récapitulation des charges externes par catégorie, 1.10
 Récapitulation des revenus externes, 1.28
 Résultat stratégique et description des activités de programme—*Voir section ministérielle appropriée*
 Revenus—*Voir section ministérielle appropriée*

R—Fin

Revenus ministériels, 1.22
 Ressources humaines et développement des compétences, 22
 RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT
 SOCIAL, 22
 RESSOURCES NATURELLES, 23
 REVENUS, CHARGES ET DÉFICIT ACCUMULÉ, *voir*
volume I, section 3

S

SANTÉ, 24
 Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, 2
 Secrétariat des conférences intergouvernementales
 canadiennes, 11
 SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE, 25
 Sénat, 19
 Service administratif des tribunaux judiciaires, 18
 Service canadien du renseignement de sécurité, 25
 Service correctionnel, 25
 SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX, *voir*
volume III, section 3
 Société canadienne d'hypothèques et de logement, 22

S —Fin

Société canadienne des postes, 26
 Société d'assurance-dépôts du Canada, 15
 Société d'expansion du Cap-Breton, 5
 Société de développement du Cap-Breton, 23
 Société du Centre national des Arts, 20
 Société Radio-Canada, 20
 Sommaire du portefeuille ministériel (de la provenance et de
 l'utilisation des autorisations)—*Voir section ministérielle*
appropriée
 Statistique Canada, 17

T

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, 14
 TABLEAUX SOMMAIRES ET APPENDICES, 1
 Téléfilm Canada, 20
 TRANSPORTS (TRANSPORTS, INFRASTRUCTURE ET
 COLLECTIVITÉS), 26
 TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES
 GOUVERNEMENTAUX, 27
 Tribunal canadien des droits de la personne, 18
 Tribunal canadien des relations professionnelles
 artistes-producteurs, 22

T—Fin

Tribunal canadien du commerce extérieur, 15
 Tribunal d'appel des transports du Canada, 26
 Tribunal de la concurrence, 17
 Tribunal de la dotation de la fonction publique, 20

V

Ventes de biens et de services, 1.30
 Vérificateur général, 15